- Rapport d'enquête -

L'intelligence collective et la mobilité
Enquête trans-disciplinaire sur les freins et les leviers à la pluri-mobilité en Bourgogne



J'y vais autrement...
Une initiative pour la mobilité durable

Par Philippe **Mougel**,
Sociologue cognitif,
chef de projet à Welience
et par Aurélien **Trioux**,
chargé de mission « Mobilité et Territoire »,
Alterre Bourgogne.

Octobre 2010

- Sommaire -

Sommaire

1. Présentation de l'enquête sociologique 7
1.1. Des recherches sur les attitudes des citoyens vis-à-vis de la mobilité 9
1.1.1. La poussée hégémonique de l'automobile à essence 9
1.1.2. L'automobile et les grands enjeux du XXI° siècle 11
1.1.3. Une recherche biographique sur les pratiques de mobilité 16
1.2. Généalogie de notre enquête sur les attitudes par rapport à la mobilité 24
1.2.1. Présentation de l'association Alterre Bourgogne 24
1.2.2. Le « laboratoire citoyen » sur la mobilité en Bourgogne 25
1.2.3. Présentation de l'initiative « j'y vais autrement » 33

2. Un projet de Recherche-Action/Formation-Action-Développement 36
2.1. Le paradigme de la Recherche 36
2.1.1. « L'évolutionnisme » 37
2.1.2. « Le pragmatisme » 39
2.1.3. « L'interactionnisme » 46
2.1.4. Le comportementalisme 47
2.1.5. « Le socio-cognitivisme » 52
2.1.6. « Le constructivisme » 60
2.1.6.1. Le changement 1 65
2.1.6.2. « Le changement 2 » 68
2.2. Une Recherche-Action 72
2.3. Une formation-Action 77
2.4. Une Formation-Développement 80
2.5. Problématique, hypothèse et objectifs de la Recherche-Action/formation-Action-Développement 80

3. Boîte à outils conceptuels et théoriques 83
3.1. La théorie des mèmes et la faculté des humains à s'imiter 84
3.2. Un cerveau non cartésien 92
3.2.1. Le cerveau tri-unique 92
3.2.2. Le cerveau hormonal 94
3.2.3. Le cerveau neuronal 103
3.2.4. La conscience à l'écoute des émotions 107
3.2.5. Les automatismes non-conscients 111
3.2.6. La perception et l'interprétation de la réalité 115
3.2.7. L'émergence de la conscience 120
3.2.8. Le modèle des versions multiples 124
3.2.9. La complexité de Soi 126
3.3. La théorie de la Dissonance cognitive 140

3.4. Les théories de l'Engagement 143
3.4.1. Les paris adjacents 144
3.4.2. La Communication engageante 146
3.4.3. La réduction des risques vis-à-vis des conduites addictives 152
3.4.4. La théorie du sentiment d'efficacité personnelle (S.E.P.) 162
3.5. Les approches de l'Intelligence collective 170
3.5.1. Les différentes sortes de symbiose, dans le processus évolutif 170
3.5.2. Les sociétés animales de même espèce 172
3.5.2.1. Les insectes sociaux 173
3.5.2.2. Les oiseaux 174
3.5.2.3. Les mammifères et parmi eux : les primates et les humains 175
3.5.3. Généalogie de la solidarité humaine 179
3.5.3.1. Les communautés humaines 180
3.5.3.2. L'État 181
3.5.3.2.1. La construction des appareils d'État et la démocratie 181
3.5.3.2.2. L'État-providence en question 184
3.5.3.2.3. De la collectivité locale à l'Union Européenne 190
3.5.3.3. Le marché et les firmes 195
3.5.3.4. L'émergence d'une société civile pluraliste 200
3.5.4. Les difficultés des humains à coopérer 206
3.5.5. L'étude des prises de décision 208
3.5.5.1. Les perspectives de la neuro-économie 208
3.5.5.2. L'empathie 212
3.5.5.3. Le dilemme du prisonnier 219
3.5.5.4. Le jeu du bien public 222
3.5.5.5. Le jeu de la ressource commune 224
3.5.6. Le « care » et la Justice 226
3.5.6.1. Le dilemme du vol altruiste 226
3.5.6.2. Les critiques des stades du développement moral de kohlberg 230
3.5.6.3. Généalogie du « care » et du « juste » 233
3.5.6.4. La théorie de la justice de john Rawls et des critiques 242
3.5.6.5. Le care, une priorité de la justice 247
3.5.6.6. Le sentiment d'injustice et des moyens d'y répondre 254
3.5.7. L'« empowerment » 279
3.5.7.1. Le débat entre walter Lippmann et john Dewey 280
3.5.7.2. Le retour au langage ordinaire 282
3.5.7.3. La croyance en l'efficacité citoyenne 285
3.5.8. Un forum hybride de démocratie participative 288
3.5.9. Les organisations apprenantes 292
3.5.9.1. Méthodologie de l'apprentissage collectif 295
3.5.9.2. La gestion des risques et la fiabilité organisationnelle 297
3.5.9.3. Expérimentation et innovation 300
3.5.9.4. La web-littératie 301
3.5.9.5. La co-évolution 306
3.5.9.6. Les pôles de compétences et de coopération 309
3.5.9.7. La Responsabilité sociale, économique et environnementale des entreprises 313
3.5.9.8. L'émergence de consciences globales 316
3.5.9.9. La tri-régulation et le pluralisme 319

4. Recueil et traitement des données 324
4.1. Les programmes d'incitation au changement de comportement volontaire 324
4.1.1. Le marketing individualisé 326
4.1.2. La Communication engageante et les méthodes délibératives 331
4.2. « J'y vais autrement », une méthode originale de Communication engageante et de méthode délibérative 338
4.2.1. Présentation des volontaires et des structures partenaires 339
4.2.2. Organisation de la démarche de recueil des données 346
4.2.2.1. Les témoignages du tour de table dans chaque réunion 350
4.2.2.2. Le débat à propos du film sur la mobilité de l'ADEME 361
4.2.2.3. L'enquête sur les motivations 364
4.2.2.4. L'enquête sur les pratiques de mobilité 366
4.2.2.5. Le Carnet de bord du volontaire 366
4.2.2.6. L'évaluation des expérimentations sur le terrain 367
4.2.2.7. L'évaluation de la Recherche-Action-Formation-Action-Développement 369
4.2.2.8. Le blog « jyva » 369
4.2.3. Le traitement des données 370
4.2.3.1. Les motivations des volontaires 370
4.2.3.2. Leurs problèmes et leurs solutions expérimentés de mobilité 375
4.2.3.3. Leurs propositions 378
4.2.3.3.1. Leurs attentes vis-à-vis - des employeurs, ... 384
4.2.3.3.2. Des entreprises de transports 385
4.2.3.3.3. Des services administratifs 386
4.2.3.3.4. Des commerces 386
4.2.3.3.5. Des écoles 386
4.2.3.3.6. Des collectivités territoriales 388
4.2.3.3.7. Des élus locaux, nationaux, européens 390
4.2.3.3.8. De leurs concitoyens 390
4.2.4. Leurs obstacles et leviers aux changements de mobilité 391
4.2.5. Leurs évaluations de leurs expérimentations sur le terrain 393
4.2.6. Leurs évaluations formatives de la démarche 393
4.2.7. Leurs contributions au Blog « jyva » 395
4.2.8. Résultats quantitatifs par rapport à la démarche 396
4.2.9. Evaluation du fonctionnement des groupes locaux 397

5. Construction d'une typologie psychosociale des attitudes et Analyse des données 397
5.1. Les dissonances cognitives 408
5.2. Les attitudes conservatrices 409
5.3. Les attitudes innovantes pro-actives 412
5.4. Les attitudes opportunistes 421
5.5. Les militances 424
5.6. Le sentiment d'efficacité personnelle 427
5.7. Le sentiment d'efficacité territoriale 429
5.8. La découverte par la conscience d'attitudes variées 432
5.9. Le rôle des attitudes dans l'acquisition de compétences 433

6. Le changement des comportements par rapport à la mobilité 435
6.1. Les stratégies d'accompagnement d'une conversion et de changement paradigmatique 438
6.2. Les stratégies d'influence sub-consciente 443
6.2.1. Les images subliminales 444
6.2.2. Les stimulations externes négatives 445
6.2.2.1. L'usage des châtiments 449
6.2.2.2. L'apprentissage de l'impuissance 451
6.2.2.3. La soumission à l'autorité 452
6.2.2.4. La pression conformiste 455
6.2.3. Les stimulations externes positives 457
6.2.4. Les stimulations externes négatives et positives 459
6.2.4.1. La régulation par le marché 459
6.2.4.2. La régulation par la fiscalité 461
6.2.4.3. La régulation par les infrastructures 462
6.2.4.4. La régulation judiciaire 465
6.2.4.5. Le neuromarketing 469
6.3. Les stratégies de conscientisation, de responsabilisation et de négociation 471
6.4. Les freins, les obstacles, les résistances aux changements 474
6.5. Les leviers, les opportunités, les stratégies de changement 476
6.6. Préconisations pour promouvoir l'intelligence territoriale des citoyens 477
6.6.1. Les Plans de déplacements et les citoyens 479
6.6.2. Les ateliers participatifs 481

7. Conclusion 483

8. Bibliographie 486

9. Annexes 538
9.1. Questionnaire sur les motivations 538
9.2. Questionnaires sur les pratiques de mobilité 543
9.3. Carnet de bord du volontaire 549
9.4 Questionnaire d'évaluation des expérimentations 556
9.5 Questionnaire d'évaluation de la Formation-Recherche-Action 562
9.6 Visuel du blog « J'y vais autrement… » 567
9.7 Revue de presse 570

1. Présentation de l'enquête sociologique

La capacité naturelle donnée aux humains, pour se déplacer leur a permis de se nourrir et d'explorer le monde. A travers les siècles, les humains ont su développer de plus, de nombreux outils, leur facilitant leur mobilité et celles des objets à transporter. L*'énergie nécessaire, pour ce soutien à sa mobilité*, l'humain a su la trouver dans des **sources renouvelables,** telles que son corps, les forces naturelles des cours d'eau, du vent... et des animaux, comme les chevaux, les ânes, les bœufs, les buffles, les chameaux, les dromadaires, les chiens... puis avec *l'évolution des techniques,* il a pu allonger, multiplier, accélérer ses trajets et rendre accessible ce droit à la mobilité quasiment à tous les humains. La mobilité s'est enrichie des découvertes, des inventions, des expériences. Elle a ouvert un champ d'exploration du monde terrestre, aquatique, spatial. Elle nous a offert d'y observer la bio-diversité végétale, animale et humaine. Nous avons pu entretenir des relations familiales élargies. Elle a répondu à nos besoins pour travailler, échanger des services, pratiquer des loisirs... Elle nous amené à voyager, à nous enrichir culturellement par la rencontre d'autres peuples de culture différente. Elle est source d'épanouissement. Ces innovations considérables ont donné à chacun l'envie de profiter des avantages d'une mobilité facilement accessible. Cependant, aux coûts liés au temps, aux risques, aux aléas de la mobilité, se sont rajoutés des coûts économiques, environnementaux et sociétaux de plus en plus importants. Nous avons dû utiliser des ressources non-renouvelables et nos transports ont participé au « réchauffement climatique », qui menace désormais notre écosystème. Aujourd'hui est venu un temps, où nous devons nous interroger sur ces décisions passées et en prendre d'autres cruciales, si nous voulons éviter les conséquences catastrophiques du réchauffement climatique, sauvegarder notre espèce et la bio-diversité. Les problèmes sont très complexes et ils vont exiger de nous une remise en cause radicale de notre système cognitif et de ce qui nous guidaient jusqu'à ce jour : « la Rationalité », les « rationalités », les rationalisations idéologiques (religieuses et politiques)...

« **La culture voiture** » née depuis seulement un siècle, a engendré un aménagement du territoire, des bassins de vie par et pour la voiture. Cette organisation a généré de nombreux impacts physiques sur les écosystèmes, sur les paysages, sur l'urbanisme et le développement des activités humaines. Mais elle a également généré un nouveau rapport à la mobilité et de nouveaux comportements. Avec la prise en compte croissante d'un besoin de limiter les impacts liés à *l'utilisation massive et*

excessive de la voiture individuelle, **les opérateurs de mobilité** (collectivités publics, entreprises, société de transports…) développent de plus en plus de solutions alternatives, de nouvelles infrastructures, de nouveaux services visant à *diminuer l'emprise de la voiture.*

Malgré leurs efforts, malgré l'existence de solutions, malgré *un coût de l'énergie croissant* et malgré une connaissance des impacts de la voiture, la voiture reste encore le mode de transport privilégié et cela même quand des solutions alternatives adaptées existent. Quels sont **les freins** à ces **transferts modaux** ? Comment faire concorder **l'offre alternative** avec le comportement des usagers potentiels ? Quels sont les freins à la transition vers **une mobilité durable** ? Quels sont **les leviers** permettant d*'accompagner ce changement de mode de mobilité* ?

C'est dans l'objectif de travailler sur l'analyse des comportements en lien avec les questions de mobilité des personnes qu'Alterre Bourgogne, Agence régionale pour l'environnement et le développement soutenable, a souhaité mener cette initiative. Complémentaire aux approches structurelles et quantitatives d'analyse de flux, ce travail a pour but de comprendre les différentes attitudes adoptées dans le choix des modes de transport des citoyens. Construit sur la base du **partenariat**, l'initiative a été lancée officiellement le 20 avril 2009.

A travers ce rapport d'enquête, vous découvrirez en premier lieu, différentes approches psychosociologiques qui ont permis de construire, avec l'Université de Bourgogne, l'Ademe et la SNCF, la méthodologie pour mener une **Recherche- Action**. Puis, après vous avoir présenté le détail des outils utilisés, l'analyse des données récoltées permettra dans un dernier temps d'identifier différents profils d'attitudes et de mettre en avant des pistes d'actions permettant de lever les freins et d'effacer les obstacles au changement.

Dans cette première partie du rapport d'enquête, nous nous proposons donc de :

- **citer** des études sur la mobilité, dont nous prendrons d'une certaine façon le relais,
- **expliquer** la genèse de la demande de Recherche dans le contexte de la Bourgogne,
- **définir** le cadre paradigmatique de la Recherche et la boîte à outils conceptuels, mis à notre disposition par des équipes de Recherche de différentes disciplines,
- **présenter** la méthodologie de notre démarche de « Recherche-

Action/Formation-Action-Développement »,

- **élaborer** notre problématique de Recherche, notre hypothèse et nos objectifs méthodologiques,
- **parcourir** le champ psychosocial de « la théorie des mèmes » et des « théories de l'engagement », afin de pouvoir recueillir les concepts qui pourront nous servir à analyser les données pour notre enquête sur le terrain,
- **décrire** enfin, les enjeux de « l'intelligence collective » auxquels notre étude souhaite apporter sa contribution, par rapport aux problèmes étudiés de la mobilité géographique.

1.1. Des recherches sur les attitudes des citoyens vis-à-vis de la mobilité

1.1.1. La poussée hégémonique de l'automobile à essence

A quoi sert **la mobilité** aux humains ? L'Homo Sapiens Sapiens serait parti d'Afrique pour conquérir les autres continents... La mobilité a permis aux humains de se donner de nouveaux terrains de chasse. Avec l'élevage, il purent offrir de nouveaux espaces de pâturage à leurs troupeaux. Ils conquérirent de vastes territoires. Ils bâtirent des villes, avec des marchés, où ils échangeaient des biens et des services. Ils développèrent l'agriculture, le commerce, l'artisanat. Les inventions d'outils et de technicités ont façonnés de nouveaux comportements, pouvant s'acquérir par l'imitation, l'apprentissage, l'éducation, la formation.

Dans l'antiquité, au transport à pieds à dos d'hommes, se sont ajoutés progressivement l'utilisation des animaux de traits comme les chevaux, les ânes, les bœufs, les chameaux, les dromadaires, les éléphants... L'utilisation de l'énergie animale se serait faite plus tard que sa domestication. On estime que l'homme a commencé à atteler des bovins à des araires ou des véhicules à roues, durant le IVe millénaire avant J-C. Ces techniques apparues notamment dans l'ancien croissant fertile et en Ukraine, ont par la suite connu un développement mondial.

On peut désormais transporter avec des moyens très variés des marchandises, des passagers, des informations... On distingue différents types de transports : routiers,

ferroviaires, maritimes, fluviaux, aériens, spatiaux, par internet... Ces transports nécessitent des industries de production de moyens de transport, des infrastructures, des services d'approvisionnement en énergie, des services commerciaux de fret et de voyage, des banques, des services de réparation des véhicules, de secours aux personnes, de police, de prévention des accidents... La mobilité des personnes s'est diversifiée et accrue au fil des siècles. Là, où en France, en 1936, une personne parcourait 5 km par jour, aujourd'hui, en moyenne, nous parcourons 45 km en voiture, en bus, en métro, en train et virtuellement des milliers, par la télévision, le téléphone, internet, les portables, les objets nomades interactifs…

Les transports jouent désormais un rôle décisif dans les façonnements territoriaux et les comportements sociétaux. Dans les civilisations contemporaines, les changements en ces domaines, ont été considérables et on a assisté au cours du dernier siècle à une accélération des transports, une intensification du nombre des déplacements, avec notamment une extension de l'usage de l'automobile à combustible fossile. Pour autant, cette réussite n'est pas sans nous interroger.

Par rapport à la généalogie de l'espèce humaine, la mode de l'automobile est très récente. Elle a pris naissance au XIX°siècle, lorsque la technique utilisait la vapeur comme source d'énergie, pour adopter ensuite le pétrole avec le moteur à explosion. Édouard **Delamare-Deboutteville** fabriqua avec léon **Malendin** la première voiture actionnée par un moteur à explosion, qu'il fit breveter le 12 février 1884. Son automobile, la première au monde était mue par un moteur à pétrole à 4 temps. L'automobile s'est progressivement imposée dans la plupart des pays, comme le principal mode de transport pour la circulation des individus et des marchandises. D'abord, considérée comme dangereuses, les voitures furent mêmes interdites dans plusieurs villes comme Toulouse, mais leur succès était tel auprès des populations que ces interdits ne purent se maintenir très longtemps. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, l'automobile fut l'apanage des gens fortunés et considérée comme un produit de luxe, un signe de distinction. Elle s'est démocratisée par la suite, grâce au modèle fordiste de la production en série et en masse, qui fit baisser considérablement les coûts de fabrication.

Son industrie a été l'un des secteurs les plus importants et les plus influents du XX° siècle. Son essor planétaire a été spectaculaire. De 250 000 automobiles en 1907, à 500 000 en 1914, avec la production de masse de la Ford T, premier modèle à utiliser pleinement le système de « travail à la chaîne » du taylorisme, on est passé ensuite à 50 millions avant la Seconde Guerre mondiale. Le parc automobile a triplé pendant

les trente années suivantes et il a atteint 300 millions de véhicules en 1975. En 2007, la production annuelle mondiale de voitures a passé le cap des 70 millions d'unités, et on estime que le parc pourrait dépasser le milliard en 2010. L'automobile a transformé profondément la mobilité des humains, elle a entraîné d'importants changements sociaux, en particulier dans le rapport des individus à l'espace. Elle a participé au développement des échanges économiques & culturels, et a suscité la construction de nouvelles infrastructures : routes, autoroutes, garages, parkings.... Elle a été aménagée non seulement pour son déplacement, mais aussi pour le travail et le loisir, voire même comme habitat : le mobil home. Tout un univers culturel s'est construit à partir de sa diffusion comme *objet de consommation grand public*. *Son usage s'est routinisé* et nous avons développé vis-à-vis d'elle une telle **addiction**, que nous trouvons difficile de nous passer d'elle.

1.1.2. L'automobile et les grands enjeux du XXI° siècle

Si l'automobile, utilisée de façon systématique, a offert des opportunités de mobilité aux personnes, elle confronte aujourd'hui les humains à un certain nombre d'effets pervers, comme par exemple : **le stress** dû aux embouteillages, à la vitesse, aux distances à parcourir..., la part importante du **budget des ménages** prise par les coûts de l'essence, du matériel-automobile, des services d'entretien et de réparation, des infrastructures, des dommages causés : de **la mortalité routière**, des accidents, des pollutions, de **l'épuisement des réserves d'énergie fossile**, de l'émission excessive de **gaz à effet de serre**, des nuisances multiples aux conséquences préjudiciables à **la santé publique** et à **la qualité de vie**..

André **Gorz** (2008), dans un texte sur « l'idéologie sociale de la bagnole », relève des paradoxes de la voiture : « elle confère à ses propriétaires une indépendance illimitée, leur permettant de se déplacer aux heures et sur les itinéraires de leur choix, à une vitesse égale ou supérieure à celle du chemin de fer. Or, cette autonomie a pour envers une dépendance à une foule de services marchands et de produits industriels. Un autre paradoxe avait été noté par ivan **Illich** (1985) : plus une société diffuse des véhicules rapides, plus – passé un certain seuil – les gens y passent et y perdent de temps à se déplacer. Comment cela se peut-il ? La ville, à cause de circulation intensive des automobiles est devenue pour beaucoup un enfer. Elle l'a rendue bruyante, asphyxiante, poussiéreuse... Ils ne pensent qu'à s'en évader et il faut davantage d'automobiles, encore plus rapides pour fuir sur des autoroutes vers des banlieues toujours plus lointaines. Du coup beaucoup de gens habitent loin de leur lieu de travail, loin de l'école, loin du supermarché, loin des services de santé et de loisirs – ce qui va exiger une deuxième voiture pour que la seconde personne

du ménage puisse faire les courses et conduire les enfants à l'école. Ce qui augmente encore les coûts de transport, déjà importants avec l'achat du véhicule, le prix de l'essence, des pneus, des réparations, de l'assurance, des péages, des contraventions, des impôts, du garage, des parkings... Après avoir tant entendu que grâce à la voiture on irait plus vite et que l'on gagnerait du temps et de l'argent, on s'aperçoit que la circulation bouchonne aux heures de pointe, que cela abouti bien souvent à nous faire lever plus tôt pour aller au travail et à en rentrer plus tard, pour échapper aux embouteillages. Le temps consacré à la circulation empiète sur le temps de travail, comme il dévore le temps familial et de loisir (Illich, 1973, p.120). La vitesse est plafonnée sur les routes pour des raisons de sécurité et par les lois de la dynamique des fluides, là où on ne peut doubler, c'est la voiture la plus lente qui détermine la vitesse du convoi.

Les principaux vecteurs de la péri-urbanisation résident dans l'indisponibilité et le prix élevé du foncier en zones urbaines, la recherche d'un certain cadre de vie et la facilité de mobilité. Nombre de ménages ont pris la décision d'acquérir un bien immobilier loin de la ville, en se basant sur le coût du foncier et sur celui de leurs déplacements à ce moment-là. André Gorz met en parallèle voiture et train. Il remarque que sur les voies rapides et sur les autoroutes, l'automobiliste est rivé à sa voie de circulation et qu'il ne peut, pas plus que le voyageur ferroviaire s'arrêter à l'improviste, qu'il doit avancer à une vitesse déterminée par d'autres et qu'il bénéficie en plus de désavantages spécifiques : vibrations, courbatures, dangers de collision, nécessité de conduire le véhicule, stress...

La consommation automobile est prise dans une logique dépensière et gaspilleuse. Elle consiste à remplacer des appareils et des outils simples par des nouveautés toujours plus complexes, fragiles et surpuissantes. Dès que tout le monde a accédé à un équipement, un autre se profile avec un appareillage nouveau consommant plus d'énergie que ceux qui l'ont précédé. Plus on s'élève dans l'échelle des revenus, plus est forte l'incitation à satisfaire par des consommations énergétiques des envies qui pourraient être satisfaites par d'autres moyens : le niveau de consommation d'énergie est devenu consciemment ou non une question de « standing » (Gorz, p.92). Plus vite les choses cassent, s'usent, se démodent, se jettent, plus le P.N.B. sera important et plus les comptables nationaux diront que nous sommes riches (le produit national brut correspond à la production annuelle annuelle de biens et de services marchands créés par un pays). Même les blessures corporelles et les maladies sont comptées comme des sources d'enrichissement, dans la mesure où elles font croître la consommation de médicaments et de soins. Il est devenu urgent de prendre d'autres outils de mesure de la richesse, car celui-ci est *trop réducteur, soumis aux effets pervers, insuffisants. Avec eux, ce sont aussi nos cadres cognitifs, notre vision du monde, nos valeurs, nos jugements... qui sont à réformer !* (Stiglitz,

Sen, Fitoussi, 2009, Gadrey, Jany-Catrice, 2007, Viveret, 2004).

Le mirage américain de l'automobile, comme nouveau lieu de vie : on y mange, on va au cinéma tout en restant dans la voiture, on se promène dans la ville et dans la campagne, sans avoir à sortir de son véhicule, on écoute de la musique, on est branché à la radio, à la télévision, à internet, on y dort... s'est transformé en un « enfermement cellulaire ».

En outre, l'État a contribué à faire disparaître des solutions de rechange. Il a laissé se dégrader les transports collectifs, il a supprimé de nombreuses liaisons ferroviaires entre les villes, leurs banlieues et leur couronne de verdure. Il a favorisé systématiquement les liaisons interurbaines à grande vitesse, à tel point que l'on n'est plus libre d'avoir une automobile ou non, parce que l'univers urbain et suburbain est agencé en fonction d'elle (Gorz, p. 84).

Ivan **Illich (**1975) a utilisé le terme de « *monopole radica*l » *:* lorsqu'un moyen technique est ou semble trop efficace, il crée un monopole et empêche l'accès aux moyens plus lents, comme les autoroutes, vis-à-vis de la marche à pied, des bicyclettes, des trains, des bus, des tram ou trolleybus... par exemple. Quand une industrie s'arroge le droit de satisfaire seule, un besoin élémentaire, jusque là l'objet d'une réponse individuelle, elle produit un tel monopole. La consommation obligatoire d'un bien qui consomme beaucoup d'énergie, comme le transport motorisé, restreint les conditions de jouissance d'une valeur d'usage surabondante : la capacité innée de transit. Lorsqu'elles sont en situation de monopole, elles atteignent un **seuil critique** et *les institutions de nos sociétés s'érigent alors en* **obstacles** *à leur propre fonctionnement*. Le transport et la vitesse font perdre du temps.

On pourrait en arriver même à considérer les automobiles, avec toutes les infrastructures qu'elles exigent, comme une espèce non-biologique, dominant en grande partie la planète, et les humains ne seraient plus qu'une sorte de parasites animaux associés.

Cette image peut surprendre, elle reprend pourtant l'idée de richard **Dawkins** (2003), concernant la fabrication par les humains de réplicateurs non-génétiques : « les mèmes », issus de l'évolution génétique des cerveaux humains et qui se propagent par imitation. Si les automobiles comme tant d'autres produits culturels artificiels, sont des **mèmes** inventés par les humains, ils prolifèrent aujourd'hui, au point de donner l'impression qu'ils pourraient désormais imposer leurs lois, en fonction de leurs seuls intérêts, ce que contesterait Dawkins.

De plus, *les accidents de la route* tuent 1,3 million de personnes dans le monde chaque année, et en blessent 40 fois plus (la sécurité routière dans le monde, archives, OMS, juin 2009). D'ici 2030, ceux-ci provoqueraient 2,4 millions de décès par an, la cinquième cause de décès humain dans le monde. Le coût global des accidents corporels pour l'année 2005 en France s'est élevé à 12 milliards d'euros, tandis que le coût global de « l'insécurité routière » est évalué à 24,9 milliards d'euros. Les accidents de la circulation routière occasionnent de graves dommages aussi bien physiques et psychologiques que matériels, à la fois aux victimes, à leur famille et à l'ensemble de la société. Ils constituent dans l'Union Européenne la première cause de mortalité chez les enfants, les adolescents, et chez les adultes de moins de 45 ans. Des catégories d'usagers sont particulièrement vulnérables face aux conducteurs d'automobiles, les piétons, les cyclistes et les motocyclistes. Les effets néfastes d'une **vitesse excessive** et inadaptée pour la sécurité routière, sont reconnus. L'alcool, la prise de médicaments et de drogues sont causes de nombreux accidents.

La *motorisation* a aussi des effets néfastes sur la qualité de vie, avec le stress et la fatigue provoquée par la conduite automobile, les nuisances, les embouteillages, la pollution de l'air, de l'eau et des sols. Elle dégrade en effet, sévèrement l'environnement naturel, animal et végétal, avec les installations routières envahissantes, son bruit, ses déchets, ses effets nocifs comme les pluies acides, les inondations favorisées par l'ampleur des surfaces asphaltées imperméables, l'épuisement des ressources d'énergie fossile, les émissions de gaz à effet de serre et leurs contributions au réchauffement climatique... En France, les transports représentent 66% de la consommation de produits pétroliers à usage énergétiques et provoquent 34% des émissions totales de CO2, principal gaz à effet de serre, contribuant au changement climatique. La voiture à combustion fossile est la première source de pollution atmosphérique locale.

Or la pollution de l'air a des effets néfastes, d'une part sur la santé humaine – qui peuvent notamment se traduire par des problèmes respiratoires ou cardio-vasculaire – et d'autre part sur l'environnement, comme l'altération de la croissance des végétaux ou leur jaunissement. Les dangers ne se limitent pas aux pics de pollution. Des études épidémiologiques mettent en évidence des conséquences à long terme, lorsqu'il y a exposition chronique à des niveaux modérés de polluants comme les conditions météorologiques et la mauvaise circulation de l'air (Alterre Bourgogne, « Tableau de bord de l'environnement en Bourgogne, 2009).

Les transports, et tout particulièrement ceux des particuliers, sont devenus un enjeu majeur en termes d'environnement, de consommation énergétique, de santé publique et d'aménagement du territoire. Aujourd'hui, chacun d'entre-nous est

interpellé par les impacts de ce mode de vie, qui a façonné et façonne encore les villes et les campagnes, pour l'usage intensif des automobiles à essence. Ivan **Illich** (1973, pp.120, 122) propose une **désaccoutumance** à l'automobile et aux autres vecteurs d'une croissance illimitée, insoutenable. Il pense qu'elle sera douloureuse pour la génération de transition et surtout pour les plus intoxiqués de ses membres. L'humain automobilisé est comme un « junkie » : *l'accoutumance déforme l'ensemble de son système de valeurs et mutile sa capacité de jugement*. *Les drogues dures amènent leurs usagers à payer toujours plus, pour jouir toujours moins*. Les moyens de transport sont réduits au *plaisir furtif de la vitesse*, plutôt que comme un moyen d'accroître la liberté et la joie dans la circulation.

Et pourtant, les **alternatives** existent. Nous avons à notre disposition toute une palette de nouveaux modes de déplacements, de nouvelles pratiques ou tout simplement des moyens déjà éprouvés, remis au goût du jour. Dans les années à venir, le recours à d'autres modes que la voiture devrait s'amplifier, car il est devenu impératif de *diminuer l'impact des transports sur notre environnement*. Changer notre comportement est urgent et nécessaire. *Transports doux, transport en commun, utilisation différente de la voiture* : les solutions existent pour polluer moins, émettre moins de gaz à effet de serre et dépenser moins, quand on se déplace. La maîtrise de l'étalement urbain passe par **la densification de l'habitat** accompagné d'une *politique efficiente des transports collectifs*. Cette densification doit respecter l'identité culturelle de la cité et les éléments d'esthétique du paysage. En ce qui concerne les populations déjà installées en zones péri-urbaines, l'enjeu consiste à leur fournir des solutions de transport alternatives à leur voiture individuelle. Celles-ci doivent être adaptées à la faible densité et à l'étendue de ces territoires. Il s'agit notamment de mettre en place **des solutions multimodales**, qui permettent le « rabattement » des populations vers des services de transports en commun efficaces. Dans les communes rurales éloignées des pôles d'emploi, l'enjeu s'exprime davantage en termes d'aménagement du territoire, car le coût énergétique risque d'apparaître comme un facteur supplémentaire de désertification. *La vulnérabilité de ces ménages* ruraux est d'autant plus grande qu'i*ls sont tributaires de la voiture pour l'ensemble de leurs déplacements* et pas seulement pour *les trajets pendulaires domicile-travail* (in « Repères n°44, périodique d'Alterre Bourgogne, « Consommation d'énergies : la vulnérabilité des territoires »).

Combiner tous les moyens de transport, de l'individuel au collectif, nous permet de *composer nos trajets « à la carte »*, un vaste choix s'ouvre alors à nous. *Diminuer notre dépendance à la voiture particulière,* c'est non seulement plus de liberté, mais moins de dépenses et moins de nuisances, tout en diminuant notre dépendance à la voiture (ADEME, « Des transports moins gourmands et moins polluants, se déplacer

malin »).

1.1.3. Une recherche biographique sur les pratiques de mobilité

Comme les a étudiés stéphanie **Vincent** (2008), dans une thèse récente de sociologie, *les déplacements quotidiens, se construisent en habitudes puis en routines, devenant difficiles à modifier.* La bonne volonté et les intentions des acteurs ne suffisent pas toujours à remettre en cause les routines ainsi établies. Pourtant, aux marges de l'usage massif de l'automobile, d'autres pratiques de locomotion se sont développées, souvent plus pertinentes d'un point de vue économique et présentant aussi d'autres avantages / inconvénients. Elle s'est proposée d'appeler « **alter mobilité** », les autres formes de mobilité, alternatives à la voiture individuelle.

La méthode qualitative d'enquête sociologique, qu'elle a choisie pour en rendre compte, a été celle du « **récit de vie** » (École de Chicago), centré sur les modes de déplacements. Quels sont les éléments qui amènent les individus à questionner les routines au point de les remettre en cause et de les modifier ?

L'analyse des parcours biographiques des « altermobilistes » visait à rendre compte des mécanismes à l'œuvre dans leurs choix de déplacements. Il s'agissait de comprendre ces choix individuels sans oublier les contraintes de la vie quotidienne et les contraintes sociales à l'œuvre dans ces choix. Elle a mené une cinquantaine d'entretiens approfondis. La méthode consistait à revenir sur le passé de l'informateur jusqu'à sa petite enfance et de remonter ainsi le fil de ses souvenirs au travers des divers modes de déplacements utilisés, expérimentés ainsi que des souvenirs et évocations qui s'y rapportent.

Les premiers souvenirs de déplacements réguliers recueillis, concernaient les trajets scolaires. Les premiers trajets pour l'école maternelle, puis primaire, étaient présentés majoritairement dans le discours des enquêtés comme des trajets pédestres, accompagnés d'un adulte, le plus souvent la maman. Des accompagnements en voiture ont également été repérés. Ils concernaient deux types d'enquêtés : d'une part, des interviewés d'une cinquantaine d'années issus de familles particulièrement favorisées, qui possédaient dès les années 1950 un véhicule, et d'autre part, les interviewés les plus jeunes, vivant en milieu péri-urbain.
Le passage vers l'enseignement secondaire se plaçait plus ou moins en rupture de l'enseignement primaire, quant aux modes de déplacements sur les trajets scolaires.

La rupture est surtout liée à l'éloignement géographique des lieux d'enseignement. Si nombre de déplacements quotidiens pour le collège, effectués avec les camarades du même âge ou les frères et sœurs, restaient encore associés à l'amusement, au jeu et prolongeaient la construction de la sociabilité de l'enfant avec ses pairs, pour d'autres cependant, l'entrée au collège se plaçait en rupture des habitudes modales de l'école primaire. Ainsi, c'est à partir du collège que l'on observait les premiers souvenirs de transports collectifs. Ces derniers prenaient des formes différentes selon le lieu d'habitation de l'individu ; une distinction se fait jour notamment entre les villes et les campagnes. Les interviewés qui vivaient en zones rurales évoquaient plutôt des transports collectifs sous la forme de ramassage scolaire. L'usage du deux-roues motorisé y était relativement rare, car perçu par les parents comme dangereux à cet âge.

C'est plutôt à partir de l'entrée au lycée que s'affirmait l'usage du deux roues sur le trajet scolaire et qu'à travers lui s'exprimait **l'autonomisation** de l'adolescent. Parmi les deux-roues, la mobylette figurait comme le « véhicule emblématique de l'adolescence ». Signe du pouvoir exercé par le groupe de pairs, la mobylette devenait un moyen d'affirmer son autonomie vis-à-vis des parents. D'autres usages ont été aussi relatés : des trajets à pied, en transports en commun ou encore en voiture. Ainsi, ceux des interviewés, qui fréquentaient un complexe scolaire intégrant à la fois collège et lycée, continuaient à venir à pied au lycée. De ce point de vue, la distance entre le domicile et le lieu d'établissement jouait un rôle important dans le mode de déplacement choisi. La contrainte financière semblait jouer également un rôle dans le choix du mode de déplacement. Certains ont reconnu se déplacer plutôt à pied ou en autostop, pour économiser l'argent des transports en commun. Les expérimentations, auxquelles se livraient les adolescents, sont le fruit de la confrontation de logiques contradictoires. Se mêlaient d'une part, une forte aspiration à l'autonomie de déplacement et d'autre part, la nécessaire contrainte financière. **Les expérimentations modales** visaient alors à résoudre ce dilemme.

Durant la période intermédiaire entre la sortie de l'enfance et l'entrée dans l'âge adulte, se déroulait « la jeunesse ». Du point de vue de la mobilité, c'était une période de « tâtonnement modal ». L'apprentissage de la conduite est très souvent cité comme un rituel et une norme sociale. Le permis de conduire pouvait être considéré comme un aboutissement de l'autonomisation en matière de déplacements. Fortement attendu par la plupart des interviewés, **l'automobilité** était perçue comme un symbole fort de liberté. Néanmoins, les conséquences des usages qui s'ensuivaient, ne comblaient pas nécessairement les attentes des jeunes conducteurs, comme la nécessité de posséder une voiture pour trouver du travail avec les coûts associés. Le rôle des parents pouvait être plus ou moins incitatif dans l'apprentissage du permis ; si certains soutenaient simplement l'initiative, d'autres

intervenaient dans son financement. Le permis de conduire contribuait à « la libération des femmes », car son apprentissage constituait une première étape – la seconde étant l'accès au volant et la troisième la possession de l'objet. Le permis de conduire pouvait donc être décrit comme l'un des rituels, qui marquait le passage des adolescents et des adolescentes à l'âge adulte. Il était renforcé par **le mimétisme** des comportements des pairs. Le permis de conduire se présentait comme une reconnaissance d'une compétence de déplacement automobile fortement normée socialement, vécue comme une nécessité sociale.

Si la compétence à conduire est une compétence requise et nécessaire avant l'utilisation d'une voiture, cela n'est pas le cas pour les compétences nécessaires aux autres modes de déplacements. Nul apprentissage collectif de la lecture d'un plan de métro ou de bus, ni même du bon usage cycliste en circulation, alors même que ces modes exigent eux aussi des compétences. De ce fait, il y avait une asymétrie entre l'automobile et les autres modes de déplacements. Ce déficit de compétences se trouvait être particulièrement important pour les populations en difficultés d'insertion. Les habitudes modales de la période étudiante sont apparues relativement segmentées selon le lieu d'habitation de l'étudiant : une ligne de partage séparait les étudiants vivant chez leurs parents et ceux ayant quitté le logement familial. Les habitudes modales semblaient relativement différentes selon qu'au moment de leurs études, les enquêtés vivaient en région parisienne ou en province. Dans les trajectoires de vie, les usages cyclistes apparaissaient spécifiquement à cet âge de la vie, notamment chez les étudiants. *Les usages de modes doux,* étaient justifiés surtout par la nécessité de faire des économies sur leurs déplacements. Les transports en commun étaient également utilisés par les étudiants, au moins de manière occasionnelle. Enfin, des *usages collectifs de la voiture* ont été évoqués parmi les interviewés les plus âgés. Les retours au domicile parental étaient majoritairement effectués en train. Ces trajets en **train** étaient *associés à des évocations positives, des souvenirs de détente, de confort, mais aussi de rencontres, comme si chaque trajet pouvait devenir une aventure. Des usages collectifs de la voiture* ont été cités. Ils prenaient la forme soit d'un **covoiturage** – c'est-à-dire du partage d'un véhicule organisé à l'avance – soit de *l'autostop*. Ces pratiques automobiles collectives pouvaient se substituer à l'usage du train dans le but d'en économiser le coût.

Les premières expériences professionnelles exigeaient souvent l'accès à un mode de déplacement individuel et motorisé. La possession d'une voiture pouvait être une condition d'embauche dans certaines professions. Ce serait un effet de génération. Si la mobylette était privilégiée dans les expériences professionnelles des interviewés de plus de 50 ans, chez les plus jeunes, entrés sur le marché du travail dans les années 1980, c'était plutôt la voiture qui facilitait l'emploi. Néanmoins, l'acquisition

d'une voiture et son usage restaient souvent coûteuses pour les jeunes actifs. Plusieurs stratégies ont pu être relatées au cours des entretiens ; par exemple, celle de *ne conserver qu'une seule voiture pour le ménage*, d'*utiliser les voitures mises à disposition sur le lieu de travail,* d'*utiliser des modes de déplacements moins coûteux*, tels que *le vélo, les transports en commun ou le co-voiturage.*

La période de **tâtonnement modal** s'achevait avec la fin de « la jeunesse », car l'entrée dans l'âge adulte entraînait une rigidification des habitudes de mobilité. Les routines modales prises au début de la vie adulte semblaient se répartir entre deux pôles, celui de « l'automobiliste exclusif » et celui de « l'altermobiliste ». Entre ces deux pôles, une multiplicité de comportements restait possible. Cependant, une tendance forte subordonnait le choix de déplacement à celui du logement : lorsqu'il s'agissait de trancher entre faire chaque jour des déplacements accrus ou de se rapprocher de son lieu de travail après avoir changé d'emploi, la décision se prenait en faveur des déplacements quotidiens, que facilitait le fait de disposer d'un véhicule et qu'encourageait le fait d'être propriétaire de son logement. On assistait alors à un enracinement d'**habitudes automobilistes** au moment de l'entrée dans la vie adulte, enracinement avec une exclusivité de l'automobilité.

Par contre, d'autres interviewés se sont orientés, dès leur entrée dans la vie adulte, vers des pratiques alternatives à la voiture. L'altermobilité renvoyait souvent au *militantisme*. *Des cyclistes militants* mettaient en avant la continuité et l'ancienneté de leur pratique dont les origines remontaient à l'enfance et aux trajets scolaires. Les discours de ces cyclistes étaient fortement empreints de valeurs et de convictions relatives à *l'écologie et à la responsabilité citoyenne* qu'ils plaçaient eux-mêmes au cœur de leur démarche. De telles habitudes de déplacements ne signifiaient pas souvent pour autant la non-possession et le non-usage d'une voiture.

Dans d'autres cas, les interviewés décrivaient une *altermobilité multimodale,* avec des choix diversifiés, selon les motifs de déplacements et leurs contraintes. Tout au long des récits, au gré des déménagements personnels et des changements de lieu de travail, les enquêtés ont régulièrement pointé la forte contrainte que constituait la distance sur le choix du mode de déplacement. Ainsi, s'ils adoptaient par exemple l'automobile sur le trajet domicile-travail, ils n'en restaient pas moins utilisateurs de la bicyclette ou des transports en commun pour d'autres motifs tels que les courses ou les loisirs. Les « altermobilistes » possédaient pour la plupart leur permis de conduire, voire leur propre véhicule, sans que ces possessions ne remettent en cause leurs choix de déplacements. L'accès à l'automobilité pouvait s'analyser comme une expérimentation laissant toujours ouverte la possibilité d'une réversibilité des usages.

Parmi ces nouveaux altermobilistes, certains ont décrit des pratiques multimodales, anciennes tout au cours de leur vie. D'autres, en revanche, ont affirmé avoir opéré des **changements radicaux**, passant d'usages automobiles exclusifs à des usages altermobiles.

« Les automobilistes conducteurs exclusifs » s'avéraient être les usagers qui s'ouvraient le plus difficilement à des usages multi-modaux. **Les comportements routiniers** fonctionnent effectivement comme des **automatismes** - « des réflexes » selon les propres termes des enquêtés, limitant l'action et l'innovation dans les pratiques quotidiennes. Les habitudes, les routines quotidiennes en matière de déplacement tendaient à favoriser une certaine stabilité des comportements et donc à induire une résistance au changement et à l'innovation de pratiques. **Le changement des habitudes** de déplacement sur le trajet domicile-travail se heurte principalement à la question de *la remise en cause des routines.* La question du **changement modal** implique alors d'aller à l'encontre de ces routines pour *les briser et les faire évoluer.*

Face à **l'injonction de changement** portée par les grands enjeux environnementaux du 21ème siècle, stéphanie Vincent se demande quels sont les mécanismes susceptibles de **déclencher un report modal**, de l'automobile vers d'autres formes de mobilité alternatives Pour certains « altermobilistes », le *changement d'habitudes modales* s'inscrit dans ***un engagement citoyen et écologique*** qui prend, notamment, la forme d'un *engagement associatif*. Pour d'autres, les plus nombreux, le rôle des valeurs apparaitrait relativement moindre dans le processus de changement. L'intégration de valeurs pro-environnementales et le développement d'une **conscience écologique** ne sembleraient pas suffisantes pour déclencher un processus de changement amenant à l'adoption de pratiques modales altermobiles. **La prise de conscience environnementale** *ne permettrait pas à elle seule, de déclencher un changement de pratiques. Elle se heurte notamment à la force d'inertie des routines.*

Le trajet domicile-travail est au cœur d'un système de contraintes mettant en jeu le lieu d'habitation, le lieu de travail, la distance entre eux, les contraintes horaires tant professionnelles que familiales et les éventuels avantages professionnels accordés aux salariés en matière de déplacements. Les routines de déplacements se perpétuent dans un environnement stable. Mais, lorsque ces contraintes viennent à se modifier, elles peuvent entrer en crise et précipiter des changements de pratiques modales. La recomposition des habitudes de déplacements, notamment sur le trajet domicile-travail peut être associé à un changement résidentiel, au moment du départ des enfants de la maison familiale, à l'avancée en âge voire, au passage à la retraite...

Si *la conscience environnementale* joue peu dans le déclenchement du changement modal, *il faudrait rechercher ces déclencheurs dans les trajectoires biographiques au niveau des ruptures et bifurcations*. Le changement s'insinuent fréquemment dans des périodes de **rupture biographiques** fortement imprévisibles. Si le décès d'un proche ou un divorce peuvent avoir des répercussions sur les pratiques de déplacements, ils semblent engendrer plus particulièrement des *ruptures de routines, voire de profondes recompositions du mode de vie.*

Le choix modal se trouve fortement contraint par l'offre. Il ne suffit pas d'avoir envie de se déplacer autrement qu'en voiture individuelle pour pouvoir le faire. Néanmoins le rejet de l'automobilité ou l'envie d'une autre mobilité constituent des prédispositions favorables au *changement modal*. Certains interviewés ont témoigné de la perception contraignante qu'a progressivement pris l'usage de la voiture sur leur trajet domicile-travail. Cette perception contraignante est liée à une **prise de conscience** *du coût financier que représente l'usage de la voiture, aux problèmes de congestion et de stationnement ou encore à l'inutilité perçue de trajets automobiles solitaires relativement longs.* Elles sont suffisamment importantes pour déclencher à elles seules **la recherche active d'une alternative**. Elles amènent à envisager une remise en cause de l'usage automobile sur les trajets concernés et constituent alors une prédisposition à la rencontre avec une alternative.

Ces prédispositions peuvent surgir à l'apparition d'une **réflexivité** sur les pratiques de déplacements, suite par exemple à des campagnes de sensibilisation à l'environnement. Elles peuvent aussi intervenir de manière opportuniste pour se greffer sur une disposition préexistante. C'est dans cette perspective que peuvent s'analyser des changements de pratiques observés dans le cadre d'un **Plan de Déplacements Entreprise**. Le fait d'avoir participé à son élaboration entraîne un fort « **degré d'implication** » dans le projet de P.D.E.

Le fait d'être impliqué dans le projet et d'avoir participé à la décision du groupe engagerait moralement l'individu au regard du groupe ou des personnes avec lesquelles il a été amené à décider. Cela fait référence aux « **théories de l'engagement** » des psychologues sociaux robert-vincent **Joule** et Jean-Léon **Beauvois** (1987; 1998), qui poursuivent les recherches menées par kurt **Lewin** (Lewin, 2002), dans les années 1940, sur plusieurs groupes de femmes, en vue de modifier leurs habitudes alimentaires. Ces études montraient que les changements alimentaires furent davantage suivis dans les groupes ayant décidé collectivement d'un changement d'habitude, que dans ceux à qui furent seulement exposées les raisons de la demande de changement. *L'efficacité du message se trouve renforcé par la présence d'une interaction en face à face entre des individus en petits groupes*

et d'un engagement public en faveur du changement.

La mise en place d'une offre favorise le changement de pratiques. Dans le cas du **covoiturage,** c'est bien souvent la rencontre entre les équipiers qui amènent à la décision de covoiturer et/ou la rencontre avec une offre de mobilité. Ainsi, le processus de décision amenant au changement d'habitudes modales pourrait se décrire en deux temps : *un élément déclencheur se grefferait sur une disposition préexistante qui aurait déjà amené l'individu à se questionner sur la modification de ses habitudes de déplacements quotidiennes.* Ce processus de rencontre entre une disposition au changement et un élément déclencheur s'insèrerait dans des contextes de vie favorables au changement et à *la recomposition des habitudes modales*, tels que le changement d'étapes dans le cycle de vie ou la rupture biographique. De la sorte, les changements modaux pourraient se décrire en termes de contrainte ou d'opportunité.
Mais, un troisième type de changement existerait : un changement qui fait intervenir *un processus de réduction de la dissonance cognitive*. **La théorie de la « dissonance cognitive »** élaborée par léon **Festinger** (1957) suppose que les êtres humains ont besoin d'**une cohérence cognitive**. Lorsqu'au minimum deux éléments cognitifs au sens large de connaissance, d'opinion, de croyance relatives au milieu, à soi-même ou à sa propre conduite sont pertinents entre eux, ils se trouveraient nécessairement, soit dans une relation de consonance, soit dans une relation de dissonance. Festinger estime que *la dissonance cognitive constitue un état pénible pour l'être humain, chez qui il existerait un besoin de maintenir la plus grande consonance cognitive possible*. C'est précisément cette modalité de réduction de la dissonance que stéphanie Vincent a pu observer chez certains altermobilistes. Le besoin de **réduction de la dissonance cognitive** serait d'autant plus pressant chez l'individu que sa dissonance est importante. La grandeur de la dissonance se trouve en partie liée à l'importance subjective qu'accorde l'individu aux notions cognitives discordantes.

Ainsi, un certain nombre de changement pourrait être analysé sous l'angle de **l'engagement**, avec notamment deux formes particulières d'engagements. Le premier relèverait d'un engagement moral autant que social, il s'agit de *l'engagement militant* notamment dans des *initiatives pro-environnementales* ; le second serait celui des *altermobilistes* qui adaptent leurs pratiques quotidiennes de déplacement en fonction du conseil ou de la demande d'un de leurs proches, conjoint, parent ou collègue.

Le processus de changement pourrait aussi se décrire en termes d'**opportunité**. L'automobiliste est amené à *modifier ses habitudes de mobilité suite à la rencontre avec une alternative, qui lui est proposée.* L'opportunité peut constituer un élément

qui s'ajoute à la contrainte dans le changement ; elle ne constitue pas toujours à elle seule le motif du changement. Nous pouvons rappeler le rôle de l'entourage professionnel dans la prise de connaissance de certaines dessertes de transports en commun, comme c'est le cas dans les Plans de Déplacement des Entreprises. Ainsi, *les réseaux amicaux, familiaux et professionnels constituent des ressources dans la recherche d'un mode alternatif à la voiture ; ils constituent en quelque sorte des passeurs de l'information.*

Toutefois, la prise de connaissance du mode ne signifie pas qu'il va être nécessairement adopté ; il fait d'abord l'objet d'**une expérimentation**. Tout d'abord, *le nouveau mode va être testé par l'individu pendant une période de temps définie afin de juger s'il correspond aux nécessités et aux attentes. Si le test est réussi, le nouveau mode est adopté.* Néanmoins, le test peut ne pas s'avérer concluant et donner lieu à une sorte de *processus d'essais-erreurs dans la recherche d'un mode alternatif.* La période d'expérimentation se décrit alors davantage comme un tâtonnement avant que l'individu ne trouve le mode qui lui convient. Il est intéressant de constater que *la période de tâtonnement* en vue de l'adoption d'un mode alternatif à la voiture est souvent amorcée par une période de covoiturage. Il semblerait que le covoiturage amène un certain rejet de « **l'autosolisme** » (conduite d'une automobile par une personne seule), comme si un seuil était franchi et que l'individu ne pouvait plus dès lors revenir en arrière dans ses choix de mobilité.

« L'altermobilité » ne pousse pas nécessairement au renoncement de la voiture. Au contraire, dans la plupart des cas, garder un véhicule permettrait de conserver certains usages automobiles, qui garantissent à l'usager de ne pas être captif de son mode alternatif. Cet élément amènerait à penser « l'altermobilité » non comme une substitution à « l'automobilité » – mais comme *une complémentarité*. Par l'adoption pérenne du mode de déplacement altermobile, l'individu acquiert une nouvelle compétence de déplacement et accroît ainsi ses « aptitudes personnelles à la mobilité. « L'altermobilité » serait à envisager, non comme un renoncement aux usages automobilistes, mais bien plutôt comme un élargissement et une diversification des potentialités en matière de mobilité. Ces potentialités se diversifient sur la base du développement ou de la redécouverte de compétences de déplacement dans l'usage d'un mode de locomotion altermobile, qu'il s'agisse du *vélo, des transports en commun ou du covoiturage*.

Une fois le processus de changement accompli, l'adoption durable des pratiques altermobiles passerait par la possibilité d'une réappropriation du temps de trajet, qui se trouve mis à profit d'une autre activité. Plus le temps passe, *plus l'usage du mode altermobile est répété, plus il s'enracinerait comme une habitude.*

La non-dépendance vis-à-vis de l'automobile serait possible par « **la plurimodalité** », qui serait bien *la clef de la diversité sociale et générationnelle* à l'échelle d'un territoire.

1.2. Généalogie de notre enquête sur les attitudes par rapport à la mobilité

1.2.1. Présentation de l'association Alterre Bourgogne

L'association Alterre Bourgogne, *agence régionale pour l'environnement et le développement soutenable* a succédé à l'Observatoire Régional de l'Environnement en Bourgogne (O.R.E.B.). Depuis 2006, l'assemblée générale de l'association a souhaité élargir les missions de l'Observatoire pour favoriser la prise en compte de **l'environnement** et du **développement soutenable** dans les politiques et les actions locales.

La déclaration du sommet de la Terre de Rio de 1992 stipule que pour parvenir à un développement soutenable, l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement. Elle affirme *le rôle déterminant des autorités locales dans la mise en œuvre concrète des objectifs d'un développement durable*, et incite les élus, tout comme l'ensemble des acteurs de la vie locale à mettre en œuvre des **programmes d'action** pour décliner ces grands objectifs à l'échelon local.

C'est le rôle d'Alterre Bourgogne que de les y aider. La principale mission de l'agence consiste à *placer les enjeux liés à l'environnement et au développement soutenable au cœur des politiques et des actions des territoires bourguignons*.

Alterre Bourgogne œuvre pour cela en direction de l'ensemble des acteurs intervenant sur le territoire : collectivités territoriales, associations, organisations socioprofessionnelles, administrations et établissements publics, entreprises et particuliers. Elle le fait avec l'aide de ses partenaires institutionnels et associatifs.

Les enjeux environnementaux auxquels nous sommes confrontés nécessitent des **changements profonds de comportement.** C'est la vocation de l'agence de *favoriser ces changements.*

Alterrre Bourgogne se donne pour objectif de **susciter des initiatives**, de les accompagner et de les faciliter. *Elle fait connaître ces initiatives pour donner à d'autres l'envie et les moyens d'agir à leur tour*.

Elle conçoit des **outils d'observation** destinés aux décideurs, qu'elle accompagne jusque dans **l'évaluation de leurs politiques** ;

Elle fait de **la sensibilisation**, de **l'information** et de l'Éducation **relative à l'Environnement** (E.R.E.).

Elle développe des outils qui permettent **le partage et la mise en commun d'informations** provenant de ses activités, comme de celles de ses multiples partenaires. Elle anime des **réseaux,** favorise **l'échange d'expérience** et **la mutualisation de savoir-faire**.

Elle a l'ambition de travailler au passage vers une société plus humaine, plus juste, plus efficace et dans laquelle l'individu peut jouer son rôle. **Promouvoir par des exemples** et faire des **innovations** d'aujourd'hui le quotidien de demain. Le faire en partenariat le plus large possible, afin que la démarche et ses résultats soient partagés par tous (Alterre Bourgogne, in « repères » n°43, 2007).

1.2.2. Le « laboratoire citoyen » sur la mobilité en Bourgogne

Anne-Laure **Krikke** (2008), dans un rapport de Master « Espace Rural et Environnement », a relaté la création du « Laboratoire citoyen » sur la mobilité en Bourgogne, par l'association Alterre Bourgogne.

La démarche est parti d'un constat : *Le secteur des transports rejette 33% des émissions de gaz à effet de serre en Bourgogne* ; *la voiture particulière à elle seule en émet 14%* (Alterre Bourgogne, 2007). C'est aussi le 2° poste de dépense des ménages après le logement, et le 1er chez les 25 à 65 ans (source I.N.S.E.E.)*, avec la hausse du prix du carburant* (de 12% pour l'essence à 29% pour le gazole, entre mai 2007 et mai 2008), l*'utilisation quotidienne de l'automobile devient de plus en plus coûteuse*, et tous les territoires et les ménages bourguignons ne sont pas égaux face à ce problème. Certaines personnes sont totalement dépendantes de la voiture dans leurs déplacements, parce que la desserte en transports en commun est inexistante, parce que les distances sont longues, etc. Mais parfois, des alternatives existent ; méconnues, dévalorisées, ou tout juste émergentes, elles sont sous-utilisées, et les gens continuent à subir la hausse des prix des carburants. Pourtant en Bourgogne, des associations œuvrent pour le développement de modes de *déplacements plus respectueux de l'environnement*, des collectivités tentent de répondre aux besoins des citoyens… **Les transports alternatifs** sont variés, et correspondent à des besoins

et à des attentes différentes. Les **modes doux** (bicyclette, marche à pied), sont plutôt destinés à des déplacements de courtes distances, ou à des personnes en bonne forme physique. **Le transport en commun**, qu'il soit urbain ou rural, impose un circuit et des horaires aux passagers, mais permet de parcourir de plus ou moins grandes distances. **Le covoiturage et le transport à la demande** sont des modes de transports plus **flexibles**, qui peuvent être mis en place lorsque la demande de mobilité est trop faible pour envisager un transport en commun. Pourtant, de nombreuses personnes continuent à utiliser leur voiture, malgré son coût économique et environnemental, alors que ces offres restent souvent sous-utilisées.

Le projet de « laboratoire citoyen » a posé cette **problématique** : *Comment faire évoluer les comportements et les choix des individus vers des solutions de mobilité plus durables, c'est-à-dire économiquement rentables, socialement équitables et plus respectueuse de l'environnement ? Peut-on identifier les freins et les leviers pour changer l'usage des modes de mobilité ?*

Anne-Laure **Krikke** a décrit le contexte de la mobilité en Bourgogne. La région est divisée en quatre départements : la Côte d'Or, la Nièvre, la Saône-et-Loire et l'Yonne. Elle est caractérisée par trois grandes vallées, que sont la vallée de l'Yonne, de la Saône, et celle de la Loire, autour du massif du Morvan. Les deux tiers du territoire et un tiers de la population bourguignonne sont en espace rural. La Bourgogne est souvent qualifiée de « carrefour » de transports, irrigué par les axes de communication ferroviaires et autoroutiers. Mais il y a en Bourgogne seulement deux gares sur les lignes de train à grande vitesse (Le Creusot et Mâcon Loché) sur une traversée d'environ 260 km, et vingt sorties autoroutières sur l'A6. Autrement dit, une grande partie du territoire n'a pas accès à ces modes de transport pour ses déplacements quotidiens. *Le principal mode de transport utilisé est la voiture individuelle***,** qui permet d'aller d'un point à un autre sur de plus ou moins longues distances, sans besoin de desserte particulière ; ainsi, elle assure 90% des déplacements de voyageurs en Bourgogne (Conseil régional de Bourgogne, Schéma, régional des infrastructures et des transports (S.R.I.T., p. 38). En milieu rural, la desserte proposée en transports en commun est relativement faible. Il s'agit du réseau des trains express régionaux (T.E.R.) en premier lieu, avec un peu plus de 11 000 voyageurs par jour, et de celui des transports en car (S.N.C.F., TRANSCO, TRANSYONNE, BUSCEPHALE, etc.). Etant donnée la diffusion de la population, *la Bourgogne est une des régions les moins densément peuplées d'Europe* (ibid, p. 10)), il est difficile d'assurer une bonne desserte en terme de maillage et de fréquence; de ce fait, les personnes utilisent beaucoup plus facilement leur voiture : aujourd'hui, la demande de transport en commun est faible, et l'offre est donc peu développée. Les personnes non motorisées ont de plus grandes difficultés en campagne, parce qu'elles n'ont souvent pas d'alternative.

La Bourgogne est relativement *peu urbanisée*, avec 67% d'urbains, contre 83% en moyenne nationale. Les principales villes bourguignonnes sont (par ordre décroissant selon le nombre d'habitants) : Dijon, Chalon-sur-Saône, Nevers, Mâcon, Auxerre, Sens, Montceau-les-Mines- Mines, et Le Creusot. Les déplacements des urbains sont sensiblement différents de ceux des ruraux. Ils sont en général plus courts en distance, mais pas forcément en temps ; la vitesse de déplacement peut être plus lente en automobile du fait des sens uniques, des feux rouges, etc. Mais les faibles distances peuvent favoriser les modes de **déplacements doux**, et notamment le vélo, qui s'avère le plus rapide au centre-ville. Le 1e juin 2007, à l'occasion de la 1e fête du vélo dijonnaise, le Grand Dijon a organisé une course entre quatre modes de déplacements, de la place de la Libération et la gare Dijon-ville, aller-retour. Le vélo est arrivé premier en 16 mn, le bus second, en 24 mn, le piéton 3e en 26 mn, et la voiture dernière, en 39 mn (*www.grandijon. fr*).

La région comptait 15 périmètres de transport urbain au 1er novembre 1999 (Observatoire Régional des Transports en Bourgogne, 2000), qui desservaient 44% de la population. Les alternatives sont donc nombreuses dans une ville concentrée, où les déplacements sont courts et où la demande est forte.

Or les villes sont aujourd'hui de plus en plus étendues et diffuses : les distances s'allongent, la demande est éparpillée, et la voiture est souvent utilisée par défaut. La déconcentration urbaine rend difficile la desserte par d'autres modes de transports ; en effet, la péri-urbanisation est souvent anarchique de ce point de vue, et ne s'organise pas autour des réseaux existants, quand il y en a ; dans la plupart des cas, il n'y en a pas, ou plus. En milieu rural par exemple, ils ont souvent été supprimés parce que la demande est devenue trop faible. Pour les mêmes raisons, les commerces et les services de proximité se sont concentrés en des lieux spécifiques. Les urbains comme les ruraux préfèrent parcourir des kilomètres en voiture pour fréquenter les hypermarchés des périphéries des villes, plutôt que de se rendre dans les centres-villes ou les bourgs, où le choix est moindre et le service plus limité. Les espaces se sont donc de plus en plus spécialisés ; il existe des lieux pour travailler, des lieux pour consommer, et des lieux pour dormir, avec des distances non négligeables entre chacun, qui doivent être parcourues quotidiennement. Ainsi à la fin du XXe siècle, le mode de vie urbain s'est diffusé sur l'ensemble du territoire. Mis à part les centres, encore très denses, où les espaces sont multifonctionnels (on peut trouver des commerces, des logements et des entreprises dans la même rue par exemple), les villes ont tendance à se spécialiser selon les quartiers. Les centres commerciaux, de plus en plus vastes, se localisent en périphérie ; les habitats se diffusent dans les zones péri-urbaines, ou en banlieue ; beaucoup d'emplois restent en centre-ville. Mis à part le centre historique, tous ces espaces sont conçus pour la

voiture, avec des voies de circulation à grande vitesse, peu accessible aux modes doux, et des parkings immenses. On a assisté à un *phénomène d'étalement urbain*. Les distances devenant facile à franchir, les habitations se sont peu à peu éloignées des activités, afin d'avoir plus d'espace, moins de pression foncière, etc.

L'argument le plus souvent mis en avant est le prix du foncier. En centre-ville, le logement est souvent très cher ; globalement, plus la ville est importante, plus le coût est élevé. En effet, plus il y a de monde, plus la demande est importante. Inversement, les espaces périphériques subissent une pression moins importante, et à prix égal, les personnes peuvent occuper un logement plus spacieux, voire accéder à la propriété. Ainsi, les espaces péri-urbains attirent beaucoup de jeunes ménages, qui quittent les centres-villes pour fonder une famille, tout en restant à une distance raisonnable, pour aller travailler en voiture. Or encore aujourd'hui, malgré la hausse du prix des carburants, **le coût monétaire du déplacement** est souvent la dernière variable prise en compte dans le choix résidentiel des ménages. *La superficie, le coût du logement en lui-même par rapport au revenu, et le « **budget-temps » du transport**, sont les contraintes principales dans la perception des personnes.*
Pour beaucoup de ménages urbains, l'accession à l'habitat individuel est un but. Les maisons sont de plus en plus convoitées, et les personnes s'éloignent donc des centres- villes.

Ainsi selon l'I.F.E.N. : 61% des logements construits entre 1999 et 2004 sont des maisons alors qu'elles ne représentaient que 25% au début des années soixante. Alors qu'un appartement représente environ 95 m² au sol en 2003, une maison en utilise 1 127 m². Ce *goût pour l'habitat individuel est l'une des explications de l'étalement urbain.* (I.F.E.N., 2007)*. La surface moyenne d'un logement a augmenté* de 10% en France métropolitaine et D.O.M., entre 1992 et 2003 ; la surface occupée par l'habitat a augmenté environ 5 fois plus vite que la population. Le nombre d'habitations et leur surface ont augmenté plus rapidement que le nombre d'habitants. Cela est en partie dû à l'évolution des ménages. Le nombre de personnes par logement a diminué. D'une part, le nombre de ménages complexes (qui comptent plus d'une famille ou plusieurs personnes isolées, ou toute autre combinaison de familles et personnes isolées), - et notamment le regroupement de plusieurs générations au sein d'un même foyer-, a été divisé par quatre entre 1968 et 1999. D'autre part, les nombres de personnes seules et de familles mono-parentales ont augmenté (Source I.NS.E.E.).

Comme le titre l'article de Thierry **Dromard** du 14 juin 2008 (Le Journal de Saône-et-Loire), « le Bourguignon travaille plus loin que le Français moyen ». En effet, les personnes travaillant dans une autre commune que celle où ils habitent, parcourent en moyenne 17,1 km, soit 2 km de plus que la moyenne nationale. Les distances sont

en constante augmentation ; ainsi, en 1999, 56% des Bourguignons travaillent en dehors de leur commune de résidence, alors qu'ils étaient moins de la moitié en 1990 (Alterre Bourgogne, 2007). Entre 30 et 60 ans, 70% des personnes utilisent une voiture ou un deux-roues motorisé pour se rendre sur leur lieu de travail (Gascon, 2001). Mais la hausse globale de la mobilité n'est pas due seulement aux déplacements domicile-travail. Ainsi, des études ont montré que la part des déplacements à motifs contraints (travail, école, etc.) régresse au profit des motifs de loisirs.

Les seniors à la retraite, sont plus mobiles que la génération précédente, ils sont aussi globalement en meilleure santé physique et financière; les kilomètres qu'ils ont parcourus pour motifs privés ont augmenté de plus de 200 % entre 1982 et 1994. Les enfants et les adolescents sont eux de plus en plus fréquemment conduits en voiture à l'école ou à leurs activités périscolaires (Kaufmann, 1999).

Le temps quotidien consacré aux déplacements est resté stable ces 20 dernières années, mais *les personnes profitent d'une augmentation des vitesses de déplacements pour s'éloigner, et non pour réduire leur temps de déplacement.*

La voiture s'est inscrite dans notre société comme un élément incontournable. Elle est à la fois cause et conséquence de l'envie d'indépendance et de la *hausse de la mobilité*; elle va également de pair avec **l'individualisation** de la société occidentale. Le rêve de la maison avec jardin, de la tranquillité et de la sécurité, nourri par tant d'urbains, est associé à **la culture automobile**. D'ailleurs, le parking personnel, ou le garage, va en général de pair avec le pavillon. La voiture personnelle présente de nombreux avantages pratiques ; elle permet de se déplacer librement, sans contrainte d'horaires, de distance, de point de départ et d'arrivée; elle permet aussi de transporter plus facilement des charges lourdes d'un lieu à un autre, de se rendre dans des endroits reculés, d'être seul, d'écouter de la musique, etc. La voiture s'est donc imposée comme le mode de transport dominant et a connu une diffusion fulgurante au cours des dernières décennies.

Mais tout ce processus d'éloignement, d'étalement urbain, et d'utilisation systématique de la voiture engendrent de nombreux désagréments, voire des problèmes de société importants. Les transports sont *responsables d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre en Bourgogne.* Ils produisent du *bruit, facteur de stress* et pouvant perturber le sommeil.

La première **rue piétonne** en France a été créée en 1971, et chaque ville a aujourd'hui une ou plusieurs rues piétonnes. **L'apaisement** qui y règne montre par contraste combien les véhicules perturbent la vie de quartier dans les autres rues. De

plus, la possession individuelle d'une voiture prend beaucoup de place, que ce soit pour sa circulation ou pour son stationnement (10 m² en moyenne, contre 1m² en bus ou en vélo par personne).

Le mode de vie centré sur la voiture, entraine l'exclusion des personnes les plus vulnérables : les personnes âgées, les enfants en bas âge, les personnes à mobilité réduite ou souffrant de déficits sensoriels... Mais aussi, sur le plan social et culturel : le fait de ne pas vouloir ou de ne pas pouvoir posséder de voiture, est perçu par la société comme un écart vis à vis de la norme. Les autres modes de transports paraissent d'ailleurs encore aux yeux de certains, quelque peu dégradants, peu adaptés à leur niveau social. Là où ces autres modes ne sont pas disponibles, les personnes non motorisées peuvent connaître des difficultés d'insertion sociale. Dans son étude sur la vulnérabilité des territoires (Alterre Bourgogne, 2007), Alterre met en évidence les zones les plus touchées par la hausse du coût de l'énergie. On peut parler alors de phénomène de « *précarité énergétique* ».

Même si de plus en plus de gens sont sensibles aux arguments d'une transformation nécessaire de la mobilité, peu d'entre eux passent aux actes. Bien que la hausse du prix du carburant fossile ait fragilisé les ménages dépendants de la voiture, et qu'elle devrait avoir tendance, malgré des variations, à se poursuivre dans l'avenir avec l'épuisement progressif des ressources pétrolières, ceux-ci sont peu engagés dans un processus de recherche d'alternative.

Anne-Laure **Krikke** rappelle le projet du « laboratoire-citoyen » de la mobilité en Bourgogne. « Il s'agit de mobiliser des groupes de personnes **volontaires**, prenant en compte la diversité de la population bourguignonne, et de *les accompagner* dans une réflexion *sur la façon dont ils peuvent réduire l'impact de leurs déplacements quotidiens.* Les objectifs qu'ils se fixent eux-mêmes et les moyens qu'ils se donnent pour les atteindre sont suivis dans le temps, sur une durée suffisante (de l'ordre de 6 mois à un an). Leurs expériences et leurs résultats feront l'objet d'une médiatisation ».

L'objectif global du projet est de *modérer la "culture-voiture"*, de plus en plus pesante pour notre société. Nous partons du postulat d'un **cercle vertueux** : *si un petit nombre de personnes passe à l'acte et change ses habitudes, il montrera l'exemple et cela pourrait inciter d'autres personnes à une utilisation plus modeste de la voiture personnelle, puis contribuer au changement de mode de déplacement d'un plus grand nombre.* **Le passage à l'acte** de ces quelques personnes de départ sera lancé par *le laboratoire citoyen.* Il s'agirait donc de « mettre le doigt dans l'engrenage » pour retourner le cercle vicieux en cercle vertueux, et faire le pari d'un véritable *élan citoyen*. Bien entendu, ces objectifs sont à très long terme. Mais

contrairement à ce qui est souvent objecté, dans la société actuelle du "tout-voiture", ce recours à d'autres modes de transport n'est pas un retour en arrière. La voiture fait partie de ces progrès inestimables engendrant une telle satisfaction que son usage peut devenir abusif et inadapté, ce qui la rend finalement insatisfaisante. Pour les générations les plus âgées, le retour du tramway ou des vélos dans les rues, du train dans les campagnes, réveille des souvenirs et appartiendrait au passé. Ces modes de déplacement ont été chassés au profit de la voiture, le partage de l'espace publique n'a pas été fait équitablement. Leur redonner leur place « *apaiserait* » considérablement nos déplacements. Il s'agit donc d'*une anticipation de l'avenir*, d'*un objectif d'amélioration de* ***la qualité de vie*** *à long terme*. Le laboratoire citoyen ne cherche pas à susciter directement la création de nouvelles offres de mobilité. Pour autant, si ce **cercle vertueux** fonctionne, il devrait à terme stimuler une pression populaire & associative, et faire réagir les pouvoirs publics en conséquence.

Comment *favoriser le passage à l'acte* ? Le domaine de la mobilité quotidienne est particulièrement sensible, parce qu'il peut impliquer des changements conséquents dans l'organisation générale d'une journée. Beaucoup de personnes pensent souvent qu'elles n'ont pas le choix. *Aider les gens à changer leur perception du déplacement afin de l'optimiser au niveau économique et écologique* est donc délicat. Cela suppose qu'une autre solution soit disponible et sollicite **un accompagnement**.

Les actions de communication publique consistent généralement à informer les gens sur les problèmes dus à la mobilité et à leur insuffler **une conscience environnementale**, pour les faire réfléchir et les faire agir. Or, Robert- Vincent **Joule** et jean-léon **Beauvois**, ont montré que *le fait de persuader les gens que faire une action est « bien » (pour eux, pour la société, pour l'environnement) ne suffit pas à les faire effectivement passer à l'action* (Joule, Beauvois, 1998). *De fait, de nombreuses personnes connaissent l'impact des déplacements, mais très peu agissent effectivement pour les réduire.* Remplir un simple questionnaire sur le sujet (sur la mobilité quotidienne par exemple), constitue **un acte préparatoire**, *qui les engage implicitement dans une démarche* concernant le problème. S'ils le souhaitent, ils pourront participer à une réunion suivante, on leur précisera bien qu'ils ne sont pas forcés de le faire (technique dite du « **pied dans la porte** »).

L'hypothèse est qu'ils participeraient ensuite, entraînés par le groupe, à des propositions d'action. Ils s'engageraient personnellement à en accomplir, et cet engagement sera matérialisé par une fiche signée devant tout le groupe. On leur demandera à chaque rencontre s'ils veulent poursuivre l'expérience, ce qu'ils auraient tendance à faire, puisqu'ils s'y sont moralement engagés (« **effet de gel** »). Au terme du délai imparti, ils rempliront à nouveau un questionnaire, qui permettrait de voir comment ses attitudes ont évolué. *L'objectif est de changer leurs*

perceptions des modes alternatifs, qu'ils jugeaient par exemple, peu pratiques, lents, inconfortables, etc., bien que fort utiles pour les autres et pour l'environnement. S'ils prennent personnellement plaisir à venir en train, et qu'en plus ils trouvent que c'est tout à fait en accord avec leurs préoccupations environnementales, on peut penser qu'ils assumeront alors leur nouvelle mobilité et que *les regards de leurs collègues changeraient peut-être aussi.*

Le laboratoire citoyen rassemble des techniciens des collectivités territoriales, des membres d'associations, des personnes d'Alterre Bourgogne, des chercheurs en géographie et en psychosociologie... Cette **interdisciplinarité** et cette **diversité des participants** ont été souhaitées, afin d'avoir des éclairages sur différents points de vue. Les universitaires travaillant sur les questions psychologiques et sociales ont fait des propositions notamment sur les manières de *mobiliser des volontaires*. Il a été ainsi décidé que le laboratoire ne prévoirait pas de renforcements positifs des volontaires, sous forme de financements.

Les intervenants ont pu discuter des aspects psychologiques liés à la voiture. Ceux-ci sont complexes, et les chercheurs du laboratoire citoyen doivent surtout ne pas stigmatiser les automobilistes; *ils ne doivent être ni militants ni culpabilisant*. L'ampleur du projet, à savoir une dizaine de structures, soutenant chacune une dizaine de volontaires a également été approuvée.

Dans une autre réunion, parmi les grandes questions ayant été soulevées, figurait celle des entreprises. En effet, dans la recherche des **partenaires-relais**, nous nous demandions quelles structures pourraient travailler avec nous. *L'entreprise est un acteur important à mobiliser, avec les collectivités locales et les associations*.

Ce projet se déroulera sur une durée d'un an environ, et concernerait environ cent volontaires, qui s'engageraient moralement à utiliser les alternatives proposées. Il permettra de *recueillir des témoignages et des retours d'expérience*, afin d*'analyser les freins et les leviers à une mobilité alternative*.

Nous avons également soulevé la question de l'identification des participants. Comment les trouver, quel type de personnes ? Il a paru souhaitable de *mélanger au sein d'un même groupe des personnes déjà engagées et motivées avec des personnes qui le sont moins.* Cela permet d'insuffler une **dynamique de groupe**, et d'*entraîner les moins engagés*. L'animation et le soutien du groupe-relais sera à prendre en compte par les chercheurs. Il serait intéressant que les volontaires puissent s'intégrer dans un **« groupe de parole »**, afin de leur permettre de partager leurs expériences de mobilité, de définir leurs attentes, de témoigner de leurs difficultés et de leurs réussites, d'échanger sur les freins et les leviers aux changements d'attitude et de

comportement, de débattre et de pouvoir faire part de leurs propositions d'innovations.

1.2.3. Présentation de l'initiative « j'y vais autrement »

L'initiative « j'y vais autrement » a été lancée par l'association Alterre bourgogne, à partir du **diagnostic** suivant :

La mobilité tient une place majeure dans notre société et dans nos vies quotidiennes. Etant aujourd'hui surtout assurée par l'automobile, *elle heurte les trois piliers du développement durable.* Il existe toutefois des *solutions alternatives à la voiture personnelle (transports en commun, covoiturage, modes doux*) - plus ou moins présentes et développées selon les territoires - qui permettent de limiter la dépendance automobile et ses conséquences négatives (coûts dans le budget des ménages, impacts sanitaires, environnementaux et énergétiques…).

C'est pour favoriser l'émergence de telles solutions qu'Alterre Bourgogne, en partenariat avec l'Université de Bourgogne et la SNCF, a conçu : « J'y vais autrement… ». L'opération se déroule sur une année, d'avril 2009 à avril 2010.

L'association a mis en place un **laboratoire-citoyen**, fonctionnant en **démocratie participative** et accueillant les représentants les acteurs du territoire (collectivités, établissements publics, associations...), qui proposent une offre de transport "propre". La demande qui leur a été adressée est que ces acteurs incitent des **volontaires** - qui ne recourent pas encore habituellement aux solutions alternatives proposées - à s'engager à utiliser une ou plusieurs de ces solutions. Et qu'au terme d'une année, un bilan de leur comportement, en termes de mobilité, soit effectué. Ce bilan permettra de connaître **les motivations** qui ont induit tel ou tel comportement. Il apportera un éclairage utile aux acteurs publics, notamment dans la perspective du *développement de plans climat territoriaux*.

Cette initiative :

- est menée en partenariat par Alterre, l'Université de Bourgogne et la SNCF, elle bénéficie du soutien technique et financier du Programme Énergie Climat Bourgogne.
- s'adresse à **tous les acteurs du territoire** proposant une offre de transport alternatif et/ou en faveur des modes de déplacement alternatifs à la voiture individuelle. repose sur le principe du **partenariat**
- a pour objectif une *meilleure connaissance de la problématique et des déterminants comportementaux des **citoyens usagers***

- en s'appuyant sur des **expériences concrètes** *qui seront capitalisées et valorisées*, cette initiative contribuera à une meilleure considération du problème au niveau régional, et permettra à d'autres acteurs régionaux de s'approprier les alternatives proposées.

Les 11 partenaires qui se sont associés à la démarche :

- Centre hospitalier La Chartreuse,
- C.E.A. Valduc,
- Communauté d'Agglomération de Nevers,
- Communauté de communes de la Vallée de l'Ouche,
- D.E.U.S.T.2 G.M.S. (Gestion médiation sociale, U.B. de Dijon),
- E.V.A.D.,
- La roue libre (Auxerre),
- La Tour Elithis (Dijon),
- Ville de Cosne-sur-Loire,
- Ville de Gevrey-Chambertin,
- Ville de Plombières-les-Dijon.

L'enquête a trois objectifs principaux :

- Étudier la manière dont les Bourguignons pourraient développer un comportement plus *éco-responsable* en matière de déplacements ;
- Identifier les freins, les moyens de les lever et de favoriser le passage à l'acte ;
- Disposer de retours d'expériences.

Quel partenariat ?

Un engagement de chacun : Faire en sorte que des **utilisateurs volontaires** expérimentent les offres de transport proposées par les **partenaires,** afin d'étudier leur comportement en matière de mobilité.

Rôle d'Alterre Bourgogne : coordination et animation des réunions, aide à la communication, gestion des ressources et de la documentation, valorisation des actions.

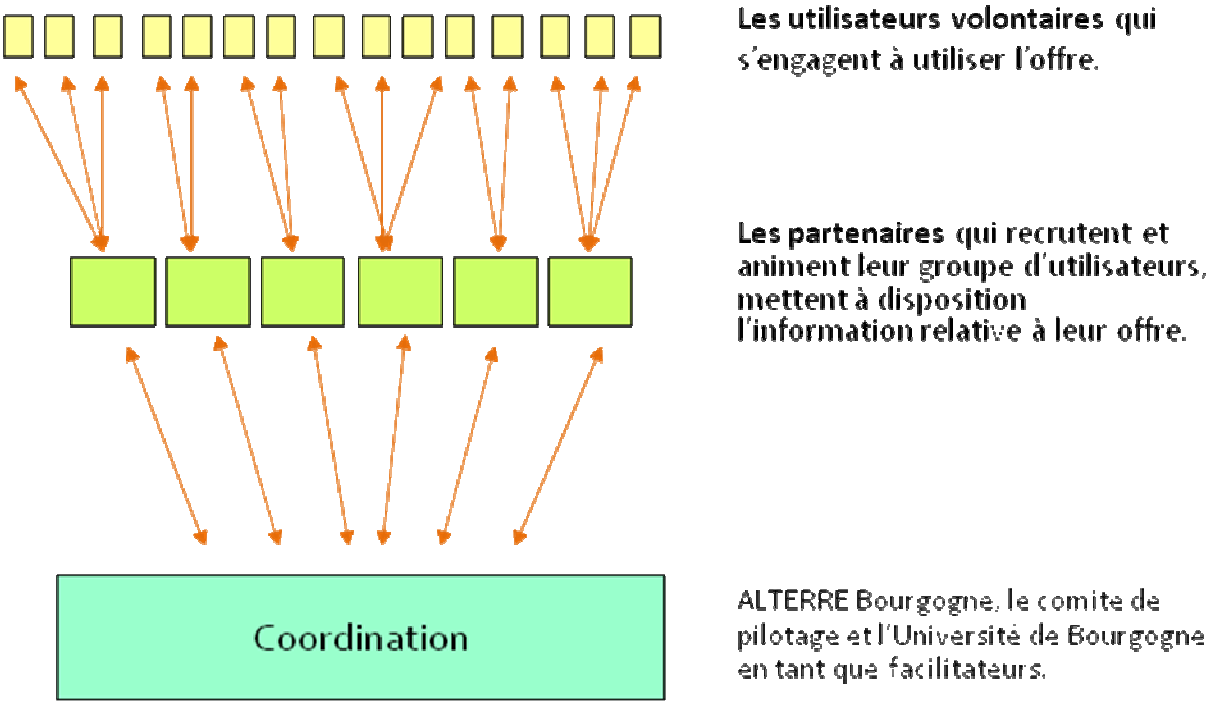
Composition du comité de pilotage : il est composé d'acteurs du territoire, de techniciens des collectivités territoriales, de responsables et de membres d'associations, de la SNCF, de l'ADEME et de chercheurs de l'Université;

Rôle du comité de pilotage : connaissances et expertise, ressources, garants du bon déroulement de l'initiative ;

Rôle de l'Université de Bourgogne : suivi et analyse des retours d'expérience ;

Rôle des Partenaires : identification des utilisateurs, appui personnalisé, animation de l'action au niveau local ;

Rôle des volontaires : utilisation du mode de transport alternatif et recueil d'information.



1 : **Schéma d'articulation des rôles des différents partenaires**

Des enseignements à partager :

Une meilleure compréhension

La communication et la sensibilisation ne suffisent pas à *faire passer les gens à l'acte,* parce que les déterminants sont très complexes. A travers *un suivi groupal*, nous voulons comprendre ces mécanismes, afin d'aider les territoires à y apporter les meilleures réponses.

Une valorisation des actions menées localement

Les actions testées au cours de l'initiative seront valorisées (synthèse écrite et événementiel), pour les faire connaître et inspirer d'autres territoires.

Des fiches expériences pourront être réalisées afin de capitaliser et diffuser l'information.

Une contribution au Développement Durable

L'initiative permettra à d'autres acteurs régionaux de s'approprier les alternatives proposées et de les adapter au contexte local.

2. Un projet de Recherche-Action/Formation-Action-Développement

La démarche « j'y vais autrement », lancée par le « laboratoire-citoyen » se présente comme un projet de **Recherche-Action/Formation-Action-développement**, sous la forme d'un **forum participatif**. Cette Recherche menée avec des citoyens-volontaires, s'inscrit dans **une démarche transdisciplinaire des sciences humaines et sociales** (S.H.S). Les sciences, en tant que *corpus de connaissances*, mais également comme manière d'aborder et de comprendre le monde, s'est constituée de façon progressive depuis quelques millénaires. C'est en effet aux époques protohistoriques qu'ont commencé à se développer les spéculations intellectuelles visant à élucider les mystères de l'univers. Depuis, les humains ont mené des tas d'investigations et d'expérimentations pratiques, techniques, scientifiques..., qui leur ont permis de mieux appréhender leur environnement et de mieux se connaître. Plus les sciences avancent dans la compréhension du monde, plus elles ont tendance à se « nourrir » les unes des autres. C'est ainsi que, par exemple, la biologie fait appel à la chimie et à la physique, tandis que cette dernière utilise l'astronomie pour confirmer ou infirmer ses théories, entraînant ainsi une meilleure compréhension de l'Univers. Pour donner sens à cette recherche-Action, nous avons souhaité la replacer dans le processus de **développement de l'intelligence humaine collective**, qui nous a fournit ses cadres de pensées, ses concepts, ses méthodologies...

2.1. Le paradigme de la Recherche

La Recherche : « j'y vais autrement » s'intègre dans un courant paradigmatique important de la Recherche Transdisciplinaire internationale en Épistémologie, Biologie, Neurologie, Endocrinologie, Psychologie, Psychologie sociale, Sociologie, Sciences de l'Éducation, Géographie, Économie, Management stratégique..., accordant une grande importance à « l'Action » et aux « Interactions Sociales », dans

« la Construction » du « Processus Cognitif » et l'acquisition des connaissances.

Le mot *paradigme* tient son origine du mot grec ancien παράδειγμα / *paradeïgma* qui signifie « modèle » ou « exemple ». Par « paradigme », on entend un ensemble d'expériences, de croyances et de valeurs, qui influencent la façon dont un individu perçoit la réalité et réagit à cette perception, un système de représentation qui lui permet de définir l'environnement, de communiquer à propos de cet environnement, d'essayer de le comprendre ou de le prévoir. C'est une représentation du monde, une manière de voir les choses, un modèle cohérent de vision du monde qui repose sur une base définie (matrice disciplinaire, modèle théorique ou courant de pensée).

En épistémologie, thomas s. **Kuhn** (1983) l'utilise pour désigner :

- un ensemble de pratiques en science. un ensemble d'observation et de faits avérés,
- un ensemble de questions en relation avec le sujet qui se posent et doivent être résolues,
- des indications méthodologiques (comment ces questions doivent être posées),
- comment les résultats de la recherche scientifique doivent être interprétés.
-

Pour Kuhn, l'adhésion à un paradigme est un phénomène sociologique, qui implique la genèse d'une communauté de pensée, de méthodes et d'objectifs, autour d'outils communs (journaux, conférences).

Le terme de "**paradigme**", qui peut être remplacé par *«matrice disciplinaire*", tend à désigner l'ensemble des croyances, valeurs et techniques, qui sont partagées par les membres d'une communauté scientifique, au cours d'une période de consensus théorique. C'est un cadre qui définit les problèmes et les méthodes légitimes, et qui permet ainsi une plus grande efficacité de la recherche : un langage commun favorise en effet la diffusion des travaux et canalise les investigations.

Notre recherche a pour cadre théorique une synthèse de différentes approches scientifiques : « **évolutionniste** », « **pragmatiste** », « **interactionniste** », **comportementaliste**, « **socio-cognitiviste** », « **constructiviste** »..., présentant une chaîne de paradigmes successifs, qui plutôt que de se substituer les uns aux autres, s'éclairent mutuellement, en investissant de nouveaux champs de recherche.

2.1.1. « L'évolutionnisme »

En biologie, **l'évolution** désigne la transformation des espèces vivantes au cours des générations. Cette transformation peut aboutir à la formation de nouvelles espèces, et donc à une diversification des formes de vie. Cette diversification depuis les premières formes est à *l'origine de la biodiversité actuelle*. L'histoire de l'évolution de la vie peut être décrite sous forme d'un « arbre évolutif », ou arbre phylogénétique. **La « révolution évolutionniste »** est arrivée avec **Charles Darwin** et son ouvrage : « *De l'origine des espèces* » (1992), dans lequel deux grandes idées, appuyés par des faits, émergent : l'unité et la diversité du vivant s'explique par l'évolution et le moteur de l'évolution adaptative est **la sélection naturelle**. L'évolution est causée, d'une part par la présence de *variations* et de *mutations* parmi les traits héréditaires d'une population d'individus, et d'autre part par divers mécanismes qui vont modifier la fréquence de certains traits héréditaires avec parmi eux, la sélection naturelle, qui désigne la différence de propagation entre les traits héréditaires causée par leur effet sur la survie et la reproduction des individus. Si un certain trait héréditaire favorise les chances de survie et la reproduction, il s'ensuit que la fréquence de ce trait augmente d'une génération à l'autre. Dans une population de taille finie, un trait peut également être propagé ou éliminé par le fait de fluctuations aléatoires. À l'échelle des temps géologiques, l'évolution conduit à des changements morphologiques, anatomiques, physiologiques et comportementaux des espèces.

La théorie synthétique de l'évolution, nommée ainsi par Julian **Huxley,** en 1942, est aussi appelée **néodarwinisme** ou **synthèse néo-darwinienne.** Elle constitue **le cadre conceptuel** le plus largement utilisé dans l'étude scientifique des processus d'évolution en biologie. Cette théorie est basée sur l'intégration de la théorie de l'hérédité mendélienne et de la génétique des populations, à la théorie darwinienne. L'apparition de nouveaux caractères se produit par mutation et recombinaison génétique, ou remaniement chromosomique. Tous les individus d'une espèce sont uniques et diffèrent les uns des autres. Les individus sont dissemblables parce qu'ils ne possèdent pas la même information génétique et parce qu'ils ont subi des influences environnementales différentes. La diversité génétique se manifeste par des variations locales de la séquence d'acide désoxyribonucléique (A.D.N.)**.** La diversité issue de l'environnement s'acquiert tout au long de l'histoire de l'individu, depuis la formation des gamètes jusqu'à sa mort. L'environnement étant unique à chaque endroit et à chaque moment, il exerce des effets unique sur chaque individu, et ce, à toutes les échelles, de la morphologie jusqu'à la biologie moléculaire.

La psychologie cognitive a étudié les fonctions cognitives primitives dont les phylogenèses trouvaient leurs origines au cours de l'évolution des animaux, des mammifères et des primates. *La méthode éthologique* de comparaison verticale permet d'établir les origines phylogénétiques des comportements, par exemple,

nous les humains, héritons des mécanismes de la marche de nos ancêtres reptiles, du comportement de la tétée de nos ancêtres mammifères, celui de la caresse de nos ancêtres primates, etc.

« *L'évolutionnisme* » ne doit pas être confondu avec ce qui est improprement nommé : « darwinisme social », une théorie qui fait la promotion de la « sélection des plus aptes » et suggère que l'hérédité (les caractères innés) aurait un rôle prépondérant par rapport à l'éducation (les caractères acquis). Il s'agit là d'un système idéologique, qui voit dans les luttes civiles, les inégalités sociales et les guerres de conquête, rien moins que l'application à l'espèce humaine de la sélection naturelle. Rappelons que charles Darwin s'est opposé avec vigueur à l'application « brutale » de la sélection naturelle au sein des sociétés humaines, publiant « La filiation de l'homme et la sélection liée au sexe » (1876) contre le spencérisme. Il y écrit que *la sociabilité et l'empathie ont été sélectionnées au cours de l'évolution humaine.* Contrairement aux interprétations propagées par le darwinisme social, Darwin affirme la rupture qui s'établit chez l'homme dans le processus de lutte pour la survie, par l'élimination des faibles : « Nous autres hommes civilisés, au contraire, faisons tout notre possible pour mettre un frein au processus de l'élimination ; nous construisons des asiles... ; nous instituons des lois sur les pauvres ; et nos médecins déploient toute leur habileté pour conserver la vie de chacun jusqu'au dernier moment. Il y a tout lieu de croire que la vaccination a préservé des milliers d'individus qui, à cause d'une faible constitution, auraient autrefois succombé à la variole ». Herbert Spencer n'était pas un « darwinien », mais un transformiste lamarckien; il voyait, en effet, dans l'évolution la marque d'une marche vers un progrès inéluctable, contrairement à Darwin, pour qui *elle est le résultat du hasard*.
Frans de **Waal** (2009, pp.47, 73), qui a étudié au début du XXIe siècle *le sentiment d'empathie chez les animaux*, considère que le « darwinisme social spencérien » est une interprétation abusive et erronée : *la compétition est importante dans la nature, mais l'aptitude à fonctionner dans un groupe et à construire un réseau de soutien se révèle décisive dans la survie. Nous les humains, sommes aussi programmés pour être empathiques, pour être en résonance avec les émotions des autres.*

2.1.2. « Le pragmatisme »

Le mot vient du grec *pragmata*, action, ce qui atteste le souci d'être proche du concret, du particulier, de « **l'Action** ». C'est une « École de sagesse » au sens de **Protagoras**, partageant les valeurs pluralistes et démocratiques, ouverte aux Sciences, aux Arts, aux Techniques.

Si de nombreux observateurs témoignent de l'esprit pragmatique des pionniers

américains, le mouvement de pensée du « pragmatisme » n'est apparu aux États-Unis qu'aux environs de 1870, comme une expression contestataire des philosophes qui dominaient l'Université. Les pragmatistes auraient formé un courant dissident de « l'utilitarisme », employant comme eux une théorie **empiriste** de la connaissance, dans le prolongement des théories de john **Locke** et de david **Hume**, mais *donnant à l'action et aux conséquences pratiques un rôle décisif.*

L'utilitarisme est une forme de **conséquentialisme** : il évalue une action (ou une règle) uniquement en fonction de ses conséquences, ce qui le distingue notamment des morales de type déontologiques, comme le kantisme, pour lesquelles les actes doit être évaluée indépendamment de leurs conséquences. Si le kantisme de la raison pratique peut se ramener à la formule « Agis seulement d'après la maxime grâce à laquelle tu peux vouloir en même temps qu'elle devienne une loi universelle », on pourrait résumer la doctrine utilitariste par la phrase : « *Agis toujours de manière à ce qu'il en résulte la plus grande quantité de bonheur pour le maximum de personnes »*. Il s'agit donc d'une morale eudémoniste, qui, à l'opposé de l'égoïsme, insiste sur le fait qu'il faut considérer le bien-être de la majorité et non le bien-être du seul agent acteur.

John **Dewey** note que « l'utilitarisme » a fait preuve de zèle réformateur dans sa critique des maux hérités du système féodal de classe – maux économiques, légaux et politiques - mais le nouvel ordre économique du capitalisme, qui se substituait à l'ordre féodal était porteur de ses propres maux sociaux, et l'utilitarisme a parfois cherché à en dissimuler certains, voire à les défendre. *Il s'est montré incapable de fournir une théorie conséquente de la justice et de résoudre le problème de l'inégalité au sein de la société* (Dewey, in « Reconstruction en philosophie », 2003, p.152). Les pragmatistes, quant à eux, font référence à **l'éthique de réciprocité** : « *traite les autres comme tu voudrais être traité" ou "Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse*", qui implique *l'empathie, la tolérance et le relativisme culturel.* Ils refusent de définir d'autorité une conception du « Bien » et du « Vrai » comme « Rationalité », supposée devoir guider les humains. Il leur paraît absurde d'affirmer des principes indépendants de notre vie psychique émotionnelle et de l'expérience de chacun.

John Dewey estime que « l'origine des espèces » de charles **Darwin** a introduit un mode de pensée qui a transformé la logique de la connaissance et donc la façon de traiter l'éthique et la politique. Les pragmatistes adhérent à la *cosmologie évolutionniste darwinienne*, plaçant l'humain dans une continuité avec les autres organismes vivants, des plus simples aux plus complexes, tous *soumis à la sélection naturelle.* Au fur et à mesure que l'activité devient plus complexe et coordonne un

plus grand nombre de facteurs dans le temps et l'espace, **l'intelligence** joue un rôle plus marqué. Le cerveau est un dispositif biologique, grâce auquel il est possible de réorganiser l'activité humaine, pour assurer sa continuité, autrement dit pour modifier l'action future en fonction de ce qui a été accompli (Dewey, 1990, p. 419).

Dans la perspective pragmatiste, penser une chose revient à identifier l'ensemble de ses implications pratiques. *Seules ses implications confèrent un sens situationnel à la chose pensée.* Pour charles sanders **Peirce** (2006, 2003, 2002, 1984), william **james** (2007, 2006, 2005, 2003, 1890), john **Dewey** (2004, 2003, 1990, 1967), richard **Rorty** (2006, 2005, 1997, 1995, 1994, 1993, 1992, 1990), nelson **Goodman** (2006, 1994, 1992, 1990), willard van orman **Quine** (2006, 2003, 1977), paul **Feyerabend** (2003, 1999, 1989, 1979) thomas samuel **Kuhn** (1983), chris **Argyris** (2002, 2000), donald a. **Schön** (2002, 1996)..., l*es idées sont des instruments de la pensée de l'action.* Il s'agit d'une pensée « *empiriste* » *de second niveau*, qui *dépasse les tâtonnements des essais et des erreurs, en intégrant les expériences passées, les inventions, les découvertes, les théories et leurs modèles...*

D'après **Dewey,** il n'y a pas d'un côté l'humain et de l'autre, le milieu et l'environnement, mais une « **transaction** » entre ses différents espaces, avec *une reconstruction continue de l'expérience et une création de nouvelles continuités* suivant les intérêts des personnes. Il donne à l'intelligence la fonction de projeter des fins nouvelles et plus complexes, de *libérer l'expérience de la routine et du caprice*. **La création artistique** transforme **les expériences pré-cognitives** en une forme nouvelle; **le processus créateur** vise à dégager de nouveaux aspects de la réalité et à *explorer de nouvelles possibilités d'expérience*, qui se trouvent ensuite réunis dans une nouvelle conception de sens (Dewey, « L'art comme expérience », 2005).

Nelson **Goodman** a développé l'idée de *la continuité de l'art et de la science*. Si on abandonne l'illusoire quête métaphysique de la certitude, on découvre l'intérêt pour la connaissance de l'évaluatif, du figuratif, du non-verbal. L'épistémologie s'enrichit avec la prise en compte de la perception, de la dépiction et de l'émotion. *Des systèmes de symboles peu familiers fournissent de nouvelles manières de présenter, d'ordonner ou d'organiser un domaine.* Nous pouvons en effet apprendre à voir et à dessiner selon de nouvelles *catégories représentationnelles*, tout comme nous pouvons apprendre à comprendre de nouveaux prédicats. *Les systèmes symboliques sont des artefacts.* Leur construction et leur application sont soumises à des contraintes. Les questions interconnectées de savoir quelles contraintes sont légitimes, quels systèmes symboliques sont constructibles, quels monde ils définissent, quelles sortes de compréhension ils apportent, ont une grande importance en épistémologie (Goodman, Elgin, 1994). Pour Goodman, « **faire un monde** », c'est *élaborer une vision pertinente et correcte du monde, par l'application*

et la projection symbolique sur un domaine de référence. On y détermine des genres et des espèces pertinentes par *la dénotation, l'exemplification ou l'expression*, on y établit des relations d'ordre en fonction d'un cadre de référence, on y opère des effacements et des supplémentations pour accéder à une certaine correction du système. *Il existe de nombreuses manières de faire le monde, mais toutes ne sont pas correctes, et même si certaines le sont, cela n'implique pas que les solutions de rechange qu'elles proposent soient pertinentes, ou justes, ou encore adoptables par les humains* (Goodman, 2006, p.41).

Paul **Feyerabend,** s'accorde avec nelson Goodman pour intégrer les arts et les sciences dans les activités humaines, comme des champs de compétences ayant des spécificités, mais aussi beaucoup de points communs. Il relève *une omniprésence des procédés artistiques au sein des sciences,* en particulier dans le cas des *inventions*. Les décisions scientifiques sont des décisions existentielles, elles créent des possibilités, au lieu de les choisir dans un réservoir de solutions envisageables. Le choix d'un programme de recherche scientifique est *un pari* que l'on ne peut pas vérifier, car la situation dans laquelle on fait le pari, ne va jamais se reproduire à l'identique, et nous n'aurons jamais assez d'argent, de temps, d'effectifs pour étudier toutes les autres possibilités. Ce pari est financé par les citoyens, il a une influence décisive sur leur vie et sur celle des générations futures, d'où *l'importance de procédures démocratiques pour le légitimer* (Feyerabend, 2003). Ainsi, pour Dewey, Goodman et Feyerabend, les distinctions a priori, établies entre la vie ordinaire, l'art et la science peuvent être remplacées par la notion d'*une intelligence qui s'efforce de résoudre des problèmes et de fournir une signification* (Rorty, p. 143, 1993). D'après richard **Rorty**, il s'agit de *percer la carapace de la convention, de favoriser l'accueil de la nouveauté plutôt que l'attachement à l'ancien* (Rorty, 1994). Feyerabend nous met en garde contre les biographies des hommes et femmes de science, où les auteurs cherchent à faire croire au caractère « Rationnel » de leurs découvertes. En y regardant de plus près, on ne voit souvent qu'une suite d'heureux hasards.

Charles sanders **Peirce** voulait élaborer une méthode de tri des confusions conceptuelles en *établissant un rapport entre le sens des concepts et leurs conséquences pratiques.* Il s'agissait pour lui de *« Considérer quels sont les effets pratiques que nous pensons pouvoir être produits par l'objet de notre conception ».*Il cherchait à se démarquer d'une conception statique, a priori de « la Raison « en privilégiant les processus et les démarches à l'œuvre dans la constitution des connaissances, elle permet de montrer l'importance de son caractère public, à partir du **faillibilisme,** qui *l'expose à la critique et à la réfutation*. Il a introduit en logique, « **l'abduction** », comme un troisième type de logique après l'induction et la déduction. *L'abduction correspond à la production d'hypothèses nouvelles dans un acte créateur.* On assume ainsi l'existence de quelque chose de différent de ce qui

est observé. Peirce considérait l'abduction comme le cœur non seulement de toute recherche scientifique, mais aussi des arts et de toutes les activités humaines ordinaires innovantes. Il déclara même qu'en fin de compte, le pragmatisme n'est rien d'autre que la question de la logique de l'abduction. De plus, il a souligné *le rôle du hasard dans la théorie évolutionniste darwinienne.* L'univers est un processus indéterminé, bien que régi par des lois. *L'univers est évolutionnaire* et il peut *bifurquer dans telle ou telle direction*, sans que son histoire ne suive une loi ou un plan prédéterminé.

William **James** estime que la position déterministe s'oppose à *la pluralité des possibles.* Il y a des nouveautés réelles dans le monde, tout n'est pas déjà donné. **Le pluralisme** s'identifie à l'idée d'une réalité encore incomplète et toujours en train de se faire, d'**un univers ouvert**. Il oppose le pluralisme à la métaphysique, à la conception d'un « Esprit Supérieur », tel le génie de Laplace ou l'Absolu des idéalistes hégéliens. Le pluralisme entretient *des émotions positives d'espoir*, puisque même dans les situations les plus difficiles, *la pensée des possibles* nous permet d'envisager que ces situations ne sont pas nécessaires et que les choses pourraient être autrement. Au lieu de paralyser notre volonté et notre action, il nous met au travail. Pour James, la conscience n'est pas un simple spectateur d'un jeu dont elle ne verrait que les effets, mais *un acteur qui peut devenir efficace, qui peut contribuer à sa manière à améliorer les chances de survie* (immanente) des individus. Contre toutes les doctrines métaphysiques ou religieuses qui conduisent à la contemplation passive, au retrait, voire au découragement sous prétexte que le monde suivrait un cours nécessaire, james favorise celles qui contribuent à *donner à chacun le sentiment de la valeur de ses efforts. Le pragmatisme est une méthode de clarification des idées, qui permet d'élucider la signification des concepts à travers leurs effets, leurs conséquences, leurs résultats, qualifiés de pratiques et de concrets.* La signification n'est pas une propriété interne des concepts, à laquelle on aurait accès par une sorte d'intuition directe et immédiate. Aucune idée n'est claire en elle-même et par elle-même, mais elle devient claire, si on la développe *à travers ses effets pratiques.* Le pragmatisme est *une extension de l'empirisme anglais,* avec cette différence importante qu'on insiste moins sur les phénomènes antécédents et davantage sur les phénomènes conséquents, les possibilités d'action. James fut l'un des premiers *psychologues cognitivistes*. Il souhaitait **naturaliser la psychologie**, *en l'intégrant dans les sciences de la vie. Son approche naturaliste darwinienne de la connaissance s'appuie sur l'idée d'une continuité* : le cerveau est un développement de la moelle épinière. James étudie l'anatomie et la physiologie du système nerveux pour établir des corrélations psychophysiologiques entre les états cérébraux et les états mentaux. L'ensemble de nos connaissances a pour fin l'action, et d'abord l'action qui sert les intérêts de conservation de l'individu. Les souvenirs, les concepts, les raisonnements sont des instruments permettant d'augmenter les chances de

survie de l'individu en améliorant la compréhension et donc le contrôle qu'il a de son environnement (Madelrieux, in James, 2007, pp. 7, 69). James s'est proposé d'aborder les états de conscience en corrélation avec leurs conditions nerveuses. Il a exploré la relation d'immanence entre le « je pense » de la conscience et le « il pense » de l'inconscient. *Il s'est intéressé aux recherches sur l'automatisme psychique, ainsi que les dysfonctionnements psycho-pathologiques.* Il a accordé un intérêt prononcé pour **l'émotion** en proposant la définition suivante : les changements organiques suivent directement la perception du fait stimulant, et notre sentiment de ces changements, au moment où ils surviennent constitue l'émotion. *Toute conscience est d'abord conscience du corps. Toute émotion engendre un nouveau point de vue ou une variation du point de vue dans la conscience.* Ce qui décide des intérêts, des curiosités, des déplacements de perspective de la conscience, c'est l'émotion. Elle traduit une réponse aux modifications physiologiques. Elle a d'abord une manifestation interne et génère une réaction extérieure. Elle est provoquée par la confrontation à une situation et à l'interprétation de la réalité. Le monde dont nous faisons l'expérience apparaît à chaque fois avec notre corps. Ce corps, dans toute son étendue est doué de sensibilité et chacune de ses parcelles apporte ses pulsations de sentiments, confus ou net, agréable, douloureux ou ambigu, pour construire ce sentiment de notre personnalité, qui nous accompagne toujours (James, 2003, p. 344). Ce que nous entendons par *moi personnels*, ce sont des pensées reliées entre elles, telles que nous les sentons. Il n'y a pas d'ego, mais **une chaîne d'ego**, qui n'est rien d'autre que la transmission d'une certaine *continuité entre les différents champs de conscience* (Lapoujade, in James, 2003, pp. 9, 27, 1997).

L'enquête, d'après john Dewey (1967), est *l'instrument de la reconstruction continue de l'expérience* dans tous les domaines. Elle engage tout l'humain et tout humain, dans sa lutte pour maintenir la continuité de l'humain avec la nature et la société humaine. Elle permet l'éducation aussi bien de l'adulte que de l'enfant, processus de formation continue de l'humain et de la société. Parce qu'elles sont évaluables et critiquables à travers leurs effets, les idées peuvent être exposées à l'ensemble des membres de la société. **L'expérimentation éthique** est une face de l'enquête tout à fait *solidaire de* **l'expérimentation sociale**, elle fait appel aux mêmes conditions d'échange et d'engagement individualisé dans un contexte commun (Cometti, 2010, p.32, p.33). C'est ainsi que la société produite par l'enquête appelle **la démocratie** et que l'enquête en est déjà une expression. L'activité maîtrisée par un sujet est désignée comme **auto-activité**, qui est *un jeu et un apprentissage de la liberté*. Non pas la liberté opposée à la contrainte, dans la perspective métaphysique, mais *la liberté comme pouvoir immanent d'élaborer des projets, d'évaluer les désirs à leurs conséquences, d'acquérir des marges d'autonomie et des niveaux de responsabilité*... *La démocratie est un mode d'organisation politique, qui n'est subordonné à nulle*

philosophie préalable, elle est à elle-même sa propre norme. Elle se développe à partir du *scepticisme vis-à-vis de toutes transcendances*, *en sollicitant les citoyens et en rassemblant les contributions humaines disponibles, afin de trouver des solutions pertinentes et régulées, aux problèmes posée par la vie humaine et nos responsabilités personnelles, sociales et environnementales.* **La pédagogie** doit être **active**, **non-autoritaire**, afin de *rendre l'apprenant acteur de ses apprentissages et constructeur de ses savoirs, à travers des situations de recherche*.

Les méthodes actives s'opposent au schéma classique du formé passif, qui enregistre la formation dans un processus de conditionnement-mémorisation-répétition. Alors qu'on constatait une perte considérable entre ce que le formateur tentait de transmettre et ce que le formé s'avérait capable de restituer et d'utiliser, *l'apprenant, qui est engagé personnellement dans une action, tire de son expérience une source vive, qui irrigue non seulement sa propre dynamique, mais aussi celle de son groupe et de tous ceux et celles qui interagissent avec lui*.

Selon Dewey, *la politique est une* « **expérimentation** » par les gouvernants et leurs conseillers, mais aussi par les citoyens eux-mêmes, au niveau de cette instance intermédiaire entre la société et le gouvernement, qu'on appelle « **le public** ». Son but est de *donner aux citoyens le pouvoir et les compétences que la complexification croissante des relations inter-humaines*, autant que la mondialisation rendent difficiles à acquérir. *Nous devons mobiliser l'intelligence, avec l'observation des conséquences des actions menées* et en tirer enseignement pour les politiques à suivre. Les « lois » de la vie sociale sont semblables aux « lois » de l'ingénierie scientifique et technique, on peut parler d'**ingénierie sociale**. Si nous souhaitons certains résultats, certains moyens doivent être découverts et employés. La clé du problème se trouve dans une conception claire des conséquences recherchées et de la technique apte à les atteindre, ainsi que bien sûr, de l'état des désirs et des aversions, qui font que certaines conséquences sont voulues plutôt que d'autres. L'argument le plus solide en faveur des formes politiques de la démocratie comme : *le vote populaire, la règle de la majorité*, etc., c'est qu'elles en appellent dans une certaine mesure à *la consultation,* à *la discussion,* à *la participation,* car elles permettent de recueillir les besoins et les difficultés sociales. *Celui qui porte la chaussure sait mieux si elle blesse et où elle blesse, même si le cordonnier compétent est meilleur juge pour savoir comment remédier au défaut*. Comment améliorer les méthodes et les conditions du débat. C'est le problème du public. Cette amélioration dépend de la libération et du perfectionnement des processus d'enquête. Si l'enquête est un travail d'expert, il n'est pas nécessaire que la population dispose de la connaissance et de l'habileté nécessaire pour mener les investigations requises; ce qui est requis est qu'elle ait l'aptitude de juger la portée de la connaissance fournie par d'autres sur les préoccupations communes. *Une société plus intelligente élève le*

niveau auquel l'intelligence collective opère (Dewey, « Le public et ses problèmes », 2003). La nécessité de *revitaliser la démocratie*, s'appuie sur une « **citoyenneté active et informée** » et sur la « *formation d'un public réactif, capable de déployer une capacité d'enquête et de rechercher lui-même une solution adaptée à ses problèmes ».*

2.1.3. « L'interactionnisme »

C'est un courant de pensée né de la confrontation entre différents courants issus de la psychologie, l'éthnologie, l'anthropologie, la sociologie, les sciences de l'information, de la communication et de l'éducation. Les interactionnistes conçoivent la société comme une composition des relations interindividuelles.

L'émergence du cadre théorique de « **l'interactionnisme symbolique** » (Queiroz, Ziotkowski, 1994) prend sa source dans « *le pragmatisme* » de john **Dewey**. Herbert **Mead** (1934), son collègue et ami, a effectué une rupture paradigmatique en psychologie sociale, en se dégageant des paradigmes psychologiques béhavioristes et psychanalytiques, pour développer une approche inter-relationnelle et co-constructive du sens, aux origines du *cognitivisme*. Sa thèse est que l'accès cognitif au sens des phénomènes, tant subjectifs qu'objectifs, découle inévitablement d'**une interprétation** et que *la formation du cadre interprétatif s'élabore dans les processus dynamiques d'interaction inter-individuelle*. C'est *par l'échange* (verbal notamment) avec les autres membres de la société, que l'Humain « être social », va « *intérioriser* » *de façon non consciente les normes de cette société*. Les normes ne sont donc pas des « essences métaphysiques » données, qui s'imposeraient d'emblée aux acteurs, *elles varient à travers le temps et l'espace social*, *d'un groupe à l'autre*. Ainsi, **l'interaction symbolique** (communication verbale et non-verbale) entre les individus humains (ou animaux), produit le sens qu'ils accordent au monde et à leurs propres états mentaux.

Ce cadre théorique s'intégra à la tradition sociologique de « l'École de Chicago » (Grafmeyer, 2004, Chapoulie, 2001, Coulon, 1992). La première « École de Chicago » avec william **Thomas**, robert **Park**, florian **Znaniecki** … a exploré *la sociologie urbaine, elle a été caractérisée par* une *approche « empirique* », qui se proposait d'étudier la société, à partir de *techniques de recueil de donnés du terrain : les autobiographies, les courriers personnels, les journaux intimes, les récits ou histoires de vie, les témoignages, l'observation participante, les études de cas... regroupées sous l'expression de « sociologie qualitative »*. William Thomas s'est particulièrement intéressé aux significations vécues par les acteurs et à la définition qu'ils donnent

d'une situation.

Les membres de la seconde Ecole, avec Erving **Goffmann** (1988, 1981, 1973, 1969, 1968), howard **Becker** (1985), anselm **Strauss** (1992), herbert **Blumer**.., développèrent *une micro-sociologie interactionniste.* A l'aide de méthodes d'**observation directe**, ethnographique d'**enquête de terrain** et de **l'analyse comparative**, ils posèrent les bases de « **la théorie ancrée** » : une **épistémologie pragmatique** (Glaser, Strauss, 2010). *L'action d'un individu et le sens qu'il lui donne, dépendent de ses relations avec les autres. Au cours de leurs relations, les acteurs créent, confirment et transforment les règles sociales. La personnalité d'un individu, n'est pas donnée une fois pour toute, elle est confortée ou modifiée par les relations qu'il entretient avec les autres.* La contribution d'anselm Strauss est d'avoir montré que *la société se construit à chaque minute par l'interaction et la négociation,* mais que les phénomènes peuvent présenter néanmoins une relative stabilité, permettant de les étudier. « *La théorie ancrée* » accompagne la procédure inductive d'élaboration de théorie par une validation, par ajustement constant avec le terrain, des catégories et des hypothèses, qui ont émergé de celui-ci. Elle suppose à la fois de la vigilance, de la prudence et *une réflexivité permanente*.

2.1.4. Le comportementalisme

Le comportement d'un être vivant est la partie de son activité qui se manifeste à un observateur. Le comportement des animaux, humains et non-humains, peut être décrit comme *l'ensemble des actions et réactions (mouvements, modifications physiologiques, expression verbale, etc.) d'un individu, dans une situation donnée.*

Les comportements animaux sont contrôlés par leur système nerveux et leur système endocrinien. La complexité du comportement d'un animal est en étroite relation avec la complexité de son système nerveux. Plus le cerveau est complexe, plus les comportements peuvent devenir élaborés et ainsi être mieux adaptés à l'environnement, bien que des êtres vivants sans cerveau soient parfaitement adaptés comme les bactéries. L'origine, la fonction et le développement des comportements dépendent à la fois des interactions avec l'environnement et de l'héritage phylogénétique de l'espèce. Les principaux comportements de base sont les comportements alimentaires, sexuels, maternel, sociaux, d'agression, de défense, de fuite et d'inhibition de l'action, lorsque la lutte ou la fuite est impossible.

Une caractéristique majeure de certains organismes vivants est **la capacité de mouvements**, qui permet d'interagir activement avec l'environnement. Un aspect important de cette capacité est que le mouvement n'est pas un effet fortuit (comme

le mouvement d'une branche au vent), mais *le résultat d'une organisation spécifique de l'organisme*. Les facteurs primordiaux du vivant qui sont directement en relation avec cette capacité de mouvement sont : l'organisation, le mouvement, la limite et l'organisme. L'organisation est un facteur crucial du vivant : La désorganisation provoque la mort. **Le mouvement** est un autre facteur primordial du vivant : quasiment tous les éléments d'un être vivant sont en mouvement perpétuel. L'arrêt du mouvement provoque la mort. La limite est également un facteur primordial du vivant : tous les êtres vivants possèdent des limites externes et souvent de nombreuses limites internes. La suppression des limites provoque la mort.

Au cours des années 1890, ivan petrovitch **Pavlov**, en russe Иван Петрович **Павлов,** avait réalisé une expérience sur la fonction gastrique du chien en recueillant grâce à une fistule les sécrétions d'une glande salivaire pour mesurer et analyser la salive produite dans différentes conditions en réponse aux aliments. Ayant remarqué que les chiens avaient tendance à saliver avant d'entrer réellement en contact avec les aliments, il décida d'étudier plus en détail cette « sécrétion psychique ». Il découvrit les lois de l'acquisition et de la perte des « réflexes conditionnels ». Il a mit en évidence deux paramètres : la répétition et la contiguïté temporelle. **Le conditionnement pavlovien** est basé sur l'existence d'un **arc réflexe**. Dans le langage béhavioriste, *le stimulus est actif sans condition préalable*, c'est **un stimulus inconditionnel** (S.I.). La procédure du conditionnement consiste à présenter un stimulus neutre (S.N.), par exemple un métronome, et de le faire suivre très rapidement par le stimulus inconditionnel (viande dans la bouche). Ce conditionnement est *un apprentissage primitif*, il requiert, par rapport à la mémoire des dizaines ou des centaines d'essais. La procédure la plus efficace correspond au couplage en même temps du stimulus conditionnel et du stimulus inconditionnel. En revanche, dès qu'un intervalle est instauré entre les deux stimuli, le conditionnement est plus difficile. Le stimulus conditionnel est efficace parce qu'il joue le rôle d'un signal annonçant le stimulus inconditionnel. Pavlov a remarqué qu'alors que le S.I. provoque toujours le réflexe ou la réponse, la présentation du S.C. seul au cours de plusieurs essais successifs va obtenir une diminution de sa valeur conditionnelle : c'est le processus d'extinction. A noter que l'extinction n'est pas l'effacement du conditionnement, car après un temps de repos, le stimulus conditionnel est à nouveau efficace, c'est le phénomène de récupération spontanée. Pavlov a émis l'hypothèse que l'extinction est provoquée par un processus nerveux dynamique et antagoniste de l'excitation, *le processus d'inhibition*, qui bloque la réponse. La récupération spontanée intervient donc quand l'inhibition s'estompe avec le temps. Sur le plan biologique, on a en effet identifié des mécanismes inhibiteurs avec des neurones inhibiteurs et au niveau des contacts entre neurones des neurotransmetteurs inhibiteurs. On a observé que lorsqu'un stimulus a été conditionné, des stimuli qui lui ressemblent déclenchent la réponse, c'est le

processus de généralisation, que Pavlov attribue à une diffusion de l'excitation. Or, les phobies sont souvent liées à la généralisation d'un conditionnement. Par exemple, après un accident de voiture, un bruit ressemblant à un choc de voiture va entraîner des réactions viscérales (stress) de généralisation. En étudiant le réflexe salivaire, Pavlov a mis à jour un mode d'*apprentissage* d'une partie de notre système nerveux, qui concerne non seulement la salivation, mais les secrétions gastriques, intestinales, l'accélération cardiaque, l'augmentation de la tension artérielle, de la température, qui dépendent du système autonome. De plus, les émotions, les pleurs, les jambes flageolantes, les rougissements, etc., de la peur, du coup de foudre ou de la colère, sont en fait produits par ce système nerveux autonome. Le conditionnement est donc le mode d'apprentissage des émotions. Le conditionnement pavlovien paraît être le mode privilégié d'apprentissage des réponses viscérales et glandulaires. Dans l'évolution animale, c'est un mode primitif du système nerveux, avec le système nerveux autonome qui commande le fonctionnement du cœur, des poumons, de l'estomac, des reins, de la vessie... et qui contrôle les réactions viscérales et glandulaires, sécrétions gastriques, miction, sudation, dilatation des vaisseaux sanguins, rythmes cardiaques, pression artérielle, etc. Les commandes se font de deux façons, par le système nerveux autonome (parasympathique notamment) et par voie hormonale, commandée par l'hypothalamus et l'hypophyse. Ce sont ces réactions qui sont la face neurobiologique de la vie végétative et des émotions (Lieury, 2008, pp.115, 120, p. 133, p.345).

Eric **Kandel** (2007, 2006, 1998) a découvert chez des organismes comprenant un nombre limité de neurones, comme l'aplysie, une limace de mer, qu'il existait, à côté des réponses conditionnelles, une mémorisation après une seule rencontre avec un stimulus nuisible. Il se passe alors une potentialisation à long terme, laquelle résulte d'une cascade d'évènements chimiques, qui font que la réponse va s'accroître sans qu'il soit nécessaire de mettre en place des expériences de conditionnement. C'est donc l'apprentissage non-associatif en une seule rencontre avec une situation traumatique et la trace émotionnelle et comportementale du conditionnement par association répétée, qui constituerait les formes élémentaires de l'apprentissage.

John **Watson** a montré que des rats privés de sensations extéroceptives (visuelles, auditives, tactiles) étaient capables d'*apprendre un parcours dans un labyrinthe en se servant des sensations kinesthésiques résultant du mouvement des muscles et des réponses motrices qui les provoquent* (Lieury, ibid, p.121). Le psychologue béhavioriste Burrhus Frederic **Skinner** a eu l'idée de fabriquer un environnement standard permettant l'étude des lois générales de *l'apprentissage* et aussi automatisé que possible, de façon à éliminer les manipulations humaines trop variables ou stressantes pour l'animal. L'automatisation est réalisée grâce à des

dispositifs électroniques de distribution de nourriture: mangeoire dans laquelle tombe une ration, pipette délivrant une goutte d'eau, de présentation de stimulus : sons, lumières ou figures, et de mesure de l'activité : appui sur une barre, cellules photo-électriques coupées par les déplacements de l'animal. Ce dispositif, appelé « boîte de Skinner », est donc une sorte de distributeur automatique à l'échelle de l'animal. Des expériences antérieures ayant montré que l'animal doit être motivé, le rat affamé va explorer, flairer, tâtonner et parmi d'autres réponses, il arrivera qu'il appuie sur la barre (réponse opérante), déclenchant une récompense alimentaire, que Skinner dénomme un **renforcement**. L'intervalle de temps entre la réponse et le renforcement doit être très court, l'optimum étant d'une demi-seconde, pour être efficace. Dans les premiers essais, l'animal peut produire des réponses qui se sont trouvées renforcées par hasard, par exemple, le rat lèche la patte en s'appuyant sur la barre, le pigeon lève les ailes en donnant un coup de bec. Skinner les appelle des conduites superstitieuses. L'observation des conduites superstitieuses indique clairement que le conditionnement opérant n'est pas basé sur des mécanismes réflexifs, mais d'association en fonction de la contiguïté temporelle. On peut distinguer plusieurs catégories de renforcements :

- *les renforcements primaires* sont des stimuli inconditionnels qui correspondent aux besoins biologiques ou à des réflexes. Les renforcements négatifs, ce sont les chocs électriques, les bruits..., des stimuli des comportements aversifs, des punitions. Les renforcements positifs sont les stimuli des comportements appétitifs, nourriture, sommeil..., des récompenses. Les deux types de conditionnements aversifs et appétitifs dépendent de centres cérébraux différents.
- *les renforcements secondaires* sont des stimuli, dont l'efficacité est due à l'apprentissage, le plus souvent par un conditionnement classique : le sifflet ou la voix du dresseur, le claquement du fouet du dompteur...
- *l*es *renforcements affectifs, cognitifs et sociaux* : chez les chiens, les chevaux, les dauphins, les chimpanzés, les humains, il existe des renforcements, qui ne sont pas appétitifs ou aversifs, mais qui semblent néanmoins basiques, le singe a besoin de contact social et de curiosité.
- *les renforcements par stimulation intra-cérébrale* : on peut déclencher des mouvements par stimulation électrique du cerveau avec un conditionnement, en couplant cette stimulation analogue à l'électricité naturelle du cerveau, de 0,2 à 1mA (millième d'Ampère).

Skinner a découvert l'importance du « **conditionnement opérant** » qu'il distingue du *conditionnement pavlovien ou « conditionnement répondant* ». Dans cette approche, les comportements sont sélectionnés par leurs conséquences sur l'environnement. Il a observé que *l'apprentissage d'un comportement peut être facilité ou au contraire freiné, en fonction des conséquences (positives ou négatives) qu'il entraîne pour le*

sujet. Le renforcement positif (gratification matérielle, affective ou sociale) a tendance à fixer un comportement, au contraire, le renforcement négatif ou aversion (comme les punitions, la douleur ou la désapprobation sociale) a pour effet d'amener le sujet à éviter le comportement qui l'a provoqué. La peur se conditionne tout-à-fait comme la salivation. La peur conditionnée est un état motivationnel qui pousse l'animal à agir pour éviter les chocs. Beaucoup de phobies peuvent s'expliquer par un conditionnement à une situation traumatisante. L'extinction dans les expériences de conditionnements aversifs, ici à la peur, est très long, parfois très difficile, car l'animal ou l'humain ne veut pas essayer. D'où l'idée d'une **thérapie comportementale** de *re-conditionnement dans le cas des phobies, consistant à ce que le sujet soit confronté très doucement et progressivement au stimulus de la peur.* Skinner a établi aussi que **le renforcement positif** *permet un meilleur apprentissage* que le renforcement négatif. A l'inverse, *l'extinction est le fait pour un comportement de décroître en fréquence et en intensité, s'il n'est pas renforcé. Il a découvert en outre que l'anticipation peut jouer le même rôle que le renforcement*; l'espoir d'atteindre certains résultats conformes à des modèles socialement valorisés facilite l'apprentissage d'un comportement, à travers *l'imitation et la reproduction de ces modèles.* Dans le conditionnement pavlovien, un stimulus entraîne une réponse, dans le conditionnement opérant, on renforce une réponse par *la manipulation des contingences.* Cette notion permet d'*intégrer la spontanéité de l'organisme* au sein d'un cadre explicatif mécaniste. Skinner a posé la question : « *Comment sauver un monde menacé par la guerre et la pollution...?* Il proposa des solutions à partir de l'analyse expérimentale des comportements. La solution réside selon lui dans de «profondes modifications du comportement humain» induites par «une technologie du comportement». Jusqu'ici l'humain a transformé son environnement naturel, échappant ainsi aux rigueurs du monde physique. De graves problèmes sont apparus à la suite de cette transformation. Skinner croit qu'on ne peut régler ces problèmes qu'en s'engageant plus avant dans la voie qui a été ouverte par la science et la technique, il faut maintenant *modifier l'environnement humain*. Si l'humain est largement conditionné par ses interactions avec l'environnement, il peut aussi *apprendre*, dans certaines limites, à *contrôler ce qui le contrôle*. Dans une large mesure, l'individu est souvent capable d'*agir sur les variables qui l'affectent.* **L'auto-contrôle** désigne les comportements par lesquels l'être humain cherche à limiter les actions qui sont attirantes par certains aspects, par exemple, parce qu'elles sont susceptibles d'apporter du plaisir, mais désagréables pour d'autres raisons, du fait qu'elles risquent d'entraîner, par exemple, des souffrances futures. Il est possible de développer des **stratégies d'auto-contrôle**, en agissant sur des stimuli incitateurs de réaction, se donner des auto-instructions, surfer sur l'impulsion jusqu'à ce qu'elle diminue, rester en contact avec des stimuli anxiogène ou les approcher graduellement jusqu'à ce qu'ils perdent leurs effets, se récompenser suite à des conduites d'évitement ou de refus (Rillaer, in Chapelle, 2004, p.60).

2.1.5. « Le socio-cognitivisme »

La perspective cognitiviste, dont l'appellation renvoie au terme *cognition* (connaissance dans le sens de processus et de produit), privilégie *l'étude du fonctionnement de l'intelligence, de l'origine de nos connaissances ainsi que des stratégies employées pour assimiler, retenir et réinvestir les connaissances.* Le cognitivisme est un paradigme scientifique constitué au moment de « **la révolution cognitiviste** » qui a vu interférer différents domaines scientifiques, notamment la psychologie, la linguistique, l'intelligence artificielle, les neuro-sciences, l'anthropologie... en un vaste champ inter-disciplinaire ou trans-disciplinaire. Le rôle central de **la cognition** (animale, humaine, artificielle) permet aux chercheurs d'aborder scientifiquement la « boîte noire », que se refusaient d'appréhender les behavioristes jusqu'alors. On assiste à une ré-orientation de la centration sur les actes observables vers les processus symboliques et les dimensions sociales, qui régulent les actions concrètes. Nous passons de la vision d'une chaîne de causalités S-R (Stimulus-Réponse) à des prototypes dans lesquelles les significations personnelles et la pensée traitent des informations variées pour aboutir à des modèles d'actions observables. Le comportement, soutient edward chace **Tolman** (1951, 1948), ne peut être réduit au schéma « stimulus-réponse ». Dans sa théorie, Tolman tient compte du béhaviorisme, du pragmatisme de john Dewey et de la psychologie de la forme. L'organisme humain n'est pas seulement « réactionnel », *il agit en fonction d'une visée qui lui est propre*. Le comportement n'est pas seulement une séquence automatisée d'associations établies par conditionnement, mais une réponse globale, qui se réfère à une *représentation mentale du but et des lieux qui permettent d'y accéder*, c'est ce qu'il appelle **une carte mentale**. Il repère des *variables affectives ou cognitives, qui médiatisent les associations entre stimulus et réponse comportementale*. La construction de cartes cognitives est un processus composé d'une série de transformations psychologiques, par lesquelles un individu acquiert, stocke et décode de l'information sur l'emplacement et les attributs d'un phénomène, dans son environnement spatial de tous les jours. Une carte cognitive aide à simplifier et à coder l'interaction complexe de l'homme avec son environnement. C'est *une représentation mentale des connaissances environnementales intégrant des images, des informations, des attitudes sur un environnement.*

Lev Semionovitch **Vygotski** (1962), en russe Лев Семёнович **Выго́тский**, est un psychologue qui a introduit au début du XX°siècle, la notion du *développement intellectuel de l'enfant comme une fonction des groupes humains,* plutôt que comme

un processus individuel. Il a abordé *l'apprentissage humain* sous l'angle de l'action structurante des nombreuses interactions que le sujet vit dans son environnement social ; *le sujet construisant avec la médiation d'autrui des outils de pensée qu'il peut s'approprier pour son propre compte.* **Le médiateur** joue alors un rôle important en s'intercalant entre le sujet et cette appropriation pour faciliter l'intériorisation et l'assimilation des outils de pensée ainsi que le développement de fonctions psychiques.

Lev Vygotski nomme "**zone proximale de développement** " *l'écart entre ce que l'individu est capable de réaliser intellectuellement à un moment de son parcours et ce qu'il serait en mesure de réaliser avec la médiation plus experte d'autrui.* L'éducateur n'a pas à attendre que l'enfant construise seul, par lui-même, ses savoirs. Il élabore une ingénierie **éducative didactique**, pour favoriser la progression de l'élève, qui peut prendre des chemins variés en fonction de différents facteurs : la multiplicité des sources d'apprentissage dans un environnement social complexe, La spécificité et la diversité sociale de la communication verbale, la formation de concepts quotidiens par activité pratique et communication avec l'entourage, l'acquisition de concepts scientifiques par transmission formelle et expérimentations.

La théorie de l'apprentissage social tente d'expliquer le comportement humain en termes d'interactions continues entre les éléments cognitifs, comportementaux et environnementaux. Vigotski prend en compte la composante socioculturelle de la conscience. Elle n'est pas le fruit d'un développement individuel, à l'intérieur de soi, mais le résultat de la relation sociale avec les autres et ce serait la parole qui serait à l'origine de la conscience. Pour appréhender la conscience, on peut prendre l'activité humaine comme objet de recherche. *L'activité est ce qui transforme le milieu extérieur. L'activité est médiatisée par des outils et des instruments. C'est à ce titre que les signes sont considérés comme des instruments ou des outils.* Le signe permet d'interagir et d'agir avec ou sur autrui. Une forme particulièrement développée du signe est le langage, médium du développement cognitif. Ce sont les membres de la société qui inventent, construisent, fournissent et médiatisent les signes, d'où l'importance des facteurs historico-culturels.

Dans les travaux du chercheur russe, *la dimension sociale de l'apprentissage* est très clairement affirmée: une fonction psychique peut s'appréhender comme une activité sociale interpersonnelle, c'est-à-dire ayant à la fois une fonction inter-psychique et une fonction intra-psychique. *Si Le langage est un moyen de communication, le langage intériorisé exerce une fonction dans l'autorégulation cognitive.*

Pour Vygotsky, *les connaissances se construisent par l'interaction avec*

l'environnement social, mais aussi avec l'environnement culturel et historique. Cette dimension historico-culturelle permet de montrer comment les médias et les moyens de communication contemporains contribuent à former la pensée des nouvelles générations. Cette dimension culturelle sera reprise par Jérôme **Bruner** pour proposer *une approche socio-culturelle de l'apprentissage*. L'individu humain n'a pas à effectuer tous les tâtonnements de ces ancêtres pour vivre dans le monde, *chaque génération peut recueillir les savoirs des générations précédentes, se les approprier (en les sélectionnant) et en produire de nouveaux*.

On peut distinguer cinq postures d'apprentissage :

- l'apprentissage par imitation des savoir-faire et expérimentation guidée,
- l'acquisition d'un savoir déclaratif par une approche didactique,
- l'accompagnement pédagogique avec des échanges intersubjectifs (entre les pairs et avec les adultes),
- la sélection par l'apprenant, à partir de ses propres expériences, des connaissances et des compétences qui lui apparaissent les plus pertinentes en fonction des situations,
- la création de nouveaux savoirs, de nouvelles compétences, au cours d'expériences individuelles et collectives.

L'éducation et la formation sont des mixtes de ces modèles avec des dosages qui varient en fonction de l'âge de l'élève, de son processus cognitif et des dispositifs sociaux-culturels et institutionnels d'apprentissage.

Le conflit sociocognitif est un élément moteur du développement dans la théorie de Vygotski. Apparaissant vers 7-8 ans, le conflit sociocognitif est *la confrontation à un problème entre plusieurs enfants.* Il est formateur dans la mesure où il permet à l'enfant de prendre conscience du point de vue d'autrui et à reformuler le sien. Après avoir pris du recul sur le problème, l'enfant va construire son esprit en jaugeant laquelle des solutions est la plus adéquate. Le conflit socio-cognitif peut être défini comme *une dynamique interactive, caractérisée par une coopération active, avec prise en compte de la réponse ou du point de vue d'autrui, et recherche, dans la confrontation cognitive, d'un dépassement des différences et des contradictions pour parvenir à une réponse commune.*

On peut distinguer divers types de situations, sources de conflit socio-cognitif :

- *1. Le conflit est dû au fait que le groupe est confrontée à l'échec d'une stratégie sur le terrain.*
- *2. Le conflit est dû à la confrontation de réponses divergentes qui expriment des centrations de points de vue opposés.*
- *3. Le conflit est dû à une remise en question par l'apprenant de ses propres*

représentations sociales, suite à l'adoption d'une stratégie en contradiction avec ce qu'il pensait jusqu'alors.

De tels conflits seraient l'occasion d'**apprentissages constructivistes**. L'interaction sociale est constructive dans la mesure où *elle introduit une confrontation entre les conceptions divergentes.* Un premier déséquilibre interindividuel apparaît au sein du groupe puisque chaque élève est confronté à des points de vue divergents. *Il prend ainsi conscience de sa propre pensée par rapport à celle des autres.* Ce qui provoque *un deuxième déséquilibre de nature intra-individuelle* : l'apprenant est amené à reconsidérer, en même temps, ses propres représentations et celles des autres pour *reconstruire un nouveau savoir*. Le narratif devient, dans cette perspective, un moyen de "penser notre propre pensée" (Bruner, 1996) et renvoie à la compréhension de sa propre pensée ainsi que celle d'autrui.

Le conflit socio-cognitif résulte de la confrontation de représentations sur un sujet provenant de différents individus en interaction. Tout individu ou groupe peut constituer une source d'influence, même s'il ne dispose d'aucune sorte de pouvoir ou de statut, à condition de générer un conflit, qui remet en question le système des jugements de la personne ou du groupe qu'il veut influencer.

Serge **Moscovici** (1979) a montré que des sources marginales et sans expertise, peuvent exercer une influence à condition de créer et de maintenir un conflit ouvert avec l'opinion majoritaire. La théorie des « **minorités actives** » a permis d'expliquer le fait que, dans le devenir historique des sociétés, des idées, des perceptions, des représentations, des attitudes nouvelles parviennent à se diffuser, voire à devenir dominantes dans l'opinion, sans pour autant être imposées par un pouvoir autoritaire. L'écologisme, le féminisme, la dissidence dans les pays communistes... pourraient être citée comme des exemples. *C'est donc en créant un conflit (d'opinion, d'attitude, de comportement), que l'on est en mesure d'amener un partenaire à remettre en cause ses propres agissements et peut-être à les changer.* Par son style consistant, une minorité sans autorité, se rend visible en *créant un conflit social*. *En défendant obstinément son point de vue, la minorité active maintient le conflit ouvert et déclenche chez ses adversaires l'examen de ses positions, en vue de les dénigrer.* A un niveau manifeste, ces derniers rejettent les opinions de la minorité. Mais à un niveau latent, ils se penchent sur leur contenu. Ils en viennent ainsi à s'approprier involontairement les principes normatifs de la minorité, ce qui à la longue peut déboucher sur une diffusion plus large de ce point de vue. C'est ainsi que peut s'expliquer le phénomène de « *la récupération politique* ».

Aussi, lorsque deux individus ont un échange avec des points de vue contradictoires

à propos d'un objet sur lequel ils ne possèdent pas de connaissances particulières, le niveau de connaissances de chacun d'eux augmenterait à condition que *l'échange se fasse entre pairs.* Il ne faut pas que l'un d'eux ait un statut de supériorité dans la connaissance en jeu. Le conflit provoque des déplacements de point de vue, des évolutions de représentations personnelles favorables à l'acquisition des connaissances visées.

L'apprenant est amené à réorganiser ses conceptions antérieures et à intégrer de nouveaux éléments apportés par la situation. Diverses études ont mis en avant que cette réorganisation des représentations pouvait provenir de deux types de déséquilibre : *l'interindividuel*, lorsqu'il y a opposition entre deux sujets ; *l'intra-individuel,* quand un sujet remet en question ses propres représentations.

C'est à partir d'expériences cumulatives et progressistes que les sujets élaborent des instruments cognitifs nouveaux, au travers d'interactions lors desquelles le sujet est actif. Le progrès cognitif, qui est décrit, comme un **processus de décentration,** serait surtout suscité par la nécessité de coordonner des centrations opposées dans une action commune. L'apparition d'un **conflit de centration** conduisant à un progrès, provient de *l'hétérogénéité entre les réponses des partenaires d'une interaction.* Cette hétérogénéité peut entraîner une prise de conscience double : d'une part le sujet peut se rendre compte de l'inadéquation de son système de réponses dans la tâche considérée, mais surtout il se rend compte de l'existence d'alternatives différentes de la sienne, ce qui peut alors l'amener à une décentration et à une recherche de coordination de ces diverses centrations. **L'auto-socio-construction** *est la capacité de l'apprenant de construire personnellement son savoir, dans un contexte socialisé*.

Dans les groupes hiérarchiques, on a pu remarquer que les sujets de niveau inférieur ne progressent guère devant des sujets de niveau supérieur, qui imposent unilatéralement la solution correcte (Doise, Deschamps, Mugny, 1991, pp.289, 296). Alors que les groupes, où le mode de décision est unilatéral (seul un des sujets prenant la responsabilité d'un choix de la réponse), voient peu de progrès individuels, ce n'est pas le cas des groupes, *où le mode de décision est réciproque et où chacun a la possibilité de participer activement à l'élaboration de la réponse collective.*

Jerome Seymour Bruner aspire à ce *que l'école soit un endroit où les apprenants s'aident les uns les autres à apprendre, chacun selon ses aptitudes.* A ce propos, l'auteur suggère de former des *communautés d'apprenants qui s'entraident mutuellement*.

L'entraide mutuelle qui s'installe à l'intérieur d'une **communauté d'apprenants** présente un certain nombre d'avantages:

- *elle suscite l'émulation ;*
- *elle donne l'occasion de commenter le travail au fur et à mesure de sa progression ;*
- *elle permet d'apporter un soutien aux plus novices ;*
- *elle autorise au sein du groupe une répartition du travail à l'image de ce qui se pratique dans la réalité.*

Jérome Bruner inscrit ses travaux de recherche dans le prolongement de « Pensée et langage » de lev Vygotski. Il a étudié « **La médiation sociale** », lors des conduites d'enseignement-apprentissage, s'exerçant sur un mode communicationnel. Il s'est intéressé à l'accompagnement d'un enfant par un adulte, grâce auquel l'adulte essaye d'amener l'enfant à aborder un problème qu'il ne sait résoudre seul. Les processus d'**étayage**, qui prennent appui sur la Z.D.P. (Zone proximale de développement de Vygotski), permettent la mise en place de formats (formes régulatrices des échanges), grâce auxquels l'adulte guide l'enfant à partir de formes standardisées, des patterns d'échanges réguliers et ritualisés. C'est à l'intérieur de ces formes que l'enfant, *bénéficiant de l'étayage de l'adulte*, *pourra s'autonomiser en traitant seul avec succès, un problème qu'il ne pouvait pas précédemment résoudre.*
L'étayage caractérise les interactions de soutien mises en œuvre par un adulte ou par un pair afin d'épauler un sujet dans la résolution d'un problème qu'il ne pourrait résoudre seul. Celles-ci consistent, pour le partenaire plus avancé, à prendre en charge les parties de la tâche qui dépassent initialement les capacités du partenaire moins avancé en lui permettant de se concentrer sur les parties de la tâche, qui lui sont accessibles, afin de l'aider à se rapprocher de son niveau de développement potentiel.

Bruner associe six fonctions principales à l'étayage :

- le tuteur s'efforce de soutenir l'intérêt du sujet par rapport à la tâche.
- l'orientation consiste à s'assurer que l'apprenant ne s'écarte pas du but assigné par la tâche.
- le sujet plus avancé simplifie la tâche pour aider l'apprenant à résoudre le problème qui lui est posé. Il peut, par exemple, dans un premier temps, prendre en charge les parties de la tâche les plus complexes et les rétrocéder ensuite à l'apprenant pour éviter une surcharge cognitive en début d'activité.
- la mise en évidence des caractéristiques critiques de la tâche consiste à attirer l'attention sur les éléments pertinents de la tâche tout au long de son traitement par l'apprenant.
- le contrôle de la frustration permet d'éviter que les difficultés rencontrées ne se transforment en échec et n'entraînent un sentiment de démotivation par

rapport à la tâche.
- la présentation de modèles aide à démontrer la tâche à l'apprenant, à achever la tâche pour lui ou à en détailler les étapes.

Albert **Bandura** *(2007, 1998, 1997, 1995, 1986, 1977, 1975, 1971, 1969, 1962)* a mis en valeur *la capacité humaine à utiliser des symboles pour se représenter les autres et le monde, pour analyser ses propres expériences, pour communiquer, créer, imaginer et anticiper l'avenir ainsi que pour évaluer ses propres actions.* Quotidiennement, nous sélectionnons, organisons, transformons de façon pro-active les stimuli, opportunités et contraintes de notre environnement. Nous pouvons influencer notre comportement en agissant sur nos motivations et par l'anticipation de nos choix. La capacité à nous diriger nous-mêmes nous permet d'être des *agents actifs de nos propres changements, en interaction dynamique avec les facteurs contextuels, socioculturels, groupaux, micro-sociaux, écologiques...* Dans le contexte de *l'apprentissage social*, *la liberté est définie par le nombre d'options ouvertes aux individus et le droit de les choisir. Plus il y a d'alternatives comportementales, plus les individus ont de prérogatives, plus grande est leur liberté d'action.* **La pratique du contrôle de soi** montre que les gens sont capables de diriger le cours de leurs actions vers des buts qu'ils valorisent en arrangeant les conditions environnementales de la façon la plus propice pour produire le comportement indiqué et en créant les aides cognitives et les conséquences auto-renforçantes destinées à soutenir ce comportement. **L'agentivité**, *c'est la capacité humaine à influer intentionnellement sur le cours de sa vie et de ses actions*. La théorie socio-cognitive distingue trois modalités différentes de l'agentivité, elle peut être l'effet direct de l'intervention de la personne, ou opérer par le biais d'une procuration, qui amène le sujet à compter sur l'intervention d'autres pour atteindre les résultats souhaités, ou encore collective, quand on cherche à atteindre des buts par la coordination et l'interdépendance des efforts d'un groupe. *Les gens sont les co-producteurs de leur vie.*

Pour Bandura, **le modelage ou apprentissage vicariant** se distingue d'un simple mimétisme. Il entend par **modelage** tout un travail d'observation active par lequel en extrayant les règles sous-jacentes aux styles de comportements observé, les gens construisent par eux-mêmes des modalités comportementales proches de celles qu'a manifestées le modèle et les dépassent en générant de nouvelles compétences et de nouveaux comportements, bien au-delà de ceux qui ont été observés. De plus, tout en favorisant l'apparition de nouveaux comportements, le modelage agit sur la motivation, en ouvrant l'horizon de l'observateur vers de nouveaux bénéfices anticipés, en générant des affects, en agissant sur son système de valeur. Il n'est pas jusqu'aux *comportements créatifs* qui ne soient influencés par *le modelage*, ce qui peut paraître paradoxal (Carré, in Savoirs, 2004, pp. 9, 50).

Pour roy **Pea** (1995), **le système cognitif** que le sujet peut mobiliser face à une tâche inclut ce dont il dispose dans sa mémoire, mais aussi l'ensemble des outils qu'il peut mobiliser. L'intelligence n'est donc pas contenue uniquement dans le cerveau de l'individu, mais est *distribuée* dans tout l'environnement physique (les outils cognitifs) et social (les autres personnes).

David **Perkins** (1998, 1995) parle "**d'individu-plus**" pour désigner l'ensemble des ressources mobilisées pour traiter une situation, celles-ci *incluant à la fois celles disponibles chez l'individu et celles fournies par l'environnement.* Pour cet auteur, l'individu et son environnement constituent **un système cognitif,** répondant à l'hypothèse d'accès aux connaissances disponibles à partir de la mémoire de l'individu et à partir de l'environnement. Ce qui compte, c'est le type de connaissance, la manière dont elle est représentée et ses modalités d'accès, mais peu importe l'endroit où elle se situe.

Gavriel **Salomon** (1998) met en évidence l'interaction très étroite qui existe entre les composantes du système cognitif mobilisé pour traiter une situation c'est-à-dire entre d'une part, les ressources cognitives internes de l'individu, et d'autre part, *l'environnement constitué à la fois par les outils cognitifs qu'il met à disposition et par les interactions sociales qui s'y développent.* Pour cet auteur, l'environnement n'aidera pas seulement l'individu à trouver une solution au problème qu'il a à traiter, mais laissera également chez lui une **trace cognitive**. Selon Salomon, les outils fournis par l'environnement ne jouent pas seulement un rôle de médiateur, mais aussi d'*artefact* en ce sens qu'*ils organisent (ou réorganisent) le fonctionnement cognitif.* Ainsi, des enfants qui utilisent un système d'aide à l'écriture améliorent non seulement leurs performances d'écriture, mais développent aussi certaines capacités d'autorégulation à travers certaines traces cognitives laissées par le dispositif. Il s'agit d'un *processus en spirale,* où les outils fournis par l'environnement participent au développement de la cognition individuelle, qui en devenant plus performante rend *les activités distribuées* plus efficaces. Salomon décrit ce processus comme une **coopération**, *un enrichissement mutuel entre activités individuelles et distribuées.* Il insiste sur le rôle des contextes culturels et sociaux, dans lesquels les activités prennent place. Si on veut assurer une certaine généralisation aux compétences acquises, à travers des dispositifs favorisant **l'apprentissage distribué**, il est important que ces compétences soient perçues comme socialement et culturellement importantes. Pour cela, il est nécessaire que ces activités soient *situées c'est-à-dire qu'elles soient placées dans des contextes significatifs pour les sujets qui apprennent.*

2.1.6. « Le constructivisme »

Jean-louis **Le Moigne** (1994, tome 1, p.16) évoque « *l'archipel constructiviste* » qui rassemble à travers le temps, *les sophistes* de la Grèce antique, *les nominalistes* médiévaux, l*es ingénieurs* des Renaissances européennes, *les empiristes* anglais, les *encyclopédistes* français, *les pragmatistes* américains, l'École de Chicago, l'École de Palo Alto... et les nouvelles irruptions qui feront émerger de nouvelles îles, de nouveaux territoires, de nouvelles œuvres, qui transformeront les plans de nos futures navigations.

Ces expressions historiques d'intelligence humaine, affirment que *la réalité se construit à chaque instant.* Elle ne précède pas l'acte d'observation, qui arracherait à un réel immanent et ontologique, une parcelle de « Vérité », en prétendant accéder au Savoir, à la Connaissance. Le chemin se construit en marchant et il n'a pas de fin. *Le pragmatisme méthodologique couplant délibérément la réflexion et l'action a fait du constructivisme une épistémologie empirique et expérimentale. Le constructivisme fait le pari de l'intelligence chez les autres et ainsi la provoque, la favorise. Opposé aux métaphysiques et aux totalitarismes, le constructivisme débouche sur une éthique forte de la tolérance et de la responsabilité.*

Le tournant « *constructiviste* » a été pris en psychologie, par les chercheurs de « L'École de Palo Alto » (Wittezaele, Garcia, 1992; Marc, Picard, 1984; Winkin, 1981), un courant de pensée et de recherche, influencé notamment par ludwig **Wittgenstein** (1961), par le pragmatisme et par l'interactionnisme de l'Ecole de Chicago. Elle a pris le nom de la ville de Palo Alto en Californie, à partir du début des années 1950. On la cite en anthropologie, psychologie, psychopathologie, psychosociologie, sociologie ainsi qu'en sciences de l'information et de la communication. Parmi les principaux membres, on trouve Gregory **Bateson** (1988, 1984, 1980, 1977), Donald D. **Jackson**, John **Weakland**, Jay **Haley**, edward t. **hall** (1984, 1979, 1978), Richard **Fisch** et Paul **Watzlawick** (1988, 1984, 1980).

Le constructivisme suppose que *les connaissances de chaque sujet ne sont pas une simple "copie" de la réalité, mais une "(re)construction" de celle-ci.* Le constructivisme s'attache à *étudier les mécanismes et processus permettant la construction de la réalité chez les sujets à partir d'éléments déjà intégrés*. Aussi, la compréhension renouvelée est élaborée avec de nouvelles perspectives, à partir des représentations plus anciennes d'événements passés, que le sujet avait « emmagasinées » dans son vécu. Le sujet « *reconceptualise* » les informations reçues en regard de ses propres concepts, c'est le phénomène de *restructuration conceptuelle à travers ses expériences.*

Paul **Watzlawick** (1988), a montré en effet, que *nous construisons le monde*, alors que nous pensons le percevoir. Ce que nous appelons « réalité » (individuelle, sociale, idéologique ou même scientifique) est *une interprétation, construite par et à travers la communication.* L'univers de la communication est constitué de perceptions et de significations. On n'est plus dans un modèle stimulus-réponse, mais dans celui de *l'acteur-créateur.*

La conséquence en est, que *pour changer un type de conduite, il s'agirait moins d'agir directement sur cette conduite, comme le font les thérapies comportementalistes par déconditionnement ou reconditionnement, que de modifier le système de communication dans lequel le sujet en a fait l'apprentissage*.

L'apprentissage consiste à acquérir ou à modifier une représentation d'un environnement de façon à permettre avec celui-ci des interactions efficaces ou de plus en plus efficaces. L'apprentissage est l'acquisition de savoir-faire, c'est-à-dire le processus d'acquisition de pratiques, de connaissances, de compétences, d'attitudes ou de valeurs culturelles par l'observation, l'imitation, l'essai, la répétition, la présentation. L'apprentissage peut être individuel et/ou collectif (ex : technique particulières de chasse en groupe chez certains carnivores et réponses groupées de proies, ou apprentissage collaboratif chez les Humains). C'est une propriété du système génétique, favorisée par la sélection naturelle, qui apparaît chez certains unicellulaires montrent aussi une certaine capacité d'apprentissage. Les organismes pluricellulaires sont capables d'apprendre et de se souvenir, par **des processus émergents**. Les insectes, les mollusques, les vertébrés et les mammifères, ont particulièrement développée *l'apprentissage* avec l'organisation du système nerveux. Les singes, comme les capucins utilisent des outils de façon flexible, adaptative et non stéréotypé, résultat d'une persistance acharnée, de *l'imitation* et d'un *comportement d'essais-erreurs*. Grâce à une planification préalable, à la modélisation, à la sagacité et à l'abstraction, les chimpanzés font preuve de réussite dans les mêmes tâches avec bien moins d'essais. De nombreuses régions du cerveau contribuent à un comportement d'utilisation d'outils efficace. Le cortex préfrontal, qui est devenu énorme au sein de notre espèce, joue un rôle exécutif et de supervision majeure dans le déploiement intelligent du comportement. Le cortex prémoteur sélectionne les séquences de mouvements qui sont appropriées dans le contexte du moment, et avec le ganglion basal, il les libère par l'intermédiaire du cortex moteur primaire. Le cervelet, quant à lui, s'occupe de la coordination automatisée et réglée dans le temps des muscles individuels. Une lésion touchant ces régions aura pour résultat des troubles caractéristiques des mouvements. L'action volontaire délibérée implique des centres distribués entre le pariétal (où sont élaborés les aspects spatiaux et spatio-temporels) et les cortex antérieurs (frontal et préfrontal). Des reptiles aux mammifères et ensuite chez les primates et

particulièrement chez les hominoïdes, il y a eu *une augmentation progressive de la capacité crânienne et de la puissance de traitement de l'information.* La durée de maturation postnatale du système nerveux est déjà longue chez les mammifères. La grande taille de nos cerveaux est le résultat de la longueur inhabituelle de leur période de croissance post-natale. Chez les humains le nombre de neurones augmente dans l'hippocampe et dans le cervelet, mais surtout dans les arborisations dendritiques des neurones corticaux. John **Bradshaw** (2003, p. 265) définit l'intelligence humaine comme *la capacité à résoudre des problèmes nouveaux, à manipuler simultanément plusieurs concepts disparates, ou encore à gérer de manière adaptative un environnement complexe et changeant*. Les capacités à résoudre avec fluidité de nouveaux problèmes et des situations stratégiques résident dans nos structures frontales qui ont bénéficié d'une forte croissance. C'est à ce niveau qu'un comportement flexible, perspicace et intuitif pour la résolution de problèmes peut être transmis. L'observation éthologique du comportement social des primates suggère d'accorder de l'importance à l'acquisition de *l'intelligence sociale ou machiavélique.* En effet, par rapport aux grands singes, *les humains ont amélioré les compétences, non seulement à la résolution de problèmes, à la praxis et à la communication, mais aussi à la perception des manifestations sociales, à l'attention partagée, à l'imitation, à la pantomime, à la coopération, à la tromperie et à la communication réciproque des intentions.*

C'est par **l'imitation**, *que se font les apprentissages "spontanés" de la petite enfance : parole, gestes, mimiques, etc.., ainsi que ceux de la dimension esthétique des activités : ton, grâce, style, manière, etc.* Le rôle du **pédagogue** est de montrer l'exemple ou de proposer des modèles. Avec l'**apprentissage par essais et erreurs**, le sujet est mis en situation, on ne lui donne aucun mode d'emploi (parfois même pas la condition de succès ou d'élimination). Pour fonctionner correctement, il faut que la solution soit assez facile à trouver, compte tenu de ce que le sujet sait déjà. Pour apprendre des choses complexes, on peut s'appuyer sur **l'apprentissage par association**, qui associe un stimulus nouveau à un mécanisme déjà appris, afin de créer un nouveau savoir et d'enchaîner des situations de difficulté croissante et permettant de nombreuses répétitions, jusqu'à ce que la solution soit découverte, on parle alors de **démarche heuristique**. On peut distinguer deux stratégies : la suppression des causes d'échec (détecter les événements conduisant à l'élimination) et la recherche des facteurs de succès (détecter les événements caractéristiques du succès). Il existe une variante mentale de l'apprentissage par essai-erreurs : le sujet ne fait pas empiriquement certains essais, mais *utilise des résultats virtuels, imaginaires, pour trier les essais qui valent la peine d'être faits* : **les expériences de pensée** sont utilisées pour raisonner sur des phénomènes que nous ne pouvons pas expérimenter dans la réalité. Les ressources dont dispose la pensée humaine sont multiples : le raisonnement logique, l'analogie, la pertinence, la présomption,

l'induction, les routines mentales. On évoque un « *polymorphisme du raisonnement humain »*.

Gregory **Bateson** a souhaité situer les processus d'apprentissage de Skinner, par rapport au contexte dans lequel il s'opère et faire apparaître derrière la linéarité supposée du processus des discontinuités et des seuils. Il a distingué quatre niveaux de modes d'apprentissage :

- L'apprentissage zéro : il s'agit d'un apprentissage simple et fixe entraînant une réponse fortement stéréotypée.
- L'apprentissage Un : Le sujet va donner à un même stimulus une réponse différente ou ne plus réagir à un stimulus qui, antérieurement le faisait réagir. Répondent à cette catégorie, un grand nombre d'apprentissages routiniers. C'est le cas de l'accoutumance où un individu ne réagit plus à un stimulus qui antérieurement, le faisait réagir.
- L'apprentissage deux : Il correspond à un *changement dans le processus d'apprentissage un,* soit un changement correcteur dans l'ensemble des possibilités où s'effectue le choix, soit un changement qui se produit dans la façon dont la séquence est ponctuée (dans une communication, tout comportement peut être considéré soit comme un stimulus, soit comme une réponse ou un renforcement, ou bien encore comme l'un et l'autre à la fois). A ce niveau, il n'y a plus seulement apprentissage d'une réponse répondant à un certain contexte, mais *transfert d'apprentissage à d'autres contextes. Le sujet apprend à apprendre*.
- L'apprentissage trois : Alors que ces apprentissages : zéro, un, deux sont *largement inconscients* comme la plupart des processus et des habitudes de perceptions et de structuration de l'expérience, l'apprentissage trois constitue un changement dans le processus d'apprentissage « deux », car *il se manifeste comme une réorganisation de la personnalité,* à partir d'une **prise de conscience** des prémisses qui ont présidé à nos apprentissages de second niveau et à les modifier. L'apprentissage « trois » peut être défini comme « *apprendre comment on a appris à apprendre* ». Ce processus exige une *gymnastique cognitive,* puisqu'il s'agit d'une certaine façon, d'être à la fenêtre et de se regarder passer dans la rue, ou encore de se regarder pédaler en vélo... Cela ne va pas sans risque ! Modifier une situation insatisfaisante, c'est en quelque sorte *débloquer un apprentissage non pertinent* par rapport à une situation, ou qui ne s'est pas fait ou encore qui s'est opéré de façon conflictuelle. C'est *agir sur le contexte en changeant de niveau, en explicitant le processus d'apprentissage et en lui donnant un nouveau sens, permettant une réorganisation du système de communication et d'échanges* (Marc, Picard, 1984, pp.73, 85).

Le langage comprend les gestes faciaux & vocaux et des émotions non-verbales, que nous partageons en grande partie avec les autres primates. Cela requiert l'utilisation acquise, mutuellement acceptée de symboles arbitraires, pour représenter des objets, des évènements ou des états qui ne sont pas présents. La majeure partie de cette communication dépend d'un *sens commun mutuellement partagé, d'une connaissance tacite ou de suppositions*. Ces facteurs sont mis en évidence dans les aspects pragmatiques ou dans l'utilisation pratique nous faisons du langage, par exemple dans le cas des blagues, de l'ironie, du sarcasme ou de la métaphore, et lorsque le contexte joue un rôle important. Le langage pourrait avoir évolué à partir de gestes orofaciaux de communication, plus tard associés à des sons et finalement à des phonèmes. Il aurait émergé à partir d'un réseau inter-connectant une série de sous-régions relativement spécialisées, avec (au moins chez les jeunes) une puissance considérable de fonction ou de substitution de réserve, dans l'éventualité d'une lésion localisée. De tels réseaux comme ceux de la mémoire, de la reconnaissance d'objets et de la praxis, observés par la neuro-imagerie, peuvent être capables d'une **ré-organisation dynamique**. *Le langage* est donc une compétence procédurale complexe, qui peut être réalisée par un réseau de structures contribuant à cette fonction. John **Bradshaw** (2003) fait l'hypothèse d'**une co-évolution entre le langage et les gènes**, selon des principes de diversification et de différenciation comparable.

Jérôme **Bruner** (1996) a cherché à comprendre comment l'humain construit son monde, comment il interprète le monde en termes de ressemblances et différences. Il a proposé *une théorie constructiviste de l'apprentissage* axée autour de l'idée d'un *sujet actif qui produit de nouveaux concepts ou idées à partir des connaissances déjà en place*. Le sujet sélectionne et transforme l'information, élabore des hypothèses et prend des décisions, relie et organise le fruit de ce travail cognitif. En 1996, Bruner a intégré dans sa théorie l'aspect socioculturel de l'apprentissage. Il met en avant *l'importance de la maturation psychologique, de la motivation intrinsèque et de la participation de l'apprenant dans un processus de découverte, au sein d'un espace culturel.* C'est parce que les significations sont culturellement situées, qu'elles peuvent être négociées. Bruner accorde une importance prépondérante à *la culture.* La manière dont l'esprit humain travaille dépend des outils qui sont à sa disposition, il est ainsi façonné par la culture. L'évolution de l'intelligence des hominidés est liée à des modes de vie, où « la réalité » est représentée par un symbolisme commun aux membres d'une communauté culturelle, au sein de laquelle le mode de vie technico-social est à la fois organisé et interprété selon les termes de ce symbolisme.

L'intelligence humaine est génératrice de **projets**. On appelle projet *un ensemble finalisé d'activités et d'actions entreprises dans le but de répondre à un besoin défini dans des délais fixés et dans la limite des ressources économiques mobilisées*. Un

projet, dès qu'il est suffisamment complexe et a des enjeux importants, consiste en un ensemble d'actions visant un résultat défini, connu et mesurable. Le projet est limité dans le temps et comporte une notion de nouveauté et de changement. Un projet combine cinq aspects :

- fonctionnel : réponse à un besoin ;
- technique : respect des spécifications et des contraintes de mise en œuvre ;
- organisationnel : respect d'un mode de fonctionnement (rôles, fonctions, culture, résistance au changement) de la structure cible ;
- délais : respect des échéances (planning) ;
- coûts : respect du budget.

2.1.6.1. Le changement 1

Le pragmatisme méthodologique couplant délibérément la réflexion et l'action avait fait du constructivisme une épistémologie empirique et expérimentale. John **Dewey** (1967) a proposé de *développer l'enquête*, *pour affronter une difficulté nouvelle et remettre en cause une habitude qui a perdu sa pertinence*. Cette enquête qu'il définissait comme une « **expérience réflexive** », dépasse le stade des tâtonnements et inscrit les différentes modalités d'expérience, du sens commun aux dispositifs scientifiques, dans une suite de résolutions de problèmes à résoudre. Toutefois, il mettait en garde les chercheurs, car il est des expériences qui fourvoient, qui arrêtent ou qui empêchent le développement de l'expérience ultérieure.

Prolongeant la démarche de Dewey, chris **Argyris** (2002, 2000) et donald **Schön** (2002, 1996) ont analysé « **les routines défensive**s » dans l'expérience des organisations. Tout se passe comme si, quand on adopte une routine de fonctionnement ou encore quand on adhère à travers nos actes à une croyance particulière, on mettait en place un dispositif de régulation cybernétique qui vise à maintenir l'équilibre homéostatique, en luttant contre tout ce qui pourrait entraîner du désordre. Ce dispositif permettrait de conserver la cohérence du système d'organisation le plus longtemps possible en n'autorisant que des modifications d'ajustement et donc des apprentissages réduits. C'est ce que les membres de l'École de Palo Alto appellent le « changement 1 », capable d'exercer des effets auto-correcteurs sur des éléments internes ou externes qui pourraient menacer son équilibre, et d'assurer ainsi sa stabilité.

« Le changement 1 » désigne une modification de certains facteurs à l'intérieur d'un système qui demeure relativement stable. **Les représentations sociales** se rassemblent autour d'éléments organisateurs, stables et non négociables (formant le

noyau de la représentation) autour duquel des éléments périphériques instables et négociables exercent le rôle de tampon à la réalité.

En ce qui concerne l'épistémologie des sciences, on trouve une situation semblable. Thomas **kuhn** (1983) a appelé « science normale », une démarche de résolutions de problèmes à partir d'un **paradigme** choisi. En « Science normale », les chercheurs ont à produire des faits scientifiques à l'intérieur d'un « *paradigme* », démontrer que les faits concordent avec la théorie, construire les instruments pour ce faire et affiner les théories. Face aux anomalies et aux théories concurrentes, ils réagissent en proposant des remaniements ad hoc de leur théorie afin de s'ajuster et d'éliminer les contestations. Kuhn remarquait que « la recherche normale » se préoccupe peu de trouver des nouveautés d'importance capitale.

En terme de management, gerry **Johnson** (Loilier, Tellier, 2007), présente **la stratégie**, non comme un processus de décision et de choix « Rationnel », mais comme le résultat des actions des managers ou de **stratégies émergentes**, produits des processus politiques, organisationnels, symboliques et cognitifs, prenant place dans l'organisation. Il définit « *le paradigme* » comme un ensemble de croyances opérationnelles communes à une organisation, comme un cadre permettant aux individus de faire sens des changements de l'environnement, de coordonner par là leurs actions constituant un mécanisme générateur de continuité stratégique. La persistance du paradigme s'explique par son insertion dans une matrice culturelle protectrice où se trouve l'ensemble des systèmes de contrôle, structures de pouvoir, mythes, rituels et symboles qui expriment et préservent les croyances du paradigme. Si le paradigme, en tant que *système de croyance générateur d'action*, induit une adaptation insuffisante de la stratégie face aux changements de l'environnement, les micro-processus politiques, symboliques et organisationnels constituent les lieux d'activation (enactement) et de maintien du paradigme. C'est au travers de ce processus que les stratégies évoluent de façon « *incrémentale* » : Les organisations ont tendance à reproduire ce qui a fonctionné dans le passé, surtout si cela a été porteur de succès. Les recettes éprouvées sont progressivement étendues à de nouveaux territoires ou à de nouvelles gammes de produits. (Johnson, Scholes, Whittington, Fréry, 2008, pp. 213, 397). Les actions et décisions entreprises se développent aux abords des actions et décisions antérieures. Parce qu'elles sont le fait d'expérimentations, elles sont en partie formées par les programmes, routines et structures de rôle en vigueur dans l'organisation. Elles supposent le soutien de *coalitions*, qui se développent au travers de *processus de négociation et de compromis entre individus et groupes aux intérêts divergents.* Mais le paradigme ignore les aspects susceptibles de le remettre en cause, il a une propriété isolante et stabilisatrice. *Le processus incrémental* s'appuie sur les stratégies passées, de manière adaptative et permet de *construire de nouvelles compétences, routines et*

croyances sans grand traumatisme. Aussi, est-il susceptible de recevoir une forte adhésion.

Il peut représenter un mode d'**action cognitive thérapeutique** en modifiant les sentiments et les idées pénibles et négatives, en examinant et dépassant les illusions d'inefficacité, qui résulte d'une appréciation non pertinente du monde extérieur. A partir d'une expérience éprouvée, dont il a su tirer des enseignements, chacun peut poursuivre son action, avec une relative *confiance*. Or, *une confiance en soi et une anticipation positive favorisent la santé mentale, mais elles ont leurs limites, quand le patient présente un système défaillant de filtration des stimuli environnementaux et/ou d'interprétation de leurs messages, cela nécessite alors des traitements plus appropriés avec un changement de cadre.*

Argyris et Schön (2002) désignent par **apprentissage « en simple boucle** », un apprentissage opérationnel, qui *modifie les stratégies d'action*, mais ne modifient pas les valeurs de la théorie d'action. L'apprentissage en simple boucle suffit, là où l'on peut rectifier les erreurs au sein d'un cadre inchangé de valeurs et de normes de performance. Il s'agit d'atteindre au mieux les objectifs existants, en maintenant la performance organisationnelle, dans les limites fixées par les valeurs et les normes en vigueur. Argyris constate que les habitudes en place permettent dans de nombreux cas d'agir efficacement, mais il existe des situations où elles sont confrontées à l'échec, où elles se montrent inadéquates et contre-productives. Ainsi le recours aux routines peut rendre impossible l'identification de nouvelles solutions.

Johnson évoque une « **dérive stratégique** », qui peut empêcher l'organisation de participer aux évolutions d'un environnement mouvant. Il a identifié 5 facteurs pour l'expliquer :

- le manque de recul,
- la focalisation sur des réponses familières,
- les points de blocage,
- Les relations avec les clients, les fournisseurs et les employés, qui deviennent des entraves,
- l'inertie de la performance et son déclin

On peut alors observer des menaces externes concurrentielles de plus en plus importantes et des luttes internes sur *le choix de la stratégie à adopter*, qui opposent généralement les partisans du maintien des capacités historiques à ceux qui estiment qu'elles ne sont plus pertinentes. Cela peut se traduire par des bouleversements désordonnés dans l'équipe de direction, alors que les parties prenantes exigent des solutions de sortie de crise.

Pour survivre, le système lui-même doit être alors transformé. *L'aptitude au*

changement est en effet une nécessité vitale de toute organisation. Il s'agit d'un « *changement 2* », selon le vocabulaire de l'École de Palo Alto.

2.1.6.2. « Le changement 2 »

Une modification d'un des éléments du noyau des représentations sociales, ou d'un paradigme, a pour effet de transformer radicalement la représentation. C'est le système lui-même qui se modifie. Cela suppose *une rupture avec une réorganisation ou une création.*

Un tel changement peut provenir d'un **innovateur « marginal séquent** ». Il s'agit d'un individu appartenant à plusieurs champs sociaux distincts et qui tire de cette indétermination des ressources, nécessaires à son activité. Il accumule les informations en étant à l'intersection des institutions. Il est suffisamment marginal pour suivre des pistes originales, marginal parce qu'innovant contre la moyenne qui exécute, et suffisamment séquent pour que les autres adhèrent par ses réseaux.

Henri **Laborit** (1974, pp.305, 322) a évoqué la posture du « **polyconceptualiste** ». **La créativité** résulterait tout particulièrement d'associations originales d'éléments pris à des disciplines différentes. Dans cette perspective, il est possible de réunir des individus appartenant à plusieurs disciplines, à condition d'accorder leurs langages dans une démarche inter-disciplinaire, mais ces associations peuvent aussi être réalisées dans un même individu polyconceptualiste, ayant un esprit ouvert, capable de comprendre et de parler plusieurs langages scientifiques & techniques.

Joseph **Schumpeter** (1951) a mis en avant le rôle de « **l'entrepreneur innovateur** », qui nage contre le courant et dont l'énergie est suffisante pour *bousculer la propension à la routine, impulser des projets et réaliser des innovations.* C'est par la fabrication de produits nouveaux, l'adoption de procédés et de techniques inédits, l'utilisation de nouvelles matières premières ou l'ouverture de nouveaux débouchés que les structures finissent par changer. L'entrepreneur incarne **le pari de l'innovation.** L'entrepreneur, qu'il ne faut pas confondre avec le chef d'entreprise, simple administrateur gestionnaire, ou avec le rentier-capitaliste propriétaire des moyens de production, est pour lui un véritable *aventurier* qui n'hésite pas à sortir des sentiers battus pour innover et entraîner les autres hommes à envisager autrement ce que la raison, la crainte ou l'habitude, leur dictent de faire. Il doit *vaincre les résistances qui s'opposent à toute nouveauté* risquant de *remettre en cause le conformisme ambiant*. *L'innovation est à la fois source de croissance et facteur de crise.* C'est ce que Schumpeter résume par la formule « **destruction créatrice** », qui désigne le processus de disparition de secteurs d'activité conjointement à la création de nouvelles activités économiques. Les innovations

arrivent en grappes, presque toujours au creux de la vague dépressionniste, parce que *la crise bouscule les positions acquises et rend possible l'exploration d'idées nouvelles et ouvre des opportunités.* Au contraire, lors d'une période haute de non-crise, l'ordre économique et social bloque les initiatives, ce qui freine le flux des innovations et prépare le terrain pour une phase de crise. L'introduction du progrès technique a un effet sur les comportements et les habitudes des différents agents économiques. *L'entrepreneur innovateur entraîne de nombreux* **imitateurs**, ce qui entraîne un changement radical de leur fonction de production avec une réorganisation du travail. *Les innovations qui se diffusent dans l'économie vont bouleverser les modes de consommation en répondant à des besoins non satisfaits, voire en en créant de nouveaux.* Les marchés se trouvent ainsi modifiés. Le progrès technique agit sur les structures de l'économie tout entière : la combinaison des facteurs de production (travail et capital) se modifie, car il y a remplacement des structures anciennes par des nouvelles structures, et donc mobilité des moyens de production. L'impact sur la nature des qualifications et l'emploi, ainsi que sur leur répartition spatiale est considérable.

Du point de vue thérapeutique, des stratégies peuvent être employées pour modifier le système de perception et d'analyse du patient. Il faut rompre avec le « toujours plus » du même remède, il faut abandonner la logique linéaire et la remplacer par **une causalité circulaire**, qui tient compte de la relation entre la cause et l'effet en termes de **rétro-action** (feed-back). Le changement 2 s'oppose au changement 1, dans la mesure où *ce qui dans le contexte habituel, était considéré comme « solution », devient ici « le problème à résoudre »* (Marc, Picard, 1984, p.102). Alors que le changement 1 semble reposer sur « le bon sens », le changement 2 apparaît paradoxal, contre-attitudinal. *Il s'agit de replacer le problème dans un contexte différent, généralement plus vaste, plus complexe.* Les **thérapeutes cognitifs** ont à rompre avec la croyance moniste du cerveau, pour réintroduire les jeux interactifs entre des *circuits de régulation neuraux et biochimiques mutuellement interactifs.* Ainsi, en est-il des relations entre les deux hémisphères du cerveau. Alors que l'hémisphère gauche, d'après paul **Watzlawick** (1980), a surtout une fonction de traduire toute perception en représentations logiques, sémantiques et phonétiques de la réalité, d'exercer une compétence sur le domaine du langage (grammaire, syntaxe et sémantique), de la pensée, de la lecture, de l'écriture, de l'arithmétique, du calcul, de la communication digitale... et de communiquer avec l'extérieur sur la base de ce codage logico-analytique, l'hémisphère droit est davantage concerné par la perception holistique des relations, des modèles, des configurations et des structures complexes, il possède des aptitudes visuo-spatiales comme la rotation mentale et la perception des visages. Roger **Sperry** et michael **Gazzaniga** ont montré que les hémisphères cérébraux humains séparés par callosotomie, pouvaient fonctionner de façon indépendante et aboutir à des raisonnements distincts à partir

des informations auxquelles chacun de ces hémisphères avait accès. Les thérapeutes cognitifs essaient de modifier les relations entre les deux hémisphères, pour **générer des émergences**. Les cerveaux, même s'ils disposent d'une certaine marge d'autonomie, ne peuvent plus être considérés comme des systèmes fermés, ils sont *ouverts* sur leurs milieux avec lesquels ils procèdent à des échanges énergétiques et informationnels; *cette ouverture est condition de leur développement, de leur complexification et de leur survie.* De même, les psychologues cliniciens cherchent-ils à **déconstruire** « le mythe de l'individu isolé », pour réintroduire les interactions entre les individus avec une **approche systémique**, en abordant les contextes sociaux, familiaux, organisationnels...

Dans le domaine du *management*, le processus de « **changement radical** » est nécessaire dans le cas où l'organisation est confrontée à une crise sévère ou lorsqu'elle doit changer très rapidement d'orientation. Selon gerry **Johnson** (2008, p.623), l'introduction de nouveaux managers extérieurs à l'organisation peut accroître la diversité des idées, des opinions et des pratiques, de manière à surmonter les barrières culturelles susceptibles de s'opposer au changement, mais aussi de bénéficier d'une expérience extérieure en la matière. *Les consultants* sont très fréquemment utilisés dans les processus de changement, notamment comme *facilitateurs*. Ils assurent l'intégration, animent les équipes projets ou mettent en place des *ateliers stratégiques* chargés d'élaborer les objectifs et de planifier leur mise en œuvre. L'utilité des consultants est triple : tout d'abord, ils n'héritent pas du bagage culturel de l'organisation. Ensuite, ils peuvent mettre en doute les routines établies et les hypothèses implicites. Enfin, ils signalent symboliquement l'importance du processus.

Changer les routines peut conduire à mettre en doute des croyances profondément ancrées, des convictions rarement contestées et des schémas de pensée établis. D'après richard **Pascale** (1997), « *il est plus facile de changer les pensées par les actes que les actes par les pensées »*, ce qui signifie qu'il vaut mieux commencer par modifier les comportements avant de contester les a priori, plutôt que l'inverse. Tenter de persuader les individus par l'éducation et la communication peut se révéler moins efficace que de les impliquer effectivement dans le processus de changement.

Le changement opérationnel n'est pas nécessairement d'ailleurs le résultat du changement stratégique. Il est souvent opportun d'effectuer **le changement de routines** par la base. Une fois que cette mise en doute de l'existant est obtenue, les *réformateurs* peuvent alors ouvertement contester les anciennes routines, afin de signifier clairement qu'un changement est en cours. De même, une fois que les rites sont moins scrupuleusement appliqués, on peut en créer de nouveau et supprimer

ceux qui sont devenus désuets. L'utilisation de symboles peut constituer un important *levier de changement*. Il convient également de *reconfigurer les structures de pouvoir de l'organisation*, lorsqu'une transformation radicale est attendue. *L'association avec les parties prenantes* influentes ou l'obtention de leur soutien permet d'établir la légitimité du changement. La construction d'*alliances* ou d'un *réseau de contacts et de sympathisants* peut aider à surmonter la résistance de groupes influents. Le changement radical présente toutefois le danger de déchaîner un processus destructeur de l'organisation, qui ne parvient pas à retrouver un équilibre (Johnson, Scholes, Wittington, Fréry, 2008, pp. 611, 649).

Gary **Hamel** s'est particulièrement intéressé à la genèse des idées « **radicales** » en économie. Selon lui, elles ont 3 caractéristiques : elles changent tout à la fois le comportement et les attentes du consommateur, les bases de l'avantage concurrentiel et l'organisation économique de l'industrie. Pour favoriser l'émergence de ce type d'idées dans les organisations, il suggère d'actionner plusieurs leviers :

- *l'innovation chez chaque employé,*
- *l'innovation incrémentale,*
- *les sources d'inspiration externes pour l'innovation,*
- *l'innovation qui suppose le plus d'apprentissage au moindre coût,*
- *l'implication forte sur quelques priorités clés d'innovation.*

Sa principale proposition consiste à augmenter la marge de liberté de tous les employés pour les inciter à trouver à leur niveau des solutions qui contredisent les dogmes et les usages en place, pour les expérimenter sans risque et les promouvoir si elles s'avèrent intéressantes. Il faut « **déconstruire** » les orthodoxies & les orthopraxies et s'inspirer des organisations atypiques (Loilier, Tellier, 2007, pp.312, 328). Si les stratégies résultent des décisions prises par les dirigeants, elles peuvent aussi surgir des niveaux opérationnels de l'organisation.

Le processus de « **changement radical** » est nécessaire dans le cas où l'organisation est confrontée à une crise sévère ou lorsqu'elle doit changer très rapidement d'orientation.

Ce changement est complexe à mener, car il consiste à faire bouger la totalité d'un système et à le recadrer par rapport au contexte. Face à la forte légitimité du « changement 1 », le « changement 2 » apparaît transgresseur et insolite. Il nécessite un apprentissage important.

Thomas **Kuhn** (1983) a décrit de même les crises qui atteignent « la science normale », *quand le doute s'attaque au « paradigme* ». Le système essaie alors de résister au « *changement 2* ». Or, ces crises sont une condition préalable et

nécessaire à *l'apparition de nouvelles théories et de nouveaux savoirs.* Toutefois, on ne peut rejeter un paradigme, sans lui en substituer un autre, c'est à cette condition qu'après une « **révolution scientifique** », une nouvelle « science normale » peut à son tour se développer. On assiste à *une reconstruction*. *Le vocabulaire et l'outillage, tant conceptuel que pratique, sont recomposés dans un cadre neuf* (Mougel, 2004, pp.145, 146).

Dans la perspective de la sociologie des organisations, le changement n'est pas le déroulement majestueux de l'Histoire, dont il suffirait de connaître les lois, ni la conception et la mise en œuvre d'un modèle plus « rationnel » d'organisation sociale. Il se comprend plutôt comme un **processus de création collective**, à travers lequel les membres d'une collectivité donnée *apprennent ensemble, c'est-à-dire inventent et fixent de nouvelles façons d'intervenir dans le jeu social de la coopération et du conflit, une nouvelle praxis sociale* exigeant l'acquisition de capacités cognitives, relationnelles et organisationnelles correspondantes. C'est un **processus d'apprentissage collectif** permettant d'instituer de nouveaux *construits d'action collective* (Crozier, Friedberg, 1977, p.30). Si l'ajustement mutuel n'est pas suffisant pour faire émerger un modèle nouveau, c'est que des initiatives et un **leadership** humain sont nécessaires. Le modèle sous-jacent au changement positif et à l'apprentissage collectif est celui de **la crise non régressive**, c'est-à-dire surmontée par un apprentissage (ibid, p.346). Pour vaincre les résistances, il n'y a guère d'autre solution que de *faire participer à l'élaboration des décisions ceux qui sont concernés. Ceux-ci accepteront de « jouer le jeu » à condition d'exercer une influence réelle sur les décisions. L'apprentissage de nouveaux jeux doit passer par la reconnaissance par chacun de sa marge de liberté et de sa capacité à jouer autrement,* que selon les stratégies routinières dans lesquelles il se croit enlisé. **Argyris** et **Schön** (2002) entendent par « **apprentissage en double boucle** », l'apprentissage qui induit un changement des valeurs de la théorie d'usage, mais aussi des stratégies et de leurs paradigmes. L'apprentissage en double boucle peut générer des « **organisations apprenantes** ».

2.2. Une Recherche-Action

La Recherche-Action peut être définie comme une intervention dans la vie sociale en vue de sa transformation, c'est en d'autres termes une pratique concrète d'analyse sociologique pour les groupes qui veulent devenir sujets et non objets de l'action sociale. Le chercheur aspire à assister au *déclenchement d'un* **processus de prise de conscience** qui pourrait conduire à des transformations profondes des jeux qui s'y jouent (Barbier, 1977, p.7, p.13).

La première génération de Recherche-Action est inspirée de john **Dewey** et du «

Mouvement de l'Éducation Nouvelle », où elle est mobilisée pour *construire et améliorer la démocratie.*

L'École de Chicago a inauguré une voie de recherche originale et implicationnelle qui, pour tenter de résoudre un certain nombre de ces problèmes sociaux, va demander aux sociologues de s'appuyer sur les leaders et membres des communautés concernées (population des quartiers pauvres, membres des minorités ethniques, des groupes professionnels) aux fins d'élaborer ensemble des connaissances qui, *venant du " terrain ", seront retournées au " terrain " avec des propositions de solutions pour des changements possibles*. Cette démarche avait fait ainsi des sociologues et des membres des groupes des " **co-chercheurs** " producteurs de connaissances nouvelles, des " **co-acteurs** "dans différents domaines. Ce fut la période des " Chicago Area Projects ", qui *firent participer les gens du quartier à la réalisation du programme d'aide sociale les concernant.* Alors que la méthode expérimentale est plutôt métrique, systématique, comparative et pratiquée autant que possible en laboratoire, *la méthode mise en place à Chicago, peut être décrite comme clinique, qualificative, monographique, pratiquée plutôt sur le terrain.*

Kurt **Lewin** (1959, 1951, 1947) avait fuit le nazisme en 1933, il avait émigré aux États-Unis parce qu'il adhérait aux *valeurs démocratiques*. Il chercha à comprendre la montée des idéologies autoritaires. Cela l'amena à quitter ses recherches de laboratoire et à adopter des méthodes de terrain appropriées à l'étude de ces phénomènes. Lewin va développer la « **Recherche-Action** », en s'appuyant sur les méthodes de l'École de Chicago, en prenant appui sur l'action des groupes et *en veillant à la nécessité de faire participer les gens à leur propre* **changement d'attitude et de comportement** *dans un système interactif*. Ainsi, implique-t-elle, dans le processus de construction de la recherche, aussi bien le chercheur que les acteurs participant à l'expérimentation. Avec Lewin, **l'intervention dans la vie sociale en vue de sa transformation**, est étudiée d'un point de vue stratégique.

L'une de ses célèbres études, traitait du problème de l'acceptation par les citoyens de restrictions alimentaires. L'expérimentation s'effectua aux États-Unis pendant la seconde guerre mondiale. La population, pour faire face aux besoins d'approvisionnement des armées, devait se restreindre à consommer des bas morceaux de viande. Comment modifier l'habitude de consommer des steaks et amener les consommateurs à acheter des abats ? A la demande des services publics, Lewin imagina de comparer deux méthodes d'influence vis-à-vis de plusieurs groupes de ménagères.

Trois premiers groupes bénéficièrent de conférences sur la valeur nutritive des abats et sur la façon de les préparer. Cette approche *par la sensibilisation*, visant à

augmenter la réceptivité d'un message par un groupe, a eu des résultats très faibles. Les trois autres groupes *participèrent à des débats en petits groupes sous la conduite d'un animateur.* Après un bref exposé, les ménagères posaient des questions, formulaient des objections, relataient leur expériences personnelles, échangeaient des recettes qu'elles se proposaient d'essayer.

Les résultats furent édifiants. La première méthode, une conférence assortie de documents d'informations amena une augmentation de 3% de la consommation de bas morceaux.

La seconde méthode des débats en groupe restreint a induit des résultats près de dix fois supérieurs. On enregistrait cette fois 32% d'augmentation. Comment expliquer cette différence ? Parce que la discussion engage le participant. Les ménagères se sentaient directement concernées. Elles étaient actives et adaptables aux situations de restriction alimentaire.

Lewin a ainsi montré expérimentalement que *les gens changeaient plus facilement leurs habitudes, lorsqu'on leur présentait des faits et qu'on leur permettait de décider par eux-mêmes, après* **une délibération collective***, plutôt que par la persuasion unilatérale.* Lewin a ainsi prouvé que l'*on peut aménager une situation sociale favorable au changement, car les personnes humaines accordent beaucoup d'importance au fait d'être accepté socialement. Les motivations sociales aident les gens à vivre en groupe et donc à survivre.* Dans *une perspective évolutionniste*, la force des situations sociales est une forme prépondérante d'*adaptation*. Les personnes les mieux intégrées, augmentent leur chance de survie. Comme les insectes sociaux, les oiseaux, nombreuses espèces de mammifères, dont les primates, les humains auraient besoin pour favoriser leur survie des groupes sociaux. Ces derniers les protègent des risques liés à l'environnement, des prédateurs et des étrangers hostiles. Par ailleurs, au cours de leur vie, les êtres humains traversent de longues périodes vulnérables (l'enfance et la vieillesse notamment), au cours desquelles, *ils doivent être protégés*. Autrement dit, *la sensibilité des gens vis-à-vis d'autrui est cruciale. L'intérêt des êtres humains pour les situations sociales, et leurs impacts pour le moins considérables, proviendraient d'impulsions évolutionnistes à vivre en groupe* (Fiske, 2008, pp.20, 24).

Second champ d'étude : John **Dewey**, pensait que des *réformes non-autoritaires de l'enseignement* favoriseraient des manières de pensée scientifiques et critiques. Deux étudiants de Lewin : ronald **Lippit** et ralph **White**, ont mené des expériences, portant sur des classes scolaires, où étaient pratiqués *le laisse-faire, l'autoritarisme et la démocratie*. Ils ont constaté que les enseignants autoritaires ainsi que les permissifs, déclenchaient des processus de régression chez leurs élèves. *C'est*

l'enseignant démocratique, qui obtenaient dans sa classe les meilleurs résultats en termes d'acquisitions et de maturation du comportement des élèves. Sans abdiquer ses responsabilités envers les apprenants, l'enseignant demandait et recevait leur aide, en faisant de la classe un espace-vie plus favorable aux interactions entre tous.

Lewin distingua trois modes de leadership :

- Le style « laissez-faire »: on note une non-implication du décideur et de grandes difficultés pour le groupe d'agir sans cadre de fonctionnement.
- Le leadership « autoritaire » : il y a une distinction importante entre le décideur et le groupe qu'il dirige. Les ordres donnés doivent être exécutés sans discuter. C'est le type de commandement le plus efficace en termes de productivité, mais aussi le plus enclin à provoquer la défiance du groupe.
- Enfin, le leadership « démocratique » : le but est d'*inciter les membres du groupe à l'initiative et à la créativité*. Il doit y avoir un apprentissage collectif des règles de fonctionnement et une large place doit être laissée au dialogue.

Troisième exemple d'étude : Lewin fut sollicité par la Commission inter-raciale de l'État du Connecticut. Il proposa d'emmener en séminaire un petit groupe de fonctionnaires, de décideurs, d'organisateurs, de responsables concernés par l'application des mesures prises, pour *lutter contre les discriminations*. Dans ce séminaire, ceux qui se croyaient être seuls à lutter, découvrirent **le soutien mutuel**, *la volonté collective et la stimulation créée par le petit groupe*. De plus, quand ils retrouvèrent leur cadre de travail, ils purent coordonner leurs efforts dans la lutte contre les discriminations. Ils avaient co-élaboré une méthode pour apporter aux agents qui se trouvaient seuls, les moyens d'un soutien social, d'une force collective et d'une **solidarité active**.

Méthodologie de la Recherche :
Selon Henri **Desroches** (1971), *la Recherche-Action* associe deux logiques : *une logique théorique, qui est celle de toute recherche scientifique et une logique d'action. Elle vise à une formation de praticiens et d'***entrepreneurs sociaux**.

Au démarrage d'une Recherche-Action, on trouve des acteurs réunis *autour d'une situation commune*, *qui leur pose un certains nombre de problèmes. Les relations entre les membres du groupe sont horizontales et égalitaires : le chercheur initie une organisation démocratique en tant que membre du groupe, parmi les autres, c'est le travail collectif des praticiens qui définit la situation.*

Les défis de la vie réelle peuvent rarement être simulés dans des situations de contraintes, le seul « laboratoire » de la complexité ne peut qu'être qu'une portion du monde réel. La situation humaine est considérée comme l'unité micro-

sociologique de base en tant qu'ensemble d'interactions entre des individus inscrits au sein d'un espace délimité et temporaire. La situation n'est pas un résultat, une conséquence, mais un devenir, une perspective. *La recherche-action travaille avec des sujets producteurs de connaissance, co-auteurs de la recherche, atteignant une dimension de « chercheur collectif ».* Elle prend en compte des éléments de significations, qui émergent dans l'expérience du sujet et qui sont également pris en compte par lui, transformant ses perspectives, ses façons d'être et de penser, ses relations aux autres. Les acteurs adhèrent à ce processus de Recherche, parce qu'ils sont eux-mêmes dans un *mouvement réflexif* de questionnement. *Ils aspirent à améliorer leurs actions et plus généralement leur vie.*

Autrement dit, ils ont à la fois *un projet de connaissance (retrait réflexif) et un problème concret à résoudre* (**engagement en situation**). *La recherche est effectuée par des praticiens à partir de leurs propres pratiques.* Les chercheurs ne sont pas des observateurs détachés et distanciés, ils ont un espace-vie actif, qui leur sont propres, comme ceux qu'ils étudient, ils adoptent une posture particulière, ils sont « **impliqués** » dans la situation étudiée. Ils interviennent même délibérément sur la réalité pour la changer. Tous les participants sont des acteurs politiques, situés dans le déroulement historique d'un changement social, ils sont considérés comme les agents de leur autonomisation et de leur évolution.

La démarche de la recherche-action pose que pour connaître une réalité sociale, il faut participer à sa transformation. C'est une science de **la praxis**. *La connaissance est produite en situation. Elle est vectrice de transformation. C'est l'émancipation des acteurs et la transformation des situations qui produisent la connaissance. Il y a une synergie entre transformation sociale et production de connaissance.*

Les fonctions les plus courantes de la Recherche-Action sont :

- *Le diagnostic,*
- *La planification,*
- *La réalisation de l'action,*
- *L'évaluation des conséquences de l'action.*

Gabriel **Goyette** et michelle **Lessard-Hebert** (1987), présentent une forme de Recherche-Action, particulièrement développée au Québec : « **l'enquête feed-back** ». Elle est menée à la demande d'un groupe et d'un organisme client par des chercheurs, pour décrire un milieu, clarifier une situation problématique en vue d'élaborer et proposer des hypothèses de solutions, des recommandations pour une action éventuelle par le milieu enquêté ou ses dirigeants. Après un pré-diagnostic de la situation par des rencontres avec quelques individus, *un sondage-questionnaire* écrit est construit et administré aux personnes impliquées dans le milieu. *Les*

conclusions de cette enquête sont alors communiquées, réinjectées dans le milieu, au moyen d'un rapport écrit, dans un langage accessible aux lecteurs éventuels et discutées lors de rencontres de groupe ou entrevues avec les personnes impliquées. La Recherche-Action peut avoir des visées de formation, de **conscientisation** et de **changement social**.

2.3. Une formation-Action

L'étude menée dans le cadre de la démarche « j'y vais autrement » s'inscrit dans le champ de la « *Recherche-Action* », mais aussi dans celui de « *la formation-Action* ».

Une *Formation-Action* présente deux caractéristiques :

- l'action porte en elle-même le processus de formation, *faire pour apprendre, faire c'est apprendre ;*
- l'action, réelle et concrète, est de type projet à réaliser ou problème à résoudre.

La formation Action met en œuvre des groupes-acteurs locaux, au sein desquels chacun participe à un projet sur des expérimentations « **in vivo** » et en " vraie grandeur " des **alter-mobilités**, dans la perspective d'un projet de changement au niveau des **compétences de mobilité** et d'amélioration de la qualité de vie individuelle, familiale, collective, territoriale...

Elle consiste à engager un travail d'apprentissage à partir d'une action motivante et mobilisatrice pour le groupe où l'action va nourrir et déterminer les apports, les recherches, la mobilisation des personnes-ressources.

Les temps d'action et de formation sont interactifs. Ils se concrétisent par *un processus permanent et itératif d'allers et retours entre des étapes de négociation d'objectifs individuels et collectifs, d'émission d'hypothèses, d'élaboration d'outils et/ou de méthodologies, et d'évaluation de résultats.*

Comme le rappelle guy **Le Boterf** (1990, pp.90, 92), *Le processus de formation est centré sur des problèmes à résoudre et sur des projets à réaliser.* Ces problèmes et ces projets sont situés dans le temps et dans l'espace, contextualisés, ils ont la pesanteur du quotidien. Il ne s'agit pas de « problèmes d'école » ou « d'études de cas », mais de *problèmes particuliers, qui se posent aux acteurs concernés et auxquels ils cherchent une solution dans le champ des contraintes et des ressources existantes.*

Les acteurs ne sont pas placés « in vitro », au sein d'un laboratoire expérimental de psychologie sociale, mais en situation *face à la complexité de la vie sociale*. Les savoirs théoriques et les savoirs faire sont étroitement liés au savoir agir. *Le savoir opérationnel à acquérir ne peut être dissocié de ses conditions concrètes d'application.*

La formation-Action n'est pas seulement *une formation pour l'action*, mais **une formation par l'action**. Le groupe des participants impliqués dans *la résolution des problèmes et dans la réalisation des projets* dispose d'un **statut d'acteu**r. C'est par rapport à la contribution qu'ils peuvent respectivement y apporter, que les individus s'intégreront au processus de formation-Action.

Les problèmes et les projets constituent des pivots, autour desquels sont articulés des objectifs opératoires d'action et de formation. Autrement dit, les problèmes et les projets sont considérés comme des points de départ, des portes d'entrée du processus éducatif. Ils constituent des « centres d'intérêts » autour desquels, il est possible de créer toute une dynamique de formation (auto-formation et formation collective), permettant l'acquisition de connaissances et de capacités diversifiées.

Dans un souci de dépasser le dualisme qui oppose subjectivisme et objectivisme, francisco **Varela** (1996, p.36) propose le concept d'**énaction** ou *cognition incarnée*, qui permet d'appréhender *l'action adaptative de tout organisme vivant comme polarité connaissance/action et action/connaissance.* D'après lui, la perception n'est pas la récupération d'un monde pré-déterminé, mais *le guidage perceptif de l'action dans un monde inséparable de nos capacités sensorimotrices.* Les structures cognitives supérieures *émergent* aussi des schémas récurrents de l'action guidée par la perception. Ainsi, la cognition serait moins affaire de représentations que d'**actions incarnées**.

Une alternance est réalisée entre des temps de formation, d'action et d'étude, avec une articulation entre des *moments qui s'alimentent mutuellement. La théorie oriente l'expérience et celle-ci interroge la théorie. La pratique n'est seulement une application de théories ou de méthodes, elle en est la source.*

Le processus de Formation-Action est itératif et non-linéaire. C'est un processus permanent d'aller et retours entre les diverses étapes à effectuer. Ces boucles itératives sont non seulement nécessaire du point de vue pédagogique, mais elles permettent de tirer les leçons de l'action et grâce à cela d'apprendre.

La Formation-Action exige une **négociation** *permanente entre trois types de critères : ceux de l'action, de la formation et de l'étude,* qui sont en tension les uns avec les

autres. La gestion des articulations est fonction du contexte et du moment considéré (Le Boterf, 1990).

Elle a pour objectif d'accroître le pouvoir d'intervenir de chacun sur les situations dans lesquelles il est engagé et de développer des compétences nouvelles. Ce qui est recherché, *c'est la capacité des acteurs à analyser des situations, à résoudre des problèmes concrets, à formaliser les compétences implicites produites dans l'action et à les transformer en savoirs communicables.*

Les acteurs d'un tel processus sont amenés à développer des capacités pour :

- analyser les situations, les problèmes,
- appréhender leurs différentes dimensions,
- identifier les causes qui les produisent,
- repérer les relations qu'ils entretiennent avec d'autres problèmes,
- imaginer les actions susceptibles de les résoudre,
- élaborer et mettre en œuvre des projets dans ce sens.

Au niveau de l'individu : On accorde une place aux « **conflits socio-cognitifs** » dans l'acquisition et la transformation des connaissances. Par « conflit socio-cognitif », on entend la libre confrontation, à l'intérieur d'un groupe en formation, des solutions apportées par les différents participants à un même problème. Cette confrontation entraîne une meilleure progression, que lorsque la solution est apportée par le formateur. Aussi *celui-ci doit-il se présenter, non pas comme celui qui est supposé déjà savoir les réponses, mais celui qui est légitime et compétent pour accompagner le groupe dans son exploration.*

Au niveau du groupe : On utilise souvent le terme d'« **apprentissage coopérant** » pour désigner *les capacités acquises, résultant des interactions à l'intérieur d'un groupe de formation.* Ces interactions faites d'échanges, de points de vue, de discussions, d'argumentations, de remises en cause, entraînent un progrès collectif dans la compréhension d'un problème, la recherche de solutions, l'acquisition d'un savoir. Les conditions pédagogiques nécessaires à une telle **dynamique de groupe « participatif** » sont *le respect des valeurs démocratiques de : liberté d'expression, pluralisme et tolérance, ainsi que la prise en compte des attentes du groupe*. Une analyse collective et contradictoire des témoignages récoltés favorisent la rencontre des représentations individuelles et autorisent un consensus du groupe sur certains constats et analyses associées, tout en permettant des divergences et l'expression d'idées nouvelles.

(CEDIP : service à compétence nationale du ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer, en charge des technologies vertes et des

négociations sur le climat, Lettre du CEDIP. En Lignes- n°7, octobre 1998, fiche technique n°7, « La Formation-Action, une modalité pédagogique à développer » par norbert Casas).

2.4. Une Formation-Développement

C'est *une Formation-Action territorialisée, visant à développer la compétence des femmes et des hommes à identifier des ressources nouvelles et à les mettre en valeur.* C'est au niveau local, au plus près du terrain, là où les problèmes se posent, que l'on peut le mieux encourager les initiatives et leur permettre de se développer. *Le développement local, c'est un ensemble de volontés et une dynamique synergique inter-active. La mise en œuvre de coopérations concrètes entre les collectivités territoriales, les administrations publiques, les entreprises, les associations, les citoyens et plus généralement tous les acteurs du développement, est une condition pour que les initiatives trouvent localement les moyens de se déployer, les leviers et les stratégies pour contourner ou résoudre les obstacles et les freins aux changements. Développer un territoire, c'est négocier un mode de croissance susceptible d'assurer au mieux les conditions de vie et d'activité d'une population dans l'espace concerné* (Senault, 1988). C'est *rendre possible l'implication et la mobilisation de l'usager comme acteur par une politisation du réseau social local.* C'est un « **éco-développement** » défini par les populations elles-mêmes, utilisant au mieux les ressources naturelles, s'adaptant à un environnement qu'elles transforment sans le détruire. C'est la revendication d'une *autonomie des décisions*, prenant en compte les spécificités des contextes historiques, culturels, écologiques (Sachs, 1980). C'est *une gouvernance citoyenne*, favorisant le dialogue entre les différents acteurs institutionnels locaux, présentant une flexibilité, une réactivité, une anticipation... pour intervenir rapidement, efficacement et avec équité, par rapport à des perturbations, dysfonctionnements, accidents, catastrophes... C'est *une gouvernance locale*, qui sert de *médiation* aux rivalités et aux conflits, est un processus de décision collective, n'imposant pas une posture d'autorité, mais une démarche de **conscientisation** progressive des habitants, *acteurs de base et experts du quotidien de leur territoire.* C'est l'invention d'une « **croissance soutenable** », *qui répond aux besoins des populations et plus particulièrement des plus démunis, en respectant l'environnement et en ne pénalisant pas les générations futures* (Brundtland, 1987).

2.5. Problématique, hypothèse et objectifs de la Recherche-Action/formation-Action-Développement

Notre démarche d'enquête sur « **l'intelligence de la mobilité** » s'inscrit dans un

processus de Recherche-Action/ formation-Action-développement (R.A.F.A.D.), qui articule des objectifs de Recherche, de formation et de développement territorial.

Pour en **dresser la problématique**, nous partons de l'idée que les transports jouent un rôle décisif sur les comportements sociétaux et inversement. Dans les sociétés contemporaines, les mutations ont en effet été considérables et on a assisté au cours du dernier siècle à une accélération des transports, une intensification du nombre des déplacements, avec notamment une extension massive de l'usage de l'automobile à combustible fossile.

Or, les transports représentent aujourd'hui en France 66% de la consommation de produits pétroliers à usage énergétique et sont responsables de 34% des émissions totales de dioxyde de carbone, gaz à effet de serre contribuant au réchauffement climatique, phénomène d'augmentation de la température moyenne des océans et de l'atmosphère, qui affecte le climat et dont les effets bouleversent les éco-systèmes, avec de sévères répercussions sur la biodiversité végétale, animale et humaines. Depuis le protocole de Kyoto, de nombreux États, dont la France, se sont lancés dans un programme international de **lutte contre le changement climatique** par la réduction des gaz à effet de serre, issus des activités humaines.

Il y a une « **dissonance** » entre les comportements qui entretiennent et aggravent la situation de crise environnementale et les comportements à adopter pour la réduire, mieux gérer la situation et trouver des modes de résolution à plus long terme. Ce programme de lutte pose notamment la question du **changement des attitudes** humaines par rapport aux **routines**, quand elles deviennent de moins en moins pertinentes, par rapport à l'environnement. Mais comment faire ?

Pendant la seconde guerre mondiale, pour faire face aux besoins d'approvisionnement des armées, la population des États-Unis devait se restreindre à consommer des bas morceaux de viande. Kurt **Lewin** a développé la « **Recherche-Action** », pour essayer de résoudre ce problème : Comment modifier des habitudes de consommation fortement ancrée dans la culture populaire ? Il mit en place un dispositif de recherche qualitative « **in vivo** », en s'appuyant sur les méthodes de l'École de Chicago, prenant appui sur l'interaction des groupes et veillant à la nécessité de faire participer les gens à leur propre changement d'opinion et d'attitude.

En 2009, à partir de l'initiative citoyenne « j'y vais autrement », une recherche a été lancée, en partenariat entre l'association Alterre Bourgogne et l'Université de Bourgogne. Une démarche de « Recherche-Formation-Action », a été envisagée, pour étudier les problèmes de changement des habitudes de mobilité, dans l'usage

des moyens de transport, en la proposant à une centaine de personnes volontaires, sur onze sites de la région.

Cette Recherche nous permet de mobiliser **un paradigme trans-disciplinaire : pragmatiste, interactionniste, comportementaliste, socio-cognitiviste et constructiviste**, élaboré dans les champs de la Sociologie et de la Psycho-sociologie. Elle suscite une méthodologie de **participation citoyenne**. Elle nous amène à nous interroger sur **les stratégies de changement d'opinions et d'attitudes** en termes de **dissonance cognitive**, de **communication engageante**, **d'obstacles et de leviers**, de **résistance aux changements** et de **pro-activité**, d'impact du **sentiment d'efficacité personnelle**, de développement de **l'intelligence collective** et de **l'intelligence territoriale.**

Nous constatons qu'il existe une **pluralité** de modes de changement des attitudes et de stratégies par rapport à la mobilité, nous nous sommes proposé d'*en explorer quelques-unes, qui ont émergées empiriquement dans les groupes participatifs* que nous avons animés. *Quand l'environnement change, le système social doit évoluer. La société ne change pas par décret !*

Notre hypothèse, c'est que *pour changer leurs comportements concernant la mobilité, les humains ont besoins d'un soutien groupal et d'une démarche d'accompagnement engageante pour les aider à expérimenter et à évaluer la pluri-mobilité.* Nous allons observer si une recherche-action peut mobiliser des acteurs concernés par des problèmes de mobilité, en les sollicitant pour étudier leurs changements d'attitudes par rapport aux modes de résolution possible. Il s'agit de *mener une recherche participative*, avec un double objectif : *transformer la réalité et produire des connaissances concernant ces transformations.*

En tant que **Recherche-Action**, notre enquête a pour objectifs de :

- prendre en compte la situation actuelle.
- entrevoir la situation désirée.
- ne pas occulter où la situation actuelle irait, si aucune mesure n'est prise.
- identifier les forces d'entraînement (levier) au changement vers la situation désirée.
- identifier les forces résistantes (obstacles) au changement vers la situation désirée.
- examiner et interrogez ces forces : Sont-elles valides ? Comment peut-on jouer avec elles ?
- observer si le changement est viable et si des progrès peuvent se produire...

En tant que dispositif de **Formation-Action**, les objectifs sont de :

- créer un *conflit socio-cognitif* chez les participants.
- les aider à identifier leurs rôles et les objectifs par rapport au projet.
- lancer des phases d'expérimentation.
- favoriser les échanges, les témoignages, les débats.
- stimuler l'auto-explicitation et les collaborations à l'explicitation.
- encourager les conseils mutuels et les transferts des connaissances acquises dans le groupe.
- offrir des possibilités de capitaliser les savoirs pour d'éventuels transferts à d'autres personnes, d'autres groupes.

En tant que **formation-Développement,** les objectifs sont de :

- prendre comme lieu d'expérimentation privilégié le contexte local.
- partir des problèmes locaux de mobilité.
- identifier des obstacles.
- aider à faire expliciter les moyens et les méthodes des participants pour tenter par eux-mêmes de résoudre les problèmes rencontrés.
- recueillir leurs propositions pour trouver des solutions territoriales aux problèmes soulevés.
- identifier des leviers pour favoriser les changements.
- amorcer un processus local de développement avec les élus, les associations, les entreprises de transport, les citoyens..., autour de propositions concrètes et négociables, de possibilités d'expérimentation, d'évaluation.

3. Boîte à outils conceptuels et théoriques

Les humains ne font pas que scruter l'environnement pour obtenir des informations, ils portent attention à leur propre comportement comme à une source d'informations sur laquelle baser leurs attitudes. Notre Recherche-Action se réfère conceptuellement à des champs de recherche inter-disciplinaires, pas toujours familiers au public. Plutôt que d'utiliser « une langue de bois », nous avons essayé d'expliquer les concepts utilisés, en les mettant en scène dans l'arène des débats épistémologiques et en les démarquant de ce que parfois le public croit être « la Science », à savoir « les métaphysiques » et « les rationalismes ». La question de « *la mobilité humaine » et de sa crise actuelle*, est suffisamment sévère, pour que nous devions dresser un rapide tableau de nos connaissances actuelles, notamment sur les neuro-sciences en grand développement, et de leurs répercussions sur les problématiques cognitives, sociales, éducatives, économiques, éthiques, juridiques et politiques. Chaque domaine aurait nécessité une actualisation approfondie et un relevé précis des diverses pistes de Recherche suivies et des débats entre chercheurs, que nous ne pouvions pas effectuer dans le cadre de cette modeste

étude. A défaut, nous nous sommes restreints à esquisser quelques tendances significatives, nous permettant néanmoins de *construire du « sens hypothétique* », par rapport à l'immense chantier en cours de « *la re-construction de nos savoirs ».*

Comme on ne peut échapper à l'esprit réducteur de toute analyse, même systémique, il nous faut accepter que le compte rendu ne soit que la partie émergée d'un iceberg et ne pas pouvoir tout présenter au lecteur. De même, nous ne pouvons pas rassembler par nous-mêmes toutes les compétences nécessaires à un travail d'investigation de cette ampleur, il nous faut utiliser les compétences d'experts multiples, comme par exemple pour la biologie animale et humaine, les traductions de documents, les définitions encyclopédiques... Il nous faut nous considérer comme un élément interactif parmi d'autres, d'**une intelligence collective**, et en même temps pouvoir revendiquer notre spécificité et assumer nos responsabilités (Mougel, « Soutenance pour le doctorat », 2004, p.12). En d'autres termes, nous avons souhaité *traiter le thème de l'intelligence collective en l'utilisant dans nos méthodes mêmes d'investigation et d'exposition*.

Afin d'élaborer **le champ conceptuel** de notre étude et de disposer d'une « **boîte à outils** », selon l'expression de ludwig **Wittgenstein** (1961, p.120, p. 282), nous allons présenter diverses expérimentations et théories psycho-sociologiques :

- la théorie des mèmes,
- la théorie du cerveau non cartésien,
- la théorie de la dissonance cognitive,
- les théories de l'Engagement :
    - o les paris adjacents,
    - o la communication engageante,
    - o la réduction des risques vis-à-vis des conduites addictives,
    - o la théorie du Sentiment d'Efficacité Personnelle,
- les approches de l'Intelligence Collective :
    - o le care et la théorie de la justice,
    - o l'empowerment,
    - o les forums hybrides de la démocratie participative,
    - o les organisations apprenantes.

3.1. La théorie des mèmes et la faculté des humains à s'imiter

L'épistémologie **évolutionniste** darwinienne, considère l'évolution des organismes comme un processus d'accumulation de connaissances, par le matériel génétique. La **mémoire génétique** s'appuie sur la répétition exacte de la nouvelle connaissance,

autrement dit de la nouvelle acquisition réussie, dans la génération suivante, ou bien, sur son expérimentation avec de légères variations. La forme initiale, non modifiée, contient la « prévision probable » de réussir avec ce qui a précédemment réussi. Le mutant modifié contient une tentative de changement. **La sélection naturelle** détermine le succès ou l'échec.

Charles **Darwin** (1876) a écrit dans son livre « La descendance de l'Homme et la sélection naturelle », qu'il avait été frappé par les instincts sociaux des fourmis ou des abeilles ouvrières. Elles communiquent entre elles et s'entraident de bien des manières. Il notait des instincts communs aux animaux « supérieurs », les primates surtout et les humains : « l'amour de la vie, l'amour sexuel, l'amour de la mère pour ses petits nouveau-nés... ». Ils possèdent les mêmes sens et des émotions semblables, telles que la jalousie, la méfiance, l'émulation, la reconnaissance et la magnanimité. Ils aiment à tromper et à se venger, ils redoutent le ridicule, ils aiment la plaisanterie, ils ressentent l'étonnement et la curiosité, ils possèdent des facultés d'imitation, d'attention, de délibération, de choix, de mémoire, d'imagination, d'association d'idées et de raisonnement, mais bien entendu à des degrés différents. *Nombreuses espèces d'animaux sont sociables* comme les singes, les corneilles, les freux et les étourneaux ; ils se rendent une foule de petits services, comme par exemple la défense réciproque. Quant à l'impulsion, qui conduit certains animaux à **s'associer** et à **s'entraider** de diverses manières, force est de constater qu'ils sont poussés par les mêmes sensations de plaisir que leur procure la satisfaction d'autres actions instinctives, ou par le sentiment de frustration que l'instinct non satisfait laisse toujours après lui. *Certaines espèces distinctes s'associent même les unes aux autres*, l'homme manifeste le même sentiment dans son affection pour le chien, affection que ce dernier lui rend sans compter. Lorsqu'un chien de Terre-Neuve se jette dans l'eau pour en retirer un enfant, lorsqu'un singe brave le danger pour sauver son camarade, ou prendre à sa charge un singe orphelin, on est amené à reconnaître chez certains mammifères supérieurs des instincts puissants de *sympathie*.

En ce qui concerne les sentiments humains comme *l'affection des parents pour leurs enfants et de ceux-ci pour leurs parents,* ils constituent évidemment la base des relations familiales ; on peut supposer qu'ils ont été, dans une grande mesure, *produites par la sélection naturelle*. Comme le rapporte Darwin, adam **Smith** (1999) a affirmé que la **sympathie** repose sur le vif souvenir que nous ont laissé d'anciens états de douleur ou de plaisir. Il en résulte que le spectacle d'une autre personne qui souffre de la faim, du froid, de la fatigue, nous rappelle le souvenir de ces sensations, qui nous sont douloureuses même en pensée. Il en résulte aussi que nous sommes *disposés à soulager les souffrances d'autrui, pour adoucir dans une certaine mesure les sentiments pénibles que nous éprouvons*. Par ailleurs l'égoïsme, l'expérience et

l'imitation ajoutent probablement à la puissance de la sympathie, car l'espoir d'un **échange de bons procédés**, nous pousse à accomplir pour d'autres des **actes de bienveillance sympathique**. Les instincts sociaux les plus durables l'emportent sur les instincts moins puissants. *A mesure que l'homme avance en civilisation* et que les petits groupes se réunissent en communautés plus nombreuses, *l'intelligence* indique à chaque individu qu'il doit *étendre ses instincts sociaux et sa sympathie à tous les membres de la même nation, bien qu'ils ne lui soient pas personnellement connus.* Ce point atteint, une barrière artificielle seule peut empêcher ses sympathies de s'étendre à tous les hommes de toutes les nations et de toutes les races. *La sympathie étendue en dehors des bornes de l'humanité, comme la compassion pour les animaux*, est à ses yeux, une vertu remarquable.

« Il n'y a pas à douter », écrit Darwin « qu'une grande part du travail intellectuel effectué par l'homme soit due à **l'imitation,** mais il y a, entre les actes de l'homme et ceux des animaux, cette différence que l'homme ne peut pas, malgré sa faculté d'imitation, fabriquer d'emblée, par exemple, une hache en pierre ou une pirogue. *Il faut qu'il apprenne à travailler* ; un castor, au contraire, construit sa digue ou son canal, un oiseau fait son nid, une araignée tisse sa toile merveilleuse, presque aussi bien ou même tout aussi bien dès son premier essai que lorsqu'il est plus âgé et plus expérimenté ».

Il a relevé qu'il existe une certaine *opposition entre le développement de l'intelligence et celui de l'instinct*, car ce dernier implique certaines modifications héréditaires du cerveau. L'observation de nombreuses espèces animales l'a amené à admettre que des actions instinctives puissent perdre leur caractère fixe et naturel, et être remplacé par **la libre volonté**. S'il reconnait ne savoir que bien peu de choses sur les fonctions du cerveau, il suppose pourtant qu'à mesure que les facultés intellectuelles se développent davantage, les diverses parties du cerveau doivent-être en rapports de communication plus complexes, ce qui les éloignent d'une réponse définie et héréditaire. Il remarque certains *rapports entre une faible intelligence et une forte tendance à la formation d'habitudes fixes et pour l'individu, à se laisser guider en tout par la routine ou l'habitude*.

Le langage articulé est spécial aux humains, mais ils n'en expriment pas moins leurs intentions par des gestes et par les mouvements des muscles de leurs visages, par des cris inarticulés. Toutefois, l'usage du langage favorise la conception d'idées. Il a noté une analogie entre la formation des espèces et la fabrication des langues. Dans les deux cas, nous observons la réplication des parties, les effets de l'usage. L'altération de certaines lettres ou de certains sons, produite par la modification d'autres lettres ou d'autres sons, rappelle la corrélation, la croissance. **La variabilité** existe dans toutes les langues, et des mots nouveaux s'introduisent constamment ;

mais certains mots, comme des langues entières, disparaissent aussi. Il y a dans l'esprit humain un goût prononcé pour de légers changements en toutes choses. Cette persistance, cette conservation de certains mots favorisés dans la lutte pour l'existence, est *une sorte de sélection naturelle*, mais elle relèverait d'autre chose.

Dans son ouvrage : « *la filiation de l'homme et la sélection liée au sexe* », Darwin (1999) note qu'en cédant le pas à l'éducation, la sélection naturelle n'est plus désormais la force principale gouvernant l'évolution des espèces humaines. La dynamique d'avantages sélectionnés et transmis par la sélection naturelle est relayée par le processus éducatif et par les manifestations de **solidarité sociale**.

Pour pierre **Kropotkine** (2010), les humains les mieux adaptés ne sont pas les plus agressifs, mais les plus solidaires. La société humaine peut être organisée autour des valeurs d'*entraide et de coopération*. Poursuivant l'évolutionnisme darwinien, il montre que ***les valeurs*** *de la liberté, de la solidarité et de la justice* permettent de dépasser les instincts destructeurs, qui eux aussi font partie de la nature humaine. Si l'on renonce à la solidarité par cupidité, alors on tombe dans la hiérarchisation sociale et le despotisme. **L'entraide**, c'est sur le plan économique, *l'échange réciproque et volontaire de ressources et de services au profit de tous*. *C'est un facteur clé dans l'évolution de l'espèce humaine.*

Nous pouvons penser que ce processus, qui est présent sous les formes des *instincts sociaux, de l'altruisme animal et des symbioses chez certaines espèces*, s'est émancipé chez les humains au point de remettre en cause l'élimination des humains les plus faibles, de les protéger de les soigner et de les défendre, ainsi que d'élargir la sympathie, dans la mesure du possible, aux animaux, aux végétaux et à l'environnement naturel.

Ainsi, en poursuivant ses réflexions, nous pouvons comprendre que la compétition pour la survie n'a pas disparu, elle s'est adoucie, humanisée, civilisée. Par le commerce plutôt que par le pillage, par la négociation plutôt que par la guerre, par la collaboration plutôt que par l'esclavage, *les sociétés humaines ont développé à la fois la compétition et la coopération, avec des dispositifs de régulation. La démocratie et le sentiment de responsabilité environnementale en sont des exemples.*

Daniel **Dennett** (2000) a utilisé la métaphore d'une « **tour des productions et des tests** » pour rendre compte du processus de **l'évolution de l'intelligence humaine**. A chaque étage de cette tour, on rencontre des créatures capables de trouver, d'une manière de plus en plus rapide et efficace, des démarches de plus en plus futées et astucieuses. Au rez-de-chaussée, se logent **les** « **créatures darwiniennes** ». Ces

créatures évoluent par la sélection naturelle, et tout leur comportement leur a été implanté par les gènes. Les erreurs coûtent cher, les créatures sans succès doivent mourir, et leur correction prend beaucoup de temps, puisqu'à chaque fois, de nouvelles créatures doivent être crées. A l'étage suivant, vivent « **les créatures skinneriennes** », nommées d'après Burrhus frederic **Skinner**, qui voyait explicitement le conditionnement opératoire d'apprentissage par tâtonnement expérimental, comme une espèce de sélection darwinienne. Les créatures skinneriennes sont capables d'apprendre. Ainsi, au lieu de leur corps entier, ce sont leurs comportements qui sont éliminés. Si l'action qu'elles font est récompensée, elles la recommenceront, sinon, elles arrêtent. Cela est bien plus rapide, puisqu'une créature peut essayer un grand nombre de comportements différents dans sa vie. Au troisième étage, il y a les « **créatures poppériennes** ». Elles sont capables d'évoluer avec encore plus de rapidité, car elles savent imaginer les conséquences de leurs actes et résoudre des problèmes par le seul fait d'y penser. Elles sont nommées par référence à karl **Popper** (1997, 1985), qui expliquait que la capacité à imaginer des conséquences permet à nos hypothèses de mourir à notre place. Un grand nombre de mammifères et d'oiseaux ont atteint ce troisième étage. Au quatrième étage, on trouve « **les créatures grégoriennes** », nommées d'après le psychologue richard **Gregory**, qui fut celui qui signala que les artefacts culturels, non seulement requièrent de l'intelligence pour être créés, mais de plus une fois crées, décuplent l'intelligence de leurs propriétaires, comme les chiffres et les lettres, par exemple. Ce sont des outils mentaux, en d'autres termes des « **mèmes** » multiplicateurs d'intelligence (Blackmore, pp. 201, 202, 2006).

Avec la capacité des systèmes nerveux les plus complexes, et avec leur mémoire – c'est-à-dire leur aptitude à emmagasiner des informations, et à s'en souvenir, le processus d'évolution a accompli un pas décisif. Il a créé « **la représentation autocentré de l'espace** », à savoir l'aptitude à réfléchir sur le contenu de la mémoire et à l'examiner : **la conscience** était née. Le passage de la réalité matérielle au domaine de la cognition est un important acquis de l'évolution des espèces. Un nouveau monde théorique serait ainsi apparu, qui construit la perception du réel. Des erreurs désastreuses en ont parfois résulté. Une expérience dans le domaine de la pensée est prise parfois à tort pour une expérimentation dans le monde empirique et concret (Riedl, in Watzlawick, 1988, pp.79, 107).

Peter **Gärdenfors** (2007, p.277), a envisagé un échelon supplémentaire dans l'échelle proposée par daniel Dennett, qui formerait de la sorte, un cinquième niveau de **représentations extérieures**, avec « **les créatures donaldiennes** », en référence à « la troisième transition cognitive » de merlin Donald (1999). La **plasticité** du cerveau humain rend de telles facultés possibles. Le cerveau peut désormais se promener à travers « l'espace d'information », de la même manière que le corps peut se

promener dans l'espace concret environnant. Il peut avoir recours aux produits de l'intelligence artificielle et aux contributions d'autres cerveaux humains avec lesquels il se met en relation.

Merlin **Donald** a décrit à partir d'un *continuum évolutionniste*, une première transition, en l'absence de mots et de symboles, de **la culture épisodique** que les grands singes ont particulièrement développé avec *la perception d'évènements complexes, la mémoire épisodique, les habiletés procédurales*...; à **la culture mimétique** qui repose sur l'habileté à *produire des actes représentationnels conscients, intentionnels, ritualistes*... des premières espèces d'hominidés. Il faut au préalable distinguer la **duplication** du **mimétisme**. La duplication est littérale, c'est une tentative d'obtenir une copie aussi exacte que possible. En génétique, la duplication est une copie accidentelle de tout ou partie du génome ensuite conservée dans la même cellule. *L'imitation mimétique* n'est pas aussi littérale que la duplication : c'est par mimétisme que le jeune pinson acquiert le chant des adultes de son espèce. L'être humain fait parfois preuve aussi de comportements mimétiques (dans les stades, les salles de spectacles, lors d'une panique collective...). Le mimétisme implique *l'invention de représentations intentionnelles* comme les pantomimes et les danses rituelles. La capacité mimétique a pour résultat *le partage des connaissances, sans que tous les membres d'un groupe aient à réinventer ces connaissances.* Les *jeux mimétiques*, comme chez les enfants, conduisent à un certain **conformisme** et par la suite à des pattern du comportement de groupe, réguliers, répétitifs, ritualisés, avec une structure rigide et autoritaire. Une culture mimétique peut évoluer, mais très lentement. Elle intervient notamment par rapport aux capacités pratiques, l'utilisation et la fabrication des outils domestiques, les méthodes de chasse, la construction d'abris simples, le feu, les armes, le combat..., ainsi que pour la modélisation des rôles sociaux, la communication des émotions, la mise en scène des rapports sociaux. Les moyens de base d'un tel entraînement sont les jeux mimétiques réciproques, l'imitation, la mémoire reproductive et la répétition des habiletés. Un aspect nécessaire de la pédagogie est la capacité du tuteur à déceler les limites des connaissances des élèves (Donald, ibid, pp. 183, 192). Cette idée est présente dans la notion de **Zone Proximale de Développement** de lev **Vygotsky** (1962).

La seconde transition conduit aux premières cultures humaines avec *l'apparition de la capacité linguistique, l'élaboration de la pensée consciente, la prise de décision en groupe, la résolution verbale de problèmes, un lexique et un vocabulaire commun, des conventions linguistiques, comprenant des règles phonologiques et des règles de grammaire, une mémoire sémantique, des habiletés spatiales et constructive*s. Le langage est utilisé pour observer les activités des autres, pour garder un souvenir des relations interpersonnelles, pour réguler les interactions, pour coordonner les

personnes, pour partager les connaissances pratiques, pour faire des plans et pour prendre des décisions collectives. Une illustration que l'on peut fournir du langage dans les sociétés anciennes, c'est **l'invention mythique**, c'est-à-dire *la construction de* « **modèles** » *conceptuels de l'univers des humains*. Tous les dispositifs symboliques des humains, que ce soient les mots, les idéogrammes, les grammaires... sont *des inventions, des actes créatifs*. L'utilisation des symboles requiert des **règles** et *ces règles sont aussi des inventions*. La source des symboles arbitraires résident dans *la standardisation de la performance mimétique, de la gestualité emblématique à la gestualité linguistique et métaphorique.* Les détails des gestes emblématiques varient d'une culture à l'autre, révélant leur *caractère arbitraire*. *Les modèles mentaux sont des constructions théoriques pour comprendre les énoncés et faire des inférences. La pensée narrative est l'activité normale et automatique du contrôleur linguistique*. Celui-ci *produit des commentaires verbaux sur les expériences*, tout comme le système mimétique produit des représentations en termes de pattern d'actions (Donald, ibid, p.273).

La troisième transition apparaît avec **l'invention graphique**, **la mémoire externe** et **la construction de théories**. **L'écriture** s'est développée avec **le commerce,** les documents de *transaction, de gestion comptable et de droit*. « La pierre de Rosette » montre que l'évolution symbolique s'est déroulée d'un syllabaire pictural à un syllabaire quasi pictural, puis à un système d'écriture alphabétique. **L'alphabet phonétique** *a lié étroitement la lecture aux sons,* faisant intervenir le pouvoir de la mémoire auditive en renfort de la mémoire visuelle utilisée pour décrypter les signes écrits. *Tout ce qui est écrit peut désormais être lu à voix haute et inversement, tout ce qui est dit peut être écrit*. Alors que jusqu'à là, la mémoire utilisée était biologique, résidant dans le cerveau humain, *un nouveau type de mémoire* émerge avec **le stockage mnésique externe**, utilisant les rouleaux de papyrus, les parchemins, les livres manuscrits puis imprimés, les tableaux, les photographies, les enregistrements, les films, les vidéos, la mémoire informatisée des banques de données... Alors que les deux premières transitions évolutionnistes avaient provoqué une forte augmentation du poids de la mémoire biologique, la troisième transfère la plus grosse partie du poids de la mémoire mobilisable sur des supports artificiels : **les réseaux de stockage symbolique externe** (S.S.E.). Le S.S.E. a introduit une nouvelle dimension dans la cognition humaine : **la gestion de la mémoire à grande échelle**. *L'utilisateur habile* du S.S.E. n'essaie pas de surcharger sa mémoire biologique de détails précis, il a appris à être *expert dans l'accès et dans l'utilisation des parties pertinentes du système externe de stockage symbolique*. L'hypothèse de l'éducation contemporaine est d'éviter l'encombrement de la mémoire biologique afin de la mobiliser pour le traitement du S.S.E. Les souvenirs biologiques des personnes sont complétés par des photographies, des annuaires scolaires, des agendas et d'innombrables objets symboliques... Même *les identités personnelles sont stockées,*

rafraîchies, élaborées et re-construites tout au long de la vie à l'aide des entrées du S.S.E.

On peut citer les civilisations antiques de la Grèce, de l'Inde, de la Chine... avec leurs rhéteurs, leurs sophistes, leurs juristes... comme des foyers de **production théorique.** A Athènes, notamment, **Démocrite**, **Hérodote**, **Hippocrate**... ont abandonné la pensée mythique pour *la pensée théorique* (Salem, 1996, Lloyd, 1990, Vernant, 1965). Ils utilisèrent les dispositifs de mémoire externe d'une manière optimale et de façon tout-à-fait originale. *Le changement de point de vue* et *l'exposition au* **débat public** ont caractérisé cette pensée narrative, orale et écrite, en tant que *processus public*. **La rhétorique** constitue un ensemble de capacités qui contrôle l'utilisation du langage au niveau du discours. Elle s'est épanouie avec **Coriax**, **Tisias**, **Gorgias**, **Périclès**, **Démosthène**... dans la vie citadine à travers les *débats publics de la politique et de la justice.* On assista à une *symbiose entre la mémoire biologique et la mémoire externe avec une architecture ouverte et innovante de l'esprit humain.*

Un « **mème** » serait par conséquent un élément culturel particulièrement développé par les humains (par exemple : un concept, une habitude, une information, un phénomène, une attitude, etc.), répliqué et transmis par des moyens non génétiques, comme l'imitation du comportement d'un individu par d'autres individus. Le terme de *mème* a été proposé pour la première fois par richard **Dawkins** dans « Le gène égoïste » (1996) et provient d'une association entre gène et mimesis (du grec « imitation »), en même temps qu'un jeu de mot sur le mot français « même ». Les mèmes ont été présentés comme des réplicateurs, comparables à ce titre aux gènes, mais responsables de l'évolution de certains comportements animaux et des cultures. Comme les gènes, les mèmes : les gestes, les comportements, les idées, les productions culturelles... acquièrent une faculté de reproduction. Les mèmes sont plus flexibles et réactifs aux petites variations que les programmes génétiques, ils se développés en passant de *la culture mimétique à la culture mythique, puis à la culture théorique.* Mais certains mèmes peuvent se révéler dangereux. Le mème correspond donc à une « unité d'information contenue dans un cerveau, échangeable au sein d'une société ». Il résulte de l'hypothèse selon laquelle les cultures évolueraient comme les êtres vivants, par variations et sélection naturelle. À l'instar du gène, le mème serait l'unité de base dans cette évolution. Les mèmes et les gènes peuvent souvent se renforcer les uns les autres, mais ils se trouvent parfois en opposition (Dawkins, 1996, pp. 257, 272). On assiste aussi à une compétition entre les mèmes eux-mêmes. Dawkins évoquent des « **virus de l'esprit** », qui pénètrent les cerveaux à des niveaux non conscients, trompent leurs modes de défense, prennent parfois même le contrôle de l'esprit (idéologies, religions...).

L'étude des mèmes a donné naissance à une nouvelle science : **la mémétique**. Celle-ci peut être considérée comme une généralisation de la théorie de l'évolution du biologique vers l'informationnel. Elle se positionne ainsi comme une approche pluridisciplinaire au sein des Sciences Humaines et Sociales. Elle est une « **nouvelle grille** » au sens d'henri **Laborit** (1974), à la fois biologique et interdisciplinaire (proposant notamment une **synthèse créatrice** de la biologie, de l'éthologie, de la psychologie skinnerienne, de la psycho-sociologie expérimentale, de la linguistique...), afin de déchiffrer la complexité de nos comportements en situation sociale.

3.2. Un cerveau non cartésien

Si le cerveau est un élément générateur important, il reste indissociable de tout le reste du corps et sous son influence. Le cerveau et les autres parties du corps échangent sans cesse des informations, même si les relations qu'ils entretiennent ne sont pas toujours communiquées à notre conscient. Cela pose la question de *savoir quel espace de liberté* est dévolu dans nos comportements à **la conscience**, cet avatar évolutif. Notre corps a besoin de traiter des millions d'informations en permanence (température corporelle, stabilisation du corps, paramètres organiques, fabrication d'énergie). Il faut donc un système autonome qui remplisse la majorité de nos fonctions de survie. Aussi, notre corps nous échappe en presque totalité et nous sommes les spectateurs sourds, aveugles et passifs d'une biologie qui nous maintient en survie, trie dans l'immensité des informations qu'elle reçoit chaque seconde celles qu'elle rendra accessibles à la conscience (Vincent, 1986).

3.2.1. Le cerveau tri-unique

Paul **Maclean** (1990), dans sa théorie du **cerveau tri-unique**, montre que le cerveau est constitué de trois formations évolutives anatomiquement et psychologiquement. Ces trois aires cérébrales se comportent comme *des ensembles en interaction*. A la base, on trouve un cerveau « reptilien », hérité de nos lointains ancêtres; autour et au-dessus, il y a un cerveau paléo-mammalien apparu dès la naissance des précurseurs des mammifères actuels; autour encore et sur l'avant, s'érige un cerveau néo-mammalien et en fin de compte humain.

Le cerveau reptilien aurait environ 400 millions d'années. Il remonterait à l'époque où des poissons sortent de l'eau et deviennent batraciens. Il régit le fonctionnement des oiseaux, des amphibiens, des poissons et des reptiles. Il est responsable des comportements primitifs assurant nos besoins fondamentaux. Il permet la **survie** de l'individu et de l'espèce.

Sa première fonction est d'exercer l'homéostasie. Il assure la régulation de notre respiration, de notre rythme cardiaque, de notre tension artérielle, de notre température, de nos échanges hydriques, gazeux et ioniques...

Il apporte la satisfaction de nos **besoins primaires** ou besoins vitaux tels que l'alimentation, le sommeil, la reproduction...

Il est porteur de réflexes innés tels que le vol migratoire des oiseaux, la ponte des tortues ou des saumons...

Il est responsable de notre **instinct de conservation** et de certains réflexes de défense comme la morsure du serpent, la fuite, l'envol des oiseaux...

Ce cerveau primitif entraine des **comportements stéréotypés**, pré-programmés, que l'on retrouve dans les rituels, les rapports dominants-dominés, les attitudes d'exclusion... Une même situation, un même stimulus, entrainera toujours la même réponse. Cette réponse est immédiate et les comportements induits par ce cerveau ne peuvent ni évoluer avec l'expérience, ni s'adapter à une situation, car ce cerveau n'a qu'une mémoire à court terme.

Le cerveau paléo-mammalien ou **limbique**, serait notre second cerveau, en interaction avec le précédent. Il se serait constitué, il y a 65 millions d'années avec l'apparition des premiers mammifères. Il est dévolu aux principaux comportements instinctifs et à la mémoire. Il permet les émotions et déclenche les réactions d'alarmes du stress. Le système limbique regroupe des structures du cerveau jouant un rôle très important dans le comportement et notamment dans diverses émotions, ainsi que dans la formation de la mémoire. On considère généralement que les principales composantes du système limbique sont les structures sub-corticales suivantes :

- l'hippocampe : impliqué dans la formation de la mémoire à long terme,
- l'amygdale : impliquée dans l'agressivité et la peur,
- la circonvolution cingulaire,
- le fornix,
- l'hypothalamus...

Le cerveau limbique permet **l'apprentissage**. Il demeure chez l'humain une pièce maîtresse de **la mémoire**. Son intégrité est indispensable à la fixation des souvenirs. Il est aussi le lieu de l'apparition de **l'affectivité.** A l'origine, mémoire et affectivité sont étroitement imbriquées. *Elles se conditionnent mutuellement.*

Le néo-cortex - ou cerveau **néo-mammélien** est absent chez les poissons et les

amphibiens ; on le trouve à l'état d'ébauche chez certains reptiles et on le retrouve à différents stades chez les animaux dits « supérieurs ». Il est très développé chez les primates, où il présente même une complexité inédite dans le cas de l'être humain. Le cerveau « humain » serait le résultat de la troisième phase de l'évolution de notre cerveau, qui s'est développé ultérieurement sur les autres couches du cortex et en interaction avec les deux précédents. C'est une évolution relativement récente du cerveau, puisqu'il n'aurait que 3.6 millions d'années, date d'apparition des australopithèques africains.

Le néo-cortex humain, impliqué dans la perception par les sens, et dans la réaction par l'appareil locomoteur, est constitué d'une mégapole de cellules nerveuses capables de produire du langage symbolique avec les capacités potentielles de représentation spatiale, de lecture, d'écriture, de calcul... Il est également actif dans le processus de mémoire. Grâce à ses connexions avec les ganglions de la base et le système limbique, ainsi qu'avec l'hippocampe, le cortex frontal établit des relations favorisant la catégorisation des valeurs et des expériences sensorielles elles-mêmes. De la sorte, la mémoire conceptuelle est affectée par **les valeurs** – ce qui constitue une caractéristique importante, estime Edelman, lorsqu'il s'agit d'*améliorer la capacité de survie.* (Edelman, 1992, p.144). Le néo-cortex fonctionne de pair avec les parties anciennes du cerveau, et *la faculté de raisonnement résulte de leur activité concertée* (Damasio, 1995, p.171). L'interaction des pulsions pré-déterminées et des émotions avec les réflexions raisonnées, produit une très large *diversité de valeurs*. *L'embarras du choix, universellement partagé par les humains, serait ainsi l'origine du questionnement éthique* (Mougel, 1996, p. 158).

3.2.2. Le cerveau hormonal

Le cerveau humain et le reste du corps constituent une entité globale, dont le fonctionnement intégré est *assuré par des circuits de régulation neuraux et biochimiques mutuellement interactifs,* impliquant aussi les systèmes endocrine, immunitaire et nerveux autonome. Nous évoquerons d'une part, **la régulation bio-chimique**, et d'autre part **la régulation neuronale**.

Les phéromones sont des substances chimiques émises par la plupart des animaux et certains végétaux, et qui agissent comme des messagers entre les individus d'une même espèce, transmettant aux autres organismes des informations, qui jouent un rôle dans l'attraction sexuelle notamment. Extrêmement actives, elles agissent en quantités infinitésimales, si bien qu'elles peuvent être détectées, ou même transportées, à plusieurs kilomètres. Chez les reptiles et les mammifères, les phéromones sont détectées par l'organe voméro-nasal, tandis que les insectes utilisent généralement leurs antennes. Elles peuvent être volatiles (perçues par

l'odorat), ou agir par contact (composés cuticulaires des insectes par exemple, perçues par les récepteurs gustatifs). Elles jouent un rôle primordial lors des périodes d'accouplement, et chez certains insectes sociaux, telles les fourmis ou les abeilles. Chez l'homme, les phéromones peuvent être sécrétées dans la sueur apocrine axillaire et périnéale et dans la partie prostatique du sperme. Chez la femme, les phéromones peuvent être sécrétées dans la sueur apocrine axillaire, mamelonnaire et périnéale, et dans les sécrétions vaginales produites par les glandes atriales et de Skene. Au cours de l'évolution, les phéromones ont été en grande partie supplantées par **les récompenses/renforcements** et les **stratégies d'engagement**... *Le comportement de reproduction est devenu un comportement érotique* (jared Diamond, 2010).

Les hormones sont des substances chimiques comparables aux phéromones. Mais, tandis que les phéromones sont généralement produites par des glandes exocrines, ou sécrétées avec l'urine, et servent de messagers chimiques entre individus, les hormones (insuline, adrénaline, etc.) sont produites par les glandes endocrines et circulent uniquement à l'intérieur de l'organisme en participant à son métabolisme. Le système endocrinien produit les hormones : molécules messagères transportées par le sang à travers tout l'organisme, en réponse à une stimulation et capables d'agir à très faible dose. Elles régulent l'activité d'un ou plusieurs organes, dont elles **modifient le comportement** *et les interactions*. Les hormones assurent la communication entre les cellules, elles intègrent les fonctions chimiques et physiologiques pour maintenir les constantes et adapter la réponse de l'organisme aux changements de l'environnement. Elles stimulent la croissance et l'identité sexuelle, contrôlent la température corporelle, contribuent à la réparation des tissus lésés et aident à générer de l'énergie. Les hormones interviennent dans de nombreux processus, dont la différenciation cellulaire, la nutrition, la croissance, la reproduction (la puberté, la grossesse, la lactation), l'homéostasie, la régulation des rythmes chrono-biologiques, le plaisir... Les éléments du système endocrinien sont situés dans différentes régions de l'organisme : l'hypophyse est dans la boîte crânienne, la thyroïde dans le cou, le thymus dans le thorax, les glandes surrénales et le pancréas dans l'abdomen, les ovaires et les testicules dans le bassin. Les hormones qu'elles libèrent régulent les pulsions et les émotions. **Les neuro-hormones** sont transportées le long des axones jusqu'à la neurophyse, où elles sont emmagasinées. Elles seront déversées ensuite dans les capillaires sanguins, le moment venu.

Le cerveau induit de la sorte des **émotions** comme les pulsions amoureuses, la tendresse, la protection, la surprise, la colère, le dégoût, la peur, la tristesse et la joie, à partir d'un nombre relativement limité de sites cérébraux, localisés pour la plupart au-dessous du cortex cérébral. Les principaux sites sous-corticaux se trouvent dans la région du tronc cérébral, de l'hypothalamus, du télencéphale basal

et de l'amygdale. Les sites d'induction qui se trouvent dans le cortex cérébral comprennent des secteurs de la région cingulaire antérieure et de la région préfrontale ventro-médiane. Le rôle de l'amygdale est d'*assigner une valeur de récompense ou d'anxiété aux stimuli qui lui arrivent à travers nos cinq sens.* Plus le signal est fort, plus l'amygdale s'active. Elle s'active donc particulièrement en cas de danger et représente une zone clé dans le déclenchement de la peur. Une suractivation de l'amygdale a été observée dans le cadre des troubles anxieux, des phobies sociales et du stress post-traumatique. L'amygdale est en relation avec les différentes structures qui sont responsables de l'augmentation des réflexes, des expressions faciales, de l'activation du système sympathique (aboutissant à l'augmentation du rythme cardiaque) et hypothalamo-hypophyso-surrénalien (aboutissant à l'augmentation des réserves de glucose de l'organisme et sa distribution privilégiée au cerveau et aux muscles). Joseph **Ledoux** (1998) a distingué dans l'activation de l'amygdale une « voix courte » et une « voix longue ». Dans la voix courte, rapide, mais imprécise, le thalamus sensoriel active directement l'amygdale en réponse à un stimulus en provenance des cinq sens. Dans la voie longue, plus lente, mais plus précise, l'information est envoyée du thalamus au cortex sensoriel, lequel décidera ou non d'activer l'amygdale. La voix courte permet donc de *se préparer au danger* avant même de savoir de quoi il s'agit. Dans la voix longue, le cortex sensoriel décide s'il s'agit d'une fausse alerte, dans ce cas l'activation de l'amygdale va cesser, si par contre le cortex confirme la perception du thalamus, l'activation de l'amygdale va perdurer ou s'amplifier. Toutefois, si l'amygdale s'active lorsque nous éprouvons une émotion, d'autres structures peuvent s'activer *en parallèle*, telles que les ganglions de la base pour les émotions positives et l'insula, dans le cas de la tristesse.

A l'instar de l'amygdale, le nucleus acumbens signale la présence de stimuli appétitifs. Il s'active quand nous mangeons ou quand nous avons des rapports sexuels. Situé à l'intérieur de la zone corticale prosencéphale, il jouerait un rôle important dans **le système de récompense,** le rire, le plaisir, l'assuétude (l'accoutumance, la dépendance, l'addiction), la peur et l'effet placebo. (Mikolajczak, Quoidbach, Kotsou, Nélis, 2009, pp. 26, 35). Comme l'a montré l'imagerie TEP, il n'y a donc pas un seul et unique centre cérébral de traitement des émotions, mais plutôt des systèmes discrets, qui sont liés à des configurations émotionnelles distinctes. Ainsi si l'activation du tronc cérébral se partagent la colère, la crainte et le bonheur, l'activation hypothalamique et préfrontale ventro-médiane semble spécifique à la tristesse (Damasio, 2002, p. 84).

L'émotion est créatrice d'un mouvement, donc d'un changement, dans le monde du vivant – *émouvoir, c'est mettre en mouvement !* Ce changement est vécu physiquement à travers différentes manifestations. Dans son livre : « L'expression

des émotions chez l'homme et les animaux », en 1872, charles **Darwin** (2001) les décrit comme ayant une source innée, universelle et communicative. Les émotions seraient un héritage de nos ancêtres animaux. Elles se développent en réponse à différents ensembles de situations récurrentes. Une particularité des émotions est leur expression, gestuelle, faciale et vocale (Morris, 1978). Si **l'instinc**t est un produit héréditaire et inné de comportement, *l'émotion crée une accommodation plus flexible à l'environnement*. Alors que chez les insectes, les mollusques, les poissons, les amphibiens, les reptiles, la réponse à un stimulus est habituellement une **coordination héréditaire**, la situation est beaucoup plus complexe chez les mammifères et en particulier chez les humains. En effet, chez ces derniers, la présence d'un stimulus clé déclenche plutôt une réaction émotionnelle (changement motivationnel) qu'une coordination héréditaire déterminée, cela *favorise l'apparition de comportements alternatifs et l'apprentissage de nouveaux stimuli clés par un mécanisme d'imitation*. *Les émotions deviennent culturelles et prennent des caractères spécifiques selon les contextes spatio-temporels.* L'étude des cultures révèlent que les groupes humains ressentent, agissent, pensent de façon différente, sans qu'une norme permette de considérer un groupe comme intrinsèquement supérieur ou inférieur à un autre, c'est ce que l'on appelle **le relativisme culturel**. Cela ne signifie pas que tous les comportements culturels se valent, mais qu'il faut les appréhender *selon leur pertinence par rapport à leur contexte situationnel* (Hofstede, 1994, p.22).

Les émotions présentent plusieurs facettes : l'activité hormonale et neuronale, l'activation physiologique (comme l'augmentation du rythme cardiaque, la pression sanguine, la conductance cutanée, la température corporelle, le rythme respiratoire), les sensations corporelles, l'expression faciale, la modification de la posture, les pensées qui traversent l'esprit... Les émotions seraient caractérisées donc par des modifications physiologiques et/ou chimiques, intervenant dans l'état physique et mental des individus qui les ressentent. Ces modifications sont repérables, soit directement, en mesurant l'émission de certains neuro-transmetteurs (dopamine, sérotonine, acétylcholine...), soit indirectement, par l'intermédiaire de tests appropriés (réaction de la peau, battement du cœur...).
Aussi, l'émotion est-elle *une source d'information* sur la situation perçue, le ressenti, la réponse adaptative rapide que développe notre corps ou celui des autres, à un stimulus externe ou interne. Elle nous sert aussi à *faciliter le passage à l'action, tout en inhibant d'autres comportements.*

Chaque fois qu'un individu *passe à l'acte*, *le système sympathique intervient sous forme de* **soutien logistique à l'action**. Ce système libère des catécholamines – adrénaline et noradrénaline - la première, surtout secrétée par la médullo-surrènale, la seconde par les terminaisons des nerfs sympathiques. Il est sollicité chaque fois

qu'une situation d'urgence nécessite une riposte immédiate de l'organisme. **La noradrénaline** fait se contracter les vaisseaux de la peau et détourne le sang vers les muscles; **l'adrénaline** fait battre le cœur plus vite et plus fort, elle mobilise le sucre en réserve dans le foie. Grâce à l'action des deux hormones, combustible et oxygène affluent vers les cellules pour soutenir une dépense énergétique accrue. Mais leur signification passionnelle apparaît différente. L'adrénaline est libérée aux dépens de la noradrénaline chaque fois que *l'incertitude et l'absence de contrôle de la situation* l'emporteraient sur *la détermination de l'engagement*. Toutefois, l'adrénaline représente une perte de contrôle, tout en continuant de privilégier l'action, la fuite par exemple, alors qu'il n'en est pas de même avec **le cortisol** (libérée par la cortico-surrénale), sanctionnant chez l'individu son incapacité à réagir dans l'immédiat – une acception de la défaite. On observe une sécrétion accrue de cortisol, lors des situations de *stress*. L'impuissance à agir aboutit à *la dépression*, contraire de *l'activation*. Le cortisol permet néanmoins une adaptation en reconstituant le stock hépatique de sucre, en favorisant l'action des catécholamines, en freinant les défenses immunitaires de l'organisme, mais en provoquant des ulcérations gastriques (Vincent, 1986, pp.344, 351).

La douleur est la sensation ressentie par un organisme dont le système nerveux détecte un stimulus nociceptif. D'après l'I.A.S.P. (International Association for the Study of Pain) : « La douleur est une expérience sensorielle et émotionnelle désagréable, liée à une lésion tissulaire réelle ou potentielle, ou décrite en termes d'une telle lésion ». La personne a une sensation extrêmement désagréable, voire insupportable, qui peut provoquer un mouvement réflexe de retrait (au niveau des membres et des extrémités) ou un changement de position du corps. La douleur peut être provoquée par un traumatisme (brûlure, plaie, choc) ou une maladie, mais aussi par un mauvais fonctionnement du système nerveux responsable de sa transmission. La perception de la douleur, de son intensité, est subjective. Un même phénomène sera ressenti différemment selon la personne et selon la situation. La douleur peut aller d'une simple incommodation jusqu'à un malaise, voire la mise en danger du pronostic vital de la personne. Par ailleurs, la douleur va être mémorisée, et ce souvenir peut « ressortir » lors d'un événement similaire. *La douleur nous apprend à éviter les situations dangereuses.* C'est avant tout un **signal d'alarme** qui met en jeu des réflexes de protection nous permettant de *nous soustraire aux stimulus nocifs - de soulager les parties de notre corps soumises à de trop fortes tensions.* **La nociception** a par conséquent une fonction défensive, d'alarme en permettant l'intégration au niveau du système nerveux central d'un stimulus douloureux, via l'activation des nocicepteurs, récepteurs à la douleur. Le transport de l'information sensorielle par les nerfs se fait de la périphérie (lieu du ressenti de la douleur), jusqu'à l'encéphale. L'influx douloureux est véhiculé par deux grandes voies :

- **« La voie de la sensation »**, qui correspond à la douleur rapide, par les fibres A delta, responsable de la douleur localisée. Elle rejoint le thalamus latéral par le faisceau néo-spino-thalamique, puis le cortex sensitif;
- **« La voie de l'émotion et du comportement »**, qui est celle de la douleur tardive véhiculée par les fibres C amyéliniques. Après un relais au niveau des structures du tronc cérébral, l'information douloureuse rejoint le thalamus médian, puis les structures limbiques et le cortex frontal. Il faut que la stimulation dépasse un certain seuil, pour qu'il y ait un déclenchement d'une réponse électrique.

Pour la survie d'une espèce, il importe que les fonctions vitales, comme se nourrir, boire, réagir à l'agression, éviter des dangers, se reproduire..., soient maintenues. Aussi, notre cerveau nous incite à l'action pour satisfaire des **besoins** (physiologiques, de sécurité, sociaux). C'est par exemple la faim qui nous pousse à nous faire à manger, quand le taux de glucose diminue dans notre sang. Ou bien le désir sexuel, qui nous pousse à faire l'amour à un partenaire disponible. Ou simplement l'isolement, qui nous pousse à rencontrer les autres, un besoin de socialisation plus spécifiquement humain. Un sentiment de satisfaction vient mettre un terme à l'action, jusqu'à ce qu'un nouveau signal ne viennent réenclencher un désir. Les comportements utiles à notre survie sont donc sous contrôle du *cycle «désir – action – satisfaction »,* qui permet à l'organisme de *maintenir son intégrité*.

La faim est une sensation qui se produit quand le niveau de glycogène dans le foie tombe sous un certain niveau, précédant habituellement le désir de manger. Cette sensation, souvent déplaisante, provient de cellules sensibles à une très faible chute de la glycémie, localisées dans l'hypothalamus, puis est libérée par des récepteurs dans le foie. Bien qu'un être humain puisse survivre plusieurs semaines sans manger, la sensation de faim commence en général après quelques heures sans manger. Quand les contractions liées à la faim commencent dans l'estomac, le sujet éprouve parfois des douleurs dans l'antre de l'estomac, phénomène appelé « faim douloureuse ». **La satiété** est une sensation que l'on ressent lorsqu'on n'a plus faim, après manger ; elle est également conditionnée par l'hypothalamus. Cette sensation est notamment commandée par une hormone: la cholécystokinine, sécrétée par les cellules intestinales. Le taux de l'hormone grimpe dans le sang après avoir mangé et reste élevé entre les repas, ce qui réduit l'envie de manger du sujet. Lorsque le taux de l'hormone diminue, le cerveau l'interprète comme un signal de début de faim. La leptine augmente aussi avec la satiété, tandis que la ghréline augmente quand l'estomac est vide.

La soif est la sensation du besoin de boire et caractérise un manque d'eau chez l'organisme. Sous le contrôle de l'hypothalamus, la soif intervient dans le

comportement de boisson, en alertant l'organisme afin qu'il réponde à la nécessité de s'abreuver. La soif intervient dans le maintien de la balance hydrique. Elle régule les entrées d'eau dans l'organisme, exerçant une action complémentaire à celle de l'hormone antidiurétique, qui régit les sorties d'eau.

Des hormones interviennent aussi dans la sexualité, la grossesse, l'accouchement, la coopération, l'altruisme, l'empathie, l'attachement, la défense d'autrui... **La testostérone** est une hormone stéroïdienne, du groupe des androgènes. Chez les mammifères la testostérone est sécrétée par les testicules des mâles, bien que de faibles quantités soient aussi sécrétées par les glandes surrénales. C'est la principale hormone sexuelle mâle. Chez l'homme, la testostérone joue un rôle clé *dans la santé et le bien-être*, en particulier *dans le fonctionnement sexuel*. Entre autres exemples ces effets peuvent être *une libido* plus importante, une énergie accrue, une augmentation de la production de cellules sanguines et une protection contre l'ostéoporose. En moyenne, un homme adulte produit environ 40 à 60 fois plus de testostérone qu'une femme adulte, mais les femmes sont d'un point de vue comportemental plus sensible à l'hormone. La production d'hormones telles que la testostérone et la progestérone peut être stimulée ou inhibée par des facteurs psychologiques, comme par exemple avec la lecture d'un roman ou le visionnement d'un film... L'apport externe en testostérone a un effet psychostimulant. Elle permet également d'augmenter la masse musculaire et la force, ainsi que la résistance à la fatigue. **La vassopressine** est une hormone peptidique synthétisée par les noyaux supra-optique et paraventriculaire de l'hypothalamus, et libérée par l'hypophyse postérieure. Elle a un rôle antidiurétique au niveau du rein, où elle provoque une réabsorption d'eau via une action sur le segment distal du néphron, lors d'une déshydratation corporelle. Elle contribuerait aussi au désir sexuel (chez les mâles castrés, la vassopressine diminue de moitié).

Les œstrogènes constituent un groupe de stéroïdes, dont la fonction, à l'état naturel, est d'être une hormone sexuelle femelle primaire. Ils sont produits en premier lieu par le développement des follicules des ovaires, le corps jaune et le placenta. Certains œstrogènes sont également produits en petites quantités par d'autres tissus tels le foie, la surrénale, les seins et le tissu adipeux. Les trois œstrogènes naturels sont : *l'estradiol, l'estriol et l'estrone*. Bien que les œstrogènes soient présents dans les deux sexes, on en trouve une quantité significativement plus importante chez les femmes que chez les hommes. Elles favorisent le développement des caractères sexuels secondaires, comme les seins, et sont également impliquées dans le contrôle du cycle menstruel. En plus de leurs rôles dans la reproduction féminine mais aussi masculine, les œstrogènes sont impliqués dans le développement du système nerveux central, dans l'homéostasie du squelette et du système cardio-vasculaire. Ils ont également des effets sur le foie et le tissu adipeux. Quant à **la progestérone**,

c'est une hormone stéroïde principalement sécrétée par le corps jaune des ovaires et impliquée dans le cycle menstruel féminin, la grossesse et l'embryogenèse des humains et d'autres espèces.

L'ocytocine est une hormone peptidique synthétisée par les noyaux para ventriculaire et supra optique de l'hypothalamus et sécrétée par l'hypophyse postérieure. Son nom signifie *Accouchement rapide* (« ocy » du grec ὠκύς, ôkus : rapide et de « tocine » τόκος : accouchement). Elle est effectivement impliquée lors de l'accouchement, mais elle semble aussi par ailleurs favoriser les interactions sociales amoureuses ou impliquant la coopération, l'altruisme, l'empathie, l'attachement, le sens du « **care** » pour autrui, même pour un autrui ne faisant pas partie du groupe auquel on appartient. Du point de vue de l'évolution, l'ocytocine et la vasopressine sont d'anciennes substances, proches, et dont les actions ont fortement contribué à la survie de l'espèce, bien que selon deux stratégies opposées :

- la vasopressine intervient dans le système « *lutte ou fuite »* ;
- l'ocytocine contrôle un système de type « *calme et contacts »*, impliqué dans les phénomènes sociaux, les relations mère-petit, voire dans certains phénomènes de solidarité ou d'altruisme à l'intérieur d'un groupe.

L'injection d'ocytocine dans le cerveau d'un mammifère produit des modifications significatives de son comportement : moindre agressivité, augmentation de la sociabilité, plus grande résistance à la douleur, baisse de la tension artérielle, augmentation de l'appétit et comportement maternel chez les femelles. Ces effets persistent en moyenne deux fois plus longtemps chez les femelles que chez les mâles. Chez l'être humain, l'inhalation d'ocytocine permettrait de majorer un état de confiance vis-à-vis d'autrui. Pourtant, dans certaines situations, l'ocytocine pourrait aussi induire des comportements agressifs, voire violents pour la défense du groupe, par exemple face à un autrui refusant de coopérer. Elle deviendrait alors une source d'agressivité défensive.

La prolactine est une hormone peptidique sécrétée par les cellules lactotropes de la partie antérieure de l'hypophyse.
Chez les mammifères, la prolactine a :

- un effet mammotrope (croissance des glandes mammaires),
- un effet lactogénique (stimulation de la synthèse du lait).
- un effet libidinal (en participant à la sensation de plaisir et de bien-être après un orgasme)

La prolactine joue un rôle dans le bon fonctionnement de *la libido*. On observe une libération accrue de prolactine par l'hypophyse *lors de l'orgasme*. Cette élévation du

taux persiste quelques heures et participe à la sensation *de bien-être et de plénitude* de cette période. En cas d'abstinence prolongée on observe un "tassement" des taux avec parfois des conséquences sur l'organisme (fatigue, dépression, manque d'envie sexuelle). Par ailleurs, elle contribue au *déclenchement du comportement maternel.* La montée de lait déclencherait des pulsions maternantes, parmi d'autres incitateurs, qui peuvent intervenir avec plus ou moins d'effets, selon les circonstances : odeurs des petits, cris et sourires des bébés, prototypes : physionomie du nourrisson, grands yeux, visage rond, petite main potelée...

L'orgasme, en grec : οργασμός (*orgasmós*), « bouillonner d'ardeur », est la réponse physiologique qui a lieu au maximum de la phase d'excitation sexuelle. Il est souvent synonyme de *jouissance* extrême. Il est généralement associé, chez l'homme, à l'éjaculation et à des contractions musculaires rythmiques des muscles du périnée, chez la femme, à la rétraction du clitoris, à des contractions musculaires rythmiques périnéales et intra-vaginales. *Une sensation euphorique généralisée* est ressentie, qui sera dès lors accompagnée de la dernière phase : la résolution de la tension sexuelle, *un apaisement*. Les êtres humains *stimulent ainsi leurs zones érogènes, car cela leur procure des récompenses / renforcements dans le cerveau*. Ces récompenses, en particulier l'**orgasme**, sont perçues au niveau de la conscience comme *des sensations de plaisirs érotiques et de jouissances.* Autrement dit, les humains recherchent les activités sexuelles, car *elles procurent du plaisir sexuel et surtout l'orgasme.*

L'évolution a en effet validé des circuits cervicaux, dont le rôle est de « **récompenser** » ces fonctions vitales par une sensation agréable de plaisir. Le *système de récompense / renforcement implique* le système mésocorticolimbique, relié à l'hippocampe et à l'amygdale. Les parties du cerveau concernées par le « **circuit de la récompense** » sont : l'aire tegmentale ventrale, le noyau accumbens, le pallidum ventral, le septum latéral, le cortex préfrontal, en interrelation. L'aire tegmentale ventrale est caractérisée comme la zone de localisation des neurones à dopamine. L'amygdale est considérée comme le centre des émotions, l'hippocampe serait le régulateur de la mémoire, le cortex pré-frontal est impliqué » dans la motivation. Quant au noyau accumbens, il jouerait un rôle d'interface entre les émotions et les réponses motrices sélectionnées. Toutes ces structures projettent sur l'hypothalamus, qui régule les fonctions neuro-végétatives (non-conscientes) de l'organisme, en produisant et distribuant la plupart des hormones vers l'ensemble du corps. L'aire tegmentale ventrale reçoit les informations de plusieurs régions cérébrales, dont l'hypothalamus, et transmet « ses conclusions » jusqu'au noyau accumbens et au reste du circuit de la récompense sous la forme d'une modification de la libération de dopamine. **La dopamine** a des effets variés sur l'organisme, qui dépendent de l'endroit où elle est libérée dans le système nerveux et de la quantité libérée, depuis la décontraction musculaire à la palpitation cardiaque, en passant par

le sentiment de plaisir (Salomon, 2010, p.45).

Les endorphines ou endomorphines, sont des composés opioïdes peptidiques endogènes, secrétées par l'hypophyse et l'hypothalalus chez les vertébrés lors d'activité physique intense, excitation, douleur et orgasme. La libération de ces molécules intervient dans les situations de stress psychologique ou physique, lors d'un effort ou d'émotions intenses. *Leur action consiste notamment à apporter à l'organisme une dose de morphine calmante lorsque le corps est en souffrance, par leur capacité analgésique et à procurer une sensation de bien-être*. *Elles bloquent la transmission des signaux douloureux et réduisent la sensation de douleur.* Elles sont également impliquées dans le contrôle du transit gastro-intestinal. Elles modèrent les fonctions cardiaque et respiratoire. *Elles participent à la réduction du stress* notamment par le contrôle de la respiration. Elles limitent l'essoufflement à l'effort et l'épuisement. *Elles provoquent les sensations de plaisir poussant à l'euphorie*. Les endorphines sont aussi *à la base du sentiment amoureux durable et de la rêverie éveillée.* Plus les situations sont stressantes ou physiquement difficiles et plus la production s'intensifie. Lorsque le cerveau libère ces molécules, elles se dispersent dans le système nerveux central pour rejoindre les tissus de l'organisme et le sang. *Les sentiments de bien-être et de plaisir* procurés par les endorphines créent un effet de *dépendance psychologique*, avec à certains moments des sensations d'un manque, qui rendent la personne anxieuse et irritable, *jusqu'à ce qu'elle trouve une nouvelle opportunité pour générer du stress et obtenir de nouveau du plaisir*.

3.2.3. Le cerveau neuronal

Après cette rapide évocation de quelques hormones importantes de l'organisme des humains, nous pouvons aborder **les régulations neuronales**. On peut observer dans le cerveau, des couches de cellules nerveuses qui forment des voisinages, où elles échangent des signaux. Au sein de chaque aire fonctionnelle, différents groupes de neurones traitent de façon préférentielle les aspects spécifiques d'un stimulus. On observe une intégration anatomique : les neurones d'un même groupe sont reliés ensemble et répondent de façon simultanée lorsque le stimulus survient. Au sein d'un neurone, les informations transitent électriquement le long de la membrane. Comme la discontinuité entre les cellules adjacentes ne permet pas la propagation de ce signal électrique, il existe une transmission chimique par des neuro-transmetteurs, avec une transduction du signal au niveau des synapses, terminaison de l'axone du neurone. Les petits neurotransmetteurs comprennent l'acétylcholine, les acides aminés dont le glutamate (le neurotransmetteur excitateur le plus courant dans le cerveau) et **le GABA** (l'inhibiteur le plus répandu), mais aussi les dérivés d'acides aminés comme la dopamine, la noradrénaline ou la sérotonine. Les neurotransmetteurs peptidiques sont constitués de chaînes d'acides aminés comme

les enképhalines. Parmi les cellules gliales, **les astrocytes** (de type II) jouent un rôle important dans la propagation du signal nerveux en agissant sur la dispersion des neurotransmetteurs et sur leur recapture, influant ainsi sur l'intensité d'un signal et sa durée. Ils forment un réseau tridimensionnel, qui a un rôle de soutien, de maintien des structures, de contact avec les synapses, les capillaires et les méninges, de transports de substances entre les vaisseaux sanguins et les neurones, de cicatrisation en cas de lésions du tissu nerveux et semblerait-il, de *synchronisation de l'activité cérébrale*. Ils participeraient plus ou moins directement à l'endormissement, via la diminution de l'activité neuronale.

Les récepteurs dopaminergiques sont impliqués dans plusieurs processus neurologiques, comme *la motivation, le plaisir, la cognition, la mémoire, l'apprentissage et la motricité fine, ainsi que la modulation de la signalisation neurendocrine*. Si dans le système nerveux périphérique, **la dopamine** assure la fonction d'analeptique circulatoire, stimulant des fonctions assurant la circulation sanguine, au niveau du système nerveux central, elle a un effet globalement stimulant. Elle est impliquée dans **les phénomènes de dépendances** via **le système de récompense**. Par exemple, la cocaïne provoque une inversion du fonctionnement du système de recapture de la dopamine qui est chargé de diminuer son action. La nicotine provoque aussi une augmentation de la transmission dopaminergique.

De plus, elle est impliquée dans le phénomène de contrôle des fonctions motrices. La maladie de Parkinson est une maladie dont la cause est la dégénérescence d'un groupe de neurones dans la substance noire, produisant de la dopamine. Comme ces neurones interviennent dans le contrôle des mouvements, quand certains d'entre-eux sont détruits, on voit apparaître les tremblements caractéristiques de cette maladie. Le médicament L-dopa ralentit la progression de la maladie, car le cerveau transforme cette substance en dopamine. Au contraire, une sur-utilisation de la dopamine présente dans le cerveau entraîne la schizophrénie, ce qui engendre des hallucinations et des perturbations de la pensée et des émotions. Elle est aussi impliquée dans la zone cérébrale non incluse dans la barrière hémato-encéphalique responsable du réflexe de vomissement, ce qui explique l'effet anti-émétique des neuroleptiques (antagonistes dopaminergiques). *La pratique régulière d'un sport permet d'augmenter la sécrétion naturelle de dopamine.* Elle est aussi impliquée dans le trouble de déficit de l'attention/hyperactivité, dont la cause est un problème de recapture de la dopamine par les synapses.

Dans le cerveau, il existe *des projections*, qui relient les aires les une aux autres et forment un enchevêtrement permettant que toute perturbation dans une partie du maillage, soit aussi ressentie ailleurs. *Ainsi, la dynamique de l'intelligence se réalise, simultanément, à plusieurs échelles à la fois : à l'échelle d'un neurone, à l'échelle du*

cerveau dans sa globalité, en passant par un ensemble d'échelles intermédiaires, définissant des niveaux de description de la réalité reconstruite. Comme les systèmes endocrines et immunitaires, l'organisation du réseau neuronal relève, d'après gerald **Edelman** (2007, 1992), d'**un processus darwinien**. Une sélection s'effectue au cours du développement notamment à travers l'émission de facteurs de croissance et la mort sélective de cellules. Les comportements induisent le renforcement ou l'affaiblissement sélectif de diverses populations de **synapses**. *Le cerveau est en* **perpétuelle ré-organisation.** Des synapses de connexion se créent sans cesse entre les neurones, alors que d'autres disparaissent. On estime que 90% des connexions entre les quelques 100 milliards de neurones dont dispose le cerveau, sont établies après la naissance, à partir de l'expérience personnelle de chaque individu, de ses interactions multiples et toujours spécifiques avec les personnes et son environnement naturel et socio-culturel. *En fonction des apprentissages et des interactions avec le monde environnant, certaines éléments du réseau sont stimulés, et d'autres abandonnés.* Cette **plasticité du cerveau** qui opère jusqu'à la mort, est à l'œuvre dans la vie quotidienne pour *assurer l'apprentissage et la mémoire*, mais aussi pour *compenser des défaillances en cas de lésions cérébrales*. Le cerveau a ainsi en permanence la capacité de réorganiser le réseau par lequel circule l'information. La plasticité se traduit non seulement par la mobilisation de réseaux neuronaux pour assurer une nouvelle fonction, mais aussi par des propriétés de réversibilité, quand la fonction n'est plus sollicitée (Vidal, Benoît-Browaeys, 2003, p.36). Des nouveaux neurones sont créés dans le bulbe olfactif et dans l'hippocampe, permettant au cerveau de **se régénérer**. La démonstration d'une *neurogénèse secondaire* dans l'hippocampe des primates, hommes compris, date de 1998. Ainsi, l'expérience et l'environnement peuvent-ils contribuer à la maturation du cerveau au cours du développement post-natal et dans l'émergence de certaines fonctions cognitives et comportementales. Les remaniements des connexions neuronales dans les régions ayant des fonctions liées à l'apprentissage et à la mémoire, inscrivent dans nos réseaux de neurones des marques propres à chacun. La neurogénèse adulte, en tant que mécanisme de plasticité favorise **l'individuation** (pierre-marie Lledo, in jean-pierre Vincent, 2009, pp. 153, 157).

Il existe différents types de mémoire :

- *Pour entreprendre une action*, on peut mobiliser tout d'abord **« le registre sensoriel »** : il peut retenir une grande quantité d'informations sous forme visuelle pendant un temps extrêmement court (quelques millisecondes).
- Nous utilisons une « **mémoire de travail** *»* *ou* ***«*** **mémoire à court terme *»***, qui contient *un nombre limité d'éléments stockés sous forme verbale pendant quelques secondes.* Elle permet de maintenir pendant un temps court et pour une action précise des informations et de les traiter dans l'activité en cours. Chez le jeune adulte, le rappel immédiat d'une liste de quinze mots différents

est en moyenne de sept. Après vingt secondes, ce rappel n'est plus que de trois à quatre mots.

- Nous faisons appel à une « **mémoire procédurale »**, qui porte sur *les habiletés motrices, les savoir-faire, les gestes habituels.* C'est grâce à elle qu'on peut se souvenir *comment exécuter une séquence de gestes*. Elle permet d'acquérir des habiletés à la suite d'un entraînement, de les stocker et de les restituer, sans faire référence aux expériences antérieures, comme conduire une voiture, faire du vélo, jouer du piano. Elle est très fiable et conserve ses souvenirs même s'ils ne sont pas utilisés pendant plusieurs années.
- Nous nous servons de « **la mémoire perceptive »**. Elle nous permet de *reconnaître sans effort, des informations avec lesquelles nous avons déjà été en contact.* C'est elle, par exemple qui est sollicitée pour faire un trajet habituel en voiture entre son domicile et son travail.
- On peut aussi recourir à une « **mémoire épisodique »**, qui *stocke les souvenirs sur du long terme, c'est la mémoire de l'expérience personnelle, des évènements vécus et situés dans un contexte spatial et temporel*. Si la récupération d'un souvenir donne l'impression de revivre l'évènement, *l'événement n'est pas revécu, mais en fait reconstruit.* Les émotions que font revivre les souvenirs modifient notre souvenir du passé. Cette mémoire sémantique est nécessaire à l'utilisation du langage, c'est *un thésaurus mental* pour les mots, les symboles non verbaux et leurs significations avec le premier, de sorte que l'influx nerveux circule à répétition dans le réseau.
- Nous faisons appel à la « **mémoire sémantique** », c'est celle de *la culture* générale sur le monde et sur *les identités de soi.* On distingue deux modes de classement : par association entre différents concepts utilisés et par catégorisation.

Dans **la perspective connexionniste***, « le sens » n'est pas stocké en mémoire, mais il émerge des modes de fonctionnement épisodique de la mémoire, de l'excitation ou de l'inhibition de nos sens perceptifs et de l'apprentissage que chaque corps humain enrichit par le renforcement des connections (synapses)*. **Le** « **modèle connexionniste de traitement parallèle distribué** » tient compte des spécialisations des différentes régions du cerveau (McClelland, 1995). L'information pourrait suivre ce trajet : lorsqu'une perception sensorielle se formerait dans le cortex sensitif (pariétal), les neurones corticaux distribueraient les influx dans deux réseaux parallèles destinés à l'hippocampe et au corps amygdaloïde, qui ont chacun des connexions avec le diencéphale (thalamus et hypothalamus), le télencéphale ventral et le cortex préfrontal. Le télencéphale ventral fermerait ensuite la boucle de la mémoire en renvoyant les influx aux aires sensitives qui avaient initialement formé la perception. Cette *rétroaction* transformerait la perception en un souvenir relativement durable. Ainsi, des connexions neuronales s'établiraient entre les régions corticales, où aurait

lieu la mémoire à long terme au moyen d'un *appel conférence* et ce jusqu'à ce que les données puissent être consolidées. Le souvenir récent resurgirait à l'occasion d'une stimulation des mêmes neurones corticaux.

L'attention portée sur certaines des informations activées (*focus attentionnel*) serait dépendante du degré d'activation de ces dernières, soit par la perception, sous la forme de stimuli, soit sous la forme d'informations récupérées par les phénomènes d'amorçage. En d'autres termes, moins une information serait activée, moins elle aura de chance de faire partie d'une représentation explicite, verbale ou imagée. Chaque confrontation à un événement entraine la création d'**une trace mnésique**, qui correspond aux activations sensori-motrices (et notamment émotionnelles) provoquées par celui-ci. Ce serait *l'accumulation de ces traces multiples*, qui permettrait, à partir des confrontations répétées à un objet par exemple, dans une large étendue de contextes différents, d'extraire en quelque sorte *un sens, recréé à chaque activation*. Ce sens, qui n'est pas stocké en tant que tel, correspond en quelque sorte à l'ensemble des activations sensori-motrices liées à cet objet, en fonction du degré de liaison. On parle d'« *apprentissage implicite* », chaque fois que l'on observe des effets du passé sur la construction de pensées ou d'actions nouvelles, *sans souvenir de ce passé*. On parle d'« *apprentissage explicite*, quand il y a *rappel conscient* d'évènements passés.

Antonio **Damasio** (1995) a développé une « théorie des **marqueurs somatiques** » pour montrer *l'influence des émotions sur la prise de décisions*, face à un événement nouveau. Il réfute le mythe d'une analyse « purement rationnelle ». *Une personne qui prend une décision fait appel à ses souvenirs, qui contiennent des composantes affectives, émotionnelles des évènements passés.* Si le souvenir rappelle une conséquence négative, il va fonctionner comme un marqueur : ce signal, dont on n'est pas nécessairement conscient, indique qu'il présente des risques. Le cerveau va alors « réveiller » ce que l'évènement émotionnel avait provoqué dans le corps, ainsi que le sentiment ressenti, et cela va influencer la prise de décision. *Les marqueurs somatiques résultent de l'histoire individuelle et des interactions entre soi et l'environnement.*

3.2.4. La conscience à l'écoute des émotions

Comment décrire la conscience ? On appelle « **conscience-attention** », celle qui permet d'être en état de veille et de vigilance. Elle émerge, lorsqu'on se réveille le matin et persiste la journée, jusqu'à ce qu'on se rendorme, qu'on tombe dans le coma ou que l'on décède. On évoque « **la conscience de so**i » quand on se reconnaît dans un miroir. L'enfant humain y parvient vers l'âge d'un an et demi-deux ans, certains chimpanzés expérimentés, certains autres grands singes, éléphants,

dauphins, perroquets et pies sont aussi capables de se reconnaître dans un miroir, comme l'a montré le test du miroir en éthologie. Alors que de nombreux actes spontanés s'effectuent sans nécessité de contrôle conscient, on entend par « **la conscience-pilote** », *la mobilisation du cortex face à des opérations complexes, réflexives, non routinière. Elle nous est nécessaire pour effectuer des tâches non-automatiques, qui demandent de manipuler de l'information pendant plusieurs secondes* (Koch, 2006, p.27). La conscience n'est pas le pinacle, le sommet de l'organisation mentale, c'est plutôt un mécanisme parmi les autres (Damasio, in Dortier, 2003, p.376). Les phénomènes mentaux ne peuvent être pleinement compris que *dans le contexte de l'interaction de la totalité de l'organisme avec l'environnement*. *Le cerveau en sait plus que ne le révèle l'esprit conscient* (Damasio, 1995, p.14). On ne peut rendre compte de la conscience en l'isolant des émotions et des sentiments, et plus généralement de son inscription corporelle. Comme **Wittgenstein** (1961) l'a énoncé, les « **jeux de langage** », qui se caractérisent par la variété et l'hétérogénéité de leurs usages, communiquent avec l'ensemble des « jeux de langage ». Ce lien complexe est ce qui explique l'improbabilité d'un doute radical et absolu au sens cartésien, ainsi que la vanité des conceptions qui tendent à dissocier complètement les faits des valeurs (Cometti, 2010, p.21).

Comme le remarquait charles **Peirce** (1984), « ce n'est pas en faisant abstraction des autres, de mon corps, du langage, du monde extérieur que je puis prendre conscience de moi, *c'est au contraire parce que les autres, ce qu'ils disent, les rapports que mon corps entretient avec le monde des faits et avec le langage, me constituent dans ma substance et dans mon individu que j'accède à la conscience de moi.* Le moi privé ne peut donc être la première certitude inébranlable d'où découleront toutes les autres ». La question est de savoir chez Descartes (2006, 1973, 1956), si la conscience était innée, ou plus exactement, si ce savoir, « épargné par le doute », contient dès la naissance la totalité de la conscience. La réponse innéiste, qui suppose que la connaissance, et de soi, et de « Dieu », soit toute entière présente en nous dès la naissance, découlait implicitement de « l'évidence du cogito ». Cependant les faits de l'inconscience des nouveau-nés à la perte sénile de la conscience, démentaient cette thèse et Descartes, en proie aux difficultés que posait l'innéisme radical, en proposa une version affaiblie qui consistait à dire que seule est innée la faculté de connaître, laissant au « Cogito » entrainé et instruit le soin de recueillir dans le monde la matière nécessaire à l'acquisition du savoir. C'était là une solution empiriste : le savoir procède de la sensation, passée au crible de « la Raison ». Mais si le savoir procède de la perception et de la connaissance des faits extérieurs à notre « âme », on peut se demander alors ce qui « fonde la certitude du cogito ». Car, on revient, dans la démarche empirique, aux incertitudes du monde, celles que « le doute cartésien » voulait précisément abolir (Meyer, 2007). A l'inverse, si les passions nécessitaient pour être apprivoisées une lucidité de

« l'âme », supposant une distanciation critique, une autonomie de « la Raison » et une « immatérialité » hors du champ émotionnel, faut-il s'étonner que les scientifiques n'aient jamais pu l'observer.

En opposition à rené Descartes, john **Locke** (2001, 2002, 2003) opte pour **l'empirisme***, dans le prolongement de l'épicurisme de* **Lucrèce**, pour qui *l'esprit et l'âme se tiennent étroitement unis et ne forment ensemble qu'une même substance »* (Lucrèce, 1964, p.90). Plutôt que d'interroger la « structure métaphysique » du monde il préfère commencer par explorer notre propre instrument de connaissance du monde : l'esprit, afin d'en délimiter la capacité et de ne pas l'outrepasser. C'est ainsi que l'empirisme peut déboucher sur **une éthique**, **une sagesse** : ne pas chercher à connaître ce qui nous est inaccessible. Locke *réfute l'innéité des principes spéculatif*s et argumente l'hypothèse que *nos idées dérivent en réalité de l'expérience empirique de nos sens et de notre réflexion*. Même l'idée de « Dieu » n'est pas innée, puisque des nations entières ne l'ont pas ! Nos connaissances portent sur nos idées, sur les rapports qu'elles ont entre elles et sur leurs modifications. La connaissance consiste dans la perception que nous avons de la convenance ou de la dis-convenance que nos idées ont entre elles. Connaître, c'est comparer des idées, découvrir quelles sont leurs relations, et juger de leur pertinence. David **Hume** (1991, 1993) dans la tradition sceptique de **Sextus Empiricus**, refuse d'établir la nature humaine en rupture avec celle des animaux, il ne conçoit pas l'entendement comme un privilège exclusif des humains, il affirme une continuité vitale entre les animaux et les humains, il attribue la même origine pour les connaissances : l'instinct, qui s'est accompagné par la suite, de l'expérience, des habitudes et des inférences... Nous pouvons relativement faire confiance à nos sens, qui dans une grande probabilité de cas, ne nous trompent pas, et sinon, il nous revient de les corriger avec des instruments plus précis et mieux ajustés. *C'est l'expérience empirique soigneusement conduite qui détermine le principe de l'habitude,* un humain peut surpasser l'animal et un autre humain en attention, en mémoire et en observation, cela peut entraîner une différence considérable dans leur raisonnement. Il distingue deux sortes de perceptions :

- les impressions : ce sont des perceptions qui entrent dans l'esprit avec le plus de force. Sous ce terme, elles rassemblent les sensations, les émotions et les passions. L'impression immédiate est première dans le processus de connaissance, puis viennent le souvenir et l'imagination.
- les idées : Elles sont dérivées des impressions. Le pouvoir créateur de l'esprit se ramène à la faculté de composer, de transposer, d'accroître ou de diminuer les matériaux que nous apportent les sens et l'expérience. Il n'existe pas d'idée « pure », indépendante de l'expérience.

L'analyse des idées conduit Hume a formuler une théorie **nominaliste** des idées.

Quand nous nous représentons une idée supposée générale, ou abstraite, dans l'imagination, nous concevons une idée déterminée dérivée d'une impression. Par exemple, nous n'avons pas l'idée de « la table » en général, mais nous avons une idée de tel objet particulier (avec une certaine forme, une certaine couleur, etc.). La généralité de l'idée est une qualité qui lui est ajoutée, qualité par laquelle l'esprit rassemble une collection d'objets, et donc d'impressions, sous un même terme. Cet acte de rassemblement est l'effet d'une *habitude de l'esprit*, lorsqu'il remarque certaines ressemblances entre des objets de l'expérience. La connaissance empirique issue de notre rencontre avec le monde, ne peut être « rationnellement » justifiée jusqu'à ses « fondements ». Notre habitude d'associer « causalement » les évènements ne repose en effet pas sur un « fondement rationnel ». Nous formons une sorte d'anticipation, dans la perspective d'une succession probable entre deux évènements, nous amenant à penser que le second terme a de fortes chances de se produire, quand le premier s'est produit. *Cette conjonction constante des événements et l'attente qui en résulte pour nous, est ce que nous pouvons connaître de la causalité.*

Willard **Quine** (1977) s'accorde avec Hume, quand il refuse l'idée d'une « philosophie première » et d'un « fondement » pour accéder aux connaissances, car elles ont toujours *une origine sensorielle*. Il propose dès lors **une naturalisation de l'épistémologie.**

Dans la perspective des neuro-sciences, *l*es *émotions sont des formes élémentaires de prises de décision*. Les humains sont dotés de *ces mécanismes automatiques de survie* et *ils acquièrent par l'éducation et la culture un ensemble de stratégies supplémentaires, leur permettant de prendre des décisions.* La prétention de certains philosophes à une « rationalité » coupée des émotions se heurte aux expériences de la neuro-biologie.

Antonio **Damasio** (1995), suite à l'étude du cas de phineas Gage, ayant subi des lésions cérébrales touchant le cortex pré-frontal, a observé que celui-ci n'avait plus la capacité de programmer ses actions dans l'avenir, de se conduire en fonction des règles sociales qu'il avait antérieurement apprises, et de faire des choix susceptibles d'être les plus avantageux pour sa survie. L'étude d'autres cas analogues, lui ont permis de mettre en évidence l'existence d'interactions entre le système neuronal de la capacité de ressentir des émotions et celui sous-tendant la faculté du raisonnement et de prise de décision. Le néo-cortex fonctionne de pair avec les parties anciennes du cerveau, et la faculté de raisonnement résulte de leur activité concertée.

3.2.5. Les automatismes non-conscients

Pour appréhender la conscience d'une façon différente de Descartes, il pourrait être intéressant de partir d'expériences contextualisées, où elle serait comme « mise entre parenthèses ». Lorsqu'on apprend à conduire, par exemple, chacun des gestes à exécuter, comme passer une vitesse, fait l'objet d'une visualisation mentale, d'une réflexion qui exige une grande attention et une concentration. *Peu à peu, le geste est intégré, assimilé et « les automatismes mentaux » se mettent en place.* Cela permet plus tard de pouvoir conduire tout en pouvant penser à d'autres choses. On laisse alors à notre « **inconscient cognitif »** le soin de jouer le rôle de **pilote automatique** (Dortier, 2003, p.369). En conduisant la voiture, nous sélectionnons dès lors les éléments nécessaires à la bonne marche de l'automobile. Par un procédé de *filtrage*, le cerveau repère les éléments utiles : la route, les panneaux indicateurs, le mouvement des autres véhicules. Le conducteur qui s'apprête à doubler ne se lance pas dans toute une série de calculs et de vérifications de tous les paramètres (distance, vitesse, visibilité, état de la chaussée...). Il se fie à sa propre expérience, qui le dispense du passage par la représentation et le calcul. L'œil est ainsi plus attiré par les objets en mouvement que par les objets statiques. Cela ne veut pas dire que nous ne voyons pas les objets statiques en regardant la route. Le paysage défile devant nous et nous sommes alors attirés, de façon inconsciente, par les variations les plus fortes, paysages et/ou circulation. Si une voiture surgit soudainement au sommet d'une côte, le cerveau accentue quasi-instantanément son attention sur cette voiture qui risque de percuter la nôtre et nous agissons en freinant et en nous rabattant au maximum sur la droite afin d'éviter une collision frontale (Watzlawick, 1984, in Dubois, p.271, 1990). Comme l'ont noté les théoriciens évolutionnistes : richard **Nelson** et sidney **Winter**, les décisions prises par l'automobiliste ne sont pas « rationnelles », elles n'impliquent ni délibération ni choix maximisateur, tout se passe comme si l'individu prenait ses décisions *par un comportement automatique ajusté* (Bessy, in Chabaud, Glachant, Parthenay, Perez, 2008, p.134). L'automobilité comporte de la sorte des automatismes cognitifs. Sur un parcours dénué de difficultés, nous pouvons aisément converser tout en conduisant.

Mais si la situation de conduite se complique, nous arrêtons de parler et demandons à notre interlocuteur de se taire, afin de consacrer *notre attention* aux éléments contextuels. Il y a un **co-pilotage** d'un système automatique et d'une conscience disponible pour gérer les évènements fortuits ou encore effectuer d'autres activités cognitives, comme discuter, écouter de la musique, réfléchir à différents problèmes ou projets, et s'abandonner quelques instants à la rêverie. *La conscience nous permet donc d'évaluer et de superviser le succès des réponses en cours, en particulier lorsqu'elles sont difficiles et non automatiques* (Bradshaw, 2003, p.267).

Une majeure partie de notre vie quotidienne (qu'il s'agisse de nos pensées, de nos sentiments ou de nos actions) est automatique, quand elle est dirigée par des caractéristiques de l'environnement, via la médiation d'un traitement cognitif automatique de ces caractéristiques, sans l'intervention d'un choix délibéré ou d'une réflexion consciente (Bargh, 1997). Toutes les activités biologiques comme la miction, la défécation, la nutrition, le toilettage... sont innés. L'homme n'apprend pas à uriner, déféquer, manger ou à se toiletter, mais comment il est convenable de le faire au sein de sa socio-culture, et *c'est la synthèse de l'acte biologique et de son expression culturelle qui est automatisée.* Si nous devions examiner de façon réflexive, consciente, chaque étape de chaque comportement de notre vie quotidienne et prendre une décision consciente pour chacune de ces étapes, la lourdeur de ces processus cognitifs rendrait tout simplement l'action impossible. La gestion du corps a gagné en précision et en efficacité, grâce à **la cartographie** *non-consciente, permanente et exhaustive du corps*, c'est-à-dire du système musculaire et osseux, des organes internes et du milieu intérieur, des dispositifs de perception qui sont aux avants -postes de surveillance de l'environnement : les muqueuses de l'odorat et du goût, les éléments tactiles de la peau, les oreilles, les yeux. *De la sorte, le corps et son environnement interagissent l'un avec l'autre et les modifications causées dans le corps par cette interaction sont cartographiées dans le cerveau. La formation d'images a été sélectionnée par l'évolution, car elle permettait une évaluation plus précise de l'environnement et de meilleures réactions vis-à-vis de celui-ci* (Damasio, 2010, p. 115, p. 214). Lorsqu'une demande n'est pas coûteuse, que la personne est dans un état de basse tension cognitive, elle se limite à vérifier que certaines règles de succession des évènements sont respectées. D'ailleurs, bon nombre de choix spontanés, bien qu'échappant à la conscience, peuvent être plus efficaces que les critères d'une démarche réfléchie. Le traitement automatique se caractérise par plusieurs propriétés : les absences de coût ou de charge mentale, ainsi que de contrôle intentionnel et celle, à nuancer, d'« inconscience » (Perruchet, 1988, p.28). *Grâce aux capacités d'apprentissage du cerveau, des traitements automatiques peuvent prendre en charge des activités qui nécessitaient initialement des processus conscients.* Durant la phase d'apprentissage, une attention soutenue est nécessaire pour vérifier les positions des doigts, des mains, des pieds, de la posture, des gestes... en relation avec l'environnement. *Avec la pratique, l'habileté s'améliore, exécuter des tâches réclame de moins en moins d'efforts et les mouvements deviennent fluides, rapides, efficaces. On finit par exécuter l'action sans y réfléchir,* la séquence se déroule correctement. Au début, la tâche met en jeu des circuits dans le cortex pariétal supérieur, dans le cortex préfrontal médian, ainsi que dans les ganglions de la base et dans le cervelet. A la fin de l'entraînement, l'importance du cortex préfrontal a diminué, la routine étant désormais prise en charge par le striatum et d'autres structures des ganglions de la base. Celles-ci coordonnent les commandes envoyées aux muscles, optimisant la performance et

évitant les délais inhérents aux étapes conscientes de planification (Koch, 2006, pp.253, 254). *L'automatisation réduit la charge de travail, autrement dit le coût cognitif, elle libère les capacités de traitement et peut favoriser des acquisitions sur d'autres activités.* La nécessité de déployer une activité inhibitrice pour mettre un terme au déroulement d'un tel processus, témoigne du caractère non délibéré de sa mise en action. L'absence de contrôle attentionnel apparaît dans les situations où l'automatisme continue à se dérouler, alors que ses conditions de validation ne sont plus remplies. C'est le cas du voyageur, qui a l'habitude d'emprunter un certain trajet pour aller quotidiennement à son travail et qui, un jour devant se rendre à une réunion dans un autre endroit se retrouve sur son lieu de travail, comme si l'automatisme avait capté l'action projetée du conducteur (Leplat, 2005). Quant à « l'inconscience », elle est opérationnalisée par l'incapacité des sujets à verbaliser, ou plus généralement à témoigner intentionnellement par une réponse symbolique, de la nature du processus. Walter **Schneider** et richard **Shiffrin** ont introduit la notion de « **processus voilé à la conscience** » pour rendre compte à la fois de l'inconscience du traitement parallèle et de la conscience du traitement sériel. Richard Shiffrin et suzanne **Dumais** (1980) ont signalé aussi deux autres propriétés. **La continuation** est cette propriété selon laquelle les processus automatiques ont tendance à se dérouler jusqu'à leur terme à moins qu'un effort soit fait pour les interrompre, ou qu'un autre processus automatique utilise les mêmes ressources. Quand l'automatisme est interrompu, il peut difficilement être poursuivi et requiert souvent d'être repris au début pour être achevé. Une seconde propriété est **l'indivisibilité**, selon laquelle « il peut être difficile de commencer en son milieu l'exécution d'une séquence automatisée » (p.122), par exemple en commençant à chanter une chanson bien connue au milieu d'une phrase. On peut lier à cette dernière propriété la difficulté de modifier un processus automatisé en en retranchant certaines parties ou en les remplaçant par d'autres. Jacques Leplat rappelle trois grands modes d'acquisition des automatismes dans le travail :

- Un mode d'acquisition *par imprégnation*. C'est un mode d'acquisition non intentionnel : *on apprend sans en avoir l'intention*. C'est ainsi qu'ont été acquis les multiples automatismes qui jalonnent la vie quotidienne : ceux qui sont mis en jeu dans un repas, dans l'ouverture d'une porte, dans un déplacement fréquent comme celui de se rendre à son lieu de travail ou d'en revenir, etc.
- Un mode d'acquisition ayant un *but* plus ou moins explicitement défini et centré sur une tâche particulière. *Il concerne les automatismes acquis dans une situation de travail à partir de l'observation ou des conseils des collègues : il répond souvent au conseil « fais comme je fais ».* C'est, dans de nombreux cas, le mode d'acquisition propre au bricoleur. On peut y rattacher aussi *le mode d'acquisition par essais et erreurs.*
- Un mode d'acquisition explicitement *contrôlé*. Son exemple le plus typique est fourni par les formations scolaires et professionnelles. *L'acquisition est guidée*

par les connaissances et les aides fournies aux opérateurs et elle s'accompagne d'un exercice systématique, nécessaire au passage à l'automatisme.

Presque toujours, **la pratique** *apporte une amélioration, et plus de pratique, plus d'amélioration.* Ainsi, l'amélioration continue de la performance grâce à la pratique suggère la possibilité de parler de « *degré d'automatisation* », ce qui impliquerait que les propriétés des automatismes pourraient être plus ou moins réalisées, selon la durée et l'intensité de cette pratique.

Les automatismes mettent en action des **habilités**, des capacités d'exécution. Ces habilités sont apprises surtout par **rétro-action** entre une pratique répétée ou prolongée, et sa compréhension (forme générale de l'habilité et buts à atteindre), permettant de corriger les erreurs. Les rétro-actions informent l'individu sur les forces et les faiblesses, qui peuvent être détectées durant l'expérimentation. L'habilité acquise par la pratique, déborde de beaucoup le contenu des instructions fournies au départ par la formation ou dans des documents écrits. On appelle « *habileté tacite* », cette partie de l'habileté non-apprise (Leplat, in Perruchet, 1988, p.158). Les habilités jouent un rôle important dans les motivations, le renforcement et la formation du comportement. *C'est ainsi que, quand les mouvements sont devenus presque automatiques et plus précis, les besoins de concentration sont alors fortement réduits, afin de permettre de se concentrer par l'exercice de la conscience sur d'autres aspects de la performance, tels que* **l'innovation volontaire** *et* **la stratégie**.

Les processus automatisés ne sont pas gênés par les limitations de la capacité de la mémoire à court terme et n'exigent pas d'attention. Ainsi, ils apparaissent souvent *agir en parallèle* et quelquefois indépendamment l'un de l'autre. Certains peuvent être déclenchés sous le contrôle du sujet, mais une fois déclenchés, ils se déroulent automatiquement. Leur développement exige un entraînement considérable et une fois appris, ils sont difficiles à modifier. Leur vitesse et leur automaticité tiennent habituellement leurs éléments constituants hors de la perception consciente.

Ils présentent certains avantages. *Les automatismes peuvent fonctionner en parallèle avec des activités contrôlées ou d'autres automatismes.* Alors qu'un processus contrôlé se déroule de manière attentive, exige un effort cognitif important et est limité par la capacité centrale du système de traitement, un processus automatique se déroule rapidement sans perdre la qualité de sa précision. Les automatismes sont moins sensibles que les activités contrôlées aux perturbations des conditions d'ambiance (bruit, chaleur, conversations parasites, etc.). *Ils constituent des unités d'activités toutes prêtes, immédiatement exploitables, sans recours à la conscience*, sauf parfois pour leur déclenchement.

Les automatismes présentent aussi certains inconvénients lorsqu'ils se figent et se coupent de l'activité, perdant le caractère adaptatif de l'habilité. Une sur-habilité, acquise dans un domaine étroit peut empêcher des acquisitions nouvelles. Un processus contrôlé peut voir son déroulement être modifié par le sujet à tout instant en fonction des variations de l'environnement ou des conséquences de sa réalisation, mais pas un processus automatique. Quand certaines conditions changent, le sujet peut continuer à déclencher des comportements stéréotypés parce que le trait habituellement pertinent est présent, même s'il est avec d'autres qui devraient l'invalider. Les effets de ce rétrécissement et de cette rigidification des automatismes ont tendance à s'exercer longtemps.

Gérer les automatismes, c'est trouver un compromis acceptable entre leurs avantages et leurs inconvénients. La sur-automatisation constitue un facteur de sclérose et surtout un obstacle à tout élargissement. *L'opérateur qui a automatisé son activité à une tâche répétitive est souvent peu enclin à accepter une modification de celle-ci qui lui fera perdre le bénéfice de cette automatisation*, en particulier l'allègement de la charge qui lui est associé. Il faut donc découvrir les conditions qui rendront ces changements acceptables en tenant compte de la difficulté qu'ils représentent pour l'intéressé (Leplat, 2005).

Pour réduire la prégnance de l'automatisme, voire pour éliminer ce dernier, on peut essayer de *le faire expliciter par la verbalisation* (Vermersch, 1994). *La prise de conscience de son action peut conduire l'opérateur à dé-compiler la routine, démonter le moule dans lequel elle s'est formée, la modifier et la reconstruire sur d'autres bases. Un moyen de le faire est de transformer la représentation que le sujet a de son activité en faisant juger celle-ci par un autre ou en lui présentant l'activité d'un autre répondant à la même tâche.* Cet objectif peut être obtenu par la méthode d'**autoconfrontation croisée** (Yves Clot, daniel Faïta, gabriel Fernandez, livia Scheller, 2000).

3.2.6. La perception et l'interprétation de la réalité

Paul **Watzlawick** (1978) pense que de toutes les illusions, la plus périlleuse consiste à penser qu'il n'existe qu'une seule « Réalité ». Mais où est donc cette réalité ? Et surtout, existe-t-elle réellement ? Ce qui s'observe, ce sont *différentes versions de réalité*, dont certaines peuvent être contradictoires et qui sont toutes l'effet de la communication, et non le reflet de « Vérités objectives et éternelles ». Ce qu'on appelle « réalité » ne serait donc que la résultante des compromis, détours et souvent aveuglements réciproques, à travers quoi passe l'information : la somme des confusions, désinformations et communications (« biais cognitifs »), qui surgissent

entre êtres parlants. La perception est le résultat d'*un filtrage*, d'une sélection de l'information et d'interprétations multiples. Richard **Rorty** (1990) insiste, quant à lui, sur *l'abandon de l'analogie de l'esprit à un miroir, qui reflèterait la réalité, où le savoir aurait pour critère l'adéquation de ce reflet.* Il nous faut *déconstruire cette métaphore spéculaire*, car nous n'avons pas accès à des entités du monde indépendamment de nos pratiques mises en œuvre et du contexte linguistique constitué de notre mode quotidien. La « représentation cognitive et sociale », si on garde ce vocabulaire, ne requiert pas « la correspondance à la réalité », il faudrait plutôt l'envisager comme **un réseau de croyances**, *au sens d'habitudes d'actions et de désirs, ou d'attitudes propositionnelles* (la manière dont un sujet se comporte par rapport à une proposition)*, qui se recomposent en permanence, afin d'accommoder de nouvelles croyances. «* La réalité » telle que nous la percevons n'est donc pas le reflet du monde, mais *une construction en fonction de nos capacités perceptives, de nos catégories mentales, de nos centres d'intérêts, de nos désirs et de nos apprentissages. L'information pertinente et convenable sur soi, les autres, l'environnement, dont dépend notre survie, ne s'impose pas d'elle-même, elle se construit à travers l'enquête personnelle et collective* (Dewey, 1967).

Les représentations cognitives sont en relation avec les représentations sociales pour ce qui touche à l'éducation, **l'imaginaire collectif**, l'organisation sociale et **la construction de systèmes symboliques**. Une **représentation sociale** est une forme de connaissance sociale, une pensée du **sens commun**, *socialement élaborée et partagée par les membres d'un même ensemble social ou culturel*. C'est une manière de penser, de s'approprier, d'*interpréter notre réalité quotidienne et notre rapport au monde. Elles supposent un arrière fond culturel, un savoir tacite, des conventions.* Elles forment un processus cognitif, permettant d'appréhender les aspects de **la vie ordinaire**. Elles ont pour fonction d'essayer de comprendre une « réalité sociale », d'orienter son action, de définir son identité et de réguler les relations entre groupes. Elles offrent un **cadre de référence** *pour interpréter l'environnement social et les situations nouvelles.* Elles jouent un rôle de *réducteur d'incertitudes face à un univers complexe, polymorphe, varié, changeant* (Dortier, 2003, p.456).

L'imagination – en tant que capacité à produire des images mentales, concevoir du nouveau, prévoir, réaliser des expériences de pensée – est un mécanisme cognitif qui intervient dans la pensée quotidienne, la rêverie, la fiction, la formation de projets individuels et /ou collectifs, l'art, la technologie, les sciences... Si une **représentation cognitive** correspond à un état du système nerveux, elle offre à l'individu une image, placée au confluent des sensations et de la mémoire, qu'il se fait d'une situation. Une représentation globale est polysensorielle. Les représentations sont variées : images, traces mnésiques, concepts, émotions..., mais elles ne sont pas toutes conscientes. *L'activation d'une représentation déjà construite peut s'opérer sur un*

mode automatique, alors que l'élaboration de nouvelles représentations requiert la participation attentionnelle et consciente du sujet.

L'imaginaire serait cette capacité à *produire des mondes possibles*, à fantasmer, rêver, innover, créer... (Dortier, 2004, p.164). L'imagination humaine fonctionnerait sur le mode de l'analogie, de la métaphore, des jeux de correspondance et du symbole. **L'analogie** est une ressemblance perçue comme non fortuite entre deux éléments. C'est un des processus organisateurs de la pensée, qui permet à l'enfant de *catégoriser des concepts, de les organiser en schémas ou d'en extraire des prototypes, lui permettant d'aborder plus facilement des situations analogues*. Elle désigne la force inconsciente et prégnante, qui pousse les locuteurs, par souci d'économie de la mémoire, à rendre un système quelconque moins irrégulier. **La métaphore**, du grec μεταφορά (metaphorá, au sens propre, transport), est le support d'une conceptualisation de l'expérience, devenue une figure de style, élaborée par analogie et/ou par substitution. *Les métaphores sont polysémiques*, *elles permettent l'existence d'un sens nouveau, elles autorisent des audaces de rapprochement de termes qui peuvent déranger par rapport aux habitudes de pensée.* Dans le langage des signes, on retrouve des gestuelles faisant appel à la métaphorisation. George **Lakoff** (1986) considère que la **métaphore conceptuelle** est au cœur de la pensée humaine, du comportement politique et de la société. Les métaphores sont présentes dans notre vie de tous les jours, elles sont à la base du sens donné à nos concepts. Elles sont matière de pensée. Les tracés d'une métaphore conceptuelle eux-mêmes sont motivés par des **schémas d'images pré-linguistiques** d'une expérience humaine incorporée, qui émergent de nos interactions corporelles, expérience linguistique et contexte historique. Les métaphores sont caractérisées par une classe d'énoncé (gestuel, iconique, verbal), qui effectuent une projection d'une source à une cible. Cette projection s'appuie sur les expériences des humains, dont la nature est corporelle et sur la sédimentation culturelle de ces expériences. Antonio **Damasio** (2010) a exploré *la fabrication des cartes du cerveau, le rôle des émotions et celui du cerveau néo-cortical.* L'inconscient est constitué d'un flux d'images, qui rivalisent entre elles pour jouir des faveurs de la conscience. Le cerveau tend à organiser cette profusion d'images, à la façon d'un monteur de films en un défilé d'unités de temps et de cadres spatiaux. *Le montage* se fait sans grand contrôle de la part du soi. Or, seul un petit nombre d'images peuvent s'exprimer clairement à un moment donné, car l'espace de formation d'images est une ressource rare. Un tri va s'établir. Les images particulièrement valables, vu leur importance pour la survie, vont être *soulignées par des facteurs émotionnels.* **Le degré d'émotion sert de marqueur**, indiquant l'importance relative de l'image concernée. *Du montage va émerger une organisation narrative plus ou moins cohérente.* Le langage n'est pas indispensable à la conscience-noyau centrée sur « l'ici et maintenant », qui ne se préoccupe guère de l'avenir, laquelle a dû

précéder le langage. La compréhension des mots doit être rapportée à des représentations mentales qui leur préexistent. L'action de « manger » renvoie à un schéma mental ou « prototype », qui signifie « absorption de nourriture ». Un aphasique, qui a perdu le sens des mots et est privé de vocabulaire continue à pouvoir se représenter le schème mental (manger). Ce schéma cognitif sous-jacent permet de comprendre l'usage métaphorique du mot. On peut ainsi utiliser le mot « manger », ou ses équivalents « dévorer », « se nourrir », « avaler », dans un sens imagé : « avaler des kilomètres », « dévorer un livre », « trouver un article indigeste »... (Dortier, 2004, p.170).

Le raisonnement par analogie est un raisonnement *par association d'idées, combinaison et synthèse.* La particularité du raisonnement analogique, tient au fait que l'on cherche à examiner les points communs, les différences, et les relations entre plusieurs objets de pensée. Il consiste en la mise en correspondance d'une situation antérieure et d'une situation nouvelle qui lui ressemble, afin d'appréhender la nature ou des aspects de cette situation nouvelle.

Une des solutions les plus pertinentes pour réduire la complexité du monde, le rendre plus cohérent et orienter les conduites est l'activité de *segmentation de la perception de « la réalité* », appelée « **catégorisation** ». Ce processus permet de découper l'environnement en regroupant les objets, qui paraissent similaires. Il s'agit de « mettre ensemble » des entités selon une analogie, une « ressemblance de famille » (Wittgenstein, 1961). D'après Eleanor **Rosch Heider** (1975, 1973) l'être humain s'appuierait moins sur des définitions abstraites que sur une comparaison entre l'objet en question et ce qu'il juge être le meilleur représentant d'une catégorie. Elle a appelé **prototype** un stimulus, qui prend une **position saillante** dans la formation d'une catégorie, parce qu'il est le premier stimulus que l'on associe à cette catégorie. Elle l'a ensuite redéfini comme le membre le plus central d'une catégorie, fonctionnant comme un point de référence cognitif. Les prototypes sont des constructions dynamiques, instables, constamment réactualisées par l'expérience. Le processus de catégorisation peut aussi s'appliquer aux humains. En accentuant les différences qui peuvent exister entre les membres de groupes sociaux différents et en minimisant les différences entre les membres d'un même groupe, on fabrique des **stéréotypes**. *L'usage des prototypes et des stéréotypes revient à économiser la réflexion.*

Les catégorisations se sont élaborées avec les valeurs, qui sont des **marqueurs émotionnels** *placés sur les représentations, les prototypes, les stéréotypes.* D'un point de vue psychologique, nous pourrions présenter **les valeurs** comme *l'association, en grande partie non-consciente, d'une charge affective (**la valence**), à des stimuli : sensations, pulsions, émotions, traces mnésiques, représentations,*

actions. Elles permettent de mettre consciemment en rapport les informations, en les plaçant sur des échelles graduées et en les regroupant en systèmes cohérents. A la différence des instincts, *les valeurs néo-corticales sont plus facilement modifiables.* Du point de vue sociologique, *les valeurs sont inscrites dans la **culture** d'une personne, dans son histoire de vie, à travers les différents rôles sociaux, qu'elle est amenée à interpréter au cours des processus de socialisation, d'éducation, de formation, de communication* (Mougel, 2004, p.37). *Elles sont subjectives et varient selon les différentes cultures.* Parmi les types de valeurs culturelles, on peut trouver des valeurs pratiques, esthétiques, idéologiques (politiques et religieuses), épistémiques, esthétiques, écologiques... Les valeurs connotent des manières d'être et d'agir d'une personne ou d'une collectivité. Elles orientent l'action des individus dans un groupe et dans une société.

Grâce à **un raisonnement inductif**, nous pouvons tirer une règle globale à partir d'informations spécifiques, car la répétition d'un phénomène en augmente la probabilité de le voir se reproduire. David **Hume** (1995) considérait que l'origine de l'induction est *l'habitude.* Harold **Kelley** (1972) a suggéré que dans la vie quotidienne, l'individu adopte des **schèmes causaux**, qui constituent des raisonnements courts et la plupart du temps, adaptés à une compréhension suffisante de ce qui se passe. Un schème causal est une conception générale qu'a la personne concernant la façon dont certains types de causes interagissent pour produire un type spécifique d'effets. Le type d'évènement auquel l'individu est confronté détermine l'utilisation de tel ou tel schème. S'agit-il d'un événement banal, il applique le schème des causes multiples suffisantes, qui présuppose qu'une seule cause peut produire l'effet observé. *Il choisira alors la plus disponible ou la plus saillante, négligeant les autres, selon un principe d'élimination, qui est aussi un principe d'économie.* S'agit-il d'un événement rare ou extrême, il applique *le schème des causes multiples nécessaires, qui présupposent l'intervention de plusieurs causes, aucune n'étant suffisante pour produire l'évènement.* Daniel **Kahneman** et amos **Tversky** (1973) ont remarqué que *même lorsqu'il est capable de procédures élaborées, l'individu préfère le plus souvent des procédures plus courtes, qui permettent une réponse acceptable dans les mœurs courantes de l'échange social.* **Une heuristique** est une stratégie cognitive simple, qui permet, dans la vie ordinaire, de faire des inférences acceptables, même si elles peuvent être erronées. Leur valeur tient à l'économie cognitive qu'elles permettent. Elles suffisent la plupart du temps à générer des conclusions acceptables, sinon correctes. Le processus de traitement heuristique et périphérique nous amène à penser que nous agissons la plupart du temps sans vraiment faire attention aux informations de notre environnement. Face à des communications persuasives, l'application d'un principe d'économie nous conduit à recevoir de façon superficielle les informations, avec un traitement minimal, indépendamment du contenu du message lui-même. *Ce n'est qu'en*

situation de « **crise** », *de* **conflit socio-cognitif,** *qui nous implique fortement, que nous pouvons faire appel à un traitement plus systématique et plus long de l'information.* Pour michel **Foucault** (1994, pp. 774,775), « Former des **concepts,** c'est une façon de vivre dans *une relative mobilité* et non pas une tentative pour immobiliser la vie ; c'est manifester, parmi ces milliards de vivants qui informent leur milieu et s'informent à partir de lui, une innovation qu'on jugera comme on voudra, infime ou considérable : un type bien particulier d'information ».

3.2.7. L'émergence de la conscience

Des témoignages de personnes aphasiques tendent à montrer qu'une pensée élaborée peut se développer, malgré la détérioration d'aptitudes linguistiques. Ainsi une personne affirmait dans ses mémoires, après une période d'aphasie transitoire : « En voulant parler, je ne trouvais pas les expressions dont j'avais besoin. La pensée était toute prête, mais les sons qui devaient la confier n'étaient plus à ma disposition. Je me retourne en moi-même avec consternation et je dis en moi-même : il est donc vrai que je ne puis parler » (Lordat, in Dortier, 2004, P.166). Une autre personne, après une attaque cérébrale et avant de retrouver le langage, déclarait : « Dans l'ambulance, je fis mentalement la somme de ce qui fonctionnait encore en moi... Je possédais encore les concepts, mais non le langage. J'avais la compréhension du monde, de moi-même et des relations sociales, sans rien savoir, en fait, ni de la grammaire, ni du vocabulaire que j'avais utilisés toute ma vie... Jusqu'à ma guérison, je ne cessais de me servir de concepts » (Alexander, in Dortier, ibid). *La pensée ne suppose pas le langage, elle s'y est associée, mais peut s'en trouver dissociée.*

Il existe bien chez l'enfant une pensée pré-linguistique. Les bambins sont actifs et réactifs du point de vue cognitif, *ils cherchent le contact à travers le toucher, les expressions vocales, les regards... Ils prennent des initiatives d'exploration de leur environnement. Cette pensée est opératoire, concrète, issue de l'expérience.* Elle facilite l'acquisition du langage, avec qui elle va se développer en **co-évolution**. Elle s'appuie sur *l'aptitude à chercher à comprendre l'esprit d'autrui*, *une aptitude à l'inter-subjectivité, que cela soit aux travers des gestes, des mimiques, des vocalisations...* (Bruner, 1996). C'est progressivement que, dans les premiers mois après la naissance, le bambin va apprendre à discriminer la prosodie, puis les séquences importantes d'une phrase (syllabes mots, intonations pertinentes). Annette **Karmiloff-Smith** (2003) estime que le langage humain n'est pas inné. Chez certains enfants atteints de lésions cérébrales dans l'hémisphère gauche (centre du langage), l'acquisition du langage s'effectue dans l'hémisphère droit. *« Les circuits spécialisés pour le traitement du langage, localisés dans le cerveau humain, émergent au cours du développement de l'interaction du cerveau avec*

l'environnement linguistique. » En conséquence : *« Le langage n'est pas d'emblée une fonction spécialisée du cerveau humain, il le devient »*.

Ian **Tattersall** (2OO2) présente l'histoire des hominidés, comme celle de la plupart des autres groupes d'organismes : *une affaire d'expérimentation évolutive continuelle, avec création de nouvelles espèces, tri entre elles par la compétition et extinction des perdantes. L'évolution est opportuniste*, elle se contente d'exploiter ou de rejeter les possibilités à mesure qu'elles apparaissent; ces possibilités à leur tour peuvent être favorables ou non selon les circonstances environnementales, à un moment donné. D'après lui, *le succès évolutif de la conscience humaine doit beaucoup à l'invention et à l'expérimentation du langage*. *Cette capacité relèverait d'un phénomène émergent, c'est-à-dire d'un hasard heureux dans l'acquisition de capacités cérébrales.* Le paléontologue **Stephen Jay Gould** (1982) parle d'« *exaptations* » pour décrire ce phénomène et de « *spandrels* » pour la caractéristique qui en résulte, comme le langage. **Une exaptation** (ou pré-adaptation) est une adaptation sélective, dans laquelle la fonction actuellement remplie par l'adaptation n'était pas celle remplie initialement, avant que n'intervienne la pression de la sélection naturelle. A partir du moment où des *innovations culturelles*, comme celles de manier des symboles et de les mettre en relation, apparaissent dans une population humaine et qu'elles aient activé des capacités potentielles du cerveau, *la propagation de cette aptitude s'effectue alors par diffusion culturelle.*

Merlin **Donald** (1999) a proposé une première forme de langage mimant les actions ou les objets. Il s'appuie pour cela sur le chimpanzé à qui il arrive de singer ou de "copier" une action. Nous adoptons souvent **le mime**, quand nous nous trouvons en tant que touristes dans un pays étranger, dont nous ne connaissons pas la langue. Pour dire manger, nous mettons par exemple sa main à la bouche. Le mime permet de représenter des gestes, des objets absents, des situations...; il a ainsi participé au processus de la genèse de la communication. *Il existe des relations fortes entre la fabrication d'outils, la gestuelle et le langage, car ils impliquent tous le lobe frontal et les régions pariéto-temporo-frontales, tout particulièrement au niveau de l'hémisphère gauche, dans la région de Broca.* Cette imbrication entre fonctions et aires cérébrales, suggère *un développement combiné de ces fonctions.* Le langage gestuel se révèle très efficace dans les activités de chasse, où il ne faut pas se faire remarquer du gibier. La gestuelle est pratique pour indiquer les directions lors des déplacements; elle permet aussi de fournir une approximation des dimensions d'un objet. Par contre, la voix présente quelques avantages par rapport au geste, tels celui de communiquer dans l'obscurité et de libérer la main, comme l'adoption de la marche, pour la fabrication et le maniement des outils (Corballis, 2002).

Derek **Bickerton** (1990) a étudié quatre types de sources pour interroger l'origine du langage. D'abord, il s'est référé au *langage des signes* appris par les grands singes. Ensuite, il a abordé *le langage des enfants de moins de deux ans ;* ensuite, il s'est intéressé à la célèbre histoire de la jeune enfant des États-Unis, appelée « enfant-placard », qui a été séquestrée dans une pièce depuis sa naissance ; enfin, il a exploré les *pidgins*, langues forgées par des populations de cultures différentes, et qui se retrouvent ensemble pour communiquer. C'est en comparant ces différents types de langages élémentaires, que Bickerton s'est rendu compte qu'ils possèdent des caractères communs. Il a alors fait l'hypothèse d'**un protolangage***,* qui pourrait être celui des anciens Homo, se composant de l'ensemble des représentations qui peuvent décrire les choses : sous formes d'objets, de qualités et d'actions, leur permettant de réaliser toute une série d'actions, ainsi que la coordination des activités. On reconnaît ici l'importance des formes et des verbes d'action. En outre, aucune grammaire n'est présente. La juxtaposition des mots suffit à donner sens. Bickerton suggère par exemple que nos capacités langagières auraient évolué en deux temps : d'abord une protolangue de représentations symboliques matérialisées par des signes vocaux et/ou gestuels qui pourrait avoir duré près de deux millions d'années; puis, il y a environ 50 000 ans, l'élaboration d'**une syntaxe** plus formelle qui aurait permis d'améliorer de façon significative la précision et la clarté des idées échangées. Car en plus d'étiqueter les choses («empreinte de léopard», «danger», etc.), la syntaxe permet d'unir plusieurs étiquettes pour accéder à encore plus de sens : «Quand tu vois une empreinte de léopard, fait attention ! ». Pour donner une idée du passage possible de l'un à l'autre, Bickerton prend l'exemple des pidgins de l'époque coloniale, ces langues rudimentaires développées par des personnes d'origine culturelle différente ayant besoin de communiquer. Sans grammaire aucune, les pidgins deviennent, lorsqu'ils sont appris par une deuxième génération, des *créoles*, c'est-à-dire des nouvelles langues grammaticales issues de plusieurs langues mères. Ce ne serait qu'avec *les débuts de l'écriture*, vers 3000 avant notre ère en Orient, que les scribes auraient fixé des règles grammaticales pour enseigner comment parler et écrire correctement.

Si le cerveau d'homo sapiens sapiens a pris sa forme finale durant la préhistoire, avant l'invention de l'écriture, *le langage a tenu le même rôle que l'épouillage* dans les sociétés de singe. *C'est une forme de contact social destiné à entretenir des relations, apaiser les conflits, faciliter la sociabilité*. Il lui a permis en plus, d'*évoquer des évènements qui se produisent à un autre moment que celui où il parle. Il a autorisé la référence au passé, l'évocation de l'avenir, le renvoi à ce qui est éloigné dans l'espace comme dans le temps, et à l'imagination. Il nous permet de raconter des* « *histoires* ». Comme l'a observé jerome **Bruner** (2005), nous commençons très tôt notre vie commune avec « *les histoires* » et celles-ci nous accompagnent tout au long de la vie. Le processus par lequel nous « *construisons la réalité narrative* » est à

ce point automatique et si rapide, que la plupart du temps, nous ne le percevons pas. *La traduction dans les conventions du récit, de l'expérience individuelle en message socialisé, s'effectue à partir d'un fonds plus ou moins commun de contes, de récits populaires, de mythes, d'un sens commun.*

C'est encore *par exaptation*, que l'aire de Wernicke, qui s'était développée avec l'audition et le langage, est dédiée aujourd'hui à la lecture et à l'écriture. De même, le calcul mental active-t-il des aires cérébrales impliquées dans l'attention spatiale, (d'après une étude menée par des chercheurs de l'unité Inserm/CEA "Neuroimagerie cognitive", à NeuroSpin). Si **la littératie** est *la capacité du cerveau à utiliser et comprendre les symboles écrits pour acquérir et/ou transmettre une information,* **la numératie** est celle qui *permet d'utiliser l'arithmétique pour accomplir des actes, pour nous aussi ordinaires que payer un achat, rendre la monnaie ou se repérer dans l'espace.*

Le cortex frontal offre ainsi la possibilité à un acteur en situation d'incertitude, de diagnostiquer des situations, de communiquer, de prendre des décisions, d'évaluer leurs impacts et d'en tirer un enseignement pour son comportement futur, sans avoir le pouvoir de contrôle de l'ensemble du cerveau, ni d'ailleurs celui du fonctionnement du corps, même s'il peut agir sur eux. La conscience est nécessaire aux humains pour effectuer des tâches non-automatiques, qui demandent de manipuler de l'information pendant plusieurs secondes. Ainsi, la conscience, malgré et grâce à sa partiellité, ses conflits et ses ambigüités, permettrait à l'acteur, de *choisir* **une stratégie** *et, si besoin, de la corriger.* De plus, elle lui permettrait de se représenter le contexte de la situation, de décider de continuer ou non à y jouer un rôle, ou encore de s'interroger sur les avantages qu'il peut en retirer. En d'autres termes, l'évolution naturelle a engendré des organismes qui ont des sensations conscientes, ce qui leur confère un avantage sélectif, car *la conscience est liée à la faculté de planification, c'est-à-dire à la faculté d'évaluer les conséquences de plusieurs actions possibles et de sélectionner celle qui serait la meilleure pour l'organisme* (Koch, 2006, p.221). Il n'en demeure pas moins remarquable qu'une large part de notre vie psychique se déroule en dehors du champ conscient et qu'une pléthore de processus sensori-moteurs accomplissent des tâches complexes, plus élaborés que de simples réflexes, hors de tout contrôle conscient, à travers un traitement rapide, avec une spécialisation pour un certain type de stimuli et un comportement spécifique, en l'absence d'accès à la mémoire de travail. Christoph **Koch** leur a donné le nom d'« *agents zombis* » (ibid, pp.223, 233). Lors de crises d'épilepsie focale ou lors d'épisodes de somnambulisme, des individus peuvent exhiber des conduites relativement élaborées : certains se promènent, déplacent des meubles ou arrivent à conduire une voiture (ibid, p.247).

Comment décrire le sommeil ? C'est un état naturel récurrent de perte de conscience, mais sans perte de la réception sensitive du monde extérieur, accompagnée d'une diminution progressive du tonus musculaire, survenant à intervalles régulier. L'alternance veille-sommeil correspond au cycle du *rythme circadien.* Chez les humains, le sommeil occupe près d'un tiers de la vie. Le sommeil se distingue du coma par une absence d'abolition des réflexes et par la capacité de la personne endormie à ouvrir les yeux et à réagir à la parole et au toucher. Le sommeil dépend du noyau préoptique ventrolatéral (V.L.P.O.). Déclenché par l'accumulation quotidienne d'adénosine, le VLPO envoie aux centres de stimulation le signal d'arrêter la production d'histamine et d'autres substances qui nous tiennent éveillés. On distingue plusieurs phases de sommeil : la somnolence et l'endormissement, le sommeil léger, le sommeil profond (où peut se produire le somnambulisme), le sommeil paradoxal. À la fin de chaque cycle, il existe, de façon tout à fait normale, des brefs réveils, en général moins de trois minutes, dont la personne ne se souvient pas le matin. Cependant certaines personnes ne se rappellent que de ces éveils et croient à tort qu'elles n'ont pas fermé l'œil de la nuit. En vieillissant, les périodes de réveil sont mieux mémorisées, donnant l'impression d'un mauvais sommeil, alors que la durée de celui-ci est inchangée.

3.2.8. Le modèle des versions multiples

Il nous faudrait abandonner, selon daniel **Dennett**, l'idée d'un « *théâtre cartésien* », sorte de quartier général, ou encore de sanctuaire intérieur, placé entre le cerveau matériel d'une personne et un supposé « esprit immatériel ». Nous aurions plutôt avantage à utiliser « *le modèle des versions multiples* », où toutes les espèces de perception, de pensées et d'activités mentales – sont *traitées dans le cerveau par des processus parallèles et multiples d'interprétation et d'élaboration des entrées sensorielles.* La cognition est le produit d'un calcul parallèle opéré par des entités sub-symboliques et la signification découle de l'état du réseau formé par ces entités à un moment donné (Dennett, 1993, pp.135, 178).

Cette approche reprend « le connexionnisme », utilisée en sciences cognitives, en neurosciences et en psychologie... pour modéliser les phénomènes mentaux ou comportementaux, comme *des processus émergents de réseaux d'unités simples interconnectées.* La forme des connexions et des unités peut varier. À chaque instant, une unité du réseau a un certain niveau d'activation. Une fois le seuil d'activation atteint, l'activation va se propager à toutes les unités connectées. *La signification n'est pas localisée dans un endroit particulier du cerveau, mais étendue et distribuée dans un vaste réseau d'unités de traitement (nœuds de réseau) en interaction, qui s'activent avec l'expérience. Le traitement de l'information en parallèle permet de fournir des réponses très rapides aux nécessités de l'instantanéité de*

l'environnement. Joseph **Ledoux** (2003) a observé que dans le cerveau, différents systèmes spécialisés interviennent pour lire, regarder, parler, calculer, etc. Chacun traite un événement de son point de vue, n'interprétant que l'information qui le concerne. *C'est par le traitement parallèle que le cerveau* peut *mettre de la cohérence entre tous les éléments* de ce qui pourrait faire penser à un puzzle. Selon lui, non seulement, les systèmes cérébraux peuvent traiter les différents éléments d'un même événement en parallèle, mais en plus, ce faisant *ils apprennent et enregistrent en même temps les nouvelles informations* auxquelles ils sont confrontés (Ledoux, 2003).

Daniel Dennett exprime une vision *pragmatique* de la genèse de nos actions volontaires qui, bien qu'elles émergent le plus souvent de processus auxquels nous n'avons pas accès, nous paraissent familières. La plupart des processus du système nerveux sont non conscients. C'est le cas de tous les processus réalisés par la moelle épinière et le tronc cérébral :

- Tous les processus du système nerveux autonome (respiration, digestion, thermorégulation, osmorégulation …).
- Tous les processus dits “réflexes » (réflexe d'étirement croisé, réflexe stapédien, réflexe de préhension …).

Mais c'est également le cas de nombreux processus cérébraux effectués par les structures plus complexes du prosencéphale, dont tout particulièrement le néo-cortex :

- Tous les processus dits "*automatiques*" (lecture, conduite d'un véhicule …).
- La capacité de perception et de localisation d'un stimulus tactile.
- Les ajustements précis des mouvements liés à la coordination visuo-motrice.
- La “*décision*” de l'exécution d'un acte moteur.
- Certains processus cérébraux liés à des réactions émotionnelles de peur.
- La reconnaissance des visages est un processus au moins partiellement inconscient...

Alors que 500 ms sont nécessaires pour répondre consciemment à un stimulus tactile d'une intensité proche du seuil, il suffit de 100 ms pour donner une réponse motrice (appuyer sur un bouton) à ce même stimulus. Toutefois, le sujet aura l'impression d'avoir appuyé sur le bouton après avoir senti le stimulus, référant ainsi son mouvement à une expérience consciente ultérieure. *La conscience n'est pas nécessaire pour la plupart des processus cérébraux*. Elle ne peut être considérée ni comme une étape nécessaire à l'accomplissement de certaines opérations, ni comme l'attribut systématique de certains secteurs du fonctionnement mental. Il y a une dissociation entre les processus cérébraux et la conscience. Le phénomène de “conscience” n'interviendrait pas dans le fonctionnement des processus cérébraux mais aurait *une fonction cognitive de contrôle de l'action en cours, en autorisant la*

poursuite, ou au contraire en suspendant l'action en cours de préparation.

Marc **Jeannerod** (2009, p.268) estime que l'important pour s'approprier ses propres actions, est peu ce qui se passe avant, puisque délibérations, décisions et motivations ne représentent pas un point fixe auquel on pourrait se référer. Benjamin **Libet** (1985) a constaté que *le cerveau décide de préparer l'action bien avant que le sujet lui-même en soit conscient.* La complexité des mécanismes en jeu, *rend impossible la supervision consciente, qui prétendrait vouloir maîtriser et diriger l'ensemble du processus*. C'est pourquoi le facteur décisif qui donne à la conscience son rôle dans le sentiment d'*être l'auteur d'une action,* est *ce qui passe après, avec la connaissance de son résultat.* La conscience est là pour éclairer, par la connaissance des résultats, les effets de mécanismes endogènes, qui nous sont restés inconnus, pour assurer la compatibilité avec le reste de notre être cognitif et en définitive pour maintenir notre *continuité narrative*. *La conscience est associée au processus de validation qui suit l'action*. Ce processus est avant tout **un retour sur soi** : *j'apprends à me connaître en me regardant agir, j'apprends à me sentir un auteur de plein droit, à pouvoir répondre de mes actes et à m'en désigner comme l'auteur*. Henri **Ey** (1934) avait remarqué que le phénomène d'étrangeté de ses propres pensées n'est pas spécifique au malade mental. L'impression qu'a le sujet, dit « normal », de diriger ses pensées est problématique. Les phénomènes d'inspiration soudaine ou d'intuition, sont autant d'exemples de l'irruption d'éléments nouveaux dans notre pensée. Le sujet « normal » n'a toutefois pas de difficulté à se reconnaître comme *l'auteur de ses pensées ou de ses intentions* : il se reconnaît comme agent de ses propres paroles, dans la mesure même où il reconnaît que les idées qu'il exprime sont les siennes, même si les mots viennent tout seul. *C'est l'accord entre ses intentions et son langage qui entraîne son sentiment de propriété*. Ce qui confère aux pensées du schizophrène leur caractère délirant, ce n'est pas leur déclenchement impulsif et involontaire, c'est la signification qu'il leur attribue, c'est le mécanisme des *erreurs d'attribution* qui engendre chez lui un sentiment d'emprise et d'influence extérieure. Le cerveau ne serait donc pas un organe qui transfère les commandes de l'esprit vers le corps, une sorte de contrôleur agissant du haut vers le bas, mais plutôt *un système qui proposerait en permanence des solutions compatibles avec notre contenu cognitif, avec notre histoire et avec nos besoins* (Jeannerod, 2002, p.137, p.171).

3.2.9. La complexité de Soi

David **Hume** (1995, 1993, 1991) avait déjà remarqué, au XVIII° siècle, dans son « *enquête sur les principes de la morale* » et dans son « *traité de la nature humaine* », que « *le moi* » est supposé stable et substantiel, alors que toutes les impressions sont variables et que nous lui rapportons des idées et des impressions. La métaphysique « moderne » de « l'Unité du sujet » fut *déconstruite* par Hume à

travers la *genèse de sa formation* comme esprit et par *le flux des impressions*. Le « *moi* », *n'est qu'un faisceau ou une collection de perceptions qui se succèdent dans un flux et un mouvement perpétuel.* « Le libre-arbitre » posé a priori, est *une fiction*, qui permet d'attribuer une responsabilité aux actes et d'arriver à des résultats concrets, *la morale est changeante et diverse*, comme en témoignent les historiens et les voyageurs. Quant à ce qui se situerait au-delà de l'expérience, Hume préfère, comme *les sceptiques pyrrhoniens*, *suspendre son jugement* et laisser de côté les vieux fantômes de la métaphysique.

La délibération, comme toute autre activité, est quelque chose que nous devons apprendre à accomplir. Elle doit être *mue par une passion* quelconque. Cela implique de concevoir certaines idées et de passer par plusieurs étapes; cela implique également une espèce de *mise en scène imaginée des conséquences du choix de diverses options*, et ainsi de suite. *Plus nous pratiquons la délibération, plus nous avons de facilité à la faire*, et plus les avantages de la délibération, dont on peut juger par notre succès dans l'assouvissement de nos « *passions calmes* » (amour de la vie, tendresse envers les enfants, bienveillance, sympathie...), et la satisfaction de nos *intérêts stratégiques*, sont considérables. Les « *passions calmes* », lorsqu'elles sont soutenues par la réflexion et secondée par la résolution, sont capables de maîtriser les passions violentes, généralement plus puissantes. Les passions influencent en effet **la décision.** L'accoutumance et la répétition sont importantes dans la régulation de nos passions. *L'accoutumance* rend plus aisée l'effectuation de telle ou telle action, ou encore la conception de tel ou tel objet. *Cette aisance, une fois acquise, entraîne une inclination à accomplir ces activités*, qui est une intarissable source de plaisir. Quant au processus de délibération, il peut être amené à *corriger* nos passions existantes. Le « *libre arbitre* » (relatif) s'élabore à travers le temps, il décrit la propriété qu'aurait la volonté humaine de se déterminer librement — voire arbitrairement — à agir et à penser, par opposition au déterminisme ou au fatalisme. Eléonore **Le Jallé** (2005) présente « *la nature humaine* » *chez Hume, comme un* **système auto-régulé** *des passions*, *qui permet sous l'effet d'une contradiction ou d'une menace de destruction, un changement de direction spontané en faisant appel aux émotions, ou raisonné en ayant recours à leur modération, à la délibération et à la puissance fictive de l'imagination.* Les perturbations (internes ou externes) subies par un tel système surgissent d'abord comme de graves désordres pour se trouver ensuite intégrées à l'organisation elle-même, à laquelle enfin elles contribuent. L'organisation n'est ainsi, qu'*une suite de désorganisation plus ou moins rattrapées.*

Antonio **Damasio** (2010) s'interroge sur *le « Soi »*. Si l'on se réfère à david **Hume** (1995), on peut lire : « je ne peux jamais me saisir, moi, en aucun moment, sans une perception et je ne peux rien observer que *la perception*... Je peux m'aventurer à

affirmer des humains qu'il ne sont qu'*un faisceau ou une collection différentes qui se succèdent à une rapidité inconcevable et qui sont dans un flux et un mouvement perpétuel* ». Si l'on se réfère à william **James** (1890), il déclare que *la conscience est une somme d'expériences qui se succèdent et entrent dans des rapports infiniment variés les unes avec les autres.* Il y a conscience de ces rapports au même titre qu'il y a conscience de leur termes (James, 2005, p.169). *James récuse un sujet fondateur et constituant*. *La conscience est un processus d'interprétation*. Avoir conscience, c'est précisément interpréter la pensée présente encore impersonnelle, comme mienne. Dès que se produit *l'acte d'appropriation*, « l'expérience pure » se transforme et disparaît en tant que telle, elle entre dans *une perspective.* L'expérience est devenue matière à interprétation. Interpréter, c'est construire des séries. Mais qu'est-ce qui fait la réalité de ces expérimentations, si elles ne sont que *des séries de signes*? C'est la croyance, la réaction émotionnelle qui nous fait interpréter un événement comme réel. Qu'est-ce que « *le sujet »* ? *Il se construit dans les interprétations. Il est lui-même une interprétation. C'est parce que le corps est toujours au centre des expériences subjectives, que je l'interprète comme un moi.* Le « *moi* » n'est rien d'autre que *cet acte d'appropriation toujours renouvelé à travers la variation continue du moi*, *autrement dit* **une convention** (Lapoujade, 1997, pp.31, 46).

Anselm **Straus** (1992) évoque **une pluralité de « moi »** : le « moi d'hier », le « moi d'aujourd'hui », le « moi de demain », le « moi quotidien », le « moi dans un contexte particulier »... Je peux m'interroger moi-même sur ce que j'ai pensé antérieurement d'un acte isolé ou d'une suite de démarches, de l'adéquation de gestes ou de démonstrations affectives, de paroles prononcées et de la façon dont elles l'ont été... Le réajustement du passé et la surprise apparente que suscite l'action du présent, sont à l'origine de *l'incertitude du futur*. Le « je » sujet, qui remet en question ses « *moi* » *objets*, progresse continuellement dans un avenir aux contours incertains, c'est ainsi qu'émergent nécessairement de nouveaux « *je* » et de nouveaux « *moi* », actes critiquant et actes critiqués (Strauss, ibid, p.37). Quant au « **soi »**, il indiquerait *la conscience qu'un sujet peut avoir de lui-même, parmi la pluralité des expériences des « moi »*. La conscience serait de la sorte un mélange de diversité (les ingrédients du soi) et d'unité (un noyau d'ipséité). Damasio s'inscrit à leur suite, en présentant une « pluralité /unité de soi », avec un « **protosoi** », *qui est une boucle de résonance en relation privilégiée et directe avec le corps et les sentiments primordiaux issus du tronc cérébral*, un « **soi noyau** », *qui atteste un certain nombre d'expériences vécues et qui porte sur l'action*, un « **soi autobiographique** », *qui intègre des évènements du passé et des anticipations de l'avenir* (Damasio, ibid, pp. 20, 38).

Le « **Soi** » en psychologie sociale, n'est pas une entité fixe : il dépend de la situation. Il inclut le corps, le soi intérieur, le soi interpersonnel et le soi collectif. Georges

herbert **Mead** (1934) a développé une théorie interactionniste de la conscience, selon laquelle les connaissances et les processus relatifs au soi *se construisent dans l'interaction et les contextes sociaux et, en retour, influencent notre interprétation de ces relations et de ses contextes.* Bernard **Lahire** (in Chapelle, 2004, pp.131, 136), 1998) a constaté qu'une même personne peut être, tour à tour au cours de sa vie : enfant, adolescent, adulte, parent, grand-parent; accomplir différentes professions, exercer différents niveaux de responsabilité... ou simultanément : être client, usager, citoyen... Cette pluralité renvoie à *une diversité de modèle de socialisation.* On peut donc faire l'hypothèse d'une *multiplicité de schèmes d'action ou d'habitudes.* A ce stock de modèles, il faudrait ajouter ceux éventuels des personnes rencontrées, ou mises en communication par le courrier, le téléphone, l'internet, le s.m.s. (short message service)... ; des personnages de la littérature, du théâtre, du cinéma, des vidéos (et jeux-vidéo), de la radio, de la télévision... Tous ces modèles peuvent constituer un répertoire, que l'individu activera en fonction de la situation. La personnalité et les attitudes d'un individu donné résultent de ce qu'il apprit dans sa famille, à l'école, ses métiers, ses loisirs, ses voyages, sa vie sentimentale, ses engagements associatifs... *C'est la saisie du singulier, qui force à voir la pluralité.*
Mais tous ces modèles n'exercent pas la même influence, certains d'entre eux sont dominants et revendiqués, associés à des souvenirs marquants, intégrés à la biographie, d'autres sont niés, rejetés, oubliés ou mis en attente, pour éventuellement ressortir dans des situations plus favorables. Le soi peut être considéré comme *un assemblement de* **schémas** *portant sur soi*. Les schémas que les gens ont sur eux-mêmes incluent des traits caractéristiques, qu'ils estiment posséder fortement. Ces *auto-conceptions persistantes* peuvent générer des opinions erronées sur leurs propres performances. Par exemple, quelqu'un qui est persuadé d'être mauvais en mathématiques évitera de se lancer dans des études scientifiques et techniques, malgré des réussites avérées dans ces domaines.

Julian **Rotter** (1966) a décrit le fait que les individus diffèrent dans leurs appréciations et leurs croyances sur ce qui détermine leur réussite dans une activité particulière, ce qui leur arrive dans un contexte donné ou, plus généralement, ce qui influence le cours de leur vie. Les personnes croyant que leur performance ou leur sort dépendent surtout d'eux-mêmes ont un « **locus de contrôle** » dit « *interne* » ; celles persuadées du contraire (c'est-à-dire que l'issue est avant tout déterminée par des facteurs extérieurs, hors de leur influence) ont un locus de contrôle dit « *externe* ». Par exemple, un candidat échouant à un examen, comme par exemple au permis de conduire, attribuera son échec à une cause externe (examen difficile, manque de chance ou examinateur sévère) s'il a un locus contrôle plutôt externe, mais à ses propres erreurs, son manque de travail, de concentration, etc., s'il a un locus de contrôle plutôt interne. Néanmoins, le locus de contrôle peut être affecté par différents facteurs dont la valence affective de la situation : d'une manière

générale, les échecs personnels sont perçus comme davantage dus aux circonstances extérieures, tandis qu'on a tendance à adopter un locus de contrôle plus interne vis-à-vis de ses propres succès.

Les personnes ont de *multiples « soi » possibles*, qui émergent en fonction des expériences et de l'imagination. L'aspiration à l'homogénéité des différents « soi » peut entraîner des conceptions biaisées d'elles-mêmes, qui offrent une image harmonieuse au prix du déni des « *soi* » contradictoires. Si les évènements émotionnels favorisent la connaissance de soi, ils mettent à la lumière ses contradictions. Quand des personnes sont amenées à faire un choix, les aspects positifs de l'alternative rejetée et les aspects négatifs de l'alternative choisie provoquent de **la dissonance** avec un état de tension désagréable. *Des pressions sont alors exercées en faveur d'une cohérence, en essayant de maintenir une cohésion entre les éléments disparates et d'effectuer une consolidation des positions prises. Comme les cognitions sont plus faciles à changer que les comportements, cela amène souvent à minimiser les côtés dissonants de chaque alternative pour soutenir son choix. Il arrive que l'on déforme nos souvenirs de manière à ce que nos comportements passés ne se trouvent pas en opposition avec nos attitudes et/ou comportements actuels.* Les contradictions qui pèsent le plus sont celles qui confrontent « *le soi actuel* » au « *soi idéal* », ou au « *soi imposé* », elles ont tendance à amplifier les échecs et peuvent susciter inquiétudes, nervosité, agitation, anxiétés, dépression... Des observations expérimentales ont montré que *ceux qui ont un concept de «* **soi complexe »** *sont moins moroses que ceux qui ne disposent que d'un « soi » simple et restreint.* Les évènements de la vie ont globalement moins d'impact sur les premiers, parce qu'ils peuvent circonscrire l'évènement à un aspect limité de soi, en en laissant beaucoup d'autres non affectés. *Les personnes au* « **soi multifacettes** » *présentent des réactions plus modérées au stress, amortissant les coups de la vie quotidienne.* Tandis que les schémas soulignent les traits de personnalité, **l'identité** met davantage l'accent sur les rôles sociaux. Les identités n'ont pas non plus le même degré de complexité et **la complexité identitaire** *protège également les personnes du stress du fait de leur niveau plus élevé de tolérance envers l'ambiguïté*. Entre tous les concepts de « soi » présents et possibles, ayant rapport aux traits de personnalité ou à l'identité, l'aspect de soi qui vient à l'esprit, est celui qui est *accessible, en fonction du contexte.* **Le concept de « soi actif »** identifie de façon instantanée les aspects actifs du « soi », mobilisés à un moment donné, selon les circonstances (Fiske, 2008, pp. 214, 244). Ainsi donc, L'élucidation des mécanismes neuraux sous-jacents à l'esprit conscient révèle que notre soi n'est pas toujours avisé et ne contrôle pas chacune de nos décisions. L'élucidation des processus mentaux conscients et non conscients accroît nos possibilités de *renforcer nos pouvoirs délibératifs*. Le soi ouvre la voie à la *délibération et à l'exploration scientifique*, ouvrant le dossier de *la responsabilité*

humaine, en termes éthiques, en matière de justice et au niveau politique (Damasio, 2010, p.39).

Les troubles de conscience de soi des patients schizophrènes nous mettent sur la piste de mécanismes mentaux, qui la rendent possible. *« Schizophrénie » provient de « schizo » du grec « σχίζειν » (schizein) signifiant fractionnement et « φρήν » (phrèn) désignant l'esprit. C'est une « coupure de l'esprit », au sens d'une perte de contact avec la réalité ou, d'un conflit entre le moi et la réalité.* L'hérédité est un facteur qui en accroît le risque. Le risque de schizophrénie augmente chez les adultes dont la mère a été infectée par un virus grippal, lors de sa grossesse. Ce n'est pas le virus lui-même qui affecte le développement cérébral du fœtus, mais ce serait plutôt la réponse immunitaire au virus des cytrokines, qui jouent un rôle important dans le développement du cerveau. La schizophrénie se manifeste par des signes de dissociation mentale, de discordance affective et d'activité délirante, ce qui a pour conséquences une altération de la perception de soi-même, des troubles cognitifs, et des dysfonctionnements sociaux et comportementaux, allant jusqu'au repli autistique. Les individus schizophrènes présentent davantage de risques d'être atteints d'éléments de comorbidité, tels que les troubles anxieux et dépressifs. Ils sont également davantage touchés par des troubles addictifs, ainsi que des problèmes sociaux comme le chômage de longue durée, le sans-abrisme et la pauvreté. Des symptômes assez fréquents ont été décrits : *Les symptômes négatifs* manifestent le déclin des fonctions de la conscience et se traduisent par une altération des fonctions cognitives complexes d'intégration : altération des fonctions mnésiques, difficultés de concentration, pauvreté du langage spontané, du comportement moteur : aboulie, amimie, apragmatisme, mais aussi du fonctionnement social ou émotionnel : altération de la vie de relation, un abrasement des affects et de la motivation, athymhormie. *Les symptômes positifs*, ainsi dénommés car s'ajoutant à l'expérience de la réalité et aux comportements habituels, comprennent les éléments sémiologiques communs aux états psychotiques aigus : idées délirantes, hallucinations, déréalisation, impression d'étrangeté du monde, qui paraît irréel, flou, qui manque de sens, dépersonnalisation (par exemple : l'impression de sortir de son propre corps), ainsi que les troubles cognitifs regroupés sous le terme de désorganisation ou troubles du cours de la pensée (tel le phénomène du « coq à l'âne », quand le discours passe d'un sujet à un autre complètement différent). Du fait du grand nombre de combinaisons différentes possibles entre ces symptômes, aboutissant ainsi à des formes cliniques variées, certains considèrent la schizophrénie comme un syndrome, une traduction clinique de pathologies multiples et non comme une pathologie unique. Des témoignages sont cités : tel, la croyance d'un(e) patient (e) à certains moments que ses pensées et ses actions lui sont imposées par une force extérieure, qu'elles sont accessibles à autrui, que tout le monde s'intéresse à lui ou à elle, que

son esprit est sous contrôle ou qu'il a un contrôle abusif sur des évènements extérieurs (Chapelle, 2004, p.23). Les individus peuvent sombrer dans la schizophrénie, quand ils sont soumis à une « **double contrainte** », comme l'a étudié gregory **Bateson**. *Une « double contrainte » désigne deux obligations qui se contrarient en s'interdisant mutuellement, augmentées d'une troisième qui empêche l'individu de sortir de cette situation.* Deux exemples de double contrainte : « vous êtes damné si vous le faites, et vous êtes damné si vous ne le faites pas ». Paul **Watzlawick** évoque un panneau autoroutier indiquant "ignorez ce panneau".

« **Les pensées intrusives** » s'imposent au sujet, contre sa volonté. Elles son ressenties comme étrangères à lui-même et inacceptables, car elles perturbent l'ordre moral et social. Elles activent un schéma de danger. Pour s'en préserver, le patient fait appel à *une pensée neutralisante*, qui a pour effet d'*apporter une diversion,* en constituant un rituel mental et d'éloigner le danger. La lutte entre la pensée intrusive inacceptable et la pensée automatique neutralisante constitue l'obsession. Si le sujet dit « normal » fait preuve d'un traitement efficace de la pensée obsédante par un contrôle vigilant et un rejet rapide, le sujet obsessionnel se sent obligé d'édifier tout un système complexe pour la neutraliser, car il ressent une culpabilité et une angoisse importante à penser ainsi (Cottraux, 1992, pp.53, 54).

Le Trouble de la personnalité multiple appelé aussi **trouble dissociatif de l'identité** (T. D.I.) qualifie un désordre psychiatrique apparu en Amérique du Nord dans les années 1980. Les patients atteints présentent des alternances de personnalité (ou d'états de personnalité) différentes, et peuvent passer de l'un à l'autre sans pouvoir le contrôler par exemple une femme adulte peut subitement parler avec la voix d'une fillette de 5 ans et parler comme telle, puis « devenir » un homme de 50 ans, etc.)... **La personnalité** peut être définie par « *le résultat chez un sujet donné de l'intégration dynamique de composantes cognitives, pulsionnelles et émotionnelles, l'agencement de ces différents facteurs constituent* ***les traits de personnalité****, à savoir les modalités relationnelles de la personne, sa façon de percevoir le monde et de se penser dans son environnement ».*

La personnalité présente deux propriétés :

- elle est relativement stable dans le temps, ce qui garantit la continuité d'être de la personne,
- elle est unique, caractéristique de la personne, la distinguant des autres.

On parle de trouble de la personnalité lorsque certains traits de la personnalité se rigidifient entraînant soit une souffrance, soit des dysfonctionnements. La personne victime du *Trouble de la personnalité multiple* est, au niveau conscient, persuadée d'être tour à tour telle ou telle autre personne. On peut produire

expérimentalement et transitoirement un *phénomène de personnalité multiple* par utilisation de l'hypnose : on suggère à la personne, sous état de transe hypnotique, qu'elle a telle ou telle caractéristique et on peut constater qu'elle se plie à cette suggestion et se donne le rôle proposé. On a montré que *si la suggestion est contraire à des choix profonds de la personne, elle refuse d'entrer dans le personnage et éventuellement, sort même de son état de conscience modifiée*. Il ne s'agit pas de simulation, les changements de personnalité n'étant pas placés sous le contrôle de la volonté. Chaque « personnalité » a une façon d'agir, de parler, de se comporter, de penser et d'appréhender son environnement et elle-même de façon particulière. Ces personnalités doivent être au moins deux à prendre le contrôle du sujet. Aussi, les différentes personnalités du sujet ne sont pas nécessairement au courant de leur coexistence dans le même corps et dans ce cas, le temps qui passe lorsqu'une des personnalités est en interaction consciente avec le monde extérieur est perdu pour les autres personnalités. Ceci implique que les autres personnalités sont amnésiques pour les événements pendant ce temps et ce fait peut rendre la vie du sujet très compliquée et angoissante. Dans le cas où les différentes personnalités du sujet sont partiellement ou complètement capables d'interactions, le sujet ou les personnalités du sujet peuvent communiquer via des « voix dans la tête ». Le T.D.I. a été interprété comme étant *un mécanisme de défense du sujet qui lui permet de continuer à vivre dans des situations de vie menaçantes, contradictoires et désespérantes.*

La dépersonnalisation ou **déréalisation,** désigne l'expérience d'un sentiment de perte de sens de la réalité. Une personne souffrant de ce trouble a l'impression qu'elle a changé et que le monde paraît moins réel, flou, comme dans un rêve, ou qu'il manque de sens. Les individus souffrant de dépersonnalisation se sentent à la fois détachés du monde et de leur propre identité / incarnation physique. Souvent, les personnes ayant expérimenté la dépersonnalisation disent avoir l'impression que la vie ressemble à une fiction. Certains sujets disent aussi avoir l'impression d'être des « fantômes ». Malgré ses efforts, l'individu n'a pas l'impression d'interagir réellement avec le monde. Il est en proie a un « sentiment d'inquiétante étrangeté », lui donnant l'impression de vivre dans un monde absurde sans avoir la capacité d'être de nouveau acteur de la vie et d'en approuver intellectuellement la pertinence. Le sujet devient un observateur des choses, et principalement de ses propres mécanismes de pensée : il s'auto-observe sans cesse, cherchant à retrouver le sens et l'ordre des choses, pour unifier sa vision de la réalité et être de nouveau un acteur. La dépersonnalisation est caractérisée par une très grande lucidité de son état : le sujet a une conscience aiguisée des troubles qui l'accablent, mais avec le sentiment d'être démuni quant à eux, que ce sentiment de désordre qui l'affecte est le plus fort, le faisant sombrer dans la dysphorie. La dépersonnalisation est donc une altération de la perception de soi, telle que le sujet se sent irréel. L'intellect sait qu'il s'agit de lui, de son corps, mais il manque *la prise de conscience* plus vaste pour

réintégrer cette donnée dans *un système cohérent* qui lui ferait adhérer de nouveau à sa réalité : le sujet n'a plus la conscience de la place qu'il occupe, obnubilé qu'il est par des questionnements métaphysiques irrésolus, il se sent en disharmonie et ne consent plus à jouer le rôle qui est le sien, car n'en percevant plus le sens. Le symptôme se déclare souvent après une forte crise d'angoisse ou de panique, et, plus rarement, lorsqu'un élément familier de longue date a soudain changé (décès, rupture, etc.), ce qui rompt le continuum identitaire de l'individu, perdant ainsi l'identification de soi à sa personnalité et donnant l'impression d'être confronté à un monde qu'il ne reconnait plus et où ses marques & repères ne sont plus que des souvenirs auxquels il est devenu incapable d'adhérer.

La dépression se manifeste la plupart du temps par un certain nombre de symptômes comme :

- l'humeur triste,
- un sentiment d'inutilité, d'impuissance et de désespoir,
- l'anhédonie, la diminution du plaisir ou de l'intérêt pour toutes activités, y compris celles qui procurent du plaisir habituellement. Les habitudes se modifient, les passe-temps sont délaissés, tout semble monotone et vide, y compris les activités habituellement gratifiantes,
- diminution des pulsions sexuelles,
- évitement des autres,
- une modification involontaire du poids : prise ou perte de 5 % ou plus du poids habituel en un mois,
- des troubles du sommeil avec soit une diminution (insomnie), soit une augmentation (hypersomnie) du temps de sommeil,
- des troubles de la concentration et/ou du processus de prise de décision,
- des troubles du comportement : agitation ou ralentissement (bradypsychie) rapportée par l'entourage,
- *l'asthénie* : une sensation de fatigue ou de diminution d'énergie,
- un sentiment de culpabilité hypertrophié, souvent injustifiés et liés à l'auto-dépréciation du patient,
- des idées morbides ou suicidaires.

Les mécanismes biologiques, neuropsychiques, psychologiques, sociologiques de la dépression sont constamment en interaction.

Un mauvais fonctionnement du circuit de noradrénaline ou de sérotonine contribue à la dépression chez certains individus. La recapture présynaptique des monoamines serait trop forte, ce qui crée un manque de ces neurotransmetteurs. Il a aussi été observé que la noradrénaline est détruite par des enzymes, les monoamines oxydases, en une substance qui se retrouve dans les urines : le

méthoxyhydroxyphénylglycol (M.H.P.G.). Le rôle du cortisol, hormone dont la production est augmentée en cas de stress, semble également crucial. Son taux est significativement augmenté en cas de dépression. Il est retrouvé parfois un déficit intracérébral de B.D.N.F. (« Brain-derived neurotrophic factor »), un facteur permettant la croissance des neurones et la plasticité des synapses.

Sur le plan comportemental, *une personne dépressive a tendance à voir la réalité de façon négative, ce qui amplifie les émotions dépressives, qui influencent les comportements, amenant par exemple de la passivité, avec à son tour, un impact sur les pensées et les émotions.* Sur le plan sociologique, un environnement pénible comme un rythme de vie effréné, des soucis professionnels et/ou familiaux, l'expérience du chômage, d'un divorce, d'un deuil, l'isolement, un déménagement, un déracinement... peuvent rendre plus sujet à l'apparition et/ou au maintien d'une dépression. *L'importance et la qualité du soutien que nous recevons par nos relations interpersonnelles (proches parents, conjoints, enfants, amis...) peut nous protéger contre le stress et les tensions de la vie quotidienne, et réduire les réactions physiques et émotionnelles au stress*, l'une d'entre elles pouvant être la dépression. A l'inverse, l'absence d'une relation étroite, de confiance, peut augmenter le risque de dépression. Sur le plan cognitif, l'humeur dépressive est un éprouvé négatif avec des distorsions de la relation du sujet au monde et à lui-même : un sentiment que sa vie est un échec, que la situation est sans espoir, que l'avenir est impossible. On assiste à une perte du plaisir et d'intérêt. Les troubles de l'humeur peuvent être amplifiés par deux autres phénomènes : "l'inhibition" et la "douleur morale" ». L'inhibition est « une sorte de freinage ou ralentissement des processus psychiques de l'idéation, qui réduit le champ de la conscience et les intérêts, replie le sujet sur lui-même et le pousse à fuir les autres et les relations avec autrui. Subjectivement, la personne éprouve une lassitude morale, une difficulté de penser, d'évoquer des souvenirs avec des troubles de la mémoire, une fatigue psychique. La douleur morale s'exprime sous forme d'auto-dépréciation qui peut devenir auto-accusation, auto-punition et un sentiment de culpabilité, avec des idées morbides, parfois suicidaires.

La manipulabilité et la soumission au contrôle de l'esprit, manifeste une pathologie psychologique, une vulnérabilité aux influences d'autrui, une dépendance sociale excessive, une sorte de déficit immunitaire psychique vis-à-vis des mèmes et des virus de l'esprit (idéologies, religions...), une déficience de l'autonomie de la conscience, une difficulté à l'évaluation personnelle, une immaturité psychique, une régression de la pensée aux automatismes. Si l'être humain influence les autres humains et en est influencé, si les relations humaines sont un tissu d'intéraction et d'influences mutuelles, on peut toutefois discerner une différence entre *la suggestibilité* et *la manipulabilité*. Hippolyte **Bernheim** (1884) définissait **la suggestion** comme *un acte par lequel une idée est introduite dans le cerveau et*

acceptée par lui. Il proposa le concept d'*idéodynamisme*, *propriété des idées à se transformer en mouvement physique ou biologique, sensation ou émotion*, comme quoi « *toute idée suggérée tend à se faire acte*. L*a suggestibilité est une propriété physiologique du cerveau humain*. Mais à l'état ordinaire, cette suggestibilité, cette tendance du cerveau à accepter l'idée et à la transformer en acte, est limitée par l'attention, l'auto-critique, le jugement, qui constituent le contrôle conscient cérébral. Tout ce qui diminue l'activité consciente, tout ce qui supprime ou atténue le contrôle cérébral, renforce la suggestibilité, c'est-à-dire augmente l'aptitude du cerveau à accepter et à réaliser l'idée. Certains sujets sont plus particulièrement suggestibles. Chez eux, dans leur état normal, sans sommeil préalable, sans émotion extraordinaire, la suggestibilité est assez grande pour que tous les phénomènes indiqués : anesthésie, catalepsie, contracture, actes, hallucinations, illusions, etc., puissent être réalisés par simple affirmation à l'état de veille. L'idée reçue actionne suffisamment les centres automatiques pour se transformer en acte ; il y a chez eux une réflectivité idéo-motrice, idéo-sensitive, idéo-sensorielle, idéo-dynamique si grande que l'influence modératrice du contrôle n'a pas le temps ou pas la force de faire inhibition. La dissociation, l'angoisse, la peur, la surprise... créent souvent des états qui amplifient la suggestibilité.

Aaron **Beck** (1983) a distingué *la sociotropie* de *l'autonomie*, deux dimensions de la personnalité, la première caractérise une personnalité dépendante, la seconde une personnalité auto-critique. **La sociotropie** pourrait se définir comme tout ce qui attire un individu vers les autres personnes et qui le rend dépendant de ses relations avec les autres pour être satisfait. **L'autonomie** se définit comme la capacité pour un sujet de se centrer sur la réalisation de ses objectifs sans contrôle ou contrainte. Un sujet sociotrope pourrait devenir dépressif, si des facteurs externes ou internes sont perçus comme des obstacles à « l'approvisionnement social », alors qu'un sujet autonome pourrait devenir dépressif si ces facteurs sont perçus comme un incontournable obstacle à « l'accomplissement de ses objectifs ». La manipulabilité est plus forte chez le sujet sociotrope que le sujet autonome. La manipulabilité est associée à une dépendance excessive à l'autre, à une mise à disposition du psychisme et du comportement, à une soumission à la volonté de quelqu'un d'autre.

La relation d'emprise est une relation inégalitaire avec une influence exercée par le dominant sur le dominé, à son insu. La victime n'a qu'une très faible conscience que l'autre contrôle la relation. On peut employer le terme de « colonisation de l'esprit », car il s'agit d'une invasion de l'espace psychique (Petitcollin, 2008, p.24). L'emprise se reconnaît à un certain nombre de procédés. L'emprise s'instaure souvent avec chaleur, sourires à profusion, enveloppement, proximité physique et psychologique… L'emprise commence par cette technique de rapprochement particulièrement séduisante, quand on est une personne en grande détresse, en manque d'affection,

en état de deuil, en difficulté majeure avec ses parents ou son propre environnement (Maurer, 2001). L'individu manipulable peut douter de la pertinence des informations provenant de ses propres sens, de ses capacités affectives et cognitives à résoudre des problèmes. Le mode critique et analytique de traitement de l'information néo-cortical est inhibé. Le sujet exprime une peur de prendre des décisions par lui-même, un manque d'assurance, avec un moi inconsistant. Il sollicite son entourage pour décider à sa place, ou à défaut il cherche des leaders charismatiques, des guides spirituels et/ou des doctrines morales, religieuses, politiques, philosophiques... pour lui indiquer comment il doit agir. Il aspire à l'hétéronomie et abandonne son psychisme aux contrôleurs de l'esprit. Il peut même leur vouer un culte, les idéaliser, les idolâtrer, les diviniser... Dans une relation d'emprise, on peut parler de « fascination ».

L'individu manipulable est souvent très réceptifs aux effets émotionnels des groupes, il cherche à se fondre dans le collectif, à passer inaperçu, à intérioriser des règles et images communes et à se conformer aux modèle comportemental valorisé par le groupe et aux rituels communautaires ou collectifs. Il a peur d'être différent et d'être stigmatisé. Il revendique une identité collective qui dilue les ego et expose à la dénonciation les déviants, les hérétiques, les marginaux, les éléments étrangers... La manipulabilité est en grande partie non consciente.

Ces troubles de la conscience de soi, nous montrent à la fois la fragilité et les avantages de la conscience pour le cerveau humain

La conscience *est une propriété phénotypique, émergente des propriétés neuronales du cerveau, apparue à un moment de l'évolution des espèces, qui a conféré un avantage adaptatif, dont la tâche première est de gérer l'imprévu, d'élaborer des projets pour le futur et d'évaluer les actions menées, dont certaines ont été non-conscientes et non-choisies* (Koch, 2006, p. 25, p.338). Elle est apparue au cours de l'évolution des vertébrés *lorsque les connexions ré-entrantes au sein du système thalamo-cortical se sont mises à relier les systèmes de mémoires antérieurs, qui traitent des valeurs, aux systèmes corticaux plus postérieurs, qui sont dédiés à la perception.* Il en a résulté une augmentation du pouvoir de discrimination et de mise en relation associative d'entités disparates (Edelman, 2006, p. 74). Mais notre soi n'est pas toujours avisé et ne contrôle pas chacune de nos décisions. On pourrait comparer la conscience à un « *concours à projets* » avec plusieurs candidats en compétition, chacun soutenu par une coalition. L'attention consciente sélectionne une coalition gagnante parmi différentes propositions, qui occupe alors le contenu de la conscience et éclipse les autres propositions pendant un certain temps, jusqu'à ce qu'elle cède la place à une autre. Les coalitions qui ont perdu, ne disparaissent pas toujours, elles continuent souvent leur activité de lobbying et influencent les

choix politiques, elles peuvent éventuellement remporter les sélections suivantes (koch, ibid, p. 39). *Les évaluations que nous établissons dans nos activités sociales et culturelles de tous les jours ont un lien direct avec les processus de régulation vitale homéostasique.* **L'homéostasie** est un ensemble de processus régulateurs usant de multiples rétroactions. La boucle de rétroaction (ou feed-back) négative permet de stabiliser un système, de réduire la déviance. Sous sa forme positive, la retroaction est un mécanisme amplificateur qui modifie le système, le met en péril ou l'amène à se transformer. *Ce lien avec les processus de régulation explique l'intérêt que représente pour nous la prédiction et la détection des gains et des pertes, à travers l'assignation de valeur.* La différence entre la régulation vitale avant et après la conscience, tient au *passage de l'automation à la délibération*. L'assemblage de la conscience a nécessité un effort de coopération entre les différents partenaires de l'intelligence. En liaison avec le thalamus et le tronc cérébral, le cortex nous maintient éveillé et aide à sélectionner ce à quoi nous sommes attentifs. Toujours en liaison avec le tronc cérébral et le thalamus, *il construit les cartes* qui deviennent l'esprit et engendre **le soi-noyau.** En se servant des enregistrements de l'activité passée, qui sont stockées dans les immenses banques du souvenir, il édifie notre **biographie**, riche de toute l'expérience des environnements physiques et sociaux, dans lesquels nous nous sommes trouvés. Il nous fournit une identité et nous place au centre du spectacle toujours en mouvement de la conscience. *Avant la conscience, la régulation de la vie était entièrement automatisée, après elle le reste, mais elle développe petit à petit un potentiel de délibération de plus en plus gran*d. Au fur et à mesure que la conscience est devenue plus complexe, et que les fonctions liées à la mémoire, au raisonnement et au langage ont **coévolué** pour entrer en jeu, d'autres bénéfices dus à la conscience, se sont introduits. Ils sont en grande partie liés *à la planification et à la délibération.* Celles-ci portent surtout sur des décisions prises pour des laps de temps très étendus. Nous mobilisons notre réflexion et nos connaissances, quand nous prenons des décisions sur des questions importantes concernant notre existence future. Il est ainsi devenu ainsi possible d'*envisager l'avenir et de réviser, de suspendre ou d'inhiber des réponses automatiques.* (Damasio, ibid, p.63, p.217, p.302, p.324, p.328). **L'homéostasie du corps humain**, qui est régie de façon non consciente et **l'homéostasie socioculturelle**, qui est *crée par l'esprit conscient et réflexif*, devraient opérer comme des conservatrices de la valeur biologique et être en interaction constante. Elles sont au service du même objectif : *la survie (immanente) des humains.* L'esprit humain conscient a donné un nouveau cours à l'évolution en nous procurant des choix, *en rendant possible une régulation socio-culturelle relativement flexible*, qui va bien au-delà de l'organisation sociale dont les insectes font preuve. Le moteur des développements culturels pourrait être « **l'impulsion homéostatique** ». La conscience a permis aux humains d'enrichir la régulation vitale grâce à *une collection d'instruments culturels : échanges économiques, conventions sociales, règles*

éthiques, institutrions politiques, procédures de justice et lois, arts, sciences, technologies... Ils réagissent ou plutôt ils devraient réagir à la détection d'un déséquilibre dans le processus vital et ils devraient chercher à le corriger, dans le cadre des contraintes de la biologie humaine et de l'environnement physique, biologique et social. *L'élaboration de règles éthiques et de lois, ainsi que le développement de systèmes judiciaires devraient pouvoir réguler les déséquilibres causés par des comportements sociaux* (Damasio, 2010, p.37, p.49, p.77, p.354).

Comme le constate john **Dewey** (2003, « Reconstruction de la philosophie », p.95): « On a plus besoin de tout l'arsenal kantien et post-kantien de concepts et de catégories « a priori », destiné à synthétiser la soi-disant matière de l'expérience. L'expérience est composée de lignes d'action à visée adaptative, d'habitudes, de fonctions actives, d'actions agies et subies, de coordination sensorimotrice ». L'expérience porte en elle des principes de vie, des principes pratiques. L'organisation biologique et sociale inhérente à la vie rend superflue toute synthèse supra-naturelle et supra-empirique. Elle fournit elle-même les matériaux nécessaires à une évolution positive de l'intelligence, comme facteur organisateur au sein de l'expérience.

Emmanuel **Kant,** en abandonnant l'idée que la liberté est l'objet d'une expérience immédiate et en la présentant comme ce qui permet de s'émanciper des contraintes du monde sensible, fait référence à une « liberté métaphysique », prônée par les stoïciens, et notamment par **Epictète**, dont la piété a inspiré le « piétisme luthérien », dans lequel kant fut éduqué. Cette conception de la liberté, n'est pas au sens ordinaire, celle d'une volonté d'agir concrètement selon ses propres motivations, mais une volonté en l'absence de toute contrainte physique, c'est-à-dire indépendamment de « la causalité naturelle », valorisant l'insensibilité, l'impassibilité, l'imperturbabilité intérieure, afin d'être disponible à obéir de façon disciplinée, au devoir moral, qui s'imposerait à soi. Le « Libre- Arbitre » kantien est posé comme indépendant à l'égard des contraintes des penchants de la sensibilité. Si l'homme est affecté par des penchants qui influencent son arbitre, il devrait les abandonner par ascétisme, pour agir d'après les seuls motifs issus de « la Raison ». Dans ce cas, « l'Arbitre et la Raison » transcendent le monde en dépassant la sensibilité. Les postulats religieux et métaphysiques de « la Raison pratique » font de la conduite morale une démarche hétéronome. Kant présente « l'Autonomie » de façon paradoxale : « l'individu n'est soumis qu'à sa propre législation, encore que cette législation soit « universelle », la volonté « libre » doit se conformer à agir suivant un « impératif catégorique ». Il fit de la « Liberté » une « idée de la Raison » agissant selon des « lois immuables » et il récusa comme négative et inféconde, la liberté en tant que capacité autonome d'agir, indépendamment des causes étrangères qui la déterminent (Crampe-Casnabet, 1989).

Pour **Dewey,** il paraît absurde d'affirmer des principes indépendants de notre vie psychique et de l'expérience de chacun. Il refuse de définir d'autorité une conception du « bien » et du « Vrai » comme « Rationalité », supposée devoir guider les humains. La discipline morale atrophie, étouffe l'activité intellectuelle, elle a pour effet de créer une routine mécanique ou un état de passivité et d'esclavage mental. La liberté est intellectuelle, elle repose sur le pouvoir de penser, sur l'habileté à retourner les choses en tous sens, à les considérer sans idée préconçue, à juger si l'information pour prendre une décision est suffisante ou non et, si elle ne l'est pas, à la chercher (Dewey, in « Comment nous pensons », 2004, p.91).

Ainsi, la liberté relative de choix de notre éthique est-elle plus grande que le jeu du possible des autres espèces, mais *cette liberté n'est pas une « essence universelle » de l'espèce humaine, elle s'est élaborée au cours de l'évolution, se poursuit tout au long de l'existence d'un individu humain et peut progresser avec les apports des civilisations* (Dennett, 2004, pp.331, 337).

La « *liberté de penser et d'action* », qui s'est développée de la sorte à la marge, est un processus qui peut toutefois, régresser ou s'amplifier. Elle peut succomber à la puissance des pulsions instinctives, à la ritualisation « totalitaire » des comportements ou encore à des mèmes « métaphysiques » de dénigrement de la vie et du monde matériel, mais elle peut aussi s'institutionnaliser avec la reconnaissance sociale de libertés civiles & politiques, et l**a construction des mèmeplexes des démocraties pluralistes**. « La Vérité, le Beau, le Bien, le Juste », n'étant ni donnés, ni accessibles, les humains ne peuvent avoir recours qu'à des opinions plus ou moins pertinentes, d'où l'intérêt d'acquérir des connaissances et des compétences, pour diminuer l'incertitude et mieux maîtriser les expériences. **Le système politique démocratique** *présente l'avantage de favoriser largement les influences diverses, l'échange des opinions et la recherche des solutions les plus acceptables et pertinentes, face aux problèmes auxquels sont confrontées les populations* (Mougel, 1996, p.39).

3.3. La théorie de la Dissonance cognitive

Léon **Festinger** (1993), qui fut un étudiant de kurt **Lewin**, trouva avec ses associés un article dans le journal local intitulé « La prophétie de la planète Clarion, lance un appel à la ville : Fuyez cette inondation ! ». Cette annonce prédisait que le monde serait englouti par une grande inondation à une date précise. Le groupe de croyants, menés par un gourou, s'était fortement impliqué dans cette croyance, ce qui indiquait un haut degré de conviction. Ils avaient quitté leurs emplois ou les cours, ainsi que leurs conjoints, et distribué argent et biens pour préparer leur départ à

bord de la soucoupe volante, qui devait les sauver. Qu'allait-il se passer pour ces croyants devant l'échec de leur prophétie ? A l'heure dite, le groupe est abasourdi et s'assoit en silence. Le leader du groupe commence à pleurer. Mais un message lui est envoyé par « écriture automatique ». Il précise que « le Dieu de la Terre » a décidé d'épargner la planète de la destruction. Le cataclysme a été annulé, car le petit groupe, assis toute la nuit, « avait répandu tant de lumière » que « Dieu a sauvé le monde de la destruction ». Le groupe appelle alors des journaux cherchant à donner des entretiens. Dans un renversement de situation, le groupe ne fuit plus la publicité, mais au contraire débute une intense campagne, pour diffuser son message à un public aussi large que possible.

Ainsi la dissonance entre l'annonce du déluge et son échec a été réduite par un travail de ré-interprétation des messages « divins » et par une intense activité de prosélytisme. Ce prosélytisme peut être considéré comme une tentative d'ajouter de nouveaux éléments consonants à un système de croyance en crise (Doise, 1993, p.118).

De la sorte, paradoxalement, *une croyance contredite par d'autres éléments d'information devient souvent plus forte, car elle donne lieu à une intense activité de recherche d'éléments consonants*, comme le font par exemple les convertis. (Doise, Deschamps, Mugny, 1991, p.238).

Festinger a décrit comment l'individu rationalise ses cognitions pour expliquer ses conduites et pour éviter l'état de dissonance cognitive. Il dénombra quatre types de **dissonances cognitives** :

- la première comme conséquence de décisions prises,
- la seconde comme introduite par un fait accompli,
- la troisième résultant d'un effort,
- et la dernière émanant d'une tentation.

Festinger estime que cinq conditions sont nécessaires pour qu'un individu s'arcboute davantage dans ses croyances après un échec ou un démenti par la réalité :

- la croyance doit être entretenue avec une profonde conviction et liée à une forme d'*action*, qui est ce que le croyant fait ou la façon dont il se comporte.
- la personne doit s'être consacrée à la croyance. Pour le maintien de la croyance, *elle doit avoir pris d'importantes mesures difficiles à défaire*. *En général, plus ces actions sont importantes, plus elles sont difficilement réversibles et plus fort est l'engagement de l'individu.*
- la croyance doit être suffisamment précise et suffisamment liée au monde réel de telle sorte que des éléments puissent sans équivoque la réfuter.
- ces preuves réfutant indéniablement la croyance doivent être reconnues par la

personne.
- le croyant doit avoir un *soutien social*. Il est peu probable qu'un croyant isolé puisse résister à ce genre de preuves. Si toutefois le croyant est membre d'un groupe de personnes convaincues, la croyance pourra être maintenue et le groupe pourra tenter de persuader les non membres de la justesse de la croyance.

L'individu en présence de cognitions : connaissances, opinions, croyances sur soi et sur son environnement, incompatibles entre elles, *éprouve un état de tension désagréable : c'est l'état de «* **dissonance cognitive** », *qui se manifeste par un inconfort, un malaise psychologique et physiologique.* Dès lors, cet individu mettra en œuvre des **stratégies inconscientes** visant à **restaurer un équilibre cognitif**. Ces stratégies sont appelées « **modes de réduction de la dissonance cognitive** ». Afin de réduire la dissonance, *les individus ont le choix d'ajouter aux informations existantes des cognitions consonantes, d'éliminer certaines cognitions dissonantes ou encore d'en minimiser l'importance.* Une de ces stratégies consiste à *modifier ses croyances*, **attitudes et connaissances** pour les accorder avec la nouvelle cognition, elle est appelée aussi « **processus de rationalisation** ». (En 2007, elle a été mise en évidence chez des singes capucins).

Robert **Zajonc** (1968) résume la théorie de la dissonance cognitive par les neuf propositions suivantes :
- *1. La dissonance cognitive est un état pénible*.
- 2. *L'individu essaie de réduire ou d'éliminer la dissonance cognitive et d'éviter tout ce qui l'augmenterait*.
- 3. Dans un état de consonance cognitive *l'individu éviterait tout ce qui pourrait produire de la dissonance.*
- 4. *L'intensité de la dissonance cognitive varie en rapport direct avec :*
  - *l'importance des cognitions concernées,*
  - *la proportion de cognitions ayant une relation dissonante.*
- 5. L'intensité des tendances décrites en 2 et 3 est en rapport direct avec l'intensité de la dissonance.
- 6. *La dissonance cognitive peut être réduite ou éliminée :*
  - *en ajoutant de nouvelles cognitions ou,*
  - *en changeant des cognitions existantes.*
- 7. Ajouter de nouvelles cognitions réduit la dissonance :
  - quand les nouvelles cognitions renforcent les éléments consonants et diminuent donc la proportion des éléments cognitifs qui sont dissonants,
  - quand les nouvelles cognitions diminuent l'importance des éléments cognitifs en état de dissonance.
- 8. Changer des cognitions existantes réduit la dissonance quand :

- leur nouveau contenu les rend moins inconsistants ou,
- leur importance diminue.

- 9. Cette augmentation ou ce changement de cognitions peut se faire *en changeant les aspects cognitifs de l'environnement "par l'action"*.

3.4. Les théories de l'Engagement

Nombreuses recherches ont rendu compte des limites de l'information et de la persuasion. Certes, *l'information et la persuasion, peuvent s'avérer efficaces pour modifier les idées que quelqu'un peut avoir sur telle ou telle question*, mais il ressort d'une étude réalisée, il y a quelques années aux États-Unis, (Peterson, Kealey, Mann, Marek & Sarenson, 2000) que la probabilité d'être fumeur à 17 ans n'est pas plus faible chez des élèves ayant pourtant suivi pas moins de 65 séances de « sensibilisation » entre 8 ans et 17 ans (condition expérimentale) - et donc parfaitement informés des méfaits du tabac – que chez des élèves n'ayant pas suivi ces séances (condition contrôle). L'étude de dolorès **Albarracin** et de ses collaborateurs, qui a analysé 350 campagnes de prévention anti-sida réalisées pendant 8 années ont révélé que les campagnes de persuasion sont plus efficaces pour changer les connaissances que pour changer les comportements, lorsqu'il s'agit de se protéger du Sida et que *les interventions participatives sont plus efficaces que la simple présentation d'arguments ou d'induction de la peur. Si l'information et l'argumentation servent au fil du temps à modifier les savoirs, les idées, les attitudes et même à provoquer des prises de conscience, il n'en reste pas moins que, pas plus que l'autorité, elles ne sont suffisantes*. *Les comportements ne découlent pas logiquement des idées. Il ne suffit pas de persuader pour changer les comportements.*

De même si une grande partie du public est maintenant consciente des risques environnementaux entraînés par la consommation d'énergie et pense qu'il importe d'agir dans ce domaine, c'est une proportion nettement moindre qui approuve les politiques mises en œuvre (taxation de l'énergie, normes d'isolation, etc.) et une proportion encore inférieure, qui adopte effectivement les pratiques et les comportements en conformité avec cette conviction. C'est ce qu'illustre avec éclat une expérience à propos de gestion des déchets : sur 500 personnes interrogées, 94% déclaraient se sentir responsables en matière de propreté publique mais seulement 2% ramassaient en passant le sac d'ordures stratégiquement placé par les expérimentateurs sur leur chemin, au retour de l'interview… Ces résultats, confirmés par de nombreuses expériences et analyses postérieures amènent à *s'interroger sur la nature et la force de la relation entre nos états mentaux (opinions, croyances, attitudes, intentions) et nos actes, nos comportements, nos pratiques*… D'où la question : est-il nécessaire (ou simplement utile) de passer par les premiers pour

obtenir les seconds et si oui, *comment expliquer ce hiatus si souvent observé entre croyances et pratiques ?* La question est cruciale pour toute politique visant à modifier les comportements autrement que par la contrainte (d'ailleurs souvent inefficace dans la durée). La psychologie sociale qui a été sollicitée pour aider les gouvernements à orienter les comportements des ménages en période de crise, lors de la seconde guerre mondiale dans le domaine de l'alimentation ou lors du premier choc pétrolier dans le domaine de la consommation d'énergie, est de nouveau interpellée. Faut-il penser que les états cognitifs sous-jacents (attitudes, intentions) précèdent les actes, ou que les actes entraînant d'autres actes, *les attitudes jouent alors un rôle de réajustement cognitif après coup,* ou encore qu'*elles sont en interaction plus ou moins conflictuelle et plus ou moins consciente ?*

3.4.1. Les paris adjacents

Howard s. Becker (2006), sociologue de la seconde « École de Chicago », a cherché à montrer ce à quoi le concept d'« *engagement* » ouvre l'accès. L'engagement serait utilisé pour expliquer **les comportements cohérents**. L'acteur se trouve souvent devant divers parcours possibles, tous plus ou moins recommandables et il choisit le plus à même de servir ses buts.

Les théories du « *contrôle social* » supposent que les individus agissent de manière cohérente car certains types d'activités sont tenus pour justes et adéquats par les membres d'une société ou d'un groupe social et parce qu'agir d'une autre manière se révèle moralement discutable, ou particulièrement inopportun, voire les deux à la fois. Une telle théorie permet d'expliquer de manière logique les comportements déviants. « **La déviance** » est alors souvent expliquée par un *processus circulaire* : une personne qui commet pour commencer une infraction mineure, se voit peu à peu mise au ban de la société, c'est pourquoi elle sera tentée de commettre des infractions toujours plus importantes, et ainsi de suite. De plus, le déviant entretient plus de relations avec des individus trouvant son acte déviant adéquat, qu'avec la majorité déniant la valeur positive de son acte. De telles activités sont expliquées par l'existence présumée de valeurs culturelles communément acceptées, qui contraignent le comportement. En d'autres termes les individus choisiraient des solutions concordant avec cette « valeur de base » et déductibles logiquement de celle-ci. Cependant, note Becker, une telle théorie peine à spécifier ce que sont les valeurs de base d'une société. On peut en effet se demander si de telles valeurs sont présentes sur le plan de la mobilité, qui nous amèneraient par exemple à choisir plutôt l'automobile à combustion fossile, qu'un autre mode de transport. Les observateurs doutent de l'existence de prémisses valorielles qui détermineraient nos comportements et montrent que la caractéristique des sociétés humaines contemporaines réside dans l'importance de **la conflictualité autour des valeurs**

sociales et culturelles. *Une société en interaction avec un environnement changeant et elle-même en mutation, ne peut avoir des principes fixes pour déterminer les comportements de ses membres*. Pour autant, devons-nous abandonner l'idée d'un comportement cohérent ?

Thomas **Schelling** (1956), dans ses analyses du processus de négociation, évoque « **les paris adjacents** », comme des *stratégies utilisées pour renforcer la cohérence d'un comportement.* Il cite l'exemple d'une personne en situation de négociation d'achat d'une maison. Vous offrez seize mille dollars, mais le vendeur vous en, demande vingt mille. Imaginons que vous donnez au vendeur des preuves conformes que vous avez parié cinq mille dollars avec un tiers, que vous ne payerez pas plus de seize mille dollars pour la maison. Votre adversaire doit reconnaître que vous perdriez de l'argent en augmentant votre offre, en effet vous vous êtes engagé à ne pas payer plus ce que vous avez offert initialement. *Cet engagement a été rendu possible en faisant un pari adjacent.* Ici, l'individu engagé a agi de façon à *inclure une tierce personne, pourtant extérieure au départ à l'action* dans laquelle il est engagé. De par ses actions précédant la phase de négociation, *il a misé sur quelque chose représentant de la valeur à ses yeux, quelque chose qui n'est pas relié originellement à la présente action : il a misé sur la cohérence de son comportement !* Les conséquences de l'incohérence seraient si coûteuses que celle-ci ne représente plus une alternative envisageable dans la négociation.

Becker reconnaît que la vie sociale ne peut se réduire à un schéma si simple. Les intérêts, les paris adjacents et les actes d'engagement, de même que les comportements en découlant, semblent irrémédiablement enchevêtrés et requièrent beaucoup d'ingéniosité pour imaginer des indices appropriés permettant de faire le tri. Parfois, une personne découvre qu'elle a fait des paris adjacents, influençant son activité en raison d'attentes culturelles pénalisant ceux qui ne les respectent point.

Les analyses d'Erving **Goffman** (1991, 1974, 1973), sur **les interactions de face à face**, suggèrent une manière de faire des paris adjacents en lien avec l'image d'eux-mêmes qu'ils souhaitent ou non offrir. En ayant prétendu une fois être un certain type de personne, ils trouvent nécessaire d'agir autant que possible, de manière appropriée. *Les règles gouvernant les interactions de face-à-face* sont organisées de telle manière que les tiers aident l'individu à jouer son rôle afin de « *sauver la face »*. Les activités d'une personne sont souvent contraintes par le rôle qu'elle a joué plus tôt dans l'interaction.

Becker remarque que les engagements ne sont pas nécessairement pris consciemment et délibérément. *Certains engagements résultent de décisions*

conscientes, mais d'autres surviennent progressivement; la personne prend conscience qu'elle s'est engagé lors de certains changements et semble avoir pris l'engagement sans s'en rendre compte. On observe que *l'engagement pris sans en avoir conscience – que l'on peut appeler « **engagement par défaut** » - survient au travers d'une série d'actes dont aucun n'est crucial, mais qui pris ensemble, constituent pour l'acteur une série de paris adjacents d'une telle ampleur qu'il peut vouloir ne pas les perdre.* Chaque acte insignifiant d'une telle série serait, pour ainsi dire, une petite brique d'un mur atteignant une telle hauteur que la personne ne peut le gravir. *La routine quotidienne, les évènements se reproduisant chaque jour, impose d'accorder une valeur toujours plus importante à la continuité d'un comportement cohérent,* bien que la personne réalise rarement qu'il en soit ainsi. C'est seulement lorsque certains évènements changent la situation, de manière à mettre en danger ses paris adjacents, que la personne comprend ce qu'elle va perdre si elle modifie sa trajectoire d'activité. Si tel est le cas avec l'engagement par défaut, on peut imaginer qu'il en sera de même pour l'engagement résultant de décisions conscientes. Les décisions ne résultent pas de trajectoires d'actions cohérentes, car elles changent souvent. Mais certaines décisions produisent un comportement cohérent. On peut penser que seules les décisions soutenues par des paris adjacents non négligeables, produiront un comportement cohérent. Les décisions non soutenues par de tels paris adjacents, manquent d'**endurance**, s'effondrant à la moindre opposition ou s'évanouissant pour être remplacé par d'autres décisions peu importantes, jusqu'à ce qu'un engagement basé sur des paris adjacents stabilise le comportement. Mais pour comprendre les engagements d'une personne, il faut rendre compte des *systèmes de valeurs culturels* où les paris prennent place. *Qu'est-ce qui est désirable pour une personne ? De quelle perte a-t-elle peur ?...* (Becker, 2006).

3.4.2. La Communication engageante

La psychologie de l'engagement repose sur *une vision non cartésienne du comportement humain*. Pour elle, loin d'agir comme des êtres « a priori rationnels », motivés et cohérents, les êtres humains apparaissent souvent plutôt comme des captifs de leurs actes antérieurs et des situations sociales dans lesquelles ils se trouvent pris. Ce serait à travers des *engagements multiples*, qui lui permettent de mener diverses expériences, sans les avoir a priori choisies, que l'individu humain aborde très souvent son environnement. À partir du processus de la dissonance cognitive, et en examinant ses effets tant sur les comportements que sur les représentations mentales des personnes, on a pu dégager *diverses situations d'interaction propices à un engagement.* Selon charles **Kiesler** (1971), "*l'engagement est le lien qui unit un individu à ses actes*". *Seuls les actes nous engagent.* Nous ne sommes pas engagés par nos idées, ou par nos sentiments, mais *par nos conduites*

effectives. C'est une variable continue, car les gens sont tout le temps, plus ou moins engagés, dans différents comportements. **La théorie de l'engagement** porte sur les conditions et les effets de l'engagement. *Quelles sont les conditions de l'engagement : pourquoi un individu se sentira-t-il engagé par son acte ?*

Après expérimentation, il en ressort que les facteurs nécessaires sont les suivants :

- le sujet s'engage par son acte,
- il doit avoir eu *le sentiment de choisir sans soumission à une autorité*, de faire ce qui lui était proposé de faire.
- *l'acte doit avoir des conséquences, il doit être public et non anonyme*.

L'engagement dans un acte affecte alors l'organisation ou la structure des cognitions liées à cet acte, et il peut *se renforcer par la répétition des actes*. La structure cognitive des participants engagés deviendrait ainsi fortement organisée et, par conséquent, *résistante à toute attaque persuasive*. Alors que « *la théorie de l'action raisonnée* » cherchait à modifier les comportements des gens en changeant les gens eux-mêmes, c'est-à-dire *en modifiant leurs croyances*, et par la suite, *leurs intentions, en passant par l'attitude, la norme subjective, la perception du contrôle,* la démarche de kiesler s'adresse directement aux *actes*.

La psychologie de l'engagement procède ainsi : *des actes vers d'autres actes et des actes vers les idées.* « *Les paris adjacents* » sont à considérer comme *des actes*, qu'ils s'expriment par des promesses, des contrats moraux ou juridiques...

Elle rejoint de la sorte « **La pragmatique » du langage**, développée à partir de l'ouvrage de john **Austin** : « Quand dire, c'est faire » (1970), où l'auteur fait remarquer qu'à côté des énoncés constatatifs, qui présentent des faits et sont évaluables sur des critères de plausibilité, on peut trouver des **énoncés performatifs,** qui accomplissent une action et peuvent être évalués en terme de succès ou d'échecs. Alors qu'on avait tendance jusqu'alors à négliger et à ignorer les seconds, Austin se demande s'ils ne sont pas l'expression d'une fonction majeure du langage, au point que tous les énoncés puissent être considérés d'une certaine manière, comme *performatifs, accomplissant des actes sociaux*. Il distingue ainsi « **l'acte locutoire** » de dire quelque chose, par la production de sons, de vocabulaire et de grammaire, de sens et de référence, « **l'acte illocutoire** », que l'on accomplit en disant quelque chose, l'action accompagné d'une parole, et « **l'acte perlocutoire** », qui suscite des effets sur le sentiment, les pensées, les actes de l'auditoire ou de celui qui parle.

La pragmatique met en valeur dans le langage :

- le concept d'**acte** : on s'avise que *le langage* ne sert pas seulement, ni d'abord,

ni surtout, à représenter le monde, mais qu'*il sert à accomplir des actions*. *Parler c'est agir !*

- le concept de **contexte** : on entend par là la situation concrète où des propos sont émis ou proférés, le lieu, le temps, l'identité des locuteurs, etc., tout ce que l'on a besoin de savoir pour comprendre et évaluer ce qui est dit. On s'aperçoit combien le contexte est indispensable lorsqu'on en est privé, par exemple lorsque des propos vous sont rapportés par un tiers, isolés, ambigus, inappréciables.
- le concept de **performance** : on considère comme performance, *l'accomplissement de l'acte en contexte*, soit que s'y actualise la compétence des locuteurs, c'est-à-dire leur savoir et leur maîtrise des règles, soit qu'il faille intégrer l'exercice linguistique dans la notion de *compétence communicative* (Armengaud, 1985).

Un message persuasif au ton impératif et menaçant a des chances d'éveiller « **la réactance** *» de la conscience, dont l'intensité sera d'autant plus grande que l'importance du comportement éliminé ou menacé est grande.* On a remarqué que dès que la possibilité de choix entre deux options est menacée, en rendant l'une d'entre elle trop difficile et peu accessible, l'attractivité pour l'individu vis-à-vis de cette dernière est renforcée, mais à condition qu'il en ait pris conscience ! Par contre, *une absence d'oppression ressentie par le sujet, peut réduire le sentiment de réactance, si la personne affirme avoir eu un choix sans coercition, pour s'engager dans une conduite particulière.* Ainsi, si la conscience du sujet peut se manifester grâce à « *la réactance* », quand l'individu parvient à résister aux tentatives persuasives, afin de *préserver un espace de liberté* (Brehm, 1966), face aux engagements souvent inconscients, *la conscience ne réagit que dans les conditions d'une évaluation explicite de la démarche engagée*.

Kiesler a évoqué ce qu'il nomme " **l'escalade d'engagement** ", " une tendance que manifestent les gens à s'accrocher à une décision initiale même lorsqu'elle est clairement remise en question par les faits"*. Une fois sa décision prise et l'action engagée, l'individu éprouve toutes les peines du monde à faire machine arrière*. Ainsi, bien que les faits tendent à lui prouver qu'il fait fausse route, l'être humain a souvent tendance à justifier ses choix par de " bonnes raisons " trouvées à posteriori. Alors que l'individu pourrait remettre en cause ses croyances mises en échec, souvent *il les renforce par des actes, tels les paris adjacents, qu'il va rationaliser, afin d'augmenter la cohérence de son comportement*. Il s'agit d'une justification a posteriori par laquelle il se donne des raisons à lui-même pour augmenter son sentiment de consonance. Répétant ces justifications, il finit par se persuader lui-même de la justesse de son choix et se met lui-même dans une position d'engagement " contraint ". C'est ce que l'on nomme le " **piège abscons** ",

quand l'individu se retrouve " engagé dans un processus qui se poursuivra de lui-même jusqu'à ce qu'il décide activement de l'interrompre, si toutefois il le décide ".

Kurt **Lewin** a évoqué un « **effet de gel** » : *u*ne fois la décision prise, on est comme gelé - c'est comme si on était prisonnier de nos décisions qu'elles soient bonnes ou moins bonnes. *Une personne a tendance à maintenir un comportement même s'il n'a pas les effets attendus et de persévérer dans une situation, même si le but n'est pas atteint.* Ainsi, quiconque utilise le système de transport en commun s'est probablement déjà retrouvé dans une situation où « l'effet de gel » était à l'œuvre. En effet, plus on attend l'autobus, plus on est prêt à l'attendre longtemps. Et même s'il commence à pleuvoir durant l'attente, à moins de changer de décision et d'admettre qu'on a attendu pour rien, cela ne fait que nous faire patienter plus longtemps ! Même mouillé, il est encore plus dur de reconnaître qu'on aurait dû partir plus tôt ou chercher un autre moyen de transport. *Tout se passe comme si l'individu était placé dans un piège dans lequel la difficulté qu'il éprouve à faire le deuil de ce qu'il a déjà investi en temps ou en argent est accentuée par le sentiment qu'il peut avoir de la proximité du but* (Beauvois, Joule, 1987, p.36), ou encore comme si le sujet préférait s'enfoncer plutôt que de reconnaître une erreur initiale d'analyse, de jugement ou d'appréciation (p.43). *Le dispositif le moins piégeant est celui qui permet à la personne de se donner des limites à ses investissements, de pouvoir* **évaluer** *régulièrement sa situation et de pouvoir prendre des décisions alternatives.*

Le stratagème du « **pied dans la porte** », dite aussi du « **doigt dans l'engrenage** », a été mis en évidence en 1966 par james **Freedman** et suzanne **Fraser**, il consiste à *faire une demande peu coûteuse qui sera vraisemblablement acceptée, suivie d'une demande plus coûteuse*. Cette seconde demande aura plus de chance d'être acceptée si elle a été précédée de l'acceptation de la première, qui crée une sorte de palier et *un phénomène d'engagement*. *Les gens sont donc prêts à accepter plus facilement une demande importante, si on a préalablement accepté librement une demande apparentée, mais beaucoup plus banale. Les personnes s'avèrent plus coopératives, parce qu'elles ont été conduites à accéder à une première requête si peu coûteuse, que son refus eût été plus difficile que son acceptation* (joule, Beauvois, 1987). L'effet de « pied dans la porte » traduit à nouveau un effet de persévération d'une décision antérieure, *les sujets engagés dans un premier comportement, acceptant plus facilement une redemande allant dans le même sens, mais notablement plus coûteuse.* Jean léon **Beauvois** et Robert vincent **joule** (1987, pp. 183, 184) ont constaté que cette technique a été beaucoup utilisée dans les années autour de 1960, par les commerciaux, notamment dans les démarchages à domicile.

Le stratagème de « **la porte dans la face** » ou encore dite de « **la porte au nez »** est une variante inverse de la technique du « *pied dans la porte* ». Cette technique fut analysée en 1975 suite à une expérimentation menée par robert **Cialdini** et ses collaborateurs (1975). Prenons un exemple : un locuteur demande à quelqu'un de lui prêter sa voiture pour une semaine. Il essuie un refus auquel il s'attendait, d'autant qu'il n'a jamais réellement voulu emprunter la voiture pour une semaine. *Il fait alors une demande moins coûteuse*, lui prêter sa voiture pour une journée. P*ar effet de contraste, de concession perçue cette technique augmente fortement les chances d'acceptation de ladite personne.* Plusieurs conditions peuvent être favorables à l'acceptation de la seconde requête : qu'une même personne procède aux deux requêtes, que les deux requêtes ne varient que dans le coût. *Elles doivent s'inscrire dans le même projet. La requête est d'autant plus légitimée si elle s'inscrit dans une cause généreuse* (aider les pauvres, lutter contre le réchauffement climatique etc.). *L'intervalle de temps entre les deux requêtes doit être le plus bref possible.* Au delà d'une journée, on n'obtient plus guère d'acceptation à la seconde requête. *Le face-à-face* doit être préféré au téléphone et au courrier. Enfin, La requête initiale doit être exorbitante, mais ni incongrue ni déplacée ou ridicule. Cialdini donne l'explication suivante : la technique de « la Porte-au-nez » se baserait sur le principe de réciprocité : « *puisque l'autre fait un pas en ma faveur, il propose une requête moins coûteuse, je me sens un peu plus obligé d'accepter sa seconde requête ».* L'acceptation pourrait découler aussi d'un effet de contraste perceptif, qui nous amènerait à penser que la seconde requête est avantageuse, par contraste avec la première. De nombreux vendeurs d'automobiles par exemple, vous proposent d'emblée à l'achat, une voiture très au-dessus de votre budget, avant de vous montrer ce qu'ils peuvent vous concéder à un prix plus avantageux pour vous, sans que vous y perdiez trop au change. Vous avez l'impression d'avoir fait une bonne affaire, alors que vous avez payé votre véhicule au prix fort, généralement plus cher que vous ne l'aviez envisagé. Comment expliquer que le stratagème soit particulièrement efficace à propos des « *causes généreuses* » ? Il serait difficile de ne pas aider « quelqu'un de bien », c'est-à-dire "digne et respectable". La première requête, sous couvert d'une bonne cause, servirait au solliciteur d'être considéré comme « quelqu'un de bien », ce qui rendrait difficile de ne pas considérer sa seconde demande, d'autant qu'elle paraît plus raisonnable. En se référant à « la dissonance cognitive », on peut avancer l'idée que *le refus de la première demande (par exemple pro-sociale et/ou pro-environnementale...) serait assimilable à la réalisation d'un acte contre-attitudinal. Le sujet ressentirait alors une tension qu'il peut réduire en acceptant la seconde requête.*

« *La communication engageante* » (Girandola, 2003, 2005) est une communication qui implique, d'une part, *la réception par la cible d'un message à visée persuasive et, d'autre part, la réalisation par la cible d'un acte ou de plusieurs actes dits «*

préparatoires ». Aussi, *la cible a-t-elle un double statut : un statut de récepteur, mais aussi un statut d'acteur à proprement parler.* Aux questions habituelles que les chercheurs ont à traiter : *Qui dit quoi, par quel moyen, à qui, avec quel effet ?, s'ajoute donc la question suivante : Quel (s) acte(s) préparatoire (s) doit-on obtenir de la part de la cible ? Il faut qu'un sujet s'engage à émettre un comportement contre-attitudinal public dans une situation où son identité et sa personne sont clairement exposées.* L'engagement correspond, dans une situation donnée, aux conditions dans lesquelles la réalisation d'un acte ne peut être imputable qu'à celui qui l'a réalisé. Le conflit cognitif touche l'individu, qui s'est engagé en personne, dans son « *estime de soi* ». C'est *sous cette condition d'engagement public sans coercition, qu'une justification externe minimale (faible récompense) conduirait à une réaction de changement d'attitude.* L'engagement augmenterait ainsi avec *la visibilité et l'importance de l'acte,* à partir de 6 facteurs : *son caractère public, son caractère explicite, son irrévocabilité, sa répétition, ses conséquences, son coût (en argent, en temps, en énergie, etc.).* La condition génératrice du *processus de réduction de la dissonance* serait, après coup, la conscience de s'être engagé visiblement dans une action, elle suscite *une recherche d'arguments consonants avec cet engagement.* Ces arguments peuvent d'ailleurs très bien être en contradiction entre eux et néanmoins réduire le taux de dissonance, à condition que chacun soit consonant avec la cognition génératrice (Doise, Deschamps, Mugny, 1991, p.139). On peut augmenter l'engagement en favorisant des *auto-attributions internes,* avec quelques mots, comme par exemple : « vous êtes vraiment quelqu'un de généreux ». Ces quelques mots d'*étiquetage*, *valorise la personne et positive son acte.* De même, le fait de dire : « je comprendrai très bien que vous refusiez, c'est à vous de voir », permet d'*éviter une réactance* (Bromberg, Trognon, 2004, pp.205, 218).

L'estime de soi concerne *les évaluations de sa valeur personnelle*. Elle est *multidimensionnelle* (travail, vie familiale, vie sociale, etc.). Cependant, elle est fragile et changeante. *Lorsque nous accomplissons quelque chose que nous pensons valable, nous ressentons une valorisation et lorsque nous évaluons nos actions comme étant en opposition à nos valeurs, nous "baissons dans notre estime".* Il est donc possible qu'elle soit très haute ou très basse selon les périodes de notre vie. Celui qui s'estime positivement a tendance à mettre ses aspirations en avant et à se développer. Au contraire, l'individu dont l'estime est faible peut facilement renoncer à repousser ses limites. *Les enfants dont l'estime de soi est élevée, ont des parents ouverts, qui formulent des critères explicites, accessibles et qui procurent à leurs enfants un important soutien et une grande liberté pour acquérir des compétences utiles à la réalisation de leurs objectifs.*

Le locus de contrôle (*locus of control*) de julian **Rotter** (1966), que nous avons déjà

évoqué plus haut, définit l'estime de soi, comme la croyance de l'individu qu*'il est acteur des évènements de sa vie (lieu de contrôle interne) ou victime (lieu de contrôle externe). L'espérance de succès dans une action, dépend non seulement de la fréquence des succès antérieurs, mais aussi, du fait que l'individu « attribue » ses succès à son contrôle et non à des facteurs externes qui lui échappent.*

3.4.3. La réduction des risques vis-à-vis des conduites addictives

L'étude des « **conduites addictives** » a offert de nouvelles approches de **l'engagement**. Une conduite addictive peut être décrite comme *la recherche d'un apport externe, dont le sujet a besoin pour son équilibre et qu'il ne peut pas trouver au niveau de ses ressources internes. L'addiction correspond à une sur-activation répétée des systèmes dopaminergique mésocorticolimbique et/ou opioïde. C'est un processus dans lequel un comportement chargé de soulager un mal-être ou de procurer un plaisir, finit par devenir plus ou moins incontrôlable et persiste en dépit des conséquences négatives.*

Les conduites addictives présentent différents traits communs :

- une impossibilité de résister aux impulsions à réaliser ce type de comportement,
- une sensation croissante de tension précédant le comportement,
- un plaisir ou un soulagement pendant sa durée,
- une sensation de perte de contrôle pendant le comportement,
- une intensité et une durée des passages à l'acte plus importante que souhaitée,
- des tentatives répétées pour réduire ou abandonner le comportement,
- des activités sociales abandonnées du fait du comportement,
- une perpétuation du comportement, bien que l'intéressé sache qu'il cause ou aggrave un problème persistant ou récurrent d'ordre social, financier, psychologique, physique, environnemental...
- une tolérance marquée par le besoin d'augmenter l'intensité ou la fréquence pour obtenir l'effet désiré.
- une agitation ou une irritabilité en cas d'impossibilité de s'adonner au comportement.

L'expérience addictive, en tant que réponse à un problème posé, a pour propriété de créer des sensations prévisibles et étayantes, d'organiser, de remplir le temps du sujet (le reste de la journée étant ressenti comme banal), de *produire une gratification régulière et reproductive. L'estime de soi* apparaît fragile, transitoire,

voire illusoire. Elle fournit un sentiment de valeur de soi, de pouvoir, de contrôle omnipotent, de sécurité, d'intimité, de réalisation de son être. L'addiction amenuise de façon provisoire les humeurs négatives (anxiété, dépression), suspend temporairement les sensations déplaisantes ou la douleur, devient un centre d'intérêt (**focus**) absorbant toute l'attention. Les conduites addictives produisent des effets non seulement sur l'intéressé lui-même, mais également sur son entourage, qui manifeste fréquemment des comportements défensifs. *Ce qui pouvait être présentée comme une passion qui aide à vivre, peut devenir une dépendance aliénante, gravement préjudiciable pour soi et pour les autres.*

Or, on a pu noter que ceux qui veulent rompre avec une addiction physiologique et/ou psychologique, connaissent davantage de succès, *quand ils participent à des groupes compréhensifs témoignant de leurs expériences et incitant à* **la réduction des risques** *: au sevrage ou à la substitution, ou encore à la consommation occasionnelle sans perte de contrôle, car le changement des pratiques précède le changement des opinions* (Peele, 1991, Loonis, 1997, Coppel, 2002).

Stanton **Peele** (2000) a montré que l'on peut arrêter de consommer des drogues comme on peut modifier ses habitudes alimentaires. La consommation de psychotropes chez les humains dépend de facteurs biologiques, mais aussi de nombreux autres facteurs : les choix actifs, la réversibilité des conduites, les valeurs, le milieu culturel, l'environnement social et familial, le travail, les motivations existentielles. *Le recours répétitif à de telles conduites aurait une fonction d'évitement de situations anxiogènes, en substituant à l'incertitude des relations humaines le déroulement prévisible (voire ritualisé) d'une séquence comportementale maintes fois vécues.* L'observation des trajectoires addictives décrivent de grandes fluctuations spontanées ou provoquées, incluant des basculements entre substances, ou sources de stimulation, des périodes volontaires ou involontaires d'abstinence, des rémissions spontanées. Un ensemble de facteurs déterminent *le symptôme de manque,* comme le milieu social, les attentes liées au contexte, les attitudes culturelles, la personnalité et l'image de soi, le style de vie et les opportunités alternatives à l'addiction.

Pour rompre avec l'addiction, Il faut arrêter de se focaliser sur le produit, développer d'autres activités et se lancer dans de nouvelles relations extérieures au monde de la drogue.

Ce sont les actes qui nous engagent par rapport à notre environnement. Quelques pistes de préventions et de soins ont été suggérées :

- ne pas identifier le sujet à son comportement (étiquetage), ni le stigmatiser, mais *le faire parler* (*approche compréhensive*).

- r*econnaître les signes des conduites à risques, ce qui les génère et ce qui contribue à les renforcer*,
- repérer les souffrances induites,
- comprendre la situation dissonante de la personne,
- développer la connaissance de chacun dans un groupe thérapeutique,
- r*ecentrer l'attention sur l'élaboration et la mobilisation de nouveaux comportements à adopter pour limiter l'addiction*,
- aider l'individu à se construire **une estime de soi**,
- l'accompagner avec des méthodes de *gestion du stress*, telles que **la relaxation**.

Alain **Cerclé** (in Bonardi, Girandola, Roussiau, Soubiale, 2002), a analysé le fonctionnement des *associations d'entraide* pour les personnes en difficulté d'alcool. Il a remarqué que *le témoignage individuel* tient une place centrale dans les échanges, qui ont cours au sein du groupe. Il participe à *la construction d'une « réalité partagée »*, il permet au collectif d'*élaborer du « sens commun »*, à partir d'expériences singulières. Les stratégies de « **coping** », mises en œuvre par les individus face à l'adversité sont pour une part importante redevables des représentations qu'ils se sont forgés sur les causes de leurs difficultés et les facteurs de risque.

L'individu ne subit pas en effet passivement les évènements de vie aigus et chroniques. *Il essaye de* « **faire face** » - « *to cope » à ses problèmes*. On parle de « *coping* » *pour désigner les réponses et les réactions que l'individu va élaborer pour maîtriser, réduire ou simplement tolérer la situation aversive.* Ce concept a été proposé par richard **Lazarus** (1966), où il désigne un ensemble de réactions et de stratégies élaborées par des individus pour faire face à des situations stressantes. Ce terme est souvent traduit en français par « **stratégie d'ajustement** » (Bruchon-Schweitzer, 2002, p.353). Un « coping » peut prendre des formes diverses, il peut s'agir de cognitions (réévaluations de la situation stressante ou des ressources disponibles, restructuration cognitive, plans d'action etc.), d'affects (expressions de la peur, de la colère, de la détresse, etc.) et de comportements (résolution de problème, recherche d'information, recherche d'aide, etc.).

Le témoignage est un « **récit de vie** » (Dominicé, 1990; Pineau, Jobert, 1989). Les *récits biographiques* racontent les contextes, les évènements et les rencontres qui constituent les expériences formatrices de leur histoire de vie. Jerome **Bruner** (2002), rappelle que nous commençons très tôt notre vie commune avec les histoires, et que celles-ci nous accompagnent toute la vie. *Nous nous servons des modèles narratifs pour donner forme à notre expérience.* C'est le creuset d'une « science humaine populaire ». **Les témoignages** alcooliques sont à ranger dans la

catégorie des « récits explicatifs », qui ont pour fonction de rendre compte de manière culturellement *explicite l'expérience déviante* de certains sujets, en leur permettant de *négocier les significations, par le biais de l'interprétation des récits* (Bruner, 1991, p.79). Les témoignages de *l'association d'entraide* valorisent un modèle de compensation, en racontant systématiquement *l'histoire du passage d'un état d'impuissance face à l'alcool à un état de « responsabilisation » du sujet. Pour « s'en sortir » - avec l'aide du groupe et par le groupe – le sujet doit être actif et prendre ses responsabilités, c'est-à-dire pratiquer l'entraide et s'engager dans la lutte contre les causes de l'alcoolisme.* La pratique du témoignage se coule dans le modèle d'aide et de « coping » par le groupe. Des anciens buveurs ont tendance à « expliquer » spontanément la transformation de leur vécu par un « *déclic* » *soudain (insight)*, mystérieux et *inconscient*. La pratique du témoignage les oblige à rendre compte autrement de leur expérience en respectant un script plus complexe et culturellement défini, c'est-à-dire un programme narratif, qui part d'un manque, évoque le passage de la virtualité à l'actualité des actions transformatrices, rapporte un enchaînement de faits et d'actions dirigées vers une fin, met en relation des actants ou des fonctions du récit, décrit et évalue un état final en opposition à l'état initial. Il s'agit bien d'un *exercice d'encodage de l'information* qui doit satisfaire à des règles précises. Tout récit doit être considéré comme *le produit d'une activité créatrice,* qui opère *une ré-description de l'action humaine. Il donne sens à l'histoire singulière et contribue à forger un savoir commun sur le processus de réhabilitation et les chemins de la guérison.* Cet *activisme* permet *le passage de la déviance à une minorité active.* Le groupe assure une fonction d'*entraide* et de *transformation de l'environnement social.* Ces collectifs qui se présentent comme des « **supports sociaux** », se comportent alors comme des « *mouvements sociaux* ». La promotion des alternatives à l'addiction exige l'investissement et la visibilité : *la visibilité de l'implication est nécessaire,* ainsi que la transparence de l'effort personnel et de la haute estime des buts poursuivis. Chacun affirme son *autonomie (relative)* retrouvée, il offre des repères stables et consistants dans ses jugements. Alors que la rigidité entraîne des rejets, *le souci de réciprocité* dans les relations permet *l'expression des opinions divergentes*. **Cerclé** prône une démarche d'« **ingénierie psychosociale** » pour comprendre comment fonctionnent *les groupes d'entraide*, comment évaluer leur impact individuel et collectif, comment interpréter *l'activisme en terme de stratégies de « coping »...*

Dans le cadre d'une mise en œuvre d'*une politique de réduction des risques et de prévention*, on peut s'appuyer sur deux facteurs de protection : « **la reliance sociale** », c'est-à-dire *la capacité pour une personne d'utiliser les aides qu'apporte l'appartenance vivante à un groupe support et la capacité de demander de l'aide et à l'utiliser.* Marcel **Bolle de Bal** (2003) définit « *la reliance* », dans une double perspective :

- l'acte de relier ou de se relier, l'acte de reliance,
- le résultat de cet acte : la reliance vécue.

Avec une triple dimension :

- *l'identité (reliance psychologique),*
- *la solidarité (reliance sociale),*
- *la citoyenneté (reliance culturelle, écologique, cosmique).*

Edgar **Morin** (2004, 2001, 1999, 1997, 1991, 1986, 1982, 1977) a fait de « *la reliance* », une vertu du principe dialogique de « *la Méthode* » pour *la pensée complexe*, où il s'agit « d'articuler ce qui est séparé et relier ce qui est disjoint ». Pour concevoir *une dialogique de l'ordre et du désordre*, *il nous faut mettre en suspension le paradigme logique, où l'ordre exclut le désordre et inversement, où le désordre exclut l'ordre. Il nous faut concevoir une relation complexe, à la fois complémentaire, concurrente, antagoniste et incertaine de ces deux notions*. Par l'intelligence dialogique de la reliance, se forme *une intelligence de l'action*, éclairant son écologie propre. Notre civilisation sépare plus qu'elle ne relie. *Nous sommes en manque de reliance et celle-ci est devenue un besoin vital.* Elle n'est pas seulement *complémentaire à l'individualisme*, elle est aussi la réponse aux inquiétudes, incertitudes et angoisses de la vie individuelle. Parce que nous devons assumer le fait d'être là sans savoir pourquoi. Les sources d'angoisse existante font que *nous avons besoin d'amitié, d'amour et de fraternité, qui sont les antidotes à l'angoisse* (Morin, 2005, p. 115). Il nous faudrait tresser trois fibres : *la pragmatique qu'exprime l'expérience de la reliance, l'épistémique qu'exprime l'intelligence compréhensive de la reliance, l'éthique de la reliance et de compréhension, qui polarise la transformation de l'expérience en science avec conscience dans l'action réfléchie.* La compréhension complexe englobe explication et compréhension. Elle est *multidimensionnelle*, elle ne réduit pas autrui à un seul de ses traits, un seul de ses actes, elle tend à appréhender ensemble les diverses dimensions ou divers aspects de sa personne. Elle tend à l*es insérer dans leurs contextes* et par là cherche à la fois à concevoir les sources psychiques et individuelles des actes et des idées d'autrui, leurs sources culturelles et sociales, leurs conditions historiques éventuellement perturbées et perturbantes. Elle vise à en saisir les caractères singuliers et les caractères globaux (Morin, 2005, p.127; Le Moigne, 2008, pp.177, 189).

Le concept de « **réduction des risques,** ou *réduction des dommages* », est un concept d'origine anglaise : « *harm reduction* ». Son objectif est d'*obtenir par une action pragmatique une modification partielle ou totale d'un phénomène de santé*. La politique de réduction des risques émane notamment du *rapport Engelman* (1985), qui a étendu l'approche « *tolérante* » de la commission Baan (réservé au cannabis) aux drogues dures et mis en place des procédures capables d'intégrer ces

usagers dans la société. Eddy **Engelman** (1989) a mis en avant le fait que *les techniques d'intervention doivent être évaluées en fonction de leur usage effectif dans leurs contextes sociaux spécifiques.* Il a montré *les effets pervers des interventions à dominante répressive* (soin et police), comme l'avait déjà mis en lumière les échecs de la politique de la prohibition de l'alcool aux États-Unis (Martineau, Gomart, 2000). Les recherches d'une telle **politique de prévention** s'inscrit dans une volonté de *promotion de la santé, encourageant les actions de solidarité, favorisant la participation des citoyens à la vie sociale, leur donnant une place d'acteur dans le développement. Elle aspire à réduire les facteurs de vulnérabilité, aider l'acteur à faire face (coping).* Il convient de choisir de manière pertinente les supports permettant de comprendre et de s'adresser à des personnes vivant des situations concrètes, d'appréhender leur milieu de vie dans sa complexité, d'*identifier les points forts et les points de vulnérabilité*, d'agir sur les deux à la fois, de repérer, comprendre et anticiper les changements sociétaux, de catalyser le changement, d'articuler l'intérêt collectif et l'intérêt de la personne. En ce qui concerne la toxicomanie, trois objectifs sont fixés à la prévention : *rendre la personne capable de ne pas consommer, rendre la personne susceptible de gérer une consommation sans encourir de risques et faire que les comportements de consommation n'évoluent pas vers la dépendance.* Trois types de programmes peuvent être lancés :

- *diminuer ou supprimer les facteurs de vulnérabilité*,
- *renforcer les facteurs de protection et favoriser leur efficacité*,
- développer l'interaction entre facteurs de protection et facteurs de vulnérabilité.

Parmi les facteurs de vulnérabilité, nous trouvons les troubles de la personnalité, les troubles psychopathologiques, les sociopathies...

Les intervenants en prévention servent à faciliter l'expression des besoins de la population, sa participation à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes d'action. Parmi les compétences particulièrement appréciables, on peut noter le fait de pouvoir :

- connaître et maîtriser ses propres représentations et attitudes quant au comportement qu'il souhaite voir gérer par les personnes accompagnées,
- aider les personnes et les groupes à percevoir et à exprimer ce qui touche aux comportements en cause,
- évaluer les besoins et attentes des personnes, les compétences à gérer leur santé,
- expliciter les attentes et les besoins afin de faciliter leur réalisation,
- promouvoir les compétences spontanées à *inventer des stratégies d'autogestion des comportements,*

- clarifier des propositions insuffisamment formulées par les personnes et *aider à l'élaboration de nouvelles propositions,*
- permettre le développement chez les autres de la capacité à demander de l'aide et à utiliser cette aide,
- *provoquer le mécanisme d'appropriation par les personnes des propositions faites,*
- adapter ses actions aux valeurs des personnes et de la société, dans une démarche respectueuse,
- connaître les différentes méthodologies et *stratégies* utilisables dans le domaine de la prévention,
- prendre de la distance et gérer son implication personnelle,
- exprimer clairement ses objectifs et justifier le choix de ses méthodes,
- mettre en place des *stratégies d'évaluation de ses actions*,
- accepter que ses interventions soient remises en question et modifiées.

Une politique de prévention exige le respect des personnes, elle ne doit pas conduire à une « stigmatisation » du consommateur (Parquet, 1997).

Erving **Goffman** (1975) nous rappelle que « **le stigmate** » désignait des marques corporelles destinées à exposer ce que représentait d'inhabituel et de détestable le statut moral de la personne ainsi signalée. Il y eu le stigmate d'infamie, tel la fleur de lys gravée au fer rouge sur l'épaule des galériens. Il y eu « l'étoile jaune » que les nazis exigeaient de voir porter par les personnes d'origine « juive »... « Le stigmate » sert à désigner un attribut qui jette un discrédit profond sur une personne, sur une communauté. Thomas **Szasz** (1974) dénonce le risque que le terme « drogué » puisse désigner non une personne confronté à un problème courant, mais un individu honni qu'on étiquette contre sa volonté et qu'on offre comme un « bouc-émissaire » à la vindicte de ses concitoyens. **L'ostracisme** *tend de plus à aggraver le syndrome de dépendance à la drogue.*

Or, les comportements addictifs ne concernent pas seulement les drogues, mais l'amour, la sexualité, la religion, l'idéologie politique, l'anorexie mentale, la boulimie, les jeux vidéo, les crimes en série, les jeux d'argent, la spéculation boursière, les achats compulsifs, le travail, les sports à risque, la vitesse … *et aussi la voiture !...*

Entre ce qui peut indéniablement être défini, stricto sensu, comme « *conduite addictive* » et ce qui y ressemble ou semble s'y apparenter, il y a place pour toutes sortes de comportements humains, de manière d'être et d'habitudes, qui mobilisent, chacun à leur façon telle(s) ou telle(s) composantes de l'addiction. Le concept d'**addiction** a permis de considérer divers conduites humaines, *en évitant toute stigmatisation*, avec la perspective de critères qui aident à mieux les

comprendre et accroître les possibilités de leur donner sens et de les orienter. Richard **Bourhis** et jacques-philippe **Leyens** (1994) nous mettent en garde *contre les stéréotypes de discrimination négative, qui représentent un obstacle à la coopération sociale inter-individuelle et inter-groupale.* Les travaux de recherche de muzafer **Sherif** (1966), à travers plusieurs études de terrain et de laboratoire ont prouvé que **la coopération** *pour l'atteinte d'un but commun peut atténuer les préjugés et la discrimination.*

Les recherches menées par michael **Rutter** (1994, 1985) ont inversé la question traditionnelle associée aux risques. Il s'est demandé *quels facteurs de protection sont susceptibles de contrebalancer l'influence des facteurs de risque, quels sont ceux qui permettent à un individu de maîtriser les situations aversives, comme par exemple la stigmatisation, de leur résister et d'en éviter les conséquences néfastes pour leur santé physique et mentale*. Pour être efficaces, a-t-il noté, ceux-ci doivent associer quatre caractéristiques : *diminuer l'impact du risque, réduire la probabilité de réactions négatives en chaîne, renforcer l'estime de soi et le sentiment de sa propre compétence et entraîner des opportunités positives*. *La prise en compte des facteurs de risque* doit donc être constamment contrebalancée par celle des *ressources que le sujet possède et des possibilités que son milieu lui propose*. Ainsi, plus **l'estime de soi** augmente et plus le risque d'être affecté par un traumatisme diminue. Certains stress peuvent être perçus comme des stimulateurs par certaines personnes, alors qu'ils sont perçus par d'autres comme des catastrophes. A travers des épreuves difficiles, beaucoup de choses sont remises en cause, cela peut permettre de trouver ce qui est capable en soi-même de résister et de constituer un axe de survie, puis de développement. Il a regroupé ces facteurs sous le terme de « *résilience* ».

La résilience, popularisée en France par boris **Cyrulnik** (1999), est, au sens psychosocial, *la capacité pour des individus placés dans des circonstances défavorables, de s'en sortir et de mener malgré tout une existence satisfaisante*. Ce terme est utilisé en métallurgie, c'est la capacité interne d'un métal à retrouver sa forme initiale, après avoir reçu un choc. En psychologie, on utilise cette image pour exprimer *la capacité de reprendre un développement malgré l'adversité*. Malcolm **Pines** (1979) a même observé que certains enfants avaient non seulement survécu à des évènements extrêmement aversifs et dramatiques, mais qu'ils s'en étaient sortis mieux que d'autres enfants, ayant vécu dans des contextes plus favorables. On a remarqué que la résilience est facilitée par certaines facultés acquises dans l'enfance, comme **le sentiment d'être aimé**, et par des **soutiens** après l'expérience traumatisante, notamment *la possibilité de parler de son traumatisme*. L'enfant, l'adolescent, l'adulte traumatisés font appel à leurs *mécanismes internes de défense : le recours au rêve, à l'imagination d'un autre futur, à l'expression artistique, à*

l'intellectualisation, à l'humour... Ils ont aussi recours aux ressources externes : il s'agit de *toutes les mains tendues*. Ainsi, *l'affection, la solidarité et le contact humain permettent de renaître de sa souffrance*. Certes, les traumatismes psychiques et les blessures émotionnelles les plus graves (deuil, viol, torture, attentat, déportation, guerre...) ne sont pas réversibles, mais ils sont du moins *réparables* et ne doivent pas inciter l'entourage à enfermer les personnes concernées dans le rôle de victimes. *L'individu résilient évalue les situations, il leur donne une signification en fonction de son système de croyance et de valeurs*. *L'ajustement à l'adversité et aux évènements* n'est pas une réaction isolée, mais une activité psychique importante (*le « coping »*), qui permet *une transaction entre l'individu et l'environnement.* On a distingué deux stratégies : « *le coping évitant et le coping vigilant* ». Par le premier, *la personne détourne son attention de la source du stress, afin de réduire la tension émotionnelle.* Par exemple elle peut s'investir dans le sport ou dans d'autres loisirs, pratiquer la relaxation etc. Elle peut utiliser la fuite, l'art, les stupéfiants, le déni, l'humour... Le second consiste à *affronter directement la situation difficile pour la résoudre, en transformant la menace en défi...* La personne recherche alors des informations supplémentaires, demande des conseils à ses proches, à ses amis, etc. *Alors que l'évitement est plus efficace à court terme, les stratégies actives le sont à plus long terme.* On a constaté que *l'évitement* correspond à une diminution de l'adrénaline et de l'activité immunitaire, tandis que *l'affrontement* semble produire le contraire. Une autre classification propose de distinguer le coping « *centré sur l'émotion* » et le coping « *centré sur le problème* ». *La centration sur l'émotion* consiste en *stratégies cognitives qui visent à réduire la tension émotionnelle* (prise de distance, réévaluation positive, maîtrise de soi...). Elles sont surtout utilisées lorsque la situation est incontrôlable, par exemple, lors d'une maladie grave ou de la perte d'un être cher. *La centration sur le problème vise à gérer le problème.* Il s'agit de *stratégies comportementales et cognitives,* qui sont utilisées *lorsqu'un effort peut modifier la situation* (Lecompte, in Chapelle, 2004, pp. 53, 54)

Les stratégies d'ajustement élaborées sont fonction des capacités de l'individu (à la résolution de problèmes), de sa personnalité (auto-efficacité, estime de soi), mais aussi des expériences antérieures positives (réussites et succès). Ces expériences ont pu s'étayer sur une relation affective positive établie avec d'autres personnes, qui ont pu apporter régulation et soutien dans des moments et face à des situations difficiles. Le fait de faire face efficacement à certaines difficultés permet à l'individu de se construire et de se renforcer. Ces facteurs ne sont pas tous indispensables à *la résilience,* de plus ils agissent en interaction (Bruchon-Schweitzer, 2002, pp.250, 255).

Sur le même champ de Recherche, suzanne **Kobasa** et salvatore **Maddi** (1982) ont créé le concept d'« **endurance** » (hardiness), pour expliquer comment certains

individus, placés dans des situations extrêmement stressantes, *restent en bonne santé.* Ce type d'attitude manifeste trois caractéristiques : « **le contrôle, l'implication et le défi** ». « *Le contrôle* » *consiste à croire que l'on peut influencer ce qui arrive*, sa définition est très proche de celle de « **l'internalité** ». « **L'implication** » (*commitment*) est le fait de *s'engager dans de nombreuses activités, et notamment dans des activités sociales.* **« Le défi »** (challenge) amène à *considérer les changements comme des opportunités pour progresser,* et non comme des menaces.

Dongo rémi **Kouabenan** (2007) souligne l'importance accordée par les sociétés contemporaines à *l'identification, la gestion et l'évaluation des risques professionnels, sportifs, routiers et environnementaux, ainsi que pour la santé et la sécurité des populations.* Malgré les efforts, il subsiste encore beaucoup trop de situations accidentelles ou dangereuses. En ce qui concerne **le risque routier**, il a constaté par exemple, que de nombreuses personnes méconnaissent le taux légal d'alcoolémie (c'est-à-dire le seuil à partir duquel on commet un délit), la distance nécessaire pour s'arrêter en fonction de la vitesse du véhicule et sous-estiment la nécessité du port de la ceinture dans les trajets en ville, près du domicile. La plupart des conducteurs pensent qu'ils sont plus sûrs et plus adroits que « le conducteur moyen ». **L'action préventive** devra améliorer les compétences sociales, telles que *l'efficacité de soi*, **l'assertivité** et *l'affirmation des sujets* (« *apprendre à dire non* à une offre de consommation d'alcool présentant un danger pour la conduite d'un véhicule) et *la résistance du sujet* à la pression d'un groupe de pairs sous-estimant les risques. Sur un plan pratique, l'ensemble des actions préventives qui améliorent : la planification des trajets, *la désignation du conducteur abstinent* ou *les raccompagnements par des personnes abstinentes*, la responsabilité individuelle et collective, peuvent diminuer l'acceptation excessive du risque.

Pour synthétiser notre propos, nous pourrions dire que l'existence simultanée de **cognitions dissonantes**, entraîne de la part de l'individu un **activisme** pour les faire, d'une façon ou d'une autre mieux s'accorder afin de **réduire la dissonance,** que cela soit pour consolider la croyance malmenée ou pour rompre avec une addiction.

Comme l'a expérimenté Kurt **Lewin**, lorsqu'on veut obtenir d'autrui qu'il modifie ses comportements, ses attitudes et ses idées, plutôt que d'adopter une stratégie autoritaire qui repose sur la coercition, la soumission à l'autorité (Milgram, 1974), la persuasion, ou l'endoctrinement... avec des individus hétéronomes, *mieux vaut opter dans une démocratie, pour des stratégies qui reposent sur le débat participatif*, avec *une large marge d'autonomie* accordée aux personnes. *L'obtention d'actes de comportements exploratoires et préparatoires à un changement* rendent possible la confrontation de plusieurs engagements, source de dissonance cognitive et de conflits socio-cognitifs, pouvant amener des modifications d'attitudes et de

comportements, ainsi que des changements de représentations et de valeurs. *Si l'évaluation qu'une personne en fait après coup, de façon libre et autonome, correspond à peu près à ses attentes et à celles de son environnement social, par rapport au problème posé, il est prévisible qu'elle persistera dans ce nouveau comportement, qui lui permet d'améliorer la consonance de ses cognitions.*

3.4.4. La théorie du sentiment d'efficacité personnelle (S.E.P.)

Dans de nombreux cas, **l'engagement** *n'est pas conscient* et pour expliquer les comportements cohérents, nous avons eu recours notamment à *l'analyse des stratégies de « la Communication engageante ».* **Le** « **sentiment d'efficacité personnelle** », étudié par albert **Bandura** (2007), va nous permettre d'aborder l'engagement, à partir de **la prise de conscience** d'un individu à propos de ses propres capacités, quand cela devient possible. Carl **Rogers** (1967) avait postulé que *chaque individu détient une capacité d'***auto-direction** *et de développement de ses potentialités, avec une tendance actualisante et un système d'***auto-régulation**.

Le S.E.P. peut être défini précisément comme une **attitude** de jugement effectué par une personne quant à sa capacité à faire face aux exigences d'une situation précise, ou à atteindre un objectif.

L'auto-efficacité agit comme un **mécanisme auto-régulateur central** de l'activité humaine. *La confiance* que la personne place dans ses capacités à produire des effets désirés influence ses aspirations, ses choix, sa *vulnérabilité au stress et à la dépression*, son *niveau d'effort et de persévérance*, *sa* **résilience** *face à l'adversité.*
Quand les humains ne disposaient que d'une compréhension très faible du monde environnant et de peu de moyens pour modifier son fonctionnement, ils faisaient appel à des forces surnaturelles, censées contrôler leur existence. Ils utilisaient des rituels et des codes de conduites élaborés, afin de gagner la faveur des puissances surnaturelles ou de s'en protéger. L'augmentation des connaissances au cours de l'histoire humaine a amélioré *l'aptitude à prévoir les évènements et à les contrôler.* La croyance en des systèmes de contrôle surnaturel a ainsi laissé place à des conceptions qui tiennent compte du fait que les humains ont le pouvoir de façonner leur propre destinée. *L'ingéniosité et les efforts humains ont supplanté les rituels de conciliation envers les divinités comme moyen de changer les conditions de vie.* A partir de leurs connaissances, les hommes ont fabriqué des technologies physiques qui ont radicalement modifié leur vie quotidienne.

L'ingénierie de **la mobilité** par exemple, a ainsi suscité des découvertes, des

inventions, des expériences. Elle a ouvert un champ d'exploration du monde terrestre, aquatique, spatial. Elle permet d'observer la bio- diversité végétale, animale et humaine. Elle les a amenés à voyager, à s'enrichir culturellement par la rencontre d'autres peuples de cultures différentes. Elle permet d'entretenir des relations familiales élargies. Elle répond aux besoins pour travailler, échanger des services, pratiquer des loisirs...

Les processus de pensée sont des **activités cérébrales émergentes** (Sperry, 1993), mais elles exercent aussi une influence déterminante. De nombreux systèmes nerveux concourent au fonctionnement humain. Ils agissent de manière inter-active sur différents sites et niveaux, pour produire des expériences cohérentes, à partir de la multitude des processus d'information. Les processus de pensée générés par le système cérébral supérieur sont impliqués dans la régulation des sous-systèmes viscéraux, moteur et d'autres niveaux inférieurs. Une foule d'activités micro-sensorielles, perceptives et de traitement de l'information font *émerger le sentiment d'efficacité personnelle.* Cependant, une fois formées, *les croyances d'efficacité personnelle régulent les aspirations, les attitudes prises, les choix de comportement, la mobilisation et la poursuite de l'effort, ainsi que les réactions émotionnelles.* Une **agentivité émergente interactive** permet de rendre compte du *processus évolutif de la conscience.*

Les croyances d'efficacité personnelle constituent un facteur clé de **l'agentivité humaine**. Composante du self, *l'agentivité* se définit par le fait de *se vivre auteur de nos propres actions*. L'esprit humain n'est pas seulement *réactif*, mais également *producteur, créateur et pro-actif.* Les individus peuvent devenir *producteurs d'idées originales, novatrices* ou se détourner totalement de la réalité, lorsque l'imagination perd tout contact. Si une personne estime ne pas pouvoir produire de résultats, elle hésitera également à s'engager.

En recherchant *les motivations du comportement exploratoire*, Robert w. **White** (1959) a proposé l'existence d'une motivation d'**effectance,** *besoin intrinsèque de traiter efficacement l'environnement par l'acquisition cumulative de connaissances et d'aptitudes à gérer l'environnement.* Le comportement est réalisé pour le sentiment d'efficacité qu'il procure. Mais *comment expliquer le caractère marqué et la persistance du comportement sur de longues périodes, lorsque des récompenses situationnelles immédiates sont faibles, absentes, voire négatives ?* Cette *implication prolongée* requiert des *aptitudes à* **l'autorégulation,** qui agissent de manière *anticipatoire*.

L'agentivité personnelle opère au sein d'un vaste réseau d'influences socioculturelles. Nous sommes liés les uns aux autres par **résonance** et par

empathie : *par résonance, nous reflétons automatiquement les attitudes et les mimiques des autres, tandis que par empathie, nous ressentons ce qu'ils éprouvent, ce qui nous permet de leur venir en aide.* En revanche, l'agentivité nous garantit que nous sommes des agents autonomes, maîtres de nos actes, ce qui *évite toute confusion entre soi et autrui.* Dans les **transactions agentiques**, les individus sont ainsi à la fois *producteurs et produits de leur société.*

La liberté n'est pas perçue comme l'affranchissement des influences sociales ou des contraintes situationnelles, et de tout déterminisme, elle est définie comme *l'exercice de l'influence sur soi-même, dans le but d'obtenir des résultats souhaités*. Cette liberté n'est pas une illusion. Elle est *le résultat des luttes populaires pour combattre le pouvoir absolutiste, les abus de l'autorité, la corruption, la violence, les discriminations...*, afin de faire reconnaître des droits et des devoirs, *en créant des institutions démocratiques.*

Isaiah **Berlin** (2002) distingue d*eux concepts de liberté* : **la liberté négative**, qui est *l'absence de soumission, de servitude, d'entraves*, tandis que **la liberté positive**, proche de l'idée de *droit* et de *réalisation de soi*, désigne la possibilité de faire quelque chose *de façon autonome et volontaire.* Si le mouvement social, qui porta le peuple antique d'Athènes à la possession du pouvoir sur lui-même, peut être considéré comme une expression d'*autonomie collective*, « d'**auto-gouvernement** », les combats que menèrent les peuples romains et, plus tard, vénitiens, florentins, hollandais, anglais, américains, français... apparaissent davantage marqués par **une attitude de défense** contre la tyrannie, l'absolutisme, le totalitarisme et d'*invention de contre-pouvoirs* (Mougel, 2004, p.231) avec la pose d'« *actes préparatoires* » à *la mise en place de démocraties politiques, sociales, économiques dans des sociétés vastes et complexes.*

Amartya **Sen** (2000), considère la **liberté individuelle** comme une **responsabilité sociale**, qui doit porter à la fois *sur la liberté positive, sur la liberté négative et sur l'intégralité de leurs relations réciproques*, il lui donne le sens pratique de choisir sa vie, en fonction de *ses capabilités*. Selon sa situation, chacun privilégie les fonctionnements les plus élémentaires – se nourrir convenablement, jouir de la liberté d'échapper aux maladies évitables – jusqu'à des activités ou des états très complexes – participer à la vie de la collectivité, jouir d'une bonne estime de soi... Nos choix sont effectués dans les limites de ce qui est perçu comme faisable. Il définit la **capabilité** comme *les diverses combinaisons de fonctionnements (états et actions) que la personne peut accomplir*. La capabilité d'une personne dépend de nombreux éléments, qui comprennent aussi bien les caractéristiques personnelles que l'organisation sociale. Il s'agit d'une forme de *liberté substantielle de mise en œuvre* des diverses combinaisons. La capabilité est un ensemble de vecteurs de

fonctionnements qui indiquent qu'un individu est libre de mener tel ou tel type de vie, en fonction de ses capacités, mais aussi des opportunités offertes et des besoins pris en compte (Sen, ibid, p.106). *Les individus ont des besoins très différents, qui varient en fonction de la santé, de la longévité, du climat, du lieu géographique, des conditions de travail, du tempérament et même de la taille du corps (laquelle influe sur les besoins de nourriture et d'habillement)...*

Les personnes posent des actes de façon autonome, ce qui leur procure de l'autosatisfaction et un sentiment de valeur personnelle. *L'autonomie est relative*, non absolue. Une fois que les capacités auto-réactives sont acquises, les capabilités peuvent se mettre en œuvre et le comportement produit plusieurs types de conséquences, des résultats externes, des évaluations par autrui et des postures auto-évaluatives, qui peuvent à leur tour, influencer diversement le comportement.
Si **l'acquisition du langage** fournit aux enfants les outils symboliques pour réfléchir à leurs expériences et à ce que les autres leur disent sur leurs capacités, par **la pensée réflexive**, ils commencent à acquérir une connaissance personnelle de ce qu'ils peuvent faire ou non. Les parents, les enseignants ou d'autres personnes, en verbalisant les évaluations de leurs capacités, les guident par rapport aux situations où ils auront à se débrouiller par eux-mêmes.

Le modèle de **la pédagogie de maîtrise** se donne pour ambition de définir les approches pédagogiques qui sont les plus susceptibles de *conduire les apprenants au succès.* Certains critères de réussite découlent directement des travaux béhavioristes et en particulier de l'exigence formulée par **Skinner** *que les* **objectifs** *à atteindre à l'issue d'un enseignement, soient fixés et évaluables en termes de comportements observables de l'élève.* Mais, Benjamin **Bloom** (1975, in Huberman, 1988) estimait qu'il fallait prendre en compte *les trois dimensions psychologiques : celles de la psychomotricité, de l'affectif et du cognitif.* Le domaine psychomoteur se rapporte à la manipulation ou aux **habiletés** physiques. Le domaine affectif concerne les **émotions** et les **attitudes** générées par l'apprentissage. Le domaine cognitif se rapporte à la connaissance et à la compréhension des **métaphores** et des **concepts.**

L*es élèves doivent être aidés, quand et là où ils rencontrent des difficultés. La pédagogie de maîtrise i*nsiste beaucoup sur l'importance des **remédiations** qui vont de pair avec *l'évaluation continue des acquis des élèves*. A ce propos, Bloom parle d'**évaluation formative** pour désigner une forme d'*évaluation intégrée au processus d'apprentissage et dont le but est le diagnostic immédiat des difficultés pour pouvoir y apporter une réponse rapide, sous la forme de remédiations ajustées aux besoins de chacun. La régulation permanente des apprentissages* à travers la passation régulière de tests et l'apport judicieux d'activités de *remédiation* permet, selon Bloom, d'*envisager un enseignement collectif, dont l'efficacité ne serait pas loin*

d'égaler les effets du tutorat individuel. A ce niveau, Bloom insiste beaucoup pour que les remédiations fournies, propose des activités d'apprentissage différentes de celles qui ont conduit à l'échec et constituent de réelles occasions de **différenciation des apprentissages** offerts à l'élève. Il recommande de *favoriser le soutien familial à l'apprentissage des élèves.* Il préconise de prendre en compte **les rythmes** et possibilités des élèves, tout en se donnant les moyens d'analyser le fonctionnement des apprentissages. Sa mise en œuvre paraît apporter une solution intéressante au problème des pré-requis, le respect des différences de rythmes permettant aux plus lents de prendre des repères sur les plus rapides et, de ce fait même, d'avancer plus vite que ne laissait prévoir le strict "respect" des rythmes individuels. C'est donc *une pédagogie interactive*, qui aspire à s'inscrire dans la durée pour accorder à l'élève *"tout le temps, dont il a besoin pour apprendre"*.

L'efficacité personnelle concerne les évaluations par l'individu de ses aptitudes personnelles. Elle se développe et se modifie non seulement par *les expériences directes de maîtrise*, mais aussi par *les expériences vicariantes, le modelage et l'auto-modelage.* Le sentiment d'efficacité personnel dérive d'un programme de recherche sur « *l'expérience de maîtrise guidée* », à partir d'une méthode dans laquelle on offre à quelqu'un *la possibilité de réussir, par étapes, ce qu'il échoue habituellement, ou ce qu'il craint d'échouer. En quelques sessions, on voit diminuer son anxiété, ses réponses biologiques de stress et son comportement phobique.* Le traitement induit de **la résilience**. Mais comment *construire un sentiment d'efficacité résilient* ? Une façon, qui est aussi la plus efficace, consiste à *vivre des expériences de maîtrise : les succès produisent un sentiment d'efficacité robuste, tandis que les échecs le minent*. Mais en même temps, si les gens n'obtiennent que des succès faciles, ils s'habituent à des résultats immédiats et sont très vite découragés par les obstacles. Pour *acquérir un sentiment d'efficacité résilient, il faut avoir surmonté des obstacles par des efforts persévérants.* La résilience s'acquiert également *en apprenant comment transformer les échecs en sources d'apprentissage* (Bandura, in Chapelle, 2004, pp.109, 113).

L'expérience vicariante, *c'est l'opportunité de pouvoir observer un individu similaire à soi-même exécuter une activité donnée.* Elle constitue une source d'information importante influençant la perception d'auto-efficacité. Cette expérience vicariante vaut pour les adultes comme pour les enfants, dans le domaine professionnel comme dans le domaine scolaire, voire dans bien d'autres domaines, y compris médical. *L'évaluation d'auto-efficacité varie fortement en fonction des performances de ceux qui sont choisis pour établir la comparaison sociale.* Voir ce qui n'a pas marché chez autrui élève la confiance du sujet dans de meilleures alternatives. Inversement, constater qu'une personne compétente réussit à peine, malgré des tactiques très habiles, peut conduire le sujet à considérer que la tâche est bien plus

difficile qu'ils ne l'avaient supposé initialement.

Le modelage consiste à *porter attention à un comportement modèle*. On distingue *les modèles de coping*, et *les modèles experts*. Dans **les modèles de coping**, *les personnes prises pour modèle, leur ressemblent par les difficultés qu'elles ont à surmonter leurs problèmes. Les sujets sont amenés à les observer et à les entendre vaincre ces difficultés par leurs efforts persévérants. Voir ou imaginer les autres, similaires à soi, agir avec succès augmente les croyances d'efficacité des sujets.* Les personnes qui n'ont pas les compétences de résolution de problèmes, tirent un plus grand bénéfice de l'observation d'autres personnes, *modelant des pensées auto-guidantes en lien avec les actions,* que de la seule observations de leurs actions. *Les autres personnes sont une source d'inspiration, de compétences et de motivation. Assister aux efforts persévérants et aux succès de quelqu'un qui nous ressemble, augmente nos croyances en notre propre efficacité.* Autrement dit, les personnes les plus expérimentées et compétentes fournissent des modèles de style efficace de pensée et de comportements. Une grande quantité d'apprentissage social survient ainsi au sein d'un groupe de pairs.

Dans les **modèles experts**, *le sujet pris pour modèle est épistémique et réussit les épreuves sans faire d'erreurs. Ces modèles peuvent être progressifs en guidant le sujet vers « l'excellence », par étapes successives*.

Toutefois, d'après Bandura (2007, pp.154, 155) *le modelage de coping aide à construire un sentiment plus fort d'efficacité d'apprentissage que le modelage d'expertise. Il a plus de chances de contribuer à la résilience de l'efficacité personnelle dans des circonstances difficiles où le chemin vers le succès est long, parsemé d'obstacles, de difficultés et de déconvenues et où la preuve du progrès est longue à se manifester.* Ce sont les conditions habituelles auxquelles font face les *innovateurs* et ceux qui cherchent à effectuer des changements radicaux.

La persuasion sociale est une autre façon d'influencer le sentiment d'efficacité personnelle. *Des encouragements pertinents* peuvent *aider à poursuivre les efforts*, et augmenter les chances de succès. Mais pour qu'un parent, un enseignant, un chef d'entreprise, un thérapeute ou même un ami... réussisse à *induire chez une personne un fort sentiment d'efficacité,* il ne doit pas seulement *le féliciter quand il réussit*, *il doit le placer dans des situations dans lesquelles il réussira*. Il évitera donc de le confronter trop précocement à des difficultés, qui risqueraient de le mener à l'échec. Enfin, *il l'encouragera à s'évaluer par rapport à lui-même*, plutôt que par rapport aux autres. Les encouragements, sans les conseils pour rendre plus compétent, ne donnent pas beaucoup de résultats positifs.

Mais les sujets ont non seulement besoin de *connaître les stratégies efficaces*, mais aussi d'être en mesure d'exercer un meilleur *contrôle*, en s'appliquant avec sérieux et persévérance. *Les sujets observent leurs propres réussites*, obtenues dans des conditions organisées pour leur permettre de donner le meilleur d'eux-mêmes. Cette forme de modelage constitue *un diagnostic direct de ce qu'ils sont capables de faire*.

L'objectif prioritaire de l'éducation des enfants et de la formation des adultes est d'*équiper les apprenants de capacités auto-régulatrices, qui leur permettent de s'éduquer et de se former eux-mêmes. L'auto-direction* contribue au succès tout au long de l'existence. *On évalue sa propre efficacité en observant son état physique et émotionnel.* Dans les activités physiques, qui demandent force et endurance, la fatigue et la douleur peuvent être interprétées comme des signes d'une faible efficacité personnelle. L'humeur affecte également le sentiment d'efficacité : *une humeur positive l'augmente, tandis qu'une négative le diminue. Augmenter la force physique, modifier les interprétations erronées des états physiques, réduire le stress et la dépression, favorisent le sentiment d'efficacité personnelle.* **L'auto-régulation** inclut *les compétences à planifier, organiser et gérer les activités d'apprentissage, à solliciter des ressources, à réguler sa motivation et utiliser des compétences auto-évaluatives, pour construire stratégiquement son parcours de formation.*

Les efforts visant à contrôler les circonstances de la vie se manifestent dans presque chaque acte de l'existence, car ils procurent d'innombrables bénéfices personnels et sociaux. L'incertitude face à des domaines importants est fortement perturbante. Les réactions de stress sont en grande partie régies par des croyances d'efficacité de coping, plutôt qu'elles ne sont déclenchées directement par les propriétés des menaces et des exigences environnementales. *C'est la perception des évènements de vie comme dépassant les capacités de coping de la personne, qui devient la réalité stressante.* Un faible sentiment d'efficacité à gérer les stresseurs peut affaiblir la santé humaine. **Les cathécolamines** sont des neurotransmetteurs qui interviennent dans la sécrétion d'hormones de stress, qui mobilisent le système corporel pour faire face aux menaces perçues. Les niveaux d'**adrénaline**, de **noradrénaline** et de **dopac**, un métabolite de la dopamine, sont bas lorsque les phobiques font face à des menaces estimées contrôlables. Les doutes de soi relatif à l'efficacité de coping produisent une augmentation notable de ces cathécolamines. Alors que celles-ci chutent avec le rejet de la tâche menaçante, le dopac s'élève à son niveau maximal, il est enclenché par la simple perception que les exigences environnementales vont dépasser les capacités de coping de la personne. Quand les exigences de l'activité sont personnellement contrôlables, les individus dont l'efficacité perçue de coping a été illusoirement élevée, parviennent à de meilleures performances avec une tension artérielle et une réactivité cardiaque plus basse que ceux dont les croyances d'efficacité ont été illusoirement abaissées. Quand la situation impose des

contraintes sur l'initiative personnelle, *les bénéfices d'un sentiment d'efficacité* sont mieux obtenus par des enchaînements d'actions soutenant, destinés à relâcher les contraintes, qu'ils ne le sont en luttant contre elles.

Le corps produit ses propres analgésiques appelés **endorphines**. Des stimulations douloureuses déclenchent la libération de ces substances chimiques, qui bloquent la transmission nerveuse de la douleur. Il a été remarqué que *l'efficacité perçue de coping peut apaiser les douleurs par différents moyens cognitifs. Le contrôle de la conscience par l'investissement dans des activités de grand intérêt est une stratégie positive d'engagement.* Les personnes qui croient pouvoir exercer un certain contrôle sur la douleur ont aussi des chances d'interpréter les sensations et les états corporels déplaisants plus bénignement que ceux qui pensent ne rien pouvoir faire pour alléger leur douleur. Les techniques telles que *la relaxation et les placebos* augmentent également l'efficacité perçue à supporter et à réduire la douleur. Plus les individus s'estiment efficaces, moins ils ressentent la douleur. Le mécanisme opioïde entre en jeu dans les phases ultérieures, quand le contrôle devient insuffisant pour atténuer la douleur croissante ou pour la bloquer par l'effort conscient. *L'efficacité perçue favorise même un engagement plus actif dans des activités, qui peuvent augmenter le niveau et la durée de stimulation douloureuse.*

Le fait que les humains puissent faciliter l'apparition de résultats significatifs rend ceux-ci plus *prédictibles*, ce qui incite à **une attitude adaptative de préparation**. Inversement, l'impossibilité d'influer sur les éléments qui affectent négativement la vie personnelle conduit à la peur, à l'apathie ou au désespoir. Pouvoir obtenir des résultats désirés et prévenir ceux non souhaités, constitue donc *un puissant stimulant pour le développement et l'exercice du contrôle personnel. Plus les individus utilisent leur influence pour agir sur les évènements de leur existence, plus ils peuvent façonner ceux-ci à leur goût.* Pour autant, reconnaît Bandura (2007, pp.10, 12), *l'aptitude humaine au contrôle* est un bienfait mitigé, car son impact sur la qualité de vie dépend de l'objectif visé. Par exemple, la vie *des innovateurs et des réformateurs sociaux,* dirigée par *une volonté puissante*, est souvent difficile. Ils sont l'objet de dérision, de condamnation et de persécution, même si la société bénéficie de leurs efforts persévérants. L'aptitude humaine à transformer l'environnement peut avoir un impact non seulement sur la vie présente, mais également sur les générations futures. Nombreuses sont les technologies qui, bien que procurant des bénéfices actuels, entraînent des effets susceptibles de causer de graves dommages à l'environnement. Notre capacité technique à détruire ou à rendre inhabitable une partie de la planète, atteste bien le pouvoir croissant de l'être humain. L'opinion publique est devenue particulièrement sensible à l'avenir que nous préparent les technologies que nous créons. A long terme, *la poursuite insatiable de l'intérêt personnel produit des effets qui peuvent être néfastes à la société. L'attitude qui*

consiste à placer l'intérêt individuel au-dessus de l'intérêt collectif entrave les efforts pour résoudre les problèmes plus larges de la société.

La théorie sociale cognitive remet en cause le fonctionnalisme brut. *Aucune décision n'est prise sans émotion, et personne n'est motivé uniquement par le désir de maximiser ses intérêts.* De même les gens ne choisissent pas ce qui leur est le plus utile. Ils ont tendance à choisir des actions qui leur offrent *une satisfaction personnelle et le sens de leur propre valeur, et rejettent celles qui les dévalorisent.* Ainsi, les personnes sont prêtes à adopter des alternatives peu utiles ou même à renoncer à des récompenses matérielles substantielles pour *préserver une image positive d'eux-mêmes.* Et s'ils sont *motivés par le care, la sollicitude, la compassion,* ils peuvent placer au second plan leur propre intérêt pour le bien-être des autres (Bandura, in Chapelle, 2004, p.113).

3.5. Les approches de l'Intelligence collective

L'intelligence collective désigne les capacités cognitives développées par les **interactions** *multiples entre des membres d'espèces différentes ou d'une même espèce.* L'intelligence collective est différente de la somme des intelligences individuelles qui la composent. Elle s'observe dès *l'émergence de la vie*, dans les phénomènes de *symbiose*, On l'évoque aussi dans les relations d'interactions entres différentes espèces, végétales et animales, *co-habitant un même espace*, un écosystème local, voire l'écosystème à l'échelle planétaire. On l'a étudié plus spécifiquement chez les insectes sociaux (fourmis, termites, et abeilles), chez les animaux se déplaçant en formation (oiseaux migrateurs, bancs de poissons), chez les mammifères sociaux chassant en meute (loups, hyènes, lionnes) et chez les primates et les humains.

3.5.1. Les différentes sortes de symbiose, dans le processus évolutif

L'association d'éléments hétérogènes caractérise la fabrication de la matière et l'émergence de la vie, le passage du simple au complexe, de l'inanimé au vivant. A la coalition des atomes formant les molécules constitutives de la vie ont suivi des phénomènes évolutifs d'*endosymbiose,* qui ont conduit à la formation des organites : mitochondrie et chloroplaste, dans les cellules eucaryotes, élément constitutif des végétaux et des animaux. Les composants distincts d'une cellule eucaryote se sont assemblés *par coopération* entre des créatures individuées plus simples, à savoir les bactéries, qui ont troqué leur statut indépendant pour appartenir à un nouvel agrégat. **La gouvernance** d'un organisme multi-cellulaire est hautement *décentralisé*

(Damasio, 2010, pp.45, 55). **L'endosymbiose** permet de décrire au niveau cellulaire *une coopération* entre des micro-organismes simples, et les cellules d'organismes plus évolués qui les contiennent et dont ils favorisent le fonctionnement. Tout au cours de l'évolution naturelle, on observe diverses sortes de **symbiose** : *association intime et durable entre deux et parfois plus, organismes hétéro-spécifiques, comme le parasitisme, le commensalisme, le mutualisme, la coopération.*

Le parasitisme est *une relation symbiotique* dont un des protagonistes tire profit en se nourrissant, en s'abritant ou en se reproduisant... aux dépens d'un ou de plusieurs hôtes. Certains parasitismes peuvent être considérés comme des cas particuliers de prédation, mais de nombreuses formes de parasitisme peuvent se révéler*« utiles »* à l'hôte et/ou à son espèce ou à la biocénose; par exemple, de nombreux parasites interviennent efficacement dans le rétro-contrôle de la démographie de populations, dont les individus - sans parasitisme - pulluleraient rapidement, jusqu'à faire disparaître leurs ressources alimentaires. La sélection naturelle favorise l'apparition constante de moyens de défense chez les hôtes. Le *parasite* évolue pour continuer à pouvoir rencontrer son hôte et survivre sur ou dans l'hôte. Dans le même temps, l'*hôte* évolue pour ne pas rencontrer le parasite, s'en débarrasser ou s'en défendre. **Les interactions durables** concernent les parasites de la faune ou flore sauvage, ou les maladies qui affectent les humains en entretenant l'immunité humaine au cours de la longue histoire de *la coévolution de l'Homme et de ses pathogènes.*

Le commensalisme est un type d'interaction biologique fréquente ou systématique entre deux êtres vivants dans laquelle l'hôte fournit une partie de sa propre nourriture au *commensal* : il n'obtient en revanche aucune contrepartie évidente de ce dernier. Le bénéfice de cette relation n'est pas réciproque.

Le commensalisme est une exploitation non-parasitaire d'une espèce vivante par une autre espèce.

Le mutualisme est une interaction entre deux ou plusieurs espèces, dans laquelle *le symbiote et l'hôte tirent tous les deux profit de cette relation qui est nécessaire pour les deux espèces.* À l'inverse du commensalisme, il y a adaptations chez les deux espèces associées, car la modification de l'une peut influer sur la survie et la reproduction de l'autre. La sélection naturelle en a favorisé l'évolution, car le coût qui lui est associé est largement compensé par un bénéfice net immédiat en faveur des participants. La majorité des oiseaux et des mammifères manifestent ce comportement dans différents contextes, notamment pour la protection contre les intrus ou les prédateurs, et l'accès facilité à des sources de nourritures.

Dans cette perspective, *le mieux adapté survit parce qu'il a une relation de*

coopération *étroite avec son* **écosystème***.*

3.5.2. Les sociétés animales de même espèce

Le comportement social s'ébauche, dans le monde animal, à travers les comportements sexuel et parental, qui rendent compte de la communication et des relations entre individus. Il existe des espèces plutôt solitaires et d'autres qui sont au contraire sociables comme les fourmis, le degré de sociabilité étant directement lié aux *stratégies de survie et de reproduction* : ainsi, les papillons du genre Heliconius, à la coloration signalant une chair non-comestible, vivent en groupes pour augmenter leur effet visuel et dissuader d'éventuels prédateurs.

Un des *avantages* évidents *de la vie sociale* est *la vigilance accrue vis-à-vis des prédateurs.* Un animal solitaire est obligé de passer plus de temps à surveiller son environnement immédiat qu'un animal vivant en groupe. On a remarqué que plus la taille du groupe augmente et plus la vigilance globale de ce groupe (la proportion de temps où un animal au moins surveille les alentours) augmente aussi. Un autre avantage de la vie sociale est ce qu'on appelle *l'effet de dilution* : un animal se joignant à un groupe a statistiquement moins de chances d'être victime d'une agression. Il existe encore d'autres avantages, comme *la chasse en groupe, la défense du groupe, la reproduction coopérative.*

La vie en groupe présente néanmoins des inconvénients, car elle a tendance à accentuer *la compétition* pour la nourriture et les partenaires sexuels. Il existe par exemple un effet de dérangement dans la chasse collective, les animaux, à cause de leur nombre, faisant fuir leurs proies. Le cas de la compétition sexuelle est tout aussi manifeste : lorsque le groupe est dense, la lutte est plus féroce. La lutte peut être plus indirecte, mais tout aussi meurtrière, comme chez les corneilles noires qui cannibalisent les œufs et les poussins de leurs congénères, pour les empêcher de se reproduire.

Dans le cadre d'une même espèce, **la coopération** permet donc à différents acteurs d'agir dans un intérêt commun, par exemple pour la sexualité, le soin aux rejetons, la chasse...

Alors que la reproduction à l'identique est le mode de diffusion des bactéries, des virus, des protistes, **la sexualité** *unit deux cellules (d'une même espèce ou d'espèces proches) : l'ovocyte et le spermatozoïde, pour en fabriquer une : l'œuf.* La division sexuée des organismes en sexes complémentaires permet *un brassage des gènes* par méiose et fécondation, qui *favorise la diversité génétique et l'adaptation des organismes à leur environnement*. André **Langaney** (1979, pp.18, 19) a noté que la

sexualité n'invente pas de nouveaux gènes, mais utilise pour créer de nouveaux individus la palette de variation offerte par les mutations, dont sont porteurs les parents successifs, *elle innove sans cesse* à partir des mutations pré-existantes. *A l'équation un donne deux de la reproduction, se substitue l'équation deux donne un autre de la sexualité.* En même temps est créé un nouvel être qui possède des gènes de sa mère et de son père, tout en étant différent d'eux. Dans les populations sexuées, les individus déjà tous différenciés, changent de génération en génération. *Au lieu de se perpétuer dans la continuité, chaque individu meurt, permettant à l'espèce, de se renouveler différemment à chaque génération. La sexualité accélère le rythme, autrement très lent de l'évolution.*

Le problème de la femelle consiste à attirer un partenaire sexuel qui va doter sa progéniture des *meilleures chances de survie et de reproduction*. Le problème évolutif pour le mâle est d'attirer les femelles malgré *la compétition* de tous les autres mâles, car les vainqueurs des combats, accédant aux femelles, transmettent leurs gènes à la génération suivante. Toutefois l'agression est limitée :

- elle ne doit pas s'exercer à l'égard des femelles,
- elle ne doit pas être systématiquement mortelle sous peine de compromettre la survie démographique de la population.

3.5.2.1. Les insectes sociaux

Si nous prenons l'exemple des fourmis, des termites, des abeilles... il apparait un **comportement émergent**, effet global qui résulte de l'application de règles locales. Les études réalisées par les éthologistes ont montré que certains comportements collectifs des insectes sociaux étaient *auto-organisés*. **L'auto-organisation** caractérise des processus au cours desquels, de *l'organisation émerge au niveau collectif, à partir d'une multitude d'interactions simples entre insectes, sans être codées explicitement au niveau individuel.* C'est un phénomène de mise en ordre croissant, et *allant en sens inverse de l'augmentation de l'entropie*; *au prix d'une dissipation d'énergie qui servira à maintenir cette structure.* Ces espèces présentent un type d'organisation sociale particulière, appelée **eusocialité**, qui se manifeste par une *division du travail*, la présence d'une caste stérile (ouvrières) et une absence de séparation franche entre les différentes générations. Le fait que certains individus ("ouvrier" ou "ouvrière") de la colonie ne se reproduisent pas s'explique par le fait que le bénéfice n'est pas donné à leur progéniture, mais à celle d'individus qui leurs sont étroitement apparentés. Les individus fertiles sont chargés de la reproduction, tandis que les autres s'occupent de les nourrir et de les protéger, accordant ainsi aux petits plus nombreux une plus grande chance de survie.

Les fourmis présentent des adaptations qui peuvent conférer un avantage

écologique dans certains environnements :

- un registre comportemental limité,
- des capacités cognitives pas assez développées pour permettre à un seul individu d'obtenir assez d'information sur l'état de la collectivité pour garantir une division des tâches efficace, condition nécessaire au bon fonctionnement de la colonie,
- des facultés de communication avancées par le biais des *phéromones*, favorisant des interactions multiples.

La colonie dans son ensemble est un système complexe stable et *auto-régulé capable de s'adapter très facilement aux variations environnementales* les plus imprévisibles, mais aussi et surtout de *résoudre des problèmes sans contrôle externe ou mécanisme de coordination central, de manière totalement distribuée.* Les tâches accomplies par la colonie ne sont naturellement pas à la portée d'un individu seul ou d'un groupe identique dénué d'*intelligence collective*. Cela a permis aux fourmis de s'imposer partout sur le globe terrestre, puisqu'on considère que la biomasse des fourmis est à peu près identique à celle de l'espèce humaine.

3.5.2.2. Les oiseaux

John **Crook** a appliqué une méthode de comparaison d'espèces étroitement apparentées confrontées à des problèmes cognitifs différents, parce que liés à des différences écologiques. Crook a travaillé sur 90 espèces de tisserins, des oiseaux qui vivent en Afrique et en Asie. Ces oiseaux présentent des organisations sociales très diversifiées selon les espèces. En particulier, les espèces des forêts sont solitaires, cachent leur nid et sont monogames, alors que les tisserins de savane vivent en bandes, nichent en colonies et sont polygames, d'où un fort dimorphisme sexuel, avec des mâles aux couleurs vives. Une telle différence s'explique par deux facteurs : *la nourriture et les prédateurs.* La nourriture en forêt est difficile à trouver, les prédateurs plus discrets, c'est-à-dire redoutables. C'est pourquoi les deux parents ne sont pas de trop pour nourrir et surveiller les jeunes ; en outre, leurs couleurs ternes constituent un bon *camouflage*. A l'inverse, la nourriture est relativement dense et abondante dans la savane, et les prédateurs à découvert. Il est alors utile aux tisserins de parcourir en bandes leur territoire pour trouver plus facilement leur nourriture, qui sera de toute façon en quantité suffisante. *L'aspect voyant des mâles est dès lors moins dangereux. Les oiseaux sont capables d'apprendre*, on sait par exemple que les petits coucous apprennent le chant de leurs parents adoptifs ou que *les corbeaux font leur apprentissage en imitant leurs semblables*. Les plus communes de leurs capacités sont certainement leur *représentation spatiale* (qui leur permet de s'orienter, de retrouver une source de nourriture ou de construire des nids sophistiqués) et leurs *capacités de communication*. Certains ont *l'aptitude à se servir*

d'objet comme outil. Le corbeau calédonien, par exemple, est capable de se servir d'un bâton pour déloger les insectes, dont il se nourrit. Certains oiseaux sont même *capables de compter,* comme les Psittacidae. On a également observé des oiseaux *capables de se soigner,* par exemple en ingérant de l'argile destinée à combattre les effets néfastes des toxines alimentaires.

Le degré de *sociabilité* varie selon les espèces d'oiseaux et les saisons, mais la plupart des espèces sont sociables, à une période de leur vie. Les relations sont principalement de trois types :

- relations parentales,
- relations mâle-femelle et concurrence entre mâles,
- relations inter-spécifiques (plusieurs types de commensalismes, surtout alimentaires, sont connus de la part d'oiseaux, vis-à-vis d'autres espèces mais également le cleptoparasitisme et le parasitisme des nids).

Si *les mâles aident les femelles dans l'élevage des petits pour beaucoup d'espèces,* ceci n'est pas systématique, mais ce comportement est beaucoup plus courant chez les oiseaux que chez les autres classes de vertébrés. La présence des mâles est donc souvent nécessaire à l'incubation et/ou à l'élevage des oisillons, et dans certains cas les femelles n'y participent pas. Chez certaines espèces, *les tâches sont strictement divisées: incubation, défense du nid, nourrissage des petits.*

Les regroupements d'oiseaux peuvent avoir un objectif précis, comme la migration ou la nidification. Certaines espèces vivent en groupe pluri-spécifiques, d'autres en groupe de la même espèce. Lorsqu'elles sont grégaires, elles font preuve de *comportements sociaux ou collectifs* qui peuvent être très complexes comme la chasse en groupe, la constitution de hiérarchie, la coopération filiale dans l'élevage des jeunes, la présence de guetteur, la constitution de nuées ou volées mono ou pluri-spécifiques, ou tout simplement la constitution de colonies.

Les oiseaux migrateurs doivent parcourir de très longues distances, dans des conditions parfois difficiles. Ainsi, il est important pour eux d'*optimiser leur déplacement en termes d'énergie dépensée.* Les oies sauvages adoptent des formations en V qui leur permettent d'étendre leur distance de vol de près de 70%, car chaque oiseau prend l'aspiration de son prédécesseur, comme le font les cyclistes. Le prix à payer est une perte en vitesse, puisqu'un individu seul vole en moyenne 24% plus vite qu'une volée.

3.5.2.3. Les mammifères et parmi eux : les primates et les humains

Le cerveau des mammifères se distingue de celui des autres vertébrés par le

développement du cortex cérébral (néo-cortex), qui recouvre les hémisphères cérébraux et assure un grand nombre de fonctions, notamment l*a coordination des activités sensorielles et motrices, ainsi que celle des comportements non réflexes.* Ce néo-cortex atteint son degré de développement le plus élevé chez les primates, et particulièrement chez l'homme.

Chez les mammifères, la fécondation est interne, grâce à *la copulation*, pratiquée par tous les mammifères, sauf les monotrèmes (échidnés et ornithorynque). Ils sont *vivipares*. Le développement de l'embryon s'effectue dans l'utérus, à l'intérieur du corps de la mère, encore à l'exception des monotrèmes, qui présentent la particularité de pondre des œufs et sont donc ovipares.

Presque tous *nécessitent une éducation* et *ils ne sont pas autonomes à la naissance*. *L'une des particularités des mammifères est de faire d'autres individus de leur espèce les sources principales de signaux, et tout au moins des relais importants dans la perception des signaux "extérieurs"*. Ainsi, dans la situation infantile du jeune mammifère, *la mère est la source principale des signaux*, ce qui lui permet, par la modulation de ces signaux, d'*élaborer une éducation* de son rejeton. Elle joue un rôle de *déclencheur*, passant *par le filtre de l'émotivité et de l'affectivité*, en mobilisant ce que les physiologistes ont appelé le *"cerveau mammifère"* ou le "*cerveau des émotions*". L'émotion peut dans certaines conditions, *jouer le rôle de déclencheur de la réaction instinctuelle,* mais très souvent, elle joue *un rôle inhibiteur.* La satisfaction instinctuelle passe fort souvent *par le biais d'une émotion collective, tout à fait codée et organisée,* alors même que la satisfaction individuelle reste interdite par l'inhibition. Tous *les rapports sociaux sont construits sur des pulsions émotionnelles. L'émotion et l'affectivité sont les principaux moyens de contrôle sur les groupes.* Elles sont à la base de la constitution des systèmes sociaux des mammifères.

Les principaux facteurs biologiques qui contrôlent le comportement sexuel des mammifères sont l*es phéromones, les hormones, les récompenses et les valeurs, marqueurs associées aux représentations cognitives.* Les études du sentiment amoureux suggèrent une relation avec « *la dépendance addictive* », état qui serait provoqué par les endorphines libérées durant les relations amoureuses. Chez l'être humain, le chimpanzé, le bonobo, l'orang outan, le dauphin... le comportement sexuel devient *un comportement érotique.* L'état amoureux peut provoquer des émotions intenses, de détresse ou d'euphorie. **La sélection de parentèle** favorise les gènes qui poussent à *un comportement altruiste* envers des individus génétiquement liés à l'animal. **Le soin parental et l'éducation** sont des formes d'*altruisme*, parce que le parent place à un second plan ses intérêts individuels, en investissant temps et énergie dans l'accompagnement de ses rejetons et/ou dans l'aide à son conjoint

pour remplir cette tâche. Mais les mammifères ont des organisations sociales variées, de la vie en solitaire à la vie de groupe. Dans l'ordre des carnivores, beaucoup d'espèces présentent une vie sociale élaborée et hiérarchisée : c'est le cas notamment des loups et des chacals, qui chassent en groupe, et des mangoustes, qui forment des sociétés très soudées et qui pratiquent **l'entraide sociale**, s'associant même pour faire fuir les prédateurs. La plupart des primates vivent également en sociétés relativement complexes.

Les rats-taupes nus (Heterocephalus glaber) de l'est de l'Afrique sont un cas unique : ce sont les seuls mammifères, mais aussi les seuls vertébrés, à présenter une organisation sociale similaire à celle des insectes sociaux comme les abeilles et les termites, avec des individus répartis en castes aux fonctions bien précises, et un seul couple reproducteur pour toute la colonie.

Les primates constituent un ordre au sein des mammifères placentaires. Ce clade regroupe les singes - dont l'homme - ainsi que quelques espèces proches dont les lémuriens.

Jane **Goodal** (1971) a observé un chimpanzé en train de *fabriquer et d'utiliser des outils* pour attraper des termites. Cette découverte a ébranlé la définition de "l'être humain", qui attribuait alors ce comportement exclusivement à l'humain. Grâce à ses recherches, nous savons maintenant que les chimpanzés sont biologiquement semblables aux humains : ils possèdent de nombreuses *capacités intellectuelles*, ils chassent pour se procurer de la viande, *utilisent des outils, se transmettent des savoir-faire, possèdent une intelligence stratégique et des embryons de culture.* L*es membres d'une* m*ême famille maintiennent des liens forts et durables et ce, durant toute leur vie.* Gordon **Gallup** (1970) avec " *le test de la tâche*", a montré qu'*un chimpanzé reconnaît sa propre image*. Il a marqué le front du singe d'une tâche colorée durant son sommeil. Si à son réveil, le singe réagissait devant le miroir en se touchant le front, c'est qu'*il avait bien conscience que c'est sa propre image qu'il voit dans le miroir*. Or les grands singes (chimpanzés, gorille, orang-outans) réussissent ce test, alors que les autres espèces de primates n'y parviennent pas. Emile **Menzel** (1978) a démontré l'existence d'une "*carte mentale du territoire*" chez les chimpanzés. Michèle **Fabre-Thorpe** et simon **Thorpe** (1999) ont mis en valeur leur *capacité à la catégorisation* (de formes d'objet, de couleurs). Ils manifestent des *capacités de calcul élémentaire* (jusqu'au nombre 6 environ). Au niveau du *langage*, la communication entre chimpanzés par *le langage des signes* est attestée, de même qu'*un enseignement à des petits*. il est aussi établi que les grands singes peuvent *apprendre à manipuler jusqu'à 200 ou 300 signes*, sans lien avec la forme du mot et l'objet désigné. Les mots utilisés sont des mots concrets, qui servent à désigner des objets, des individus, des situations, mais la construction de chaînes de mots et la

grammaire sont limitées. Les chimpanzés comprennent *les intentions d'autrui.* David **Premack** et georges **Woodruff** (1978) ont observé des chimpanzés en train de tricher**,** détournant l'attention d'un individu pour voler un fruit. Andrew **Whiten** et richard **Byrne** (1988) ont appellé "*intelligence machiavélique*", leur *aptitude à comprendre et à jouer avec les intentions d'autrui*. Par conséquent, Nous pouvons affirmer que les présupposés cartésiens sur l'absence d'intelligence animale ne sont plus de mise ! (Dortier, 2004,pp. 35, 63).

Homo sapiens, qui signifie « *Homme sage* » en latin, est une espèce de l'ordre des primates, appartenant à la famille des hominidés. Plus communément appelé « *humain* », il est le seul représentant actuel du genre homo, les autres espèces, une quinzaine en l'état actuel des connaissances paléontologiques, étant éteintes. D'un point de vue éthologique, le genre Homo se distingue par l'extrême complexité de ses relations sociales, *l'utilisation d'un langage complexe transmis par apprentissage, la maîtrise du feu, la domestication de nombreuses espèces végétales et animales, la faculté de fabriquer des outils, ainsi que l'aptitude de son système cognitif à l'invention d'outils conceptuels et à l'innovation, avec la fabrication d'outils techniques, d'objets et de services.* Il se distingue de toute autre espèce animale actuelle, par la complexité de ses réalisations artistiques, institutionnelles, techniques et scientifiques, l'importance de l'apprentissage et de l'apport culturel dans le développement de l'individu, mais aussi par *l'ampleur des transformations qu'il opère sur les écosystèmes.* A l'instar des autres primates, *les humains peuvent être décrits comme des animaux hautement coopérants qui doivent lutter contre leurs pulsions égoïstes et agressives, ou comme des animaux hautement compétitifs qui possèdent néanmoins la faculté de s'entendre et de faire des concessions* (Waal, 2010, p.72)

Les formes d'*intelligence collective* sont très diverses selon les types de communauté et les membres qu'elles réunissent. Les systèmes humains collectifs sont en effet plus ou moins sophistiqués. Pour les plus simples, les caractéristiques sont :

- **Une information locale et limitée** : chaque individu ne possède qu'une connaissance partielle de l'environnement et n'a pas conscience de la totalité des éléments qui influencent le groupe.
- **Un ensemble de règles simples** : chaque individu obéit à un ensemble restreint de règles simples par rapport au comportement du système global.
- **Les interactions sont multiples** : chaque individu est en relation avec un ou plusieurs autres individus du groupe.
- **L'organisation émergente est utile à la collectivité** : les individus trouvent un bénéfice à collaborer (parfois instinctivement) et leur performance est meilleure que s'ils avaient été seuls.

Sur le plan de la mobilité, les humains sont des animaux terrestres, ils ne peuvent naturellement ni voler dans les airs, ni vivre sous l'eau. *La bipédie* serait apparue, il y a six millions d'années. William **Jungers** et brian **Richmond** ont montré que la *marche debout* est une des premières caractéristiques humaines apparues dans notre espèce, tout juste après la séparation entre la lignée des humains et celle des chimpanzés. C'est à Laetoli en Tanzanie que Mary **Leakey** a découvert un témoignage de bipédie préservé dans la cendre volcanique : les empreintes de pas d'un hominidé adulte se doublent de celles d'un enfant marchant dans ses traces, il y a quelques 3,5 millions d'années. Mais l'humain sait aussi ramper, marcher à quatre pattes, sauter, nager, escalader, accomplir des acrobaties... La conscience a amélioré l'adaptativité et a permis à ceux qui en bénéficient de créer des solutions nouvelles aux problèmes de la vie et de la survie (immanente), dans de nombreux environnements, sur Terre, dans les déserts et sur les montagnes..., sous l'eau, dans l'air et dans l'espace. Les humains ont évolué de façon à s'adapter à un grand nombre de niches et ils sont capables d'apprendre à s'adapter à des tas d'autres encore. Nous ne nous sommes jamais fait pousser des ailes et des branchies (du moins pas encore), mais nous avons *inventé des machines* qui ont des ailes et qui peuvent nous propulser dans la stratosphère, naviguer sur les océans et plonger sous les mers (Damasio, 2010, p.76). *Les inventions d'outils et de technicités ont façonné de nouveaux comportements. Le développement de la mobilité ne s'est pas déroulé de façon linéaire, mais grâce à des sauts technologiques et à des franchissements de seuil de complexité* (comme le fait de se déplacer à grande vitesse, d'explorer les profondeurs aquatiques ou les espaces aériens et extra-terrestres...).

3.5.3. Généalogie de la solidarité humaine

« L'Homme indépendant, coupé du monde » est un mythe. *Les humains sont des animaux sociaux.* **La solidarité** *est un mode d'engagement et de dépendance réciproques entre des personnes à l'endroit des autres*, généralement des membres d'un même groupe liés par une communauté de destin (communauté, famille, village, profession, entreprise, nation, confédération, planète, etc.). La solidarité caractérise des personnes, qui choisissent ou ressentent une volonté d'assister une autre personne et réciproquement. La solidarité se distingue de **l'altruisme** : l'altruiste peut souhaiter aider autrui, sans pour autant se sentir concerné par ce qui lui arrive, inversement on peut se rendre solidaire d'autrui, simplement par **intérêt bien compris** (attente d'une réciprocité). *La solidarité fait appel directement à* **l'intelligence stratégique**. C'est une forme d'*échange mutuel*, où *chaque membre se rend solidaire des autres parce que les autres se rendent solidaire de lui*. Il peut relever d'un *calcul économique*.

D'après richard **Rorty** (1993, p.263), Il n'est pas nécessaire que **la solidarité** soit

conçue comme la reconnaissance d'un « moi profond », « l'essence de l'Homme » chez tous les êtres humains, il semble plus pertinent de l'envisager comme *la capacité de juger insignifiante, une masse toujours plus grande de différences traditionnelles (tribales, religieuses, raciales, coutumières, etc.), en comparaison de similitudes touchant la douleur et l'humiliation* ; *la faculté d'englober dans le champ du « nous » des gens très différents.* Elle se tisse sur la base d'une *compréhension mutuelle des différences*, édifiées à partir d'un principe de *modestie*. *Dès lors que l'on reconnaît mutuellement la valeur des différences, la culture humaine devient plus riche.* Mais *la solidarité élargie à l'humanité*, ne s'est pas réalisée spontanément et elle est encore loin d'être acquise, elle a emprunté des parcours civilisationnels variés et complexes, de conflits et de guerres, associées à des capacités de plus en plus grandes de destructions, mais aussi d'*apprentissage de la tolérance, de la négociation, des compromis, de la médiation et de la résolution pacifique des conflits.* Si **la tolérance** a bien pour effet de *mettre fin à la persécution et aux massacres*, elle n'est pas une utopique « Harmonie sociale » excluant le conflit (Walzer, 1998, p.144). Christian **Ruby** (1997) estime également qu'il est vain de rechercher un « fondement » de la solidarité dans diverses instances transcendantes (Dieu, la Nature, la Nature humaine...) et de vouloir ramener les actions solidaires à « la source d'une idée innée ». Il nous faut *déconstruire* ces justifications et les mythes qui finissent par détruire l'aptitude humaine à esquisser une perspective sociale d'ensemble. Si une solidarité quelconque se manifeste, *elle s'est construite socialement et historiquement sur un processus empathique.* La question devient alors : « *Qu'est-ce qui peut stimuler un sentiment ou une conscience de la solidarité et les encourager à advenir ?* ».

3.5.3.1. <u>Les communautés humaines</u>

Les humains sont des êtres *grégaires*, rassemblés *en groupes*. Cela leur permet d'exercer *la sollicitude parentale*, *la coopération dans la protection, l'éducation, l'alimentation (la chasse, la cueillette...), la construction d'abris, d'outils, de biens et de services. Il nous a fallu nous unir pour ne pas périr en tant qu'espèce.* L'humanité a vécu à l'état nomade, durant tout le Paléolithique avec l'australopithèque, Homo habilis, Homo erectus, Homo heidelbergensis, Homo neandertalensis et vers la fin du Paléolithique, avec Homo sapiens. Les anthropologues évoquent ensuite l'époque mésolithique, durant laquelle, elle est devenue peu à peu semi-nomade pour commencer à se sédentariser, durant le Néolithique. Mais certains groupes sont restés nomades jusqu'à nos jours, et d'autres ont récemment choisi ce mode de vie, mais cela reste un phénomène minoritaire. On appelle « **communauté** » un groupe humain constitué géographiquement ou historiquement sur un territoire donné, et qui partage une culture ou une langue commune. D'un point de vue historique, une **tribu** consiste en une formation sociale, existant après la formation de l'État. Dans

certains pays comme les États-Unis ou l'Inde, les tribus sont des peuples indigènes, qui ont une reconnaissance légale dans le pays concerné.

3.5.3.2. L'État

L'État est une invention pour regrouper des communautés humaines hétérogènes dans de plus vastes ensembles et réguler leurs interactions. A ses origines, cette organisation collective était confondue avec le domaine et les biens du souverain : *l'oïkos* (du grec οἶκος, « maison »), un ensemble de biens et d'hommes rattachés à un même lieu d'habitation et de production, une « maisonnée ». *La séparation entre la sphère privée de la famille du souverain et la sphère publique des institutions collectives s'est posée juridiquement sous la forme de conflits d'intérêts et de la lutte contre la corruption*.

3.5.3.2.1. La construction des appareils d'État et la démocratie

L'État a évolué pour devenir une des formes d'organisation politique et juridique d'une société, en tant que « communauté » de citoyens. Il est délimité par des frontières territoriales à l'intérieur desquelles ses lois s'appliquent et est constitué d'institutions, par lesquelles il exerce autorité et pouvoir.

Max **Weber**, dans « Économie et société » (1995, tome 1, pp.96, 100), entend par « *État » « une entreprise politique à caractère institutionnel, lorsque et tant que sa direction administrative revendique avec succès, dans l'application de ses règlements, le monopole de la contrainte physique légitime sur un territoire donné »*. Pour Weber, une entreprise politique à caractère institutionnel ne peut être un État, que pour autant que sa structure administrative réussit à être la seule, directement ou par délégation, à faire respecter les lois à travers l'armée, la justice et la police. *La souveraineté* résulte de la capacité de l'État à travers son appareil administratif à *s'emparer du monopole de la violence physique et symbolique*. « *L'État de Droit* » *découle d'une différenciation de la sphère politique des autres sphères d'activité (religieuse, culturelle, économique).* Ce processus s'est développé dans *la lutte contre la féodalité* : l'aristocratie et les pouvoirs terrestres de l'Église. Il se caractérisait par deux piliers. D'une part *la formalisation juridique*, qui introduisait la loi comme norme « à prétention universelle, abstraite et impersonnelle, garantissant formellement l'égalité entre les individus ». D'autre part, *un corps de fonctionnaires déliés de tous rapports d'allégeance personnelle et recrutés en vertu de leurs qualifications, testées par un examen et sanctionnée par un diplôme*. Certains commentateurs de Weber ont voulu voir en lui un « rationaliste », défenseur de « L'État de Droit », c'était oublier *l'influence nietzschéenne* sur Weber, *son scepticisme et son relativisme*. Weber se présente comme un sociologue, qui décrit

et cherche à comprendre la société, dans ses processus de transformation. « L'État de Droit » n'est pas « rationnel en soi », il justifie sa domination par « la rationalité » en l'opposant à d'autres modes de justification, comme par exemple « le pouvoir de la tradition », « le pouvoir du plus fort, ou du plus riche, ou du plus charismatique » ou encore de « la volonté divine »... Si weber a rapporté les justifications « rationnelles » de la bureaucratie étatique, il affirme qu'en ce qui le concerne, cette passion pour la bureaucratisation est à désespérer et qu'il incite les citoyens à s'opposer à cette machinerie, afin de préserver un reste de liberté de mouvement pour l'humanité. Pour briser la bureaucratie trop puissante et lui arracher son arme faite de connaissances professionnelles et de spécialisations « supérieures », weber revendiqua *pour le parlement* **le droit d'enquête**, donc la possibilité d'*employer des commissions d'enquête*, *pouvant suivant les cas, réunir les connaissances spécialisées nécessaires et devant lesquelles les fonctionnaires auraient l'obligation de fournir des renseignements et de présenter des dossiers.* Il considérait l'exercice du *contrôle de la bureaucratie* dans ses fonctions politiques, comme la tâche décisive du parlement (Mommsen, 1985, pp. 222, 223). Par ailleurs la prétention à la « Rationalité » n'est pas propre à l'État, on la rencontre aussi dans « l'Entreprise capitaliste » (Weber, 1964) et dans « les Sciences » (Weber, 1959). Aussi, comme le suggère Catherine **Colliot-Thélène**, vaudrait-il mieux évoquer des rationalités différentes, et même plus modestement, des *rationalisations* (Colliot-Thélène, 2006, p. 59).

L'état est composé de ce qui constitue pour john **Locke** (1992), *le gouvernement civil (le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif), de la justice et de tout un appareil militaire et administratif : forces de polices et administration.*

L'État est une *institution d'institutions en interaction permanente,* dont chacune a une culture distincte — c'est-à-dire des univers de sens et de pratiques différents. L'État n'est donc pas un, ni unifié, ni « rationnel ». C'est *un espace d'interaction et de négociation, où se développent et où coexistent des cultures, des valeurs et des logiques institutionnelles différentes.*

Pour élie **Halévy** (1995), **la** « **séparation des pouvoirs** », que l'on trouve chez les libéraux anglais, qui ont fait *les révolutions* au XVIIe siècle, chez John Locke (ibid) et charles-louis **Montesquieu** (1979), qui en ont rendu compte**,** repose sur *un doute sur les capacités de l'homme à comprendre son intérêt et celui de la cité*, d'où la *nécessité d'institutions inter-actives destinées à affiner la pensée et l'action des hommes, à l'obliger à comprendre ce que pensent les autres.* Elle s'inscrit dans un cadre où l'intelligence n'est pas « purement abstraite », mais doit se nourrir d'une *confrontation avec la réalité*. Par ailleurs, pour les humains les lois ne sont pas des commandements d'une quelconque entité supérieure, mais ce sont des *décisions immanentes humaines* (Halévy, 1995).

La séparation des pouvoirs est un principe de répartition des différentes fonctions de l'État, qui sont confiées à différentes composantes de ce dernier :

- *le pouvoir législatif* confié à un parlement à savoir, en France, l'Assemblée Nationale ainsi que le Sénat ;
- *le pouvoir exécutif* confié à un gouvernement (composé d'un Premier ministre et/ou de ministres), à la tête duquel se trouve un chef d'État et/ou de gouvernement ;
- *le pouvoir judiciaire* confié aux juges, chargé de trancher les litiges entre particuliers et les litiges opposant l'Administration et les particuliers.

Distribuer les pouvoirs à différents organes, *permet aux pouvoirs des uns de limiter les pouvoirs des autres*. Ces organes pouvant avoir des intérêts non convergents, *les droits des citoyens sont ainsi mieux garantis* contre les risques d'arbitraire du pouvoir d'un seul.

Le succès évolutif de la démocratie, par rapport aux autres régimes politiques, d'après claude **Lefort** (1994), est lié au fait d'avoir permis *l'institutionnalisation du conflit au sein de la société.* Les institutions démocratiques reconnaissent et légitiment, l'existence d'intérêts divergents, d'opinions contraires, de visions de monde opposées et même incompatibles. La disparition du corps politique du chef traditionnel (la mise à mort du roi, sa mise à l'écart ou la disparition de l'institution royale) caractérise **la démocratie**, car elle fait du lieu du pouvoir, auparavant supposé occupé par « une substance éternelle, transcendant la simple existence physique des monarques », *un «* **lieu vide** *»*, *auquel peuvent se succéder, mais seulement pour un temps et au gré des élections, des groupes d'intérêt et d'opinion concurrents,* ce qui protège le régime contre les risques de tyrannies. *Le pouvoir est par conséquent un ensemble d'instruments, mis temporairement à la disposition de ceux qui remportent la majorité, le pouvoir émane du peuple* et il n'est la possession de personne en particulier. La démocratie est ainsi un régime marqué par son *indétermination* et son *inachèvement*. Elle n'a pas la connaissance de ses fins, de son devoir-être. Elle induit un renoncement à la fiction d'une société parfaitement accomplie, qu'un « bon » gouvernement aurait la tâche de réaliser. Elle est *invention*, *ouverture* à de nouvelles mobilisations, désignation de nouveaux enjeux dans la lutte contre les différentes formes d'oppression. *La séparation de la société civile d'avec l'État*, qui caractérise la démocratie contemporaine, est permise par cette dés-incorporation de la société. *Un pays démocratique expérimente ce caractère inventif,* car *tout groupe de citoyens, par une lutte légitime, peut défendre ses droits ou proposer d'en établir de nouveaux.* **La démocratie représentative** ne limite pas le processus démocratique, qui peut ainsi accueillir les expressions des mouvements sociaux, dans la sphère du débat politique légitime (Lefort, 1994). L'instauration de

« l'espace public » de libre discussion, permis par « les droits de l'Homme », offre la reconnaissance à chacun du « **droit à avoir des droits** », c'est-à-dire *ouvre un processus historique non maîtrisable par le pouvoir au travers duquel sont risquées des formes inédites de vie sociale au fur et à mesure que s'approfondit la requête en vue de la dignité de la vie humaine et que s'élargit le cercle de ses bénéficiaires.* Du coup, la démocratie est moins le gouvernement de la cité par la majorité, qu'*un régime qui, tolérant en son sein la représentation de la division sociale, admet l'expression pacifique ou une violence tolérable du dissensus et, ce faisant, respecte les droits de la minorité.* Elle apparaît dès lors comme ce régime, dans lequel *la participation à la décision est assurée par un nombre toujours plus grand de citoyens.*

En 2005, dans le rapport, *« Guerre et paix au XXIe siècle », le «* Human Security Report Project *» a opéré une classification entre les régimes. Il a* distingué trois catégories de régimes politiques :

- les démocraties,
- les anocraties (régimes en transition ou aux institutions instables),
- les régimes autoritaires.

Pour définir les démocraties, ils ont retenu un faisceau d'indices :

- la manière dont est recruté l'exécutif (élection, nomination, pouvoir héréditaire, liberté des électeurs...),
- les moyens de contrôle sur l'action de l'exécutif (autres pouvoirs : législatif et judiciaire...),
- la manière dont est traitée la concurrence politique (opposition des partis politiques, contre-pouvoirs comme la presse ou l'opinion publique...).

Selon leurs calculs, en 2005, il y avait 88 démocraties dans le monde (excepté les pays inférieurs à un demi-million d'habitants, non comptabilisés), parmi les 195 États reconnus alors, par l'Organisation des Nations Unies (O.N.U.). Cela représente un net progrès vis-à-vis de 1946, où il n'y en avait que 20. Ce progrès est dû notamment à la fin de « la Guerre froide », avec *la démocratisation* des pays de l'Europe de l'est, et à *la démocratisation* du continent sud-américain, depuis la fin des années 1980.

3.5.3.2.2. **L'État-providence en question**

Sur le plan économique, Adam **Smith** (1991) justifiait clairement un certain *interventionnisme de l'État* dans la vie économique. Il dénonçait certains industriels, qui par les ententes et les monopoles tentent de contourner la loi du marché à leur seul profit. *L'État doit lutter contre de tels contournements*. Il a défini aussi ce que la science économique appellera plus tard **le** « **bien commun** ». Selon lui, malgré les mérites de « *la main invisible* » : *mode de régulation automatique de la société marchande*, *le marché ne peut pas prendre en charge toutes les activités*

économiques, car certaines ne sont rentables pour aucune entreprise, et pourtant *elles profitent largement à la société dans son ensemble.* Ces activités doivent alors être *prises en charge par l'État*. Il s'agit surtout des *grandes infrastructures*, mais l'analyse peut s'étendre aux ***services publics.***

Walter **Lippmann** (in Audier, 2008) accepte *une intervention plus grande du gouvernement dans l'économie* et s'interroge sur les moyens institutionnels aptes à endiguer les abus et les effets pervers. D'après lui, la grande nouveauté de l'entre-deux-guerres réside dans le fait que l'État a maintenant des *responsabilités économiques*. Dans ce nouveau rôle, l'État a le choix entre deux solutions : le système d'« économie dirigée ou collectivisme absolu » et le système d'« *économie compensée ou collectivisme libre »,* dont la méthode consiste à redresser la balance des actions privées, par des actions publiques de compensation». Il s'accorde avec John Maynard **keynes,** qui considère qu'une page de l'histoire anglaise et occidentale a été irrémédiablement tournée au seuil du XXe siècle ; celle qui avait consacré un consensus autour du « laissez-faire », comme unique moyen d'accéder à la prospérité. Lippmann souhaite trouver face à la volonté de domination des « États totalitaires », une sorte de programme commun de tous ceux qui refusent les totalitarismes. Le « *colloque Lippmann* », dont il a été l'animateur a abouti à un consensus pour un agenda d'un « libéralisme révisé », qui s'inspirait du « *New Deal »* de franklin **Roosevelt** :

- Il y est rappelé que le libéralisme économique admet comme postulat que seul *le mécanisme des prix fonctionnant sur des marchés libres,* permet d'obtenir une organisation de la production susceptible de faire le meilleur usage des moyens de production et de conduire à la satisfaction maxima des désirs des hommes »,
- Il est souligné *le lien existant entre libéralisme économique et politique* en rappelant que les « positions d'équilibre, qui s'établissent sur les marchés, sont affectées par le régime juridique qui dépend de l'État,
- Il y est précisé que « le libéralisme politique tient pour un postulat que le régime juridique doit être décidé en vertu d'une procédure préétablie, impliquant *l'élaboration de la loi au cours d'un débat représentatif »,*
- Le champ est *ouvert à des interventions sociales* sous certaines conditions. L'objectif du régime juridique est d'assurer le maximum d'utilité de la production, sous les réserves que peuvent déterminer d'autres fins sociales. Ces fins doivent être choisies par une *procédure démocratique* et, si elles ne tendent pas au maximum d'utilité, le système libéral exige que le choix d'autres fins soit *conscient*,
- Il a trait au rôle de l'État, qui ici, doit faire financer par *l'impôt des assurances sociales et des services sociaux,*
- En résumé, le dernier point, le sixième, résume plus ou moins l'ensemble.

Ainsi donc, quoique le libéralisme ait pour postulat *la régularisation de la production par le mécanisme des prix sur le marché,* le régime politique que nous souhaitons reconnaît :

- que les prix du marché sont *affectés par le régime de la propriété et des contrats,*
- que l'utilité maxima est un bien social, mais n'est pas nécessairement le seul qui doive être recherché,
- que, même lorsque la production est régie par le mécanisme des prix, *elle entraîne des coûts qu'implique le fonctionnement du système, mis à la charge de la collectivité.* En ce cas, le transfert doit être fait non par des méthodes indirectes, mais en pleine lumière, et *l'effort demandé à la collectivité doit être expressément et consciemment consenti*.

La « *théorie des biens collectifs » a* établi une distinction entre *les biens consommés par les individus, les biens divisibles, et ceux utilisés par l'ensemble de la société comme les infrastructures et les services publics, les biens indivisibles.* La différence entre les deux types de biens provoque une distinction entre *une demande individuelle, prise en charge par l'économie de marché,* et *une demande socialisée, prise en charge par l'État.* Selon cette théorie la part de la demande socialisée augmente au détriment de la demande individuelle, à cause des défaillances de l'économie de marché, appelées « *externalités négatives* », comme la pollution par exemple. La part des dépenses d'État dans l'activité économique globale serait donc croissante.

Richard **Musgraves** (1959) a défini dans « la *Théorie des finances publiques »,* trois fonctions économiques de l'État contemporain :

- ***La régulation* ou « stabilisation »**. L'état doit intervenir sur l'allocation des ressources productives pour *atteindre des objectifs jugés économiquement et/ou socialement plus satisfaisants que ceux qui résultent du marché.* Il doit *impulser, stimuler l'activité économique*. Suivant un point de vue keynésien, qui estime que le marché ne mène pas à une situation optimale, L'État doit *utiliser le budget de manière contra-cyclique* pour amener une croissance effective au niveau de la croissance potentielle et pour éviter de trop grandes fluctuations, en pratiquant *une politique macro-économique*, comme cela a été le cas, lors de la crise économique de 2008-2009.
- ***La distribution* ou « répartition »**, au moyen de prélèvements obligatoires. L'État modifie la répartition primaire des revenus. C'est au titre d'un **devoir de solidarité,** entre membres d'une même société, que l'État en développant un **droit social**, permet une *redistribution volontariste des revenus et des richesses, justifiée par une répartition visant à augmenter la cohésion sociale et à lutter contre les exclusions*. Ces politiques sont liées à des notions

d'*équité*, de *justice sociale* ou plus récemment de *capabilité*, développées par amartya **Sen** (2003).

- ***L'allocation des ressources* ou « *affectation* ».** Dans ce cas les pouvoirs public interviennent pour *prendre en charge les biens collectifs, réguler la concurrence et internaliser les externalités,* c'est-à-dire par exemple dans le cas des émissions de CO_2, les instances publiques peuvent créer une *taxe carbone*, de sorte que l*es acteurs économiques tiennent compte des conséquences de leurs actes sur l'environnement.* La théorie de *la croissance endogène* a mis l'accent sur les effets de certaines interventions publiques sur *la croissance potentielle de long terme*, ce qui incite les États à mener des *politiques en faveur de la recherche*.

Dans « *la théorie de l'État* », le responsable politique, bénéficiant pour ses activités publiques du *monopole de l'usage de la force, peut utiliser la contrainte en tant que mécanisme d'organisation d'une variété d'activités humaines, qui produiront des bénéfices collectifs.* Il collecte des taxes, du travail ou d'autres ressources auprès des citoyens et il doit veiller sur *la qualité des prestations de ses agents*, afin de s'assurer qu'ils se conforment aux engagements pris. *Les règles fournissent une stabilité sur le plan des attentes.* Les règles opérationnelles sont généralement plus faciles à modifier que les règles du choix collectif, qui sont elles-mêmes plus faciles à changer que les règles du choix constitutionnel (Ostrom, 2010, pp. 56,73).

Selon harold **Coase** (1960), les solutions par l'État et par la firme, tout en étant très différentes, sont néanmoins voisines, puisqu'*elles substituent toutes deux des décisions administratives au marché.* L'avantage de l'État est qu'il peut disposer de *l'autorité légitime démocratique.* Cependant l'intervention publique, tout comme le marché et la firme, comporte aussi des coûts, dont ceux provenant de la trop large portée de l'intervention publique, qui lui permet peu de s'adapter aux circonstances particulières, et ceux venant des limites cognitives, voire de la corruption des personnels politiques et administratifs. Aussi par rapport à des problèmes de société, est-il nécessaire d'évaluer et de comparer *les arrangements institutionnels* possibles pour chercher à les résoudre (Bertrand, Saussier, in Chabaud, Glachant, Parthenay, Perez, 2008, p. 43).

Au cours du XXe siècle, à « l'Etat-gendarme », qui ne s'occupait que de la justice, de la police et de l'armée, a succédé dans de nombreux pays démocratiques, avec les attributions de *la protection sociale*, la notion d'« *Etat-providence* », qui a pris différentes formes : l'État-providence libéral, conservateur-corporatiste, social-démocrate, social libéral. L'État-providence donne au système économique une plus grande inertie, jouant *un rôle d'amortisseur des crises* par l'intervention économique

et les aides sociales.

Pour pierre **Rosenvallon** (1995, 1981) « *l'État-providence » connaît depuis les années 1970, une triple crise*. Il doit d'abord faire face à des difficultés financières : la fin de la forte croissance de l'après seconde guerre mondiale remet en cause le mode de financement de l'État, tandis que la prise en charge sociale et économique des victimes de la crise économique accroît ses dépenses. Les impôts touchent une part toujours croissante de la population et deviennent de plus en plus impopulaires. Ensuite son efficacité est de plus en plus contestée. En effet, l'État ne parvient pas à résoudre les problèmes socio-économiques. Le chômage augmente, la mobilité sociale diminue. Enfin il subit une crise de légitimité. L'opacité des dépenses publiques suscite des questions quant à l'utilisation de la solidarité nationale. L'État-providence est devant la question de ses limites sociales et ses mesures sont davantage perçues comme des impôts supplémentaires, que des opportunités de *redistribution*. Pierre Rosanvallon conteste pour autant la « révolution néo-conservatrice » de l'économie, qu'il assimile à une régression sociale. Afin de permettre à la société civile de prendre en charge ces nouvelles fonctions, Il faut « *débureaucratiser » l'État pour en accroître l'efficacité.* Pour lui *redonner sa légitimité, il faut accroître la visibilité qu'ont les citoyens du fonctionnement de l'État.* Pour répondre à la complexité des situations sociales, on ne peut plus parler abstraitement de droits sociaux, *il faut réajuster ses interventions et prendre en compte d'autres facteurs de précarisation et d'exclusion, il faut alléger le poids de l'État en transmettant les missions de solidarité à la société civile et en développant l'initiative locale.*

Bruce **Ackerman** et anne **Alstott** (2000), dans leur ouvrage « *la société des partenaires* » optent pour un *libéralisme social*, attaché à *la liberté individuelle et préoccupé par les inégalités*. L'explosion des inégalités est un obstacle majeur à *l'objectif de l'égalité des chances.* Tandis que les uns, issus de famille fortunée, ont des avantages considérables, à travers les possibilités offertes pour leurs études, les autres, beaucoup plus nombreux, sont souvent condamnés à la relégation sociale. Il en résulte une perte du sens de la société, qui ne peut être *revitalisée* qu'à condition *que chaque jeune citoyen et citoyenne juge qu'une chance correcte lui a été donnée au départ*. D'où la proposition suivante : *tout citoyen et toute citoyenne devraient avoir la garantie de recevoir de la communauté politique une somme au départ pour leur permettre de bien démarrer dans la vie. Ils seront ainsi délivrés des handicaps financiers et de l'angoisse des prêts à rembourser pour financer leurs études.* Un tel projet se situe au-delà du « *welfare State* », qui pose des conditions à l'aide, *la part reçue par chaque jeune serait ici inconditionnelle.*

Dans une perspective proche, « **le revenu d'existence »** désigne *le versement d'un*

revenu unique à tous les citoyens d'un pays, quels que soient leurs ressources, leur patrimoine, et leur statut professionnel : *ce revenu permettrait à chaque individu de satisfaire ses besoins primaires (se nourrir, se loger, se vêtir, voire acquérir certains biens culturels de base), et laisserait l'individu libre de mener ensuite sa vie comme il l'entend.*

On a justifié « *le revenu d'existence* » comme contrepartie à la propriété privée de la terre. John **Locke** (1992) justifiait en effet l'appropriation de « *biens communs* » (comme la terre) et donc le droit de propriété en déclarant, entre autres, que seul un propriétaire privé aurait intérêt à la mettre en valeur, puisque le droit de propriété s'appliquerait uniquement au produit de son travail. Cependant, privatiser une terre impliquerait d'exclure les autres êtres humains de l'accès aux ressources naturelles, si bien que, selon la « *clause lockéenne* », *la justice commande d'indemniser les gens pour la perte de leur droit à se livrer à des activités telles que la chasse, la pêche, la cueillette ou encore l'extraction des ressources naturelles minérales. La « clause lockéenne »* exige par conséquent que, lorsque quelqu'un s'approprie un objet, il doit en rester, selon la formule de Locke, « suffisamment et en qualité aussi bonne en commun pour les autres ». En d'autres termes, quelqu'un n'a pas le droit de s'approprier l'unique source d'eau dans un désert !...

« *Le revenu d'existence* » est parfois aussi appelé « *revenu social garanti* », « *allocation universelle* », « *crédit social* », « *dividende distributif généralisé* » ou « *revenu citoyen* ». C'est u*n revenu de base versé à tous, sans aucune obligation d'activité, et d'un montant permettant d'exister et de participer à la vie de la société.* Tous les autres revenus individuels (en grande majorité les revenus du travail) se rajoutent à ce revenu minimal.

Ce revenu serait :
- inaliénable et inconditionné,
- cumulable avec des revenus issus du travail,
- versé aux personnes et non au ménage, ce qui favoriserait l'autonomie de l'élément le plus faible dans le ménage, contrairement aux minima sociaux.

Sous cette forme, ce revenu est un mécanisme de *création monétaire démocratiquement distribuée, basé sur une mesure de la croissance des biens et des services, dont la contre-partie monétaire est créée et distribuée à tous les citoyens de la zone monétaire concernée.* Par rapport aux aides du type « *revenu minimum* », il permet au bénéficiaire d'obtenir des ressources, *sans avoir à justifier de sa situation auprès de l'administration.* Il est soutenu par des arguments éthiques. Ses partisans invoquent *la dignité humaine*, qui serait ainsi mieux préservée. Il permettrait de *transformer l'aide aux pauvres,* qui est organisée aujourd'hui de deux façons : soit on

subventionne des services destinés aux pauvres, par application du principe selon lequel l'État saurait mieux que les pauvres ce dont ils ont besoin, soit on accorde des allocations aux pauvres à la condition qu'ils accomplissent certaines tâches, par application du principe selon lequel l'État saurait mieux que les pauvres ce qu'ils doivent faire. La mise en place du revenu d'existence coïncidera avec une augmentation des impôts versés par les plus riches. Il mettrait fin par exemple au problème des personnes en « fin de droits » d'allocation chômage et à la surveillance des personnes bénéficiant de ces allocations pour vérifier par exemple si la personne cherche effectivement un emploi, ce qui peut être vécue comme une atteinte à la vie privée, pouvant provoquer des humiliations et du stress. Il entraînerait la suppression des postes de fonctionnaires chargés du contrôle de la situation des bénéficiaires ou une ré-assignation de ceux-ci à d'autres tâches. Le revenu d'existence est « défendu pour des motifs divers par des chercheurs et des militants, des hommes d'affaires et des syndicalistes, des formations politiques de droite et de gauche, des mouvements sociaux et des organisations non gouvernementales. Il ouvre des pistes intéressantes pour une intervention sociale de l'État, *limitant les effets pervers de « l'État Providence ».*

3.5.3.2.3. <u>De la collectivité locale à l'Union Européenne</u>

Sur le plan géographique et politique, le **processus de territorialisation** tire ses origines de l'expérience animale du territoire. *La territorialité inscrit l'humain dans son rapport à l'espace terrestre où il vit, avec la construction des identités collectives et individuelles,* au fur et à mesure que ces dernières contrôlent effectivement un espace donné. *Le territoire est un produit historique et culturel*. La définition du territoire comme forme d'appropriation, indique que celui-ci est *mouvant et en perpétuelle construction*, c'est donc un *construit social,* présentant la singularité des expériences individuelles et collectives.

En France, sous l'influence historique et institutionnelle, notamment de Richelieu, de jean- baptiste Colbert, de maximilien Robespierre et de napoléon Bonaparte, la politique nationale d'aménagement du territoire s'est caractérisée par un « État omniscient, rationnel et planificateur, centralisé et autoritaire », cherchant à imposer par voie hiérarchique ses directives (Girardon, 2006, p.41). Cette politique présentée comme « Rationnelle » a été confrontée au développement des *collectivités territoriales* et à l'émergence de *l'Union Européenne.*

L'organisation communale a été mise en place au moment de la Révolution de 1789 par un décret du 14 décembre qui prévoyait un corps municipal de trois à vingt membres (selon la population), élu par les citoyens actifs au suffrage direct et au scrutin de liste pour deux ans. Le maire, membre du corps municipal, était élu

directement par la population. Élus en 1790, ces organes se dégradèrent vite dans le processus révolutionnaire. La Révolution n'avait posé que des principes, mais avait été incapable de créer un système efficace et durable. Il fallut attendre la Révolution de 1848 pour qu'une loi du 3 juillet institue le suffrage universel pour l'élection des conseils municipaux, qui élisaient en leur sein les maires, mais dès 1852, on revint à la nomination des maires. C'est en fait la loi du 5 avril 1884, qui constitua une véritable charte de l'organisation municipale, dont de multiples éléments perdurent aujourd'hui : *les conseils municipaux sont élus au suffrage universel et ils élisent en leur sein un maire et ses adjoints*.

Aujourd'hui, face au risque d'impuissance des petites communes pour répondre aux besoins d'aménagements et de gestion des territoires administratifs locaux, une politique favorisant *l'inter-communalité* est mise en place, avec la création d'un établissement public de coopération inter-communale (E.P.C.I.).

L'organisation départementale remonte au 11 novembre 1789, quand l'Assemblée nationale constituante adopta le découpage en départements. Cette organisation visait à homogénéiser le découpage du territoire français tout en conservant une administration locale, mais en retirant les spécificités des provinces, considérées comme support des privilèges de l'aristocratie locale. C'est la loi du 10 août 1871 qui créa la commission départementale et instituera l'élection du conseil général au suffrage universel avec le canton comme circonscription électorale, l'organisation des départements restera inchangée jusqu'en 1982. Cette année-là, le vote de **la loi de décentralisation** étendit les compétences des conseils généraux de département et leur donna plus de poids dans la vie économique nationale. Enfin, la loi du 2 mars 1982 transféra l'exercice de l'exécutif — jusqu'alors détenu par le préfet de département — au président du conseil général.

La régionalisation est une tendance commune de l'évolution territoriale des États Européens. Pour se mettre en phase avec cette évolution, les français ont été amenés à effectuer une politique de « **décentralisation** », avec *un transfert de compétences de l'État central aux collectivités territoriales,* des dispositifs administratifs de proximité. Celles-ci acquièrent alors d'une certaine autonomie de décision et de leur propre budget, sous la tutelle d'un représentant de l'État, chargé de vérifier la légalité des actes émis par les collectivités territoriales. Cette *relative autonomie* permet de traiter de plus près la diversité des situations locales. **La subsidiarité** suppose que celui qui est le mieux placé pour agir, au plus près du terrain, prenne cette fonction.

Les collectivités territoriales sont composées :

- d'une *assemblée délibérante élue au suffrage universel direct* (conseils

municipal, général ou régional) ;
- d'un *pouvoir exécutif élu en son sein par l'assemblée* (maire et ses adjoints, présidents des conseils général et régional). Les régions sont dotées, en plus de ces deux instances, d'un *conseil économique et social* régional.
-

(Dans les trois plus grandes communes : Paris, Lyon et Marseille, le conseil municipal est élu séparément par arrondissement municipal).

L'Union Européenne a été créée *dans le but de mettre fin aux guerres qui ont régulièrement ensanglanté le continent pour aboutir à la Seconde guerre mondiale*. À compter de 1950, *la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier* unit progressivement des pays européens sur le plan économique et politique, afin de *garantir une paix durable*. Les six pays fondateurs de cette Communauté sont la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. C'est en 1957 que le traité de Rome institue *la Communauté économique européenne* (C.E.E.), aussi appelée «*marché commun*». *La Commission européenne* (officiellement, la « *Commission des Communautés européennes* ») a été également instituée par le Traité de Rome de 1957, elle est composée d'un commissaire par État membre. Sa fonction principale est de proposer et de mettre en œuvre les politiques communautaires. « *Gardienne des traités* », elle veille à leur application. La Commission est responsable devant le parlement européen qui peut la censurer, mais exclusivement sur sa gestion, et par un vote des deux tiers du Parlement. Elle partage les pouvoirs exécutif et législatif avec le Conseil des ministres. Son mandat est de cinq ans. Les commissaires sont assistés par une administration centrale.

Quant au *Parlement européen*, en 1979, ses membres élus au suffrage direct pour la première fois. C'est en 1986 que l'Acte unique européen est signé. Ce traité sert de base à un vaste programme de six ans destiné à supprimer les entraves à la libre circulation des marchandises au sein de l'U.E., donnant naissant au «*marché unique».* Le 9 novembre 1989 marque un grand bouleversement politique avec la *chute du mur de Berlin* et l'ouverture, pour la première fois depuis 28 ans, de la frontière entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'est, bientôt réunifiées. Le marché unique est achevé en 1993, avec *la mise en place des «quatre libertés»: celles de la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux.* Deux traités seront signés dans les années 90 : le traité de Maastricht sur l'Union européenne en 1993 et le traité d'Amsterdam en 1999. Avec le traité de Maastricht, le Conseil fut renommé « *Conseil de l'Union Européenne* », c'est l'organe institutionnel qui décide des actes législatifs et budgétaires au sein de l'U.E. Il partage sa compétence avec *le Parlement européen* dans les domaines soumis à la codécision. Ceux qui y siègent sont les ministres des États membres de l'U.E. en lien avec l'ordre du jour de chaque réunion. Quant au traité d'Amsterdam, il visait à créer

un « espace de liberté, de sécurité et de justice », ébauchant le principe d'une coopération judiciaire. Avec les *accords de «Schengen»*, les Européens peuvent *voyager sans contrôle aux frontières*.

La zone euro a été créée en 1999 par onze pays européens, auxquels se sont ralliés de nouveaux pays. C'est une zone monétaire qui regroupent les pays de l'Union Européenne qui ont adopté l'euro (€) comme monnaie unique.

Le 29 octobre 2004, les 25 États membres, suite à séries d'adhésions successives, signèrent un traité établissant une *constitution* pour l'Europe, à ratifier par chacun des membres, en vue de simplifier le processus de décision démocratique et le fonctionnement d'une Europe à 25 membres et plus. En 2007, les 27 États membres de l'UE signèrent le traité de Lisbonne, qui modifie les traités précédents. Ce traité a été rédigé pour renforcer la démocratie, l'efficacité et la transparence de l'UE, et ainsi améliorer sa capacité à relever les défis mondiaux, tels que le changement climatique, la sécurité et le développement.

L'U.E. est devenu l'illustration emblématique d'un style de « *gouvernance* », caractérisé par le pluralisme, la négociation, le compromis. De multiples acteurs, économiques, sociaux, politico-administratifs ont accès aux processus décisionnels, on est en présence de constellations, de réseaux complexes et flexibles, tendant à s'organiser en fonction de différents enjeux.

La multiplication des acteurs, résultant ainsi de la territorialisation, de l'européanisation, de la privatisation et de la transversalisation des politiques publiques, s'accompagne de la mise en place de nouveaux cadres d'interaction facilitant *la coordination entre des acteurs multiples* (Hassenteufel, 2008, p.232). L'État a dû ré-organiser ses interventions à travers une logique d'institutionnalisation de l'action collective, dans un contexte d'*interdépendance* entre des problèmes, des acteurs et des intérêts. De ce fait, l'action publique est désormais *co-construite de manière collective* (Duran, Thoenig, 1996). Les nouveaux modes de *mise en cohérence de l'action publique déployés par l'État reposent sur la multiplication des procédures contractuelles.* Ces procédures contribuent à remettre en cause deux figures de l'État : celle de l'État comme producteur unique de la règle de droit, qui devient *négociée*, et celle de l'État comme garant de la mise en œuvre des règles, qui font l'objet d'un *suivi partenarial* (Berrivin, Musselin, 1996). La construction d'un « *bien commun* » résulte dorénavant d'*ajustements progressifs d'intérêts localisés* différents et en partie divergents, dans le cadre de *politiques processuelles*, définissant des procédures d'interaction (Lascoumes, Le Bourhis, 1998). Ainsi émergerait un « **État animateur** », qui a plus recours au « *faire faire* » qu'au « faire » (Donzelot, Estèbe, 1994). Avec le développement des *politiques procédurales*, l'État

fait appel à *l'évaluation, l'audit, la gestion (benchmarking) et le contrôle de la qualité.*

Face à l'exigence politique de *prévention et de prises en charge des risques* liés au développement des activités humaines : risques sociaux, sanitaires, technologiques, environnementaux..., l'intervention seule de l'État n'est pas suffisante. La survenance d'un accident est le résultat d'une *combinaison de facteurs de risques*, dont les criticités deviennent telles qu'elles engendrent une forte vulnérabilité. Par exemple, un accident de voiture peut se produire pour un conducteur qui a bu de l'alcool, en présence d'un camion, sur une route dangereuse, alors qu'il pleut, la probabilité et l'impact de l'accident étant d'autant plus importants que la dose d'alcool absorbée par le conducteur était importante, le camion puissant et lourd, la route sinueuse et sans visibilité, et la pluie battante. La dimension psychologique et culturelle ne doit pas être sous-estimée, car *les biais cognitifs* sont fréquents dans les groupes, et ils peuvent aveugler les individus ou des groupes par rapport à certains types de risques, d'autant plus s'ils sont des *biais culturels,* fortement ancrés chez les populations. *Les responsabilités sont multiples, elles concernent de nombreux acteurs de la société, qui doivent alors s'engager, comme l'État central et les collectivités territoriales, mais aussi les entreprises, les associations et les citoyens eux-mêmes.* Se pose ainsi la question de **la démocratisation de la gestion des risques**. Cette démocratisation est d'autant plus nécessaire que la médiatisation des nouveaux risques contemporains a mis à nu des mécanismes de domination et des asymétries d'informations inacceptables pour les citoyens (Peretti-Watel, 2001, p.110). **La judiciarisation** des démocraties permet de réaffirmer les règles qui régissent les rapports individuels et collectifs.

La Cour de justice de l'Union européenne (C.J.U.E), anciennement **Cour de justice des Communautés européennes** (C.J.C.E.), est l'une des sept institutions de l'Union Européenne. Elle regroupe trois juridictions : *la Cour de Justice, le Tribunal de première instance et le Tribunal de la fonction publique.* Le siège de l'institution et de ses différentes juridictions, est à Luxembourg. La Cour veille à l'application du droit de l'Union et à l'uniformité de son interprétation sur le territoire de l'Union. À cette fin, *elle contrôle la légalité des actes des institutions de l'Union Européenne et statue sur le respect, par les Etats membres des obligations qui découlent des traités. Elle interprète également le droit de l'Union à la demande des juges nationaux.* La tâche principale de la Cour de justice de l'Union européenne est décrite dans l'article 19 du traité sur l'U.E. selon lequel « *elle assure le respect du droit dans l'interprétation et l'application des traités »*. Les États membres participent aussi à cette tâche puisqu'ils doivent établir, dans le cadre de leur compétence, les voies de recours nécessaires à l'application du droit de l'Union, si bien que les citoyens en se rendant devant les juridictions nationales, font appliquer ce droit.

3.5.3.3. Le marché et les firmes

Le commerce est associée à l'apparition de l'agriculture au néolithique. Il a débuté sous forme de *troc* et s'est ensuite modernisé grâce à *la monnaie*. Comme l'État, à ses origines l'activité économique était confondue avec le domaine et les biens du maître : *l'oïkos, il s'agissait à la fois d'une unité familiale élargie* – des parents aux esclaves – et d'*une unité de production agricole ou artisanale*. Un oïkos était un « grand ménage », dirigé de façon autoritaire et dont l'objectif était la satisfaction organisée du maître, afin de couvrir ses besoins. L'échange ne servait qu'à l'écoulement éventuel des surplus et à l'acquisition de ce que la maison ne peut tout simplement pas produire par ses propres moyens (Weber, 1995, tome 2, pp.118, 123). La communauté domestique comprenait non seulement les parents, mais encore le personnel de service, avec pour conséquence juridique que c'était moins le principe de parenté qui dominait, mais le principe d'acquisition. Selon max **Weber**, l'évolution du droit patrimonial prit alors la direction d'une réduction de la communauté de biens, *les recettes et les dépenses du fond furent soumises au calcul*, la participation individuelle fut davantage comprise sous le concept de *quote-part,* analogue à *une mise de fond* dans l'entreprise. Dans l'artisanat urbain, des communautés de travail s'associèrent à cette fin. Au-delà de la responsabilité familiale pour les délits commis par l'un de ses membres, *la responsabilité pour dette relative à un contrat* résultat de ces rapports communautaires. Deux formes de responsabilité devaient être distinguées l'une de l'autre : *la responsabilité sur les biens de la communauté* et la *co-responsabilité personnelle de ses membres.* La nécessité de *sauvegarder les conditions de la responsabilité* conduisit à ce que fussent fixées par contrat jusqu'aux sociétés familiales. La communauté domestique, comme base juridique de l'usage pratique, céda alors la place, et c'est ainsi qu'on assista à la naissance d'institutions autonomes, telles que *le capital propre et la responsabilité collective* : **la firme** devint le type dominant (Kaesler, 1996, p.43).

Une entreprise familiale est une firme dont le capital est détenu majoritairement par une même famille pour au moins deux générations. On parle également d'*entreprise patrimoniale*. Beaucoup d'entreprises sont encore aujourd'hui familiales, même si d'autres formes d'entreprises sont apparues sur le marché. Le travail en famille présente différents risques :

- les dissensions d'ordre privé (un divorce, par exemple) peuvent interférer négativement sur la marche de la société. Inversement, des désaccords d'ordre professionnel peuvent menacer l'ambiance familiale.
- une lassitude mutuelle guette aussi les membres d'une même famille qui œuvrent en commun, tout particulièrement lorsque, comme les conjoints, ils cohabitent dans la vie privée.

- des problèmes de motivations et de compétences peuvent se poser à travers la succession des générations, pour les postes de responsabilité.
- des réactions négatives et la démotivation sont susceptibles de naître au sein du reste du personnel, qui peut avoir le sentiment d'être exclu des grandes décisions et de certains postes stratégiques.

Dans *un système de recrutement ouvert à tous*, on a plus de chance de trouver les dirigeants, les cadres et les employés répondant le mieux aux *attentes en compétences* du conseil d'administration.

La création de la monnaie et l'évolution des moyens de transport et de communication ont facilité les échanges entre personnes, entre localités et entre pays. Cette évolution permanente est influencée par celle des besoins, des moyens et des stratégies des différents acteurs, que sont les producteurs, les marchands, les consommateurs et les États. **Un marché** *est un lieu où des vendeurs se réunissent pour proposer leurs produits aux consommateurs*. C'est aussi *un mécanisme par lequel des acheteurs et des vendeurs interagissent pour déterminer le prix et la quantité d'un bien ou d'un service.* Par extension, le terme désigne tout *système d'échanges* réunissant un nombre d'acteurs économiques important. *Des règles de droit sont nécessaires pour garantir les échanges.* La généralisation et la standardisation des titres de propriété permettent une plus grande *confiance* dans les relations entre acteurs économiques et donc un marché plus fluide, ce qui entraine la création d'un système complexe de **mutualisation du risque**.

« Le Capitalisme Moderne », c'est-à-dire le capitalisme justifié par l'utilisation « Rationnelle » du salariat (travail libre), serait apparu en Occident, d'après Max **Weber** (1964), grâce à un ensemble de pré-conditions culturelles et sociales comme la présence d'une « classe » constituée par la bourgeoisie « libre » de la ville médiévale (Weber, 1982). Il estime que ce qui a été décisif dans la diffusion du capitalisme fut l'apparition d'un « nouvel ethos économique », que Weber nomme « esprit du capitalisme ». L'origine de cet « esprit » se trouverait dans « l'ascèse » du travail dans le monde, qui a été valorisé par le protestantisme calviniste et plus largement puritain. En effet, dans le puritanisme, le travail est la tâche que peut accomplir l'homme pour » la gloire de Dieu », et le fidèle pourrait ainsi trouver dans sa réussite professionnelle, la confirmation de son statut d'« élu de Dieu ». Weber estime que c'est dans *la sécularisation* de cette ascèse, en affinité « élective » avec l'« esprit du capitalisme », que « le capitalisme Rationnel » s'est imposé sur le marché. Werner **Sombart** insistait, quant à lui, sur l'influence du judaïsme sur ce processus. Si Weber considérait que les idées chrétiennes puritaines, par le mode de vie méthodique et ascétique des sectes religieuses qui les avaient portées, avaient eu une portée considérable notamment sur le développement de ce système

économique en Europe et aux États-Unis, il fit remarquer qu'elles n'avaient pas été les seules causes. D'autres facteurs ont été signalés par Weber comme « le rationalisme » de la recherche scientifique, le rôle attribué à la Logique, aux mathématiques et au droit formel. *Avec la sécularisation, l'ascétisme s'est dissolu dans « le pur utilitarisme », avec des « spécialistes sans vision, voluptueux sans cœur - Ce néant s'imagine avoir gravi un degré de l'humanité jamais atteint jusque-là »* (Weber, 1964, pp249, 253). L'entreprise peut-elle s'émanciper d'un tel héritage ?...

Ronald **Coase** (1937) avait cherché à répondre à la question suivante : *pourquoi émergent dans l'océan de la coopération inconsciente, qu'est le marché, des îlots de pouvoir conscient, que sont les firmes* ? Autrement dit, pourquoi existe-t-il des entreprises ? Son propos mériterait toutefois d'être nuancé, car d'une part, à travers leurs choix, les consommateurs font parfois intervenir la conscience, et d'autre part, l'entreprise fonctionne en grande partie de manière non-consciente. Quoiqu'il en soit, Coase distingue *deux modes de coordination* des activités économiques : *un mode décentralisé*, où les individus sont « libres » : le marché ; *un mode centralisé* où les être humains sont placés dans un cadre normatif : **la firme**. Le marché engendre des *coûts de transactions* (recherche d'information, incertitude, opportunisme des agents, etc.) et la firme des *coûts d'organisation* (appareil bureaucratique, gestions de services complexes, etc.). Si les coûts de transaction sont inférieurs aux coûts d'organisation, il est intéressant de recourir au marché et pour les entreprises d'éventuellement adopter une stratégie d'externalisation. Sinon, il est plus intéressant de recourir à la firme (Williamson, 1996, 1994, 1985).

Une firme est une organisation économique et sociale qui regroupe des moyens humains, matériels, immatériels et financiers combinés, pour fournir des biens ou des services à des clients *dans un environnement concurrentiel* : **le marché,** avec un objectif de *rentabilité*. Parmi les différents buts possibles pour une entreprise, la recherche du bénéfice occupe une place importante. Le bénéfice de l'entreprise sert avant tout à rémunérer le capital investi.

Dans *la théorie de la firme*, un entrepreneur reconnaît une opportunité d'améliorer la rentabilité qui peut être atteinte lorsque les individus sont potentiellement *impliqués dans une relation inter-dépendante.* L'entrepreneur négocie alors une série de *contrats* avec divers participants spécifiant la manière, dont ces derniers agiront de manière coordonnée plutôt qu'indépendante. Il assigne les tâches à réaliser en temps utile, le contrat spécifie seulement *les limites du pouvoir de l'entrepreneur.* Chaque participant choisit de rejoindre ou non l'entreprise, mais laisse un certain nombre de choix à la discrétion de l'entrepreneur. Les participants deviennent les agents de ce dernier. *Le recrutement, la formation, la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences* sont autant de moyens utilisables

pour réaliser la transformation nécessaire des qualifications. Après avoir payé chacun des agents, l'entrepreneur empoche les profits résiduels (ou absorbe les pertes). Par conséquent *l'entrepreneur est fortement motivé à organiser l'activité de façon aussi efficace et efficiente que possible.* Lorsque l'entreprise se trouve sur un marché ouvert, la *pression exercée par la concurrence pousse l'entrepreneur à chercher comment rendre l'institution interne plus compétitive* (Ostrom, 2010, p.56).
Edith **Penrose** (1960, 1959) part d'une interrogation sur la croissance des entreprises : pourquoi la firme grandit-elle, dans quelle direction, quels sont les facteurs qui limitent son taux de croissance ? Elle définit la firme comme un ensemble de ressources productives organisé dans un cadre administré. La fonction de la firme est d'acquérir et d'organiser, par le biais de plans, ses ressources (matérielles, immatérielles, humaines) dans le but de vendre avec profit, sur le marché, des biens et des services. La firme va être amenée à *combiner de différentes manières l'ensemble de ses ressources.* Le rôle des *managers* est d'agir comme un *catalyseur dans la conversion des ressources en compétences et en nouvelles applications produits.* Dans sa théorie de la firme, edith Penrose présente *la motivation des dirigeants* comme un processus orienté vers *la résolution de problèmes émergents, qui favorise la formation de nouvelles combinaisons.* Elle estime que *la connaissance tacite* des dirigeants est primordiale dans *les performances stratégiques* des sociétés. L'équipe de management est davantage qu'une collection d'individus, c'est *une collection d'individus, qui ont eu l'expérience de travailler ensemble, en équipe*. **Le rôle pro-actif** *clé des managers* réside dans *la perception et la poursuite des opportunités productives.* L'entreprise est un cadre de gestion dans lequel s'organise *une connaissance en continuelle mutation* au fur et à mesure de l'utilisation de nouvelles ressources et du changement de l'environnement. *Les nouvelles combinaisons de ressources mènent à l'innovation et à la création de valeur économique* (Kor, Mahoney, in Chabaud, Glachant, Parthenay, Perez, 2008, pp.50, 62).

La gestion des ressources humaines (G.R.H.) est un ensemble de pratiques du **management**, ayant pour objectif de *mobiliser* et *développer les ressources humaines pour une plus grande performance de l'organisation. En évaluant les compétences et la motivation lors du recrutement, on s'assure d'avoir un personnel adéquat en nombre et en qualification.* Mais il ne suffit pas que les salariés possèdent les compétences requises. Encore faut-il qu'ils veuillent les utiliser. Cette volonté sera souvent fonction de ce que leur offrira l'entreprise : une rémunération, des conditions de travail, des formations, des perspectives d'évolution...

Richard **Nelson** et sidney **Winter** (1982) se sont intéressés à l'analyse des *propriétés cognitives de la firme*, la façon dont se constituent les aptitudes individuelles et celle dont elles s'articulent au sein du processus de production collective. La firme fournit

un contexte et un support à la constitution, à l'entretien et à l'articulation des différents savoirs détenus par ses membres. Ils ont mis l'accent sur *l'émergence d'un savoir organisationnel à partir des interactions entre eux.* (knowledge-based theory). Le contexte de l'information possédée par un membre de l'organisation dépend de l'information possédée par tous les autres membres. Les auteurs incluent les liens entre les mémoires individuelles, du fait d'expériences antérieures partagées, qui ont établi le code de communication spécifique, qui est à la base du fonctionnement des routines. L'imbrication entre aptitudes individuelles et routines organisationnelles conduit à prendre en compte la distribution des connaissances au sein de la firme, ce qui pose la question des *modalités de partage* de la quasi-rente organisationnelle et des conflits sociaux qui peuvent en surgir. La firme pourrait être rapprochée d'*un modèle d'***auto-organisation,** où *les routines émergent des interactions répétées entre les agents et leurs environnements.* **La routinisation** de l'activité est considérée comme un lieu crucial du *savoir organisationnel. La compétence est définie comme un programme*, avec une séquence de phases successives pour accomplir une opération. Le savoir qui est sous-jacent à *la performance réussie*, est dans une large mesure **un savoir tacite**, au sens où la personne n'est pas complètement consciente des détails de sa performance et peut difficilement la représenter sous une forme langagière. Dans cette configuration, l'apprentissage est lent, du fait de la contrainte de répétitions, et *la compétence acquise demande à être constamment entretenue*. Nelson & Winter mettent l'accent sur *l'automaticité du comportement ajusté* et la suppression de l'activité de délibération qu'il implique. Grâce à *l'activation de routines fiables* dans un domaine bien maîtrisé, *on peut faire appel à la conscience*, comme l'avait déjà noté john Dewey, *afin de détecter de nouvelles voies ou de nouvelles combinaisons.* C'est la *stabilisation des routines*, qui permet *l'innovation.* Le modèle d'*auto-organisation* débouche sur une série de tensions entre *auto-émergence de normes de comportements et processus délibératif de fixation de règles*. *La compétence organisationnelle est distribuée* entre une compétence d'allocation des ressources, *une compétence de transactio*n par rapport au choix du recours ou non à la sous-traitance, et *une compétence administrative* désignant la capacité à définir une *politique organisationnelle performante*. Dans *une perspective de cognition distribuée*, la grandeur et la complexité de l'organisation rendent impossible à la direction de l'entreprise d'observer tous les détails de son fonctionnement.

Dans la conception de joseph **Schumpeter** (1951), *l'entrepreneur(euse) incarne le pari de l'innovation* ; son *dynamisme* assure la réussite de ce projet, nécessitant de *bousculer la propension à la routine et de réaliser des innovations* ». On ne doit pas le confondre avec un administrateur gestionnaire ou un rentier-capitaliste, propriétaire des moyens de production. Il (ou elle) est une sorte d'*aventurier(ère)* qui n'hésite pas à *sortir des sentiers battus pour innover et entraîner d'autres*

humains à faire autre chose que ce que la prudence excessive, la crainte ou l'habitude leur dictent de faire. Il (ou elle) doit vaincre les résistances qui s'opposent à toute nouveauté risquant de remettre en cause le conformisme ambiant. Pour peter **Drucker** (1985, 1970), *l'entrepreneuriat consiste à prendre des risques et à saisir des opportunités*. L'entrepreneur(euse) est une personne qui est prête à mettre en jeu sa carrière et sa sécurité financière pour mettre en œuvre une idée, à mettre son temps et son capital dans une entreprise risquée.

Depuis quelques décennies une nouvelle catégorie d'entrepreneurs a vu le jour et se multiplie, *les entrepreneurs sociaux.* Ils mettent en action des initiatives qui répondent à des besoins qui tombent à mi chemin entre le domaine couvert par le secteur privé et le secteur public. Citons à titre d'exemple Muhammad **yunus** (2008), *l'inventeur du système du micro-crédit et de la Grameen banque*. Dans son livre : « *Vers un nouveau capitalisme* », il récuse l'hypothèse que les entrepreneurs soient des êtres humains unidimensionnels, qui se consacreraient dans leur vie professionnelle à une seule mission : maximiser le profit. Cette conception du capitalisme isole les entrepreneurs de toutes les dimensions affectives, culturelles, sociales, politiques, environnementales de leur vie. En définissant l'entrepreneur d'une façon plus large, nous pourrions changer la réputation du capitalisme et *résoudre un grand nombre de problèmes sociaux, économiques, environnementaux dans le cadre du « libre marché »*. Nous avons élaborés des concepts trop étroits, trop rigides comme la notion même d'entreprise, de solvabilité, d'esprit d'entreprise, d'emploi... (Yunus, ibid, pp.363, 381). Maria **Novak** (2009, 2005, 2004, 1994) pense que le micro-crédit et l'entreprenariat social en général, offrent des outils pour un capitalisme humain, avec une mondialisation *compatible avec la dynamique de la démocratie.* Si la démocratie ne se définit pas seulement par des institutions politiques et le droit de vote, ce qui fut déjà une avancée considérable, mais aussi par *le pouvoir de chaque citoyen de participer aux choix qui le concernent, le micro-crédit*, qui ouvre l'accès au capital à tous les acteurs économiques, rend effectif leur **droit d'entreprendre**. En permettant aux plus pauvres d'entreprendre, les petits prêts renforcent *l'égalité des chances*. Il est *l'outil de la démocratie économique* (Nowak, 2010).

3.5.3.4. L'émergence d'une société civile pluraliste

Pierre **Kropotkine** (2010), cite comme lieu d'*entraide traditionnelle*, la *communauté villageoise*, mais aussi les corporations de métier dans les villes et leurs participations à **l'auto-gouvernement des cités**, à la fin du moyen-âge et à la Renaissance en Occident. Ce processus a été interrompu par la montée de l'absolutisme des rois et par leurs successeurs, avec les dictatures des jacobins issus de la Révolution française, des napoléoniens et des diverses tentatives de

restauration royaliste. En Angleterre, malgré les interdictions, les unions dans les métiers furent sans cesse reconstituées. *La société civile,* qui est le domaine de *la vie sociale civile auto-organisée*, qui est *volontaire, largement autosuffisant et autonome de l'État*, a eu beaucoup de difficultés pour se faire reconnaître en Europe et tout particulièrement en France, comme *contre-pouvoir à l'État et au Marché*.

En Grande Bretagne, robert **Owen**, qui luttait pour *la tolérance*, *la liberté de conscience, les droits de l'individu et la solidarité,* entreprit d'*élever le niveau de vie de ses ouvriers*, dans sa manufacture de New Lanark. Il désirait *améliorer les conditions de travail et de vie* de ses employés par *l'éducation des travailleurs et de leurs enfants*, la mise en place de crèches et de villages communautaires... Il veilla à *l'hygiène* des habitations, et s'appliqua à promouvoir des notions de *sobriété, de propreté et de prévoyance.* Il ouvrit un magasin où l'on pouvait acheter des produits de bonne qualité à des prix à peine supérieurs aux prix coûtants, à l'origine d'une **coopérative de consommateurs**. En 1817, il lança le mot d'ordre : *« 8 heures de travail, 8 heures de loisir, 8 heures de sommeil »*. Son expérience a donné une puissante impulsion au **mouvement coopératif** dans de nombreux pays. Owen établit que pour lutter contre la misère, il fallait s'unir pour contrôler l'outil de travail. En 1832, il participa à l'instauration d'**une bourse du travail équitable** avec des annonces d'emploi. Il créa la « *Grand National consolidated Trade Union* », qui compta un demi-million de membres en quelques mois et près de 150 unions distinctes. Cette initiative fut réprimée, mais de nouvelles mobilisations réapparurent sans cesse et bien-au delà de l'Angleterre, en France, aux États-Unis.... En 1840, en Angleterre, les « *équitables pionniers de Rochdale* » ouvrirent un **magasin coopératif**, dont le but est de garantir à la clientèle des prix corrects (en vendant au comptant) et une bonne qualité de produits. Ils fixèrent quatre règles de base :

- « *La porte ouverte* », toute personne souhaitant acheter dans le magasin coopératif ou devenir sociétaire (c'est-à-dire acheter des actions de la Société) en est parfaitement libre.
- « *un homme, une voix* » : lors des assemblées générales, tous les sociétaires possèdent une voix, quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.
- « l*a répartition des bénéfices entre les membres de la Société, au prorata de leurs achats* ».
- « *la rémunération limitée du Capital* » : les sociétaires, ceux qui ont investi pour acheter des actions, touchent chaque année un intérêt, proportionnel à leur nombre d'actions et non aux bénéfices.

Les équitables pionniers considéraient *la coopération comme un processus qui va en s'élargissant, de la coopérative de consommation*, *puis vers le logement et la production (industrielle et agricole).*

*D'autres **entrepreneurs sociaux** suscitèrent des initiatives originales* : en France, charles **Fourier** inventa le *phalanstère*, un hôtel coopératif avec des bâtiments à usage communautaire; Jean -baptiste **Godin** créa un *familistère*, précurseur des **coopératives de production**; jean-philippe **Buchez** initia *les associations ouvrières de production*, pierre-joseph **Proudhon** inspira **le mutualisme** et **l'autogestion**... En 1848, plus de 10 000 associations et plus de 400 sociétés de **secours mutuel** furent créées en France. Les répressions de juin, la dissolution, les arrestations, les déportations écrasèrent le mouvement.

Avec **la fédération des bourses du travail**, les syndicats disposaient de locaux pour exercer leurs activités (réunions, permanence d'accueil syndical, services d'entraide, culture ouvrière...). La première Bourse du travail ouvrit ses portes à Paris le 3 février 1887. Rapidement, elles se développèrent sur tout le territoire français. Les bourses du travail mirent en place *des caisses de solidarité, des bureaux de placement, des caisses de maladie, de chômage, de décès, des bibliothèques, des universités populaires*... Après la première guerre mondiale, la priorité fut donnée aux Unions départementales au détriment des Bourses. Les services d'entraide des bourses furent transférés vers les mairies ou l'État (secours du chômage, cours professionnels, placement gratuit).

En France, Il a fallu attendre la fin du XIX° et le début du XX°siècle pour reconnaître *le droit de s'associer librement*. Même après *la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789*, rien n'était prévu pour les associations. *La Constitution française de 1848 avait autorisé la création d'associations*, mais l'avait de nouveau interdite un an après. Le délit de coalition ne fut *aboli* qu'en 1864. Pierre **Waldeck-Rousseau** fit adopter en 1884 une loi autorisant *la liberté d'association* des travailleurs sous forme syndical et en 1901 la loi relative au *contrat d'association*. Selon l'article premier de la loi du 1er juillet 1901 : « *L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices. Elle est régie, quant à sa validité, par les principes généraux du droit applicable aux contrats et obligations. »*

Entre le libéralisme économique débridé et la toute-puissance de l'État, Charles **Gide** cherchait une voie qui *permette à la société de se développer dans un sens à la fois efficace, économique, moral et respectueux de la liberté individuelle* : la **solidarité** *en est le principe, la coopération et l'association en sont les moyens.*

Engagé auprès des mineurs de Carmaux en grève, Jean **Jaurès** (1976, pp. 170, 173) se réclamait d'un *socialisme ouvrier, syndical et coopérateur*. Devenu député de

Carmaux, il voulait utiliser la voie légale du *parlementarisme pour améliorer la condition ouvrière.* Son socialisme était *humaniste, pluraliste, non- autoritaire et démocratique*. Edouard **Bernstein** (1974) rejetait le communisme marxiste. Le prolétariat fait la conquête de son émancipation *par l'action au niveau syndical et associatif.* Le socialisme ne doit plus viser, par la prise violente du pouvoir, l'abolition du capitalisme, mais *sa transformation*. *Le socialisme est un héritier du libéralisme*. Alors que le libéralisme avait pour rôle historique de renverser les barrières que l'économie et les institutions du moyen-âge opposaient au développement économique, *le socialisme a pour but de supprimer la servitude économique*. C'est un *libéralisme social* qui vise à *consolider la liberté individuelle*. Bernstein cite *la coopération* comme l'un des axes du socialisme et définit *le socialisme comme « la réalisation du principe coopératif »*. Dans une conférence, Jaurès, tout en ménageant les marxistes, s'accorda avec lui sur la nécessité de coordonner les mouvements syndicaux et coopératifs, au *combat pour les responsabilités politiques locales et nationales*.

En juin 1936, *le Front Populaire* a permis *la reconnaissance des organisations de l'économie sociale* et accepté qu'elles puissent *forger des outils de régulation socio-économique.* A la même période, l*a charte de la mutualité*, précisa la vocation de la Mutuelle : *favoriser l'accès de tous à des soins et des services de qualité*. Elle lui permet de s'organiser au plan national. *La Mutualité* a ainsi participé à *la mise en place de la médicalisation et des retraites.* Il a donc fallu que *l'État accède à la démocratisation politique* de la III république pour que puisse *s'institutionnaliser une ébauche de démocratie de la société civile.* Ainsi, depuis deux siècles, **les associations** résultent d'actions collectives mises en œuvre par des citoyens aux **aspirations démocratiques**, se référant à **un bien commun**.

Comme le note jean-louis **Laville** (2010, 2005, 1996, 1992), avec les progrès du système social, le XX° siècle a été centré sur l'opposition et la complémentarité entre le marché et l'Etat. Le renouveau actuel correspond à *la découverte d'un troisième pôle : la société civile.* La société, en effet, ne cesse de se transformer et les entraves au changement ont tendance à susciter des crises sévères, voire des régressions très dommageables. La société change par elle-même et pour elle-même, en dehors des cadres pré-établis et des institutions, ce qui peut susciter chez les bénéficiaires du status quo des inquiétudes, des rigidités, des censures et des répressions, mais pour la majorité de la population des opportunités de développement. Trois types d'actions s'entremêlent : d'abord, il y a le registre de **l'entrepreneur social,** pour qui l'activité économique est motivée par des **objectifs sociaux**. Les entrepreneurs sociaux sont des personnes, qui portent des solutions innovantes à des problèmes pressants de la société. Ensuite, il y a l'ensemble des actions menées par **l'économie sociale** avec des activités économiques productrices de biens ou de services,

exercées par des sociétés, principalement coopératives et/ou à finalité sociale, des associations, des mutuelles ou des fondations, dont l'éthique se traduit par les principes suivants :

- finalité de service à la collectivité ou aux membres, plutôt que finalité de profit,
- autonomie de gestion,
- gestion démocratique et participative,
- primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus.

Enfin, nous trouvons **l'économie solidaire**, liées aux mouvements sociaux, qui a pour objectif **une démocratisation de l'activité économique**. Ce sont à la fois des habitants, usagers ou professionnels prenant en charge la conception des services qu'ils estiment nécessaires; des entrepreneurs voulant contribuer à *l'intégration par l'économique de populations en difficulté* ; des consommateurs qui s'organisent pour *vérifier la qualité des produits* qu'ils achètent, des épargnants *utilisant différemment leur argent*... Ces initiatives mettent *l'entraide mutuelle et la réciprocité au cœur de l'action économique*, *des personnes s'associent librement pour mener en commun des actions qui contribuent à la création d'activités économiques et d'emplois tout en renforçant la cohésion sociale* par de nouveaux rapports sociaux de solidarité. C'est **une économie participative**, qui a des finalités sociales, écologiques et culturelles. Ces expériences s'organisent dans *une dynamique citoyenne* en favorisant la mise en place d'« *espaces publics de proximité »*, c'est-à-dire *des lieux permettant aux personnes de prendre la parole, de débattre, de décider, d'élaborer et de mettre en œuvre des projets économiques adaptés aux contextes dans lesquels ils émergent.* En cela, elles trouvent un large écho auprès des *réseaux de la société civile* qui, par leur *engagement*, contribuent aussi, tant à la production de biens et de services qu'à l'approfondissement de la démocratie. **Des outils du management** sont élaborés pour améliorer *la qualité des services fournis à la collectivité* (majeure management alter, observatoire du *management alternatif*).

Une association peut gagner de **l'empowerment** en devenant plus autonome dans sa façon d'acquérir les fonds pour sa subsistance. Si elle vend ses services au lieu de dépendre passivement des fonds publics et des dons, elle est davantage maîtresse de sa destinée et renforce le milieu social en ne devenant pas un fardeau économique. Le terme d'**économie sociale et solidaire** regroupe désormais un ensemble de *coopératives, mutuelles, associations, syndicats et fondations*, fonctionnant sur des *principes d'égalité des personnes (1 personne = 1 voix*), *de solidarité entre membres et d'indépendance économique*. Si une entreprise capitaliste classique tire des profits faibles trop longtemps, elle n'a plus de justification économique : elle est en général fermée ou rachetée. Dans le cas d'entreprise de l'économie sociale, elle peut perdurer, si elle apporte *une utilité*

sociale à la société (ex. : entreprise de réinsertion) et si elle trouve un bailleur de fonds apte à en financer les pertes éventuelles (ex. : collectivité territoriale).

L'entrepreneur social est avant tout un entrepreneur. Entendons par là qu'*il innove et apporte de nouvelles combinaisons dans le processus de production au sens de joseph* **Schumpeter**. Pour lui, *l'entrepreneur est source de changement, qu'il introduise de nouveaux produits, de nouvelles méthodes de production ou de nouveaux marchés. Il met sa volonté d'innover au service de besoins sociaux que le marché et l'Etat ne savent ni couvrir ni même anticiper.* Les réponses qu'il apporte, *sa capacité à inventer des solutions nouvelles aux défis* de notre époque naissent bien d'une **dynamique entrepreneuriale**. *Dans ses ressources, il innove en impliquant de nombreux partenaires.* Outre les salariés, il entraîne souvent des bénévoles dans son sillage, des usagers, d'autres organismes et les pouvoirs publics. Il a aussi recours au *mécénat de compétences*, qui constitue un nouveau facteur de production. Entre les entreprises de l'économie sociale de plus en plus compétitives et *les entreprises capitalistes de plus en plus responsables*, quelle serait la place de *l'entrepreneur social* ? Certes, il n'est pas motivé par le seul profit, mais il n'y renonce pas, il l'utilise pour créer de la valeur sociale. *L'entrepreneur social ne cherche pas à s'accaparer un marché, mais à rendre ses idées et ses pratiques, visibles et lisibles, et à permettre la reprise de ses outils le plus largement possible* (Allemand, Seghers, 2007, pp.9, 19).
Aujourd'hui, l'entreprise sociale, l'économie sociale et l'économie solidaire sont intriquées. Elles contribuent à apporter des réponses différentes de celles qui sont présentées sur le marché, ou de celles qui sont promues par l'Etat. Mais cette approche peut aussi *faire alliance avec d'autres formes économiques marchandes territorialisées, attentives aux besoins des populations*, contre un capitalisme dérégulé. Elle peut aussi s'associer aux pouvoirs publics pour **co-construire des politiques publiques**. L'enjeu est **un nouveau modèle de développement**, un projet de société, qui suppose **une économie plurielle**, avec des *entreprises responsables au niveau économique, social et environnemental* (R.S.E), et *un service public rénové, partenaire de la société civile* (Laville, in Le Monde Economie, 2010).

Une organisation non gouvernementale ou **O.N.G.** est *une organisation d'intérêt public qui ne relève ni de l'Etat ni d'une institution internationale.* Les principaux critères définissant une ONG sont les suivants :

- l'origine privée de sa constitution
- le but non lucratif de son action
- l'indépendance financière
- l'indépendance politique
- la notion d'intérêt public

Une ONG est une personne morale qui, bien que n'étant pas un gouvernement

intervient dans le champ national ou international. Les O.N.G. disposent de plus en plus de compétences scientifiques et techniques, qui les rendent crédibles et leur permettent d'être consultées et écoutées lors des grandes réunions internationales. Depuis les années 2000, de grandes entreprises privées signent des partenariats avec des O.N.G. de façon à acquérir une vision plus globale de l'environnement mondialisé, et afin de disposer de compétences les aidant à mieux percevoir les attentes des consommateurs et des marchés. Les O.N.G. doivent répondre encore plus professionnellement que par le passé. Elles recherchent des candidats qui présentent des connaissances et des compétences professionnelles solides, et pas seulement de « la bonne volonté ».

3.5.4. Les difficultés des humains à coopérer

Chez les humains, les phénomènes de foule ont contribué à déconsidérer l'action collective. Serge **Moscovici** (1981) se demande comment se fait-il que la foule ne réfléchit pas, alors que chaque particulier en est capable, que la foule fait ce qu'aucun individu par lui-même n'aurait fait, que la foule a des impulsions irrésistibles, des volontés féroces, des entraînements stupides que rien ne semble pouvoir arrêter. Dans une société où les foules jouent un rôle important, l'individu a tendance à perdre son sentiment de soi. Il est submergé par les émotions collectives. Il est soumis à la suggestion des leaders charismatiques, Il a des difficultés à garder son esprit critique, il peut succomber aux « manipulations »...

L'intelligence est souvent limitée par des effets de groupes (conformisme, crainte, fermeture, absence de procédure, homogénéité idéologique...), au point que l'individu seul peut se révéler plus intelligent que tout un groupe, car exerçant mieux sa pensée critique, que sous l'influence de celui-ci.

*Joseph **Schumpeter** (1951)* s'interrogeait sur « l'infantilisation politique ». Comment expliquer que, si souvent, « Le citoyen tombe à un niveau inférieur de performance mentale, dès qu'il entre dans le champ politique. Il argumente et analyse d'une façon qu'il reconnaîtrait immédiatement comme infantile, dans la sphère de ses intérêts réels ».

De nombreux cas de défaillances dans les décisions collectives ont été rapportées. Par exemple :

- les décisions de groupe, où les membres n'osent pas dire ce qu'ils pensent,
- la soumission à l'autorité,
- l'acceptation passive d'un état de fait dont l'individu se doute qu'il mène à une catastrophe (par exemple : la fusée Challenger),
- les discussions sur les choix et les conséquences des décisions souvent confuses

et ne menant à rien,
- l'avis des experts sans conséquence face à l'opinion d'un groupe dont les individus se trompent,
- les votes populaires, qui portent un dictateur à la tête de l'État,
- les représentations collectives, qui norment les comportements aux détriments d'une partie stigmatisée de la population...

Les *anomalies de marché*, portant sur les prix et rendements, sont diverses. On peut par exemple expliquer en partie le phénomène de tendance boursière haussière ou baissière, par une suite de sous-réactions et de sur-réactions émotionnelles collectives aux informations. Ces tendances peuvent aboutir, par effet d'entraînement et d'exacerbation à des niveaux de prix extrêmes, ce qu'on appelle des bulles financières ou krachs.

Les travers de comportement sont :
- *cognitifs* (voir les *biais cognitifs*), liés à la compréhension, à la mémoire, aux habitudes mentales (les « *heuristiques* »),
- é*motionnels* (peurs, envies, admirations, répulsions, fierté...),
- *individuels* ou *collectifs* (*mimétismes* de groupe ou de foule),

L'exemple des prophéties autoréalisatrices (on me dit que cette action va monter donc j'achète, d'autres en font autant, le cours monte, j'en conclues que mon conseil a eu raison).

Ces dysfonctionnements touchent aussi les États et les firmes (technocratie, bureaucratie, travers idéologiques), ainsi que l'opinion publique et les électeurs dans un système représentatif.

Comme l'a observé christian **Morel** (2002, p. 244, p. 282), il arrive que les individus prennent collectivement des décisions qui agissent avec constance dans le sens totalement contraire au but recherché par leur organisation. **Ces décisions « absurdes »** se traduisent par des erreurs persistantes, qui peuvent se révéler catastrophiques. Soit les acteurs valident l'erreur initiale et la persistance dans l'erreur initiale vient de cette validation collective; soit un des acteurs ou groupe d'acteurs refusent l'erreur initiale et la persistance de l'erreur provient du désaccord, ou encore de son maintien envers et contre tout. Une des caractéristiques des erreurs collectives est leur étanchéité. Elles sont protégées des remises en cause extérieures par les mécanismes organisationnels d'un système de défense : l'auto-expertise, le soutien des structures entre elles, la difficile traduction d'une erreur, l'impossible immixtion, l'absence ou l'atténuation des signaux d'alerte dans les instances de coordination... L'humain peut développer par la force de

l'échange collectif, une capacité à l'absurde.

3.5.5. L'étude des prises de décision

Une prise de décision est *un processus cognitif complexe visant à la sélection d'un type d'action parmi différentes alternatives*. *La prise de décision concerne tout organisme vivant doté d'un système nerveux.* Elle intéresse chaque individu et chaque groupe. Ce processus est activé lorsque nous ressentons le besoin d'agir sans savoir comment diriger notre action. Préférer s'en remettre au hasard, comme tirer à pile ou face, est aussi le résultat d'une prise de décision. La vie quotidienne est pleine de situations faisant appel à une prise de décision : organiser son week-end, faire les courses, prendre la voiture, son vélo ou un transport en commun, ou encore marcher...

3.5.5.1. Les perspectives de la neuro-économie

L'homo sapiens sapiens ne prend pas toujours ses décisions en conformité avec ce que prédisent les théories orthodoxes de l'économie. Alors que l'économie classique appréhende la décision comme un choix supposé « rationnel », les apports de la **neurobiologie** ont montré d'une part, *l'importance du rôle joué par les émotions dans la prise de décision raisonnée* (Damasio, 2002, 1995), d'autre part, que l*es mécanismes de sélection mis en place par les fonctions supérieures du système neuronal supposait la simulation de plusieurs modèles mentaux concurrents ou alternatifs et une épreuve d'évaluation permettant de trancher entre eux* (changeux, 1983). Frans de **Waal** (2009, p.237) donne l'exemple d'hommes qui évaluent des risques monétaires et dont les régions stimulées du cerveau sont les mêmes que celles activées par des images sexuelles. Le lien entre la sexualité et la cupidité remonterait à des périodes très anciennes, au rôle de l'homme dans l'évolution en tant que pourvoyeur ou accumulateur de ressources pour séduire les femmes. *La coopération et l'entraide*, tout aussi anciennes solliciteraient l'hypophyse postérieure, secrétant *l'ocytocine* qui favorise les interactions sociales amoureuses ou impliquant *la coopération, l'altruisme, l'empathie, l'attachement, le sens du* « **care** ».

Daniel **Kahneman** (1999), à travers une « *psychologie hédoniste* », a étudié ce qui rend l'expérience de la vie plaisante ou déplaisante. Elle concerne les sentiments, la douleur et le plaisir, la passion et l'ennui, la joie et le chagrin, la satisfaction ou l'insatisfaction. Elle est corrélée avec toute une gamme de circonstances biologiques ou sociétales qui provoquent la souffrance ou le plaisir. Les plaisirs de l'existence, multiples, varient selon les individus et selon leur éducation. Les penseurs hédonistes ont orienté leur vie en fonction de leurs dispositions propres, mais on

retrouve des thèmes communs : **l'amitié**, thème cher à **Epicure**, *la tendresse, la sexualité libre, les plaisirs de la table, la conversation, une vie constituée dans la recherche des plaisirs, un corps en bonne santé...* On peut aussi trouver *la pratique des exercices physiques, des arts et des techniques, les savoirs et les sciences, les activités sociales...* Dans le même temps, les douleurs et les déplaisirs à éviter sont le rabaissement et l'humiliation, la soumission à un ordre imposé, la violence, les privations et les frustrations justifiées par des fables...

En étudiant *les prises de décision dans le domaine financier*, daniel **Kahneman** et amos **Tversky**, ont montré que les personnes réagissent différemment aux perspectives qui suivraient la matérialisation de leurs gains ou leurs pertes.

Ainsi, après des gains, elles tendent à vouloir les consolider, généralement en revendant les actifs, dont le prix a progressé et s'abritant ainsi contre le risque que le prix retombe, même si la hausse est due à de bonnes raisons.

Après des pertes, surtout des fortes pertes, elles sont prêtes à prendre des risques importants, en conservant les actifs dévalorisés, estimant qu'elles n'ont « plus rien à perdre » et ont au contraire des chances de récupérer leur mise par remontée des cours. Elles oublient que le véritable risque pourrait-être une poursuite de la baisse de valeur de ces actifs, dont la baisse est peut-être due à de bonnes raisons.

La théorie des perspectives modélise ce comportement en deux parties : d'abord, *l'encadrage*, ou établissement d'un *cadre de référence*, c'est-à-dire une représentation mentale des choix et de leurs conséquences ; ensuite, l'*évaluation* des choix dans ce cadre.

Kahneman et Tversky ont observé chez les personnes *une aversion à la perte*, une forme asymétrique d'*aversion du risque*. Le détenteur d'un actif tend à considérer, par une sorte d'attachement, que les actifs qu'il détient, qu'ils soient en gain ou en perte, valent plus que ce que le marché propose. *On passe là du biais cognitif au biais émotionnel,* puisqu'il s'agit de la difficulté de se séparer d'un bien auquel on s'est habitué. Les personnes observées, plutôt que d'appliquer un principe de maximisation, mettent en œuvre des **heuristiques**, c'est-à-dire des *routines* simples, ne reposant pas sur un calcul d'optimisation, d'autant qu'elles sont souvent incapables d'appliquer, en situation d'incertitude, les lois des probabilités comme celle des grands nombre et la règle de Bayes. Sur les marchés financiers, ces attitudes non rationnelles, si elles sont largement partagées, peuvent avoir des conséquences telles qu'une certaine viscosité des prix sous-forme de sous-réactions aux mauvaises nouvelles, qui normalement devraient les faire baisser.

Le cortex orbitofrontal est l'aire du cerveau qui opère cette interface entre l'évaluation des conséquences de mes choix, qui est à la fois un calcul et un raisonnement contrefactuel (qu'aurais-je obtenu si j'avais choisi autrement ?) et les émotions que je ressens quand tombent les résultats de mes choix. Plus finement, les activités du cortex orbitofrontal sont différenciées, selon que les sujets sont censés éprouver du regret ou de la déception. *Le regret, c'est l'émotion que l'on éprouve lorsque nous sommes en mesure de comparer ce que nous avons obtenu avec ce que nous aurions pu obtenir.* Cela suppose que soit disponible l'information à propos des conséquences de l'option qui n'a pas été retenue. La déception est un ressenti différent. La déception, c'est l'émotion perçue quand nous sommes mécontents du résultat obtenu, sans que l'on sache ce qui se serait produit si nous avions agi autrement. Le plus remarquable, c'est que seule l'émotion du regret provoque une activité significative dans le cortex orbitofrontal. On constate même que l'activité neuronale liée au regret est fonction de l'amplitude des écarts entre le gain obtenu et le gain non obtenu.

Les expériences menées par giorgio **Coricelli** (2005) ont permis d'explorer la dynamique de l'émotion dans *l'anticipation du regret*. Ce serait *la prise de conscience de la perte (ou tout du moins du manque à gagner)*, que pourrait entraîner le choix, qui déclenche l'émotion du sujet. *C'est donc en apprenant ce qu'il pourrait perdre, que le sujet commence à s'inquiéter.* La répétition de l'expérience, révèle du reste *un effet d'apprentissage*. L'émotion s'accroît ainsi, par l'expérience, en mobilisant au passage des souvenirs désagréables, justifiant notamment l'activation de l'hippocampe. Au bout du compte et sous la pression de la crainte de risquer d'éprouver de tels désagréments, la plupart des sujets soumis à l'expérience, en arrivent à choisir l'option capable de *réduire au minimum les désagréments qui accompagnent ce regret*. Coricelli et ses collègues y voient la signature neuronale du cingulaire antérieur, zone dévolue aux conflits et à la perception des erreurs. Cette région cérébrale se trouve effectivement activée durant ces séquences, qui suscitent des choix délibératifs et le conflit entre plusieurs évaluations subjectives différentes et contradictoires.

Antonio **Damasio** (1995) a souligné le fait que les patients souffrant de lésion du cortex préfrontal ventromédian, localisation de fonctions émotives, étaient le plus souvent dans l'incapacité d'appréhender les conséquences à moyen et long terme de leur choix. Le déficit d'émotions condamne ces patients à ne prendre en compte au moment de leur choix, que les conséquences très immédiates qu'ils pouvaient en attendre. La lacune émotionnelle serait ici à l'origine d'une pondération extrême du présent, allant jusqu'à bloquer toute anticipation. *Les émotions se révèlent donc nécessaires à l'élaboration de projections à plus long terme, mais elles peuvent aussi être responsables d'une myopie temporelle en nous faisant privilégier le très court*

terme. Des résultats obtenus par l'imagerie cérébrale (McClure et al, 2004) montrent en effet que deux systèmes neuronaux distincts seraient activés au cours des anticipations. Ils correspondent respectivement aux régions limbiques et paralimbiques, d'une part, aux régions du cortex préfrontal et pariétal postérieur, d'autre-part. Pour les échéances très courtes, le système limbique, générateur des émotions non-contrôlées serait dominant, tandis que l'activation des cortex préfrontaux et pariétaux, à l'origine des opérations plus élaborées, dominerait les choix de plus long terme (Schmidt, 2010, pp. 129, 133).

L'échelonnement dans le temps des émotions attendues n'est pas neutre pour le sujet qui les éprouve. Le fait qu'une majorité d'individus préfèrent accélérer une échéance conçue comme désagréable, avancer, ou, au contraire, retarder une échéance imaginée comme agréable, sur la base d'expériences passées, témoignent de la modularité temporelle des émotions, qui accompagnent un choix (Schmidt, ibid, p.134). *Le circuit de la dopamine* joue un rôle déterminant. Non seulement, la dopamine active les régions du cerveau qui réagissent aux anticipations des récompenses attendues, mais il semble qu'elle intervienne également *dans les mécanismes d'apprentissage et de correction des erreurs*, qui président à *leur évaluation*. On a pu ainsi montrer comment les activités des structures sous-corticales du cerveau humain étaient corrélées avec *l'anticipation de la récompense et du risque.* Dans ces régions le cerveau encode les deux dimensions clés de la finance moderne. Cet *encodage du risque et de la récompense* par le cerveau est quasi-immédiat, et assurément beaucoup plus rapide que si un individu devait se livrer à un calcul explicite de ces variables. Notre cerveau est pour ainsi dire capable de prédictions financières, quand bien même le sujet n'aurait aucune notion de finance. Cependant, des déséquilibres dans la transmission de ce neurotransmetteur aux régions du striatum ventral, affectent directement le *circuit de la récompense* attendue, modifiant, de ce fait, la sensibilité des sujets au risque. Ces déséquilibres pourraient rendre compte de certaines *vulnérabilités addictives aux risques,* qui ont été observées (Schmidt, pp.207, 208).

Une expérience en économie consiste de la sorte, à *créer un environnement contrôlé, afin de reproduire artificiellement une situation reflétant les conditions d'une prise de décision. L'expérimentation permet de provoquer des situations et d'en observer les conséquences* (Eber, Willinger, 2005, pp.4, 5). L'une des ambitions de la théorie des jeux expérimentale, est de constituer une banque de données sur le comportement empirique des individus, qui permette de tester efficacement les théories alternatives. Les recherches menées en neuro-économie ont mis en valeur *le processus de décision multidimensionnel,* au cours duquel s'effectue une synthèse des résultats de multiples opérations : observation, perception, sélection des informations, anticipation, simulation, mobilisation des souvenirs de situations

semblables antérieurement vécues, arbitrages et pondération, qui font intervenir des fonctions cognitives différentes, si ce n'est toujours distinctes. *La décision fait intervenir à la fois des systèmes neuraux conscients et automatiques*. Lorsqu'il s'agit de choix, le calcul raisonné est, de plus, inséparable du contenu affectif qui accompagne l'anticipation du résultat attendu et, parfois l'action elle-même de choisir. Là, où le calcul logique, qui inspire la théorie des jeux, fournit une solution unique au terme d'un processus linéaire, les données neuronales offrent, au contraire, un système complexe de *réseaux enchevêtrés*, auquel participent diverses régions du cortex préfrontal, qui sont *activées en boucles* (Schmidt, 2010, p.23, p.37, p.75).

3.5.5.2. L'empathie

Un grand nombre d'études expérimentales ont mis en évidence des *comportements coopératifs,* notamment dans des contextes où la théorie économique standard prédit au contraire des comportements égoïstes. *L'hypothèse d'empathie*, qui conditionne toute représentation de l'autre, court-circuiterait les exigences de la rationalité postulée.

L'empathie (du grec ancien ἐν, *dans, à l'intérieur* et πάθος, *souffrance, ce qu'on éprouve*) désigne le mécanisme par lequel un animal ou un humain peut *« comprendre » les sentiments et les émotions d'un autre. L'empathie est une capacité à partager les émotions avec autrui, sans confusion entre soi et l'autre, c'est un puissant moyen de communication interindividuelle et l'un des éléments clés dans la relation thérapeutique.* L'empathie se différencie de la contagion émotionnelle dans laquelle une personne éprouve le même état affectif qu'une autre, sans conserver la distance entre soi et autrui. *Alors que l'empathie repose sur une capacité de représentation de l'état mental d'autrui indépendamment de tout jugement de valeur, la sympathie est une réponse motivationnelle qui repose sur une proximité affective avec qui en est l'objet.* Carl **Rogers** (1973) a étudié différents facteurs facilitateurs aux échanges dans les groupes et parmi eux l'empathie.

L'empathie a fait l'objet depuis, de nombreuses investigations neurophysiologiques. Un mécanisme de **résonance** sensori-somatique entre autrui et soi, relativement primitif sur les plans évolutif et ontogénétique, en place dès la naissance, jouerait un rôle crucial dans le développement de l'empathie et de l'évaluation éthique, en nous permettant de *partager la détresse des autres et de déclencher une inhibition des comportements agressifs*.

La théorie des « *systèmes de neurones miroirs* » de giacomo **Rizzolatti** (2007), met en valeur une catégorie de neurones du cerveau qui présentent une activité, aussi bien

lorsqu'un individu (humain ou animal) exécute une action, que lorsqu'il observe un autre individu, en particulier de son espèce, exécuter une action, d'où le terme « *miroir* ». Ils ont d'abord été observés dans le cortex pré-moteur ventral du singe (aire F5), mais aussi, par la suite, dans la partie rostrale du lobule pariétal inférieur. Ce type de neurones a également été trouvé chez certains oiseaux, où ils sont activés à la fois lors du chant et lorsque l'animal écoute un congénère chantant.

La synchronie *est une forme très ancienne d'adaptation aux autres*. *Elle se construit sur l'aptitude à cartographier son corps à partir de celui de l'autre et à s'en approprier les mouvements,* ce qui fait que le rire ou le bâillement d'une autre personne, induisent les nôtres. Durant la grossesse, le fœtus partage le même milieu que la mère. *Une synchronie pré-natale* s'organise entre la mère et son fœtus, synchronie physiologique, hormonale et sensorielle. A la naissance, *les signes de synchronie et les échanges s'intensifient avec les proches et en particulier avec la mère* : échange de regards, des voix (vocalises et babillages du bébé, mamanèse de la mère, imitation dans les expressions face à face, réactions aux mouvements de l'autre, au toucher). La communication va mettre en jeu tous les sens. Lorsqu'il y a interaction entre plusieurs personnes, on peut observer soit qu'elles bougent ensemble (entièrement ou en partie), soit qu'elles n'ont pas le même rythme et interrompent celui des autres participants. Généralement, les individus en interaction remuent ensemble dans une sorte de danse, mais *ne se rendent pas compte de la synchronie de leurs mouvements* et les exécutent sans musique et sans orchestration consciente. *Être en synchronie est une forme de communication*. *Les messages du corps (non conscients et conscients),* sont souvent plus révélateurs des sentiments réels (mais parfois non conscients), que ses paroles. William **Condon** (in Cosnier, Brossard, 1984, pp. 31, 70) a analysé image par image, des films de personnes conversant ensemble. Il a mis en évidence que les gestes humains sont commandés par **des synchroniseurs corporels**. Le synchronisme est un phénomène inné, visible dès le second jour de la naissance. Condon pense qu'il n'est pas pertinent de représenter les êtres humains « comme des entités isolées, émettant des messages timides les uns en direction des autres ». Il serait plus fécond de *considérer la relation qui se crée entre les humains, comme* le résultat *d'une participation au sein de formes d'organisation partagée*. Cela signifie que les êtres humains sont *unis les uns aux autres par une succession de rythmes spécifiques à une culture*. Ray **Birdwhistell** (1970, in Winkin, 1981, pp. 292, 301) a défini **la kinésique**, comme *la façon de se mouvoir et d'utiliser son corps*. Il s'agit d'une des formes les plus solidement établie, avant même l'apparition des mammifères. Les lézards, les oiseaux, puis les mammifères communiquent entre eux de cette façon et, dans une certaine mesure, communiquent ainsi avec les autres espèces. *L'existence ou le manque de synchronie est un indice de fonctionnement ou de dysfonctionnement, et peut être la source non consciente d'une grande tension, en cas de synchronie faible,*

inexistante ou inadaptée. Chez les humains, notamment dans *les rencontres interculturelles*, l'interprétation correcte du comportement non verbal et verbal de l'autre conditionne les échanges à tous les niveaux (Hall, 1979, pp.73, 86).

L'empreinte et *l'attachement* naissent de la synchronie. **L'empreinte** ou **l'imprégnation** est un phénomène au cours duquel un jeune animal apprend très rapidement à reconnaître les caractéristiques d'un individu ou d'une espèce, caractéristiques qui vont durablement marquer son comportement. Cette *capacité d'acquisition rapide des caractéristiques d'une forme spécifique*, orientera les conduites ultérieures (relation affective, choix du partenaire sexuel...). Par exemple, des cris rythmiques et des objets les plus divers en mouvement déclenchent chez l'oison de l'oie cendrée, juste après l'éclosion, la réaction de « suivre ». Il suit aussi bien un humain, une oie ou une quelconque boîte tirée devant lui. S'il suit un tel objet, même un temps très court, il restera avec lui. Un des processus neurobiologiques crucial de *l'empreinte* se situe au niveau de l'hyperstriatum, une structure du cerveau qui n'existe pas chez les mammifères, le phénomène d'empreinte, tel qu'il existe chez les oiseaux, ne peut être extrapolé ni aux mammifères, ni à l'être humain.

L'*attachement* est une relation affective chez les mammifères, notamment parmi eux les primates et particulièrement les humains, entre un individu et *une figure d'attachement* (en général la mère, le père ou une personne qui prend soin de lui). Des recherches tendent à relier le mécanisme d'attachement à l'effet d'une hormone : **l'ocytocine**. L'attachement humain peut être réciproque entre deux adultes, ou s'établir entre un enfant et la personne, qui en prend soin ; dans ce dernier cas, le lien est basé sur les besoins de l'enfant en termes *de sécurité, de protection et de soins,* en particulier dans la petite enfance et l'enfance. John **Bowlby** (2002, 2007) a dégagé cinq compétences, qu'il considère comme innées et qui permettent au bambin de s'attacher à sa mère :

- la capacité de succion (téter),
- la capacité de s'accrocher,
- la capacité de pleurer,
- la capacité de sourire,
- la capacité de suivre du regard.

« *L'attachement* » fait partie des besoins primaires du bambin, qui doit pour se développer et explorer le monde, pouvoir *trouver sécurité et réconfort*, *par un lien privilégié avec l'adulte* et il adopte *des stratégies adaptatives* différentes, selon la manière, dont on prend soin de lui. Les enfants s'attachent instinctivement aux *pourvoyeurs de soins et de care* : « *caregivers »*, favorisant ainsi leur survie. Les comportements de pré-attachement surviennent dans les six premiers mois de vie.

Durant la première phase (les huit premières semaines), les jeunes enfants sourient, babillent et pleurent pour attirer l'attention des *caregivers*. Bien qu'ils apprennent à cet âge à distinguer les différentes personnes, qui prennent soin d'eux, leurs comportements sont dirigés envers toute personne de l'entourage. Pendant la seconde phase (de deux à six mois) le jeune enfant distingue de mieux en mieux les adultes familiers des non-familiers, devenant plus particulièrement attentifs à ceux qui prennent soin d'eux. L'orientation visuelle et l'agrippement aux personnes sont ainsi ajoutés au rang des comportements.

Des attachements plus actifs se développent lors de la troisième phase, de six mois à deux ans environ ; le comportement de l'enfant envers les personnes qui prennent soin de lui commence à s'organiser en fonction d'objectifs basés sur les conditions qui le font se sentir « sécure ». Il n'y a pas de lien entre la réactivité de la mère et la fréquence des pleurs pendant les six premiers mois. Mais le reste de l'année, *les bébés, dont les pleurs ont suscité une réaction rapide de la mère ont non seulement développé une très large gamme de nouveaux moyens de communication (mimiques, vocalisation, mouvements...),* mais la fréquence et la durée des pleurs se sont considérablement réduites. Cela revient à dire que laisser pleurer un bébé pour réduire ses pleurs est contre-productif. Vers la fin de la première année, l'enfant est capable d'exprimer une gamme de comportements d'attachement destinés à maintenir la proximité. Ceci se manifeste par des protestations lors du départ de la figure d'attachement, par des signes de joie lors de son retour, des comportements de cramponnement lorsqu'il à froid, et de suivi, dès qu'il en est capable. Avec *le développement de la locomotion,* l'enfant commence à utiliser la personne ou les personnes comme base de sécurité à partir de laquelle, il peut explorer son environnement. L'exploration par l'enfant est facilitée par la présence de l'adulte protecteur, car son système d'attachement ne lui procure alors aucun stress et il est donc libre d'explorer. *Un attachement « sécure »* engendre une meilleure régulation émotionnelle, et minimise par la suite les troubles de comportement chez l'enfant et l'adolescent. Si la personne référente est inaccessible ou ne répond pas, le comportement d'attachement est plus fortement exprimé. Anxiété, peur, maladie et fatigue causeront également un renforcement des comportements d'attachement. Après la seconde année, alors que l'enfant commence à percevoir le « *caregiver »* comme une personne indépendante, **un partenariat** plus complexe et basé vers des objectifs différents, se met en place. *L'enfant commence à prendre en compte les objectifs et les sentiments des autres, et à agir en fonction de cela.* Par exemple, tandis que les bébés pleurent, parce qu'ils ont mal, les enfants de deux ans pleurent pour faire venir l'adulte référent, et si cela ne fonctionne pas, pleurent plus fort, crient ou le suivent. *Le résultat biologique de l'attachement est un accroissement des chances de survie de l'enfant, et le résultat psychologique celui du sentiment de sécurité.* Les émotions et les comportements d'attachement humains courants

s'inscrivent dans une perspective évolutive. L'évolution vers l'espèce humaine actuelle a inclue la sélection de comportements sociaux qui favorisent la survivance des individus et des groupes. Le comportement habituel d'attachement des jeunes enfants qui restent près des personnes, qui leurs sont familières, a pu conférer des avantages en terme de sécurité, au cours de l'évolution antérieure, et encore de nos jours. *Être capable de percevoir la non-familiarité, l'isolement ou une approche rapide comme des situations potentiellement dangereuses est ainsi un avantage évolutif.* Selon john Bowlby, la recherche de proximité de la figure d'attachement en face d'une menace est l'intérêt du système comportemental d'attachement. Les expériences précoces avec les *caregivers,* permettent l'émergence progressive d'un système de pensées, de souvenirs, de croyances, d'attentes, d'émotions, et de comportements à propos du moi et des autres. Ce système, appelé le "*modèle opérant interne des relations sociales*", continue à se développer avec le temps et l'expérience. *Les modèles opérants internes régulent, interprètent et prédisent le comportement lié à l'attachement chez le moi et chez les figures d'attachement*. Au fur et à mesure qu'ils se développent parallèlement aux changements environnementaux et développementaux, *ils incorporent la capacité à réfléchir et communiquer au sujet des relations d'attachement passées et futures. Ces modèles opérants internes* continuent à se développer à l'âge adulte, aidant à faire face aux relations amicales, maritales, parentales, toutes développant différents comportements et sentiments. *Le développement de l'attachement est un processus transactionnel* : les comportements spécifiques d'attachement prennent leur source dans des comportements de la petite enfance prédictibles et apparemment innés ; ils se modifient avec l'âge d'une façon qui est déterminée en partie par l'expérience et en partie par l'environnement au sein duquel ils prennent place. L'évolution des comportements d'attachement avec l'âge est façonnée par les différentes relations qu'expérimente l'individu. Le comportement d'un enfant lorsqu'il se retrouve avec la figure d'attachement n'est pas seulement déterminé par comment cette personne a traité l'enfant dans le passé, mais aussi par l'histoire des influences que l'enfant a eu sur elle. L'âge, la croissance des facultés cognitives et une expérience sociale continue, font progresser le développement et la complexité du *modèle interne opérant*. Les comportements liés à l'attachement perdent certaines caractéristiques typiques des jeunes enfants et adoptent d'autres caractères liés à l'âge. La période préscolaire permet *la mise en place de la négociation et du marchandage*. La théorie de l'attachement fut enrichie par la méthodologie innovante et les études observationnelles de mary **Ainsworth** (1978, 1967). Elle a distingué quatre types d'attachements, ou *schèmes*, qu'un enfant peut adopter envers une figure d'attachement : « *sécure*, *anxieux-évitant*, *anxieux-ambivalent* ou *résistant, et désorganisé/désorienté ».* Le type d'attachement développé par les jeunes enfants *dépend de la qualité des soins qu'ils ont reçus*. Environ 65% des enfants dans la population générale peuvent être classés comme ayant un schème d'attachement

sécure, les 35% restant étant divisés entre les différents types d'« insécures ». Des événements sociaux stressants ou des accidents de vie négatifs — tels que maladie, décès, mauvais traitements, divorce — sont associés à une instabilité des schèmes d'attachement de la petite enfance jusqu'au début de l'âge adulte. *La théorie de l'attachement* fut étendue aux relations sentimentales adultes par Cindy **Hazan** et Philip **Shaver** (1994). Quatre styles d'attachement sont couramment décrits chez l'adulte : « *sécure, préoccupé, détaché-évitant, craintif »*. Les adultes « *sécures »* tendent à adopter *une vision positive d'eux-mêmes, de leurs partenaires et des relations qu'ils nouent*. Ils se sentent à l'aise dans l'intimité comme dans l'indépendance, équilibrant les deux. Les adultes « *préoccupés »* recherchent un *haut niveau d'intimité, d'approbation de la part de leurs partenaires*, se montrant excessivement dépendants. Ils ont tendance à être moins confiants, à adopter une vision moins positive d'eux-mêmes et de leurs partenaires, et sont susceptibles au sein de leurs relations d'exprimer à un haut degré leurs sentiments, leurs soucis et leur impulsivité. Les adultes « *détachés-évitant »* recherchent *un haut degré d'indépendance,* et semblent souvent dans le même temps éviter l'attachement. Ils se perçoivent eux-mêmes comme auto-suffisants, non sensibles aux sentiments d'attachement et n'ayant pas besoin de relations proches. Ils tendent à faire taire leurs sentiments, traitant le risque de rejet en gardant eux-mêmes à distance leurs partenaires, dont ils ont souvent une assez pauvre opinion. Les adultes « *craintifs-évitants »* éprouvent des sentiments partagés au sujet des relations proches, désirant et à la fois se sentant mal à l'aise avec la proximité émotionnelle. Ils ont tendance à se méfier de leurs partenaires et se voient eux-mêmes comme indignes. De la même façon que les adultes « *détachés-évitant* », les adultes « *craintifs-évitants* » tendent à fuir l'intimité et à faire taire leurs sentiments. A travers les études menées, il apparaît qu'un adulte n'entretient pas un seul type de modèles opérants internes. Il posséderait plutôt à un premier niveau un ensemble de règles et d'hypothèses au sujet des relations d'attachement en général, et à un autre niveau des informations concernant les relations ou les évènements relationnels spécifiques. Les informations des différents niveaux n'ont pas besoin d'être *cohérentes entre elles* ; *les individus peuvent donc entretenir différents modèles opérants internes pour différentes relations* (Guédeney, 2006).

L'imitation est un facteur important de la communication. C'est *une compétence cognitive innée* servant de moyen de transmission d'information, parmi certaines espèces animales. Des singes capucins accordent souvent leur amitié à ceux qui les ont imités. Ils préfèrent nettement les personnes qui imitent immédiatement leurs actions à ceux qui se comportent de manière similaire, mais pas en même temps. C'est bien le fait d'imiter, qui permet de gagner l'amitié des capucins et pas simplement de leur montrer plus de familiarité ou d'attention. Comme *l'imitation est associée depuis longtemps à un comportement coopératif entre les humains, et*

qu'elle donne l'occasion de se lier aux autres et de communiquer sa similitude ou son affinité, la découverte d'un lien entre imitation et comportement amical chez un primate non-humain, suggère que l'imitation pourrait être un moyen sous-jacent d'induire un comportement social chez tous les primates. *Lorsqu'il s'agit d'apprendre des autres, les chimpanzés observent tous les gestes de leur modèle et reproduisent souvent l'action observée avant même d'avoir obtenu eux-mêmes une récompense*. Autrement dit, *ils ont appris uniquement par observation*. L'imitation entre eux des humains, peut être envisagée comme *une compétence cognitive*, *un moyen de transmission culturelle, un principe de l'apprentissage social, un mécanisme d'adaptation, mais aussi parfois comme une stratégie parodique.* Les processus d'imitation impliquent des compétences cognitives spécifiques et s'inscrivent dans des contextes sociaux et culturels. L'imitation se propage par ondulation sur la société humaine, à condition de ne pas rencontrer d'obstacles, telle une pierre qui produit des ondulations une fois jetée dans l'eau. Celles-ci s'étendent avec plus de facilité à mesure que se développent les techniques de communication et de transport.

L'empathie vient naturellement aux humains, mais aussi à d'autres mammifères : les éléphants, chimpanzés, bonobos, singes capucins, dauphins, baleines. C'est ce que frans de **Waal** (2010) évoque dans un livre intitulé « *L'âge de l'empathie. Leçons de la nature pour une société solidaire* », qui montre que « *la lutte pour la vie », peut aussi se traduire par des comportements de solidarité.* L'empathie est *une réaction automatique,* sur laquelle nous n'avons que peu d'emprise. *Nous sommes préprogrammés pour tendre une main secourable.* Nous pouvons réprimer cette pulsion, la bloquer mentalement ou ne pas réagir. Mais, hormis un faible pourcentage d'humains - qualifiés de psychopathes – personne n'est émotionnellement immunisé contre la situation d'autrui (Waal, ibid, p.70).

Les personnes à forte empathie sont intéressées par les nouvelles d'une victime, juste pour savoir comment la situation a évolué, mais sans considérer que le fait qu'elle aille mieux les récompenserait par leur ressenti d'une joie empathique (Fiske, 2008, p.421,). Si l'empathie est une réponse affective, imitant l'état émotionnel d'autrui, on peut la distinguer d'une part, de la détresse personnelle, qui se manifeste par des ressentis d'aversion, lors de la perception d'une souffrance et empêche de tenter de ressentir ce que l'autre éprouve, et d'autre part de *la sympathie, qui entraîne une compassion ou une tendresse par rapport à la souffrance d'autrui.* Alors que la détresse mène à des motivations égoïstes de s'aider soi-même, la sympathie mène à des *motivations altruistes*. Ainsi, plus les individus disent éprouver de la détresse personnelle, en étant alarmé, affligé, gêné, embarrassé, perturbé, stressé..., moins ils aideront autrui s'ils peuvent eux-mêmes échapper à la situation. Au contraire, *plus ils évoquent un élan de compassion, un désir de*

communiquer de la chaleur humaine, de serrer la personne contre soi, de la protéger, de la soulager, de la soigner..., plus ils participeront à l'aide, qu'ils puissent eux-mêmes échapper ou non à la situation (Fiske, ibid, p. 418).
Les logiques de **l'altruisme réciproque** se distinguent de *l'échange mutuellement consenti,* par le fait qu'il ne peut être amorcé que par *un don à perte*, sans contrôle de la situation. Des *mécanismes de régulations* sont identifiés, le plus évident étant qu'*un geste altruiste*, qui coûte trop en l'absence de bénéfice, finit par disparaître. Un exemple est celui du *partage de nourriture dans les groupes*. Le partage consenti par ceux qui ont un excédent, permet à l'ensemble du groupe de mieux équilibrer les disettes ou de s'organiser pour un approvisionnement plus rentable. Dans *l'altruisme réciproque*, si un individu aide un autre individu, qui l'aide à son tour, *alors la survie des deux individus est plus probable.*

3.5.5.3. Le dilemme du prisonnier

C'est un exemple célèbre de *la théorie des jeux,* caractérisant les situations où deux joueurs auraient intérêt à coopérer, mais où les incitations à trahir l'autre sont si fortes, que la coopération n'est jamais sélectionnée par un joueur supposé « rationnel », lorsque le jeu n'est joué qu'une fois. Ce jeu illustrait l'idée selon laquelle la confrontation des intérêts individuels ne débouche pas nécessairement sur l'optimum collectif. Du fait de la grande généralité de la situation décrite, le dilemme du prisonnier a été appliqué, sous une forme formelle ou plus discursive, dans un grand nombre de domaines, comme l'économie, la biologie, la politique internationale ou la psychologie.

La forme habituelle de ce dilemme est celle de deux prisonniers (complices d'un délit) retenus dans des cellules séparées et qui ne peuvent communiquer :

- si un des deux prisonniers dénonce l'autre, il est remis en liberté alors que le second obtient la peine maximale (10 ans) ;
- si les deux se dénoncent entre eux, ils seront condamnés à une peine plus légère (5 ans) ;
- si les deux refusent de dénoncer, la peine sera minimale (6 mois), faute d'éléments au dossier.

Chacun des prisonniers réfléchit de son côté en considérant les deux cas possibles de réaction de son complice :

- « *Dans le cas où il me dénoncerait :*
  - *Si je me tais, je ferai 10 ans de prison ;*
  - *Mais si je le dénonce, je ne ferai que 5 ans.* »
- « *Dans le cas où il ne me dénoncerait pas :*
  - *Si je me tais, je ferai 6 mois de prison ;*

    - o *Mais si je le dénonce, je serai libre.* »
- « *Quel que soit son choix, j'ai donc intérêt à le dénoncer.* »

Si chacun des complices fait ce raisonnement, les deux vont probablement choisir de se dénoncer mutuellement, ce choix étant le plus empreint de « rationalité ». Conformément à l'énoncé, ils écoperont dès lors de 5 ans de prison chacun. Or, s'ils étaient tous deux restés silencieux, ils n'auraient écopé que de 6 mois chacun. Ainsi, lorsque chacun poursuit son intérêt individuel, le résultat obtenu n'est pas optimal au sens de vilfred **Pareto**. « L'équilibre de (john forbes) **Nash** », où aucun ne modifie sa stratégie sans affaiblir sa position personnelle, ne conduit pas à un « optimum de **Pareto** » (c'est-à-dire un état dans lequel on ne peut pas améliorer le bien-être d'un individu, sans détériorer celui d'un autre). À l'équilibre, chacun des prisonniers choisit de faire défaut, même s'ils gagnaient à coopérer. Malheureusement pour les prisonniers, chacun est incité à tricher, malgré les promesses de coopérer. C'est le cœur du dilemme.

Ce problème modélise bien les questions de politique tarifaire : le concurrent qui baisse ses prix gagne des parts de marché et peut ainsi augmenter ses ventes et accroître éventuellement son bénéfice… mais si son concurrent principal en fait autant, les deux peuvent y perdre.

Le dilemme repose sur la croyance que chaque participant effectue « un choix rationnel », dans ce cas aucun des deux ne peut logiquement choisir une autre stratégie que celle de la défection. *En revanche si un doute s'introduit quant à cette rationalité prêtée à l'autre, à un niveau quelconque de cette itération mentale, la coopération devient une stratégie logiquement possible.* Si je ne suis pas tout-à-fait sûr que l'autre joueur est rationnel et que je me montre sceptique, alors *je peux risquer de jouer une stratégie coopérative, qui a son tour pourra enclencher, de sa part, une réponse coopérative. C'est donc à la faveur de l'introduction d'une incertitude sur cette croyance de rationalité partagée, que le piège mis en évidence dans le jeu du dilemme du prisonnier peut être déjoué* (Schmidt, ibid, p.234).

Les résultats expérimentaux montrent que le taux ce coopération dépend d'un grand nombre de facteurs, concernant les données du jeu (répartition des gains, communication entre les joueurs, etc.), et/ou les caractéristiques des joueurs (sexe, âge, culture, personnalité, etc.). Concernant « le dilemme du prisonnier » répété, la littérature expérimentale fait apparaître une tendance des joueurs à coopérer, plus ou moins systématiquement, lors des premières périodes de jeu, puis à ne plus le faire à l'approche de la fin du jeu.

Dans un très grand nombre de situations réelles, les espèces vivantes qui en sont

capables, mettent au point des processus de socialisation, permettant de *résoudre* le dilemme du prisonnier, c'est-à-dire de *rendre stable la stratégie coopérative, qui est optimale*. Il y a deux façons d'obtenir ce résultat :

- La première possibilité est *la mise en place d'une mémorisation des protagonistes et de leurs comportements*, afin de se situer dans le cas du dilemme répété (qui n'est alors plus un dilemme). Robert **Axelrod** (2006, 1985) en a proposé une version, appelée *dilemme itératif du prisonnier. Deux personnes échangent des sacs, censés contenir respectivement de l'argent et un bien. Chacun a un intérêt immédiat à passer un sac vide, mais il est plus avantageux pour les deux que la transaction ait lieu. La stratégie appelée "**Donnant donnant**", qui consiste à coopérer au premier coup, puis à systématiquement copier le comportement de son interlocuteur à la rencontre précédente, s'avère particulièrement robuste.* Quand on répète ce jeu durablement dans une population, les joueurs qui adoptent une stratégie « égoïste » y perdent au long terme, alors que les joueurs « altruistes » sont finalement récompensés. Robert Axelrod y a vu une explication de *l'apparition d'un comportement altruiste dans un contexte d'évolution darwinienne par sélection naturelle.* Sa théorie a été utilisée par richard **Dawkins** (1996), dans son ouvrage "Le gène égoïste », pour expliquer *la nécessaire coopération des gènes* (égoïstes) dans l'individu.
- La seconde solution est d'établir un code de conduite au sein de la société, associé à des sanctions pour les contrevenants. Chaque joueur a l'opportunité de « punir » l'autre joueur pour sa précédente non-coopération. La coopération peut donc survenir dans cette configuration. L'incitation à tricher est inférieure à la menace de punition, ce qui introduit la possibilité de coopérer. De cette façon, la trahison, si elle est plus lourdement sanctionnée que ce qu'elle rapporte, devient moins avantageuse que la coopération. L'espèce humaine a développé une faculté très importante à mettre en œuvre ces deux systèmes de résolution du dilemme du prisonnier, *par ses capacités de mémoire et de sympathie, et par un système judiciaire, répressif et préventif très sophistiqué*. *L'utilisation d'un code de conduite connaissable par tous, permet d'ajuster les comportements.* Il suffit d'envisager ce que serait la circulation automobile, si le code de la route n'était pas une connaissance commune des automobilistes. Mais ce code n'est pas seulement formel, *il rassemble des dispositions législatives, règlementaires, jurisprudentielles*..., qui peuvent être modifiées selon diverses procédures pour réguler au mieux la circulation sur la voie publique et les stationnements. Ainsi, **la démocratie** *avec sa constitution, ses institutions, ses lois, ses procédures... constitue l'un des moyens les plus avancés qu'a mis au point l'espèce humaine pour résoudre le dilemme du prisonnier, à grande échelle.* La théorie des jeux a construit des exemples où *l'altruisme* peut fournir de meilleurs résultats pour les

protagonistes d'une situation, que l'égoïsme. Sur cette base, il a pu être montré que, bien que les conditions pour voir l'altruisme apparaître, soient fragiles et complexes, *les bénéfices de l'altruisme peuvent être grands pour l'individu.* De fait, les règles du dilemme du prisonnier sont autant compatibles avec une interprétation non coopérative qu'avec une interprétation coopérative. La première interprétation engendre une défiance réciproque qui empêche toute alliance, *la seconde, qui fait le pari de l'empathie, débouche sur une confiance réciproque, qui pousse à la coalition.* Mais comme le note christian **Schmidt** (2010, p.271), ni la défiance, ni la confiance ne sont eux-mêmes « rationnels » !

Dans « la théorie de l'équité », elaine **Walster** (1978) a bâti un scénario autour de 4 propositions :

- 1. Les individus tentent de maximiser leurs bénéfices, définis comme la différence entre gratifications et coûts,
- 2**.** Ces motivations individualistes potentiellement conflictuelles appellent des normes d'équité pour permettre de maximiser l'efficacité ou la productivité du groupe; ces normes sont associées à des sanctions,
- 3. Des relations estimées inéquitables provoquent de la détresse,
- 4. Les acteurs impliqués dans des relations inéquitables tentent de *restaurer l'équité.*

Pourquoi cette « *détresse face à l'inéquité » et cette volonté de ré-équilibration*? Il y aurait deux causes :

- une cause cognitive : *l'inquiété bouleverse les modèles de relations prédictibles des acteurs,* menaçant ainsi toute la logique de coordination des comportements,
- une cause normative: *l'inéquité est lue comme une menace pour l'intégrité et l'identité d'ego.*

La « *norme d'équité* » serait donc *un essai de régulation* entre deux tendances contradictoires : celle consistant à s'approprier le maximum de biens possibles et celle exigeant la collaboration pour optimiser les biens à disposition.

A travers « *le jeu du bien public* » et « *le jeu de la ressource commune* », on retrouve le même conflit entre l'intérêt collectif à coopérer et l'intérêt individuel à ne pas le faire, mais à une échelle plus vaste, avec plus de joueurs et plus de deux stratégies pour chaque joueur.

3.5.5.4. Le jeu du bien public

Ce jeu concerne quatre joueurs qui ne peuvent communiquer. Chacun des quatre joueurs (dont vous) reçoit dix jetons et peut soit les conserver pour lui, soit contribuer à une cagnotte commune. Le gain de chaque joueur est égal à 2 euros x nombre de jetons conservés + 1 euro x nombre *total* de jetons placés par tous les joueurs dans la cagnotte commune. Par exemple, si vous conservez cinq jetons et que les trois autres participants placent douze jetons en tout, votre gain sera 2 x 5 + 1 x 17 = 27 euros. Combien de jetons placez-vous dans la cagnotte ?

Ce jeu consiste à doter des participants d'une somme à investir soit individuellement soit collectivement, tout en ignorant ce que font les autres. L'individuel rapporte plus à chacun que le collectif, mais le collectif rapporte à tous. La situation idéale est celle où vous gardez tous vos jetons et où les autres mettent tous leurs jetons dans la cagnotte commune (gain de 10 x 2 + 30 x 1 = 50 euros).

Mais si tout le monde suit ce raisonnement et que personne ne place aucun jeton, le gain est de 20, alors que lorsque, à l'autre extrême, tout le monde place ses jetons, il est de 40. On trouve bien là le principe du **bien public** : dès lors qu'il est utile, le financer collectivement est plus bénéfique que de ne pas le financer.

Il reste que d'un point de vue des stratégies des joueurs, la stratégie dominante en théorie est de conserver les jetons, en espérant que les autres poseront les leurs. Ce jeu teste donc le phénomène de "passager clandestin". L'analyse théorique du jeu prédit un comportement de passager clandestin : chaque joueur a individuellement intérêt à ne pas contribuer à la cagnotte, tout en espérant que les autres n'auront pas le même comportement égoïste que lui. En réalité, lorsqu'on réalise ce jeu en laboratoire, les gens posent en moyenne cinq jetons dans la cagnotte commune. Et de manière générale, on constate dans ce type de jeu que les participants contribuent environ à hauteur de 40-60 % de leurs dotations initiales, lors du premier tour du jeu. Ce qui contredit la théorie standard. En fait très peu de joueurs se comportent conformément à la théorie, c'est-à-dire en ne contribuant pas. Lorsque le jeu est répété, le niveau de contribution moyen démarre aux alentours de 50% de la dotation initiale, puis décroit généralement pour atteindre parfois des niveaux très faibles lors du dernier tour. On observe donc une baisse dans le temps, au fil des répétitions, des contributions au bien public (Eber, Willinger, 2005, pp.88, 90).

Avec quels mécanismes incitatifs rendre compatible l'intérêt individuel et l'intérêt collectif ? Ernst **Fehr** et Simon **Gachter** (2000) introduisent la possibilité pour chaque joueur, moyennant un coût privé, d'infliger des sanctions aux autres membres du groupe. Les contributions individuelles sont rendues publiques à la fin de chaque période, moment où chaque joueur peut acheter des points de punition, qui lui

permettent d'infliger une perte à chacun des membres du groupe qu'il souhaite sanctionner. On a observé alors que les niveaux de contribution sont plus élevés de près de 50% et que les rares individus se comportant en passager clandestin sont effectivement punis par les autres joueurs. David **Masclet** et al (2003) ont évalué l'efficacité d'un mécanisme de sanction non monétaire, dans lequel, au lieu de pouvoir réduire les gains des autres, chaque joueur peut *communiquer un niveau de désapprobation*, sur la contribution de chacun des autres joueurs. La pression des pairs aboutit également à une forte augmentation des niveaux de contribution. Ce résultat montre que *la coopération peut être stimulée par la simple reconnaissance sociale.*

3.5.5.5. Le jeu de la ressource commune

Il concerne quatre joueurs ne pouvant pas communiquer. Il y a 40 jetons dans un pot commun. Chacun des quatre joueurs (dont vous) peut retirer entre 0 et 10 jetons de ce pot commun. Le gain de chaque joueur est égal à 2 euros x nombre de jetons retirés + 1 euro x nombre total de jetons restant dans le pot commun. Par exemple, si vous retirez 5 jetons et que vos trois partenaires font de même, vous gagnez : 2 x 5 + 1 x 20 = 30 euros. Combien de jetons retirez-vous du pot commun ?

L'intérêt de ce jeu est qu'il fait explicitement référence à la tendance des individus à surexploiter, à des fins personnelles, les ressources communes au détriment de la collectivité, ce qui constitue « la tragédie des ressources communes » (Hardin, 1968). Comme dans le cas du jeu du bien public, les sujets coopèrent. Ils retirent généralement 50% des jetons du pot commun (Eber, Willinger, ibid, pp. 90, 92).

Garett **Hardin** a décrit comment l'accès libre à une ressource limitée pour laquelle la demande est forte mène inévitablement à la surexploitation de cette ressource et finalement à sa disparition. Chaque individu a un intérêt personnel à utiliser la ressource commune de façon à maximiser son usage individuel, tout en distribuant entre chaque utilisateur les coûts d'exploitation. La tragédie des biens communs concerne des ressources, généralement naturelles, qui sont soit en libre accès (n'importe qui peut contester l'exploitation), soit propriété d'une communauté d'acteurs. Elles possèdent deux particularités :

- Il est coûteux et difficile d'attribuer des droits de propriété individuels sur la ressource. Par exemple, il serait très délicat de faire respecter un droit de propriété sur une partie de l'océan.
- La ressource est un bien rival. Si je pêche un poisson dans l'océan, ce poisson ne sera plus disponible pour les autres pêcheurs.

La tragédie des biens communs ne peut donc s'appliquer, dans un marché libre,

qu'aux ressources ne pouvant être appropriées par personne : la capacité d'absorption de CO2 de l'atmosphère, la biodiversité, l'océan...

Il existe t*rois solutions différentes pour éviter la surexploitation des ressources : La nationalisation, la privatisation, et la gestion par des communautés locales :*

- La politique de nationalisation est apparue dans les années 1970, elle confie à l'État la propriété de la ressource. Il peut alors intervenir de deux manières, en règlementant l'accès à la ressource, ou bien en l'exploitant directement lui-même. La mise en place de mesures de restrictions d'accès peut se traduire entre autres par une limitation des dates, durant laquelle l'exploitation est autorisée (périodes de chasse), la limitation des moyens employés (taille maximum des filets de pêche), ou bien même par l'interdiction d'accès pure et simple (espèces protégées). La gestion directe de l'exploitation par l'État consiste généralement à confier le monopole d'exploitation à une entreprise publique. La nationalisation a souvent été préconisée, et suivie, en particulier dans les pays en développement. Malheureusement, les résultats n'ont pas toujours été satisfaisants. La nationalisation des forêts a eu des effets désastreux dans de nombreux pays en développement, en proie à la déforestation. Ces problèmes touchent également d'autres ressources et sont aggravés par la corruption.
- La privatisation vise à convertir la ressource commune en propriété privée pour inciter le(s) propriétaire(s) à une gestion supposée profitable de cette ressource. Historiquement, cette dernière solution a été appliquée du XII° au XIX° en Angleterre aux terres communes, lors du mouvement des enclosures. Bien que d'apparence opposée au principe de nationalisation, ce qui est appelée privatisation de la ressource nécessite généralement l'intervention de l'État. Il s'agit de créer un droit de propriété sous forme de quota de prélèvements échangeables, plutôt que d'être propriétaire du support de la ressource. Cette solution est largement utilisée pour la gestion des pêcheries, avec un certain succès. Toutefois, toutes les ressources ne sont pas adaptées pour être gérées par un tel système, et dans certains pays le manque de fiabilité des institutions en rend la mise en œuvre illusoire.
- La gestion par les acteurs locaux représente un autre type de solution, celle de la société civile, à travers des normes sociales et des arrangements institutionnels, mise en évidence et analysée par elinor Ostrom (2010). Les communautés d'individus qui vivent à proximité de la ressource seraient incitées à trouver eux-mêmes des règles limitant l'exploitation sur le long terme. Pour que ces règles soient respectées, des mécanismes de monitoring et de sanctions à l'égard de ceux qui surexploitent sont généralement nécessaires. Il existe dans la réalité une très grande diversité de situations, de telle sorte qu'il est impossible de préconiser une solution providentielle. Ainsi,

selon les caractéristiques de la ressource et de l'environnement économique, les acteurs peuvent mettre en place des systèmes de gestion très différents. Elinor Ostrom a ainsi montré que ces arrangements institutionnels avaient permis la gestion collective de nombreux écosystèmes. Toutefois, elle a également souligné que, malgré de nombreux succès, les humains sont également responsables d'un nombre important d'effondrements environnementaux. Son travail actuel met en avant le caractère multifactoriel des interactions entre les hommes et les écosystèmes et le fait qu'il n'y pas de solution unique capable de résoudre tous les problèmes que pose la gestion commune de ces écosystèmes.

La communication engageante aurait un rôle à jouer, non seulement au niveau des individus, mais aussi des groupes et des sociétés, quand les échanges inter-cognitifs ne permettent pas des prises de conscience collective. Ainsi en est-il été de l'instauration par **Solon**, au VI° siècle avant notre ère, d'un *processus de résolution de la crise économique, sociale et politique* à Athènes par une série d'*actes préparatoires*, qui *firent émerger des institutions d'auto-organisation du peuple* comme *le tribunal et l'assemblée du peuple* : offrant aux citoyens de *nouvelles opportunités d'apprendre l'exercice du débat et de la responsabilité collective*.
L'enjeu d'un **développement soutenable**, qui n'est pas encore collectivement géré et régulé, ne nécessiterait-il pas lui aussi une série d'actes préparatoires pour rendre possible l'émergence de délibérations participatives et d'actions collectives, du local au global, à travers un ensemble d'institutions démocratiques territoriales en réseau ?

3.5.6. Le « care » et la Justice

3.5.6.1. Le dilemme du vol altruiste

Lawrence **Kohlberg** (1985, 1958), comme d'ailleurs john **Rawls** (2008, 1997,1995, 1993, 1987) et jürgen **Habermas** (1997, 1993), s'oppose au mode de rationalité « utilitariste ». « La rationalité », selon lui, n'est pas celle d'un individu égoïste, calculateur, cherchant des stratagèmes, c'est celle d'« un individu qui s'identifie à un législateur universel ». Aussi n'apporte-t-il pas de réponse par rapport au « dilemme du prisonnier, où une solution coopérative non « rationnelle » peut se révéler moralement « supérieure » à une solution égoïste « rationnelle ». (Moessinger, 1989, p.69, p.71). Par contre, Kohlberg (1985, 1958) a proposé une échelle de développement moral en six stades, présentant une hiérarchie de conceptions morales pour rendre compte des jugements moraux de garçons de 10 à 16 ans. Pour tester les sujets, il a utilisé des dilemmes moraux, avec notamment celui du « *vol altruiste » :*

« Une femme est atteinte d'un cancer particulier que, semble-t-il, un seul médicament peut guérir. C'est un médicament à base de radium qu'un pharmacien de sa ville vient de mettre au point. Celui-ci vend 10 fois le prix qu'il lui coûte à 2000 $. Heinz, le mari de la femme malade, va voir tous les gens qu'il connaît pour emprunter cette somme, mais il ne réussit à réunir que 1000$, la moitié du prix. Il va voir le pharmacien, lui explique que sa femme est en train de mourir et lui demande de lui faire un rabais ou de lui permettre de payer plus tard. Le pharmacien répond : « C'est moi qui ai découvert ce médicament et je veux gagner de l'argent avec ça ». Heinz est désespéré et envisage de casser la vitrine du pharmacien pour voler ce médicament ». On demande ensuite au sujet ce que Heinz doit faire tout en l'invitant à expliciter ses réponses. Cette situation fait apparaître un conflit entre le respect de la loi et le respect de la vie.

Kohlberg identifie et hiérarchise de l'hétéronomie à l'autonomie, six stades de développement moral, à partir d'une typologie ou forme des motifs et arguments invoqués pour justifier une attitude, et non de leur contenu de valeur. Ces six stades correspondraient à six étapes de maturation morale :

- 1. Une morale préconventionnelle basée sur la peur des punitions et le respect aveugle à l'obéissance. "Obéir pour éviter les punitions"(ou les dommages physiques ou matériels). Elle valorise l'égocentrisme et la soumission aux parents, aux adultes.
- 2. Une moralité préconventionnelle orientée par la recherche et la défense de ses intérêts particuliers (augmentation de bien-être et de commodité). "Faire valoir ses intérêts personnels".
- 3. Une moralité conventionnelle orientée vers l'accord avec les autres ou le souci des autres. Il s'agit de se décentrer, de se mettre à la place des autres, de préserver les comportements socialement approuvés, faire confiance, être loyal, respecter les autres. "Satisfaire aux attentes du milieu".
- 4. Une moralité conventionnelle orientée vers le respect de la loi et de l'ordre. Remplir ses devoirs et suivre les lois, même si elles entrent en conflit avec les règles sociales, parce qu'il faut maintenir le système social, respecter les statuts et les positions occupées dans la société. "Répondre aux règles sociales".
- 5. Une moralité post-conventionnelle, confrontée à « la crise du relativisme » et orientée vers le bien-être de la communauté en termes de respect des droits d'autrui et de recherche d'un consensus. "Rechercher le plus grand bien du plus grand nombre".
- 6. Une moralité post-conventionnelle orientée vers un principe éthique universel. Ce qui est juste est défini par décision de la conscience en accord avec des principes éthiques universels, que l'individu reconnaît et vit comme

des exigences intérieures. Il faut y adhérer librement et s'engager à les défendre. "Se référer à un principe éthique universel".

La « meilleure solution » d'après kohlberg, au dilemme du « vol altruiste », serait le 6ème stade : le modèle « rationnel » de la justice universelle d'emmanuel **Kant** (1994, 1993, 1985)**,** reformulé par john Rawls (2008, 1997,1995, 1993, 1987) ou encore par jürgen Habermas (1997, 1993), qui coifferait le développement moral de l'Humanité. Kohlberg estime que l'appel à des principes universels est supérieur à toutes les autres justifications proposées par les garçons interrogés. Il cite les réponses de jake, un garçon de dix ans, qui lui paraît manifester une progression vers une telle maturité morale.

Jake n'exprime aucune hésitation : heinz devrait voler le médicament. Il construit le dilemme comme un conflit entre deux valeurs : la propriété et la vie. Il perçoit la priorité logique de la vie et utilise cette logique pour justifier son choix. Une vie humaine a pour lui plus de valeur que l'argent. Si le pharmacien ne fait que mille dollars, il va quand même vivre, mais si heinz ne vole pas le médicament, sa femme va mourir. Le pharmacien peut plus tard avoir de l'argent en vendant des médicaments à des gens riches et atteints de cancer. Il pense que le juge serait compréhensif, il devrait imposer à heinz la sentence la plus légère possible, car si le comportement de heinz viole la loi, le juge sait que les lois comportent des erreurs et qu'il est impossible de rédiger une loi pour toutes les infractions imaginables. Jake tient compte de la loi et reconnaît sa fonction : le maintien de l'ordre social, mais en même temps, il la considère comme étant faite par les humains et par conséquent sujette à l'erreur et au changement. Il croit qu'il existe un consensus dans la société sur les valeurs morales. Ce consensus permet à un individu de savoir et de s'attendre à ce que chacun sache ce qu'il est juste de faire. Fasciné par le pouvoir de la logique, il admire les mathématiques, qui seraient « totalement logiques ». Le dilemme moral pourrait se ramener à un problème mathématique, une équation à résoudre. La solution « rationnelle » que jake propose, devrait s'imposer à tous, car elle serait « fondée sur la Raison ». Chacun devrait pouvoir parvenir à la même solution. Le mode formel de pensée adopté par jake, le libérerait de l'autorité d'autrui, sa faculté d'utiliser une logique déductive, afin de résoudre un dilemme moral, de différencier les concepts de morale et de loi et de percevoir que parfois les lois peuvent comporter des erreurs, indiquerait le passage d'une moralité conventionnelle à une moralité post-conventionnelle.

La psychologue carol **Gilligan** (1986, pp. 49, 69), collègue de Lawrence Kohlberg, cite un autre type de réponse intéressant, provenant d'amy, une élève de la même classe scolaire que jake. Lorsqu'on lui demande si heinz devrait voler le médicament, elle émet des doutes : « Il y a peut-être d'autres moyens de s'en sortir, sans avoir à voler

le médicament ». Elle suggère qu'il pourrait emprunter l'argent, par exemple. Sa réponse ne se focalise pas sur les questions de propriété et de loi. Elle pense surtout à l'effet qu'un vol pourrait avoir sur les rapports entre heinz et sa femme. S'il volait le médicament, il sauverait peut-être la vie de sa femme, mais il risquerait d'aller en prison. Si sa femme retombait malade par la suite, il ne serait plus en mesure de lui procurer le médicament et la vie de sa femme serait de nouveau en danger. Il lui faudrait éviter ce genre de risque et trouver un moyen de réunir l'argent. Amy conçoit le dilemme comme une narration de rapports humains, dont les effets se prolongent dans le temps. Elle envisage que la femme continuera à avoir besoin de son mari et que celui-ci voudra toujours prendre soin d'elle. Elle cherche à satisfaire les exigences du pharmacien sans pour autant rompre toute relation avec lui. Elle place la valeur de la vie de la femme dans un contexte de rapports humains qu'elle veut préserver. Son jugement moral se justifie par la conviction que si une personne possède quelque chose capable de sauver la vie d'un autre, elle aurait tort de ne pas lui donner. Amy situe l'origine du problème au niveau du refus de répondre aux besoins d'autrui de la part du pharmacien et non pas au niveau de l'affirmation de ses droits. Elle suppose que si celui-ci se rendait compte des conséquences que pourrait avoir son refus de baisser le prix du médicament, il comprendrait que son devoir serait de le donner tout simplement et de se faire rembourser plus tard par le mari. Un moyen de résoudre le dilemme est de faire comprendre au pharmacien l'urgence et la gravité de l'état de la femme de heinz, ou si l'on n'y parvient pas, de faire appel à d'autres personnes qui seraient en mesure de l'aider.

Tout comme jake est sûr que le juge serait d'accord avec lui quant au vol du médicament, amy est persuadée que si heinz et le pharmacien discutaient assez longtemps de la situation, ils pourraient parvenir à une autre solution que le vol. Les deux enfants reconnaissent la nécessité d'un accord, mais empruntent deux voies différentes pour y parvenir : lui d'une façon impersonnelle par les intermédiaires de la logique et de la loi, elle personnellement grâce à la communication dans les rapports humains.

Si on utilise comme instrument de mesure, l'échelle établie par Kohlberg, le degré de développement des jugements moraux d'Amy se situerait plutôt au troisième stade, alors que celui de jake franchirait le quatrième stade. Amy serait par conséquent moins « avancé moralement » que jake. Carol Giligan récuse cette hiérarchisation éthique. Elle préfère distinguer deux modes de résolution du dilemme, l'un qui est actuellement dominant, en phase avec une culture masculine qui valorise la force pour une « juste cause » (le vol dans le cas évoqué) et l'appel à la justice pour réguler les rapports de force, l'autre qui est actuellement dominé, en phase avec une culture féminine, exprimant avec une « *voix différente* » *le souci de trouver une résolution non-violente au conflit et de sauvegarder le bien-être d'autrui,* en faisant

appel au « care ».

Olympe de **Gouges** née à Montauban le 7 mai 1748, morte guillotinée à Paris le 3 novembre 1793, représente une figure exemplaire du care. Elle lutta pour la liberté d'expression de tous les humains, la justice vis-à-vis des faibles : les femmes les esclaves noirs, les filles mères, les enfants naturels, les prostituées, les chômeurs... Elle dénonça les abus de l'ancien, comme du nouveau régime, issu de la Révolution en France. Elle milita pour un système de protection maternelle et infantile, elle demandait la création de maternités. Sensible à la pauvreté endémique, elle recommandait la création d'ateliers nationaux pour les chômeurs et de foyers pour les mendiants. Elle réclama l'abolition de l'esclavage. Elle demanda le droit de vote pour les femmes, le droit au divorce et à l'héritage, le remplacement du mariage par un contrat, l'accès possible des femmes à toutes les fonctions, y compris électives, sans distinction.

3.5.6.2. Les critiques des stades du développement moral de kohlberg

Le mode privilégié par kohlberg, s'inscrirait dans la vision du monde de thomas **Hobbes** (1971) et de son « Léviathan », exprimant des valeurs « patriarcales » inspirées de « la Bible », construites sur des rapports de force. Pour Hobbes, l'homme est sociable non par nature, mais par accident. « L'état de nature », c'est l'état de la « guerre de tous contre tous ». L'homme possède la faculté de calculer et d'anticiper, l'homme prévoit le danger, et attaque avant d'être attaqué. L'homme le plus faible pourrait avec de la ruse l'emporter sur le plus fort. Chacun est donc persuadé d'être capable de l'emporter sur autrui et n'hésite pas à l'attaquer pour lui prendre ses biens. Des alliances éphémères se nouent pour l'emporter sur un individu. Mais à peine la victoire est-elle acquise que les vainqueurs se liguent les uns contre les autres pour bénéficier seuls du butin. Cette guerre est si atroce que l'humanité risque même de disparaître. Ce qui peut la sauver, c'est *un contrat* passé entre les individus, qui permet de « fonder la souveraineté». Par ce contrat, chacun transfère tous ses droits naturels, à l'exception des droits inaliénables, au Souverain, dépositaire de l'État, ou « Léviathan ». Le rôle du souverain est de promulguer des lois civiles auxquelles tous doivent se soumettre. Quant aux sujets, ceux-ci acceptent une limitation de leur liberté en échange de lois garantissant la perpétuation du corps social. Le contrat est plus qu'un simple consentement, car il vise à instaurer une « *puissance commune* » capable de tenir chacun en respect, *en imposant le respect des conventions par la crainte du châtiment et de la sanction pénale.* C'est dans ce cadre que se sont élaborées les théories du *contrat social*, puis de *la justice* d'emmanuel kant et des néo-kantiens.

Le mode alternatif, exploré par Gilligan, part de la considération que *nous sommes*

tous vulnérables notamment à la naissance, durant l'enfance, l'adolescence et ensuite encore, à cause de la maladie, des handicaps, des risques sociaux, économiques, politiques, environnementaux... et de la vieillesse. Nous ne nous suffisons pas à nous-mêmes, et *nous dépendons des autres, de leur disponibilité, de leur soin et de leur travail, pour la satisfaction de besoins aussi bien d'ordre physiologique (boire, manger, dormir), qu'émotionnel (besoin de tendresse, d'amour, de reconnaissance).* Nos identités sont fragiles au travers de nos attachements, de l'emprise, de la séduction, du pouvoir... qu'exercent sur nous les autres et que nous exerçons aussi sur les autres, nous ne pouvons pas nous extraire complètement des relations sociales et vivre en totale indépendance (Garrau, Le Goff, 2010, PP.11, 38). Carol Gilligan (in Nurock, 2010, pp. 19, 38) se réfère à antonio **Damasio** (2002, 1995), pour sa mise en valeur des émotions dans les prises de décision. En l'absence de relation, il n'y a pas de « Soi ». « L'Autonomie de la Raison » *n'est qu'un mythe ! Le souci de soi est indissociable du souci d'autrui*, prendre soin de soi implique de prendre en considération *une forme de vie plus globale*.

A la différence des théories rationalistes de la justice, qui suppose des principes « universels », appliqués de manière totalement « impartiale », *la pensée du « care »* met l'accent sur *la réactivité à des situations particulières*, des textures dont les traits moraux saillants sont perçus avec acuité, par une posture plus perceptive et attentive. Alors que les conceptions transcendantales de la justice visent à la cohérence et au suivi des règles, dans le care, on recherche la préservation, la finesse de l'attention, *la trame narrative* des éléments des *situations concrètes* (Augier, in Nurock, ibid, pp. 57, 77). On part d'*expériences rattachées au quotidien* et des problèmes moraux des gens, dans leur *vie ordinaire*. Face à l'abstraction, la hiérarchisation des priorités et des valeurs des conceptions rationalistes de la justice, le care implique *un travail de* **contextualisation** plus large, de reconstitution des histoires pour tenter de relativiser la violence de l'abstraction et par voie de conséquence, pour restituer des liens, qui rendent sa résolution moins claire et pleine d'hésitations, à travers une *polyphonie des voix* (Gautier, in Nurock, ibid,p.103). La conception de la justice kantienne apparaît comme une rationalisation de la violence patriarcale, elle exclut l'amour entre égaux. Le care, qui nous permet de vivre dans **l'inter-dépendance**, est devenue une force de *transformation sociale* et un *mouvement de libération* par rapport aux forces de domination politiques, sociales, économiques (Gilligan, ibid).

Kohlberg a été vivement critiqué par la communauté scientifique, pour son idéologie implicite kantienne, qui, au titre de la quête d'une « structure universelle » de jugements moraux « impersonnels », se désintéresse de *l'affectivité des personnes, de leurs capacités de collaboration, du non-conscient, de leurs actions et des conséquences.* Il s'est fait interpeller sur la relation entre le raisonnement moral et

l'action. En fait, comme l'observe joan **Tronto** (2009, p.11), la théorie de Kohlberg nous présente le point de vue idéalisé de ceux qui exercent le pouvoir et l'universalisme supposé de la théorie, masque de multiples partis pris sexistes, racistes et ethnocentriques des milieux dominants. C'est une manière « élitiste » de rendre compte du développement moral. Ceux qui « excellent » à travers la sélection scolaire et qui ont adopté « l'habitus académique », seraient supposés les plus moraux. Pierre **Moessinger** (1989) note que la moralité post-conventionnelle n'a été que rarement observée empiriquement par Kohlberg. Aussi face aux critiques, ce dernier a abandonné « le stade 6 », qui rejoint « le stade 7 « dans l'empyrée de la spéculation philosophique. Il s'est recentré sur les « stades 1 à 4 », en conservant la notion de stade, avec une succession invariante d'étapes du raisonnement moral toujours plus élevées et plus indépendantes de la culture. Il a décomposé chaque stade en deux sous-stades. Le sous-stade 4 ½ rend compte de l'opinion de certains étudiants considérant qu'un choix basé sur des considérations égoïstes est aussi légitime que n'importe quel autre choix. Mais il n'abandonne pas le stade 5, bien qu'il ne l'ait pas souvent rencontré non plus, car il rend compte des efforts humains pour trouver des solutions d'arrangements, aussi bien au niveau de la cité qu'entre les différents pays. Le cinquième stade, qui se retrouve désormais dans la position la plus élevée, est donc celui du « relativisme moral », quand l'individu est confronté à des groupes, à des sociétés qui ont des systèmes de valeurs et des normes différents de ceux de son propre groupe, et qu'il saisit l'importance de *poser des normes éthiques de réciprocité qui résultent de contrats ou de compromis où chacun poursuit son intérêt à l'intérieur de contraintes mutuelles* (Mougel, 1996, p.161).

En fait, la plupart des psychologues du développement ont atténué considérablement la notion de stade et beaucoup l'ont même abandonnée, pour ne garder qu'*une tension entre un pôle égocentrique et une série de décentrations possibles, par imitation et par empathie.* Mais Kohlberg n'a pas voulu reconsidérer son modèle par rapport aux critiques de carol Gilligan, il a juste répondu qu'il ne pensait pas que la morale de la sollicitude s'opposât à la justice, qu'il ne voyait là qu'une différence d'accent. Il a affirmé que ces deux tendances allaient de pair, c'est-à-dire qu'un individu de niveau moral élevé était en même temps un individu disponible, bienveillant et sensible aux relations inter-personnelles. Gilligan pense que « l'idéal d'une telle harmonisation des points de vue » est illusoire, une décision morale consiste en des approximations, dotées d'aspects négatifs résiduels importants (conflits, insatisfactions, incompatibilités). Dans la vie ordinaire et concrète, *on recherche le moindre mal* plutôt que « la solution idéale ». La décision morale consiste davantage à confronter des responsabilités et des conséquences possibles d'une action.

3.5.6.3. Généalogie du « care » et du « juste »

L'altruisme consiste en *une motivation à aider les autres et à contribuer à leur bien-être.* Les personnes sont motivées par l'intérêt porté à autrui plutôt qu'à eux-mêmes, sans pour autant avoir à se « sacrifier soi-même », ce qui constituerait une situation extrême et souvent pathologique. La métaphysique augustinienne a provoqué une perversion de l'altruisme, en opposant le corps à « l'âme » et en exigeant au titre de la « Vraie charité », qui ne concernerait in fine que « l'âme », d'inverser les valeurs humanitaires, car tout ce qui fait du bien au corps fait du mal à « l'âme » et tout ce qui fait du mal au corps fait du bien à « l'âme ». Cette conception de l'altruisme à prétention « Universelle », qui fait l'apologie du « sacrifice » du corps en prenant pour modèle le Christ, est en fait anti-humaniste, elle s'appuie sur la souffrance infligée au corps pour « fortifier l'âme », lui montrer la fragilité et le côté dérisoire des désirs humains, quand ils s'accrochent au bien-être du corps. Sur elle se greffa le martyre et la persécution, pour « le Bien » de « l'âme » des suppliciés... (Mougel, 2004, pp.337, 347). **L'altruisme humanitaire** suppose au contraire, de *favoriser, dans la mesure du possible, le bien-être du corps d'autrui et d'essayer d'en diminuer les souffrances*. Il est associé à la conviction selon laquelle tout individu a *une co-responsabilité relative de la situation d'autrui*, dans la mesure où, il pourrait contribuer à améliorer la situation de l'autre, et que chacun mérite une aide. *La confiance en autrui* va de pair avec l'intérêt qui lui est porté. Un indicateur situationnel de l'aide est *le besoin d'aide* important et sans ambigüité de la part d'une victime. Les personnes confrontées à la souffrance des autres, sont plus susceptibles d'apporter leur aide, s'ils s'attribuent une responsabilité dans le fait d'alléger la détresse de la victime, s'ils ne considèrent pas les autres comme uniques responsables d'eux-mêmes, et donc la victime comme seule responsable de sa propre détresse.

En se mettant à l'écoute empirique des voix féminines, Gilligan a recueilli très souvent une conception différente de l'éthique dominante. A noter cependant, que dans les enquêtes auprès des garçons et des filles sur le dilemme du « vol altruiste », « la voix différente » n'est pas le monopole des femmes. Elle se trouve chez certaines femmes, pas toutes et chez certains hommes aussi (Paperman, in Nurock, ibid, p.81).

Le « care » peut alors être défini comme le « *souci des autres et de soi* », non pas du point vue métaphysique de Socrate et de Platon, mais des sages et médecins antiques comme **Hippocrate** (1999, 1995), le sophiste **Gorgias**, (in Untersteiner, 1993, pp. 141, 206), les sceptiques **Ménodote** de Nicomédie, **héraclite** de Tarante, **Theodas** de Laodicée, **Hérodote** de Tarse, **Aenésidème**, **Sextus empiricus** (2002, 1997), **Saturninus**... L'épicurien **Philodème** considère en effet la « Parrêsia » (liberté de parole) comme un art (technê) capable, *comme la médecine*, d'agir sur les

individus; *elle est l'art du secours, en même temps du soin et de la tolérance* (Dorandi, in Gigandet, Morel, 2007, p. 42, Brochard, 2002, pp. 323, 343). Désignant tout à la fois *la sollicitude à l'égard d'autrui, les soins qu'on lui donne et l'estime de soi, liée à ces activités*, le care permet d'appréhender une dimension *empirique* importante de la vie humaine, ressentie particulièrement par les femmes, mais aussi par les hommes, et qui a été très longtemps dévalorisée.

Si chaque génération fait l'expérience du care, la culture historique peut servir d'entrave ou de valorisation à ces manifestations. Malgré le peu de considération des « philosophes » de l'antiquité aux pratiques de soin, confiées généralement aux femmes et aux esclaves, les « sages » ont cherché à en théoriser la démarche pour la transmettre plus facilement à travers l'éducation et la formation. Quand la culture gréco-romaine se décomposa, ce sont les érudits, tels diogène **Laërce** (1999) et tant d'autres, qui prirent le relais pour tenter de préserver contre les destructions et les censures, notamment cette part de *la mémoire collective* et *transmettre les théories, expériences et pratiques des sophistes, épicuriens et sceptiques pyrrhoniens.* Après la chute de l'Empire romain d'Occident, les crises du féodalisme et de l'Empire romain germanique, avec les « *renaissances » des cités*, une *redécouverte du « care » antique* a été ainsi rendue possible progressivement en Europe. Michel de **Montaigne** (1965) au XVI° siècle et pierre **Gassendi** au XVII°siècle (2001) ont contribué à faire connaître, à diffuser et à renouveler les pensées des sages antiques, notamment de **Pyrrhon** et de **Sextus empiricus** pour Montaigne, d'**Epicure** et de **Lucrèce** pour Gassendi. C'est un disciple de Gassendi : françois **Bernier** qui exerça une influence épicurienne sur john **Locke**, un médecin anglais.

Dans le débat sur le « droit naturel », john **Locke** réfute les mythes de la théorie de robert **Filmer,** défenseur acharné de « la monarchie absolue de droit divin » pour tous les rois », justifié par l'onction divine à Adam (supposé premier homme) et par le patriarcat biblique. Il n'est pas d'accord avec la conception de thomas **Hobbes** de « l'état de Nature » comme un champ clos, où se jouerait des rapports de force brute entre les hommes et où le droit naturel consisterait à détruire ou à dominer l'autre. Il reprend la posture épicurienne de **Lucrèce**, qui considérait qu'avec la famille et la communauté élargie, l'amour familial et l'amitié entre voisins, ont permis de transformer la rudesse des caractères vis-à-vis des proches. **L'amitié** qui rapproche des voisins, les amène à cesser de s'insulter et de se battre, à se recommander mutuellement les enfants ainsi que les femmes, faisant entendre qu'*il était juste d'avoir pitié des faibles* (Lucrèce, 1964, p.182). Pris dans le jeu des controverses, Locke idéalise cette description pour affirmer la liberté, l'égalité des hommes dans « l'état de nature ». Pierre **Clastres** (1980, 1974) a décrit des communautés tribales en Amazonie, qui semblent présenter quelques points communs, mais aussi des divergences avec le modèle de Locke, notamment en ce

qui concerne la défense de la propriété et l'acquisition de richesses, facteurs de différenciation, de conflits et de rupture de l'équilibre communautaire. Les communautés tribales y sont présentées comme étant des réseaux de normes complexes, qui empêchent activement l'expansion d'un pouvoir despotique et autoritaire. La guerre entre tribus est une façon de repousser la fusion politique, et donc d'empêcher la menace d'une concentration de pouvoir menant aux dérives intrinsèquement liées à la trop grande taille d'une société. De telles sociétés seraient réfractaires à l'accumulation des richesses et *valoriserait le partage équitable et la solidarité.* Elles assigneraient à la production une limite stricte qu'elle s'interdirait de franchir. La propriété y serait rudimentaire. Elles exigeraient du chef communautaire à qui elles offriraient le prestige, un talent oratoire pour rappeler les valeurs communautaires et de *la générosité, pour mériter ce prestige*.

Dans la perspective lockienne de « l'état de nature », la liberté n'est pas licencieuse ; chacun qui *pense et juge par lui-même*, est tenu d'en faire le meilleur usage exigé par sa conservation. La loi naturelle interdit aux hommes de faire tout ce qu'ils désirent, ils ont le devoir :

- de conserver leur propre vie,
- de respecter la vie, la liberté, les biens d'autrui, car il est nécessaire à leur conservation que chacun veille à la subsistance du genre humain, une fois que la sienne propre est assurée,
- de s'efforcer de mener une vie paisible et harmonieuse avec les autres, la violence est ainsi interdite, sauf pour se défendre ou défendre autrui,
- de respecter la parole donnée et d'exécuter les contrats.

Locke énonce trois droits élémentaires:

- droit à la vie et à la création d'une famille,
- droit à la liberté responsable,
- droit à la jouissance de ses biens et à l'échange.

Ces droits définissent un domaine d'inviolabilité de la personne humaine, leur caractère naturel exclut qu'il soit légitime d'en faire échange ou de ne pas les reconnaître selon des conventions. L'égalité est une conséquence de la liberté, car s'il n'existe aucun rapport naturel de sujétion personnelle, c'est par l'absence de distinction manifeste entre les humains : tous ont les mêmes facultés. Dans la société conjugale, le pouvoir de l'époux sur l'épouse n'est pas celui d'un monarque absolu, il n'a pas le droit de vie ou de mort sur elle, les époux doivent *s'apporter une assistance mutuelle, se secourir, s'aimer*..., de même la puissance paternelle n'est pas une souveraineté et l'éducation des enfants n'est pas un gouvernement, les époux doivent *prendre soin de leurs enfants, qu'ils sont obligés de nourrir et d'élever,*

jusqu'à ce qu'ils soient en état de s'entretenir et de se conduire eux-mêmes (Locke, 1984, p. 200). Pour Locke, la sociabilité familiale résulte de *la puissance du désir physique entre l'homme et la femme et de la pulsion parentale de protection, de soin et d'éducation des enfants*, qui n'accèdent à une « autonomie relative » qu'après une longue période de dépendance. Si l'inclination de l'amour est une source de l'obligation à l'engagement, la chaleur de la sociabilité humaine s'accompagne d'un **artifice**, puisque mari et femme *s'accordent réciproquement des droits l'un sur l'autre*, au moyen d'un *contrat* volontaire. Alors que le monde ante-étatique décrit par Hobbes est voué à l'anomie et ne repose que sur la satisfaction des besoins, l'approche de Locke est plus complexe, puisqu'elle introduit une organisation de la société et des dispositions contractuelles entre les personnes. L'émancipation humaine de l'ordre animal s'accomplit par l'usage des artifices et en l'occurrence, de **la convention**, par attribution artificielle d'une valeur et d'un sens aux choses et aux promesses. L'élaboration même du langage suppose l'intervention de l'entendement, sans lesquelles *les conventions linguistiques* seraient impensables. C'est par l'usage ou par un consentement mutuel que les humains ont attaché historiquement un sens précis aux mots. Le *fonctionnement sémiotique de l'esprit* humain rend possible *langage et communication*. Cette opération se retrouve également lors de *la création de monnaie*. Son apparition a métamorphosé les rapports humains et stimulé *l'invention des* **conventions juridiques**. *La capacité à contracter* est l'une des voies de l'expérience, progressivement empruntée, qui aurait montré aux individus *comment vivre ensemble dans des relations pacifiques et fécondes.* Couple, famille, communauté, langage, monnaie... sont autant de manifestations de *la capacité humaine à l'artifice des compromis* (Fonbustier, 2004, pp. 35, 55). Mais comment serait-on passé de « l'état de nature » à une société politique ?

S'inspirant notamment de l'histoire d'Athènes et de Rome (livre V, 1964, pp. 185, 186, p.193), **Lucrèce** évoquait l'invention des royautés avec le développement des cités. Les humains construisirent des citadelles pour leur défense et leur refuge. La richesse apparut et avec elle l'avidité, la cupidité, l'avarice, la convoitise... Les abus des rois indisposèrent le peuple qui se révolta, et ils furent égorgés, il ne resta plus rien de l'antique majesté des trônes, ni de l'orgueil des sceptres... Les affaires publiques allaient-elles virer au désordre ? Suite aux guerres civiles, où s'opposaient cruellement toutes les prétentions au pouvoir, quelques humains apprirent aux autres à *créer des magistrats et à construire un système de justice*, *en vue d'un régime légal*. *Cette construction institutionnelle* s'inscrit dans le processus d'*inventions par les humains d'outils et de modes de vie*, qui leur ont permis de fabriquer des vêtements, pratiquer l'élevage, bâtir des maisons, cultiver la terre, développer l'art littéraire, technique, esthétique, construire des routes, effectuer du commerce, naviguer... Épuisé par les discordes, le peuple accepta l'autorité des lois

et d'une stricte justice. Lucrèce évoque ainsi *l'invention de la démocratie grecque et de la république romaine*. Dès lors, il n'est plus facile de couler des jours paisibles à qui viole par ses actes *le pacte de paix publique* ! Mais de nouvelles menaces surgissent avec les superstitions religieuses, la démesure de leurs prétentions, leur intolérance..., et avec les pandémies, qui ravagent les populations.

Pour **Locke**, « l'état de nature » place les humains dans une situation mal assurée, exposée sans cesse à l'invasion d'autrui. C'est ce qui les aurait conduit à quitter cette condition, pleine de craintes et de dangers. Ainsi, ont-ils souhaité se joindre avec d'autres, « qui sont déjà unis ou qui ont dessein de s'unir », et de former une société, pour la conservation mutuelle de leur vies, de leurs libertés et de leurs biens. Ce sont par **des conventions politiques**, qui poursuivent *le processus d'invention et de construction d'artifices,* amorcés dans « l'état de nature », que les humains sont *devenus des citoyens. Ils inventèrent des lois*, *approuvées d'un commun consentement pour exercer la justice avec une commune mesure capable d'offrir des solutions équitables par rapport aux différents qui s'élèveraient, notamment à cause des déséquilibres de richesse entre les citoyens. Ils créèrent la fonction de juge*, reconnu et apprécié pour *sa non partialité, sa prudence et son autorité pour pouvoir mener, jusqu'à une solution correcte, tous les différents faisant appel à son arbitrage. Ils mirent en place un pouvoir d'exécution*, *capable d'appuyer et de soutenir une sentence donnée.* Dès lors, ils se trouvèrent dans une condition nouvelle, appelés à jouir de nombreux avantages, grâce au travail des autres membres de la société, à leur assistance, ainsi qu'à leur protection. Ce n'est donc pas, pour un pouvoir absolu et arbitraire sur leur vie et sur leurs biens, que les humains abandonnèrent « l'état de nature », mais pour se débarrasser de la violence et assurer la sauvegarde de la société, en établissant des conditions propices à *la proposition, la discussion, au vote de lois par une assemblée de leurs représentants*, *à l'arbitrage par les juges des conflits d'intérêts, et à l'exécution des décisions qui ont été prises, par une autorité légale, assistée d'une administration. Le pouvoir politique n'est donc pas censé instituer l'ordre social par des lois, comme le suggérait Hobbes, mais il est au service de la société pour corriger les éléments qui tendraient à lui nuire. L'État est fait pour les personnes et non les personnes pour l'État. Le pouvoir politique trouve son origine dans le consentement de ceux sur lesquels s'exerce l'autorité, il doit veiller au respect des droits naturels des humains et arbitrer les conflits.*

Face au risque d'autoritarisme dogmatique (idéologique et/ou religieux), qui peut détruire les conditions de **la liberté de conscience,** en imposant arbitrairement certaines conceptions du « bien » à des fins supposées de perfectionnement moral, le pouvoir politique, chargé de veiller sur « le juste », doit être libéré de ses prétentions morales et religieuse. **La tolérance** est la vertu qui porte à accepter ce que l'on n'accepterait pas spontanément, par exemple lorsque cela va à l'encontre

de nos propres convictions. *Toute liberté ou tout droit implique, pour s'exercer concrètement, la nécessité de lui poser des limites et un devoir de tolérance.* La tolérance n'est pas seulement une valeur individuelle, mais *un processus entre la réception de la règle par les citoyens et l'aptitude du pouvoir à la faire respecter.* Elle suppose pour l'État d'adopter une position de « *juste mesure* », entre les extrêmes d'un « pouvoir absolu » et celles d'une « licence totale ».

L'État est un instrument et son rôle est voué aux intérêts civils et temporels des humains, dont il doit protéger la vie, la liberté et les biens. Son étendue doit être limitée. Tout détenteur de pouvoir étant porté à en abuser, *il faut que le pouvoir arrête le pouvoir.* Locke propose **une séparation des pouvoirs**, avec une organisation institutionnelle, permettant de contrôler leurs exercices. Dans le cas où *le système des contre-pouvoirs* échouerait, Locke affirme que *le peuple a alors le droit et le devoir de* **résister** *au pouvoir ayant dépassé les limites, assignées par sa fonction.* **Le droit de résistance** est une rémanence du « droit naturel ». Si les humains sont sortis d'un « état de nature » jugé mal assuré et dangereux, ce n'est pas pour retrouver au sein de la société civile le même genre d'inconfort (Fonbaustier, ibid, pp. 69, 90). *Le droit de résistance* procède de *la souveraineté du peuple*, il en exprime *la responsabilité*, le peuple est majeur, capable de prendre des décisions, *il doit refuser l'obéissance passive*, qui n'est qu'une servitude volontaire, et doit se montrer *capable de dénoncer les abus de confiance et les détournements de pouvoir des magistrats en place.* Le problème de Hobbes était la construction d'une société politique à partir du vide éthique. La prémisse de Locke est l'absence d'un tel vide et *la force d'une impulsion naturelle de soin et d'entraide, qui précède la construction des États.*

David **Hume** rejette les doctrines du « droit naturel », telle qu'elles furent élaborées d'abord par Socrate, Platon, Aristote, les cyniques, les stoïciens, les néo-académiciens..., puis par thomas d'Aquin et l'école de Salamanque, et enfin sous la plume d'hugo Grotius, de thomas Hobbes, de samuel von Pufendorf, de john Locke et de jean-jacques Rousseau.

En s'appuyant sur la métaphysique, qui recherche les « principes » de toutes choses, « les origines essentielles », « les choses premières », les philosophes puis les théologiens, prétendaient accéder à une « Nature originelle », dans laquelle s'enracinerait « la tradition authentique ». La « Nature », ce n'est pas ce que l'on peut observer, mais ce qui aurait dû être idéalement. Elle est supposée antérieure aux ancêtres et à toute tradition. Pour la percevoir, il fallait remonter au moment, où la vie de l'individu ou de l'espèce, n'était pas encore régie par les conventions, c'est-à-dire aux « origines », « aux fondements ». Le rôle de la métaphysique est de révéler ce qui est « caché », ce que la plupart des humains ignorent. Elle récuse

l'expérience acquise par l'étude de l'anthropologie historique et par les responsabilités exercées dans l'action, elle rejette le relativisme historique et ethnologique des valeurs, ôtant ainsi toute possibilité de réfutation empirique. *Lucrèce, dans son ouvrage qui traite « de la nature » s'élevait contre les fictions métaphysiques, prétendues supérieures aux réalités.* A quoi bon spéculer sur « la Nature des éléments premiers », alors que la nature s'offre à nous et que *nous pouvons l'examiner avec soin. La nature n'est pas une vision de l'esprit, c'est le monde dans lequel nous vivons et que nous pouvons ressentir* (Mougel, 2004, pp.235, 238). *La justice,* d'après **Epicure**, n'est pas un mythe, *c'est une évaluation délibérée sur les intérêts conflictuels des uns et des autres, elle est une volonté de diminuer les souffrances humaines en montrant l'avantage que l'on peut tirer à ne pas se causer mutuellement de torts, ni en subir*. Elle est *un rapport d'utilité réciproque reconnu collectivement* (Ballaudé, 1996, p.108). Alors que les anciens philosophes étaient en quête des « fondements du droit », dans lesquels, ils voyaient une œuvre divine, et qu'ils se montraient critiques par rapport aux conventions, vues comme des dégradations, les philosophes « Modernes » cherchent à « idéaliser » les conventions étatiques en les justifiant par rapport à un « droit naturel » présenté, soit défavorablement, soit favorablement.

Sceptique, **Hume** met en doute la plausibilité de toutes ces visions philosophiques de l'histoire, qui n'ont pas de rapport avec ce que la documentation historique nous a rapporté de nos lointains passés. *S'ils s'accordent avec Locke sur l'importance des sentiments chez les humains, nul besoin d'en construire une légende.* Hume remarque que le développement du commerce, de l'industrie, des arts…, n'entraîne pas que la corruption, la cupidité, les conflits d'intérêts, les guerres civiles..., mais aussi *la civilité, l'adoucissement des mœurs et la bienveillance au-delà de la sphère privée. La situation ordinaire de l'humanité est entre ces extrêmes.* En accord avec Epicure et Lucrèce, il pense que celui qui manifeste de la générosité et de la bienveillance, apporte à la société du bonheur et des satisfactions. Cet homme donne de l'amour à sa femme, de l'affection à ses parents & enfants, de l'amitié pour ses proches, de la bienfaisance au-delà. Ses domestiques et ses subordonnés trouve en lui les ressources d'une personne de confiance. Il nourrit les affamés, vêt ceux qui sont nus et offre aux ignorants compétence et diligence (Hume, 1991, p.80), mais il s'agirait davantage d'une sorte de modèle à suivre, que de la description de la réalité sociale. Les règles de l'équité ou de la justice dépendent entièrement de la situation ou de l'état particulier dans lesquels les humains sont placés, et elles doivent leur origine et leur existence à cette utilité qui résulte, pour le public, de leur stricte et régulière observance. Si la nature fournit la matière, comme nos dispositions et intérêts, c'est par l'institution que les individus peuvent élargir leur horizon moral et c'est par l'éducation et les artifices des hommes politiques que nos motifs finissent par être interprétés d'une manière morale. Il n'y a pas de justice sans une *convention*

humaine. Les phénomènes artificiels sont le résultat de la pensée, de la réflexion, de l'imagination et de l'invention, qui sont elles-mêmes toutes liées à des causes naturelles. Comme le résume joan **Tronto** (2009, p.78), Hume postule que *la justice est une vertu artificielle, reposant sur l'idée naturelle de la bienveillance, mais renforcée et consolidée par les conventions et les lois humaines.*

Si la passion porte en elle sa propre limite, son désordre menaçant, **la règle** est le résultat d'un retour de la passion sur sa propre expérience. Quant à **la promesse et au contrat**, ce sont des institutions artificielles, des **fictions actives** qui permettent aux vertus : tenir sa parole et se faire mutuellement confiance, de fournir les preuves de leur consistance. Quand une action est-elle juste d'après Hume ? Psychologiquement, l*orsqu'elle prend en compte les intérêts d'autrui*, que nous pouvons apprécier grâce à *la sympathie. La sympathie* est cette affinité sociale dans laquelle une personne se trouve avec une autre personne, lui offrant la compréhension des sentiments de l'autre. Le mot est dérivé de la langue grecque συμπάθεια (*sympatheia*), du σύν (*sýn*) qui signifie *ensemble,* et de πάθος (pathos) la passion, voire la *souffrance* (de πάσχω - *pascho, "être affecté par"*). Mais ce sont les conditions de cette sympathie qui importent. La sympathie ne doit pas dépendre des personnes impliquées. **Un point de vue impartial** *est nécessaire au magistrat qui doit arbitrer un conflit,* la sympathie peut en effet être mauvaise conseillère ou s'exposer à un soupçon de connivence. C'est ainsi qu'il faut « *corriger » la perspective particulière d'où nous jugeons les actions d'autrui ou les nôtres,* mais non pas d'un point de vue surplombant, quasi divin, mais dans la situation du « **spectateur judicieux** » (Haakonssen, 1998, p. 84).

Adam **Smith** (1999) s'interroge sur l'origine de la capacité qu'ont les individus de porter des jugements moraux sur les autres mais aussi sur leur propre attitude. Dans « la *Théorie des sentiments moraux »*, il définit **la sympathie**, au sens de *la capacité réciproque de comprendre un autre en se mettant en quelque sorte à sa place*. Chacun découvre que ses semblables l'observent et cherchent à le comprendre de la même façon. Une fois conscient de cela, nous nous apercevons que nous sommes dotés d'une certaine apparence physique et surtout morale, qui peut faire l'objet d'**évaluation**. Le regard des autres et l'évaluation qu'ils font de nous, nous rend conscients des aspects de nous-mêmes que nous présentons aux autres. C'est la réception de l'évaluation des autres qui nous amène à échafauder le « soi ». Nous sommes conduits par le désir d'entente avec les autres, à nous juger nous-mêmes comme nous imaginons que les autres le font. Nous devons agir en tant que *spectateur de nous-mêmes,* en même temps que nous sommes *les agents sur lesquels on porte un jugement* (Haaskonssen, ibid, p.96). A travers cette référence au spectateur, Smith anticipe intuitivement le modèle d'une **réciprocité**, qui trouvera sa formulation logique avec « *la théorie des jeux* » (Schmidt, 2010, pp.54, 55). *Chacun*

de nous a ainsi en lui-même un juge intérieur, capable de se placer à distance de ses propres passions et intérêts, afin de se constituer en « **observateur impartial** » *de soi-même*, ce qui est une *fiction active*, capable de témoigner l'approbation ou la désapprobation morale à l'égard de ses propres actes, et dont nous ne pouvons ignorer le jugement. Ainsi, l'humain dans ses actions doit-il tenir compte à la fois du point de vue à la fois des spectateurs sensibles et du « spectateur impartial », dans le cadre d'un *double processus de sympathie*. D'une part, les spectateurs s'identifient à l'acteur et arrivent à comprendre les motifs de son action; d'autre part, l'acteur s'identifie aux spectateurs qui l'observent et perçoit leurs sentiments à son égard. *Il résulte de ce double processus de décentration « un champ de connaissances communes à l'acteur et aux spectateurs, qui engendrent l'ensemble du système des règles, dont celles de justice, qui permettent une meilleure maîtrise des passions*. Si Smith souscrivait à une théorie émotiviste de l'origine de *l'évaluation,* « *la théorie* du spectateur » le pousse à insister sur les processus qui donnent à **l'évaluation** des formes concrètes. *Le droit* peut être considéré avec *le raisonnement juridique*, comme un domaine où l'évaluation prend une forme particulièrement importante. Ce qu'approuve « *le spectateur impartial* », est ce que la plupart des gens peuvent accepter, s'ils sont correctement informés. Cela concerne à la fois **le droit jurisprudentiel** et **le droit législatif**. Smith condamne l'esclavage comme étant la plus vile condition. Cependant, estime-t-il, il fallut que *le respect des individus* soit porté par de nombreuses générations avant d'atteindre *un niveau d'impartialité,* où le préjudice porté aux esclaves soit reconnu comme *plus grave* que celui porté à la propriété, avec *son abolition.* Comme Hume, Smith est *sceptique, relativiste et agnostique* (Haakonssen, ibid, pp.28, 33), aussi ne se réfère-t-il plus à un « contrat social mythique » pour expliquer l'origine de la justice. Pour sa part, il se contente de présenter de façon **matérialiste** (mais non déterministe) *la création du droit et des institutions de justice,* à travers le processus historique des civilisations antiques, et de la société occidentale, qui en est issue. Les bases du droit se trouvent *dans la pratique* et non dans les idées. Les règles des sociétés humaines ont changé au cours de quatre grandes étapes « idéales-typiques » : l'Âge des chasseurs, celui des pasteurs, celui des agriculteurs et enfin celui des commerçants. C'est dans le cadre de « l'Âge du commerce », que la cité athénienne, importante puissance maritime méditerranéenne, a particulièrement développé *les contrats commerciaux* permettant l'émergence d'un *droit contractuel* et une *évolution du droit jurisprudentiel pénal,* sous l'impulsion de **Solon**, plus en accord avec *l'équité naturelle.* C'est aussi dans ce cadre que se développa *la république romaine, donnant à la jurisprudence une grande technicité.* C'est encore dans ce cadre, que les cités en Italie, en Suisse, en Allemagne, en Hollande, en Angleterre... devinrent en Europe occidentale à la fin du moyen-âge et aux renaissances, des « *républiques indépendantes* ». Les cités créèrent *un marché* pour les produits bruts de la campagne avoisinante et établirent des liens de commerce internationaux. Les

monarchies « absolues », qui leur succédèrent sur des territoires plus vastes, suscitèrent des « **révolutions** », d'abord en Grande-Bretagne (puis ailleurs), qui permirent d'*assurer les droits des citoyens* contre le pouvoir souverain, renforcés par *des élections régulières* des parlementaires et par « *l'habeas corpus »,* qui énonce *une condition à la liberté individuelle,* celle de *ne pas être emprisonné sans jugement. L'expression latine :* « habeas corpus » peut se traduire par *« sois maître de ton corps ! ».* En vertu de cette loi, *toute personne arrêtée a le droit de savoir pourquoi elle est arrêtée et de quoi elle est accusée.* C'est en grande partie *par hasard,* que fut sauvegardée la liberté en Angleterre, avec le développement de tribunaux indépendants et professionnels, quand le soin de juger les affaires fut remis entre les mains de quelques-uns, dont ce fut l'unique emploi (Haakonssen, ibid, p.262).

Smith montre que les privilèges exclusifs sont les créations des constitutions civiles d'un pays, seule *l'utilité publique* peut leur servir de base. Si certains d'entre eux sont sans conséquences fâcheuses, tels les brevets et les droits d'auteur limités dans le temps, peu sont aussi inoffensifs. *Les monopoles sont extrêmement nuisibles*, il faut les condamner. Comme le remarque joan Tronto (ibid, p.84), Smith se méfiait du pouvoir politique des marchands et de ceux qui assureraient la poursuite de leurs intérêts économiques au travers de l'État, il lui apparaissait nécessaire de *contenir cette influence*, en restant aussi proche que possible de *la liberté naturelle*. Il critique de même, un certain nombre de lois qui définissent comme séditieuses certaines activités, qui au cours de l'histoire de la Grande-Bretagne ont pu représenter des dangers pour le maintien de son gouvernement, mais qu'il faudrait abroger, car sinon, des incidents sans importance exposent à de graves ennuis d'honnêtes citoyens. Tronto ne prétend pas que david Hume et adam Smith aient contribué d'une quelconque manière à bâtir une éthique favorable au féminisme, mais elle reconnaît que la conception morale des « *lumières écossaises* » développait des idées différentes de l'approche kantienne, tout-à-fait intéressantes dans la perspective d'une « *éthique du care* » (Tronto, ibid, p. 94).

3.5.6.4. La théorie de la justice de john Rawls et des critiques

John **Rawls** a été influencé par le contractualisme. Comme Hobbes, Locke, Rousseau et Kant, Rawls se situe dans la tradition du « contrat social » qu'il entendait mener à un plus haut degré d'« abstraction ». Rawls développa ce qu'il prétend être des « *principes de la justice* », par la mise en place délibérée d'une *fiction méthodologique* qu'il appelle « la position originelle *»,* à la fois hypothétique et an-historique. Dans cette position chaque participant déciderait des principes de justice derrière ce qu'il appelle « un voile d'ignorance ». Ce "voile" serait destiné à leur cacher les faits sur eux-mêmes, comme leur situation sociale ou leurs talents, qui

pourraient obscurcir leur choix. D'après lui, chaque individu tendrait à opter pour des décisions collectives, qui maximisent l'intérêt collectif. L'homo oeconomicus singulier et égoïste se trouverait en quelque sorte naturellement altruiste.

Rawls a bâti une théorie politique sur **la recherche de règles de justice**. Il cherchait à rendre compatible *le plus haut niveau de liberté avec la réalisation d'une égalité effective des chances.* Alexis de **Tocqueville** (1981) avait déjà souligné les tensions qui pouvaient naître de ce double attelage : liberté/égalité. La théorie rawlsienne de la justice était construite à partir d'une « *expérience de pensée* » selon laquelle « l'ignorance de notre position réelle », à la fois biologique et sociale, serait la condition sine qua non d'une « neutralité » nécessaire à l'adoption de règles équitables pour l'organisation des institutions de base de la société. Sous ce « voile d'ignorance », un consensus se dégagerait pour adopter deux principes « rationnellement » appliqués, selon un ordre de priorité :

- Le *principe de liberté-égalité*, c'est-à-dire un droit égal pour tous tant que celui-ci n'empêche pas la liberté d'autrui de se réaliser :
  - « *Chaque personne a droit à un système pleinement adéquat de libertés de base égales pour tous, compatible avec un même système de liberté pour tous, et dans ce système, la juste valeur des libertés, et de celles-là seulement doit être garantie* ».
- Le *principe de différence*, qui admet des *inégalités justes :* « *Les inégalités sociales et économiques doivent satisfaire à deux conditions :*
  - *elles doivent procurer le plus grand bénéfice aux membres les plus désavantagés de la société,*
  - *elles doivent être liées à des fonctions et à des positions ouvertes à tous, dans des conditions d'égalité équitable des chances ».*

Le deuxième principe est lié à l'*égalité des chances* : celle-ci doit *permettre à tout le monde, à capacités égales, un même accès aux diverses fonctions de la société.* Rawls reprend de la sorte, le principe de « *la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789* », estimant que des distinctions sont acceptables, là où elles sont justifiées par « l'*utilité commune »,* comme *les véhicules prioritaires* aux feux de croisement.

Mais, s'il n'est pas *juste* de naître dans telle ou telle catégorie sociale, il n'est pas *juste* non plus d'être né avec un faible quotient intellectuel ou avec des capacités physiques défavorables (maladies, invalidités...). *Il nous faut prendre en compte les facteurs sociaux, ainsi que les facteurs naturels*. Les inégalités ne pourraient être justifiées que si la société en reçoit elle-même un plus grand avantage. Une personne talentueuse aura donc droit légitimement aux revenus plus élevés, que lui « vaut » son talent, si l'ensemble de la collectivité en profite également, et

notamment les plus mal lotis. Ce « *principe de différence »* indique qu'il faut assurer cette égalité des chances, dans la mesure du possible, en supprimant, non pas toutes les inégalités, mais celles qui ne seraient pas favorables aux plus défavorisés.

La conception politique de la justice que développe Rawls dans « *le libéralisme politique* », *supposait* que des individus, avec des opinions conflictuelles, mais raisonnables et conciliables par compromis, peuvent se mettent d'accord pour *réguler les institutions de base de la société*, grâce à « un consensus par recoupement », reposant sur la possibilité d'ajustement des doctrines compréhensives aux *nécessités de la coopération sociale*. Il pensait que les convictions morales, religieuses et philosophiques, qui jalonnent les itinéraires biographiques des citoyens, manifestaient, par delà leur charge identitaire, une capacité « d'auto-évaluation rationnelle », qui se révèlerait un apport précieux dans les discussions publiques. Il observa que les citoyens entretiennent un rapport assez lâche aux doctrines morales, religieuses et philosophiques, qui façonneraient leur vision du monde. Ce *rapport « flottant et critique » des citoyens à leurs croyances* serait le moyen par lesquelles les visions du monde s'ajusteraient aux exigences de la coopération sociale (Ruol, 2002). Mais cela ne suffisait pas, Il dut remettre en question sa théorie, parce qu'il avait négligé de prendre en considération l'existence d'une *pluralité de doctrines raisonnables, mais incompatibles* (Mestiri, 2009, p.97). Il a même établi une typologie du dissensus : d'abord les conflits provenant de doctrines englobantes irréconciliables, puis ceux qui dérivent de différences de statut, de position, de classe, d'activité professionnelle, ou de différences liées à l'éthnicité, au genre ou à la race, enfin ceux qui découlent des difficultés de jugement (ibid, p.117).

Dans sa « théorie de la Justice », john Rawls (1987) avait projeté l'image d'un système, où des « hommes idéalement rationnels », choisiraient, s'ils étaient forcés de « se déterminer de manière impartiale », comme s'ils « ignoraient tout de leur propre situation », empêchés de faire des revendications au nom d'intérêts particuliers et confrontés à un ensemble « abstrait » de biens. Or, même si on pouvait « idéalement » choisir *un système distributif* et un seul, il est fort douteux d'après **Walzer**, que des hommes et des femmes ordinaires, aux prises avec les soucis quotidiens réitère un choix hypothétique ou même le reconnaisse comme étant le leur. Même s'ils sont censés être impartiaux, la question que se poseront le plus probablement les membres d'une communauté politique n'est pas : que choisiraient des individus « rationnels » dans telle ou telle condition propre à garantir « l'universalité » de leur choix ? *Mais, que choisiraient des individus comme nous, placés dans notre situation, partageant une culture et déterminés à continuer à la partager ?* Aussi, cette question se transforme rapidement en celles-ci : *quelles sortes de choix avons-nous déjà faits durant notre vie commune et quelles*

conceptions avons nous en fait en commun ? La justice est une construction humaine et il est douteux qu'elle puisse se réaliser d'« une seule manière » (Walzer, 1997, pp. 23,27).

La « *théorie de la justice comme équité* », quelque soient ses mérites, n'est plus alors aux yeux de Rawls qu'une conception politique raisonnable parmi d'autres. Mais elle a néanmoins l'avantage de *s'appliquer à « la démocratie libérale », en l'ouvrant à « la démocratie sociale », présentant la société comme un système équitable de coopération sociale* (Rawls, 2008, p. 22).

Rawls s'est *écarté du kantisme et de sa métaphysique*. Il reproche à kant, sa « veine manichéenne » ou plus précisément « augustinienne » (manichéisme réformé), qui lui faisait affirmer que « le souhait universel de tout être raisonnable doit être de se voir libéré de toute inclination », ce qui menace, d'après Rawls, le « libre arbitre ». Il critique la « morale fondamentale » de kant, comme celle d'une « aristocratie de la Rationalité » (Rawls, 2002, p. 229, pp. 297, 302). Rawls a découvert une possibilité nouvelle, celle offerte par *une société pluraliste, démocratique, raisonnable, faisant suite au succès des institutions libérales et à la pratique de la tolérance.* Il abandonne, par *le fait du pluralisme*, « l'idéal de la communauté unie sous une doctrine (partiellement ou complètement) englobante de nature religieuse, philosophique ou morale ». Si Rawls continue à prôner « *la priorité du juste sur le bien* », le « *constructivisme* », *l'exigence de réciprocité & de mutualité..., la neutralité procédurale* imagée par « le voile d'ignorance » vis-à-vis des différentes « conceptions du bien », se rapproche désormais de la posture du **scepticisme méthodologique**, par rapport aux valeurs substantielles des diverses doctrines compréhensives, tout en souscrivant au libéralisme politique. Un déplacement s'est effectué de la question de l'auto-stabilisation d'une « société idéale fondée sur les principes de justice », à la question des *conditions sociales nécessaires à l'application de la justice au sein des sociétés pluralistes*.

John Rawls établit que **la tolérance** est une vertu nécessaire à l'établissement d'*une société juste*. Il se pose la question « Doit-on tolérer les intolérants ? ». Rawls y répond positivement, indiquant que de ne pas les tolérer serait intolérant et serait donc une injustice. Par contre il établit qu'*une société tolérante a le droit, et le devoir, de se protéger et que ceci impose une limite à la tolérance : une société n'a aucune obligation de tolérer des actes ou des membres voués à son extermination.* Rawls mentionne les exemples d'une limitation de la liberté de conscience et de pensée de manière compatible avec l'ordre public, la limitation du pouvoir du gouvernement par la majorité, la limitation des libertés des intolérants et la répression de leur violence. Mais comment déterminer quand nos intérêts légitimes sont menacés ? Le passage de l'absence de danger à la menace est parfois très

rapide et difficile à prévoir. La question qui se pose alors est celle de la nécessité du « **principe de précaution** », selon lequel « *mieux vaut prévenir que guérir* ».

Rawls retrouverait alors, contre son gré, **les** « ***conventions*** » de david **Hume**, dont il avait pourtant reconnu les mérites, mais qu'il n'avait pas voulu suivre. Hume affirmait que *la justice naît des conventions, destinées à remédier aux déficiences dues à notre égoïsme et à une générosité limitée à notre famille et à nos amis*. Or *ces limites à la sollicitude ne sont pas adaptées à la vie sociale*. *Une convention exige une conscience partagée d'un intérêt commun, exprimé réciproquement et publiquement, qui amène les personnes à soumettre leurs comportements à une règle de réciprocité pertinente, connue et accessible à tous, engendrant une régulation adéquate du comportement collectif.* Une convention est perçue comme normative, au sens où toute violation est réprouvée et critiquée et où la partie fautive est censée accepter ces reproches et les sanctions appropriées (Rawls, ibid, pp.67, 69).

N'avait-il pas rendu hommage à Hume pour avoir expliqué que **la délibération** *s'apprend*, qu'elle est une activité enclenchée par une ou plusieurs passion, *qu'elle ne peut pas advenir sans qu'aucune passion ne la stimule*, qu'elle implique de concevoir certaines idées et de passer par plusieurs étapes, avec *une mise en scène imaginée des conséquences du choix de diverses options* ? *Plus nous pratiquons la délibération, plus nous avons de facilité à le faire, et plus les avantages de la délibération, dont on peut juger par notre succès dans l'assouvissement de nos passions calmes et la satisfaction de nos intérêts de base, son considérables*. En effet, les passions calmes, quand elles sont complétées par la réflexion et secondée par la résolution, sont capables de *maîtriser les passions violentes*, même dans leurs moments de plus grand déchaînement. Etant donné que la facilité de délibérer est ainsi récompensée, elle entraîne à son tour une forte inclination, une plus forte tendance à délibérer, car nous jouissons de l'exercice modéré de cette facilité (Rawls, ibid, pp. 49,50).

Soumaya **Mestiri** (2009, p.112, p.142) conclut que **les** « **modus vivendi** », qui définissent *un accord permettant à deux parties en litige de s'accommoder d'une situation en trouvant un compromis*, que Rawls avait récusés d'emblée comme instables, parce que dépendant des circonstances, sont en dernière instance *plus raisonnables*, au sens ordinaire du terme et *plus démocratiques* que « le consensus par recoupement » qu'il promeut. Par contre, en affirmant « la communauté nationale » comme une sorte d'entité close ethniquement homogène, Rawls s'est écarté du libéralisme procédural et politique, qu'il ne cessait pourtant de revendiquer.

3.5.6.5. Le care, une priorité de la justice

Le care est présenté souvent comme une conception du « bien », une doctrine compréhensive aux valeurs substantielles, une idéologie morale et militante, notamment sous sa forme « féministe », qui participe aux débats publics pour une *société non sexiste, émancipatrice des femmes*. Joan **Tronto** (2009) a refusé tout d'abord, de faire du care un monopole strictement féminin, supposé relier au genre, à « l'essence » même de la féminité. Elle a souhaité, ensuite, *élargir la reconnaissance et l'émancipation à toutes les personnes qui exercent le care*, historiquement les femmes dans le cadre de l'oïkos, les esclaves, les domestiques et les castes les plus basses en Inde, auxquels se sont ajoutés, après que fut mis fin officiellement à l'esclavage, les ouvriers et les employés du nettoyage, des services aux personnes, du travail social, des soins, de l'éducation, de la formation... et parmi eux de nombreux hommes et femmes de couleur, émigrés des pays pauvres, mal considérés et mal rémunérés, exposés au mépris de classe et au racisme. *La revalorisation* de ces personnes passe par *la reconnaissance de leur utilité, de leurs compétences, de la qualité des services fournis, des responsabilités assumées.* Il faut enfin, selon elle, *intégrer dans ce mouvement social les destinataires* du care, non pas les privilégiés qui exploitent les services d'autrui, mais tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre sont *dépendants de la sollicitude d'autrui, pour pouvoir vivre correctement* et qui ont *droit au respect, à la dignité*. Le care implique que *nous adoptions la perspective de ces destinataires et que nous envisagions le monde dans leurs termes* Dans cette perspective, le care prend place dans *la culture du socialisme*, où il constitue un axe de contestations et de propositions.

Au lieu de recourir à la fiction qui présente d'emblée des citoyens égaux, la perspective du care incite à reconnaître *l'accomplissement de l'égalité comme un objectif politique.* La césure entre vie publique et vie privée, a occulté l'œuvre des femmes en la renvoyant à une sphère intime, hors du champ de la conscience politique. Il est nécessaire d'*inclure la sphère privée à la société globale, même si elle représente un espace de relative autonomie* (Tronto, ibid, p.48, p.215). Comme le proposait Dewey, *la démocratie commence dans la famille*, *par l'éducation et la pratique du respect de chacun, par le jeu de la liberté des personnes et de la solidarité entre-elles, par l'apprentissage de la délibération individuelle et collective, la construction des règles communes, leurs négociations, leurs applications, leurs évaluations, leurs modifications*... Les activités du care doivent désormais compter comme *activités citoyennes* (Tronto, ibid, p.217).

Susan Moller **Okin** (2008), qui s'inscrit dans le courant de la pensée Rawlsienne, a montré en quoi l'absence d'interrogation sur la famille dans les théories de la justice, ruine leurs ambitions théoriques. Tant que la famille est marquée par une répartition

inégale du travail et du pouvoir entre les genres, les personnes ne peuvent développer « le sens » conditionnant l'adhésion aux principes de justice (Garrau, Le Goff, 2010, p.109). Okin se demande comment la famille peut devenir une « institution juste ». Il s'agirait d'*encourager et de favoriser un partage rigoureux des tâches entre hommes et femmes, une répartition plus équilibrée, plus pertinente, plus « juste », du travail rémunéré et du travail non rémunéré*. Elle doit rendre possible une meilleure *distribution du travail productif et du travail domestique*. Chacun et chacune devraient avoir la liberté » de choisir l'un ou l'autre de ces modes de vie selon les contextes, ou de les mixer dans un habile dosage négocié. Cela suppose que les hommes et les femmes prennent part en nombre plus ou moins comparable à toutes les sphères de la vie, qu'*ils partagent au même titre leur qualité de parent, qu'ils exercent une responsabilité comparable vis-à-vis de leurs enfants, et que cela puisse agir comme un puissant exemple pour les enfants* (Okin, ibid, pp. 379, 407).

Quand on observe de près le fonctionnement familial, nous pouvons distinguer quatre grandes catégories de tâches parentales :

- *l'apport des ressources économiques*, il alimente le budget familial, il détermine un niveau de vie et de consommation,
- *la gestion du quotidien*, elle comporte des tâches ménagères d'entretien (du lieu d'habitation, des habits, des personnes...) et éducatives de suivi des enfants (hygiène, santé, scolarité, loisirs...), elles peuvent donner lieu à des allocations familiales de la part de l'Etat,
- *la relation affective vis-à-vis des enfants* (la tendresse, le soutien émotionnel...),
- *la contractualisation éthique*, elle se construit dans l'interaction parents-enfants (en fonction de l'âge des enfants, de leur maturité, de leur capacité d'autonomie...), elle sert de référence aux négociations et aux transactions parents-enfants, elle garantit des droits, rappelle des devoirs.

Dans le modèle traditionnel, la gestion du quotidien et la relation affective vis-à-vis des enfants relevaient systématiquement de la femme, constituaient la fonction maternelle. L'apport des ressources économiques et la contractualisation éthique étaient davantage du ressort de l'homme, composaient donc la fonction paternelle.
On voit apparaître un *nouveau modèle parental*. De même qu'on a assisté à une entrée progressive des femmes et une **dégenrisation** dans le monde professionnel, dans des métiers autrefois strictement masculins, on observerait aujourd'hui une entrée des hommes et *une dégenrisation* dans des activités parentales jusqu'alors relevant des femmes, entraînant une certaine « indifférenciation » des fonctions et des tâches. La notion d'**équipe parentale** pouvant effectuer ensemble les tâches, les

alterner ou les confier provisoirement à l'un ou l'autre, en fonction des inclinations et de la situation de chacun (notamment au regard de l'emploi et des disponibilités), commence à avoir un certain succès auprès des populations jeunes. Cette gestion des activités parentales, serait susceptible de diminuer le stress des mères sur-actives et d'introduire les pères absents sur un mode flexible et adapté, en rendant un couple plus solide face aux risques d'éclatement et/ou de régression rigoriste. *En faisant l'apprentissage de nouveaux rôles sociaux, les pères renforcent leur présence auprès de leurs enfants, enrichissent leur personnalité et leur culture*. Le père autocratique ferait place au *responsable paternel, pratiquant l'art de la négociation et du compromis, aussi bien dans la relation au couple, au réseau familial, au voisinage, que dans ses rapports avec ses enfants*. *La pédagogie familiale se synchroniserait peu à peu avec les valeurs des sociétés démocratiques* (Mougel, 1995, pp.13, 19).

Eva **Kittay** (2005, 1997) affirme qu'une conception de la justice qui ne prend pas en compte la nécessité de répondre à la vulnérabilité par le care, est incomplète. Rawls n'envisage pas *la question de la dépendance et du soin à porter à celui ou celle qui en a besoin.* Kittay exige un principe de justice pouvant s'appliquer à ceux ou celles, qui, soit en raison de leurs incapacités, soit en raison de leur disponibilité à un tiers dépendant, étaient exclus du monde contractualiste de réciprocité. Aussi, propose-t-elle de joindre un troisième principe, qui intégrerait les besoins spécifiques du care, ainsi que la capacité à en fournir. *Ce principe de responsabilité sociale* requiert *que chacun soit pris en compte selon son besoin de care, ou requis selon sa capacité à en dispenser, et que soit mis en place un soutien des institutions, qui rende accessibles aux dispensateurs de care les ressources et opportunités conditionnant l'établissement de relations de dépendance appropriées. De même que nous avons eu besoin de soins pour survivre et nous développer, nous devons fournir les conditions permettant aux autres de recevoir le care, dont ils ont besoin pour survivre et se développer* (Garrau, Le Goff, ibid, pp.109, 151).

Philippe van **Parijs** (1991) a présenté le concept d'« *allocation universelle* **»**, comme un moyen de soutenir, une liberté concrète et non pas simplement formelle, en accord avec le principe rawlsien de différence. Elle permettrait à chacun de disposer des libertés possibles les plus étendues, en offrant à la fois à chacun la possibilité d'accéder au marché du travail ou d'agir autrement. Le principal atout du concept d'allocation universelle, serait de supprimer d'une part les effets de trappe à inactivité, et en étant inconditionné, de ne pas restreindre d'autre part, la liberté individuelle de ne pas travailler, ceci en accord avec le principe du « respect de soi « de Rawls, de *ne pas stigmatiser les bénéficiaires de l'allocation*. En réduisant l'incertitude sur les revenus futurs, l'allocation universelle jouerait selon certains de ses partisans, comme un *filet de sécurité favorisant la prise de risque individuelle, et*

le lancement dans des projets pas toujours rentables à court terme.

« **Le revenu d'existence »** en est une version *pragmatique*, plus sensible à la complexité, au *particularisme des situations* et au *relativisme culturel*. Amartya **Sen** élargit le programme rawlsien des « biens premiers » de « la théorie de la justice », *en prenant en compte les handicaps et les inégalités*, il cherche à voir *comment les institutions (l'Etat, le marché, les entreprises, les associations) peuvent favoriser les* **libertés instrumentales**, *effectives, concrètes, celles qui permettent le développement de l'individu et d'un territoire.* Il ne suffit pas de relever les accomplissements des personnes, mais aussi les alternatives disponibles, auxquelles elles attribuent de la valeur. Savoir ce que quelqu'un peut faire de ses ressources est une bonne indication de sa liberté réelle de choix, c'est-à-dire de **sa capabilité** (Bonvin, Farvaque, 2008). On ne peut définir a priori les besoins humains sur la base d'une délibération « rationnelle ». La distribution équitable de certaines ressources ne suffit pas non plus à garantir aux personnes une égale liberté ou un niveau de bien-être équivalent. En effet, ces personnes ne sont pas égales du point de vue de leur capabilité à utiliser les ressources dont elles disposent, ou disposeraient, afin de poursuivre leur conception du bien.

Si l'approche par les capabilités accorde comme Rawls, une importance centrale à « *l'égale liberté* », elle s'en distingue, en proposant *une conception de la liberté plus substantielle et accessible*, qui la rend plus *apte à diagnostiquer les inégalités réellement existantes*. Tout en reconnaissant l'importance du geste théorique rawlsien, *réorientant contre l'utilitarisme, la théorie de la justice vers les libertés*, Sen critique l'abstraction et les difficultés d'opérationnalisation de son modèle. Il conviendrait de faire porter l'évaluation, non sur les biens premiers, mais sur les capabilités. Selon sa situation, telle ou telle personne privilégiera, en fonction de ses valeurs culturelles, de ses possibilités et des opportunités sociales, des fonctionnements divers, depuis les plus élémentaires – se nourrir convenablement, jouir de la liberté d'échapper aux maladies évitables – jusqu'à des activités ou des états très complexes – participer à la vie de la collectivité, jouir d'une bonne estime de soi...

Sommes-nous ramenés à l'échelle hiérarchisée, supposée « universelle » des besoins et des motivations, proposée par abraham **Maslow** (1972) ?

Maslow pensait que nous devrions rechercher d'abord, à satisfaire chaque besoin d'un niveau donné avant de penser aux besoins situés au niveau immédiatement supérieur de la pyramide. Par exemple, il serait préférable de rechercher à satisfaire les besoins physiologiques avant les besoins de sécurité. C'est la question de la hiérarchie des besoins. En d'autres termes, comment vous détendre et vous

épanouir si votre besoin premier de sécurité n'est pas garanti ? Il nomme « *besoins physiologiques* (1) », ceux qui sont liés au maintien de *l'homéostasie* de l'organisme : la *régulation des grands équilibres biologiques nécessaires au maintien d'un état de santé physique*. Nécessaires à la survie de la personne, ils sont impérieux (respirer, boire, faire ses besoins, manger, dormir, se réchauffer) et s'imposeraient à la conscience, s'ils ne sont pas satisfaits. « Les *besoins de sécurité* (2) » sont ceux qui recouvrent le besoin d'un abri, d'un logement, d'un moyen de locomotion, la sécurité des revenus et des ressources, la sécurité physique contre la violence, la sécurité morale et psychologique, une certaine sécurité affective, la sécurité sociale et la santé. Ensuite viendrait « *les besoins d'appartenance* (3) », le besoin d'aimer et d'être aimé, d'avoir des relations intimes avec un conjoint, d'avoir des amis, de faire partie intégrante d'un groupe cohésif. Par « *besoins de reconnaissance sociale* (4) », il entend les besoins de *considération, de prestige*... Cela passerait par le statut social et économique, le fait de se sentir apprécié par ses collègues et ses supérieurs au travail, de pouvoir assouvir ses ambitions, d'avoir une activité valorisante qu'elle soit dans le domaine du travail ou dans celui des loisirs. A ce niveau, on aurait besoin d'être respecté, de se respecter soi-même et de respecter les autres. Enfin, on parviendrait au « besoin de se réaliser(5) », de s'accomplir psychologiquement et spirituellement, d'atteindre « le bien-être », de trouver la sérénité, voire la sainteté...

La pyramide de Maslow est donc constituée de cinq niveaux hiérarchisés :



Pyramide de Maslow

Cette théorie, qui a connu un certain succès au XX° siècle, en occident, a fait l'objet de nombreuses critiques. Clayton **Alderfer** (1972) a été confronté au problème de chevauchement entre les catégories, il n'a retenu pour sa part que trois niveaux : « besoins d'existence, besoins relationnels et besoins de développement ». Par ailleurs, d'un point de vue anthropologique, il a été souligné que cette pyramide s'inscrivait dans la culture judéo-chrétienne, qu'elle ne pouvait se prévaloir d'une

quelconque universalité. *Dans de nombreuses sociétés, en effet les besoins sociaux, communautaires, familiaux... ont la priorité sur les autres besoins, qu'ils conditionnent*. Et même dans le cadre judéo-chrétien, l'ordre hiérarchisé des valeurs est contesté par les catholiques franciscains ou encore par les moines gyrovagues orientaux, qui font l'éloge avant tout de l'ascèse et de la pauvreté, mais aussi par les ermites ou anachorètes qui recherchent la solitude, ainsi que par les mystiques qui placeraient le besoin d'accomplissement de « l'âme » au premier niveau, avant la réalisation de tous les autres besoins.

D'un point de vue biologique, les études éthologiques suggèrent que « *le besoin de sécurité » est aussi un besoin biologique (nidification, défense du territoire) tout aussi important que « les besoins physiologiques ».* De même peut-on observer « *le besoin crucial d'appartenance sociale » et de relations empathiques* notamment chez les chimpanzés. Le moteur des développements culturels pourrait être « *l'impulsion homéostatique* ». En effet, les rétro-actions homéostatiques réagissent à la détection d'un déséquilibre dans le processus vital et elles cherchent à le corriger dans le cadre des contraintes de la biologie humaine et de l'environnement physique et social. L'élaboration de règles morales et de lois, ainsi que le développement de systèmes judiciaires réagissent de même à la détection de déséquilibres causés par des comportements sociaux, qui mettent en danger des individus et le groupe. La contribution des systèmes économiques et politiques, ainsi que, par exemple, le développement de la médecine, répondent aux problèmes fonctionnels, qui se font jour dans l'espace social et qui requièrent des corrections au sein de ce même espace, sauf à compromettre la régulation vitale des individus qui constituent le groupe (Damasio, 2010, pp.72, 78, p.354).

En fait, Maslow, qui rejetait les théories de la psychologie comportementale, se référait implicitement à la philosophie phénoménologique et à l'existentialisme, auxquels il adhérait. Il a d'ailleurs reconnu honnêtement qu'il avait outrepassé les faits expérimentaux, qu'il avait extrapolé et qu'il avait présenté sa conviction personnelle, sa propre vision de l'existence (Feertchak, 1996, pp. 80, 84). Si nous souhaitons tirer une version positive de ces critiques, il nous faudrait abandonner la métaphore de la pyramide hiérarchisée pour celle d'*un processus homéostatique, partant d'une évolution biologique non-consciente et se complexifiant dans des mèmes socio-culturels, hérités et en partie non conscients, mais aussi en construction à travers des stratégies conscientes multiples, en fonction des choix de vie des personnes, de leurs motivations, du contexte environnemental, des actions & des interactions, et de leurs évaluations...*

Amartya **Sen** constate que *la diversité existe dans toutes les cultures* et qu'il faut en tenir compte avec *la participation publique au débat d'évaluation des politiques de*

développement. Sen (2000, pp. 79, 121)) nous met en garde, en effet, par rapport aux « approches universalistes ». Le principal obstacle auquel se heurte l'approche par les revenus réels, tient à la *diversité des êtres humains*. Les différences d'âge, de genre, de talent, de handicap, de prédispositions aux maladies..., induisent des opportunités divergentes de qualité de vie, tant bien même qu'elles disposeraient d'un ensemble de biens matériels strictement égal. L'usage que chacun peut tirer d'un ensemble donné de biens matériels ou d'un niveau donné de revenus, dépend de toute une série de circonstances contingentes, aussi bien personnelles que sociales :

- ***l'hétérogénéité des personnes*.** Les gens sont dotés de caractéristiques physiques disparates en relation avec l'âge, le sexe, les infirmités ou les maladies. En conséquence, leurs besoins sont divers.
- ***la diversité de l'environnement.*** Les variations du milieu, telles que les paramètres du climat (amplitude des températures, pluviométrie, inondabilité et autres...). Le caractère endémique de maladies infectieuses (malaria, choléra, sida...), dans certaines zones altère *la qualité de vie* des habitants. Il en va de même pour la pollution ou d'autres problèmes d'environnement.
- ***les disparités de l'environnement social.*** La conversion du revenu individuel et des ressources en qualité de vie est aussi influencée, en un lieu donné, par divers éléments de la configuration sociale, tels que le développement de l'enseignement public ou la prévalence de la criminalité et de la violence. Les questions de santé publique ou de pollution relèvent de ce domaine, autant que de l'environnement.
- ***la relativité des perspectives.*** L'ensemble des biens nécessaires correspondant à un comportement social peut varier d'une société à l'autre en fonction des représentations culturelles, des conventions et des usages. Par exemple, une personne dotée d'un statut relativement pauvre, dans un pays riche, rencontre des obstacles qui l'empêchent d'assumer certains fonctionnements élémentaires, comme participer à la vie sociale, par exemple, même si ses revenus, en termes absolus, sont de loin supérieurs au niveau moyen qui permet aux habitants de pays pauvres d'assumer ces mêmes fonctionnement avec plus d'aisance.
- ***la distribution au sein de la famille*.** La famille et les statuts des personnes en son sein, les rapports entre les générations, entre les genres, entre parents et enfants, avec la parenté, les amis, le voisinage, les institutions..., les diverses formes de co-habitation, la famille étroite ou élargie, les séparations, les divorces, les recompositions familiales, les familles d'accueil, la mono-parentalité, l'homo-parentalité, le célibat, les communautés de genre, les individus atomisés, les institutions d'hébergement, de vie collective... présentent des configurations très différentes, qui sont à prendre en compte

selon leurs spécificités, mais aussi par rapport au changement des situations des personnes, au cours de leur vie.

Aussi, faut-il s'assurer que les personnes soient en mesure de *traduire les ressources et les droits d'accès en capabilités ou libertés réelles de choisir le cours de vie qu'elles souhaitent valoriser.* On peut évoquer **un droit des capabilités**. Une telle action peut utiliser divers **leviers** : *des politiques de redistribution des biens et des ressources, des programmes de développement des qualifications et des compétences individuelles et collectives, des stratégies de lutte contre les discriminations et les préjugés culturels, des actions en faveur de l'accroissement des opportunités économiques*... Pour martha **Nussbaum** (2008, 2006), le care renvoie à un ensemble de pratiques et d'attitudes, sans lesquelles aucune des capabilités ne peuvent être acquises ni exercées. Les soins qu'il recouvre permettent la vie, la santé, l'intégrité physique, le soutien émotionnel et l'attention qu'il commande rendent possibles le développement et l'usage des sens, de l'imagination et de la pensée. *Le care devrait être mis au centre de la définition de la société juste et de l'action politique* (Garrau, Le Goff, 2010, p. 138). *Le care est une priorité de la justice !*

3.5.6.6. Le sentiment d'injustice et des moyens d'y répondre

Adam **Smith** voyait la société comme une sorte de machine, dont les rouages sont *lubrifiés par la vertu*. *Il citait fréquemment l'honnêteté, la sympathie et la justice, comme des partenaires indispensables à la main invisible du marché. La société dépend d'une seconde main peu visible, celle qui se tend vers autrui.* Cette force qui sous-tend nos transactions mutuelles a de quoi surprendre : **son ancienneté évolutionniste** (Waal, 2009, p.323). *Le sentiment d'injustice* n'est en effet pas propre aux humains. Frans de **waal**, (ibid, pp. 233, 292) rapporte des situations qui pourraient faire évoquer une sorte d'« *aversion pour l'injustice* » chez des singes capucins. Une expérience fut tentée : on offrait un caillou à l'un d'entre eux, puis on lui demandait de le rendre en échange d'une tranche de concombre. Deux singes acceptèrent l'échange vingt-cinq fois de suite. Mais l'ambiance se gâta quand on décida de remettre en récompense, à l'un des deux seulement du raisin, qui a leur préférence par rapport au concombre. Le singe, qui était avantagé, n'avait manifestement aucun problème, mais celui qui travaillait encore pour du concombre, perdit tout intérêt pour sa tâche. Pis, en voyant son partenaire récolter les raisins juteux, il s'énervait, lançait violemment des cailloux, ou même les tranches de concombre. Un aliment jusque-là dévoré avec plaisir, était devenu exécrable. Le singe se montrait moins exaspéré par le lot de son partenaire, que par le fait qu'il s'attendait à mieux et ne supportait pas l'iniquité. Une autre expérience menée, consistait à faire tirer un plateau chargé de nourriture, trop lourd pour un seul individu et nécessitant la coopération de deux d'entre eux : Sammy et Bias, deux

guenons. Lors d'une tentative réussie, Sammy s'empara de sa récompense si prestement qu'elle lâcha le plateau, avant que Bias ait eu le temps de saisir la sienne. Tandis que Sammy mastiquait joyeusement sa nourriture, Bias piqua une colère. Elle hurla à pleins poumons pendant trente secondes, jusqu'à ce que Sammy s'approche une deuxième fois de la barre de traction, en lui jetant un coup d'œil. Puis cette dernière l'aida à ramener le plateau. Sammy avait par conséquent, rectifié la situation en réaction directe à la colère de Bias. Ce comportement ressemble beaucoup aux *transactions économiques* des humains : *coopération, communication et satisfaction d'une attente, voire d'une obligation.* Sammy parut *sensible à l'équité* : Bias l'avait aidée, comment aurait-elle pu refuser de lui rendre la pareille ? Ce type de sensibilité n'est en fait guère surprenant, car la vie en groupe de ces singes présente aussi, comme les sociétés humaines, *un mélange de coopération et de compétition*. Ils ne demandent pas mieux que de partager, mais à condition que le partenaire obtienne la même rétribution qu'eux. Dès qu'il reçoit davantage, la compétition ressurgit et perturbe la générosité.

En étudiant des chimpanzés, Waal s'est intéressé à l*a circulation de deux monnaies : la nourriture et le toilettage.* Si le mâle supétieur, Socko, avait toiletté May, par exemple, ses chances d'obtenir quelques branches à grignoter montaient en flèche. Waal observa le phénomène dans toute la colonie : il semblerait qu'*un bon geste en mérite un autre en retour*. Ces échanges, qui associent *le souvenir des faits passés* à un *mécanisme de gratitude*, permettent **la réciprocité**. Et une fois que les chimpanzés sont passés en mode de réciprocité, la hiérarchie sociale se voit reléguée au second plan. Si les chimpanzés remontent avec leur mémoire plus loin dans le temps que les petits singes et gardent un souvenir plus net des faits passés, leur réciprocité prend un tour plus délibéré et calculé. Un chimpanzé sauvage, par exemple qui libère un congénère du piège d'un braconnier, qui s'est refermé sur son poignet en lui causant une douleur atroce, a l'assurance que son aide ne sera pas oubliée. Les chimpanzés se montrent aussi c*apables de préparer le futur, en traitant les autres avec bienveillance, pour se gagner leurs faveurs et leur permettre de briguer un haut rang, avec leurs appuis.* A noter que la parenté n'est pas une condition nécessaire pour que les chimpanzés travaillent en étroite collaboration.

Chez adam Smith, *Le sentiment d'injustice* trouve sa contre-partie dans la **jurisprudence naturelle**, qui sont *des règles qui émergent involontairement de nos réactions dans des contextes particuliers, avec un développement imprévisible.* L'établissement des arbitres et des juges serait apparu ainsi, pour résoudre des conflits et il a été intégré dans **les coutumes locales**. *La coutume* est donc *un mode inconscient et involontaire de formation du droit,* à la différence du *droit positif,* qui serait *conscient, objet de délibération et volontaire.* « *La loi commune* » a consisté à rassembler les diverses traditions, afin d'établir un ensemble de références valables

pour l'ensemble du pays. *Ce droit, créé par les juges et non par la loi, formé à partir de cas concrets de préjudices, issu de la pratique et de l'expérience réflexive des magistrats,* donne la *primauté aux précédents jurisprudentiels*. La préférence de Smith pour *la jurisprudence*, et ses critiques par rapport aux dangers d'abstraction et de rigidité, inhérents au droit écrit, ne signifie pas que l'on puisse désormais se passer de ce dernier. Comme pour tout exercice du pouvoir, *le judiciaire gagne à être limité par le législatif. La loi écrite et formelle* présente un raffinement par rapport au droit ancien, en introduisant *le débat parlementaire et la critique systémique des juristes,* afin d'établir des **règles d'équité** pertinentes, approuvée par une majorité, et cohérentes entre elles.

Jean **Carbonnier** (1995, 1978) notait que *le droit n'est pas cet « Absolu » dont certains rêvent.* Dans l'hypothèse où le droit formel serait écarté, le terrain sera occupé et il est peut-être même déjà occupé d'avance, par d'autres systèmes de régulation sociale, la religion, la morale, les mœurs, l'amitié, l'habitude. Si le droit est dérivé de l'éthique, la relation inverse n'en est pas moins également présente. **L'infra-juridique** constitue un lieu de confrontation, de débat, d'affrontement entre droit spontané et droit imposé et, à ce titre, dégage un champ de transformation permanente de l'un en l'autre.

Max **Weber** (1995) cherchait à comprendre *le sens de l'agir multiforme de l'humain*. Le critère entre droit et non droit se situe dans l'existence ou non de contrainte physique ou psychique exercée par des personnes spécifiques, qu'il appelle le personnel du droit. *La présence de règles du jeu, de règles codifiées, de règles de droit oriente l'action des individus, plutôt qu'elle ne la détermine. L'individu s'y soumet rarement par simple respect du devoir, mais il en tient souvent compte dans ses attentes concernant l'action des autres. Le passage de la coutume à la convention*, a supposé un changement de référence, de celle de la conformité d'un mode d'agir habituel à la conception du caractère obligatoire de modes d'agir déterminés devenu habituels. Ce serait pour accentuer le poids de l'injonction, avec les menaces d'une punition post-mortem, que les métaphysiciens et les théologiens ont fait intervenir « la Raison Divine », issue de supposées « révélations charismatiques », qui ont été *routinisées*. Les philosophes « rationalistes » l'ont « sécularisé » à travers une morale et une judiciarisation immanente. Weber a décrit « cette Rationalisation du droit Moderne », à différents niveaux : généralisation, systématisation, construction de concepts juridiques, solution logique des problèmes par application de principes, rigueur déductive... ainsi que sa spécialisation et sa bureaucratisation (avec la régularité des formes d'action, l'impersonnalité des règles, la soumission à l'autorité légale...). Le « juriste bureaucrate » est l'instrument d'une machine, tout comme « l'ascète puritain » se faisait instrument de « Dieu » afin de dominer « rationnellement » le monde. La rationalisation du droit a fourni un terrain

favorable à deux phénomènes : l'expansion de la bureaucratie étatique et le développement technocratique du capitalisme, suscitant à la fois une convergence autour du calcul utilitariste et des conflits de prédominance entre eux. Mais ce droit « rationaliste », s'il peut servir à justifier le pouvoir au sein de l'entreprise, n'est guère compatible avec le marché qualifié d'« irrationnel », de même, s'il est mobilisé pour faire la promotion des valeurs abstraites et formelles de la bureaucratie d'Etat, il est particulièrement rétif à intégrer les modalités libérales, démocratiques et pluralistes. Weber se montre *sceptique* sur les capacités de prendre en compte les consommateurs et les citoyens par « la Raison Moderne », trop fascinée par « les élites » et trop étrangère aux mœurs populaires. Le charisme et le décisionnisme d'inspiration nietzschéenne, lui apparaissent pouvoir déstabiliser le dogmatisme bureaucratique et technocratique de la domination rationnelle-légale. Weber appelle à une reformulation du droit, qui prendrait acte de « *la guerre des dieux* » avec l'impossibilité de choisir « rationnellement » entre des systèmes de valeur concurrents (Raynaud, 1987, pp.157, 205).

Aaron **Beck** (2010) a constaté que chaque personne dispose d'un ensemble de règles générales, qui encadrent ses réactions dans des situations spécifiques. Non seulement *ces règles guident les actions, mais aussi elles forment la base de leurs interprétations spécifiques, de leurs attentes et de leurs auto-injonctions.* Ces règles constituent non seulement *un code de conduite et de civilité,* mais aussi *un système de repères pour comprendre les situations de la vie*. *Ces règles sont en grande partie automatisées* et nous servent à adopter des comportements réguliers et prévisibles en fonction de situations analogues. D'où viennent ces règles : de l'observation d'autrui, tout autant que des expériences personnelles (Beck, ibid, p.42).

Si **le jeu** se manifeste chez les mammifères, notamment les dauphins, il semble que cela soit rendu possible par la relative immaturité des petits et la lenteur de leur développement. Pour karl **Groos** (1896, 1899, 1904) *« la jeunesse »* qui n'existe que chez les espèces élevées, a pour but de procurer à l'animal le temps nécessaire pour s'adapter à des devoirs complexes et qui ne sauraient être accomplis par l'instinct seul. » On peut en effet observer que les jeux des jeunes animaux consistent le plus souvent à exercer une activité motrice ou à mimer les adultes : chasses, combats, comportements sociaux... *Dans le jeu humain, les règles sont les conventions adoptées par les joueurs et qui définissent le jeu. Le respect des règles* est déjà une forme de *coopération.* Edward **Hall** (1971) évoque le problème d'appropriation de l'espace, celle du territoire de tout être vivant, animal ou humain, de l'espace nécessaire à son équilibre. On peut distinguer un certain nombre de ces distances chez les animaux : les distances inter-individuelles, sociales et entre les différentes espèces, avec les distances de plus ou moins grande familiarité, la distance critique et la distance de fuite. La fuite est un mécanisme de survivance des animaux dotés

de mobilité. Hall a remarqué que chez les humains, les distances deviennent culturelles. **La proxémie**, qui est la distance physique établie entre des personnes prises dans une interaction, varie selon les cultures considérées et les lieux où l'interaction se déroule. Chaque société a construit une manière de concevoir les déplacements du corps, les frontières de l'intimité, les conditions de la conversation, l'agencement des habitations... *L'appropriation de l'espace* est un enjeu social important, qui suscite le sentiment d'injustice et des revendications à une plus juste répartition. Les rencontres interculturelles peuvent être sources d'incompréhension proxémique, de conflits, de gags, mais aussi d'apprentissages mutuels sur les distances à tenir. La proxémie *s'apprend notamment par le jeu*. Les règles ne sont pas souvent explicitées, elles doivent être découvertes à travers les situations vécues. D'une manière plus globale, l'appropriation des biens, de la nourriture, des objets (symboles, armes, outils, parure...), des végétaux, des animaux, des territoires..., varient suivant les cultures, les modes de vie : communautaires/sociétaux, nomades/sédentaires, et suivant l'organisation économique dominante : pêche-chasse-cueillette/ élevage/ Agriculture/ Commerce/ Artisanat-industrie/ Services... L'organisation des sociétés est productrice de conflits de valeurs alimentant le sentiment d'injustice, avec des contestations, des révoltes et des guerres, amenant l'instauration de nouveaux rapports de force et des règles pour les stabiliser plus ou moins provisoirement, jusqu'à la crise suivante. *La complexification des civilisations humaines nécessite donc un long apprentissage* par rapport aux autres espèces, voire *un apprentissage tout au long de la vie.*

Le jeu est un processus d'apprentissage. Chaque jeu est une « *institution* », limitée dans le temps et limitée aux joueurs de la partie. Il institue un espace de liberté au sein d'une *légalité particulière définie par la règle du jeu*. Il tient une place importante dans la formation morale de l'enfant, son rapport à la règle, comme aux valeurs d'égalité et de justice. Le jeu est une reprise symbolique de ce qui se passe dans la réalité. Mais la capacité à s'investir dans le « *comme si*... » du jeu va de pair avec une capacité de distinguer le littéral du métaphorique : pour que le jeu existe, il faut qu'il reste un certain écart entre réalité et fiction. **Les jeux pédagogiques** contribuent à l'acquisition de connaissances ou de compétences. Si dans *les jeux de compétitions*, la motivation de gagner renforce l'attention, *la participation* par elle-même apporte une reconnaissance et le produit des interactions. Les jeux de société socialisent les enfants, qui apprennent à respecter **une règle commune**. On constate également que les jeux de société promeuvent *l'esprit de coopération.* **Les jeux coopératifs** visent à parvenir à un objectif commun en contribuant à faire comprendre la valeur de *la collaboration* et en préparant au *travail en équipe,* si important dans la vie adulte. On note l'utilisation fréquente dans *la formation tout au long de la vie* des adultes, des *jeux de rôles ou de simulation*, qui mettent les participants dans des situations proches de situations de travail réelles et leur

permettent d'expérimenter, d'observer les autres et de s'observer, d'explorer des situations particulières et de nouveaux scénarios.

Dans le jeu, les règles conditionnent la stratégie des acteurs, mais sont en retour aussi conditionnées par celle-ci. Le jeu n'est ni l'effet d'une programmation anonyme, ni le produit d'une volonté souveraine. Comme *espace de créativité*, il manifeste l'effet de l'intentionnalité du sujet, largement imprévisible, par rapport à la rigidité d'une convention. Le jeu social, économique et juridique se développe *entre l'ordre et le désordre.* Le système juridique est animé d'un jeu qui, impliquant l'intervention de joueurs qui ne sont pas exclusivement son propre produit, mais participent à d'autres jeux sociaux, se modifie nécessairement sous l'action de son environnement, comme si, à l'échelon du social global, **le jeu du droit** n'apparaissait que comme un scénario particulier ou comme une péripétie singulière d'une stratégie d'ensemble (Kerchove, Ost, 1988, pp.158, 159).

Renato **Treves** (1995), remarquait que la règle morale devient règle de droit seulement quand celle-ci réussit à être comprise et adoptée par un grand nombre d'individus et quand chez eux la conviction de *l'exigence de sanctionner la règle*, l'emporte. Toutefois, les règles de droit apparaissent moins comme des impératifs, que comme des *instruments de direction des conduites humaines, qui donnent aux intéressés la mesure de leur possibilité juridique d'action selon les circonstances.* Le recours au droit suppose, dans la résolution des conflits, *la renonciation à l'usage de la violence privée.* Le traitement juridique des conflits offre un large éventail de possibilités, qui *vont des dispositifs les plus légers, les plus rapides, les moins coûteux en personnel et en procédures, les plus proches de la vie ordinaire, aux dispositifs plus lourds, plus lents, plus onéreux pour la société et plus spectaculaires.* Vouloir Traiter de nombreuses affaires avec un dispositif trop important, mobilisant beaucoup d'acteurs, entraîne des retards, des coûts, des traitements parfois précipités, des frustrations... Les règles fournissent une stabilité sur le plan des attentes et les efforts visant à les modifier peuvent rapidement réduire cette stabilité. En outre, les règles opérationnelles sont généralement plus faciles à modifier que les règles du choix collectif, qui sont elles-mêmes plus faciles à changer que les règles du choix constitutionnel (Ostrom, 2010, P.71) Différents modes intermédiaires existent entre l'accord trouvé par deux personnes d'elle-même, pour résoudre un différent et la mise en scène d'un procès au tribunal : comme *la négociation, la médiation, la conciliation, l'arbitrage, la justice de proximité.*

La négociation est *la recherche d'un accord, centrée sur des intérêts matériels ou des enjeux quantifiables entre deux ou plusieurs interlocuteurs.* Cette recherche d'accord implique la confrontation d'intérêts incompatibles sur divers points, que chaque interlocuteur va tenter de *rendre compatibles par un jeu de concessions mutuelles.*

Le négociateur est de parti pris. Il représente les intérêts d'une partie. Ce qui implique que le négociateur va chercher à aboutir à une solution donnant satisfaction à la partie qu'il représente. La négociation peut aboutir à un échec ou à un accord. Dans ce dernier cas, une négociation qui se déroule *en mode coopératif* conduit généralement à *un accord dans lequel les deux parties s'estiment gagnantes.* En revanche, si la négociation se déroule *en mode compétitif ou distributif*, l'accord risque d'être gagnant-perdant et instable, voire perdant-perdant.

Toute négociation conçue selon *une logique systémique* cherche à passer d'une logique d'adversité à une *logique de partenariat*, elle comporte généralement 4 étapes :

- cadrer la situation de négociation,
  - Engager un échange convivial,
  - Apporter les informations sur le contexte,
  - Présenter un objectif commun et s'assurer qu'il est bien compris de tous,
  - Proposer une méthode et vérifier qu'elle est bien acceptée (bouclage),
- Explorer et recueillir les informations sur les objectifs spécifiques et les enjeux,
- Prendre position, négocier,
- Conclure.

La médiation est une pratique qui vise à définir l'intervention d'un tiers pour faciliter le règlement d'un litige. Elle implique *l'intervention d'un tiers empathique, impartial, indépendant : le médiateur,* lequel est un intermédiaire dans les relations inter-personnelles. *Le médiateur favorise l'émergence d'une solution commune.* Le médiateur n'est d'aucun parti pris. Il accompagne la réflexion des deux parties en leur permettant de trouver un accord. Cet accord est défini de plusieurs manières, soit en s'inspirant des approches de *négociation gagnant-gagnant*, ou selon les principes de *la négociation contributive*, ou encore en cherchant la solution *la plus satisfaisante possible*, voire *la moins insatisfaisante possible* entre les parties. La médiation est un processus de règlement des différends, qui laissent les parties seules décisionnaires de l'accord, qui résultera de leur discussion animée par le médiateur. *Elle vise un accord durable basé sur l'engagement et la qualité relationnelle. L'accord suppose un effort sincère de reconnaissance à la fois des personnes et des intérêts respectifs, comprenant l'anticipation des risques de ruptures de l'accord, des difficultés rencontrées pour son application, avec, parfois, la prévision d'un possible retour en médiation.* La médiation consiste à étendre l'exercice de la liberté contractuelle et relationnelle au-delà des conflits.

Les avantages de la médiation :

- la médiation en appelle à la responsabilité personnelle et la liberté de

consentement de chaque partie,

- les parties définissent les modalités de la médiation, avec le médiateur auquel elles confient la responsabilité de la garantie de son bon déroulement,
- elle s'adapte aux différents contextes,
- elle est un huis-clos : un processus confidentiel auquel les parties et le médiateur s'engagent,
- elle est économique, en temps et en argent : *moins coûteuse et aléatoire qu'un rapport de force ou une procédure judiciaire,*
- elle s'inscrit dans la réalité relationnelle : prise en compte du caractère durable ou non durable des relations entre les parties,
- elle intègre la réflexion et *la créativité* de chacun, ouvre à un esprit de contribution pour la résolution des différends et des problèmes,
- elle a des avantages qui dépassent la situation en cause : permet d'examiner les aspects d'un différend et d'anticiper les risques inhérents à la mise en œuvre de l'accord,
- elle va de la qualité relationnelle à la négociation : intègre un processus créatif ;
- elle va jusqu'à la conclusion d'un accord ;
- le médiateur présente des garanties professionnelles

La conciliation peut être prévue par un accord d'entreprise ou par une convention collective, sinon elle est de nature réglementaire. Les parties comparaissent devant une commission composée de représentants des employeurs, des salariés et des pouvoirs publics en vue de trouver un accord. La conciliation est aussi proposée aux entreprises ayant échoué dans leurs négociations avec une autre entreprise. Dans ce cas, *le conciliateur* est rémunéré par l'entreprise débitrice et ses honoraires sont validés par le président du tribunal concerné. A l'issue de la conciliation, un procès verbal est dressé constatant l'accord ou le désaccord partiel ou total des deux parties. Lorsque les intéressés se trouvent devant lui, le cas échéant accompagnés d'une personne de leur choix, hors la présence de tout public, le conciliateur les écoute successivement et tente par un dialogue approprié de les amener à dégager la solution qui paraîtra la meilleure". Les éléments caractérisant la conciliation sont, outre *la nécessité de respecter le principe du contradictoire, de rechercher un compromis dans le cadre de débats confidentiels* dans lesquels le conciliateur devra adopter un *comportement impartial*. A l'issue d'une conciliation réussie, le conciliateur rédige - obligatoirement s'il est saisi par le juge d'instance, facultativement en cas de saisine par les parties sauf en cas de renonciation à un droit - *un constat d'accord*, établi en autant d'exemplaires que de parties, et signé par les parties et le conciliateur. Un exemplaire est transmis au juge d'instance qui y appose la *formule exécutoire* - obligatoirement s'il a saisi lui-même le conciliateur et

facultativement en cas de saisine directe du conciliateur par les parties : le constat d'accord acquiert alors valeur de jugement.

L'arbitrage est un mode de résolution des conflits dans lequel *un arbitre* intervient pour prendre des décisions qui engagent les deux parties, qui font appel à ses services. C'est un mode non étatique de règlement des litiges. Le tribunal arbitral composé d'un ou plusieurs arbitres (en général trois). L'arbitre est un véritable juge, dont la décision s'impose aux plaideurs. La sentence arbitrale doit être écrite et doit contenir un exposé succinct des prétentions respectives des parties et de leurs moyens de droit. La sentence doit être *motivée en équité*, lorsque les arbitres statuent en « *amiables compositeurs* » ou *en droit*, lorsque les arbitres statuent en droit. *La sentence arbitrale* est dotée de l'autorité relative de chose jugée entre les parties, et peut être opposée aux tiers. Toutefois, la sentence arbitrale est dépourvue en tant que telle de force exécutoire. Seule une décision d'« exequatur » émanant du tribunal de grande instance peut conférer la force exécutoire nécessaire à l'exécution forcée d'une sentence arbitrale.

Les avantages de l'arbitrage :

- la confidentialité,
- la rapidité,
- le coût. Certes dans la justice étatique, on ne paie pas les juges, alors que dans l'arbitrage, il faut le plus souvent payer les arbitres. Si Leurs honoraires sont élevés, ils sont sans rapport avec les enjeux des litiges moyens ou grands,
- *la technicité des arbitres d'origine juridique*; dans la pratique, beaucoup d'arbitres sont des juristes de très haut niveau.

La justice de proximité. L'audience du juge de proximité est à juge unique et se tient au siège du tribunal d'instance. *Le juge de proximité*, sauf exception, n'est pas magistrat de formation mais est recruté dans la société civile parmi des praticiens du droit et selon des critères définis par la loi. Le juge de proximité se prononce après avoir cherché à concilier les parties (procès verbal de conciliation ou de non-conciliation), et toujours après un débat public et contradictoire. Il rend ses décisions en toute indépendance. En cas de difficulté, le juge de proximité a la faculté de renvoyer l'affaire devant le juge d'instance, qui statue à sa place. Le dispositif prend sa place dans l'espace juridictionnel français, en déchargeant significativement les tribunaux d'instance d'une partie de leur contentieux et en contribuant à rendre la justice plus accessible et plus compréhensible aux citoyens. La création des Juridictions de Proximité va dans le sens d'*une réappropriation de la justice de la République par ses citoyens,* à l'instar de ce qui existe aujourd'hui dans la plupart des démocraties modernes, où les juges professionnels n'interviennent que dans les affaires contentieuses nécessitant la mise en œuvre d'une justice "spécialisée".

Les sources les plus importantes du droit sont : *la coutume, la jurisprudence, la loi, la Constitution, les textes internationaux, la doctrine ou recherche juridique.*

La coutume naît de *pratiques spontanées* et parfois aussi *délibérées*, qui prennent force obligatoire par la constance de leur respect. Elle a souvent des origines anciennes ou prétendues telles. Elle résulte d'une longue suite d'actes constamment répétés, qui ont acquis *la force d'une convention tacite et commune*. *La rédaction des coutumes* intervient quand une civilisation accorde à l'écrit une valeur plus grande qu'à l'oral. Cette rédaction a pour conséquence de *dégager la règle de droit de la règle morale*, à laquelle elle était étroitement mêlée dans la coutume.

La jurisprudence vient du mot latin « jurisprudentia », qui fait référence au droit écrit des « douze tables » et du droit prétorien, qui visait à seconder, suppléer ou corriger le droit civil en raison de l'utilité publique. Elle désigne aujourd'hui, l'ensemble des décisions de justice relatives à une question juridique donnée, on peut la considérer comme une sorte d'*atelier de fabrication du droit*, ou comme *un terreau de solutions juridiques*. La jurisprudence peut être définie comme « *l'habitude de juger des tribunaux* ». Dans la tradition de « *common law* », la jurisprudence est une source importante du droit et elle lie les juges dans l'avenir. Le juge n'interprète pas la règle de droit pré-établie, mais recherche, à partir de la méthode retenue par un juge dans une affaire similaire, la solution adaptée au litige qu'il rencontre. La solution qu'il dégage pourra alors à son tour constituer une nouvelle référence. **La règle du précédent** ou « *stare decisis »* (en latin : rester sur la décision) est une règle de droit qui veut que les tribunaux rendent des décisions conformes aux décisions antérieures. La jurisprudence, c'est l'accumulation des décisions (les précédents), et en particulier, les motivations (ratio decidendi), que les juges en donnent qui servent de références aux tribunaux. On parle de « case law », loi issue des jugements. Le droit jurisprudentiel possède un avantage sur la législation, parce qu'*il se forme sur la base de cas concrets et ne parvient à la généralité qu'après de longues tentatives expérimentales, de preuves et de contre-preuves, qui permettent de parvenir à l'élaboration d'un principe satisfaisant* (Beaudet, 2002, p.94). *La fabrication des jugements* n'est pas un processus automatique, qui se servirait du poids des décisions accumulées, mais *un travail cognitif de tri parmi les solutions déjà prononcées et enregistrées, pour trouver celles qui projettent adéquatement leur force directive dans le futur et conviennent ou inspirent la résolution du cas présent* (Assier-Andrieu, 1996, p.208). Le juge à la cour suprême fédérale oliver **Holmes** (1881), témoignait que la vie du droit n'a pas été la logique, elle a été *l'expérience*, en fonction des nécessités du temps, avec les « préjugés » que les magistrats partagent avec leurs concitoyens. Le magistrat américain revendique la faculté judiciaire de combler le hiatus existant entre la

norme et le cas, selon sa conception de l'intérêt collectif ou de la justice sociale, autrement dit *selon une vision subjective, contrôlée par l'éthique et la déontologie. La sagesse du juge local*, c'est *sa conscience et sa prudence*, *sa maîtrise des équilibres communautaires et le caractère mesuré de ses opinions* (Assier-Andrieu, ibid, p.214, p.240). L'habitude n'exclut toutefois pas *un revirement de jurisprudence,* c'est-à-dire un tournant dans l'interprétation d'un point de droit, principalement par les juridictions suprêmes (comme la Cour de cassation et le Conseil d'État en France). Le revirement peut également provenir d'un nouveau courant d'interprétation des juges, que les juridictions supérieures consacrent lorsqu'elles sont saisies. La jurisprudence est constituée d'abord des décisions rendues par les hautes cours de Justice, mais aussi, avec un moindre poids, de celles rendues par des cours de rang inférieur. Quand un juge d'une cour suprême donne son avis, il a bien plus de valeur qu'une décision de première instance. Aux Etats-Unis, les décisions antérieures de « la Cour suprême » s'imposent en principe à toutes les autres cours, qu'elles soient fédérales ou relèvent d'un État. En Grande-Bretagne, le parlement peut, par une nouvelle loi, mettre fin à une jurisprudence qui lui déplait. Lorsqu'aux Etats-Unis, « *la Cour suprême* » justifie sa décision non sur une loi, mais sur « *la Constitution* », *seule une modification de « la Constitution » permettrait de revenir dessus.* Dans tous les cas, la nouvelle décision forme *un nouveau précédent,* qui efface la jurisprudence antérieure et s'impose aux cours inférieures.

En France, malgré sa faible reconnaissance, la jurisprudence est souvent implicitement présente comme référence. Si la solution adoptée par la Cour de cassation dans une affaire ne contraint pas les cours d'appel et les tribunaux à statuer d'une manière identique dans des affaires similaires, toutefois, il demeure que les arrêts de la Cour de cassation, et particulièrement ceux qui font l'objet d'une publication au Bulletin des Arrêts, *marquent une tendance qui est généralement suivie par les juridictions de fond pour éviter la multiplication des recours et notamment des pourvois en cassation*.

L'on pourrait énoncer trois critères théoriques, à l'origine de la formation de la jurisprudence :

- La formulation de la décision : une décision peut faire jurisprudence grâce :
  - à la fermeté du principe : si la formulation de la décision se voit être générale et brève ;
  - à la nature de la juridiction ayant rendu la décision : par exemple, une décision émanant d'un Tribunal d'Instance sera beaucoup moins importante que celle émanant de la Cour de Cassation du pays ;
  - au nombre de décisions similaires rendues par la ou les Cours supérieures (telles la Cour de cassation ou la Cour suprême dans divers pays).
- La constance de la décision : la répétition d'une décision.

- La publicité de la décision : la publication de la décision. En effet, la jurisprudence n'aurait pas sa valeur, sans *la reconnaissance de la communauté des juristes.*

On dit alors qu'*une décision « fait jurisprudence »*. Force est de constater que la jurisprudence joue un rôle de plus en plus important dans le droit contemporain, au fur et à mesure que la loi devient plus complexe, qu'elle suscite des conflits d'interprétation et un besoin de s'appuyer sur l'expérience juridique, mais aussi dans la pratique, quand le juge est appelé à suppléer les carences de la loi. La jurisprudence peut servir de laboratoire pour préparer de solutions législatives plus pertinentes.

La loi (du latin *lex, legis* qui signifie *loi*) a désigné longtemps, durant notre passé « hétéronome », notamment dans les aires judéo-chrétiennes-musulmanes, une « règle juridique suprême », émanant de « la divinité », sacralisée, objet de culte, absolutiste. La loi du souverain (roi, empereurs) se prétendait en être une émanation. Elle devient le privilège de ceux qui sont autorisés par le pouvoir à interpréter « les commandements divins, les textes sacrés, les hadiths...). En France, les législateurs de « la Révolution » ont substitué à la souveraineté du dirigeant, celle du peuple et son abstraite et supposée « volonté générale ». Dans cette perspective de « *sécularisation* », la loi « transcende » les humains et leur échappe, elle est placée sous le contrôle de juristes-philosophes-législateurs, présentés comme possédant la clair-voyance de « l'Intérêt général » et exerçant une sorte de dictature sur la société. La fonction judiciaire de *régulation de la société* par les humains eux-mêmes est dévalorisée par rapport à cette fiction, elle est placée sous tutelle et ne peut pas manifester ses compétences de création du droit (Assier-Andrieu, ibid, p.229).

Dans une « *démocratie représentative* », la perspective est différente, les humains ont *la responsabilité autonome de « s'auto-organiser »*, mais ne pouvant pas tous participer à la construction de la loi, *ils élisent des représentants* pour le faire à leur place. Les Lois sont tous les textes adoptés par les parlementaires en assemblée : sénateurs, députés, représentants du peuple et donc titulaires du pouvoir législatif, ayant le pouvoir de discuter, de voter et d'édicter les lois ; ou par l'ensemble des citoyens. Les lois doivent *respecter « la Constitution » et les traités internationaux*. Les législateurs n'ont d'autorité qu'à la hauteur de leur succès pratique à effectivement organiser une société convenable pour les habitants du lieu, c'est-à-dire une autorité limitée aux *décisions évaluables et révisables*. La procédure législative comprend habituellement quatre grandes phases :

- *initiative*, qui peut venir du pouvoir exécutif ou du pouvoir législatif lui-même,
- *Discussion et débat* qui peuvent s'accompagner d'enquêtes et de débats au

sein de l'opinion publique,

- *adoption du texte par vote majoritaire des parlementaires* (dans chaque chambre en cas de bicamérisme) ou par le peuple par référendum,
- *promulgation* et *publication* au journal officiel.

Entre l'adoption et la sanction ou la promulgation peut intervenir un *contrôle de constitutionnalité* (facultatif ou obligatoire selon les circonstances).

Le principe de « *séparation des pouvoirs* » stipule que *les pouvoirs publics doivent être séparés, attribués à des organes distincts, doivent se contrôler et s'équilibrer l'un l'autre (checks and balances). Ainsi, le pouvoir d'édicter des règles (pouvoir législatif) est confié aux parlementaires, le pouvoir de les faire exécuter (pouvoir exécutif) appartient à un président ou à un premier ministre.* Charles-louis **Montesquieu**, dans « *De l'esprit des lois* » (1979, 1748), y a adjoint *le pouvoir judiciaire, c'est-à-dire le pouvoir d'appliquer la loi, dans les cas particuliers.*

La Constitution est *un texte qui fixe l'organisation et le fonctionnement d'un organisme, généralement d'un Etat. La Constitution a valeur de « Loi Supérieure » qui unit et régit de manière organisée l'ensemble des rapports entre gouvernants et gouvernés au sein de cet État. La Constitution garantit les droits et les libertés de la communauté humaine concernée.* Il est entendu que l'histoire politique la précède et peut lui conférer à la fois sa légitimité circonstanciée et la permanence de son autorité. *La Constitution est un acte juridique*, le plus souvent concrétisé par un ou plusieurs documents écrits. Le principe de constitutionnalité indique que la Constitution est « le principe suprême du droit d'un État » et que son respect, obligatoire et nécessaire, est assuré par « *une cour constitutionnelle* », que ce soit un « *Conseil constitutionne*l » comme en France ou une « *Cour suprême* » comme aux États-Unis. Toute Constitution se doit de contenir :

- d'une part, l'ensemble des règles qui organisent les pouvoirs publics et leurs rapports entre eux (parlement, président, gouvernement...),
- d'autre part, les libertés publiques, qui sont accordées à toute personne résidant sur le territoire ou ressortissante de l'État concerné. On retrouve le plus souvent dans cette dernière catégorie des droits ou libertés, tels que la liberté d'aller et venir, la liberté d'expression...

Une constitution comme celle des Etats-Unis intègre explicitement, parmi les critères de validité juridique ultimes, des principes de justice et la référence à des valeurs morales positives (kerchove, Ost, 1988, p.181).

Les textes internationaux, à savoir les traités ou accords régulièrement ratifiés ou

approuvés ont, d'après l'article 55 de la Constitution française, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie. La spécificité du traité de Rome et de l'Acte unique de Maastricht est d'avoir opéré un transfert de souveraineté, d'avoir institué un ordre juridique propre intégré au système juridique des Etats membres, lors de l'entrée en vigueur du traité et qui s'impose à leurs juridictions. Ils ont institué une communauté de durée illimitée, dotée d'attributions propres, de la personnalité, de la capacité juridique, d'une capacité de représentation internationale et plus précisément de pouvoirs réels issus d'une limitation de compétences ou d'un transfert d'attributions des Etats à la Communauté Européenne.

La doctrine ou recherche juridique, c'est l'ensemble des opinions (écrits, commentaires, théories...) données par les universitaires et autres juristes. Ses critiques peuvent également inspirer les législateurs et la jurisprudence. En ce sens, elle est *un conseil juridique*. « La doctrine » a réellement pris sa place à l'époque romaine avec *les plaidoyers de jurisconsultes* comme **Appius Claudius**, homonyme du decemvir du siècle précédent (Mougel, 2004, p. 193). Tout d'abord, elle vise à la *transmission du savoir juridique*, en forgeant les juristes de demain ou, en formation continue, en renforçant la connaissance du droit par les professionnels. *Le travail de la doctrine, c'est la critique, la clarification conceptuelle, la recherche de davantage de cohérence entre les textes de droit et du système juridique, les efforts de synthèse, la réflexivité, l'invention, l'imagination novatrice. L'interprétation de la règle de droit* ne se réduit pas à l'application mécanique de règles, l'incertitude qui affecte à la fois la formule légale, caractérisée par **sa polysémie** et **sa texture ouverte**, avec *l'intention du législateur*, parfois non accessible, souvent obscure, ou contradictoire, ne saurait être levée par le seul recours à des maximes pré-établies. Un choix réel s'offre à l'interprète. Contre « la dogmatique classique », qui entretient l'illusion de la sécurité juridique, que conféraient « l'unicité et la clarté du sens de la loi » - l'irréductible indétermination fait que *l'interprétation est affaire de choix politique et éthique.* On a pu constater que la compréhension littérale ou l'observance à la lettre d'un règlement ou du droit peut constituer une façon très efficace de ne plus « jouer le jeu », comme c'est le cas, par exemple, dans la grève du zèle ou l'abus de droit. Dans les cas difficiles, les juges ont besoin de faire appel à des solutions, qui ne dérivent pas nécessairement de règles, appartenant au système juridique. Ces règles alternatives, s'opèrent en marge du droit et parfois même contre elles. La doctrine participe à une **systématisation interne et externe du droit**, ainsi qu'à une **casuistique**, avec les apports de **l'interdisciplinarité** et de **la trans-disciplinarité** (Kerchove, Ost, 1988, p.130, pp.137, 147). L'enseignement du droit et la recherche en *ingénierie juridique* favorisent aussi *l'amélioration de la technicité du droit*. La jurisprudence, comme appareil de production, de sélection, de mémorisation et de transmission du droit, s'enrichit au contact de *la réflexivité de la doctrine, voire des*

doctrines en débat. Tout cela peut contribuer à des *revirements de jurisprudence*.

L'organisation judiciaire est variable selon les pays, leurs traditions, leur culture, leur organisation politique... *La* « *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme* » consacre *les principes de l'égalité devant la loi, de la présomption d'innocence, le droit de toute personne à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial et toutes les garanties nécessaires à la défense de toute personne accusée d'un acte délictueux.* Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques proclame en outre *le droit de toute personne accusée d'une infraction pénale à être jugée sans retard excessif et son droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi.* Il est stipulé pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement *qu'une personne détenue a le droit d'être assistée d'un avocat ou de communiquer avec lui et de le consulter.* En ce qui concerne le traitement des détenus, il est recommandé notamment *que les prévenus en détention bénéficient d'une assistance juridique et puissent s'entretenir confidentiellement avec un avocat.* La protection adéquate des libertés et des droits humains, qu'ils soient économiques, sociaux et culturels ou civils et politiques, dont toute personne doit pouvoir jouir, exige *que chacun ait effectivement accès à des services juridiques fournis par des avocats indépendants.*

L'organisation juridictionnelle nationale française a souhaité mettre en œuvre certains principes inhérents à une idée du procès, respectueuse des libertés constitutionnelles, prenant ainsi en compte la possibilité de *faire appel, la collégialité des juges* qui rendront une décision, *la rapidité du jugement, l'appel aux citoyens* pour les jurys des assises. Ces principes ont été complétés, précisés et sanctionnés par « l*a Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales* », signée en 1950 et en vigueur depuis 1953, qui défend des droits civils et politiques inhérents à la personne humaine. Ces principes résultent d'une évolution historique : c'est notamment le cas du *principe de la séparation des pouvoirs*, ou de *l'établissement du contrôle de constitutionnalité des lois* par le Conseil Constitutionnel. L'article 6 de la « Convention Européenne des Droits de l'Homme » (C.E.D.H.) dispose que *tout citoyen a droit à un procès équitable.* La Justice française a plusieurs fois été condamnée par « *la Cour Européenne des Droits de l'Homme »* pour violation de cet article. Le justiciable doit pouvoir revendiquer l'indépendance des magistrats qui sont amenés à intervenir. La Cour européenne estime, depuis « l'arrêt *Beaumartin* de 1994 », qu'« *est indépendant le juge qui n'a pas besoin pour rendre sa décision de prendre conseil auprès du pouvoir exécutif »*.

Dans certains types de litiges, la loi ou la réglementation dispose que le tribunal du premier degré rend une décision en premier et dernier ressort. Ce jugement ne peut donc être susceptible d'appel. Le principe du *double degré de juridiction* offre la possibilité qu'une affaire soit jugée deux fois, en fait et en droit. Un tel système peut permettre de *limiter les erreurs judiciaires et l'étendue du pouvoir des juges. Il offre aussi aux parties la possibilité de présenter une meilleure argumentation*, qui présentera l'avantage donc d'être plus précise en appel qu'en première instance.

Selon les juridictions, les magistrats du siège (ceux qui jugent) pourront être en formation collégiale (3 ou 7 juges) ou bien à juge unique (1 seul juge). L'enjeu de cette question est triple :

- *le coût* : une formation collégiale coûte plus cher qu'un juge unique,
- *la célérité* : une formation collégiale aura tendance à prendre plus de temps à juger qu'un juge unique,
- *la solennité* : un jugement rendu par une formation collégiale sera sans doute plus précis, plus justifié, plus solennel donc que lorsque le jugement est rendu par un juge unique.

Les débats d'un procès doivent être *publics*, mais ils peuvent connaître des exceptions comme par exemple concernant les témoignages de mineurs... Alors que dans les pays de « *common law* », notamment les pays anglo-saxons, on utilise largement **le système du jury**, en France, seules les juridictions criminelles que sont la cour d'assises, le tribunal criminel et le tribunal aux armées comprennent des *jurés populaires*. La cour d'assises se compose de « la cour proprement dite » (trois magistrats professionnels : un président ayant rang de conseiller à la cour d'appel et deux assesseurs) et d'un jury composé de jurés au nombre de neuf en première instance ou de douze en appel. L'accusation est soutenue par un magistrat du parquet appelé « avocat général » par référence aux magistrats portant ce titre à la cour d'appel.

Stephen **Breyer** (2005), juge à la cour suprême des Etats-Unis, estime que la représentation de la justice, du droit et de la démocratie est sous-tendue par **le modèle de la discussion et de la conversation.** *Le juge participe à cette conversation démocratique.* A travers les mœurs, la société s'exprime d'une manière moins formelle que par l'organisation judiciaire, mais n'en est pas moins digne de considération. La conception de *la liberté participative* remonte à *la démocratie athénienne,* où *les citoyens pouvaient participer aux affaires de la cité, exercer en commun le droit d'élaborer les lois, de veiller à leur respect et d'exercer la justice. Les démocraties représentatives ont besoin que les citoyens ne soient pas passifs et qu'ils puissent exercer une liberté active*. *Le libre échange des idées est en effet indispensable au bon fonctionnement de la démocratie.* **La « liberté active »** est

particulièrement menacée, quand le droit limite toute forme d'expression directement liée à *la formation de l'opinion publique*. Les personnes ont *besoin d'une information libre afin de prendre des décisions quant à leur propre vie*. L'objectif d'une « *liberté active* » exige que le processus décisionnel au niveau local soit effectué de manière à *favoriser une participation significative des citoyens aux affaires publiques.* Les droits comme la loi elle-même ne saurait jamais être définitivement fixés, ni figés, face à de nouveaux dangers et de nouveaux besoins émergents, les droits et la loi doivent pouvoir évoluer, s'enrichir, se préciser, se renouveler, innover. L'attention accordée aux conséquences des décisions, peuvent nous aider à savoir si nos interprétations font avancer ou non des objectifs démocratiques précis, ainsi que des objectifs constitutionnels plus généraux. Il est devenu nécessaire que *les Etats démocratiques protègent à la fois « la liberté individuelle des Modernes » et « la liberté participative des Anciens* ».

George **Homans** (1974) a souligné le fait qu'*il n'existe pas pour les humains de critère absolu permettant à un acteur de décider de la justice ou de l'injustice « en soi » du traitement qui lui est réservé.* C'est toujours en se comparant qu'on éprouve de l'injustice. Une conception du juste est *construite par l'expérience*. Dans un échange ou un processus de coopération, les contributions des acteurs ont le plus souvent diverses composantes. On distingue à ce égard des éléments de statut (sexe, ancienneté, nationalité, etc.), d'investissement (diplômes, expériences, etc.) et de prestations (productivité, qualité, etc.). Or, on ne dispose pas d'une valeur « fondamentale », acceptée par tous, qui puisse servir d'aune de l'excellence. *Les mérites sont pluriels et leur origine contestée* (Kellerhals, Modak, Perrenoud, 1997, p.15).

Le droit est amené à répondre à deux catégories d'exigences, à première vue contradictoires : celles qui tiennent compte du *fonctionnement du marché*, celles liées à *la solidarité*. *La loi du marché ne peut se passer de la loi juridique pour organiser les productions et les échanges.* Le marché ne peut fonctionner correctement que si « *la libre concurrence »* en est le principe, ce qui doit être protégé par un système de règles, de contrôles et de sanctions. La règle juridique doit assurer la solidité et le respect effectif des engagements contractuels, la transparence et la liberté des marchés, l'équité des transactions, la fiabilité et la stabilité des moyens monétaires d'échanges, le respect de la propriété des biens et des inventions, la sanction de la responsabilité indissociable de la liberté. Mais la fonction du droit ne s'arrête pas à faire respecter et à encadrer la loi du marché, sa réponse au sentiment d'injustice l'amène à *intégrer l'exercice concret de la solidarité entre les membres de la même société et l'intérêt collectif, distinct de la somme des intérêts particuliers. L'exigence de solidarité* conduit à solliciter l'ordre juridique pour que chaque membre de la société puisse *disposer des biens et des services*

nécessaires à sa survie, voire à son bien-être. Cette exigence suppose à la fois le libre accès aux biens et services et le secours aux plus démunis, qui se trouvent dans l'impossibilité de les acquérir. Cela suppose également le droit de pouvoir recevoir l'éducation, la formation et l'information, accéder à un emploi, bénéficier des soins..., qui lui sont nécessaires. De plus, l'intervention juridique permet de dépasser les intérêts individuels et de *défendre l'intérêt collectif*, en réglementant les échanges avec le monde extérieur, en permettant les investissements collectifs, la protection des intérêts non-marchand, l'essor de l'économie sociale et solidaire et l'économie publique (Beaudet, 2002, p.29).

Thorstein **Veblen** (1970) s'intéressa à la partie cachée de l'iceberg économique : **les motivations** des acheteurs. Considérant « la classe à l'abri des besoins matériels immédiats et de la contrainte du travail autre que souhaité », qu'il nomme « *la classe de loisir ».* Il y trouva la vanité et le désir de se démarquer de son voisin. Il note que par sa consommation, cette supposée « élite » gaspille du temps et des biens. Elle fait du gaspillage du temps, soit le loisir, et du gaspillage des biens, soit « la consommation ostentatoire », ses priorités. La consommation ostentatoire est une émission de signifiants de puissance. Il a mis en évidence un paradoxe : « plus le prix d'un bien augmente plus sa consommation augmente également ». Cet effet concerne avant tout les classes aisées, mais l'exemple des vêtements de marque auprès des jeunes moins favorisés est également une bonne illustration de *l'effet Veblen*. Veblen ne voit pas dans la bourgeoisie industrielle un moteur pour la société. Bien au contraire, ceux-ci vivent du succès de l'industrie, mais ils n'utilisent pas ces profits de manière socialement durable, c'est une classe de parasites ! Veblen est un économiste qui a tenté d'intégrer dans les sciences sociales les apports du darwinisme, tout en se démarquant radicalement du « darwinisme social spencérien ». Outre le darwinisme, Veblen a également puisé son épistémologie dans *le pragmatisme* américain, notamment celle de charles Peirce et s'est également appuyé fortement sur les apports de la psychologie sociale de son époque, telle qu'elle ressort des écrits de william James et de william McDougall. Veblen a créé le courant de pensée économique : « **l'institutionalisme** » américain.
John **Commons** (1950), à la suite de Thorstein **Veblen** pense que l'erreur de nombreux économistes a été d'ignorer l'importance de **l'action collective** en se focalisant uniquement sur les actions individuelles. *L'économie doit s'analyser comme un processus, c'est-à-dire comme un système en transformation permanente et objet de tensions perpétuelles entre plusieurs logiques.* Il s'agit pour lui de comprendre *comment les sphères juridique et économique s'influençaient mutuellement et le rôle que jouaient, dans ces rapports, les croyances et les valeurs humaines*. Ce sont ces logiques et les transformations qui en résultent qui doivent être analysées. Il a mené des recherches empiriques en droit, dans des buts pratiques et professionnels, afin de promouvoir des réformes législatives. Il a

introduit deux concepts clés : « **les institutions** » et « **les transactions** ». « Les institutions » sont définies comme "*les actions collectives dans le contrôle, la libération et l'expansion de l'action individuelle"*. Commons distingue alors *les institutions informelles* (la coutume) des *institutions formelles* (les organisations telles que l'État, l'entreprise ou les syndicats). « *La transaction* » désigne *l'interaction par laquelle deux ou plusieurs individus s'échangent des droits de propriété et des libertés d'action*. Il explique comment *les tribunaux cherchent par leurs décisions à substituer à la valeur déterminée par l'automatisme du marché la valeur raisonnable,* qui *cherche à concilier pragmatiquement les intérêts et à arriver à l'équilibre entre les extrêmes*. La critique de l'asymétrie de pouvoir entre les employeurs et les employés, l'a conduit notamment à défendre l'idée d'un "capitalisme raisonnable", c'est-à-dire *un système économique où, tout en préservant le système d'allocation des ressources offert par le marché, les acteurs accepteraient de prendre part à des* **négociations** *pour définir des critères de répartition du revenu "raisonnable". Il attribue au droit les fonctions suivantes : le monopole légitime de la force, l'ordre constitutionnel du pouvoir, la régularité formelle et procédurale et enfin la distribution des ressources.* Il plaida la constitutionnalité de la loi limitant les heures de travail pour les femmes en se servant de recherches sociologiques et en utilisant des données tirées de statistiques américaines et européennes, de rapports d'experts, etc. (in Treves, ibid, p.125, 129).

Luc **Boltanski** (1991, 1990), un des représentants de **la sociologie pragmatique**, considère que c'est *l'humain qui fait la « société »* et non pas la société qui fait l'humain, il prend acte de *l'entrée en crise des catégories sociologiques usuelles* – classe sociale, statut, rôle, culture, société, pouvoir..., il invite à confectionner des *outils d'analyse prenant en compte une pluralité de modes d'engagement* des êtres humains et non humains, il pense que les acteurs peuvent *se rendre compétents* pour prendre position, juger, dénoncer, critiquer, en rendre compte... Il récuse à la fois, l'idée d'un « être de devoir », « rationnel et totalement autonome », indépendamment de toute circonstance empirique de l'action, et celle d'un « individu rationnel, calculateur utilitariste ». Aussi, préfère-t-il recourir à des notions comme celle d'« actants », de « personnes », qui peuvent être tout autant des personnes singulières que des objets, des entités morales et juridiques.

Il conteste deux types de modèles :

- Les modèles sociologiques expliquant la coordination entre les acteurs par la conformité à une norme qui s'imposerait à tous. Par conséquent, l'*ordre organisationnel ne peut découler ni d'un système transcendantal, ni de règles sociales réifiées ou de phénomènes purement culturels.*
- Les modèles économiques qui se centrent sur les rapports constitués au travers de l'échange et de la circulation des biens, qui sont des rapports de

force et de pouvoir, visant à accaparer les ressources rares.

À ces approches, ils substituent un modèle : « *l'économie des conventions* ». Celui-ci postule, que pour qu'il y ait échange, coordination, coopération entre des agents, il faut qu'il y ait des **conventions** entre les personnes concernées, c'est-à-dire *un système d'attentes réciproques entre les personnes sur leurs comportements.* Toute situation peut être analysée dans le cadre d'une **sociologie compréhensive**, en abordant *les représentations qu'en donnent les personnes*. Le chercheur se penche sur les compétences des individus à évaluer les situations à travers des *systèmes d'équivalence partagés*.

Il a présenté *une pluralité de référentiels* (de barèmes) permettant d'argumenter, d'établir des priorités, de mesurer des mérites, des créances, des droits, de clore la dispute. Il en a dégagé inductivement *six « cités » ou « mondes »*, présentant une certaine cohérence interne avec des distinctions significatives. Ces cités impliquent des *formes d'accords*, des objets sociaux différents, qui permettront de reconnaître la nature de la situation, et de savoir sur quel mode de résolution des conflits et des controverses, on peut se positionner :

- *La cité de l'inspiration*. Les objets valorisés sont ceux qui renvoient au génie créateur, aux innovations artistiques, techniques, scientifiques, institutionnelles...,
- *La cité domestique*. Les figures de référence sont celles de la famille, de la tradition et du changement des mœurs,
- *La cité de l'opinion*. Les objectifs visés sont la réputation, le renom, l'opinion de l'autre.
- *La cité civique*. L'intérêt collectif y prime sur l'intérêt particulier, avec la valorisation de la solidarité et de l'engagement pour le bien du groupe.
- *La cité marchande*. Au centre des préoccupations se trouvent les opportunités du marché et le succès dans la concurrence.
- *La cité industrielle*. La performance, la fiabilité technique et institutionnelle, la rentabilité... orientent le souci d'efficacité.

Michael **Walzer** (1997) dresse également le constat que *la société humaine est une communauté pluraliste de distribution.* Nous nous rassemblons pour partager, diviser et échanger. Nous nous rassemblons aussi pour fabriquer les choses qui sont à leur tour partagées, divisées et échangées, et la fabrication même, est distribuée parmi nous dans une répartition du travail. Ma place dans l'économie, mon statut dans l'ordre politique, ma réputation parmi mes pairs, mes possessions matérielles : tout cela me vient d'autres hommes et femmes. L'idée de **justice distributive** *se rapporte tout autant à la production qu'à la consommation, à l'identité et à la position sociale*

qu'à la terre, au capital ou aux biens qu'on possède. La multiplicité de biens correspond à *une multiplicité » de procédures distributives, d'agents et de critères.* Il n'a jamais existé de véhicule universel des échanges. Depuis qu'il est apparu, *le marché n'a jamais été, et n'est nulle part aujourd'hui, un système distributif complet.* De même, il n'y a jamais eu de point de décision unique à partir duquel les répartitions seraient contrôlées, ni aucun ensemble unique d'agents qui prennent les décisions. *Aucun pouvoir d'État n'a jamais été assez puissant pour réglementer toutes les formes de partage, de division et d'échange.* Enfin, *il n'a jamais existé d'unique critère ou d'unique ensemble de critères associés, pour évaluer toutes les répartitions.* Le mérite, le degré de qualification, la naissance, l'amitié, le besoin, le libre échange, la loyauté politique, la décision démocratique..., *chacun de ses critères a sa place parmi tant d'autres*.

En suivant jean **Kellerhalls** (1997), l'analyse de la genèse et des avatars du **sentiment de justice** montre que cette dernière ne peut que rarement consister en l'établissement d'un équilibre de choses inchangées ou en la simple mise en œuvre de l'égalité de traitement. Cela est plus aisé quand une seule ressource est en jeu et que les partenaires partagent la même identité. Dès que ces conditions ne sont plus remplies, en situation plus complexe, *le jugement de justice fait intervenir diverses attributions de causes, des définitions de priorité, des anticipations de conséquences, toutes opérations cognitives qui supposent des paris et pour lesquelles il faut argumenter, négocier.* Dire « le juste » a **une composante rhétorique**, il faut construire des critères permettant de comparer des ressources qualitativement différentes, valider des savoirs identifiant les aptitudes, définir des degrés d'urgence permettant d'ordonner dans le temps des objectifs concurrents. L'examen des composants sociaux de ces constructions symboliques fait ressortir leur caractère **stratégique**. Les représentations sociales sont intrinsèquement dépendantes de la relation qui s'établit entre les protagonistes et des objectifs, qu'ils s'accordent ou non, à poursuivre ensemble. Dire « le juste » a une **dimension politique**. Ce jugement s'inscrit dans **un projet**, il promeut une relation à autrui. L'exigence de justice concerne la « **reconnaissance** » des personnes. Plutôt que de poursuivre « le mythe d'une règle universelle », la recherche en sciences sociales interroge désormais *l'aménagement des espaces de négociation* et dégage des principes de procédures, permettant aux différentes parties de s'exprimer, obligeant à étayer les décisions par une information précise, autorisant les recours et changements. L'examen empirique des attitudes face aux « justes procédures » montre que c'est finalement d'honnêteté, de responsabilité, de dignité, dont parle **le souci de justice** (Kellerhalls, ibid, p.126).

Norberto **Bobbio** (2007, 2000) a décrit le droit, selon une approche sociologique pratique, comme un système dépendant de la société globale*. Le passage de la*

démocratie libérale à la démocratie sociale correspond au passage d'un droit surtout protecteur et répressif, dans lesquelles les propositions juridiques se bornent à interdire, permettre, obliger et sanctionner des manquements... à *une fonction promotionnelle, avec des normes d'incitation, de découragement et d'encouragement.* Pour illustrer **la fonction promotionnelle**, on peut citer les plans, lois, programmes, contrats de progrès visant à tracer les voies de l'action collective et la multiplication des **sanctions positives incitantes,** ainsi que les bénéfices divers visant à **récompenser l'action conforme**, plutôt que des peines visant à sanctionner l'action déviante. Bobbio a souligné le caractère inadéquat, ou historiquement daté de la définition kelsénienne du droit comme « ordre de contrainte » et valorisé l'appréhension des formes juridiques contemporaines d'organisation et de régulation sociale. On peut désormais entrevoir l'extension de la sphère du droit à la vie des générations futures, dont la survie est menacée par le développement d'armes toujours plus destructrices et par un mode de développement technologique qui épuise les ressources naturelle, pollue et déséquilibre l'écosystème.

Le droit peut par conséquent contribuer à *la réalisation et à l'épanouissement des personnes* : dans ce but le droit promeut *le bien-être, la santé publique et la qualité de l'environnement*, il protège la vie privée, la famille, la propriété, il peut favoriser l'homéostasie du groupe et garantir les libertés publiques, réduire les inégalités de chance, assurer la sécurité des transactions et le redressement des griefs... Pour réaliser ces divers objectifs, le droit use indifféremment et parfois concurremment de diverses techniques : tantôt il prévoit des dispositifs de compensation de dommages, tantôt il appliquer des peines répressives ou des mesures équivalentes, tantôt il encadre les activités en recourant à la régulation administrative, tantôt il met en place des services publiques, tantôt enfin il reconnaît et garantit l'efficacité des transactions privées (Kerchove, Ost, 1988, p.162).

Laurent **cohen-Tanugi** (1985) remarque que la France vit encore très largement dans un modèle de régulation étatique. Dans un tel modèle, la société » est entièrement dominée par l'État, qui joue un rôle d'impulsion et exerce en contrepartie sa mainmise sur la société. *Ce modèle donne aujourd'hui des signes d'épuisement, face à une pluralité de défis convergents : économique et financier, social et politique, technologique et environnemental.* Ces multiples défis tendent tous à faire évoluer la société française vers *un autre modèle de régulation, celui de* **l'auto-régulation de la société.** L'auto-régulation révèle une plus grande maturité et *une plus large autonomie de la société civile,* que le mode prégnant de régulation étatique, où la société civile vit sous tutelle, comme infantilisée. Dans le modèle autorégulé, l'instrument principal de régulation de la société, parallèlement à la fonction du marché dans l'ordre économique, est *le système juridique*. C'est une société multipolaire, contractuelle, où le pouvoir est segmenté. **Le contra**t *désigne un*

système de droits et d'obligations entre unités décentralisées. C'est l'univers de la **micro-régulation**, *du sur-mesure. Le droit est un instrument de régulation de la démocratie et un moyen de renforcer la société civile contre les excès du marché et de l'État.* Les relations entre l'exécutif et le législatif doivent être *rééquilibrées* et le pouvoir judiciaire considérablement *renforcé, dans toutes ses prérogatives, y compris constitutionnelles.*

Dans cette nouvelle approche, que le modèle classique de la souveraineté empêchait, tout comme il dressait des obstacles à *la reconnaissance d'un pluralisme constitutif des sociétés,* le libéralisme sociétal rencontre un allié dans la personne du *juge*. *Le juge civil, le juge pénal et le juge constitutionnel sont des acteurs directs de la démocratie libérale et sociale, car ils permettent de faire s'adapter les lois aux mœurs nouvelles*. Ainsi donc, *avec les interventions des juges et des juristes, celles des parlementaires, celles du* gouvernement et grâce à *l'autonomie de la société civile*, *les capacités reconnues aux citoyens et aux citoyennes peuvent faire valoir les droits contre la loi, pour que la loi progresse* (Jaume, in Holeindre, Richard, 2010, p.46). Comme l'écrit louis **Assier-Andrieu** (1996), *le droit* est *une théorie active de la société, qui prend place dans une science des mœurs*. *Il participe à la régulation des sociétés.* Mœurs, coutumes, pratiques de civilité, morales, rapports sociaux, règles et droits, sont les espaces mouvants d'*un ordre provisoire toujours en mouvement*. La juridicité n'est pas détachée de la société, elle n'est pas un corps autonome. D'après oliver **Holmes** (1881), le juriste doit allier un goût pour les détails et une perspicacité pour identifier les détails significatifs. Les formes alternatives au jugement (médiation, conciliation, arbitrage), les « maisons de justice » les « tribunaux de voisinage », tendent à rechercher, dans le fonctionnement même des groupes sociaux concernés par tel ou tel différend, *la solution ou la règle la plus apte à le résoudre.* Il nous faut *dé-saturer les tribunaux officiels et débureaucratiser la Justice,* afin de répondre *avec réactivité, pertinence et économie,* aux attentes réelles des populations. **L'imagination juridique** doit *capter en permanence le changement social*. Hermann **kantorowicz** (2010) avait lancé l'idée d'un droit affranchi des tutelles étatiques (ou du moins de son monopole) et qui ne devrait sa création qu'à *l'opinion juridique des membres d'une société.* La vie juridique reposerait à la fois sur *une constellation de relations de réciprocité en actes et en création,* et sur *une crise de ces relations, des frictions, des conflits, des ruptures, des séparations...* Le droit n'est pas un donné, mais une *construction culturelle* spécifique, spatialisée et historique. Une partie des règles et des normes a été intériorisée par les acteurs et leur sert de *guide automatique de décision,* mais la vie humaine est trop complexe pour se satisfaire de ce mode automatique. On peut discerner *les normes implicites*, qui renvoient à *la perception d'une situation par les acteurs* et *les normes explicites*, qui renvoient à *un système partagé* d'autorité et de règles édictées et entendues comme des règles de bon fonctionnement des relations sociales. Jean-étienne-marie

Portalis (1988) observait qu'un code, quelque complet qu'il puisse paraître, n'est pas plutôt achevé que mille questions viennent s'offrir au magistrat. Car les lois, une fois rédigées, restent telles qu'elles ont été écrites. Les humains au contraire ne se reposent jamais... Une foule de choses sont donc laissées à l'usage, à la discussion des humains, à l'arbitrage des juges.

Francois **Ost** et michel van de **Kerchove** (1988) présente le droit comme un sous-système juridique du système civilisationnel, qui comme tout système, tend à renforcer ses conditions d'équilibre et contribue ainsi à garantir **l'homéostasie sociale**, qu'il s'agisse des rapports qu'entretiennent les sociétés humaines avec l'environnement écologique, des rapports de coexistence entre les peuples, ou encore des rapports socio-politiques qui s'établissent à l'échelon de chaque formation sociale. Cela permet une adaptation permanente du système à des conditions nouvelles, selon **un processus auto-régulé**, c'est-à-dire selon les règles de changement propres au système : ainsi, par exemple, *une révision constitutionnelle s'opérant dans le respect des procédures prévues par la Constitution elle-même.* Un système juridique entend assurer la survie du groupe dont il émane, ainsi lui fallut-il intervenir pour la réduction du gaspillage des ressources naturelles, la lutte contre la pauvreté, la protection de l'atmosphère, des océans, de la faune et de la flore et la mise en place de pratiques durable dans l'agriculture, afin de lutter contre la faim dans le monde. Ce ne sont là que quelques exemples d'exigence de régulation juridique, évoqué au *sommet de Rio*, en 1992. Pour le développement d'une culture mondiale de respect de l'environnement, les sommets de la Terre mettent en jeu la capacité collective à gérer les problèmes planétaires et affirment la nécessité d'une croissance écologique. Le sommet de 1972 à Stockholm, a placé pour la première fois les questions écologiques au rang de préoccupations internationales. Les participants ont adopté une déclaration de 26 principes et un vaste plan d'action pour lutter contre la pollution, dont une délégation des victimes de la maladie de Minamata a été témoin. Il a donné naissance au *Programme des Nations Unies pour l'Environnement* (P.N.U.E.). Au même moment, le *Club de Rome* a publié un rapport intitulé « Halte à la Croissance ? ». Quant au sommet de 1992, il a lancé *la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques* (C.C.N.U.C.C.), dont les pays signataires se rencontrent annuellement depuis 1995. L'entrée en vigueur d'un *traité international* prend généralement plusieurs années. Il s'agit d'un processus complexe, car chaque pays doit compléter deux étapes pour y adhérer. La première étape consiste à signer le traité. La seconde consiste à le ratifier formellement. Le traité n'entre en vigueur que lorsqu'un nombre suffisant de pays l'ont ratifié. Comme l'indique jacqueline **Morand-Deviller** (1987), **le droit de l'environnement**, né dans les turbulences, a réussi la prouesse, si imparfait et inachevé soit-il, d'être *un droit de la solidarité et de la réconciliation*. Au cœur des conflits entre intérêts particuliers et intérêts collectifs et des tensions entre intérêts

collectifs antagonistes, la *protection de l'environnement* a désormais sa place dans la Constitution, le Charte de l'environnement proclamant (article 2) à : « *Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de sa santé »*. **Le droit de l'environnement** a pour objet la recherche et l'élaboration de règles juridiques concernant la compréhension, la protection, l'utilisation, la gestion ou la restauration de l'environnement sous toutes ses formes ; terrestres, aquatiques et marines, spatiales, naturelles et culturelles. Outre son aspect coercitif imposant des obligations d'ordre public - *le droit de l'environnement* peut prendre également le caractère de *droit promotionnel avec des normes de comportement recommandées.* Il est aussi un des champs d'application anticipatoire du **principe de prévention** et du **principe de précaution**, ainsi que des notions d'**études d'impact**, de **mesures conservatoires et compensatoires**, et de **la responsabilité environnementale**. Il est *transversal*, associé notamment au *droit à la santé* et au *droit émergent des générations futures*. Cette interaction s'effectue également vis-à-vis d'autres branches juridiques à l'exemple du droit civil, du droit commercial et des affaires, du droit fiscal et du droit pénal. À chaque fois, pour chacune de ses sous-branches, le droit de l'environnement se décline selon le niveau juridique qu'il interroge : local / national / international.

Aux États-Unis, l'environnement est considéré comme un droit « soft » (soft law). *Ce sont aux citoyens de réfléchir et d'agir par eux-mêmes*. Le droit fixe des objectifs à respecter et donne peu de normes aux moyens pour y parvenir. Si un parti n'est pas d'accord sur la méthode qu'utilise un autre sur le respect d'un objectif donné il peut le poursuivre devant les tribunaux. La décision fait ensuite *jurisprudence,* selon *le principe du précédent*. Ceci explique l'ardeur des regroupements de citoyens et des organisations non-gouvernementales (O.N.G.) à poursuivre des entreprises, des administrations, des associations... aux comportements estimés irrespectueux de l'éthique sociale et environnementale, dans le but de créer un précédent et, par la même occasion, leur faire payer de très grosses sommes de dommages et intérêts afin de décourager les contrevenants. Une fois le sujet environnemental débroussaillé, les américains définissent des systèmes de normalisation : **ISO 14OO1** sur *le management environnemental*, **ISO 26000** sur *la responsabilité sociale des entreprises*..., qu'ils proposent aux autres pour fixer une **norme internationale**. Les méthodes de *partage de l'information* sont stratégiques dans ce processus. Ensuite viennent les lois (*acts*), au niveau des États et au niveau fédéral.

Dans l'Union européenne, La règlementation environnementale représente une part importante de la règlementation européenne, qui elle-même dérive le plus souvent de traités internationaux et doit être traduite dans la législation des états-membres. *Les associations de citoyens, les organisations non-gouvernementales, les groupes d'intérêts et les lobbies*, prennent une part importante dans ce travail préparatoire,

qui se fait après proposition de la Commission Européenne, dans des *comités consultatifs*. Ces travaux permettent d'élaborer des livres verts et des livres blancs. Les administrations publiques sont tenues de *fournir des informations environnementales sur simple demande des citoyens, de favoriser la participation du public à la prise de décisions ayant des incidences sur l'environnement, par exemple, sous la forme d'enquêtes publiques, d'étendre les conditions d'accès à la justice en matière de législation environnementale et d'accès à l'information*, en application de *la Convention d'Aarhus de 1998*. En France, le droit de l'environnement s'élabore à partir des revendications et des propositions émanant des citoyens, de l'opinion publique, des associations de consommateurs, des associations de défense de l'environnement, des syndicats, des partis politiques..., à travers les dispositifs de la *démocratie représentative*. Ces propositions peuvent être portées par des députés devant le parlement, afin d'être discutées, repoussées, amendées, votées et adoptées. Ainsi, « *le Grenelle de l'environnement* » a fait l'objet de deux textes de loi : le "*Grenelle 1*", adopté en 2008 par le Parlement, fixe les grands objectifs de la politique environnementale française; le "*Grenelle 2*", devait quant à lui mettre en place les éléments concrets du premier texte. La production de normes juridiques françaises dans le domaine de l'environnement dépend également des normes qui lui sont supérieures, à savoir : le *droit international de l'environnement* et compte tenu de l'intégration européenne, le droit communautaire de l'environnement.

3.5.7. L'« empowerment »

Albert **Bandura** (2007, p.694) constate que la plupart des activités humaines sont orientées vers des objectifs de groupe, obtenus par un effort collectif au sein d'organisation. L'exercice efficace de l'action collective implique des voies d'influence plus complexes, socialement médiatisées, que *l'auto-direction individuelle*. *Les individus dépendent les uns des autres pour assumer des tâches et des rôles complémentaires*. *Le succès du groupe nécessite un lien interdépendant efficace des tâches, des compétences et des rôles*. Les membres du groupe doivent non seulement coordonner ce qu'ils font avec le travail des autres, mais ils sont affectés par les croyances, la motivation et la qualité de performance de leurs collègues. Ces effets interactifs font de **l'efficacité collective**, un attribut **émergent** de groupe.

L'efficacité collective perçue concerne la capacité de performance d'une organisation sociale. Elle affecte le sentiment de mission et de projet d'une organisation, l'intensité de l'implication individuelle et collective dans ce qui est nécessaire pour réussir, le niveau de qualité du travail en commun pour produire des résultats et **la résilience** du groupe face aux difficultés. Bien que l'efficacité personnelle perçue et l'efficacité de groupe perçue soient clairement séparables, elles opèrent en fait

souvent ensemble, parce que les individus doivent s'appuyer, au moins dans une certaine mesure, sur les autres pour accomplir leur tâche. Bandura a noté que *plus le sentiment d'efficacité collective est élevé, meilleure est la performance d'équipe*. Il estime que la force des familles, des communautés, des organisations : entreprises, associations, administrations, collectivités territoriales, États, Fédérations inter-étatiques, réseaux... repose tout particulièrement sur l**e sentiment d'efficacité collective** des individus qui les composent selon lesquels, ils peuvent résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés et améliorer leur existence, grâce à un effort solidaire. **La solidarité** peut être définie comme *un mode d'engagement et de dépendance réciproques entre des membres d'un même groupe ou de groupes en co-évolution.*

3.5.7.1. Le débat entre walter Lippmann et john Dewey

Comme l'observait walter **Lippmann** (2008), dans les sociétés démocratiques libérales, la gestion du pays consiste en une multitude d'**arrangements** entre divers individus sur des problèmes précis. Le citoyen moyen en a rarement connaissance. Pendant de longs intervalles entre les élections, les affaires du pays sont administrées par des politiciens, bureaucrates et personnes d'influence, dans la sphère de leurs activités, en interaction avec d'autres acteurs (entreprises, associations, pays étrangers). Leurs décisions ne viennent que de loin en loin à la connaissance du peuple. Personne n'est capable de percevoir ni d'appréhender continûment notre société comme un tout cohérent, pas même ceux d'ailleurs qui sont placés aux postes les plus élevés du pouvoir. Le point de vue « rationnel, impartial, surplombant » n'existe pas. *Il n'y a que des points de vue d'humains particuliers.* Aucun ne vaut universellement pour l'humanité tout entière, depuis le début des temps, sur l'ensemble du globe. La compréhension des enjeux peut être facilitée par de grandes agences d'information, mais les informations fournies sont tellement diversifiées et complexes, qu'il est impossible au citoyen de contrôler la pertinence de toutes les décisions politiques prises. Telle série de mesures sera compréhensible par un groupe donné, telle autre par un autre, selon leurs attentions, leurs intérêts, leurs connaissances de certains dossiers. *La faiblesse de notre équipement cognitif* s'applique à tout le monde. Nous ne sommes éveillés que pour les affaires auxquelles nous sommes directement intéressés. Bruno **Latour** (in Lippmann, 2008, p.16), note que Lippmann ne part pas des individus fictifs et rationnels des théories économiques classiques, mais adoptent *une approche pragmatiste et darwinienne*, où *le pluralisme* est une donnée empirique et où le *relativisme* est une description de l'écosystème contradictoire et complexe des réalités politiques, économiques et sociales. Les sociétés humaines sont conflictuelles et pour éviter la violence et les guerres, l'expérience historique a montré les avantages de construire des *ajustements* et des « **modus vivendi »** pour

gérer les tensions entre les rapports de force exercés par les intérêts particuliers. La « Volonté générale » est un mythe inaccessible et une prétention suspecte de s'approprier des pouvoirs exorbitants. Une société centralisée dominée par la fiction que ses gouvernants sont les porte-parole de la volonté commune, ne se contente pas de déconsidérer l'initiative individuelle, elle réduit l'opinion publique à un rôle insignifiant (Lippmann, ibid, PP.161, 162). Il est plus intéressant pour une démocratie de *renforcer le pluralisme* en permettant de chercher, cas par cas, des *contre-pouvoirs* à la multitude de pouvoirs arbitraires. Pour organiser la vie publique, il est préférable d'essayer de faciliter, grâce à des signaux simples et robustes, la détection de ceux qui, engagés dans les inévitables *controverses*, sont capables d'*animer un débat* permettant aux citoyens de se construire une opinion nuancée et relativement mieux informée, pouvant les aider à réajuster leurs propres actions. C'est aux personnes concernées et compétentes de traiter leurs propres affaires. Le public n'intervient qu'en cas de *crises*, lorsque les divers intérêts n'arrivent pas à s'ajuster. Et ce n'est pas alors pour se prononcer sur le fond du problème, mais pour neutraliser des volontés arbitraires qui ont rendu l'ajustement impossible. Cette approche permet d'*économiser l'attention des membres du public*.

Pour john **Dewey** (2003), à travers son ouvrage « Le public et ses problèmes », les ajustements de Lippmann, avec un public dispersé et souvent éclipsé, ne suffisent pas pour *composer une société démocratique aspirant à la justice et à l'amélioration de ses institutions*. Dewey n'envisage pas pour autant de mobiliser les citoyens à chaque instant sur chaque problème de société posé. Cela ne correspondrait pas à leur disponibilité psychologique et disperserait inutilement et inefficacement leur intelligence critique. *Les habitudes permettent d'économiser l'énergie intellectuelle, aussi bien que musculaire.* Elles soulagent l'esprit du souci des moyens et libèrent ainsi la pensée, afin qu'*elle s'occupe de nouvelles conditions et de nouveaux buts* (ibid, p.95). La *compétence du sens commun* est une affaire d'ouverture des ressources intellectuelles à tous, un enjeu pour l'éducation et la formation du public, par ***les méthodes d'enquête et d'expérimentation***. *La démocratie est ce régime visant à sauvegarder la possibilité même de l'expérimentation*, afin que chacun puisse agir à travers les groupes auxquels il participe, afin d'alimenter la société en projets et en plans d'action. Les mouvements visant à aider les enfants et les personnes dépendantes, réglementer la durée du temps de travail des enfants, des femmes et des hommes, instaurer une assurance maladie et vieillesse, offrir un salaire minimum, un minimum vital... expriment la disponibilité des personnes à se préoccuper des intérêts d'autrui, et pas seulement de leurs intérêts personnels immédiats, pour rendre la société plus agréable à vivre et plus équitable. Les citoyens ne doivent pas accorder naïvement leur confiance à ceux qui assument des fonctions publiques, mais mettre en place des *dispositifs de vigilance continuelle,* pour assurer l'intégrité et l'efficacité de l'État. *Le remède aux maladies de la*

démocratie est davantage de démocratie. Comment se constitue un public ? C'est ce que john Dewey définit comme *recherche de l'expression publique et collective d'un problème, d'abord vu comme privé*.

3.5.7.2. Le retour au langage ordinaire

L'enjeu, d'après Sandra **Laugier** (in Molinier, Laugier, Paperman, 2009, p.187) n'est pas de découvrir une signification cachée. Tout est déjà devant nous étalé sous nos yeux. On retrouve le projet anthropologique de ludvig **Wittgenstein** (1961) : voir et rendre compte de **l'ordinaire**, ce qui échappe à la conscience, parce qu'en permanence devant nos yeux. Pour cela il faut retourner au sol raboteux et reconsidérer le langage ordinaire. Wittgenstein dénonçait les ravages du discours de l'abstraction, *l'infranchissable abîme entre la conscience et le processus cérébral*, la réduction mutilante de la complexité, la rigidité des définitions et des catégories, les barrières qui entravent la fluidité de la pensée et de la communication sociale. Bien que **le langage ordinaire** soit grossier, polysémique, imprécis, flou, il dispose des moyens pour répondre à nos besoins de description du monde et d'échanges d'informations (Mougel, in astolfi, 2004, pp.138, 139). Qu'un même mot puisse être utilisé dans des propos différents et dans des contextes divers, indique que son usage est en rapport avec des *jeux de langage* variés, associés à de multiples *formes de vie* culturelles, vues non comme normes sociales, mais comme contextes où sont lisibles, gestes, manières, styles ordinaires (laugier, ibid, p.179). Wittgenstein considérait *le langage ordinaire comme une boîte à outils polyvalent*e, qui s'adapte et s'enrichit de nouveaux instruments en fonction des situations rencontrées. On peut écarter le préjugé de « la pureté du cristal », si nous prenons les concepts non comme des « essences d'une parfaite exactitude », mais plutôt comme une vague **analogie**, une palette rassemblant un dégradé de couleurs, un air de famille sur les traits des visages. Le vague et la fluidité de la grammaire offrent des possibilités de créativité langagière, dont les humains peuvent se servir, dans leurs confrontations aux problèmes nouveaux et dans leurs explorations du monde. *Le recours au langage ordinaire et à ses ressources sont des moyens thérapeutiques pour soigner la pensé humaine de l'intoxication métaphysique.* La pensée et le langage ordinaire, qui furent abusivement séparés, peuvent retrouver leur *association synergique*, car ils se génèrent mutuellement. Par la prise en compte de l'usage humain, pragmatiste et contextuel, *on accède de façon immanente au sens*. La valorisation du langage ordinaire comme instrument de la connaissance permet de réhabiliter *l'expression commune* (Mougel, ibid). Sandra Laugier rend hommage à ludvig **Wittgenstein**, john **Austin** et willard **Quine** pour avoir, à travers leurs critiques de la signification, *re-légitimé le langage ordinaire* (Laugier, 1999).

On croise aussi le projet généalogique de michel **Foucault** (2001, tome 2, pp.160,

174) de *dés-assujettir les savoirs*, désensabler des éléments de savoir et les mettre en circulation, *faire réapparaître les savoirs locaux des gens*, les savoirs disqualifiés, rendre visible ce qui est précisément visible, c'est-à-dire de faire apparaître ce qui est si proche, ce qui est si immédiat, ce qui est si intimement lié à nous- même qu'à cause de cela nous ne le percevons pas. L'ordinaire présente cette difficulté propre d'accès, d'être si proche qu'il faut apprendre à le voir.

Comme le remarque sandra Laugier (2009, p.165), ce projet converge avec celui des théoriciens du care, car **le care** renvoie à une réalité bien ordinaire que nous ne voyons pas, parce que précisément, elle a une faible visibilité socio-culturelle : le fait que des gens s'occupent d'autres, s'en soucient et ainsi veillent au fonctionnement du monde. *Les éthiques du care affirment l'importance des soins et de l'attention portés aux autres, en particulier ceux dont la vie et le bien-être dépendent d'une attention particularisée, continue, quotidienne.* Elles s'appuient sur une analyse des conditions historiques qui ont favorisé une division du travail moral, en vertu de laquelle les activités de soin ont été socialement et moralement dévalorisées. Quelle est la pertinence, l'importance du particulier, de la sensibilité individuelle ? Qu'est-ce que le singulier peut revendiquer ? C'est en redonnant sa voix différente au sensible individuel, à l'intime, que l'on peut assurer l'entretien (conversation/ conservation) d'un monde humain. L'ordinaire n'existe que dans cette difficulté propre d'accès à ce qui est juste sous nos yeux et qu'il faut apprendre à voir. Il est toujours objet d'enquête – ce sera le mode d'approche du *pragmatisme* – d'interrogation, il n'est jamais donné, toujours à atteindre par le care, chose dont chacun est capable. L'enjeu est bien celui du public : *rendre public le care*, *le mettre sous les yeux, publiciser ses buts, ses méthodes, ses résultats et ses formes de pensée.* Le public n'est jamais donné d'avance, *il émerge à travers le jeu des interactions de ceux, qui décident de donner une expression publique à un trouble perçu de façon privée.* Une mise en œuvre politique de l'éthique du care implique *une politique de l'ordinaire*, *avec à la fois l'intégration des pratiques liées au care, dans les agendas de la réflexion démocratique et l'empowerment des personnes concernées : pourvoyeurs de care et destinataires.* Elle permettrait de réévaluer les contributions apportées aux sociétés humaines par les exclus, les femmes, les humbles qui travaillent quotidiennement ; une fois que nous nous serons engagés à *reconcevoir le monde* de façon à ce que leur contributions comptent, nous serons capables de changer le monde ! (Tronto, 2010, p. 16, Laugier, 2009, pp. 198, 200, Laugier, Paperman in Gilligan, 2008, p.37). Franz de **Waal** (2009, p.326) note que le rôle de la compassion ne se borne pas à donner du temps et de l'argent pour adoucir la situation d'autrui. Elle participe aussi à un **agenda politique** qui reconnaît la dignité de chacun et cet ordre du jour ne vient pas seulement en aide aux plus nécessiteux, mais à la collectivité elle-même.

Le care, en tant que conception du « bien » est un axe de contestation et de revendication des populations défavorisées et exploitées, qui peut se réclamer d'une grande partie des praticiens-théoriciens pluralistes du *socialisme international (libertaires, communalistes, conseillistes, syndicalistes, démocrates, sociaux-démocates, travaillistes, socio-libéraux, écosocialistes, écologistes sociaux...)*, aspirant à davantage de *justice sociale*, condamnant les inégalités sociales et l'exploitation des humains par d'autres humains, défendant le *progrès social*, et prônant l'avènement d'*une société démocratique sans caste et sans classes sociales.* Ils sont si nombreux que nous ne pouvons tous les citer ici, nous évoquerons juste quelques figures comme pierre **kropotkine** (2010), louise **Michel**, Jacques **Élisée Reclus**, Joseph **Déjacque**, lewis **Call** (2002), murray **Bookchin** (2003, 1994, 1992, 1976), jean **jaurès** (1976), edouard **Bernstein** (1974), léon **Blum**, carlo **Rosselli**, willy **brandt** (1976)**,** olof **Palme**, bruno **kreisky,** norberto **Bobbio** (2007)**,** michel **Rocard** (2007, 1990, 1989, 1986), jacques **Delors** (1994, 1988)**,** anthony **Giddens** (2002), bruce **Ackerman** (2000, 1998, 1991, 1980), bill **Clinton** (2007), barack **Obama** (2006)...

L'évolution sémantique fait que l'on utilise de plus en plus le terme « **social-démocratie** » pour dénommer le socialisme majoritaire. Cette modification de l'appellation a surgi à l'heure de la *construction européenne,* avec la volonté pour les partis socialistes européens de se forger une identité commune, largement influencée par les modèles allemands et suédois. La social-démocratie déclare se fixer pour objectif la formation d'une *société construite à partir de valeurs démocratiques et de l'égalité en droit de tous les citoyens*.

Chaque personne devrait pouvoir être *libre dans son épanouissement*, dans ses choix, dans ses décisions, tout comme elle devrait pouvoir peser à tous les niveaux de la société dans laquelle elle vit. La « *liberté* » conjugue deux aspects : celui de *ne subir aucune oppression et menace, comme la faim, l'ignorance et la peur de l'avenir* avec celui de *pouvoir s'engager et participer aux prises de décisions, qui engagent la collectivité.* La liberté des citoyens suppose leur égalité, impliquant que chaque personne puisse s'impliquer dans les choix de la société et décider dans la mesure du possible des orientations de sa propre vie, quelques soient les conditions sociales et familiales, dont elle est issue. « L'égalité » suppose le droit de faire des choix et de suivre des trajectoires différentes, sans que ces différences ne mènent à une subordination dans la vie quotidienne. La « liberté, l'égalité et la solidarité » sont à la fois liées aux droits des personnes et aux solutions collectives de réalisation d'**objectifs systémiques**. Cet intérêt commun suppose **la prise de conscience de notre interdépendance**. La société que visent les sociaux-démocrates est une société *favorisant l'action commune*, *dans le respect de chacun et le souci des autres.* Tout citoyen doit avoir les mêmes droits et les mêmes possibilités de contribuer aux

solutions, tout citoyen a le même devoir d'en assumer la responsabilité. Si « la solidarité » n'exclut pas *l'épanouissement individuel*, mais y contribue, elle est par contre incompatible avec l'égoïsme extrême, qui justifie d'exploiter les autres, au titre d'un intérêt strictement personnel. La démocratie ou *le pouvoir responsable des citoyens,* a toujours le droit de *tracer le cadre économique et de fixer des limites au marché*. Les sociaux-démocrates veulent mettre en place une organisation sociale où citoyens et individus peuvent pleinement peser sur les décisions collectives. Chaque citoyen, en tant que salarié ou consommateur, devrait pouvoir exercer une influence sur l'agencement et la répartition de la production, l'organisation et les conditions du travail. Ces valeurs démocratiques devraient régir tous les niveaux de la société pour que celle-ci soit organisée *sans rapport de domination ou de soumission, sans différences de castes et de classes, sans préjugés ou discriminations.* Jacques **Delors** (in Giddens, Blair, 2002, pp. 7, 16) souligne l'intérêt de *conjuguer la solidarité sociale avec une économie dynamique*, de recourir à *une société civile comme contre-poids nécessaire aux pouvoirs du marché et de l'Etat*, de *responsabiliser les citoyens aux risques environnementaux*. Les pistes suivies sont plurielles, selon que les réformateurs sociaux s'appuient plus sur la société civile, ou l'Etat, ou les entreprises, pour transformer le système socio-économique.

Joan **Tronto** (p.17) pense que *la démocratie* est le cadre qui permet le mieux de décrire ce que serait une théorie du care adéquat pour le monde contemporain. *Assumer la différence, accorder à chacun des humains sa dignité et ses droits, prendre en charge les iniquités matérielles, protéger l'environnement de notre planète, voilà des problèmes qu'une théorie du care peut nous aider à traiter.* La forme démocratique du care exige des citoyens, qu'ils se soucient de la démocratie. Ils doivent envisager la manière dont ils sont responsables les uns des autres, mais aussi des institutions et des pratiques démocratiques.

Aussi, comme le recommande Dewey, faut-il *découvrir les moyens par lesquels un public éparpillé, mobile et multiforme pourrait parvenir à définir et exprimer ses intérêts*. Pour l'individu, elle consisterait dans le fait de *prendre part de manière responsable en fonction de ses capacités*, aux activités de groupes d'influence, partageant ses valeurs. Pour les groupes, elle exigerait la libération des potentialités des membres du groupe, en phase avec les intérêts et les biens communs (Dewey, ibid, p.156).

3.5.7.3. La croyance en l'efficacité citoyenne

« L'*empowerment »*, traduit souvent en français par **autonomisation** ou **capacitation**, est la prise en charge de l'individu par lui-même, au niveau économique, professionnel, familial, social et environnemental. C'est *le processus*

d'acquisition d'un « pouvoir », le pouvoir de décider de ses choix de vie, en participant à la vie sociale et aux procédures institutionnelles de la vie politique. L'autonomie toute relative d'une personne, lui permet d'exister dans la collectivité. Si les personnes veulent avoir un certain contrôle sur leur vie, elles doivent pouvoir influencer le processus politique et économique.

Thomas humphrey **Marshall** (1950), avait défini plusieurs axes de la citoyenneté, avec des ouvertures de droits différents, que nous avons complétés avec les droits culturels et environnementaux :

- *1. Les droits civiques,* c'est-à-dire la capacité des individus composant la société civile à s'organiser librement face aux pouvoirs publics et notamment par rapport à l'Etat,
- *2. Les droits politiques,* c'est-à-dire la capacité de tous les membres d'une communauté politique à accéder à la sphère politique, soit sous la forme de l'accès à l'agenda des politiques publiques, soit par la représentation politique,
- *3. Les droits sociaux et culturels,* c'est-à-dire la capacité de tous les membres d'une communauté politique à bénéficier de l'accès aux politiques publiques et aux responsables de ces politiques qui ont notamment pour objectif de remédier aux inégalités et discriminations sociales et territoriales,
- 4. L*es droits environnementaux,* c'est-à-dire la capacité citoyenne à veiller au droit de la protection de la nature et à celui de la lutte contre les pollutions, les nuisances, le réchauffement climatique... en pouvant interpeller les responsables publiques & privés, mobiliser l'opinion publique et poursuivre en justice les contrevenants, afin de permettre et favoriser un développement soutenable des activités humaines.

Ces droits peuvent s'élargir à l'aspiration à la qualité des produits et des services marchands, associatifs et publics, des clients, des usagers et des citoyens, afin d'améliorer « **la qualité de vie** », le « **Bien-être** » et « **la qualité environnementale** ». La participation à un groupe ou à des actions collectives procurent un sentiment de contrôle par rapport aux problèmes de santé, sociaux, politiques, économiques, culturels et environnementaux, avec le souci de laisser la parole aux personnes concernées afin qu'elles définissent le problème et ses solutions, de solliciter et de susciter davantage de participation des citoyens par rapport aux décisions qui les concernent directement ou solidairement, qui influent sur leur environnement immédiat ou plus lointain, à court ou à long terme.

Ce mouvement social international, inspiré de Paulo **Freire** (2002), vise à développer **la conscience critique** et **la responsabilisation** des personnes, leur participation à des groupes actifs de la société civile et leur engagement dans des activités socio-

politiques et juridiques pour réduire les facteurs engendrant la passivité, l'impuissance individuelle et collective. Il s'agit de *favoriser l'accession à une citoyenneté plus étendue, vigilante, réactive, anticipatrice... Les interventions d'empowerment cherchent à améliorer les pratiques en relation avec les situations concrètes des personnes* (Daudelin, 2001).

Comme le remarque **Bandura** (2007, p.716), les croyances des individus relatives à leur influence sur un système politique, social, économique, par des moyens personnels affectent leur perception de leur efficacité personnelle et le niveau de changement de l'environnement social qu'ils réalisent. Il est important qu'ils découvrent qu'il existe d'autres moyens que *le vote*, pour influencer les pratiques gouvernementales et que les consommateurs et les actionnaires peuvent obtenir d'importants *contre-pouvoirs* par rapport aux décisions économiques. Tous les systèmes humains de pouvoir sont modifiables par l'action collective. *Le challenge est de construire et de mobiliser un sentiment d'efficacité à l'échelle d'une communauté locale* chez des gens qui en sont arrivés à considérer qu'ils n'ont aucun contrôle sur de nombreux aspects négatifs de leur vie.

Saul **Alinsky** (1969), qui a travaillé à l'organisation des habitants dans les quartiers les plus pauvres de Chicago, a montré comment le conflit peut être source d'empowerment. D'après lui, le pouvoir social a trois facettes : *le pouvoir politique, le pouvoir économique et le pouvoir du nombre*. Certes, les défavorisés n'ont ni pouvoir politique, ni pouvoir économique, mais ils ont le pouvoir du nombre, si leurs efforts sont bien organisés et canalisés. Il estimait que les militants de son époque, étaient des « rhétoriciens radicaux » suscitant des polémiques enflammées, sans produire de résultats tangibles. Il s'est proposé de remplacer l'antagonisme par **la négociation** et **la médiation**.

Le rôle d'un *intervenant social* n'est pas de résoudre les problèmes des gens à leur place, (« *Ne faites jamais quelque chose pour quelqu'un, alors qu'il peut le faire lui-même* »), mais de *les aider à développer leurs capacités d'agir en tant que force puissante et permanente pour améliorer leur vie et soutenir leur sentiment de valeur personnelle et de dignité*. L'organisateur sert de **facilitateur** au collectif des habitants. Sa tâche au départ est de découvrir et de former des **leaders locaux** qui peuvent unifier des gens, à travers la mise en place d'une organisation, pour défendre et/ou promouvoir une cause commune. Les gens ont à élaborer des mécanismes organisationnels autodirigés, permettant d'identifier les problèmes clés, sélectionner des buts communs, concevoir et appliquer des **stratégies d'action collective**. Salinsky a développé une approche de **« la capacitation collective »** sur le principe de l'auto-suffisance. Ce modèle de capacitation fait appel à des buts motivationnels concernant la vie quotidienne des gens, à la fois explicites,

accessibles à chacun et efficaces, c'est-à-dire capables d'orienter les efforts et d'évaluer les difficultés & les progrès. Des succès initiaux amènent à faire confiance aux leaders et prouvent le pouvoir du collectif à provoquer des changements. Bandura note que « **le sentiment d'efficacité communautaire** n'est jamais définitivement acquis, changer une réalité sociale entraîne de nouveaux problèmes qui appellent de nouvelles solutions devant être négociées avec les pouvoirs en place.

Amartya **Sen** (l'économie est une science morale, 2003), prône un élargissement du nombre des participants au débat public et une extension des thématiques couvertes à l'occasion de ce débat. L'enjeu porte à la fois sur l'empowerment des personnes (les mettre en position de participer à la décision collective) et sur le cadrage cognitif et normatif des débats publics.

3.5.8. Un forum hybride de démocratie participative

Dans la théorie classique de « **l'influence informationnelle** », il est établi que face à l'incertitude, l'individu cherche à recourir au jugement d'autrui. Il se conforme souvent à l'avis le plus partagé et accorde une attention importante à l'avis de l'expert, qui repose sur une « supériorité » attribuée à la source en termes de compétence ou de crédibilité. Ces théories supposent que l'influence s'exerce en raison d'une relation de dépendance vis-à-vis d'une source, qui assure à l'expert un ascendant. On comprend mal dès lors, comment des innovations allant contre l'opinion de la majorité ou/et des experts, peut finir par s'imposer. Et pourtant...

Les pays démocratiques vivent actuellement **une crise de la démocratie représentative**. Les principaux symptômes de cette crise sont :

- Une participation électorale qui s'essouffle, avec une poussée abstentionniste,
- Une chute des adhésions aux partis politiques et aux syndicats,
- Une montée des votes protestataires et des extrémismes,
- La multiplication des formes non conventionnelles de participation politique associée à une impatience civique (bruno Denis, 2006, pp. 4,8).

Les citoyens expriment leur défiance vis-à-vis des élus. Le savoir des élites et des experts qui sont dans la sphère du pouvoir, sont soupçonnés d'être placés au service de minorités privilégiées et d'user d'une « langue de bois » technocratique & bureaucratique, et de ne pas vouloir se faire comprendre par les citoyens. Ces derniers ne supportent plus guère, non plus, la démagogie des élus qui se prétendent proches du peuple, flattent les pulsions régressives, utilisent les stéréotypes de discrimination et attisent les passions populistes, même si ces pratiques séduisent les couches sociales les plus défavorisées.

Avec l'augmentation massive du niveau d'étude, la multiplication des expériences d'« éducation nouvelle » et d'« éducation populaire », de « **pédagogie active** », de « formation continue », de « **société apprenante** » et de « **formation tout au long de la vie** », les postures d'apprentissage ont élargi le modèle de l'éducation « académique », augmenté le niveau de connaissance des citoyens et le nombre de personnes accédant à des formations supérieures, remis en cause la dissymétrie entre ceux qui sont supposés savoir et ceux qui sont supposés apprendre.

Le passage du discours des consultants de « l'énonciation de la Vérité », à **l'aide à la résolution de problèmes**, a démystifié les postures d'autorité. Il a fallu la revalorisation des activités humaines par rapport aux machines et la reconnaissance du rôle de l'intelligence pratique, de l'initiative, de l'invention, à travers l'écart entre le travail rationnellement prescrit et les activités concrètes effectives, pour que puisse ressortir de l'ombre, *la « métis » des grecs, la résolution habile, prudente et sage des problèmes* (Mougel, 2003, pp.273, 297)

La mission d'expertise est une demande d'information faite aux scientifiques dans le cadre de la gestion de problèmes concernant la société. Elle requiert souvent des connaissances qui débordent le strict champ des compétences du scientifique auquel l'expertise a été demandée et mobilise ainsi des compétences larges. Or la spécialisation souvent étroite des jeunes chercheurs apparaît comme une source de difficultés pour répondre à ces demandes qui requière le développement d'une **interdisciplinarité** efficace et novatrice. Par ailleurs ces demandes s'insèrent souvent dans le cadre d'un « problème de société » où le scientifique intervient également en tant que citoyen. *L'expertise est plurielle, complexe, incertaine*.

A côté des institutions républicaines en crise, ont émergées de nouvelles façons de solliciter l'avis et la participation des citoyens, ébauches possibles d'une nouvelle république. Si *la démocratie représentative* peut être considérée comme une *démocratie participative étroite*, où les citoyens peuvent participer surtout aux élections, *l'organisation de débats publics élargit cette participation* en favorisant les échanges entre les décideurs et les personnes volontaires du public.

La mise en place de *conférences citoyennes* ou de **groupes réflexifs participatifs**, consiste à organiser un débat ouvert à tous, avec un nombre réduit de citoyens volontaires (librement auto-désignés ou tirés au sort, ou encore choisis au hasard selon un panel statistique représentatif de la population). Cette approche vise un *partage des connaissances, l'élaboration d'argumentaires* et, in fine, *l'amélioration des compétences du public en matière scientifique*… ainsi que celles des scientifiques en matière d'argumentation et de vulgarisation, notamment dans les domaines

connexes à leurs champs de compétences. Une telle *démarche interactive* entre science et société, vise à améliorer la pratique du débat citoyen. « *La démocratie participative* » n'est ni un gadget, ni une utopie, mais *une démarche pragmatique, qui cherche à évaluer la participation des citoyens, des habitants, des usagers, des clients… à la vie de la cité.* C'est une démarche qui vise à la renforcer quantitativement, notamment *en se préoccupant des personnes marginalisées*, et qualitativement, en termes d*'accès à davantage de responsabilités*.

Si le rôle des citoyens est d*'apporter leurs expertises des usages de la vie quotidienne*, celui des chercheurs en sciences sociales serait de rendre compte de ces efforts de participation, de discerner les possibilités qui s'ouvrent à eux et les difficultés rencontrées pour *rendre la gouvernance de la cité plus responsabilisante à leur égard, tout en préservant leur espace de vie privée et leur choix d'activités*.

La montée en responsabilité des citoyens par rapport aux institutions répond à une suite ininterrompue en Europe, de crises politiques de la représentation. Tous les régimes politiques adoptés ont connu de profondes remises en cause. Ainsi en est-il de l'écroulement de l'empire romain, de l'échec des tentatives de théocratie, des crises de l'empire romain germanique, du féodalisme, de la royauté absolue, des empires napoléoniens, du colonialisme, des régimes totalitaires (fasciste, nazi, communiste), des dictatures militaires… *Les institutions qui ont survécus ou qui sont apparues, sont le fruit d'une forme d'évolution darwinienne des organismes collectifs humains.* Par-delà les variantes nationales, les Etats d'Europe ont en commun *le régime parlementaire*, expression d'un régime démocratique de type représentatif humain (et non plus divin), associé à *la responsabilité politique d'un gouvernement devant des assemblées élues au suffrage universel, aussi bien au niveau municipal, régional, national et européen.*

La démocratie n'est d'ailleurs pas le monopole de l'Europe, de l'Amérique du nord et de l'Occident, même si elle s'y est particulièrement développée et avec des institutions spécifiques. Amartya **Sen,** (« La démocratie des autres », 2006) nous rappelle que *la tolérance et le pluralisme* ont aussi été expérimentés ailleurs avec succès et que *les assemblées délibératives* sont présentes dans de nombreuses sociétés et cultures *pour préparer*, *sans violence*, *une décision collective*.

Pour Sen (« Identité et violence », 2006), **la pluralité interne des individus, de leurs identités et préférences** leur permet de douter et de remettre en question les valeurs et normes collectives qu'on pourrait chercher à leur imposer. Ce qui fait la force de la démocratie par rapport aux régimes autoritaires, réside dans *la reconnaissance de cette pluralité constitutive des identités individuelles et dans son intégration dans les processus de décisions collectives.* C'est la dimension

constructive de la démocratie, qui *met en débat les paramètres culturels*, notamment sous l'angle de leur impact sur l'environnement naturel et sur les libertés réelles des individus. *Le débat démocratique peut déboucher sur la remise en question des normes culturelles, sociales et environnementales.* Si nous considérons le lien entre les droits civiques et politiques d'une part, et la prévention des catastrophes économiques et/ou environnementales majeures d'autre part, il faut reconnaître que les droits politiques et civiques donnent aux gens la possibilité d'*attirer fortement l'attention de ceux qui gouvernent sur les besoins de tous et d'exiger une action politique appropriée.* Il ne faut pas confondre démocratie et gouvernement de la majorité. La démocratie contemporaine a des exigences complexes, qui bien sûr comprennent le droit de vote et le respect du résultat des élections, mais requièrent aussi la protection des droits et de la liberté, le respect de la légalité, ainsi que la garantie de libre discussion et de circulation non censurée de l'information et la liberté de la commenter. *La politique de la démocratie donne aux citoyens une chance d'apprendre les uns par les autres* et aide la société à donner forme à ses valeurs et à ses priorités. La relation entre liberté individuelle et développement social est étroite. Les objectifs que les gens peuvent atteindre dépendent des possibilités économiques, des libertés politiques, de l'environnement naturel et social, et des conditions qui favorisent l'accès à la santé et à l'éducation. La codification institutionnelle de ces opportunités dépend, en retour, de la manière dont les gens exercent leurs libertés, par l'intermédiaire de leur participation aux choix sociaux et à l'élaboration des décisions publiques, qui peuvent améliorer ces opportunités. Quant aux remèdes de la crise de la démocratie représentative, Sen pense que « *les défauts de la démocratie exigent plus de démocratie et non pas moins* » (« La démocratie des autres », 2006, p.45). Il aspire à une démocratie participative aussi étendue que possible.

Sen revendique ce que john **Dewey** appelait « *une lutte avec soi-même* ». C'est une lutte qui n'oppose pas ce qui nous apparaîtrait clairement comme un « Bien » à quelque chose d'autre, qui nous attirerait, mais dont on saurait qu'il s'agit d'un « Mal ». Elle a plutôt lieu entre des valeurs dont chacune prise individuellement est sans l'ombre d'un doute un bien, mais qui maintenant se font obstacle l'une à l'autre. Si un dilemme privé est une lutte dans le for intérieur d'un individu, un dilemme social est une lutte entre différentes valeurs, dont chacune mérite l'intérêt public et peut raisonnablement prétendre à notre respect et à notre assentiment. *On ne peut trancher les dilemmes sociaux qu'à travers des processus de choix public exigeant la participation, le dialogue et les débats ouverts*. Les valeurs sont en effet établies ou validées et reconnues à travers la discussion, une activité qui est sociale et créative. La démocratie ne serait autre que *le gouvernement par la discussion,* les valeurs individuelles peuvent changer et changent en effet au cours des processus d'interaction, de transaction et des processus de décision. Il nous faudrait parvenir à

davantage de décisions sur une base participative, en donnant aux citoyens l'opportunité de faire connaître et de défendre leurs préoccupations. **La Responsabilité sociale** part de la reconnaissance du fait que la vie des individus en société » entraîne des **interdépendances**, ce qui implique des obligations réciproques liées aux relations économiques, écologiques, politiques et sociales qu'ils entretiennent mutuellement. Elle suppose *le droit des citoyens à participer aux décisions qui affectent leur vie* (Sen, « L'économie est une science morale », pp.77, 124).

La crise actuelle de la démocratie représentative, ne la remet pas complètement en cause, mais exige des innovations importantes. *Les expériences « participatives »*, permettant d'associer davantage les citoyens en amont, en cours et en aval des prises de décision, en tant que « parties prenantes », grâce à des dispositifs de concertation et d'évaluation, elles sont l'ébauche d'une nouvelle *mutation politique*, à condition de veiller à ce qu'on ne perde pas la capacité à répondre aux besoins des habitants (Mougel, 2009). *Les parties prenantes sont les personnes et groupements pouvant affecter ou être affecté par les stratégies, les actions, les messages que l'entreprise, l'association, l'administration ou la collectivité, mettent en œuvre pour atteindre ses objectifs. Elles contribuent à la capacité de l'organisation à créer de la valeur et à mener de façon pertinente ses activités.*

L'empowerment constitue un nouvel enjeu pour les collectivités territoriales et les organisations : entreprises associations, administrations. *Comment aider ceux qui ne sont pas en capacité d'assumer leur devenir, à y arriver ? Comment favoriser leur implication ? Comment accompagner le développement d'une capabilité collective de maîtrise de son destin ? Comment piloter une communauté de membres conscients, responsables, autonomes, relativement bien informés ?...*

3.5.9. Les organisations apprenantes

En termes de Management, **l'empowerment** repose sur trois piliers : *vision, autonomie et appropriation.* Une équipe responsabilisée sait où elle va (vision), a une marge de manoeuvre suffisante pour y aller (autonomie) et se sent légitime de mener cette action (appropriation).

L'empowerment des collaborateurs présente de nombreux bénéfices pour l'entreprise, il vise à améliorer :

- La motivation,
- La qualité du service,
- La productivité et la compétitivité,
- La prise de décision,

- L’engagement et l'implication des salariés.

L’empowerment apporte les bénéfices suivants aux collaborateurs :

- La satisfaction au travail,
- La motivation,
- La diminution du stress.

L'empowerment nécessite un investissement dans le recrutement et la formation. Ainsi, le rôle du manager est d'encadrer cette pratique en :

- Préparant et acceptant les risques,
- Préparant les employés par une formation,
- Définir clairement les limites de la démarche (et notamment financières),
- Effectuer un suivi individualisé pour chaque employé,
- Recruter des employés dignes de confiance.

L'ambiance de travail joue un rôle important pour la cohésion des salariés. *Les pratiques coopératives du partage de compétences aux gestes de solidarité, en passant par les dons affinitaires*, sont favorables à l'instauration d'un *climat de collaboration.* Cécile **Dejoux** (2001) fait la promotion d'un « *management de la confiance* ». On peut distinguer trois formes de confiance :

- *la confiance tacite* : reposant sur relations affectives inter-personnelle d'empathie et de sympathie, des normes, des conventions sociales et culturelles,
- *la confiance organisationnelle* : reposant sur des règles et des engagements,
- *la confiance contractuelle* : reposant sur un contrat. Écrit ou oral permettant l'exécution d'une transaction.

Caroline **Mothe** (1999), évoque un certain nombre de caractéristiques de la confiance, dans une perspective stratégique de gestion des ressources humaines :

- c'est un élément important de la relation inter-personnelle et du développement des carrières managériales,
- la confiance dans une personne est plus pertinente en termes de prévisibilité des résultats qu'une attitude générale de confiance envers les autres,
- elle correspond à *une attente positive d'une personne*,
- *elle apparaît dans des conditions de vulnérabilité et de dépendance*,
- elle est généralement associée à *la volonté de coopérer et à l'attente de bénéfices tirés de cette coopération,*
- elle est parfois difficile à faire respecter,
- elle est généralement accompagnée de la reconnaissance du *devoir de protéger les droits et les intérêts des autres.*

On pourrait rajouter que la confiance est *une ressource rare et précieuse*, un actif

intangible pouvant générer une quasi rente pour laquelle il n'y a pas de marché, elle ne peut être acquise que très lentement, mais détruite très rapidement.

La confiance a des implications positives sur le management :

- elle facilite les activités de *coordination* du manager et l'activité de *contrôle* est mieux vécue,
- elle permet d'avoir une *action positive sur la performance*,
- elle s'oppose à l'opportunisme égoïste et inconséquent des acteurs,
- elle se bâtit sur *une réputation positive*,
- elle agit sur les comportements en *favorisant la tolérance, l'ouverture, l'innovation...*
- *elle s'apprend en situation*,
- elle constitue le socle du *management participatif*,
- elle s'inscrit dans une *démarche continue du changement*,
- elle s'appuie sur *la valorisation de toutes les compétences (individuelles, collectives et organisationnelles) de l'entreprise*.

L'information est la principale richesse des organisations modernes, sous forme de compétences métiers, de savoirs, de savoir-faire, de brevets, de stratégies, de technologies... Dans le fonctionnement traditionnel d'une entreprise, l'information utile (c'est-à-dire organisée) est surtout détenue par les employés de l'organisation, avec tous les aléas que cela peut comporter (mutation, départ à la retraite, démission, licenciement...). D'autre-part, la quantité d'informations disponibles pour les membres d'une organisation est trop importante pour qu'ils puissent rapidement trouver les informations pertinentes et utiles. **La gestion des connaissances** (en anglais ***Knowledge Management***), c'est *l'ensemble des initiatives, des méthodes et des techniques permettant de percevoir, d'identifier, d'analyser, d'organiser, de mémoriser, et de partager des connaissances entre les membres des organisations en particulier les savoirs créés par l'entreprise elle-même (marketing, recherche et développement) ou acquis de l'extérieur (intelligence économique) en vue d'atteindre un objectif fixé.*

La mondialisation et le raccourcissement du cycle de vie des produits obligent les entreprises à repenser leurs modes de production et de gestion des ressources humaines. Pour être plus flexible, efficace, rapide et pour avoir toujours un train d'avance sur ses concurrents, le développement d'une **organisation apprenante** apparait être une solution. Il s'agit de *mettre le salarié au centre de la réflexion,* de le considérer comme un partenaire privilégié dans l'acquisition d'un avantage concurrentiel. Les membres du personnel deviennent une équipe d'*acteurs de l'efficience organisationnelle*, et ensemble, ils apprennent de leurs erreurs. Peter **Senge** (1990) a popularisé l'idée à savoir que, « *les entreprises capables d'apprendre*

de leur propre expérience obtiennent de meilleurs résultats que celles qui se contentent de s'adapter à leur environnement ». Pour david **Garvin** (in « Le knowledge management », 2002, pp. 65, 106), une **organisation apprenante** est « *une organisation capable de créer, acquérir, transférer de la connaissance et de modifier son comportement pour refléter de nouvelles connaissances* ».

3.5.9.1. Méthodologie de l'apprentissage collectif

Dans l'ouvrage sur « *la connaissance créatrice* » d'ikujiro **Nonaka** et d'hirotaka **Takeuchi** (1997), les dirigeants doivent admettre l'importance du **savoir tacite** et comment il diffère du **savoir explicite**. Le savoir tacite est individuel, immergé dans **l'action**, dans les routines, dans un contexte spécifique, lié à l'apprentissage personnel, et de ce fait, il est difficile à formaliser et à communiquer, alors que le savoir explicite, c'est de **la connaissance codifiée,** transmissible en un langage formel et systématique (production de données au niveau individuel et gestion électronique documentaire au niveau de l'entreprise). Les cadres intermédiaires jouent un rôle clé *en transformant le savoir tacite des ouvriers en savoir explicite et en l'incorporant dans les techniques et les produits nouveaux.* La fonction première de l'entreprise est de la sorte de *créer un* **avantage concurrentiel** *basé sur son* **intelligence collective**. L'intelligence collective peut sous certaines conditions, mettre en synergie les ressources cognitives d'un groupe et faire émerger des facultés de représentation, de créations et d'apprentissages supérieurs à celles des individus isolés.

La clé du savoir se trouve dans « **la spirale du savoir »** : Les étapes d'apprentissage sont *la socialisation, l'externalisation, l'association, et l'internalisation* :

- *La socialisation* permet de partager implicitement le savoir tacite par exemple en expérimentant (le partage sur le lieu du travail, l'apprentissage),
- *L'externalisation* convertit le savoir tacite en explicite au moyen de concepts, d'analyses, d'hypothèses, de modèles, de métaphores, d'analogies,
- *L'association* ou la combinaison transmet le savoir codifié d'une personne à une autre (gestion électronique documentaire, réseaux des connaissances),
- *L'internalisation* permet d'intérioriser le savoir explicite en tacite à un niveau plus élevé, en « apprenant en faisant » (l'organisation apprenante).

La gestion des connaissances consiste :

- à collecter le savoir des personnes de l'organisation par des entretiens et à le rassembler dans des ouvrages de référence (ex : bréviaires de connaissance) et/ou bases de connaissance ;
- éventuellement à mettre en forme et échanger ce savoir par le biais du système de **la Communauté de pratique** ;
- à diffuser ce savoir au sein de l'organisation, notamment (mais pas seulement)

par des moyens informatiques.

La stratégie consiste à développer les capacités organisationnelles en vue d'acquérir, d'accumuler et d'exploiter le savoir. Mais, dès lors, que le savoir n'est créé que par des individus, l'entreprise doit faciliter cet apprentissage en stimulant l'apprentissage individuel, en le formalisant et en veillant à ce qu'il se transmette au niveau du groupe. L'apprentissage individuel favorise ainsi l'apprentissage collectif en passant du niveau du groupe et à celui de l'entreprise. Mary **Crossan**, Henry **Lane** et Robert **White** (1997), ont définis « un cadre » de l'apprentissage en entreprise avec quatre processus reliant ces niveaux entre eux. Ils sont appelés :

- *L'intuition* qui est subconscient au niveau de l'individu (expériences, images, métaphores...)
- *L'interprétation* qui est un processus qui sélectionne cette connaissance individuelle et le répand au niveau du groupe (langage, carte cognitive, conversation...)
- *L'intégration* qui permet de faire partager cette connaissance au niveau du groupe et la relayer vers l'entreprise. (convictions partagées, ajustement mutuel, systèmes interactifs…)
- *L'institutionnalisation* qui incorpore ce savoir à l'entreprise en le greffant sur ses systèmes, ses structures, ses routines et ses pratiques (plans, routines, normes, procédures et règles, etc…).

David **Garvin** estime que pour devenir apprenante l'organisation doit développer cinq activités :

- La résolution méthodique de problèmes en groupe,
- L'expérimentation de nouvelles démarches : lancer un projet, faire une expérience pilote, etc., sont des occasions d'apprentissage,
- Tirer les leçons des expériences et des meilleures pratiques : prendre le temps de dresser un bilan des succès comme des échecs,
- Apprendre avec les autres : clients, partenaires, fournisseurs, etc.,
- Transférer les connaissances : c'est un point crucial. Il faut mettre à la disposition de ceux qui en ont besoin une base qui rassemble les connaissances utiles.

Chacune d'entre elles s'accompagne *d'une disposition d'esprit, d'une boîte à outils et d'un schéma de comportements spécifiques*. *Les programmes d'amélioration continue* s'efforcent d'obtenir un *flux continu de nouvelles idées,* même s'il faut pour cela recourir à celles venant de l'extérieur de l'entreprise.

Toutefois, robert **Burgelman** (2008) a remarqué qu'entre **l'intention stratégique** (officielle) et **son action stratégique** : ce que l'entreprise fait réellement, il y a non

seulement un grand écart, mais cela constitue une source de « **dissonance stratégique** ». L'évolution d'une entreprise est le fruit d'interactions complexes entre différentes forces. Lorsque la divergence se fait trop forte entre intentions et actions, il devient nécessaire d'utiliser le processus de fabrication stratégique pour fixer une nouvelle intention stratégique (Loilier, pp.511, 528, 2007).

3.5.9.2. La gestion des risques et la fiabilité organisationnelle

Nous sommes aujourd'hui, confrontés au gigantisme et à la fragilité de nos créations technologiques et industrielles. Parmi les facteurs qui accroissent **les risques technologiques** majeurs, qui pèsent sur nos sociétés, interviennent notamment la distance hiérarchique trop importante entre les différents acteurs, la paranoïa du secret des décisions industrielles, la non-transparence des procédures, les économies sur les mesures de sécurité, les négligences et les indulgences, les incompétences, le manque de formation, l'irresponsabilité individuelle et collective...

Karlene **Roberts** (2004) met en avant l'exigence de fiabilité organisationnelle de nos constructions. L'entreprise, soumise aux lois du marché doit aussi répondre aux attentes de la société et satisfaire tout à la fois des exigences de compétitivité, de légitimité, de sécurité. La réponse en termes de **haute fiabilité** vise à concilier les objectifs économiques et ceux de sécurité, flexibilité organisationnelle et bureaucratie. En étudiant le fonctionnement d'un porte-avion, d'une centrales nucléaire, d'un système de contrôle aérien, les prescriptions médicales..., karlene Roberts a exploré comment l'organisation dont les activités peuvent provoquer des conséquences catastrophiques, peut acquérir un niveau de performance, lui permettant d'éviter de sortir de l'enveloppe de sécurité et de ramener le système dans cette enveloppe, si elle en est sortie. Pour réduire l'écart entre les modalités prescrites et l'activité réelle, elle fait appel à l'expérimentation et à l'apprentissage collectif, dans le cadre d'une **approche interactionniste symbolique**, avec un processus continu d'élaboration de sens et des interactions empreintes du respect de l'autre (koenig, pp. 246, 262, 2007).

La sensation de risque est un phénomène subjectif, non rationnel, lié à la façon qu'a un individu de percevoir une situation dans son environnement, ce qui dépend pour une bonne part des compétences de diagnostic et des connaissances de la personne et de ses intérêts. Ces **perceptions** différentes nécessairement d'un individu à un autre. Il peut d'ailleurs exister un décalage d'appréciation entre les dirigeants et les employés. Différents **biais cognitifs** peuvent entrer en ligne de compte pour entraver une perception collective pertinente d'une situation, qui, selon les cas, peuvent être conscients ou non conscients. La perception du risque porte dans un premier temps

sur les facteurs de risque. *Un dispositif de veille* doit prévoir un partage des signaux perçus pour en valider, ou non, les traits pertinents.

Si toute activité économique entraîne des risques, il est nécessaire de les identifier, de les évaluer, de les gérer, afin de les réduire au minimum. *L'accident* peut être défini comme un événement soudain, dommageable et non désiré, ayant pour conséquence des dégâts sur les personnes, les biens ou l'environnement. L'accident étant la conséquence de plusieurs facteurs, si l'on supprime un seul facteur, on peut éviter l'accident, mais celui-ci reste toujours probable : on est alors en situation de *danger*. On pourrait définir un danger comme une situation dans laquelle il ne manque qu'un seul facteur pour qu'il y ait un accident. Par exemple, pour qu'il y ait une explosion de gaz, il faut un mélange explosif et une source d'énergie (étincelle, flamme...). Si l'on est en présence d'un mélange explosif qui n'a pas encore explosé, il n'y a pas encore d'accident, mais il y a un danger. Le *risque* pourrait être défini comme la prise en compte d'une exposition à un danger, c'est-à-dire que l'action est un facteur pouvant mener à l'accident.

On peut distinguer quatre manières de gérer le risque :

La prévention :

Des mesures sont prises pour limiter l'apparition de l'événement redouté. L'action la plus efficace est la « *juste mesure au bon moment ».* Mais une vision à long terme est nécessaire, car une prévention qui semble pertinente et efficace à court terme peut avoir à long terme un effet inverse de celui qui était recherché. (*« Trop d'hygiène »* ne permet plus à l'individu d'entretenir une immunité normale face aux microbes et parasites, ou une utilisation préventive d'antibiotique en médecine ou dans l'alimentation animale peut conduire à des phénomènes d'antibio-résistance, des maladies nosocomiales à grande échelle, des maladies auto-immunes...). La prévention peut aussi se faire par "évitement", l'activité présentant un risque est suspendue. Du point de vue des décideurs, cette stratégie est la moins risquée et la moins chère, mais elle peut constituer un frein au développement de l'organisation.

L'acceptation :

L'acceptation d'un risque permet d'évaluer les dommages pouvant être causés à des personnes exposées si l'événement redouté a lieu. La prise de risque acceptée par l'entreprise indique le seuil de la tolérance de risque aux différents niveaux de l'organisation. Ainsi, un risque sans gravité conséquente peut être accepté, mais cette approche ne permet ni de protéger les consommateurs, ni les personnels, ni l'outil de production, ni l'environnement, tant qu'aucune volonté de réduction du risque ne se manifeste.

Le transfert ou mutualisation :

A titre *opérationnel* et économique, ce transfert s'effectue lorsque l'entreprise sous-traite l'activité à risque sous une forme ou une autre (sous-traitance directe, en

cascade, co-traitance, externalisation). Un sous-traitant sérieux et qualifié pourra démontrer qu'il gère mieux le risque pour un prix équivalent voire inférieur, par contre le recours à un sous-traitant non qualifié ou dédaigneux du risque fera courir un risque encore plus grand.
A titre *financier*, le transfert de risque s'établit lorsque qu'une assurance ou toute autre forme de couverture de risque financier ou garantie financière est contractée par le dirigeant confronté au risque. Ces garanties ne sont pas exhaustives pour couvrir le risque économique et financier. En cas de risque pénal pris par le dirigeant, ce transfert peut être réduit à néant.

La réduction du risque :

Le portefeuille de risques consiste à caractériser les risques et les facteurs de risque à chaque niveau de l'organisation. La compilation du portefeuille permet d'avoir une vision globale des risques de l'organisation. L'identification des risques passe par la compréhension du *cycle de gestion*, qui intègre les partenaires : les clients et les fournisseurs, mais aussi, dans un environnement en interaction complexe avec l'entreprise, les parties prenantes : actionnaires, banques, société civile, collectivités locales, État central, Europe...). L'évaluation des risques détermine la probabilité qu'un événement générateur de risques survienne et les impacts alors engendrés. Elle étudie dans un premier temps le risque inhérent, c'est-à-dire le risque qui existe si le management ne met en place aucune action corrective et de protection. Dans un second temps, lorsque l'élément de réponse au risque aura été traité, il sera possible de déterminer un risque résiduel. Une fois la réponse au risque définie, l'organisation peut s'assurer que le risque résiduel correspond à sa tolérance de risque.

L'analyse des risques prend en compte les conséquences et les impacts économiques, environnementaux et sociaux :

- les dommages sur l'organisation elle-même,
- les dommages subis par les tiers et l'environnement, qui peuvent se traduire par la responsabilité civile ou pénale et la mise en cause d'employés et/ ou de dirigeants,
- les atteintes à la réputation.

Il est ensuite nécessaire de mettre en place *des activités de contrôle* déclinées en procédures (« comment le faire »), *de supervision et d'audit*. *L'évaluation des risques* passe également par *une analyse du cycle de vie des produits*, (ou *cycle de développement*), depuis l'extraction des matières premières jusqu'à l'élimination des déchets, ce qui suppose *une approche globale, historique et systémique du processus de production, de commercialisation, d'utilisation, de destruction/récupération et de recyclage...*

3.5.9.3. Expérimentation et innovation

Mais comment apprendre et devenir actif face à l'instabilité, comment s'affronter positivement au devenir incertain et le faire dans des démarches collectives de **communication inter-active** ? *Pour améliorer l'efficacité organisationnelle collective*, albert **Bandura** (2007) montre l'importance de **l'apprentissage organisationnel,** à partir de trois processus d'innovation : *l'expérimentation exploratoire à base de tests multiples et variés, la synthèse des connaissances existantes en de nouvelles manières de penser et de faire les choses, ainsi que la sérendipité.*

L'expérimentation exploratoire : L'expérimentation permet de tester les idées ce qui alimente le processus d'apprentissage (Johnson, Scholes, Whittington, Fréry, 2008, pp.501, 502). Elle peut s'effectuer sur le terrain, en atelier, en laboratoire, en formation... Elle s'inscrit dans la Recherche-développement, avec ses composantes : La Recherche fondamentale, la recherche appliquée, le développement expérimental, et leurs interactions. Bandura évoque l'intérêt notamment des tests d'usage des produits et des services auprès des clients ou des usagers pour recueillir leur feed-back : *évaluations et propositions d'amélioration*.

La synthèse : Il s'agit souvent d'**un modelage** par amélioration d'un produit ou d'un service d'un concurrent. Mais la synthèse peut aussi rassembler des apports hétérogènes et proposer une cohérence inédite.

La sérendipité peut être l'occasion d'une découverte majeure qu'une personne ne cherchait pas, qui modifie sa propre interprétation de ce qu'elle était en train de faire et qui se révèle évidente au découvreur. Ce serait ainsi l'audace et le sens du risque qui feraient les entrepreneurs sérendipitants. Cependant, une des caractéristiques clé de la sérendipité est sa fugacité, il est quasiment impossible de retrouver le chemin qui a conduit à l'information sérendipienne. Bandura relate l'impact que peut avoir dans nos vies personnelles (privée et professionnelles) une rencontre particulière, hasardeuse inattendue. *Ces évènements ou accidents de la vie nous ouvrent de nouvelles voies ou nous rappellent des éléments importants qui président à une décision de changement de cap.*

Les trois processus peuvent se mettre à leur tour en interaction pour faire surgir de nouvelles configurations.

Une innovation se distingue d'une invention ou d'une découverte dans la mesure où elle s'inscrit dans une perspective productive. Il s'agit de générer des idées, puis de transformer ces idées en produits ou services. Sur le champ de la mobilité, on peut par exemple proposer une **offre** de nouveaux moyens de transports ou de nouveaux

services... **L'innovation incrémentale** se caractérise par des changements modestes, graduels, continuels, à partir de l'amélioration de technologies, de produits ou de services existants. **L'innovation radicale** ou **de rupture**, s'accompagne de *bouleversements paradigmatiques, technologiques, organisationnels...* Dans les deux cas, il faut de l'expérimentation pour tester, réfuter, modifier ou valider des concepts nouveaux. **L'innovation participative** est une démarche de **management de l'innovation** articulée autour d'une organisation, d'un processus, du développement d'une *culture d'innovation* et de la mise en place d'une infrastructure logicielle dédiée. L'innovation participative est une nouvelle pratique basée sur *la mobilisation, la participation et la valorisation du personnel, autour de la valeur "innovation"*. Le système de **management des idées** (S.M.I) a pour but de faire émerger, de collecter et de réaliser des idées — comprises comme suggestions d'amélioration — venant des membres d'une organisation ou des utilisateurs d'un service. Cette démarche a pour objectifs de :

- favoriser l'écoute,
- reconnaître le savoir-faire,
- mobiliser l'intelligence collective de l'ensemble des collaborateurs au service de l'innovation,
- valoriser les collaborateurs,
- révéler des compétences ignorées ou oubliées dans l'organisation.

Contribuer au savoir devient un critère clé de toutes les activités de l'organisation. C'est mettre en œuvre la volonté de développer la capacité de l'organisation elle-même avec celle des personnes, à *apprendre de l'expérience* et à évoluer en prenant appui sur celle-ci. C'est *investir dans la capacité de chacun à monter en compétence et dans la capacité collaborative à évoluer en interaction*.

3.5.9.4. La web-littératie

Le web est un outil pour établir des relations entre personnes, données, documents... Grâce à **un navigateur**, un utilisateur peut voir des pages web, qui contiennent du texte, des images et d'autres expressions multimédias et naviguer entre eux en utilisant **les hyperliens**. L'utilisateur doit avoir acquis une **littératie** (ou littérisme, en anglais : literacy) **digitale**, c'est-à-dire une aptitude à identifier, comprendre, interpréter, créer, communiquer et calculer sur la base de documents et écrits informatisés, avec en particulier :

- l'aptitude à se servir d'une façon efficace d'un ordinateur et de l'internet, la compréhension de leur fonctionnement,
- l'aptitude de trouver l'information, la comprendre dans son contexte de façon critique, saisir l'importance des régimes de propriété, des intérêts commerciaux en jeu, la présence de censure, de désinformation, de

propagande...

- l'aptitude à créer et à diffuser des messages sur différents médias, de comprendre et d'utiliser les forces et les limitations de chacun d'entre eux, de s'en servir de façon autonome et indépendante,
- *l'aptitude à la collaboration, à l'engagement conséquent sur un projet, à l'auto-formation et à l'auto-évaluation, à l'évaluation et à la formation par les pairs, à* « **la culture de la participation** » (Pisani, Piotet, 2008, pp.146, 147).

A cela s'ajoute l'utilisation optimisée des ressources d'Internet (moteurs de recherche, web sémantique, mots-clefs, flux RSS, vérification et croisement des informations, forums, logiciels divers…). *Le Web est un art d'assemblage de logiciels. Il offre une plateforme logicielle à des communautés souples, aux frontières changeantes.*

Avec les nouvelles technologies de **la Formation Ouverte et à Distance** (F.O.A.D), *l'apprenant se trouve au cœur du processus de formation et le formateur devient une personne-ressource en ingénierie **pédagogique**, un tuteur et un facilitateur.* Une plate-forme et un portail de télé-apprentissage d'un institut de formation ou d'un campus virtuel, fournissent un système logiciel évolutif & interactif, qui regroupe les outils et les ressources nécessaires à un apprentissage individuel et coopératif.

L'apprenant peut recevoir une aide personnalisée (conseil, tutorat) en **design pédagogique**. Cette ingénierie charnière entre les théories de l'apprentissage et les pratiques éducatives remonte à john **Dewey**, qui souhaitait améliorer les pratiques de formation. Sa relation à la pédagogie est analogue à celle des méthodes de l'ingénieur par rapport aux sciences physiques, ou à celle d'un médecin par rapport aux sciences de la vie. Burrhus **Skinner** l'a développé dans le cadre de l'enseignement programmé, assisté par ordinateur. Jerome **Bruner** a proposé de remplacer le behaviorisme par le cognitivisme, en refusant de faire de l'ordinateur un modèle de l'esprit humain.

Le "*design pédagogique*" comprend cinq phases ; l'analyse, le design, le développement, l'implantation et l'évaluation ; désignées par l'acronyme ADDIE :

- ***Analyse***. Cette phase consiste à analyser un certain nombre de composantes qui servent à orienter le projet de développement du système d'apprentissage : les besoins de formation, les caractéristiques de l'apprenant, le contexte dans lequel s'insérera la formation, les ressources existantes pouvant être utilisées ou adaptées pour le système d'apprentissage,
- ***Design*** (ou conception). Cette phase vise à spécifier les objectifs d'apprentissage, à développer la stratégie pédagogique et à sélectionner les médias d'apprentissage,

- ***Développement*** (ou production ou réalisation). Cette phase consiste à mettre en forme le système d'apprentissage, à l'aide de divers outils (traitement de texte, appareil photographique, caméscope, webcam, visio-conférence, éditeur graphique, logiciel de programmation, etc.),
- ***Implantation*** (ou diffusion). Cette phase consiste à rendre le système d'apprentissage disponible aux apprenants, avec la mise en place d'une infrastructure organisationnelle et technologique,
- ***Évaluation***. Cette phase consiste à évaluer le système d'apprentissage afin de porter un jugement sur sa qualité et son efficacité.

Le dispositif de formation peut s'ouvrir, en modifiant les espaces, les temps et les modes de l'action pédagogique (Carré, Caspar, 1999, p. 389). La notion de *distance* évoque l'éloignement géographique entre les participants à la formation : formateurs et apprenants. La formation est accessible où que l'on se trouve, en présence des autres participants ou pas. La formation peut être *synchrone* : en temps réel, aussi appelée « classe virtuelle », ou *asynchrone*, en différé, favorisant l'autonomie des apprenants. La notion d'*ouverture* évoque généralement l'utilisation d'outils libres et gratuits pouvant être utilisés de manière collaborative sans le contrôle permanent d'un formateur. Quand les connaissances croissent à un rythme rapide, les services et les outils de soutien au cours ne peuvent plus être linéaires, ni détenus par une structure propriétaire, ils ont à *s'ouvrir à une variété de cheminements possibles et se prêter à des démarches adaptatives et émergentes*. *L'apprenant gère lui-même sa démarche, auto-évalue ses progrès, modifie au besoin ses valeurs et ses processus de travail et d'apprentissage.* C'est à lui de construire un espace personnalisé, en puisant des ressources et des outils disponibles sur internet (Paquette, 2002). Les logiciels sont des nouveaux outils de **l'intelligence extérieure** au cerveau biologique humain. Ils apportent de nouveaux modes de traitement des informations stockées dans les systèmes extérieures (S.S.E.). L'individu n'a plus seulement recours à l'intelligence de son cerveau personnel, il peut se servir aussi des produits de l'**intelligence artificielle** et d'autres *cerveaux humains, mis en réseaux*.

Un logiciel *est un ensemble d'informations relatives à des traitements effectués automatiquement par un appareil informatique avec les instructions de traitement, regroupées sous forme de programmes, des données et de la documentation*. Le tout est rassemblé sous forme d'un ensemble de fichiers dans une mémoire artificielle. Un logiciel peut contenir divers fichiers, tels que des images, des sons, des textes ou des documents. Ces fichiers peuvent être utilisés par le logiciel, en étant affiché par un icône sur l'interface graphique, et être mis à disposition de l'utilisateur comme aide, comme modèle, comme exemple, comme ressource. Avec l'arrivée de *la programmation et la conception « orientée objet », on* a inventé et construit des

formes d'*intelligence artificielle*, telle que la reconnaissance de forme, la déduction automatique, la traduction automatique, l'exploration des données, le raisonnement automatique (*les systèmes « expert »*), l'apprentissage automatique, l'aide aux diagnostics, l'aide à la décision, l'automatisation des tâches, la résolution de problèmes complexes... **L'intelligence artificielle** ou **l'informatique cognitive,** est *la recherche de moyens susceptibles de doter les systèmes informatiques de capacités intellectuelles comparables ou complémentaires, à celles des êtres humains et de créer de la sorte une intelligence humaine consciente sur un support matériel autre que biologique.*

Reprenant les travaux de lev **Vygotsky** (1962), robert **Lewis** présente **l'apprentissage conjoint entre pairs** comme un processus de **co-construction des connaissances**. Pour que l'apprentissage conjoint soit effectif, il faut considérer que les connaissances du groupe ne résident pas dans des individus particuliers, *mais se trouvent distribués parmi eux.* Il est nécessaire *que les apprenants s'impliquent dans des tâches communes, dans la réalisation de problèmes*. Les actions ne peuvent être pré-définies, il doit y avoir de la place pour *l'interprétation, la négociation et l'appropriation personnelle tant individuelle que collective* de l'objet ou objectif de travail. Chaque participant peut aider un autre à construire ses propres connaissances en lui amenant un apport d'informations et/ou en remettant en cause des connaissances (conflit socio-cognitif).
Le web dispose d'un gigantesque potentiel relationnel, du fait de :

- l'absence de normes pré-établies,
- la liberté d'expression,
- la multiplicité des outils et des moyens,
- la présence d'un très grand nombre d'utilisateurs.

En multipliant les possibilités de rencontres et de découvertes, le web qui se construit, est un *web de participation* avec des amateurs qui accèdent à des outils d'experts (Pisani, Piotet, 2008, p.29).

La mobilisation d'internautes dans la croissance du **logiciel libre** comme « Linux » et dans une **encyclopédie** comme « Wikipedia », montre la puissance intellectuelle collective de **la production des pairs**. Ce sont *des modes de coopération qui utilise les motivations, les compétences, l'ingéniosité pour créer et améliorer les biens communs.* Il ne peut y avoir de participation des utilisateurs sans *pouvoir des utilisateurs.* Mais *l'auto-organisation* a aussi à *tenir compte des niveaux de responsabilité des participants, de leurs compétences, de leur engagement.* Les **wikis**, dont l'encyclopédie en ligne Wikipédia, sont des sites-chantier que chacun peut alimenter, en se formant à interagir et à *co-créer avec un groupe informel de partenaires auto-organisés. Chaque participant n'ayant qu'une connaissance*

partielle de l'ensemble créé, c'est la collaboration, les multiples interactions, la synergie à l'œuvre, qui conduisent à l'émergence de propriétés nouvelles. Cela implique un mélange variable d'*accumulation, de compilation, de mise en relation de données & de participants divers, et de délibération* (Pisani, Piotet, 2008, p.134).

La « **blogosphère** » qui caractérise la sphère d'activité des échanges sur internet : blogs, wikis, chat-rooms, radio-diffusion personnelle..., peut se connecter aux entreprises et aux administrations publiques, dans *un mouvement compulsif de débats et de discussions.* Le processus de **l'innovation ascendante** s'appuie non seulement sur *les critiques mais sur les attentes directes et effectives des consommateurs concernés*. Les technologies de l'information et de la communication permettent aux citoyens d'améliorer leurs connaissances de leur consommation, les modes de fabrication et de distribution, le contenu des produits et la provenance des matières premières.

Certains sont alors désireux de chercher à *améliorer les aspects les plus critiquables de leur consommation* avec *une démarche citoyenne*. Cela suppose de la part de l'entreprise, une écoute et une **réactivité** organisationnelle aux demandes, aux réclamations, aux propositions des consommateurs. Les entreprises peuvent dès lors, *co-construire leur relation avec leurs clients sur un mode participatif.* Le consommateur et le producteur co-construisent le produit et ils peuvent gérer ensemble leurs relations durant **le cycle de vie du produit** (Maillet, 2007, p.283).

Don **Tapscott** et anthony **williams** (2007) décrivent une **économie collaborative** en train de se constituer à partir des nouvelles technologies, de « *la génération participation »* et *de l'économie mondialisée*. *L'entreprise intelligente et collaborative* peut impliquer beaucoup plus de gens et de partenaires qu'elle ne pourrait en disposer en interne. La mutation des entreprises amenées à puiser à l'extérieur de la valeur et la globalisation des échanges économiques, rend désormais possible *la mise à disposition de toute entreprise, des ressources intellectuelles pouvant provenir de toute la planète. Mettre sur pied des environnements fertiles, avec des infrastructures ouvertes de connaissances variées, c'est la mission des* **agrégateurs de savoirs**. Les « *idéagoras* » donnent accès à un marché mondial d'idées & d'innovations, qui peut renforcer la capacité de résolution de problèmes. *Les plate-formes de participation* créent une scène globale sur laquelle de vastes communautés de partenaires forment *un écosystème de démultiplication des synergies.*

James **Surowiecki** (2004) énonce certaines conditions pour développer « la sagesse des foules » et l'intelligence collective :

- **la diversité des opinions** (chaque personne doit détenir des informations en

propre),
- **l'indépendance** (les opinions des personnes ne sont pas déterminées par les opinions de ceux qui les entourent),
- **la décentralisation** (les personnes sont capables de se spécialiser et de s'appuyer sur un savoir local),
- **l'agrégation** (certaines procédures sont en place qui transforment des jugements privés en décision collective).

3.5.9.5. La co-évolution

La conduite de l'**entreprise-réseau** dépend de la capacité des sujets entreprenants, de l'agence stratégique et de chaque **nœud** pris individuellement à assurer la vitalité de l'ensemble des nœuds en coopération, à sélectionner et à développer **les connexions** nécessaires, à créer les conditions pour la cohabitation de structures multiples, à favoriser le développement des mécanismes opératoires : tout cela en vue d'atteindre ses objectifs propres (Butera, 1991). Il faut veiller à assurer :
- **la redondance**, qui rend le système peu sensible à des pannes ponctuelles
- **la réentrance** avec les composants qui s'informent en permanence entre eux,
- **la sélection,** où au fil du temps, les comportements efficaces sont dégagés et renforcés.

Une « **entreprise-réseau** » et/ou un « **réseau d'entreprises »** n'excluent pas les niveaux de responsabilité, la bureaucratie, la division du travail..., mais les intègrent et corrigent leurs effets pervers par une organisation complexe, d'**unités autorégulées**, d'un flux de **transactions** informationnelles, financières, servicielles, d'une architecture dynamique en perpétuelle recomposition, d'une **animation de réseau** favorisant les échanges, l'apprentissage organisationnel et la co-évolution.

En biologie, le terme « **co-évolution »** désigne *les transformations qui se produisent au cours de l'évolution de deux espèces vivantes suite à leurs influences réciproques.* Un réseau d'interactions variées s'établit entre diverses espèces qui vivent dans un même écosystème, c'est-à-dire des espèces en interaction entre elles et avec l'environnement. Si pour survivre, une espèce dépend de l'existence d'autres espèces, ce qui est le cas par exemple de la prédation, de la compétition, du parasitisme, de l'entraide, de la coopération..., toute modification de l'une entraîne une modification des autres.

En socio-biologie, les travaux de charles **Lumsden** et d'edward **Wilson** (2005) ont mis en évidence *une co-évolution des gènes et de la culture, la transmission culturelle étant fortement influencée par la nature de l'esprit humain et réciproquement, un trait culturel pouvant favoriser l'évolution génétique via la stabilisation de certains*

gènes qui donnent un avantage sélectif dans le groupe où ce comportement culturel est observé.

Claude **Combes** (1995) a noté, quant à lui, que l'humanité a introduit des processus nouveaux dans le jeu de la co-évolution, en ayant supprimé ses prédateurs, en domestiquant ou altérant les modes de vie de nombreuses espèces qui l'entourent, en agissant sur le climat de la planète, sur les paysages. Les conséquences de l'activité humaine qui résulte d'une culture trans-générationnelle incluant des savoirs médicaux, vétérinaires et techniques (clonage, génie génétique...) sont donc d'éloigner de plus en plus l'homme des processus de la sélection naturelle.

Richards **Dawkins** (1996) a appelé « **mèmes** », **ces réplicateurs** comparables aux gènes, mais responsables de l'évolution de certains comportements animaux et des cultures humaines. Jared **Diamond** (2000, p.75) compare la société néandertalienne dont la culture aurait été rigide et monolithique, aux sociétés humaines plus réactives et innovantes. Ian **Tattresall** (1999) a décrit les traits cognitifs d'homo sapiens, son aptitude par le langage à former des symboles, lesquels peuvent être ensuite remaniés et mis en ordre par ce **mécanisme génératif**.

En management stratégique, selon bill **McKelvey** (1982), la « co-évolution » permet d'appréhender l'évolution des organisations et leurs interactions avec l'environnement. Alors qu'Ilya **Prigogine** (2001, 1996, 1979) a remis en cause l'équilibre linéaire de la physique classique en introduisant « *la flèche du temps* » et en montrant que dans les systèmes dissipatifs, un **ordre émergent** peut apparaître loin de l'équilibre, et faire décroître l'entropie du système, le « Santa Fe Institute » a montré que **les processus émergents d'organisation**, c'est-à-dire d'**auto-organisation**, sont des *mécanismes générateurs d'ordre*, résultant des inter-dépendances entre les différents éléments qui composent le système et de l'existence de *feed-back positifs non-linéaires.* Ces influences mutuelles et récursives entre les différents éléments définissent un **processus de co-évolution**.

L'évolution biologique et la production mémétique ont besoin de machines à recopier l'information. Les sociétés humaines et leur développement culturel ont utilisé le copiage manuel des manuscrits, le dessin, la presse d'imprimerie, la photographie, le disque dur de l'ordinateur, la fabrication de logiciels... A chaque copie, transaction, échange, partage, peuvent survenir des modifications, des mutations, qui conduisent à un accroissement de la diversité. Selon que ce message est sélectionné ou non par les utilisateurs, il sera conservé, modifié ou amplifié. Nous disposons de la sorte, selon joël de **Rosnay** (2010, p.220), des bases d'un système d'évolution sociétale et d'une économie complexe, en rapport avec des principes voisins de ceux de la co-évolution biologique. Que le nœud d'un réseau soit une molécule, un gène, une

personne, un mème..., tous présentent des caractéristiques proches, celles de **la dynamique des réseaux** (barabasi. 2002).

Les organisations n'évoluent pas de façon solitaire, elles co-évoluent et les ordres émergents dans l'entreprise et entre entreprises, apparaissent dans un contexte de **sélection concurrentielle**. *Le management de la dynamique organisationnelle* cherche à *créer les conditions* pour que des phénomènes auto-organisés puissent émerger des processus de co-évolution entre les différents acteurs, afin de *réduire les tensions dissonantes entre leurs valeurs*. **La variété** du système conditionne *ses capacités d'adaptation et d'innovation* (Kaminska-Labbé, Thomas, 2007).

Travailler en réseau ouvre des opportunités, lorsqu'il s'agit d'innover, de travailler différemment, de faire émerger, d'approfondir et de consolider des démarches nouvelles. Mais faire vivre un réseau suppose des compétences, faute de quoi nombre de réseaux s'éteignent. Il est ainsi nécessaire de partir des besoins perçu du terrain : un réseau ne se décrète pas, il se construit pour répondre à une attente des acteurs concernés. Il se bâtit dans des **démarches de projets**. Il « vit » pour contribuer à l'atteinte d'objectifs. Il suppose **une animation** régulière, doté des moyens nécessaires à son fonctionnement. La richesse d'un réseau vient de la diversité de ses membres, l'accaparement du pouvoir l'appauvrit et entrave son fonctionnement. Des règles doivent permettre d'éviter les prises de pouvoir excessives et intempestives. Pour qu'un réseau perdure de façon efficace et non technocratique, chacun de ses membres doit exercer une vigilance sur son fonctionnement et actualiser sans cesse **le projet fédérateur** qui justifie sa création et son développement.

Quelle serait la différence entre machines artificielles et les machines vivantes ? Nous sommes confrontés à un paradoxe : les éléments des machines artificielles sont bien usinés, perfectionnés, mais se dégradent dès que la machine commence à fonctionner. En revanche, les machines vivantes sont composées d'éléments peu fiables, comme les protéines qui se dégradent sans cesse, mais ces machines possèdent des propriétés de se développer, de se réparer, de se reproduire, de s'auto-régénérer, notamment à partir de cellules souches (indifférenciées) en remplaçant les molécules dégradées et les cellules mortes par des cellules neuves. **La bio-inspiration** est une piste de recherche qui amène les ingénieurs à s'inspirer de la nature pour développer de nouveaux systèmes artificiels (la biotique). Il concerne tant le monde des végétaux que des animaux et champignons, ou des bactéries et virus, et génère déjà des applications dans des domaines aussi variés que l'aéronautique, la pharmacie, la marine, les matériaux composites, l'intelligence artificielle ou encore les nanotechnologies. La bio-inspiration est une adaptation française du terme biomimicry (bio-mimétisme). De nombreux chercheurs ont

emprunté les principes mis en exergue notamment chez les insectes sociaux pour en faire des algorithmes et des projets d'ingénierie pour la résolution de certains problèmes. Ils sont souvent regroupés sous l'appellation « systèmes multi agents » (S.M.A.).

Par différentes stratégies, une « *organisation apprenante* » viserait à se *régénérer* continument grâce à la variété des connaissances, des expériences et des compétences individuelles de ses membres et de ses réseaux. Elle faciliterait *l'émergence dynamique de nouvelles stratégies*, encouragerait les débats et les défis au travers d'une vision commune ou d'une intention partagée. L'objectif du management serait de *stimuler les processus qui libèrent les connaissances individuelles et de favoriser le partage des informations de manière que chacun soit sensibilisé aux évolutions de son environnement*. Les managers devraient se comporter plus comme des **facilitateurs,** que comme des supérieurs hiérarchiques. Les flux d'informations et les relations entre les individus devraient être horizontaux autant que verticaux. Il serait nécessaire de rendre les organisations davantage pluralistes, assumant des opinions différentes, voire opposées, permettant d'alimenter un débat collectif. Gary **Hamel** (2008) appelle « **organisation résilientes** », les organisations qui refusent de se reposer sur leurs succès et sont capables de *se réinventer constamment*, en imaginant de nouveaux modèles économiques. Elles auraient la capacité d'*utiliser les périodes de crises pour se créer des opportunités.*

3.5.9.6. Les pôles de compétences et de coopération

Les motivations égoïstes et altruistes ne sont pas nécessairement antinomiques, elles peuvent se succéder chez la même personne dans des ordres différents et se conforter mutuellement, ou encore l'égoïste peut contribuer involontairement à la promotion de l'altruisme, comme le suggérait bernard **Mandeville** (1997), dans « *la fable des abeilles* », parue en 1705 : « Les vices privés contribuent au bien public ». L'altruisme s'applique à *la globalité systémique* et non pas à l'intérêt privé. Alors que l'altruisme semble être un sentiment étranger au commerce, car incompatible avec la recherche du profit d'une société commerciale, l'entreprise, qui cherche des relations client-fournisseur pérennes, doit veiller à ce qu'il y ait des gains à la fois pour le client et le fournisseur, dans **une relations de gagnant-gagnant**. En outre, la compétition, qui favorise surtout la résolution des problèmes par soi-même et fait interpréter comme tricherie et faiblesse, la coopération avec les autres concurrents, n'exclut pas le travail d'équipe pour produire la performance, ni un code de l'honneur exigeant aides et secours à apporter aux adversaires en grande détresse. La compétition comme la coopération exigent ***une confiance dans les autres*** par rapport à leurs respects des règles du jeu social. Un commercial pourrait alors être

décrit comme un égoïste échangeant avec d'autres égoïstes, entrainant des conséquences altruistes, ou même comme un altruiste systémique soucieux de prendre en compte l'égoïsme de chacun.

D'après « *la théorie des jeux* », *les conditions de succès d'un accord Gagnant-Gagnant* sont :

- informer les partenaires sur les règles communes,
- entreprendre une concertation et négociation avant d'engager le partenariat,
- montrer l'historique des actions précédentes, afin de montrer votre expérience dans la pratique du Gagnant-Gagnant,
- ne pas cacher d'informations sur le passé, si elles sont pénalisantes les expliquer et les relativiser,
- *créer les conditions de confiance*, pour que chaque partenaire de l'accord puisse afficher : ses valeurs, son éthique, sa réputation,
- identifier les valeurs communes,
- rendre les parties solidaires des conséquences de l'accord, en cas de succès comme en cas d'échec,
- caractériser : les promesses, les partages d'informations envisagés, les engagements réciproques, les engagements de concertations préalables aux décisions ultérieures.

Une grande partie du « gagnant-gagnant » (Gordon, 2006) repose sur **la crédibilité de l'engagement de l'autre** :

- montrer à l'autre quel avantage on tire de respecter l'accord,
- montrer qu'on a personnellement intérêt à ce que l'autre gagne aussi.

Pour consolider un accord gagnant-gagnant il est possible, durant la phase de négociation, de spécifier les pénalités (« représailles » en théorie des jeux) applicables lorsque l'accord n'est pas respecté :

- Les pénalités peuvent être "automatiques", à condition qu'elles ne génèrent pas de contre-pénalités elles-mêmes automatiques.
- Les pénalités doivent être proportionnées au tort causé, surtout si elles sont automatiques, afin d'éviter l'effet boule de neige.
- Ces pénalités et leur mode de déclenchement (automatique ou non) doivent être connus pour que l'effet de dissuasion puisse jouer.
- Des moyens d'échapper aux pénalités peuvent être prévus s'ils restent dissuasifs (compliqués, longs, incertains...).

Au niveau des entreprises, l'enjeu se situe dans :

- la performance de l'entreprise liée à la motivation du personnel,
- dans les gains de la valeur de l'entreprise liés à l'augmentation du capital de connaissance,

- dans la conduite de l'innovation, notamment en termes de rapidité des réponses apportées aux demandes des clients,
- dans la sauvegarde des savoir-faire et des processus de l'entreprise. Ainsi, son activité sera moins sensible au départ d'une personne ayant acquis un savoir-faire important,
- dans la connaissance des valeurs éthiques de l'entreprise au niveau des employés,
- dans la capacité des entreprises à nouer des alliances et des partenariats dans le contexte de mondialisation économique, c'est-à-dire à organiser des **pôles de compétence** sur les territoires, en mettant en commun des compétences et des connaissances, et surtout à les concrétiser dans leur mise en œuvre sur le terrain.

La compétitivité des industries exige une coûteuse infrastructure logistique, des voies de communication, des réseaux de transport, d'énergie et de télécommunication, des administrations et des services publics efficaces, des centres de Recherche et de formation. En amenant une multiplication des réseaux de télécommunication - internes (intranet), étendus aux partenaires de l'entreprise (extranet), et aux parties prenantes, ainsi qu'au reste du monde (internet) – se révèlent des possibilités de collaboration et de mutualisation des savoir-faire entre les employés d'entreprises différentes. C'est *l'émergence de* **la société des savoirs** !

Les pôles de compétences apportent un moyen de rapprocher de façon opérationnelle *Formation-Recherche et Emploi.* La réussite de l'économie de la connaissance est associée à un **cercle vertueux** où l'innovation engendre la croissance, elle-même source d'emplois riches en nouvelles compétences, porteuses à leur tour d'innovations. Les connaissances (externes et internes) sont **actionabilisées** et transformées en compétences, aptitudes à mettre en œuvre les savoirs. L'entreprise combine et incorpore ces connaissances pour créer de la valeur.
La construction d'« **espace serviciel régional** » permet de rapprocher un noyau d'entreprises à des centres de recherche et de formation, divers organismes privés et publics, dont les initiatives sont soutenues par les collectivités territoriales, pour produire des connaissances en réseau. Il est constitué de ressources techniques (plate-forme Intra-Extra-Internet), humaines et financières afin de favoriser le développement de tous les types d'apprentissages et la captation – valorisation – création - diffusion des connaissances (Carluer, 2009, 2004). **Un cluster** ou **pôle de compétitivité** peut être défini comme *une concentration géographique d'acteurs unis par des chaînes de valeur économiques, évoluant dans un environnement bénéficiant d'infrastructures de soutien, partageant une stratégie commune et visant à attaquer un même marché.*

La constitution d'une *alliance stratégique* favorise « **la coopétition** ». (Brandenburger, Nalebuff, 1996, 1995, pp.57, 71), c'est un mixte de deux mots : coopération et compétition (concurrence), *la coopération en amont et la concurrence en aval.* La coopétition *est une collaboration opportuniste entre différents acteurs économiques qui, par ailleurs, sont des compétiteurs*. Il s'agit d'*une mutualisation des compétences de deux entreprises concurrentes*. La coopétition est souvent utilisée afin de financer une R&D commune, tout en prenant soin de protéger leur propriété intellectuelle et industrielle. Dans un espace réticulaire d'interconnexions, on assiste à l'émergence croissante de possibilité d'action collective, allant d'arrangements, de discussions informelles à des dispositifs formalisés de fertilisation croisée, de planification interactive de projets, de mobilisation de ressources communes, de projets de déplacement inter-entreprise territorial... Les partenariats exigent une base solide de concessions mutuelles et de preuves de loyauté. Alors seulement nous accomplissons des buts qui nous dépassent (Waal, 2009, p.240).

Danièle **Demoustier** (2004) envisage le développement local comme une *construction partenariale,* dans laquelle « *l'économie sociale et solidaire* » peut apporter sa force de mobilisation, de coopération, d'organisation et de proposition pour dynamiser les espaces marginalisés, requalifier les groupes sociaux, mutualiser les ressources et répondre aux besoins des populations. *Les dynamiques de développement local territorialisé et d'économie sociale auto-organisée*, peuvent conjointement contribuer à valoriser les territoires et les populations, dans la perspective d'un développement soutenable. Les efforts français de *décentralisation, de régionalisation et de développement de la démocratie locale* donnent à une société civile, sociale et solidaire la possibilité d'investir les espaces publics, de se faire entendre comme *contre-pouvoir par rapport aux excès du marché et des pouvoirs administratifs*, de lancer des initiatives innovantes pour *revitaliser l'économie de proximité* contre les logiques de l'exclusion, de la pauvreté, de la solitude, de la violence, de la domination, de l'exploitation gaspilleuse des ressources humaines et environnementales. On peut citer l'exemple des « *plate-formes de mobilité* », qui visent à mutualiser des moyens, améliorer la visibilité des dispositifs, offrir des outils & des services pertinents et efficaces pour la mobilité des personnes inscrites dans une démarche d'insertion sociale et professionnelle.

Actuellement, la pression ou le choix des consommateurs pour des modes de productions biologiques, équitables, responsables et respectueuses de l'environnement, peuvent infléchir la loi aveugle du profit. Le désir que les humains, peuvent avoir d'agir d'une façon conforme aux exigences d'environnement conduit à des situations qui peuvent être contraires aux intérêts immédiats des personnes et des organisations qui s'engagent dans cette voie. *Si des individus s'engagent, c'est*

souvent par solidarité avec leurs semblables, en vue d'aboutir à des résultats conformes à des intérêts qui ne sont pas seulement personnels et financiers, mais également sociaux et moraux : quel patrimoine naturel laisser à ses enfants et aux générations futures, dans une optique de responsabilité par rapport à des exigences de développement soutenable ?

3.5.9.7. La Responsabilité sociale, économique et environnementale des entreprises

Si en 2000, au **sommet de Lisbonne**, l'Union européenne s'est donnée comme objectif de *mettre en place les infrastructures nécessaires à la diffusion du savoir et de renforcer l'innovation en investissant dans les ressources humaines et en luttant contre l'exclusion sociale,* à ces enjeux se sont ajoutés, avec **le rapport Brundtland** et **le protocole de Kyoto**, les nécessités d'un **développement soutenable**, respectueux de l'environnement et participant *à la réduction des gaz à effet de serre.* Une **stratégie responsable de l'innovation**, décloisonnant et mettant en réseau les acteurs de l'innovation, tout en renforçant le potentiel d'innovation de **la recherche-développement** des petites et moyennes entreprises, doit aussi stimuler **l'innovation sociale** à travers les réseaux de *l'économie sociale et solidaire* et *réduire l'empreinte climatique* (Mougel, pp.129, 131, 2010).

Construire des savoirs collectifs est *une démarche pragmatique d'amélioration continue de la qualité*, qui s'inscrit dans une *logique de responsabilité sociale, sociétale, économique et environnementale de l'entreprise*. **L'Investissement Socialement Responsable** (I.S.R.) est un investissement individuel ou collectif effectué selon des critères sociaux, environnementaux, éthiques et de gouvernance d'entreprise Il se définit comme la composante financière du concept de développement durable par lequel l'investisseur, au lieu de s'intéresser limitativement aux critères financiers – rentabilité-risque - utilise également dans sa décision d'investissement des critères extra-financiers ; en l'occurrence les critères à caractère éthique, de gouvernance sociale et environnementale. C'est un style de **gestion financière** qui tend à influencer le comportement des entreprises, pour transformer l'économie. Les investisseurs socialement responsables passent au crible les pratiques sociales et environnementales de l'entreprise, ils instaurent un dialogue avec elles, déposent ou soutiennent des résolutions aux Assemblées Générales, afin d'influer sur ses pratiques pour en faire un acteur du développement soutenable (Bernard-Royer, 2009). Leur préoccupation porte notamment sur « **la traçabilité** » de leur argent et son allocation à des projets qui « *font sens* » pour eux. Les rapports annuels du C.E.R.E.S. (investors and environmentalists for sustainable prosperity) indiquent clairement depuis 2005 **un changement d'attitude** de plus en plus net des investisseurs, notamment dans le secteur bancaire de l'économie mondiale, qui

prend de plus en plus au sérieux *l'impact du changement climatique dans sa gestion des risques*. Des progrès considérables restent à accomplir de la part des banques en matière de **transparence** non seulement de leurs produits, mais aussi sur leurs activités au regard de l'ISR et de leur engagement au titre de la RSE.

Dans la société des savoirs, **la Responsabilité Sociale, Economique et Environnementale de l'entreprise (R.S.E.)** résulte de demandes de la société civile (associations écologiques et humanitaires) d'une meilleure prise en compte des impacts environnementaux et sociaux des activités des entreprises. Elle tend à définir les responsabilités des entreprises vis-à-vis de ses **parties prenante**s, dans la posture « *agir local, penser global* ».

En facilitant les rencontres, les échanges, l'accès aux réseaux, l'entreprise s'ouvre à « **l'intelligence connective** », à **la collaboration** et à **l'auto-organisation**. Dans les associations ou sur Internet, de nombreuses personnes ont décidé de s'investir au quotidien pour redéfinir les rapports à l'entreprise ou à la politique, et bâtir un nouvel espace des possibles. Cette mouvance émergente, portée par les nouvelles technologies, qui s'inscrit moins dans une classe d'âge que dans une communauté de valeurs, thierry **Maillet** (2007) lui a donné le nom de « *génération Participation* ». Ces **engagements** correspondent à une volonté de participation des individus à l'évolution de leur propre société.

Depuis la fin du XIX° siècle dans les pays anglo-saxons et en France, les **associations de consommateurs** de **l'économie sociale** ont défendu *une consommation intelligente et respectueuse, hier des droits des travailleurs, aujourd'hui également de l'environnement*.

Les « **Consommateurs- Acteurs** » dénoncent aujourd'hui, ce que la consommation produit en termes de perte d'autonomie des choix de l'individu et d'atteintes sévères aux écosystèmes et aux rapports sociaux. Avec Internet, les données circulent instantanément, renforçant une demande de plus en plus grande pour une information en temps réel, disponible et permettant les évaluations comparées des opérations conduites par l'entreprise et sa performance globale. L'opinion et le jeu d'influence se jouent désormais en système ouvert. Les « *web-blogers* » deviennent des *leaders d'opinions*. Les parties prenantes concernées et légitimes, émanant de la société civile : les associations de consommateurs, les O.N.G (Organisations Non Gouvernementales), les investisseurs, les agences de notation..., interpellent la capacité de l'entreprise à *rendre des comptes d'une manière pertinente et transparente*, de la réalisation de ses engagements, des processus, moyens et capacités qu'elle a engagés (investissements et déploiement), de ses résultats, ainsi que des progrès, comme de ses échecs, vers un développement soutenable

(Dubigeon, 2009, pp. 161, 162). Les mouvements représentant la société civile s'emparent de l'espace public, aux côtés des collectivités territoriales qui gagnent en autonomie : l'alliance stratégique entre eux est une des formes de *la construction de l'empowerment citoyen et des nouvelles possibilités de régulation du débat démocratique.*

La R.S.E. se traduit ou devrait se traduire de différentes manières :

- la définition d'une **éthique**, formalisée dans une charte,
- la mise en place de programmes de **gestion des risques**,
- une surveillance accrue des principes de sécurité,
- une **veille**, notamment sociétale,
- des projets de gestion des connaissances en support à **l'innovation** qui impliquent également plusieurs types d'agents économiques : les acteurs publics territoriaux, de l'enseignement et de la Recherche (**cluster**, pôle de compétence, pôle de coopération),
- des programmes d'**assurance qualité**, avec la mise en œuvre de nouvelles normes,
- des **labels** aux exigences affichées et contrôlées,
- une communication interne et externe.

Améliorer **le pilotage** des relations de l'entreprise avec les parties prenantes issues de la société civile et donc, *prendre en considération leurs attentes et leurs perceptions,* permet à l'entreprise, à la fois de négocier avec des contre-pouvoirs mais aussi de prendre des initiatives pour rendre acceptable éthiquement et écologiquement ses projets économiques et *trouver des soutiens actifs chez son personnel, ses clients, ses actionnaires, les collectivités territoriales, les membres des administrations, le public en général...*

Mais la tentation est grande pour certaines entreprises de faire semblant, de se donner un « look » social et environnemental, tout en poursuivant des activités nuisibles à l'humanité et à l'environnement, sous couvert d'un projet séducteur (arbre qui cache la forêt). Le verdissement **écologique** (« greenwashing ») est en effet, un procédé de marketing utilisé par une organisation (entreprise, association, gouvernement, etc.), dans le but de donner à l'opinion publique une image écologique responsable, alors que plus d'argent a été investi en publicité « *verte* » que pour de réelles actions en faveur de l'environnement. Ces publicités, qui ne font souvent que camoufler le peu d'efforts consentis par ces entreprises au regard des enjeux écologiques actuels, montrent par ailleurs leur peu de volonté et d'empressement à adopter un comportement écologiquement responsable. En donnant une image « verte » à des entreprises, des services et des produits qui ne le sont guère, cela minimise et banalise la nécessité impérative de changer nos

comportements de consommation. En outre, il participe directement à la désinformation des consommateurs, contrecarre les efforts importants de sensibilisation faits en ce sens par les associations, par les pouvoirs publics comme l'A.D.E.M.E., et discrédite la démarche de progrès amorcée par quelques entreprises honnêtes et respectueuses de leurs responsabilités. La vigilance est donc de mise chez *les nouveaux militants*.

Une approche « consciencieuse » de la R.S.E peut être une opportunité pour mettre en œuvre de nouvelles **régulations** et une **gouvernance d'entreprise responsable**, afin de mobiliser l'intelligence individuelle et collective, susciter et développer l'autonomie des membres du personnel, la prise d'initiatives, l'évaluation formative, tout en développant les capacités de coopération et d'adaptation au changement. *La gouvernance* intègre les relations entre les nombreux acteurs impliqués dans les objectifs qui gouvernent l'entreprise. Ces acteurs à des titres divers, sont les actionnaires, la direction, le conseil d'administration, les employés, les fournisseurs, les sous-traitants, les clients, les banques ou autres prêteurs, les partenaires économiques et sociaux, les collectivités territoriales, les ministères, les associations, l'opinion publique et l'environnement naturel... Elle valorise la création de valeur pour l'ensemble des partenaires. **La performance** est mesurée au regard de l'ensemble des partenaires. Ce type de gouvernance favorise le développement de plusieurs types de capital : le capital financier, le capital humain (savoir-faire, compétences, innovation) et le capital environnemental.

3.5.9.8. L'émergence de consciences globales

La mutualisation des savoirs, des ressources et de la puissance de calcul de milliards d'individus constitue de la sorte, une *force d'auto-organisation collective décentralisée d'ateliers planétaires.* Howard **Bloom** (2004, 2002)) pose l'hypothèse de *l'émergence d'un* **super-organisme mémétique**, un **mèmeplexe pluraliste global**, à partir de **l'intelligence collective** et de **la mise en réseau,** avec la tendance évolutive au regroupement et à la complexité. Par analogie avec le cerveau humain, il envisage **l'architecture Internet**, caractérisée par la concurrence entre les sites, la confluence des réseaux d'échange, d'influence et de connaissance, comme la construction par les humains d'une **intelligence à la fois biologique** (le cerveau humain) et **artificielle** (les instruments technologiques : matériel informatique et logiciels).

Cette dynamique auto-créatrice de l'information, de la connaissance et de l'influence dans les sociétés humaines, serait une réplique, dans un espace civilisationnel construit par des cerveaux humains, d'une sorte de *compulsion connective qui s'inscrit dans le prolongement évolutif des mécanismes à la base de la*

fabrication de la matière et de la vie. La métaphore du réseau d'information en tant que **cerveau global** peut s'étendre à l'ensemble de la société, vue comme **un organisme global**. Si les processus d'information dans le réseau constituent l'« *esprit* » de ce système, la totalité des êtres humains composant la société ainsi que ses artéfacts (outils, immeubles, automobiles, etc.) forment son « *corps* ». L'ensemble des individus en tant qu'organismes peut alors être considéré comme un super-organisme. Ce dernier possède non seulement **un** « **système nerveux** » pour traiter l'information, mais aussi **un** « **métabolisme** » pour traiter **la gestion de l'énergie** et **des ressources.** Le minerai, l'eau, l'énergie... sont convertis via différents processus industriels en différentes marchandises et services, transportés vers l'endroit où ils sont demandés, utilisés, et finalement recyclés ou éliminés en tant que déchets. Par rapport à la sélection darwinienne, Bloom prône un **activisme mobilisateur** en soulignant **le problème du choix** et de **la conscience**.

Mais il nous faudrait encore suivre le conseil de daniel **Dennett**, et abandonner aussi, au niveau de « **l'intelligence collective** », l'idée d'un « *théâtre cartésien* », sorte de quartier général, placé entre les cerveaux connectés des humains et un supposé « esprit immatériel ». Nous aurions également avantage à utiliser « **le modèle des versions multiples** », où toutes les espèces de représentation, de pensées et d'activités intelligentes – sont traitées dans l'intelligence biologique et artificielle par des processus parallèles et multiples d'interprétation et d'élaboration des entrées de données. Le web est un exemple d'un réseau mondial, pluraliste, sans quartier général, où tout élément peut se mettre en relation avec tout autre sans filtre, sans hiérarchie d'accès ou de contact. Chacun peut potentiellement entrer en contact avec tous les internautes de la planète.

André **Riesler** (1990, p. 11), considère qu'être **pluraliste**, c'est expliquer la globalité à partir de ses parties dispersées, fragmentées, discontinues et irréductibles. C'est relier les différents domaines par des liens aussi souples que possible, en sauvegardant leur autonomie initiale. **La gouvernance** relève de cette approche pluraliste et interactive de l'action collective. Prenant acte de la complexité des problèmes et de l'existence de pouvoirs multiples, il s'agit de coordonner leur action et d'obtenir leur coopération. La gouvernance se présente comme une méthode ou un mécanisme de régulation d'une vaste série de problèmes ou de conflits par lesquels les acteurs peuvent parvenir à des décisions mutuellement satisfaisantes ou contraignantes, *à travers la négociation et la coopération*. Elle se caractérise par des *formes horizontales d'interactions* entre acteurs qui ont des intérêts contradictoires, mais qui sont suffisamment indépendamment les uns des autres pour qu'aucun d'eux ne puisse imposer une solution à lui seul, tout en étant suffisamment interdépendants pour qu'ils soient tous perdants si aucune solution n'était trouvée (Chevallier, 2004, p.206).

Norbert **Bobbio** (2007, pp.36, 37) nous invite à ne pas avoir peur du **relativisme**. La pluralité constatée des conceptions religieuses et morales est un fait historique, lui aussi sujet à changement. *Le relativisme qui dérive de cette pluralité est lui même relatif.* Et c'est justement ce pluralisme qui est l'argument le plus fort de **la tolérance** et **des droits humains**, comme la liberté de religion et la liberté de pensée. La liste des droits humains constituent une classe variable, qui se modifie en fonction des contextes sociaux et politiques. Des droits qui avaient été déclarés « absolus » à la fin du XVIII° siècle, comme la propriété « sacrée et inviolable », ont été limités considérablement dans les déclarations des droits contemporaines; des droits que les déclarations du XVIII° siècle ne mentionnaient pas, comme les droits sociaux, sont aujourd'hui hautement proclamés. Et l'on voit surgir de nouvelles revendications à des droits environnementaux...

Une démarche de recherche **pragmatiste** aborde un monde mouvant et divers, dont le dynamisme est porté par **le polycentrisme** et **l'auto-organisation**. Les sciences naturelles et humaines se sont progressivement émancipées des préjugés monistes et dualistes, elles ont étudié « **les systèmes auto-référentiels** » comme les *structures dissipatives*, **l'autopoïèse** des cellules vivantes, l'individualité singulière des mammifères, l'autonomie de la personnalité humaine, **l'auto-institutionnalisation** de la société humaine, **l'autogestion** des sociétés coopératives, **l'auto-détermination** des peuples, **la démocratie** politique, sociale, économique, environnementale...

Sur le plan culturel, d'après carmel **Camilleri** et geneviève **Vinsonneau** (1996), on ne connaît pas de démonstration « rationnelle » de ce qui serait un « modèle-étalon » des modes de vie et de représentation du monde. Les phénomènes culturels sont des créations permanentes par chaque humain en interaction, ce sont des produits originaux diversifiés, excédant la nature. Les cultures contribuent à attribuer **des valences** positives, négatives ou neutres aux significations projetées sur les stimuli et celles-ci varient en fonction du temps, de l'espace et des contextes, si bien qu'on observe une infinité de leurs expressions. Les contacts entre des humains de culture différente, la diffusion de traits culturels, les conflits de croyances et de comportements témoignent du processus de construction pluraliste des cultures, à travers les traces que recueillent et étudient, anthropologues et historiens.

« L'ethnocentrisme », qui sur-valorise la culture du groupe particulier auquel on appartient, allant même parfois jusqu'à prétendre à l'universalité de ses choix de société, est *un biais* qui peut aboutir à des préjugés en ce qui concerne les autres peuples et envenimer les relations inter-culturelles.

Le « **relativisme culturel** », au contraire, que l'on retrouve chez **Hérodote** (1987), en

ce qu'il s'attacha à décrire les us et coutumes des peuples qu'il a visités sans porter de jugement extérieur, chez « le sophiste » **Protagoras** (in Untersteiner, 1993, tome I) et chez « le sceptique » **sextus Empiricus** (1997)**,** qui remettaient en cause de façon plus générale l'accès à « la Vérité métaphysique », a été repris plus tard par **Montaigne** (1999, 1965) et **Montesquieu** (1981). C'est une posture revendiquée aujourd'hui, par des anthropologues comme edward **Hall** (1984, 1979, 1978) et clifford **Geertz** (1996, 1986). Il ne s'agit pas d'un relativisme « absolu », mais *contextuel*. Clifford Geertz (1996, P. 143) constate qu'en raison des asymétries que traverse le travail anthropologique et de la complexité discursive dans laquelle il s'exerce, on peut le définir comme la représentation d'un mode de vie dans les catégories d'un autre. Cela marque la fin de certaines prétentions. Jared **Diamond** (2010) nous met aussi en garde contre les interprétations « espècéiste », tel l'anthropocentrisme, voire le mammo-centrisme, qui nous empêche de prendre en considération la diversité biologique et la solidarité des êtres vivants de notre planète.

Le pluralisme, c'est au niveau des connaissances, en reprenant la formule de benjamin **Constant** (1986) : « *Ne pas tout savoir, renoncer à tout expliquer, en restant ouvert à ce qui peut être découvert par d'autres chercheurs* ».

3.5.9.9. La tri-régulation et le pluralisme

Une société démocratique est **pluraliste**, **tri-régulée** par le(s) **marché**(s), l(es) **Etat**(s) diversement associés, les organismes de l**a société civile**. Cette **tri-régulation** la protège :

- des régressions capitalistes sauvages (avec la seule régulation du marché),
- des totalitarismes, (avec la seule régulation de l'Etat),
- des communautarismes (avec la seule régulation des communautés),
- des dictatures militaires (avec la régulation du marché et de l'Etat et la répression de la société civile)...

Les mondes économiques, politiques et sociaux-culturels sont des systèmes autonomes en interaction entre eux. Tous ces systèmes de régulation sont fragiles et doivent sans-cesse s'adapter en fonction des contextes. John **Galbraith** (1956), en rappelant historiquement les effets négatifs du pouvoir sans entrave, qui corrompt toujours, a insisté sur la nécessité des équilibres institutionnels, des contre-pouvoirs et des pouvoirs compensateurs qu'exercent entre-elles les institutions. Les dispositifs de régulation de systèmes complexes supposent *la mise en œuvre d'une multiplicité d'institutions qui contrôlent et équilibrent la puissance politique et économique collective.* Il s'inscrit dans la tradition « libérale » de « *la séparation des pouvoirs* » au niveau de l'Etat de **Montesquieu** (1995), de john **Locke** (1992), d'alexis de

Tocqueville (1981), ainsi que des « *lois anti-trust* », en faveur de la concurrence économique, sous l'impulsion de john **Sherman**.

Une gouvernance d'Etat responsable ne cherche pas à détenir sur un espace donné un monopole du pouvoir, elle substitue à « l'Etat régalien », « **l'Etat régulateur** » (Hassenteufel, 2008, p. 14). *Elle accepte le jeu du pluralisme*. Elle doit tenir compte de la pluralité des pouvoirs au sein de l'Etat, des pouvoirs administratifs régionaux et communaux, des intérêts concurrents entre les entreprises, les associations, les individus... Pour autant, elle ne se satisfait pas d'un « Etat minimal », elle adopte par rapport aux marchés, un interventionnisme néo-keynésien (Krugman, 2009, Stiglitz, 2006, Sen, 2003), mais elle n'est pas le dépositaire de « l'intérêt général » et doit composer avec la société civile. Si l'Etat régule la société civile, c'est grâce à celle-ci qu'il peut rester un Etat démocratique, selon un équilibre complexe (Audier, 2006, p. 107).

Luc **Boltanski** (1991) montre qu'il existe, par rapport à l'exigence de justice, une pluralité de référentiels, de barèmes, permettant d'argumenter, d'établir des priorités, de mesurer des mérites, des créances, des droits, des moyens de clore la dispute. Il n'y a pas de « justice en soi » ! La question de « la justice » exigerait une co-évolution de la société civile et de l'Etat.

Joan **Tronto** (2009, p.11, 18) fait la promotion d'une attitude favorisant le care, exigeant que nous concilions les besoins « universels » de care avec les conditions particulières d'attention à chaque cas individuel. Cela nous demande de reconnaître que chacun de nous est non seulement celui qui s'occupe des autres d'une manière appropriée, mais aussi que nous sommes tous à des degrés divers, au cours de la vie, tout comme au quotidien, destinataires de l'attention des autres. Assumer la différence, accorder à chacun des humains sa dignité et ses droits, prendre en charge les inéquités matérielles réelles, protéger l'environnement de la planète, voilà des problèmes sérieux qu'une théorie démocratique du care peut nous aider à traiter. *La forme démocratique du care a besoin de la délibération et de l'engagement des citoyens.* Ils doivent envisager la manière dont ils sont responsables les uns des autres, mais aussi des institutions et des pratiques démocratiques. Celui-ci appelle des considérations de justice, mais requiert également que nous pensions la justice en fonction des circonstances et des cas concrets et non pas simplement comme un ensemble général de principes dont l'application est laissée à l'appréciation des tribunaux, des hommes politiques ou des philosophes.

Amartya **Sen** (2009) pense que « *la justice* » ne peut être apportée par une approche « transcendantale », car elle se heurte à *une pluralité de principes rivaux légitimes.* Elle nécessite *une démarche pragmatiste de négociations, de médiations et de*

résolutions jurisprudentielles des problèmes et des conflits. Elle doit faire appel à l'intelligence, car celle-ci aide non seulement chacun à voir où est son intérêt, mais aussi à comprendre que ses actes peuvent avoir un impact lourd sur la vie des autres. *L'exercice de « la justice » (pouvoir judiciaire) a besoin à la fois d'institutions démocratiques, capables de fabriquer et de discuter des lois (pouvoir législatif), de les appliquer (pouvoir exécutif), et d'une société civile active qui puisse faire entendre, relayer et diffuser par les médias les protestations, les opinions contradictoires, ainsi que les propositions des gens concernés (démocratie participative).*

Michael **Walzer** (1997, p.218) estime qu'une politique démocratique pluraliste doit admettre le caractère relatif, toujours précaire et inachevé des solutions que nous apportons au problème de notre coexistence. Il ne peut en effet y avoir une réponse unique et définitive à la question de « justice ». Il y aura toujours des interprétations différentes concernant la manière dont les principes de liberté et d'équité doivent être institutionnalisés et des rapports sociaux auxquels il convient de les appliquer. Il n'y a pas de réponses « rationnelles » à ce problème !

La construction d'un « intérêt commun » résulte désormais d'*ajustements progressifs d'intérêts localisés différents* et en partie divergents. Elle suppose des *stratégies de coordination d'acteurs différenciés* pour rendre l'action publique efficace. Des droits nouveaux, notamment en matière d'information, sont reconnus aux citoyens, qui ne sont plus perçus comme des administrés, mais comme des usagers-acteurs, susceptibles de participer et d'intervenir sur la marche des services publics (Chevalier, 2004, p.196).

La sociologie politique a déplacé ainsi son intérêt, de la production étatique de politiques publiques, à **la construction collective de l'Action publique,** qui exige une analyse contextualisée d'interactions d'acteurs multiples et enchevêtrés à plusieurs niveaux, du local à l'international en passant par l'Union Européenne (Hassenteufel, ibid, p.23).

L'espace social européen bénéficie d'un investissement croissant d'acteurs, notamment associatifs, en faveur d'une citoyenneté européenne, par la voie d'une prise de conscience progressive des valeurs communes (Chevalier, ibid p.201), mais ce processus se révèle encore très fragile par rapport aux spéculations financières et aux discours discriminatoires négatifs : xénophobes, racistes, sexistes... tenus par des membres de cette société.

Au niveau mondial, *la tri-régulation* a encore beaucoup de chemin à parcourir. Si les marchés ont adoptés depuis longtemps l'échelle globale, si de nombreuses entreprises sont devenues multi-nationales, les processus de confédération des Etats

et de création d'instances des « **Nations Unies** » exigent des efforts considérables pour davantage d'efficacité et de cohérence. Quant à la société civile, malgré la montée en puissance médiatique **des organisations non gouvernementale** (**O.N.G**) et les campagnes *pour un commerce plus équitable et pour une solidarité plus active par rapport aux problèmes de santé, d'éducation, de justice, de qualité de vie, de démocratie, de protection de l'environnement*..., elle n'est encore qu'embryonnaire.

De plus, les humains ne sont pas dans un monde clos, strictement humain, ils vivent dans un environnement diversifié, qui fournit **des** « **services écosystémiques** » à l'humanité et exerce lui aussi des effets de régulation, ce sont **les régulations naturelles et planétaires**, un mode de régulation qui a précédé l'émergence de l'espèce humaine et qui intervient par rapport à ses activités.

Les humains forment en effet une espèce parmi les autres, qui a bénéficié de *conditions favorables* pour son expansion et qui a produit des effets d'aménagement de la planète, voulus ou non, qui dérèglent par leurs impacts massifs les modalités de *régulation environnementale favorable à la vie humaine,* réduisent *la bio-diversité*, transforment la bio-sphère et nuisent aux générations humaines présentes et futures, en rendant leurs conditions de vie plus difficiles ou même si difficiles que des sociétés humaines pourraient disparaître, comme d'autres espèces végétales ou animales, exposées à un environnement trop hostile.

Jared **Diamond** (2006) a décrit des sociétés humaines comme celles de l'île de Pâque, des anasazis, des mayas ou des wikings du Groenland, qui furent la cause de leur propre perte en raison de *leur impact sur leur environnement*. Il a cherché à comprendre comment certaines sociétés prennent des **décisions catastrophiques**. Il a étudié également des sociétés, telles les islandais, les japonais ou les tikopiens, en montrant que celles-ci, malgré d'énormes handicaps environnementaux, sont parvenues à survivre. Une raison d'espérer de Diamond est précisément ***l'interconnexion du monde contemporain globalisé.*** Les sociétés du passé ne disposaient pas de scientifiques compétents pour diagnostiquer les problèmes et étudier des solutions pertinentes, ni de médias d'information aussi puissants qu'aujourd'hui pour informer et solliciter la participation des populations. Aujourd'hui, le flux d'information nous apprend en temps réel ce qui advient partout dans le reste du monde. Il pense que cette intelligence du temps et de l'espace d'hier à aujourd'hui, est une chance, dont aucune société passée n'a bénéficié à un tel degré (p.582).

Mais attention à *la méga-machine technocratique* ! Selon Ivan **Illich** (1973), on a eu trop tendance ces dernières années à confier à un corps de spécialistes les tâches de gérer le présent et de dire le futur. Les institutions politiques et juridiques ont

fonctionné trop longtemps comme des mécanismes de pression et de répression, qui dressaient le citoyen et redressaient le déviant, pour les rendre conformes aux objectifs de production. Il nous faut dénoncer la servitude au monde industriel de production, la « Vérité » technocratique, le gigantisme des outils, le culte de la croissance illimitée... Il est grand temps de cesser de définir les besoins humains en termes abstraits, avant de les soumettre comme des problèmes, au traitement de la technocratie, qui pratique la méthode de l'escalade. Il nous faut **définir des seuils**, qui permettent de diagnostiquer la dégradation des divers équilibres, au-delà desquels se profile le risque de la destruction. Lorsque l'outil asservit la fin qu'il devait servir, l'usager devient la proie d'une grande insatisfaction. *L'outil sur-efficient menace l'équilibre homéostatique*. Il menace l'équilibre de la vie, il menace l'équilibre du pouvoir, il menace de geler la créativité des savoirs. Au-delà, l'outil échappe à tout contrôle politique. Le pouvoir que les humains ont de faire valoir leurs droits disparaît, lorsqu'ils se lient à des processus dans lesquels ils ont perdu la capacité de se faire entendre. A ce stade, l'humain peut devenir matière-première pour la méga-machine.

Il s'agit donc de valoriser d'autres aspirations, comme *la survie (immanente), le respect de l'environnement naturel, l'équité sociale, la démocratie participative, l'autonomie créatrice...*, autrement dit ce qu'il nomme « **la convivialité** ». Une « **société conviviale** » garantirait à chacun l'accès le plus large et le plus libre aux outils de la communauté, à la condition de ne pas léser l'égale liberté d'accès à autrui et de diminuer l'impact de son outillage sur l'environnement. La crise planétaire des institutions pourrait nous faire accéder à un *nouvel état de conscience* touchant la nature des outils et l'action à mener pour que la majorité des gens en prennent le contrôle (Illich, ibid, pp.26, 38).

Hervé **Sérieyx** (1993, p.301), dans son ouvrage sur « *le big-bang des organisations* » nous convie à *faire émerger le sens de l'action*, rendre davantage « *auteurs* » les personnes humaines, favoriser le passage d'une administration centrée sur son propre fonctionnement à une administration qui redécouvre ses missions vis-à-vis des usagers, d'une entreprise éprise de sa technique à une entreprise éprise des clients de son marché, de la production de quantité à la production de qualité, de la pyramide au réseau, du territoire au flux, de la simple délégation au principe de subsidiarité, de l'organisation centralisée à l'auto-organisation, de la docilité à la responsabilité, du personnel aux personnes, de la complication à la simplicité, du réductionnisme de l'ordre à tout prix à la reconnaissance des vertus dynamiques du paradoxal, du désordre créatif, de l'imagination... C'est l'espoir de **l'émergence d'une conscience humaine interactive, collective et pluraliste**.

Mais quelles sont les modalités pratiques qui permettent la prise en compte des

exigences de l'éco-système par le jugement des personnes poursuivant leurs propres intérêts et leurs habitudes au sein de leur monde vécu ? Les comités d'éthique, les conférences de consensus, les débats publics, les forums sur internet... sont des moyens pour les citoyens de s'intégrer consciemment dans *l'organisme symbiotique en construction.*

C'est dans cette perspective que nous nous sommes intéressés à **l'intelligence de la mobilité**, au **sentiment d'efficacité personnelle**, à l'émergence de **l'intelligence collective**, au **care**, à **la justice**, à **l'empowerment** des citoyens, à leurs **attitudes par rapport aux changements**, aux conditions d'une **participation citoyenne aux inter-régulations locales et globales**.

4. Recueil et traitement des données

Comment mobiliser les outils et les théories de l'intelligence collective par rapport aux problèmes de mobilité, auxquels nos contemporains sont confrontés ? *Q*uelles sont les modalités pratiques, qui permettent la prise en compte des exigences de l'éco-système par le jugement des personnes poursuivant leurs propres intérêts et leurs habitudes au sein de leur monde vécu ? **L'hypothèse** de notre enquête, à travers la « Recherche-action-formation-action-développement », que nous avons menée, c'est que *pour changer leurs comportements concernant la mobilité, les humains ont besoins d'un soutien groupal* et qu'*une démarche d'accompagnement engageante suivie d'expérimentations et de délibérations, peut les aider à expérimenter et à évaluer la pluri-mobilité.*

4.1. Les programmes d'incitation au changement de comportement volontaire

Les enjeux environnementaux sont devenus une priorité des politiques publiques, de nombreuse entreprises et associations. Mais la prise de conscience de ces enjeux n'est pas encore partagée par l'ensemble de nos concitoyens, et même si de plus en plus de citoyens perçoivent l'importance de changer leurs modes de vie, leurs habitudes, leurs routines..., beaucoup ne sont pas passés aux actes.

Des initiatives ont été lancées dans plusieurs pays pour étudier comment amplifier et accélérer les changements de comportements, concernant la mobilité spatiale.

Depuis les années 1990, principalement en Australie, au japon, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Suède, au japon..., des expériences ont été lancées *pour inciter la modification des pratiques, de manière volontaire, vers une*

réduction de l'usage individuel de la voiture, en fournissant des informations sur les alternatives possibles et sur les effets de son propre comportement, en suscitant une réflexivité qui amènerait chacun à changer de lui-même. Ces démarches s'intègrent dans des *programmes de changement volontaire de comportement de mobilité* (Volontary Travel Behaviour Change program : V.T.B.C.).

Les approches volontaires préconisent diverses méthodes pour encourager les changements de comportement à différents niveaux – à l'échelle nationale, régionale, dans le voisinage ou même au sein d'une organisation, comme une entreprise ou une école. Des campagnes de *sensibilisation du public*, des *programmes d'incitation ou des directives* et des politiques adoptées par des organismes sont au nombre de ces méthodes. Les approches encouragent les changements de comportement désirés en faisant la promotion d'un comportement spécifique, *en proposant des solutions aux obstacles,* qui empêchent l'adoption des comportements désirés, et en invitant à *faire preuve d'initiative*. Les approches volontaires font partie d'un cadre visant à *créer un changement sociétal durable*. Les approches volontaires peuvent également inclure des « codes volontaires », qui sont *des engagements pris de façon volontaire et en l'absence de contraintes légales*. Des entreprises, des associations et des organismes publics s'engagent ainsi à influencer ou à réglementer les pratiques commerciales pour leur propre intérêt et pour celui de leur collectivité » (Rocci, 2009).

Les programmes de changement de comportement volontaire répondent aux enjeux du *management de la mobilité en encourageant l'usage de modes alternatifs à l'usage individuel de la voiture.*

Le management de la mobilité inclut deux types de mesures :

- *« hard »* : ce sont des mesures de régulation légales, telles que la restriction du trafic, le péage urbain, l'installation de parkings relais, le développement des infrastructures et des services de transports publics ou du vélo...
- *« soft »* : ce sont des mesures douces de communication, d'incitation, de motivation, d'engagement, d'accompagnement... Elles font appel à **des stratégies psychologiques, comportementales et cognitives.**

Les stratégies politiques habituellement utilisées, pour favoriser le transfert modal, sont principalement basées sur des actions portant sur le système de transport (développer de nouvelles infrastructures ou améliorer leur fonctionnement) ou sur des mesures de régulation coercitives. Mais *ces actions ne peuvent pas être optimisées, si les transformations du système de transport ne sont pas connues des usagers, expérimentées, intégrées dans leurs automatismes routiniers. Les programmes « soft » visent à modifier les décisions de déplacement, pour que les*

pratiques soient plus écologiquement responsable, pour que les objectifs sociaux, économiques et environnementaux soient atteints et les externalités négatives réduites (Rocci, ibid, p.15). Les démarches de *management de la mobilité* ont fait appel aux *outils de marketing* et notamment au *marketing individualisé*.

4.1.1. Le marketing individualisé

Le marketing (ou mercatique) est une branche du **management**, qui cherche à *déterminer les offres de biens, de services ou d'idées en fonction des attitudes et de la motivation des consommateurs, du public ou de la société en général.* Il favorise leur *commercialisation* (ou leur diffusion, pour des activités non lucratives). Il comporte un ensemble de méthodes et de moyens, pour s'adapter aux publics auxquels l'entreprise s'intéresse, leur offrir des satisfactions, si possible pertinentes, réitératives et durables. Des outils pluridisciplinaires psychologiques, sociologiques et microéconomiques, sont utilisés, afin de bénéficier d'une méthodologie multidimensionnelle, adaptable aux situations complexes, empiriquement fiable. *Le marketing peut susciter, par son aspect créatif des innovations,* sources de croissance d'activité. Ainsi l'organisation peut-elle prévoir influencer et satisfaire les besoins du consommateur, et adapter ses produits, ainsi que sa politique commerciale aux besoins cernés.

Le marketing de masse a évolué ces dernières années d'une approche globale *vers un marketing segmenté, puis individualisé.* L'augmentation des services proposés et les nouvelles techniques de communication ont fait évoluer le marketing. Auparavant, le consommateur avait quasiment perdu une grande partie de la maîtrise de ses choix, du fait de la puissance des technologies de fabrication massive et du poids des investissements, qui servaient un pouvoir bureaucratique industriel et commercial. Cependant, *l'hyper-segmentation du marché*, **les associations de défense des consommateurs** et **l'empowerment** des « *web-blogers »* ont donné un certain pouvoir au consommateur.

Les « **Consommateurs-Acteurs** » dénoncent aujourd'hui, ce que la consommation produit en termes de perte d'autonomie des choix de l'individu et d'atteintes sévères aux écosystèmes et aux rapports sociaux. Avec Internet, les données circulent instantanément, renforçant une demande de plus en plus grande pour *une information en temps réel, disponible et permettant les évaluations comparées des opérations conduites par l'entreprise et sa performance globale.* D'un marketing visant à convaincre, le client, les entreprises cherchent maintenant à *s'adapter à celui-ci, et même à solliciter ses envies, ses critiques, ses propositions.* Ainsi les entreprises cherchent à étendre le nombre de services, souvent par la création de bouquets satisfaisant les nombreux segments de clientèle et à faire émerger une

« **co-construction** » *de l'offre avec le client*. Ceci implique une certaine *modularité et une différenciation compétitive.*

Le marketing individualisé (one-to-one), par opposition au marketing de masse, cherche à analyser au niveau de chaque client ou « *prospect* » (client potentiel), les prix, les produits, les moyens de communication et de vente, afin de *s'adresser d'une manière individualisée, spécifique et différenciée à chaque client, en tenant compte de ses particularités*. La personnalisation du message doit permettre de mettre en œuvre une *Gestion de la relation client* (G.R.C.) ou (C.R.M. en anglais pour « *Customer Relationship Management »*). Cette approche permet d'*explorer pour les offreurs de biens et de services, les spécificités particulières de chaque client/usager et ses attentes instantanées. Elle ne concerne pas seulement les entreprises, mais plus globalement tous les offreurs de biens et de services, les associations et les services publics compris.*

Les individus sont différents et n'ont pas les mêmes motivations. Parfois l'argent peut motiver, parfois l'information, parfois les attitudes, les valeurs collectives, etc. Si pour certains le gain en argent apparaît une valeur importante, pour d'autres ce sera un gain de temps, un bénéfice pour la santé, pour l'environnement, pour la famille, un gain en indépendance... Elisabeth **Ampt** a observé que *le fait de fournir des informations aux individus sur les problèmes d'énergie, a un faible impact sur les actions entreprises.* L'information ne motive pas toujours les personnes, cela dépend du type d'information, de quand elle est donnée et par qui. Si la personne présente une *attitude favorable à la réduction de l'usage de la voiture*, alors l'information apportée peut lui indiquer des pistes concrètes, sur comment le faire et l'inciter à mener des expériences. Les actions entreprises sont influencées par la personnalité des individus, leurs attitudes, leurs revenus, les attitudes et comportements de leur entourage social, ainsi que leurs groupes d'appartenance (Ampt, 2006, 2003).

On peut citer pour illustrations de méthodes pour *changer les comportements de mobilité : la méthode Indimark®, la méthode Travelsmart®, les « travel feedback » programs* et *l'expérience « in motion »* aux Etats-Unis.

La méthode Indimark® est une approche de *management de la mobilité* permettant d'*obtenir un transfert modal pérenne de la voiture particulière vers les autres modes de déplacement.* Cette technique, mise au point par le bureau d'études Socialdata GmbH (Werner Brög), a été expérimentée avec succès en Australie, en Allemagne, en Autriche et en Suède. Elle consiste à : *contacter directement des ménages utilisateurs potentiels des modes de transport durables qui utilisent jusqu'alors la voiture, les convaincre par entretiens de l'intérêt du changement de leurs comportements dans les déplacements quotidiens, suivre et analyser les*

changements d'habitudes de déplacements de ces ménages, comparer le groupe cible par rapport à des ménages n'ayant pas fait l'objet d'une information et sensibilisation (groupe de contrôle). L'expérimentation la plus connue est celle de South Perth en Australie où, une première expérimentation réussie a conduit à une *application à grande échelle* en 2000. Une expérimentation a été menée également à Nantes par « le Centre d'Etudes sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les Constructions publiques » (C.E.R.T.U.) en 2002 (Maxime, 2006). Cette méthode est caractérisée par :

- une offre active et gratuite d'informations, l'utilisateur potentiel n'a pas à consacrer trop de temps et d'efforts à chercher l'information, comme c'est souvent le cas dans le marketing des transports,
- la sélection des participants est basée sur la volonté ou l'intérêt d'un changement de mode de mobilité », au moins sur certains trajets,
- une transmission d'informations conçues comme un outil d'aide à la décision (respect de la liberté de choix),
- *une information personnalisée*, les participants ne reçoivent que l'information, dont ils ont besoin,
- *une sensibilisation et des encouragements*, qui incitent à *la réflexivité*,
- un dialogue suivi, avec des contacts réguliers auprès du participant,
- une utilisation de la satisfaction des participants (diffusion), *ceux qui seront satisfaits feront part de leur expérience dans leur entourage, et cette diffusion par bouche à oreille, amplifiera les effets de l'intervention et renforcera son efficacité*.

La méthode Travelsmart® est appliquée par le gouvernement de l'Etat de Victoria en Australie. L'objectif principal est de réduire le nombre de déplacements en voiture et de kilomètres parcourus, par le biais d'un changement volontaire de la part des individus, des ménages et des organisations, vers des choix plus écologiques (Harbutt, Meiklejohn, 2003).

Les moyens pour y parvenir sont :

- d'augmenter *l'usage des modes alternatifs*,
- de réduire le besoin de voiture en pratiquant des activités locales et *en regroupant les activités sur un même lieu,*
- de réduire le besoin d'usage de la voiture, *en développant l'usage des technologies de la communication (télétravail, téléachat,* etc.).
- de faire un usage plus intelligent de la voiture *en organisant un chaînage d'activités et en préférant le covoiturage.*

Le projet vise plusieurs objectifs politiques :

- sur le plan économique : réduire les investissements d'infrastructures

routières, *manager les subventions pour les transports en commun*,
- sur le plan environnemental : *réduire les émissions de gaz à effet de serre et réduire la pollution de l'air,*
- sur le plan social : *réduire l'obésité, améliorer la sécurité et accroître les interactions sociales.*

Le Travelsmart® répond à ses objectifs, *en réduisant l'usage de la voiture, les kilomètres parcourus et la congestion de la circulation, en encourageant l'activité physique, à travers l'usage de modes de transports actifs (vélo, marche à pied), en incitant aux activités locales et aux déplacements de proximité.* Il s'appuie sur plusieurs stratégies :

- travailler avec les individus, les ménages et les organisations, sur une base de *volontariat*,
- établir un contact direct, pour motiver les participants à réfléchir à leurs propres pratiques de déplacement et aux informations, dont ils auraient besoin pour changer et pour être encouragés,
- cibler les bénéfices individuels spécifiques,
- *fournir des informations personnalisées*, pratiques et pertinentes sur les déplacements et les activités des participants,
- *encourager et faciliter l'expérimentation de nouveaux modes alternatifs à la voiture,*
- *fournir un retour régulier aux participants, pour renforcer et encourager la durabilité de l'usage du nouveau mode ou de la nouvelle organisation d'activités,*
- *mettre en relation les participants et les organisations, pour qu'ils bénéficient d'informations sur les alternatives* (opérateur de transport public, autorité locale, associations de cyclistes, de marcheurs...).

Le programme fournit des informations et des *encouragements personnalisés* et rend les participants capables de revoir et de réajuster leur propre comportement, pour arriver à diminuer leur usage de l'automobile, tout en tenant compte de leur mode de vie et de leurs besoins de mobilité ». Il se base sur une approche communautaire, s'attachant aux ménages dans une collectivité définie. Il a été appliqué notamment à trois cibles : les écoles, les lieux de travail et les quartiers. (Harbutt, Meiklejohn, 2003).

<u>Les « Travel feedback programs »</u>

Les programmes « *Travel feedback* » (T.F.P.) s'inspirent du *marketing individualisé*. Ils sont actuellement appliqués au japon par l'équipe d'ayako **Taniguchi** et de satoshi **Fujii** (2007). Ces programmes procèdent en une succession de phases :

- inviter les participants à rapporter leurs pratiques de déplacement, via *des carnets de routes* et à recenser les informations, dont ils auraient besoin pour changer,
- *leur fournir en retour une analyse personnalisée*, qui inclut à la fois des informations sur leurs émissions de CO2, pour les amener à réfléchir et à comprendre les effets de leurs propres pratiques, ainsi que des conseils sur comment réduire leur usage de la voiture et des informations personnalisées sur les modes alternatifs qu'ils pourraient utiliser,
- une première rencontre vise à expliquer le but et le déroulement du programme : réduire les émissions de CO2 en modifiant les habitudes de déplacement en automobile,
- leur distribuer un carnet de route pour permettre aux participants de décrire leurs déplacements pendant sept jours,
- *un diagnostic* est fait en retour de l'enquête pour chaque ménage avec le résultat de l'activité de déplacement du ménage et des commentaires vis-à-vis de l'objectif de réduction des émissions de CO2,
- un second carnet de route est ensuite rempli par les participants,
- *un diagnostic comparatif est établit entre le premier et le second carnet*. Il permet d'une part d'évaluer l'évolution des comportements de mobilité et d'autre part d'apporter aux participants les moyens de bien identifier les effets de leurs efforts. Ce retour peut être vu comme *une communication persuasive, pour encourager les participants à changer.* Les résultats montrent que *la conscience des conséquences de l'usage de l'automobile augmente fortement, ainsi que les intentions de changer les comportements.* La part modal de la voiture par famille baisse en moyenne de 5% et la part des transports en commun augmente de 4%. En tous, les émissions de CO2 baissent de 16,3%. Pour vérifier la durabilité de ces résultats, une autre enquête a été menée un an après. Les résultats statistiques montrent que le T.F.P. continue d'induire un comportement pro-environnemental, un an après l'intervention (Rocci, 2009, pp.26, 28, pp. 42, 43).

<u>L'expérience « In Motion » aux États-Unis</u>

Le programme « *in motion »* a été développé à Washington. Il donne la possibilité de changer n'importe quel déplacement réalisé en voiture solo, vers un mode alternatif, et pas seulement les déplacements domicile-travail (Cooper, 2007). Ce programme vise à encourager les participants, à savoir les résidents d'un quartier, à essayer de *moins conduire leur automobile, à leur faire prendre conscience de l'existence de modes alternatifs, et à abandonner le réflexe de prendre la voiture pour tout déplacement.*

Le déroulement du programme suit ce schéma :

- *engagement* des participants à réduire l'usage individuel de la voiture, pendant la durée de l'intervention, soit 12 semaines,
- diffusion de messages aux ménages participant,
- *information personnalisée* délivrée aux participants,
- court *questionnaire* à remplir au début et à la fin de l'intervention.

Des partenariats ont été montés avec des organismes locaux, des entreprises pour *sponsoriser le programme*. En retour, elles bénéficiaient de publicité et de visibilité. *Les réseaux d'associations* ont été utilisés pour recruter des volontaires à la participation au projet. Comme pour la méthode Indimark®, les participants étaient invités à demander des informations spécifiques sur certaines alternatives et recevaient en retour les informations, dont ils avaient besoin. Ils remplissaient un premier *questionnaire*. *Les participants devaient s'engager à changer leur comportement concernant la mobilité.* Ce programme utilisait *des incitations financières, pour attirer les participants.* Tous ceux qui demandaient des informations bénéficiaient de 10 tickets de transport. Ils avaient *des gains additionnels*, s'ils acceptaient de changer au moins deux déplacements par semaine de la voiture solo à un mode alternatif, un bon de 5$ à utiliser pour les transports en commun, le vélo, ou l'essence pour le covoiturage, chaque semaine. A la fin du programme, les participants étaient amenés à remplir *un questionnaire* sur leurs pratiques de déplacement et l'utilité du programme. *Les résultats pouvaient alors être comparés au premier questionnaire, pour évaluer le changement.* Les coordinateurs du projet ont été surpris de trouver que la congestion de la circulation et les coûts n'apparaissaient pas comme des facteurs de motivation. Le principal facteur invoqué par les volontaires était *le bénéfice personnel pour la santé*, mais l'intérêt premier avait été *l'offre de tickets gratuits de transport en commun*. Les résultats de l'intervention font apparaître *une baisse sensible de l'usage de la voiture solo (entre 24 et 50%), au profit des transports en commun (de 20 à 50%), du vélo et de la marche, ou d'usages partagés de la voiture, tels que le co-voiturage*. Anaïs **Rocci** (2009, pp. 44, 45) remarque que les participants ayant été encouragés à participer au programme par l'incitation financière, on ne sait pas si les changements ont perdurés après le programme, quand cette incitation a disparu.

4.1.2. La Communication engageante et les méthodes délibératives

Quand une campagne de *sensibilisation*, non contente d'informer, cherche à *avoir un impact sur les comportements*, on parle de **communication engageante**.

Les recherches en psychologie sociale ont montré d'abord les *limites de l'autorité*.

L'ombre du bâton disparu, chacun retrouve peu ou prou ses habitudes. En effet, la contrainte fait peur, mais elle permet d'éviter d'en appeler à ses propres valeurs et à ses motivations pour expliquer ce qu'on fait, car on dispose d'une raison « externe » toute prête : éviter une punition. C'est pourquoi les changements obtenus autoritairement ne sont guère durables. Si, en matière de sécurité, l'autorité est évidemment nécessaire, elle n'est en aucun cas suffisante. Les recherches montrent ensuite les limites de l'information et de la persuasion. Si l'information et la persuasion, peuvent s'avérer très efficaces dans certains cas, pour modifier les idées que quelqu'un peut avoir sur telle ou telle question, malheureusement, il ne suffit pas d'avoir des « idées pertinentes » pour avoir des « comportements pertinents». L'information et l'argumentation servent incontestablement au fil du temps à modifier les savoirs, les idées, les attitudes et même à provoquer de réelles prises de conscience, mais, pas plus que l'autorité, elles ne sont suffisantes.

P. wesley **Schultz** (2001) a observé que la préoccupation des individus pour les problèmes environnementaux est directement liée à *leur degré d'implication*, à partir de **la dissonance** qu'ils ressentaient, *entre la nécessité d'agir et les difficultés à le faire effectivement.* Elisabeth **Ampt** (2003) a identifié diverses raisons pour qu'une personne décide de changer, qui n'impliquent aucune pression coercitive extérieure de qui que ou quoi que ce soit :

- les contraintes de l'activité actuelle deviennent intolérables (saturation),
- on réalise pour la première fois qu'il est impossible de faire autrement (ouverture),
- on a fait l'expérience de ce changement pendant une période (essai),
- on écoute quelqu'un de reconnu, respecté ou ayant les mêmes valeurs, qui a réalisé ce changement (influence sociale)
- on a le sentiment qu'un changement serait approprié parce qu'il est dans l'air du temps (influence sociétale).

Ampt explique que le changement est d'autant plus envisageable, s'il y a plusieurs options d'alternatives possibles.

Les recherches en psychologie sociale, depuis les expérimentations de kurt **Lewin** (1947) sur « *les bas morceaux de viande* », celles d'howard s. **Becker** (2006) sur « *les paris adjacents* » et de charles **Kiesler** (1971) dans le cadre de « l*a théorie de l'engagement* »... ont exploré *les modalités d'incitation des personnes à un changement de comportement*.

Kiesler avait notamment montré que *ce sont nos actes, qui nous engagent et non pas nos idées, nos convictions*, et qu'il est possible de *passer des actes aux attitudes, et de nouveau aux actes*. *L'obtention d'un petit comportement*, *facile à obtenir tant il*

est peu coûteux, va prédisposer celles et ceux qui l'ont réalisé à en réaliser d'autres. Ces petits comportements, qui sont à la base même du *processus de changement* sont appelés : « **comportements préparatoires** ». L'engagement augmente avec la visibilité et l'importance de l'acte, ainsi que son caractère explicite, irrévocable, la répétition de l'acte, ses conséquences, son coût en temps, en argent et en énergie, le contexte non coercitif et les raisons (internes/externes). L'intérêt de ces techniques, est de *mener à la responsabilisation des acteurs, qui acceptent de prendre des engagements que l'on souhaite d'eux, les expérimentent, les évaluent et s'ils les jugent, librement, en toute conscience, positifs, en intériorisent les traits et les valeurs, assurant ainsi la pérennité de leurs nouvelles conduites.* C'est-là une piste que nous avons voulu explorer à notre tour, à propos du problème de **la mobilité spatiale** et des *changements d'habitudes de locomotion, rendu nécessaires pour des raisons économiques, sociales, environnementales...*

La communication engageante implique, le plus souvent, la présentation écrite ou orale d'*un message à visée persuasive*. John **Austin** (1970) a nommé « **actes langagiers performatifs** » les propos qui sont associés à l'action comme les promesses, les prophéties auto-réalisantes, les engagements... Milton **Erickson** (2010, 1981, 1980) a évoqué **des prescriptions de comportement**, *des suggestions* (sans état de transe), pour faire effectuer des changements comportementaux. **La suggestion** *est l'action de faire naître une idée, un sentiment, un acte, un projet... dans l'esprit de son interlocuteur. Il s'agit d'un art, qui suppose une déontologie et qui peut participer à la réussite d'un projet thérapeutique* (Maurer, 2005, 2001). Paul **Watzlawick** (1993) emploie le terme d'**injonction** pour évoquer *l'introduction d'une proposition décisive dans une situation donnée, afin d'arriver à un résultat concret*. Il est important d'accorder une attention particulière à *la perception qu'a chacun de la réalité et aux aspects pragmatiques de sa relation à cette réalité.* Le *sujet construit « sa réalité » et réagit en fonction de cette lecture personnelle*.

L'Ecole de Palo alto, pionnière de *l'approche stratégique* définit deux niveaux de réalité :

- **la réalité de premier ordre :** il s'agit de la réalité que nous percevons à travers nos sens.
- **la réalité de deuxième ordre :** il s'agit de la signification que nous attribuons à ces perceptions.

Si on s'intéresse particulièrement à la réalité de deuxième ordre, on peut interroger le modèle du monde que la personne a mis en place. De cette représentation dépendent les comportements, émotions, sensations... On peut découvrir ainsi, fréquemment chez le sujet, une posture réactionnelle rigide et dysfonctionnelle, qui entraîne non seulement la non-résolution des problèmes rencontrés, mais en outre

une perte de confiance progressive du sujet en ses compétences actuelles, et parfois même potentielles. Mais, la personne peut être amenée à abandonner son point de vue rigide et à *expérimenter d'autres possibilités, qui peuvent faire surgir de nouvelles réalités, des solutions nouvelles.* Watzlawick prône *l'usage de modifications non linéaires, de prescriptions de comportements indirectes et directes, d'interventions paradoxales, de suggestion et de recadrage.* Les intervenants prennent la responsabilité d'influencer la vision du monde d'une personne ou d'un groupe. Ils utilisent des *stratégies de communication, afin de provoquer le changement*.

A l'intervention centrée sur l'individu, **la pragmatique** substitue une perspective centrée *sur les interactions entre les personnes* (intervenants, volontaires et leurs entourages). Alors que la description des stratégies est souvent présentée de façon linéaire : A entraîne B entraine C, **l'approche systémique des interactions** insiste sur **la causalité circulaire** où l'effet C affecte sa propre cause A. *La causalité circulaire pose qu'un problème existe, à la condition d'être maintenu par les individus en interaction.* Très souvent les personnages d'un scénario s'enferment dans un type d'impasse appelé « jeu sans fin » (ou « cercle vicieux »), car ils disposent d'aucune règle leur permettant de modifier leurs propres règles du jeu. Jacques **Charest** (1996) illustre ce concept de « jeu sans fin », en examinant l'interaction entre un individu déprimé et sa famille. Manifeste-t-il des signes de découragement ou de dépression ? Un des membres de son entourage essaie de le réconforter, mais plus il le réconforte, plus ce dernier se sent incompris et se laisse aller à la dépression. Un système est pathologique, dans la mesure où, il est incapable de modifier ses propres règles. Parce qu'il est extérieur et qu'il n'est pas pris dans le « jeu sans fin », l'intervenant social peut apporter ce que le système ne peut engendrer de lui-même : **une modification ou l'introduction de nouvelles règles.**

Un message persuasif au ton impératif et menaçant a des chances d'éveiller « **la réactance** » de la conscience, dont l'intensité sera d'autant plus grande que l'importance du comportement éliminé ou menacé est grande. *Une suggestion a plus de chance d'être acceptée lorsqu'elle correspond aux désirs conscients ou inconscients de la personne. Une absence d'oppression ressentie par le sujet, peut réduire le sentiment de réactance, si la personne affirme avoir eu un choix sans coercition, pour s'engager dans une conduite particulière.*

L'influence n'est pas la manipulation. La manipulation est une pathologie de l'influence. Comme le dénonçait solomon **Ash** (1987), les effets de l'influence ne peuvent se réduire à l'assujettissement, à la diminution du sens critique, de la volonté, de la responsabilité... Si l'influence annihilait toujours les fonctions de la conscience et réduisait l'activité mentale à des automatismes simples, les sociétés

humaines seraient marquées par le conformisme et la reproduction. Or elles connaissent aussi *des phases de changement, de créativité, d'innovation...* qui sont explicables en tant qu'effet de *l'influence mémétique*. Pour serge **Moscovici** (1979), *l'influence* est aussi *l'instrument de l'innovation* : *l'influence minoritaire engendre des processus de pensée divergente, créative et entraîne une résistance du sujet, une analyse poussée de l'objet* (Laurens, in Sciences humaines n°197, « Les rouages de la manipulation » p.46).

En « *thérapie stratégique* », pour changer une situation problématique, *cela passe d'abord par un changement dans l'action et ensuite par un changement dans la pensée. C'est l'expérience concrète qui amène une nouvelle manière de percevoir et de réagir à la réalité.* Le thérapeute stratégique a donc un penchant *pragmatique pour l'action* et pour *la rupture des boucles sans fin dysfonctionnelles* qu'une personne vit en elle-même, avec les autres et avec le monde extérieur. *Le but est d'effectuer ce changement en provoquant des expériences perceptives réactionnelles concrètes.* La rupture du système perceptivo-réactionnel et des solutions tentées doit se produire, *sans que la personne concernée soit consciente du processus et ceci pour contrer la résistance*. En thérapie stratégique, il arrive qu'un patient se voit demander d'accomplir une tâche, qui le met dans l'embarras, lorsqu'il traverse une période d'anxiété ou de panique. **L'injonction d'agir, d'explorer, d'expérimenter** *pousse la personne à se conduire différemment.* Pour persuader des personnes de changer leurs opinions, on a intérêt à **semer le doute** sur la pertinence des anciennes routines et habitudes. **Les paradoxes** peuvent être utilisés pour jeter le trouble sur les justifications « rationnelles et logiques », qui étayaient les comportements à modifier. Le paradoxe démonte la logique aristotélicienne du vrai et du faux et l'univers manichéen des contraires, que l'on utilise si souvent comme catégories pour décrire la réalité (Watzlawick, Nardone, 1993, p.101). Le fait de dire qu'en centre ville, par exemple, la circulation en vélo est bien souvent plus rapide que l'automobile, confrontée aux embouteillages et à la recherche de place de parking, prépare le terrain à *une autre conception de la circulation urbaine. Le doute mobilise l'entropie du système, amorçant une réaction en chaîne, qui est lente, mais dont les effets n'en sont pas moins considérables.* Au lieu de critiquer le comportement des personnes, même lorsqu'il apparaît dysfonctionnel, il vaut mieux *susciter des propositions de changement et proposer des suggestions quant à la façon de changer le comportement.* Le système rigide de perception qui emprisonnait le patient, en lui imposant une réponse symptomatique, est ainsi *déstabilisé et bientôt démantelé*. *C'est à travers une expérience personnelle concrète que le patient a commencé à croire en la possibilité » de modifier la situation. C'est donc l'action ou l'expérience qui produit le changement et ce changement est à son tour renforcé et rendu conscient par l'évaluation.* A partir de là, la personne qu'elle en soit consciente ou non, a éprouvé la sensation de maîtriser ce qui lui semblait par

exemple une peur incontrôlable et le traitement commence à faire des progrès. (Watzlawick, Nardone, 1993, pp.17, 57).

L'intervenant social ou le thérapeute est **un agent actif**, faisant jouer son influence pour engendrer des transformations concrètes. Il doit *interrompre les schémas répétitifs d'interaction inopérante et les remplacer par des schémas qui fonctionnent mieux. Il suffit souvent d'un petit changement au sein d'un système rigide, pour entraîner cette* **réaction en chaîne***, qui finit par modifier le système entier.* Les actions de l'intervenant sont subtiles et habiles, en apparence non directives et modestes. La plupart des injonctions, des prescriptions sont orientés vers des buts d'apparence banale, du moins présentés comme tels, mais en fait destinés à *provoquer un changement réel et tangible dans le comportement du volontaire*.

On trouve des origines à **la pensée stratégique** en occident, dans la tradition des sophistes, des épicuriens, des sceptiques, puis chez **Machiavel**..., en Chine chez les taoïstes et **Souen Tseu**... (Ou sun tzu, / sun Zi).

La recherche-Formation-Action-Développement peut présenter des aspects de **thérapie sociale***, quand le changement souhaité se heurte à des pathologies, comme l'addiction à la vitesse, la conduite « chauffarde », les conduites à risques au niveau des problèmes de santé et d'environnement... Comme pour d'autres pathologies, il est devenu important d'apporter des solutions thérapeutiques pour pouvoir répondre au malaise social et ce qui l'entretient. On ne peut pas changer la société sans prendre en compte les humains, qui la font fonctionner. Si la personne ne change pas en même temps, elle transformera les institutions qui visent à l'émanciper en nouveaux modes d'oppression, en une nouvelle forme d'aliénation (Rojzman, 1992, p.19).* **L'objectif paradoxal** de son action est d'utiliser *l'injonction* des intervenants et *l'engagement non (ou peu) conscient des volontaires*, pour *amorcer une conscientisation* autonome des personnes et **un processus d'empowerment** des citoyens.

La théorie de l'engagement stipule que pour amener autrui à modifier *sans coercition* ses comportements et du coup *sans réactance de sa part*, le changement passe par *la réalisation d'actes préparatoires* : *un petit pas dans la bonne direction et des actes d'engagement plus prononcé par la suite, jusqu'à ce que des comportements nouveaux puissent être tentés et évalués.*

La procédure d'engagement doit respecter plusieurs règles :

- 1. Le caractère public de l'acte. Un acte réalisé publiquement est plus engageant qu'un acte anonyme.
- 2. Le caractère explicite de l'acte : un acte explicite est plus engageant qu'un

acte ambigu.

- 3. L'irrévocabilité de l'acte : un acte irrévocable est plus engageant qu'un acte révocable.
- 4. La répétition de l'acte : un acte que l'on répète est plus engageant qu'un acte qu'on ne réalise qu'une fois.
- 5. Les conséquences de l'acte : un acte est plus engageant lorsqu'il est lourd de conséquences réelles ou prévisibles.
- 6. Le coût de l'acte : un acte est engageant lorsqu'il est coûteux en argent, en temps, en énergie.

Suivant les caractéristiques du contexte dans lequel l'acte est réalisé, le sujet est doté de raisons externes ou de raisons internes. *Les raisons externes désengagent, contrairement aux raisons internes qui engagent*. En effet, les raisons externes (promesses de récompenses, menaces de punitions) ont tendance à distendre le lien entre un individu et ses acte, alors que les raisons internes (« *c'est ma volonté consciente qui transige sur les décisions importantes à prendre*») le resserre.

La démarche stratégique focalise son attention :

- sur *la définition du problème,* pour nous, il s'agira de **la mobilité**,
- sur *l'identification du comportement,* qui entretient le problème, à savoir l'usage exclusif de l'automobile,
- et c'est là le plus important : sur la recherche de façons de *modifier la situation dans un temps relativement bref*, pour nous trois séances espacées pour permettre des expériences sur le terrain.

Les méthodes délibératives consistent à fournir des informations aux participants et de les encourager à discuter, débattre sur la problématique choisie tout en prenant en considération les opinions de chacun (Anable, 2006). Ces méthodes sont utilisées pour des consultations publiques. Les techniques peuvent prendre la forme de « *groupe focus* » (ou *groupe de discussion*), forme de recherche qualitative au sein d'un groupe spécifique, afin de déterminer *la réponse de ce groupe et l'attitude qu'il adopte au regard d'un produit, d'un service, d'un concept...* Elles peuvent prendre la forme de « *commissions de quartier* », d'un « *jurys citoyens* », d'une « *conférences citoyens* »... (Marsden & king, 2009, Guihéneuf, 2008). Utilisées comme outils de recherche, ces méthodes permettent d'*obtenir des éclairages et des informations sur les attitudes du public et leurs opinions*. C'est *un processus d'information-délibération-réflexion-débat par lequel les citoyens construisent leur opinion et sont amenés à modifier d'eux-mêmes leurs attitudes, voire leurs comportements*. Cette approche invite les personnes à *réfléchir à ses propres pratiques, ainsi qu'à des solutions pour modifier les comportements*. Les discussions de groupe et les débats offrent un climat social, qui peut *favoriser la diffusion des « bonnes pratiques » et la*

prise de responsabilité (Mattmüller, 2008).

Au Royaume Uni, *la méthode délibérative* utilisée par greg **Marsden** visait à *explorer la compréhension du public vis-à-vis du changement climatique*, d'*identifier les freins et leviers au changement de comportement,* de *comprendre le rôle de l'information dans la prise de conscience environnementale* et dans le potentiel de changement de comportement. Quatre méthodes ont été employées: des sessions délibératives, des questionnaires psychographiques, des carnets de route, des interviews par téléphone. Concernant l'intention de changer, au début du projet, seulement la moitié des utilisateurs quotidiens de la voiture avaient la volonté de réduire leur usage automobile. Au fur et à mesure du projet, *la proportion d'automobilistes souhaitant changer a considérablement augmenté, atteignant les trois quarts des personnes.* En termes de changement de comportements, les participants ont *réduits considérablement le nombre de déplacements « inutiles »*, *en organisant mieux leurs programmes d'activités et en enchaînant les activités.* Ils étaient également *plus favorables pour utiliser des équipements de proximité, quand ils le pouvaient, privilégiant la marche ou le vélo.* Souvent les participants n'avaient aucune idée du nombre de déplacements qu'ils faisaient et des distances qu'ils parcouraient. Ils semblaient surpris par le nombre de courts déplacements qu'ils accomplissaient. *Le changement leur apparu bénéfique en terme de coût, de temps, de santé et d'environnement.* Ceux qui ne voulaient pas réduire l'usage de la voiture étaient toutefois prêts à faire attention à *leur style de conduite*, au gonflage des pneus, etc.
Une expérience intéressante a été menée au japon, dans le cadre d'un programme pour réduire l'usage de la voiture : « *Ecotravel coordinator program* » (Nakayama, Takayama, 2005). Toutes les personnes devaient remplir *un carnet de route* pendant une semaine et relever les indications d'un odomètre présent dans leur voiture. Les résultats des enquêtes menées avant et après le programme montre une nette réduction des kilomètres parcourus en voiture. Les auteurs ont noté que plus il y a de *convivialité* dans le groupe, plus les effets sont importants (Rocci, 2009, p.28, pp.45, 50).

4.2. « J'y vais autrement », une méthode originale de Communication engageante et de méthode délibérative

L'enquête « *j'y vais autrement* » s'inscrit pleinement dans le prolongement des *Recherche-Action* de kurt **Lewin**, des « *paris adjacents* » d'howard s. **Becker**, de « *la théorie de l'engagement* » de charles **Kiesler** et des « *méthodes délibératives* ». Afin de recueillir des opinions citoyennes, nous avons monté un dispositif d'enquête « *ad hoc* » pour la région Bourgogne, que nous nous proposons de vous décrire. Nous aborderons dans cette partie, différents points :

- la sollicitation au volontariat et les collectifs qui ont répondu favorablement à cette demande,
- organisation de la démarche de recueil de données pour l'enquête et le scénario pédagogique de trois sessions de Recherche-Action/formation-Action-développement,
- les témoignages des volontaires au cours d'un tour de table,
- la projection aux volontaires d'un film de l'ADEME sur la mobilité, suivi d'un débat,
- les débats et pratiques délibératives,
- la passation d'un premier questionnaire sur leurs motivations,
- la passation d'un second sur leurs pratiques quotidiennes de mobilité,
- la présentation du « carnet de bord » (ou carnet de route) des volontaires,
- l'évaluation des expérimentations de mobilité menées sur le terrain,
- le suivi de l'évaluation pédagogique de l'ensemble de la formation-Action-Développement.
- les contributions au blog « jyva ».

Nous allons observer si une recherche-action peut mobiliser des acteurs concernés par des problèmes de mobilité, en les sollicitant pour *étudier leurs changements d'attitudes* par rapport aux modes de résolution possible. Il s'agit de *mener une recherche participative*, avec un double objectif : *transformer la réalité et produire des connaissances concernant ces transformations*

4.2.1. Présentation des volontaires et des structures partenaires

L'initiative « j'y vais autrement » s'est adressée aux citoyens et à tous les acteurs du territoire régional bourguignon, *intéressés par une enquête participative sur les problèmes de mobilité, ayant développé et/ou aspirant à développer des modes de déplacement alternatifs à la voiture individuelle*.

Parmi les nombreux contacts établis, onze institutions partenaires ont accepté de faire appel à des *volontaires* pour *constituer des groupes locaux réflexifs, sur la mobilité :*

L'agglomération de Nevers

L'agglomération est composée de 11 communes étirées sur un axe nord – sud, suivant l'axe routier et ferroviaire. Elle est composée des communes suivantes :

1. Challuy
2. Coulanges-lès-Nevers
7. Nevers
8. Pougues-les-Eaux

3. Fourchambault
4. Garchizy
5. Germigny-sur-Loire
6. Gimouille
9. Saincaize-Meauce
10. Sermoise-sur-Loire
11. Varennes-Vauzelles

Le contrat d'agglomération a été signé en décembre 2004. Il comporte notamment un volet : **Environnement et aménagement** avec **un plan de déplacement urbain** (PDU) et **une plate-forme multimodale** de la gare SNCF (La plate-forme multimodale est le lieu où les marchandises changent de mode de transport).

L'agglomération de Nevers, dont le président est didier **Boulaud**, a pour intitulé « A.D.N. », qui s'entend aussi bien comme l'abréviation d'agglomération de Nevers, avec son slogan « Aménagement, Dynamisme, Notoriété », que comme l'allusion à la transmission du patrimoine génétique. Située au confluent de la Loire et de l'Allier, et sur les rives du canal de Briare, l'ADN offre une image positive grâce à *la qualité de vie* qu'elle propose et ses efforts envers *la préservation de l'environnement*. La ville de Nevers compte 38 007 habitants (recensement de 2007) au cœur d'une aire urbaine estimée à 100 556 habitants. L'ADN regroupe un tiers de la population du département, et compte 33 000 emplois, 2 777 entreprises et 34 410 logements. Située à 225 km de Paris, Nevers est reliée à la capitale par l'autoroute A77.

La gare de Nevers se situe sur la ligne de chemin de fer Paris-Clermont-Ferrand de Paris-gare de Lyon à Clermont-Ferrand, à l'intersection de la voie ferrée vers Dijon, voie à trafic en constante augmentation (« plaque tournante » de fret). La voie Dijon-Nevers est en cours de modernisation (débit de ligne multiplié par trois et installations en gare de Decize, permettant le demi-tour pour les circulations péri-urbaines de Nevers). En 2011, avec le projet « Voie Ferrée Centre Europe Atlantique (VFCEA), cette voie constituera une transversale ferroviaire électrifiée entre l'atlantique et l'Europe Rhénane.

En charge de la compétence transport, l'Agglomération de Nevers, a pris part aux assises de l'énergie, organisées par le Syndicat Intercommunal d'Energies d'Equipement et d'Environnement de la Nièvre (SIEEN). C'est dans ce cadre que catherine **Lebreton**, en lien avec le comité local de développement durable de la ville de Nevers, suivi par dominig **Bourbao**, ont souhaité s'associer à l'initiative. Le recrutement du groupe de *volontaires* s'est fait à travers un réseau de connaissances, à partir de la Commission Mobilité du Conseil Local de Développement Durable.

L'Association E.V.A.D. (« Ensemble à Vélo dans l'Agglomération Dijonnaise »)

Cette association, qui fait *la promotion de l'usage du vélo pour une ville apaisée*,

présidée par Christian **Germain**, est membre de la Fédération des Usagers de la Bicyclette (F.U.B.I.C.Y.). Elle regroupe plus de 250 membres et existe depuis 1996. Elle mène des actions très diverses : de *sensibilisations*, de *découverte du vélo* à partir des « *balades urbaines* », de conférences, d'interventions dans les écoles, des animations (« A vélo au travail »…) ou d'actions plus militantes comme les « *parkings éphémères » pour vélos*. Elle mène également des actions d'accompagnement via une « *vélo-école* ». Enfin, elle est très présente auprès des collectivités pour les conseiller dans leurs projets et à ce titre, l'association rencontre souvent les élus/techniciens du Grand Dijon et des communes qui le composent.

Dans le cadre de *l'initiative « J'y vais autrement*… », E.V.A.D. a pris part dès le début, dans le cadre du comité de pilotage, à l'élaboration de la démarche et de la méthodologie. C'est donc en toute logique que cette association a souhaité être un relais pour le recrutement de *citoyens volontaires*.

L'Association La Roue Libre (Auxerre)

Créée récemment, début 2008, cette association a pour but de f*aire la promotion de l'usage du vélo* dans la ville d'Auxerre. Elle est présidée par Eric **Beunas**. A ce jour, en 2010, elle regroupe 14 membres. Ses actions portent principalement sur une mise en valeur du vélo dans la ville, en se servant de ce mode de transport comme outil d'animation : fête du vélo, ballades… Elle travaille également aux côtés de la mairie pour participer à la réflexion sur les projets, que cette dernière suscite.

Dans le cadre de *l'initiative « J'y vais autrement… »*, l'association était particulièrement motivée pour *appréhender les freins et les obstacles rencontrés par les citoyens, à l'usage du vélo*.

Le Centre du Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (C.E.A.) de Valduc

Le C.E.A. intervient dans quatre grands domaines : les énergies décarbonées, la défense et la sécurité globale, les technologies pour l'information, et les technologies pour la santé. Il est implanté sur 10 centres répartis dans toute la France. Il développe de nombreux partenariats avec les autres organismes de recherche, les collectivités locales et les universités. A ce titre, le C.E.A. est partie prenante de la mise en place d'alliances nationales coordonnant la recherche française dans les domaines de l'énergie (A.N.C.R.E.), des sciences de la vie et de la santé (A.V.I.E.S.A.N.), des sciences et technologies du numérique (A.L.L.I.S.T.E.N.E.) et des sciences de l'environnement (A.L.L.E.N.V.I.).

Le Centre de Valduc, situé en milieu rural, à 45 kilomètres au nord-ouest de Dijon, s'est engagé dans une importante *démarche de certification qualité* de l'ensemble de ses activités. Par ailleurs, il propose depuis longtemps *un service de ramassage de ses employés en bus,* depuis différents points d'arrêts. Outre la mobilité pendulaire extérieure au site, de nombreux déplacements sont organisés au sein de l'enceinte de l'entreprise.

Située en milieu rural, le C.E.A. de Valduc souhaitait améliorer **son Plan de déplacement Entreprise** (P.D.E.). Nous avons pris contact avec Michel **Drouin** et Josiane **Barby,** qui nous ont fait part du souhait du directeur : Régis **Baudrillart**, de prendre part à *l'initiative « j'y vais autrement »*. Le recrutement des *volontaires* s'est fait, suite à une proposition adressée au personnel de participation à un groupe de réflexion, sur les questions de mobilité, à partir d'un panel de personnes représentant la diversité des profils de mobilité dans l'entreprise.

La Communauté de communes de la Vallée de l'Ouche

Située en périphérie ouest de Dijon et composée de 17 communes rurales :

- Agey,
- Ancey,
- Arcey,
- Barbirey-sur-Ouche,
- Fleurey-sur-Ouche,
- Gergueil,
- Cissey-sur-Ouche,
- Grenant-les-Sombernon,
- Lantenay,
- Mâlain,
- Pasques,
- Remilly-en-Montagne,
- Sainte-Marie-sur-Ouche,
- Saint-jean-de-Boeuf,
- Saint-Victor-sur-Ouche,
- Velars-sur-Ouche.

Ce territoire positionné à l'entrée de l'agglomération dijonnaise, est traversé par l'A.38 et la ligne ferroviaire Dijon – Paris. L'une des caractéristiques en termes de mobilité de ce territoire est de posséder 3 gares S.N.C.F. (Lantenay, Malain et Velars sur Ouche), ainsi que d'être desservi par des lignes Transco du Conseil général de Côte d'Or. Les problèmes posés par l'usage de la voiture pour se rendre à Dijon, ont interpellés les élus de la C.C.V.O., qui ont fait de cette thématique un programme de

réflexion et d'action prioritaire.

C'est dans ce cadre que la C.C.V.O. a lancé *une enquête auprès de ses habitants pour connaître leurs habitudes de mobilité*. A la suite d'un retour important des réponses au questionnaire, Alain **Perrot**, Sébastien **Philippe** et Sophie-Anne **Morrin** sont venus nous voir pour *prendre part à l'initiative « J'y vais autrement… »*.

Le recrutement *des volontaires* s'est fait en recontactant des citoyens ayant répondus au questionnaire de la C.C.V.O. et ayant laissé leurs coordonnées.

Le Centre Hospitalier Spécialisé (C.H.S.) **de la Chartreuse** (Dijon)

Placé au cœur de la ville de Dijon, le centre hospitalier génère de nombreux déplacements des patients, de leur famille & de leurs amis, mais aussi des fournisseurs (de matériels, de nourriture, de médicaments...) et du personnel. Celui-ci doit non seulement se rendre à l'hôpital pour exercer ses activités professionnelles, mais aussi vers de nombreux lieux, pour des interventions et des suivis.

A la suite d'un premier contact avec le C.H.S de la Chartreuse, où sa direction a fait part de son projet de lancer *un programme de « développement durable » au sein de son entreprise*, nous lui avons fait part de *l'initiative « J'y vais autrement… »*. Elle a souhaité y associer un groupe issu de son personnel, afin d'amorcer la réflexion sur *le thème de la mobilité face aux enjeux du développement durable*.

Le recrutement *des volontaires* s'est effectué grâce à Laurent **Jacquenet,** représentant l'antenne du syndicat de **la Confédération française démocratique du travail** (C.F.D.T.), particulièrement sensible à la prise en compte des enjeux du développement durable par l'entreprise.

Le D.E.U.S.T. 2ème année de « Gestion et médiation sociale » de l'Université de Bourgogne

Profitant du fait que Philippe **Mougel** intervenait comme enseignant dans cette formation, dont le responsable pédagogique est fabien **Girandola**, nous avons choisi de proposer aux étudiants inscrits en formation pour l'obtention d'un diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (D.E.U.S.T.), d'être associés à l'initiative. Ils nous permettaient d'une part, d'atteindre un public jeune de citoyens, aux profils de mobilité spécifiques et d'autre-part, cela leur apportait un complément à leur formation en leur permettant de *disposer d'une expérience en Recherche-Action/formation-Action-Développement*, intéressante pour leur vie

professionnelle future. Les réunions ont été de plus l'occasion de visiter les locaux d'Alterre Bourgogne et de ceux de Lattitude 21 (Dijon), *en lien avec les problématiques d'urbanisme de « La ville écologique ».*

L'entreprise Elithis

Le groupe Elithis a emménagé au printemps 2009 dans *une Tour qu'il a conçue, à* **« énergie positive »**. Le projet de construction est né de la volonté de Thierry **Bièvre**, Directeur Général de la société Elithis ingénierie, spécialisée dans les fluides techniques du bâtiment et de la très haute efficience énergétique. Soutenus par la **Mairie de Dijon** et par **l'ADEME Bourgogne**, les ingénieurs d'Elithis ont fait appel à l'architecte Jean-Marie **Charpentier**, avec lequel ils ont travaillé en étroite collaboration. Ensemble, ils ont relevé le défi de *créer un bâtiment conciliant esthétisme, intégration urbaine, confort, performance énergétique et environnementale.* C'est un bâtiment tertiaire particulièrement **sobre** sur le plan énergétique et environnemental, notamment en matière de rejets de gaz à effet de serre (GES) (6 fois moins de rejets qu'un bâtiment "classique"). La réalisation de cette Tour s'inscrit également au cœur d'*une politique volontariste d'écologie urbaine* portée par le Grand Dijon. Afin de ne pas tout miser sur le "tout technologique", le choix a été fait de laisser aux usagers (propriétaires, dirigeants, employés, visiteurs etc.) la possibilité de gagner les derniers 20 kWep/m2/an nécessaires, pour atteindre *l'énergie positive*. Cette liberté permet d'*expérimenter des dispositifs de sensibilisation non seulement en matière d'économies d'énergies mais aussi de modes de transports doux, d'économies de papiers, d'eau, de déchets,* etc. Cette entreprise apporte de l'ingénierie *en vue d'une diminution des rejets en gaz à effet de serre lors de la construction de bâtiments neufs*.

Elle regroupe près de 100 employés sur Dijon, qui lors du déménagement des bureaux de l'entreprise ont vu leur trajet domicile – travail modifié. *L'initiative « J'y vais autrement… »* a permis d'aborder cette question via les déplacements et s'est inscrite en amont d'un *Plan de Déplacement Inter-entreprise*.

L'identification des volontaires a été effectuée parmi les employés d'Elithis. Mme Perrine **Moulinié**, psycho-sociologue, a été le relais dans l'entreprise pour la constitution du *groupe de volontaires*.

La Ville de Cosne-Cours-sur-Loire

Cosne-Cours-sur- Loire est une ville du département de la Nièvre, située au bord de la Loire et de la rivière Nohain, à 180 kms de Paris, sur l'axe Paris – Nevers. Elle est reliée à Paris par l'autoroute de l'Arbre A.77, la route nationale 7 et la ligne de

chemin de fer Moret-Clermont-Ferrand. Avec 11 399 habitants (recensement 1999), elle est à ce titre la deuxième plus grande ville du département. Depuis 2008, la Ville de Cosne-Cours-sur-Loire soutient une politique d'équipement des sites de la commune *pour les personnes à mobilité réduite*. La municipalité, dont le maire est alain **Dherbier** a créé un réseau de transport public rapprochant les quartiers de Cosne, avec un bus de 21 places accessibles à tous les Cosnois, notamment aux personnes âgées, à mobilité réduite, handicapées, munies de poussette ou bagages volumineux… Engagée dans *une démarche d'Agenda 21*, elle a mis en place différents groupes de travail thématique dont un sur **la mobilité**. C'est à partir de ce groupe que *l'initiative « j'y vais autrement… »* a été menée, grâce au relais technique d'évelyne **Couhé** et politique de mireille **Coulon**.

Ce *groupe de volontaires* a été composé de membres des différents services de la mairie et d'une personne extérieure de l'éducation Nationale.

La Ville de Gevrey-Chambertin

Cette commune située à 15 kilomètres au sud de Dijon, sur l'axe Dijon – Beaune. La commune s'étend sur 24,8 km² et compte 3 179 habitants depuis le dernier recensement de la population datant de 2007. Elle a pour maire Jean-Claude **Robert**. Coupée par la nationale 6 et traversée par la ligne ferroviaire Dijon – Lyon, la municipalité de Gevrey, considère la question de la mobilité comme un enjeu important, tant au sein de la commune que vers l'extérieur. Christophe **Lucand** a été l'élu référent pour *l'initiative « j'y vais autrement »*.

L'identification des citoyens volontaires a nécessité des communications dans la presse, dans la revue municipale et une présence sur le quai de la gare de Gevrey Chambertin, afin de constituer *le groupe de volontaires*.

La Ville de Plombières-lès-Dijon

La commune s'étend sur 16,2 km² et compte 2 926 habitants depuis le dernier recensement de la population datant de 2007. Avec une densité de 180,5 habitants par km², Plombières-lès-Dijon a connu une nette hausse de 17,6% de sa population en rapport avec 1999. Située à 6 km au Nord-Ouest de Dijon, dans la première couronne périurbaine, cette commune du Grand Dijon, est desservie par le réseau de bus Divia. Dans le cadre des actions que souhaitent impulser les élus de Plombières-lès-Dijon, *la mise en place d'un pédibus* concorde avec l'*initiative « J'y vais autrement… ».*

C'est dans ce cadre, que la mairie a lancé les travaux sur *la mise en place du pédibus. Les volontaires* identifiés pour prendre part à l'initiative portée par Alterre l'ont été

lors de la réunion de lancement initiée par patrice **Chateau**, adjoint au maire : jean paul **Hesse**.

Par conséquent, nous avons pu disposer de onze groupes territoriaux, avec chacun, *un ou deux animateurs locaux*, sauf pour le Deust, où ce rôle était assumé par philippe Mougel. Nous leur sommes particulièrement reconnaissants d'avoir fait le lien avec les volontaires locaux, de les avoir mobilisés, de s'être engagés à nous trouver des salles de réunion, de nous avoir accueilli, de nous avoir offert des collations. Nous nous sommes rendus compte que *leur engagement a été un facteur de réussite de l'initiative « j'y vais autrement ».*

4.2.2. Organisation de la démarche de recueil des données

En tant que **Recherche-Action**, notre enquête a pour objectifs de :

- prendre en compte la situation actuelle.
- entrevoir la situation désirée.
- ne pas occulter où la situation actuelle irait, si aucune mesure n'est prise.
- identifier les forces d'entraînement (levier) au changement vers la situation désirée.
- identifier les forces résistantes (obstacles) au changement vers la situation désirée.
- examiner et interrogez ces forces : Sont-elles valides ? Comment peut-on jouer avec elles ?
- observer si le changement est viable et si des progrès peuvent se produire...

En tant que dispositif de **Formation-Action**, les objectifs sont de :

- créer un *conflit socio-cognitif* chez les participants.
- les aider à identifier leurs rôles et les objectifs par rapport au projet.
- lancer des phases d'expérimentation.
- favoriser les échanges, les témoignages, les débats.
- stimuler l'auto-explicitation et les collaborations à l'explicitation.
- encourager les conseils mutuels et les transferts des connaissances acquises dans le groupe.
- offrir des possibilités de capitaliser les savoirs pour d'éventuels transferts à d'autres personnes, d'autres groupes.

En tant que **formation-Développement,** les objectifs sont de :

- prendre comme lieu d'expérimentation privilégié le contexte local.
- partir des problèmes locaux de mobilité.
- identifier des obstacles.
- aider à faire expliciter les moyens et les méthodes des participants pour tenter

par eux-mêmes de résoudre les problèmes rencontrés.
- recueillir leurs propositions pour trouver des solutions territoriales aux problèmes soulevés.
- identifier des leviers pour favoriser les changements.
- amorcer un processus local de développement avec les élus, les associations, les entreprises de transport, les citoyens..., autour de propositions concrètes et négociables, de possibilités d'expérimentation, d'évaluation.

Nous avons formé une équipe d'enquête avec deux intervenants : un chargé de mission « Mobilité et Territoires » de l'agence régionale « Alterre-Bourgogne » : Aurélien **Trioux** et un sociologue de « la Maison des Sciences de l'Homme » de l'Université de Bourgogne, chef de projet à Welience/UB filiale : philippe **Mougel**. Cette petite équipe s'est déplacée sur le terrain, dans les différents lieux de Bourgogne, retenus pour l'étude. Les réunions duraient en moyenne deux heures. Elle s'achevait très souvent par *une collation,* suite à notre demande au moment de la fixation de la date de réunion et offerte par nos hôtes. *Cette collation récompensait modestement l'effort de déplacement des personnes* et instaurait *un climat de convivialité,* favorable à la poursuite des réunions.

Fabien **Girandola** (2007) remarque qu'en matière d'environnement, il ne suffit pas d'inculquer les « bonnes idées » pour que « les bons comportements » se réalisent. Il y a souvent un décalage entre ce que nous croyons « bon » et ce que nous faisons. Et ce décalage est particulièrement net dans le champ de **l'éco-citoyenneté.** Il ne dit pas que l'information et l'argumentation sont inutiles : avec le temps, elles engendrent de réelles **prises de conscience.** Il affirme toutefois que *si l'information et l'argumentation sont nécessaires, elles ne sont pas suffisantes.* En voici un exemple : nous pouvons être convaincus de la nécessité de trier, de recycler, de ne pas gaspiller l'eau ou l'électricité et ne jamais rien faire en ce sens. Si nous ne franchissons pas le pas, malgré les nombreuses et régulières occasions, ce n'est pas parce que nos idées nous dictent de ne pas le faire, bien au contraire. D'ailleurs nous sentons bien qu'il suffirait de peu de choses, pour que nous nous retroussions nos manches et allions au point de tri ou de recyclage le plus proche.

Il suffit en effet de peu de choses – en l'occurrence d'*un ou quelques **actes préparatoires** bien choisis – pour voir passer les gens des idées aux actes.* Afin que les campagnes de communication puissent gagner en efficacité, il faut conférer à la cible un statut d'**acteur** et non plus seulement de récepteur et se poser la question : « *Quels actes préparatoires doit-on obtenir de la part de celles et de ceux dont je recherche le concours ?* ». C'est la prise en compte de cette question qui, en dotant la cible d'un statut d'acteur, distingue une démarche de « *communication engageante* » d'une démarche de « communication classique ».

Le « *laboratoire-citoyen* » de *l'association « Alterre-Bourgogne »*, ayant opté *pour une « Recherche-Action / Formation-Action-développement » (R.A.F.A.D),* sous la forme d'une « *communication engageante* », les procédures d'enquête (quatre questionnaires et un « carnet de bord »), ont été organisés comme *des actes préparatoires* et des *paris adjacents,* par rapport à **des expérimentations concrètes** *d'« automobilité » et d'« altermobilité » sur le terrain*.

Les êtres humains sont loin d'agir comme des êtres « a priori rationnels », motivés et cohérents. Comme l'observait antonio **Damasio,** lorsqu'un individu doit prendre une décision face à un événement nouveau et donc faire un choix entre plusieurs options, il ne fait pas « une analyse purement rationnelle », il est aidé par les souvenirs qu'il a de choix antérieurs et de leurs conséquences. Et ces souvenirs contiennent des composantes affectives, émotionnelles de l'évènement passé (Damasio, in Chapelle, 2004, p.38). Nous sommes en effet contraints par des engagements antérieurs et une grande part de nos comportements sont routinisés, inconscients, quasi automatiques.

Pour changer de comportements, la persuasion seule n'est guère efficace, *il nous faut changer d'engagement, à travers des actes.* La psychologie de l'engagement procède ainsi : *des actes vers d'autres actes et des actes vers les idées.*

Les volontaires ne sont pas des individus atomisés, mais les *membres d'un ménage et d'une famille*. Ce sont des *personnes émotionnelles et raisonnables*. C'est *sous la condition d'engagement public sans coercition, avec une justification externe minimale (une simple collation), que nous avons mobilisé les acteurs. L'engagement* s'est effectué à partir des 6 facteurs : **le caractère public** de l'acte de mobilité alternative et/ ou responsable (visibilité par rapport au groupe local), **son caractère explicite** (à travers les témoignages publics et les questionnaires) **l'irrévocabilité** de l'expérience vécue, **sa répétition**, **ses conséquences**, **son coût** (le prix des billets de bus, de train, l'achat d'un vélo, le temps passé pour les réunions et l'expérimentation, l'énergie personnelle nécessaire pour mener ces activités...). Nous avons utilisé des expressions, comme par exemple : « vous êtes vraiment un citoyen actif», pour *valoriser la personne et positiver son acte*. De même, nous nous sommes présentés comme des gens ouverts et tolérants, comprenant très bien que l'on puisse refuser l'engagement « d'expérimenter et de revenir pour en parler », en leur répétant à plusieurs reprises : « A vous de voir..., à vous de décider !... ».

L'alternance « *formation-Action* » *et* « *expérimentation sur le terrain* » visait à *mettre en synergie la démarche réflexive par la discussion-débat et la réponse aux questionnaires, avec les comportements de mobilité des volontaires, en situation*

dans la vie quotidienne. L'exploration de l'altermobilité, de la plurimobilité et de l'intermodalité peut amorcer une démarche d'**apprentissage par l'action**, qui suppose de *chercher à résoudre des problèmes concrets, de créer une expérience pour que les participants se sentent impliqués dans le processus, de développer des* **habilités cognitives**, *pour d'autres formes de mobilité et des connaissances tacites, pouvant se transformer en automatismes* (Leplat, in Perruchet, 1988, p.158). Par *une opération de stimulation*, on favorise ainsi *l'ancrage du développement soutenable dans les pratiques. Les actions de formation-Action* permettent alors de *développer de nouveaux savoirs-faire (habiletés), savoirs-être (attitudes) et de nouveaux savoirs (connaissances)*.

Par rapport au **cycle de la mobilisation** (Picard, Rambaud, 2003, p.26), l'originalité de notre démarche est de *placer, après une sensibilisation d'éveil, la phase d'action-expérimentation, comme source de formation et de changement d'attitudes.*

La prise en compte et la valorisation de l'expérience sur le terrain s'intègre dans une stratégie globale de la formation aux autres formes de mobilité. Chaque volontaire suit *un parcours différencié* et induit de son expérience des connaissances particulières qu'il pourra communiquer au groupe et au dispositif d'enquête. L'analyse des situations de mobilité est une approche de **la singularité** de l'activité de mobilité, avec le souci d'une **écoute des spécificités**, même si celle-ci est complexe et difficile à rendre compte au niveau du rapport d'enquête.

C'est une « **enquête feed-back** », dans la mesure où, elle est répond à la demande du « *laboratoire citoyen* » et de son réseau de partenaires, pour clarifier les situations de mobilité sur différents territoires de Bourgogne, en vue d'élaborer et de proposer des pistes pour des solutions, des recommandations pour une action éventuelle à mener par le milieu enquêté ou par des dirigeants. Après un **pré-diagnostic de la situation**, suite à des rencontres avec quelques individus, une **enquête par questionnaires** a été construite et administrée aux personnes impliquées dans le milieu étudié. Les conclusions de cette enquête sont communiquées et diffusées auprès des acteurs de la mobilité et des personnes intéressées, au moyen d'un **power-point** et d'un **rapport écrit,** qui pourront être discutés lors de rencontres de groupe ou entrevues avec les personnes impliquées. Cette Recherche-Action a des visées de *formation, de conscientisation, de changement social* et *d'identification de pistes d'action*.

Dès la première rencontre, on interroge les volontaires sur le thème de la mobilité:

- comment le problème présenté se perpétue dans les schémas relationnels, dans l'organisation du temps, dans la gestion de l'espace ?,
- comment jusqu'à présent le volontaire a essayé de résoudre le problème ?,

- comment la solution problématique peut être changée aussi rapidement que possible ?

Notre intervention auprès des volontaires se déroule en trois sessions :

Première session : Présentation des participants et du déroulement de l'initiative, sensibilisation avec le film de l'ADEME, à **message persuasif**, suivi de débats et de la passation des deux premiers questionnaires.
Seconde session : Retours d'expériences sur le terrain, témoignages et échanges, présentation du « *carnet de bord* »(ou carnet de route).
Troisième session : Retours d'expériences sur le terrain, témoignages et échanges, passation de deux enquêtes d'évaluation

4.2.2.1. Les témoignages du tour de table dans chaque réunion

Notre intervention au sein des groupes vise à faciliter la compréhension des processus qui s'y développent, et ce, afin de générer un changement, qui aura des effets sur le groupe et sur ses membres. Notre **hypothèse** est que l*es personnes accordent beaucoup d'importance à être acceptées socialement*. Ces motivations sociales, *dans une perspective évolutionniste*, constituent une forme importante d'*adaptation* et d'*aide à la survie individuelle et collective*. Si les groupes sociaux jouent un rôle prépondérant dans la protection des risques liés à l'environnement, aux prédateurs, aux ennemis..., ils représentent aujourd'hui encore des ressources importantes à mobiliser, pour faire face aux nouveaux risques et *aux nécessités de changement de leurs attitudes et de leurs comportements, en ce qui concerne les problèmes de mobilité géographique.*

Aussi, nous aurons à tenir compte de **la dynamique de groupe**, c'est-à-dire de l'ensemble des phénomènes, mécanismes et processus psychiques et sociologiques qui émergent et se développent dans les petits groupes sociaux appelés aussi « *groupes restreints* », d'environ 6 à 20 individus, durant leur activité en commun.

Kurt **Lewin** (1959) a cherché à appréhender « *la dynamique de groupe* **»**, c'est-à-dire l'ensemble des phénomènes, mécanismes et processus psychique et sociologiques, qui émergent et se développent dans les petits groupes sociaux appelés aussi groupes restreints, d'environ 6 à 20 individus durant leur activité en commun. Les groupes peuvent s'appréhender comme *des totalités dynamiques,* qui résultent des interactions entre les membres. Ces groupes réalisent des formes d'équilibre au sein d'un champ de force. C'est en fonction de l'organisation perceptive de l'espace social, que les énergies mises en jeu se complètent ou se combattent. *La "dynamique d'un groupe" peut faciliter des changements dans les comportements*

et/ou les attitudes d'une personne ou d'un groupe. Il préconise trois étapes dans le changement :

- décristaliser (dégeler): informer, expliquer, sensibiliser,
- changer : déplacer les résistances, réduire les tensions,
- recristaliser : créer un nouvel état d'équilibre, satisfaisant pour les membres du groupe, consolider cet état.

Il a remarqué que certaines personnes jouent un rôle de **facilitation du changement**. **Robert** Bales **(1972) a décrit douze catégories pour rendre compte** des **interactions** (typiquement des interventions orales) lors de réunions de groupe de travail. **Il a distingué ainsi :**

Les catégories centrées sur les relations interpersonnelles (socio-affectives), manifestations positives.
1 **–** Manifestation de solidarité, de sympathie, aide
2 **–** Détente et relâchement de tension
3 **–** Manifestation d'un accord
Les catégories centrées sur le travail, manifestations positives
4 **–** Suggestions
5 **–** Intervention exprimant l'avis, l'opinion
6 **–** Intervention directive, donnant des informations ou une orientation de travail
Les catégories centrées sur le travail, manifestations négatives
7 **–** Demande d'informations
8 **–** Demande d'avis, d'opinions
9 **–** Demande de suggestions
Les catégories centrées sur les relations interpersonnelles, manifestations négatives :
10 **–** Manifestation de désaccord
11 **–** Manifestation de stress ou de gêne, de tension
12 **–** Attaque relationnelle, manifestation d'animosité

A chacune des trois réunions sur le même site, nous avons débuté notre intervention par *un tour de table*. Le rapporteur : Aurélien Trioux, qui prenait des notes sur son ordinateur, s'est focalisé sur les catégories centrées sur le travail (manifestations positives et négatives), en demandant aux personnes d'expliciter chaque fois davantage leurs opinions. Quant à l'animateur de la réunion : philippe Mougel, il s'est intéressé aux catégories centrées sur les relations inter-personnelles (manifestations positives et négatives), en essayant de réguler le groupe, afin de permettre à chacun de s'exprimer dans *une atmosphère de confiance*, un climat relativement serein d'écoute et d'échanges. Tous deux ont adopté *une attitude d'***empathie,** où il s'agissait de trouver la bonne distance, ne pas trop s'impliquer au

niveau de ses propres croyances et ne pas mettre trop d'affectivité, sans prétendre pour autant à une illusoire neutralité. Dans une certaine mesure, nous étions *dispensateurs de* « **care** », en situation de « **relation d'aide** », mais nous n'en avions pas le monopole; les demandes d'informations pertinentes, de conseils, d'accompagnement qu'exprimaient les volontaires, implicitement ou explicitement, s'adressaient aussi aux autres participants et au réseau des organisations : associations, entreprises, administrations concernées.

En faisant la promotion de *l'empathie*, carl **Rogers** (1973, 1967) souhaitait voir développer **une écoute active**, *permettant de faire savoir à l'autre par des gestes simples, par le regard, par tous les canaux des sens que l'on possède, qu'on l'écoute et qu'on comprend ce qu'il veut dire, sa position, ses difficultés et qu'on le reconnaît comme un partenaire à part entière.* Pour communiquer correctement, il est nécessaire de *valoriser son interlocuteur par le geste, la parole et l'écoute, le reconnaître comme son semblable, son égal et satisfaire ainsi son besoin de reconnaissance*. Rogers accordait aussi une grande importance à **la communication non verbale** et à la compréhension de la pensée de l'autre dans toute sa complexité. Aussi ne faut-il pas hésiter à demander à une personne de préciser ce qui n'apparaît pas assez clair, par des'**'reformulations'**'successives, qui permettent de bien cerner les nuances. *La reformulation* consiste à reprendre ce qui vient d'être dit avec d'autres mots, en tentant de rester le plus précis et complet possible, par exemple en commençant par la phrase : « si j'ai bien compris... ». Elle permet de s'assurer que l'on a bien compris, ce qui a un effet positif sur l'interlocuteur, qui est sensible au fait que l'on manifeste une telle *attention*. *La technique de l'écho* consiste à reprendre les derniers mots, qui viennent d'être prononcés, tel l'écho qui renvoie le son. L'avantage est de pouvoir permettre à la personne de poursuivre son récit ou de développer les propos qu'elle vient de dire. Il est possible aussi de reformuler l'émotion, pour offrir à la personne une *caisse de résonance* et l'aider à *identifier ses émotions et à les exprimer socialement*. Dans ce cas, on se centre non seulement sur ce qui est dit, mais également *sur la façon dont l'acteur l'exprime ou le manifeste corporellement.* Un grand nombre de problèmes sont liés à un mode dysfonctionnel de communication, aussi peut-on poser des questions, pour favoriser *une clarification*, qui permet d'*accroître la capacité d'analyse* de la personne concernant des situations ou des évènements, l'amenant à mieux *synchroniser* sa communication sur les plans corporel, émotionnel et cognitif, ce que william **Condon** désignait par « **l'auto-synchronie** » (in Cosnier, Brossard, 1984, pp.43,48).

Grâce à *la focalisation,* on peut essayer de *centrer l'échange sur l'exploration d'un problème* ou *d'une émotion.* Toutefois, il est parfois préférable de ne pas précipiter les choses et de laisser la personne se focaliser elle-même sur un thème de son histoire, lorsqu'elle juge le moment opportun de le faire. Il est possible d'utiliser *la*

confrontation, pour faire découvrir au locuteur son *degré d'implication dans une situation, la réception qui peut être ressentie de son message, les sentiments contradictoires de l'ambivalence ou du déni.* Mais attention au ton sur lequel les phrases sont exprimées, afin *que chacun se sente respecté et non jugé.* Il ne faut pas chercher à avoir le dernier mot, ni vouloir imposer son opinion sur une question, mais savoir faire silence, ne pas interrompre brusquement et maladroitement des propos ou l'expression d'une émotion. Les silences des uns et des autres sont respectables, ils permettent de s'écouter, de recevoir les émotions exprimées, d'observer la dynamique du groupe, de préparer une intervention dans le groupe, de ponctuer les échanges, d'effectuer des transitions... **L'humour** est très appréciable, Il attire l'attention, avec détachement, sur des aspects plaisants ou insolites de la réalité. Il apporte une détente, il libère les tensions, permet à la personne de prendre du recul sur ce qu'elle vit, préserve notre santé... (Bioy, Maquet, 2007, pp.61, 74). *L'humour et le rire* participent à la décontraction des muscles, à la réduction des hormones de stress, à l'amélioration du système immunitaire, à la réduction de la douleur.

Ces techniques psychologiques ne doivent pas apparaître rigides, mécaniques, répétitives..., mais s'intégrer à la conversation de façon légère, opportune, variée, de telle manière que les membres du groupe n'en soient pas gênés. On peut observer alors par **l'effet du mimétisme**, l'ensemble du groupe *se synchroniser* sur ces techniques et les personnes *se les approprier* en les utilisant à leur tour au gré des échanges, par ce que Condon appelait une « *synchronie interactionnelle* » (in Cosnier, Brossard, ibid, pp.57, 65).

Le tour de table de la première réunion a permis à chacun des participants de se présenter, d'exposer les raisons de sa présence, son intérêt pour les questions de mobilité, ses attentes et *son engagement à suivre les trois sessions*. Il a permis aussi aux animateurs de la réunion de présenter la démarche, le programme, les deux questionnaires et de répondre aux interrogations des volontaires.

Le tour de table de la seconde réunion a été l'occasion pour les volontaires de raconter des expériences originales, notamment d'**altermobilité**, qu'ils avaient pu mener entre les deux sessions et aux animateurs d'introduire *le « carnet de bord »*, ses objectifs et comment le remplir, ainsi que *le blog*.

Le tour de table de la troisième réunion a sollicité les volontaires pour qu'ils puissent témoigner, par rapport aux trajets effectués entre la 2° et la 3°réunion, qu'ils ont décrits dans *le carnet de bord*, les obstacles à la mobilité rencontrés, *leurs propositions pour trouver des solutions* à ces problèmes.

Dans le cadre de la formation-Action, le rôle des intervenants étaient de créer un conflit socio-cognitif chez les participants. **Le conflit socio-cognitif** recherche, dans *la confrontation cognitive*, un dépassement des contradictions pour parvenir à une réponse nouvelle, qui puisse *apaiser la tension*. C'est une *dynamique interactive*, caractérisée par une **coopération active**, avec prise en compte de la réponse ou du point de vue d'autrui, De tels conflits seraient l'occasion d'*apprentissages constructivistes*.

Nous nous sommes comportés, *non pas comme des personnes qui sont supposées déjà savoir les réponses, mais plutôt comme des accompagnateurs et des personnes ressources,* pour suivre le groupe dans son exploration des mobilités. Nous avons évité d'utiliser un langage d'analyse scientifique, qui nous aurait placé dans une position d'autorité. *Nous avons adopté le langage des volontaires*. Nous nous sommes inscrits dans le cadre des représentations des personnes, *en adaptant notre langage à leur style de communication.* Notre posture est proche de celle d'*un « coach » ou d'un « mentor »* (Whitmore, 2001), mais avec une approche plus groupale que personnalisée.

Notre mode d'accompagnement cherche à obtenir des **résultats concrets et évaluables** *dans la vie professionnelle et/ou personnelle*. Nous visons à ce que les personnes accompagnées puissent approfondir leurs connaissances et améliorer leurs performances de mobilité, notamment pluri et inter-modales. *Nous privilégions les savoirs des volontaires et leurs modes d'apprentissages personnels et collaboratifs.* Le but du travail d'accompagnement est de **libérer le potentiel** *du volontaire et de lui permettre d'acquérir des premiers éléments d'habilités et de compétences de mobilité*, *en l'incitant à utiliser un éventail plus large de possibilités de transport.*

Mais, au préalable, il est nécessaire d'explorer en groupe **les** « **compétences émotionnelles** » des participants. Il ne s'agit pas de taire les émotions ou de les mettre entre parenthèses, mais d'*en favoriser l'expression, l'écoute et l'utilisation collective comme mode d'information sur le ressenti de chacun/chacune et ses tendances à l'action.* La plupart des théories de l'émotion soutiennent l'idée que la nature spécifique de l'expérience émotionnelle dépend du résultat d'une évaluation d'un évènement en termes de **significativité** *pour la survie et le bien être de la personne.* Il s'agit de poser les questions suivantes :

- Est-ce que cet évènement est pertinent pour moi ? Est-ce qu'il affecte directement ma personne ou mon groupe social ? (pertinence)
- Quelles sont les implications ou les conséquences de cet évènement et à quel point vont-elles affecter mon bien-être ou mes buts à court et long terme ? (implications)

- A quel point suis-je capable de faire face à ces conséquences ? (potentiel de coping)
- Quelle significativité a cet évènement par rapport à mes convictions personnelles ainsi que face aux normes et valeurs sociales ? (significativité normative)

Les compétences émotionnelles réfèrent aux différences dans *la manière, dont les personnes identifient, expriment, comprennent, utilisent et régulent leurs émotions et celles d'autrui.* Elles se présentent avec trois niveaux : *les dispositions, les habilités et les connaissances.* Les dispositions rendent compte de la propension des personnes à se comporter de telle ou telle manière, dans les situations émotionnelles. Les habilités témoignent de leurs capacités à intervenir de façon pertinente, pour positiver des situations émotionnelles. Les connaissances, implicites ou explicites, informent sur l'évaluation de l'efficacité de leurs différentes stratégies de gestion des émotions (Mikolajczak, Quoidbach, Kotsou, Nélis, 2009, p.8).

Richard **Lane** et gary **Schwartz** (1987) ont insisté sur l'importance d'identifier ses émotions et présenté différents moyens pour y parvenir. L'habilité à reconnaître et à décrire ses émotions et celles des autres, est une habilité cognitive, qui se développe dans un contexte favorable. Ils décrivent cinq niveaux de *conscience émotionnelle* :

- la personne a conscience des sensations corporelles associées à l'émotion,
- elle reconnaît les tendances à l'action suscitées par l'émotion,
- elle est capable d'identifier et de nommer les émotions,
- elle prend conscience des émotions complexes ou des mélanges d'émotions,

Elle est capable de se représenter et d'apprécier la complexité de ses expériences émotionnelles et de celles d'autrui

Accéder à des niveaux élevés de conscience émotionnelle favorise une meilleure *gestion du stress* et à une activation plus importante du cortex cingulaire antérieur. L'observation des pensées, au cours d'une émotion, permet d'identifier graduellement des **pensées automatiques**, qui sont des interprétations des expériences vécues, des paroles spontanées que l'on se dit à soi-même sur ce que l'on vit. Une fois identifiées, ces pensées peuvent être évaluées. Leur évaluation consiste à se questionner sur leur plausibilité ou leur probabilité de correspondre à la réalité. Cette évaluation est plus facile à faire, lorsque les émotions ne sont pas trop intenses. Est-ce que des faits concrets confirment ces pensées? Est-ce qu'une attention sélective est portée aux seuls faits, qui soutiennent le point de vue négatif ? Est-ce que des faits concrets appuieraient un point de vue différent, plus nuancé ou même opposé ?

L'identification des émotions d'autrui permet d'optimaliser non seulement la qualité de nos interactions avec nos interlocuteurs, mais également notre adaptation à l'environnement. Certains biais émotionnels peuvent perturber le processus cognitif.

Il nous faut aider les personnes à débusquer les obstacles à leur pluri-mobilité, les identifier, **expliciter** l*eurs usages, leurs méthodes, leurs procédures...*, leur faire *décrire leurs modes d'action* (Vermersh, 1996). Aussi faut-il prendre en compte les « **biais cognitifs** », qui introduisent des erreurs dans la prise de décision et/ou le comportement adopté face à une situation donnée, résultant d'une faille ou d'une faiblesse dans le traitement des informations disponibles. Les biais cognitifs ne sont généralement pas conscients. Des membres du groupe sont souvent sensibles à ces problèmes, quand le témoignage rapporté leur semble en contradiction avec leurs propres expériences. Leurs remises en cause, à condition de ne pas heurter trop violemment les personnes, permet aux témoignages de se préciser et d'écarter certaines interprétations excessives ou erronées. Sinon, par l'effet de questions et de doutes, le rapporteur peut, sans pour autant s'ériger en « porteur de la Vérité », permettre de débusquer certains biais et favoriser les auto-corrections et le développement de l'intelligence collective. Voici quelques biais assez fréquents :

Les biais sensori-moteurs (ou illusions)

Les biais attentionnels (les défauts d'attention),

Les biais amnésiques :

biais rétrospectifs (ou l'effet « je le savais depuis le début »),

effet de récence — tendance à mieux se souvenir des dernières informations auxquelles on a été confronté,

effet de simple exposition— le fait d'avoir préalablement été exposé à une situation la rend plus positive,

effet de primauté— tendance à mieux se souvenir des premiers éléments d'une liste mémorisée.

Les biais de jugement :

ancrage mental — due à influence laissée par la première impression

biais d'attribution— liée à la façon d'attribuer la responsabilité d'une situation à soi ou aux autres

biais d'auto-complaisance— Le fait de se croire à l'origine de ses réussites mais pas de ses échecs

*biais d'immunité à l'erreu*r — C'est ne pas voir ses propres erreurs

biais égocentrique — C'est se juger sous un meilleur jour qu'en réalité, se donner le « beau rôle »,

biais rétrospectif

effet de halo — une caractéristique positive (ou négative) chez une personne rend positifs (ou négatifs) ses autres traits.

effet de simple exposition — avoir préalablement été exposé à quelqu'un ou à une

situation a tendance à le/la rendre plus positive,
effet Dunning-Kruger — les moins compétents dans un domaine surestiment parfois leur compétence, alors que les plus compétents ont tendance à sous-estimer leur compétence,
illusions de savoir...

Les biais de raisonnement :

biais de confirmation d'hypothèse — revient à préférer les éléments qui confirment plutôt que ceux qui infirment une hypothèse
biais de représentativité — c'est le risque de considérer certains éléments comme représentatifs d'une population, alors que ce n'est pas le cas,
biais de disponibilités — il amène à ne pas chercher d'autres informations que celles immédiatement disponibles,
biais d'appariement — quand on se focalise trop sur les éléments contenus dans l'énoncé d'un problème,
cadrage — la façon de présenter une situation influe sur la façon dont elle est interprétée,
dissonance cognitive — elle peut conduire à réinterpréter une situation pour éliminer les contradictions,
effet rebond — une pensée que l'on cherche à réprimer devient plus saillante,
illusion des séries — percevoir à tort des coïncidences dans des données au hasard,
réification du savoir — revient à considérer les connaissances comme des objets immuables et extérieurs

Les biais liés à la personnalité :

biais culturel — biais lié au fait d'appartenir à un type de culture donné.
conformisme — chercher à ressembler à la majorité.
L'individu n'étant pas isolé dans ses décisions, il peut subir une pression sociale. Certaines techniques de persuasion, propagande et manipulation mentale visent à exploiter ce travers Il revient au groupe et à l'animateur de *chercher à s'en préserver*.
Dans le prolongement des travaux de recherche d'albert **Ellis** (2008) et d'aaron **Beck** (2010), nous essayons de repérer et d'aider à faire repérer, par les volontaires, les manières de pensée inadaptée à la situation, qu'utilise la personne en difficulté par rapport au choix d'une mobilité et de lui proposer de remplacer celles-ci par d'autres modes de raisonnement plus appropriés. Nous nous inspirons à la fois des *approches comportementales et cognitives*, comme l'ont expérimentées **les groupes d'aide mutuelle**, tels les alcooliques anonymes.
Voici quelques questions que l'on peut se poser pour identifier des erreurs de pensée :

- Est-ce que je tire tout de suite après la perception d'un événement la pire des conclusions ? (catastrophisme)
- Est-ce que je raisonne de manière extrême ou en termes de tout ou rien ?

- Est-ce que j'utilise des mots, tels que « toujours » ou « jamais », afin de généraliser par rapport à un événement particulier (sur-généralisation)
- Est-ce que je prédis l'avenir au lieu d'attendre de voir ce qui va se passer ? (divination)
- Est-ce que je tire immédiatement des conclusions sur ce que les autres pensent de moi ? (télépathie)
- Est-ce que je me concentre sur les aspects négatifs tout en occultant les aspects positifs ? (filtre mental)
- Est-ce que je dévalue les informations positives ou je transforme une donnée positive en donnée négative ? (disqualification du positif)
- Est-ce que je me déprécie et me dévalorise ? (Etiquetage)
- Est-ce que j'écoute trop mon instinct au lieu d'analyser les faits calmement ? (raisonnement émotionnel)
- Est-ce que je prends un événement ou le comportement de quelqu'un trop à cœur personnellement en négligeant les autres facteurs ? (personnalisation)
- Est-ce que j'utilise des mots tels que « devoir », « il est nécessaire que », « falloir »..., pour établir des règles rigides envers moi-même, les autres et le monde ? (obligations abusives)
- Est-ce que je suis incapable de supporter la frustration ? (Willson, Branch, 2008, p. 48)

Nous demandons aux participants *quelles solutions ils ont trouvées sur le terrain, aux problèmes rencontrés, quelles pistes ils aimeraient poursuivre, quel (s) levier(s) pourrai(en)t les aider à contourner les obstacles et améliorer leurs résultats*. Le groupe est à la fois un réceptacle des témoignages et *une ressource en termes de diagnostic des problèmes, d'identification des obstacles et des leviers, de critique, de discussion stratégique sur les options possibles à développer.* Notre rôle est d'*inciter les volontaires à s'exprimer et de rendre facile l'écoute et les échanges*. Quand ils se posent à l'un ou à l'une d'entre eux, des questions concernant plus directement sa vie privée, l'un de nous deux le prend à part pour traiter le problème, afin de respecter **la confidentialité**.

Nous adoptons **une démarche de résolution de problèmes**, *en acceptant d'affronter les difficultés* de façon *méthodique* et réfléchie. Face à un problème trop ample, nous préconisons *sa décomposition en multiples sous-problèmes*. L'abandon d'une habitude problématique au profit de nouveaux comportements, est un processus complexe, qui requiert *l'adoption conjointe de plusieurs stratégies* : une meilleure *compréhension de soi*, une *ré-évaluation d'objectifs*, *une action sur l'environnement ou un changement de milieu, une acquisition ou une amélioration de compétences*... Nous cherchons à favoriser *une prise de recul* de chacun, par rapport à ses comportements et aux évènements. Dès la première séance, nous nous sommes

concentrés sur le problème de mobilité de chacun. *Pour parvenir à une solution pragmatique,* il nous faut non seulement prendre en considération les observations faites par le volontaire, mais aussi obtenir de lui une formulation du problème qui soit la plus précise et la plus claire possible (Watzlawick, Nardone, 1993, p.82). *Les volontaires ne doivent pas avoir le sentiment qu'on les force à changer, ni qu'on les presse à effectuer des changements.* Nous nous intéressons aux actions concrètes menées sur le terrain et aux réactions interpersonnelles et sociales par rapport à ces actions. Si une stratégie de mobilité s'avère inefficace, elle doit être rapidement remplacée ou épaulée par d'autres stratégies. *La progression est graduée de petits changements en petits changements.* En dépit du fait que les volontaires sont à la recherche de quelque chose ou de quelqu'un, qui les aide à changer un problème, ils opposent habituellement, même si c'est à leur insu, de la résistance au changement. Cela ne doit pas nous surprendre, mais plutôt être pris en compte, comme un processus ordinaire, qui accompagne tout exercice de transformation.

Comment est-il possible de débattre, même vigoureusement les termes d'une alternative à la mobilité routinière, tout en parvenant à ne pas chercher la victoire sur l'autre, dans un jeu gagnant/gagnant ? Comment échapper aux dilemmes du désaccord frontal ou du consensus mou, qui caractérisent tant de discussions ? Comment dissiper le mirage d'une « solution rationnelle », réconciliant dialectiquement les contraires, intégrant les différences dans un niveau supérieur, qui les engloberait ? Pour que l'interaction progresse, les acteurs doivent pouvoir non-seulement *soumettre leurs hypothèses et les ajuster, mais aussi engendrer de nouvelles cognitions*. *Ces nouvelles cognitions co-élaborées au cours de l'échange communicatif, co-construisent l'environnement cognitif mutuel des interlocuteurs.* Ces actes sont à interpréter comme des *activités collaboratives multi-agents*, qui ne prennent leur sens qu'une fois qu'ils ont été coproduits *et pris mutuellement en compte, dans un cadre pluraliste et démocratique*.

Cet exercice peut facilement régresser émotionnellement. Chaque personne est interpellée à travers ses différents **schémas de soi** ou traits de personnalité, et ses diverses **identités** sociales et culturelles ; elle expose ainsi sa *vulnérabilité émotionnelle, ses contradictions, ses incohérences...* aux autres membres du groupe.
Pour éviter un concept de soi isolé, avec un individu dissocié de sa famille, de ses amis, de ses collègues, de son milieu social..., il est demandé à chacun de *se présenter dans son cadre de vie familial, social, professionnel*... L'occasion des échanges avec les autres membres du groupe, leur est décrit comme une opportunité d'*enrichir la connaissance de soi,* par **l'auto-observation** de son propre comportement en interaction groupale. Elle leur permet d'avoir des idées plus précises sur la façon, dont ils sont perçus par les autres et de pouvoir *se comparer* pour évaluer ce qu'ils font eux-mêmes. **La comparaison sociale** *a une fonction de*

***valorisation de soi**, en ceci que les gens se comparent surtout à ceux, qui font moins bien qu'eux, elle peut aussi inciter à un perfectionnement personnel, lorsqu'ils se comparent à ceux qui ont des performances meilleures, qu'ils peuvent alors imiter ou du moins s'en inspirer.* Les personnes apprécient de se voir eux-mêmes et que les autres les voient, sous *un éclairage positif*. Par un *souci d'équilibre*, chacun cherchant à se valoriser, sollicite l'acquiescement des autres, qui en retour lui demandent le même effort, contribuant ainsi à **une valorisation mutuelle**. Celle-ci ne doit pas cependant verser dans la caricature d'une auto-congratification collective, qui empêcherait les confrontations, les remises en cause et les apprentissages. Les échanges conversationnels donnent à chacun la possibilité de s'exprimer, afin que les autres puissent les voir de la façon, dont ils se perçoivent eux-mêmes. **La vérification de soi** facilite les relations sociales et réduit les conflits dans les interactions, en construisant un consensus autour de son *auto-perception*. *Les vues socialement partagées affermissent le concept de soi*. Un groupe fonctionne mieux, lorsque les images que l'on a de soi et celles que les autres ont de nous, convergent. Certaines personnes parmi les plus agressives ont **une estime de soi** incroyablement élevée, le danger résidant dans une estime de soi haute, mais très fragile. Une estime de soi fragile (par exemple, parce qu'elle est surfaite) risque davantage d'être menacée et endommagée, donc de conduire à l'agression ou à la fuite. Les participants, ayant une estime de soi basse, dont la valeur a été menacée de la même façon, se montrent plus modestes et sont souvent perçus, comme plus sympathiques. Une *estime de soi modérée* n'entraîne généralement pas de réactions excessives. De la même façon, optimisme et estime de soi peuvent être totalement inadéquat, niant la réalité, encourageant une persévérance vaine ou allant jusqu'à mettre en danger la personne. L'estime de soi, aussi souhaitable soit-elle, n'est pas une suggestion agissant contre tous les maux, elle nous informe sur différents aspects du soi émotionnel. Les personnes sont placées de la sorte, en situation *de construire, de corriger l'image d'eux-mêmes et de se contrôler pour s'adapter à la situation sociale.* Diriger son propre comportement de manière à s'ajuster à la situation facilite l'adaptation au groupe. Les personnes à *faible auto-monitoring* s'occupent surtout de leurs propres impressions intérieures. Ils se voient comme ayant des principes et leur conception d'eux-mêmes doit déterminer leur comportement. Ils mettent une distance entre leurs prises de position, celles des autres et celles qui pourraient émerger majoritairement du groupe. A l'inverse, les personnes à *fort auto-monitoring* se préoccupent beaucoup plus de la situation sociale : le contexte est important pour eux et ils y sont sensibles. Ils se voient comme pragmatiques et flexibles, valorisant l'appartenance au groupe et la confiance en lui. Aucune de ces orientations est meilleure que l'autre, elles indiquent un positionnement différent par rapport au groupe (Fiske, 2008, pp. 244, 253).

Le fonctionnement du groupe suppose **une mise en scène.** Selon la perspective des

règles et des rôles, les actions de quelqu'un façonnent les comportements d'autrui, parce que les gens ont des attentes, quant aux conséquences de comportements appropriés dans différentes situations. Ces *séquences* ou *scénarios psychologiques*, sont apprises par l'observation directe, en écoutant les comptes rendus des autres, en ayant participé à des groupes de formation, à des réunions réflexives... Etant donné la grande diversité de scénarios possibles, la conduite efficace commence, lorsqu'une personne fournit un indice, qui motive l'autre à commencer à agir, selon le scénario désiré. Bien sûr, personne ne force quelqu'un à s'engager dans un scénario particulier. Les gens peuvent ou non accepter l'invitation suggérée par l'indice. L'ambiguïté permet aux personnes de négocier les scénarios psychologiques, c'est-à-dire de chercher à découvrir les intentions de l'autre et d'éclairer le scénario désiré, par des indices additionnels. Plusieurs options demeurent ouvertes. *Les scénarios peuvent être renégociés au cours de la réunion.* Cependant une fois que les participants se mettent d'accord sur un certain scénario, le fait de se tourner vers un scénario différent peut créer de l'embarras (Gergen, 1984, pp.374, 375).

4.2.2.2. Le débat à propos du film sur la mobilité de l'ADEME

A chaque première session sur l'un des sites d'accueil de *l'initiative « j'y vais autrement »*, après le premier *tour de table*, où chaque volontaire s'était présenté, nous avons proposé, en ouverture de cette réunion et en introduction aux problématiques de la mobilité, un film de l'ADEME *avec un message persuasif* : « *Déplacements, une affaire de choix »*, qui dure 13 minutes.

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), participe à la *mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable*. L'agence met à disposition des entreprises, des associations, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil, afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale. L'une de ses missions est précisément de convaincre et de mobiliser : *l'information et la sensibilisation des publics* sont des conditions importantes de réussite des politiques en matière d'environnement. Dans ce cadre, l'ADEME met en œuvre, avec différents partenaires des campagnes de communication de grande ampleur, *pour faire évoluer les mentalités et les comportements, ainsi que pour démultiplier leurs effets*.

Le film : « *Déplacements, une affaire de **choix*** », part de 3 observations :

- 1 déplacement automobile sur deux fait moins de 3 km !
- 1/3 des émissions de gaz à effet de serre sont dues au transport !
- 80 % des conducteurs sont seuls dans leur voiture !

Thème du film :



« **Hausse du prix des carburants**, **pollution de l'air**, **embouteillages**, **effets de serre**, **changements climatiques**... Faisons vite, ça chauffe !

Transports en commun, **vélos**, **véhicules propres**, **marche à pied**, **co-voiturage**... des **solutions alternatives** à la voiture individuelle existent.

C'est par une **modification de nos comportements** au quotidien que nous pouvons **réduire l'impact de nos déplacements sur l'environnement**. La question de la mobilité fait partie du choix de vie. Bien souvent nous montons en voiture par **automatisme**, alors qu'il suffit de se poser la question pour *s'apercevoir que d'autres moyens de locomotion sont beaucoup mieux adaptés au déplacement du moment* : pour faire ses courses, récupérer ses enfants à la sortie de l'école, se rendre à son club sportif ou aller au cinéma, se rendre à son travail, autant de moments à considérer, pour choisir le meilleur mode de déplacement. Le choix de notre *lieu d'habitation* est aussi déterminant dans la problématique transport ; habiter loin du centre-ville implique souvent un deuxième véhicule... »

Ce film à travers des témoignages authentiques, montrent que *des citoyens sont prêts à changer et à agir*... !

Il s'agit d'*une action de sensibilisation*, qui vise à faire passer les spectateurs d'une certaine « inconscience » face aux enjeux du développement soutenable concernant la mobilité, à **un éveil,** *un premier niveau de « conscience »*, en donnant du sens, des repères et une culture commune (Picard, Rambaud, p.26, 2009).

Michèle **Dobré** (1997, pp.7, 14), estime que le souci des français pour l'environnement est volatile, multipliant les apparitions et les disparitions au gré de l'actualité. Si l'on se penche du côté *des gestes de la vie quotidienne*, autant ils ont pris goût aux containers, pour recueillir les bouteilles vides en verre, autant leur attachement à la voiture se maintient envers et contre toute alarme de pollution atmosphérique. D'une manière générale, il semblerait que la grande indifférence du public français, son apathie relative pour les problèmes d'environnement, soit devenu un lieu commun, non seulement pour les militants associatifs en peine de « mobilisation », mais également parmi les techniciens et les experts. Toutefois, le succès à la télévision d'émission de **sensibilisation environnementale** manifeste un

taux d'audience intéressant et un vaste public touché. De même les idées écologistes jouissent d'une forte popularité, d'après l'Observatoire de Suivi de l'Environnement et de l'Écologie (OIP-IFEN), avec 59% des français qui sont pour l'interdiction de circuler en voiture dans les centres-villes, 44% pour le partage du temps de travail et 41% pour la réduction du programme de construction des autoroutes.

Nous avons pensé que ce film pouvait offrir une rapide **sensibilisation aux problèmes de mobilité**, avec son recueil de **témoignages variés** et **les solutions alternatives** proposées par d'autres citoyens.

Sensibiliser, c'est *attirer l'attention*, intéresser, informer, *faire réagir*... Une sensibilisation à la mobilité vise à *offrir des exemples pratiques de situations et d'actions possibles (« bonnes pratiques »)* par les citoyens, pour résoudre leurs problèmes, et saisir des opportunités offertes et/ou à développer des initiatives innovantes. Elle se veut *positive, concrète et dynamique*. Il n'est pas question de culpabiliser les volontaires, ni de sombrer dans le catastrophisme, ni même de leur faire croire qu'ils vont tous seuls changer le monde. Elle se propose de les mettre face à une tâche susceptible de les mobiliser, et à l'occasion de laquelle ils pourront *effectuer des apprentissages.*

Le film expose une série de problèmes, qui peut susciter chez le public diverses réactions. On passe de ces problèmes médiatisés à la phase de **la problématisation**, en contextualisant les problèmes évoqués par le film, dans le cadre de la vie quotidienne des participants, et notamment sur l'espace territorial d'expérimentation, c'est un processus par lequel **des situations-problèmes** sont construites, c'est *un exercice de formulation de problèmes* par repérage d'effectivités non satisfaisantes. Alain **Dalongeville** et michel **Huber** (2000) définissent une « **situation-problème** », comme une sorte d'**énigme** à résoudre, qui ne peut être dénouée, que si les apprenants remanient une **représentation** et/ou acquiert une **compétence,** qui leur fait défaut, c'est-à-dire s'ils *surmontent un obstacle*. C'est en vue d'un progrès, que la situation est bâtie. On cherche à mettre en rapport la perception, que les personnes participantes se construisent de la situation, avec les finalités, qu'elles se sont forgées. C'est de cette *confrontation, entre une situation perçue et une situation voulue,* et de la perception de « **dissonance** » entre ces deux situations, que jaillit *la définition de la problématique*.

L'exposition des problèmes médiatisés amorce **un débat** stimulant **les conflits socio-cognitifs** potentiels, *elle est inductrice d'***activité réflexive.** L'élaboration collective de « *situation-problèmes* » à étudier, s'inscrit en amont d'*une démarche d'***auto-socio-construction** du savoir. *Toute situation-problème doit être accompagnée de tâches à résoudre.*

En ce qui concerne *la démarche « j'y vais autrement »*, il s'agit pour les volontaires d'aborder **une déstabilisation constructive**, puis de répondre concrètement à une série de questionnaires et d'expérimenter sur le terrain, **en alternance**, diverses sortes de mobilité.

Le film apporte quelques éléments d'une information basique, aux personnes non informées ou mal-informée sur le sujet. C'est l'ouverture d'un espace de mise à disposition de savoirs, sous une forme appropriable. Il permet d'entrer rapidement dans le vif du sujet et de faire apparaître déjà, parmi les volontaires, diverses **attitudes saillantes**, intéressantes à observer, à identifier et à analyser.

Toutefois, il y a **un décalage** entre **une** « **opinion sensibilisée** » par une série de problèmes et « **l'action auto-guidée »** par une personne ayant pleinement *pris conscience d'une nécessité de modifier ses comportements*. *Sensibiliser l'opinion à partir d'une situation-problème* n'est qu'une première étape.

4.2.2.3. L'enquête sur les motivations

Dans ce premier *questionnaire*, il s'agissait pour nous d'*explorer les motivations des volontaires*. **La motivation** est, dans un organisme vivant, la composante ou le processus qui règle **son engagement** pour une activité précise. Elle en détermine le déclenchement dans une certaine direction, avec l'intensité souhaitée et en assure la prolongation, jusqu'à l'aboutissement ou l'interruption. Cette notion se distingue du dynamisme, de l'énergie ou du fait d'être actif. Plus qu'une forme « d'énergie potentielle », la motivation est une instance d'intégration et de régulation d'une multitude de paramètres relatifs aux opportunités d'un environnement et aux sollicitations d'une situation. S'interroger sur la motivation des comportements d'**automobilité** et d'**altermobilité** est une démarche inductive, qui part d'une enquête empirique pour explorer, au niveau socio-cognitif, les buts que chacun se fixe et les valeurs auxquelles il adhère.

Il nous a paru intéressant d'interroger **le processus d'engagement** par lequel une personne devient automobiliste (dans un véhicule alimenté principalement par des carburants d'énergie fossile), ce qui remet en cause ce processus et ce qui peut amorcer un processus alternatif d'engagement envers d'autres formes de mobilité (ayant recours à des énergies moins contributrices à « l'effet de serre », moins polluantes et si possible renouvelable).

Le questionnaire a été rempli de façon individuelle, après une lecture collective de chaque question, projetée sur un écran, puis débattue par le groupe.

Ce questionnaire avait aussi pour objectif de tester les motivations par rapport :

- à la phase d'expérimentation qui devait prolonger cette première session,
- au groupe local des volontaires,
- et à leur participation à la réunion suivante.

Ce questionnaire a été posé comme un **acte préparatoire,** pour *accompagner le passage des idées aux actes,* en insistant sur :

- *La visibilité et l'importance* de l'acte préparatoire, son caractère *public et explicite*,
- *La non-coercition* de notre demande,
- *La cause « généreuse »* de notre démarche : faire progresser la connaissance scientifique sur les difficultés rencontrées par les citoyens, au niveau de leur **mobilité sur le territoire,** et contribuer ainsi à trouver des pistes, par rapport à la crise sociale, économique et environnementale, qui remet en question le mode de vie des populations.

Cet acte est relativement peu engageant, il n'est pas lourd en conséquence pour les volontaires, il est peu coûteux en temps et en argent, il n'exige que la participation à trois réunions locales, avec peu de frais de déplacements (ce sont les chercheurs qui font le trajet le plus long, de Dijon au lieu de réunion). **Les expérimentations d'altermobilité**, qui suivent la première réunion, sont présentées comme une activité ludique d'exploration, à l'initiative de chacun, sans aucun contrôle, juste pour satisfaire *la curiosité des volontaires*. Par ailleurs, ceux-ci ne sont pas rémunérés, ils n'ont pas de récompenses à attendre, si ce n'est *une modeste collation en fin de réunion.*

Ce questionnaire (cf. annexe 1) n'est pas sans provoquer **des dissonances cognitives,** car il cherche à rendre plus explicite d'autres actes préparatoires, plus anciens, souvent particulièrement efficaces, mais contradictoires avec ceux de **l'alter-mobilité**, ceux de **l'auto-mobilité**, qui ont précédé l'utilisation de la voiture, comme l'achat d'une automobile à un vendeur utilisant des techniques commerciales de « **pied dans la porte »**, ou de « **porte au nez** », ou encore l'obligation d'avoir le permis voiture (et parfois aussi une automobile), pour avoir un travail. Le dispositif de « **formation-Action-Développement** » assure *un accompagnement de cette phase critique*, en utilisant les contradictions, avec d'une part les avantages tirés de l'utilisation de la voiture et d'autre part les effets négatifs de cette utilisation sur les personnes et sur l'environnement, pour *susciter un* **conflit socio-cognitif** pouvant se résoudre, par la suite, par **une démarche active de découverte** d'autres manières d'utiliser la voiture (éco-conduite, co-voiturage...) et/ou d'autres moyens de locomotion (transport en commun, vélo, marche à pied...), suscitant l'apprentissage

de **nouvelles compétences en mobilité**.

4.2.2.4. L'enquête sur les pratiques de mobilité

Le second *questionnaire (*cf. annexes) a été soumis aux volontaires également au cours de la première session. Chacun devait y répondre individuellement. Les chercheurs se proposaient comme des **personnes ressources**, pour répondre aux demandes de compréhension, de précision, d'aide technique, afin de remplir le questionnaire. Dans ce questionnaire, l'équipe de recherche souhaitait que les volontaires *abordent concrètement leur situation personnelle, au niveau de leur ménage, de leur famille, en ce qui concerne les habitudes de mobilité*. Ce qui était important pour nous, c'était surtout **la posture** adoptée, plus que les informations fournies, car peu exploitables, du fait de la non représentativité des volontaires par rapport à la population et de l'hétérogénéité territoriale des situations. Nous ne tenions pas à ce que la réflexion se dilate dans des généralités abstraites, nous voulions *que chacun se centre sur ses propres activités de mobilité.*

Ce questionnaire reste peu engageant, mais il prépare l'étape suivante du « *carnet de bord* », plus exigeant, plus systématique et plus exploitable qualitativement. Le questionnement sur les **pratiques de mobilité,** met l'accent sur les différentes personnes concernées dans la famille restreinte, par les problèmes de mobilité, permet d'identifier différents types de trajets, de calibrer le parc automobile de chaque ménage, d'apprécier l'importance des activités de transport pour une journée type, de noter les motifs principaux de déplacements, d'appréhender les problèmes du nombre de personnes associées aux trajets (problèmes de **l'autosolisme,** du **co-voiturage**) et d'aborder la question du coût du carburant de consommation fossile. L'explicitation des modalités concrètes, quotidiennes de mobilité du ménage permet d'interroger **les automatismes** des habitudes et leurs effets sur la consommation de carburant. Ce questionnaire maintient la pression sur les volontaires par *la prise en compte de cognitions antagonistes*, comme par exemple : le souci d'économie du ménage et les dépenses excessives des usages de l'automobile actuelle.

4.2.2.5. Le Carnet de bord du volontaire

C'est en fait, un troisième *questionnaire*, qui exige des réponses précises et concrètes sur des trajets présentant un intérêt pour la Recherche-Action. Sa présentation est celle d'un livret individuel. Dans les premières pages, nous trouvons un rappel des objectifs de la démarche de la Recherche :
« J'y vais autrement » est une initiative partenariale entre Alterre Bourgogne, des structures publiques ou privées et des citoyens volontaires. Elle vise à accompagner

des personnes volontaires pour tester des solutions de mobilité alternative à la voiture individuelle. Son but est d'identifier les pistes d'améliorations de l'offre de solutions alternatives, ces solutions alternatives pouvant être des modes doux (vélos, marche,…), des transports en commun (bus, train…) ou des actions telles que le covoiturage, transport à la demande… Cette initiative est portée par un réseau de partenaires institutionnels (Europe, Etat, ADEME, Conseil Régional de Bourgogne, Conseil Général de la Côte d'Or) ou autres (SNCF, Université de Bourgogne).

Un calendrier rappelle, la succession sur un an des trois réunions, **alternées** avec *des phases d'expérimentation sur le terrain.*

Un message précise **le sens de l'engagement** :
« Vous avez accepté de participer à la première phase de tests et de poursuivre dans cette phase de collecte de données qui permettra d'identifier les caractéristiques des modes de transports, que vous empruntez et de faire apparaître des clés d'amélioration. »

Ces clés d'améliorations pourront dès lors être communiquées aux organisateurs des transports pour qu'ils puissent les mettre en œuvre. Enfin, les conclusions de l'initiative seront restituées, lors d'une conférence de clôture, dans le courant du premier trimestre 2010. Vous y serez conviés. Nous vous remercions de votre collaboration ».

Il est demandé ensuite au volontaire de *confirmer sa participation à l'initiative et de signer.*

On lui présente ensuite l'exemple d'un questionnaire rempli par Aurélien **Trioux**, qui en commentant verbalement ses réponses et en explicitant ses comportements, lui permet d'*observer un individu similaire à lui-même, exécuter la passation du questionnaire, ce qui constitue une* **expérience vicariante**. Aurélien ne se présente pas comme un expert, mais comme un citoyen ayant accepté de participer au jeu de l'expérimentation. *Il témoigne de sa propre* **expérimentation citoyenne** et il offre un exemple pouvant servir à un **modelage,** de type **« coping »**, au volontaire.

Chaque volontaire peut remplir à son tour les questionnaires des trajets, parmi les 8 qui lui sont proposés, dans la version papier. Il est même possible d'en remplir davantage dans la version du questionnaire mise en ligne, accessible aussi à partir de l'adresse internet du blog « jyva ».

4.2.2.6. L'évaluation des expérimentations sur le terrain

Le quatrième *questionnaire* a été proposé aux volontaires à la dernière séance de rencontres. Après avoir fait *un tour de table,* pour échanger sur les perceptions du vécu des personnes, à travers leurs trajets relatés dans « le carnet de bord », nous leur avons présenté l'intérêt d'une démarche évaluative, après **une recherche-Action/formation-Action-Développement**. **L'évaluation** s'inscrit dans un processus de **distanciation** par rapport aux engagements des volontaires de participer aux dispositifs d'enquêtes, elle leur restitue **« l'autocontrôle »,** qui avait été suspendu en partie par **la communication engageante** et **les paris adjacents** des **actes préparatoires**.

Le volontaire a été amené à agir de façon à *inclure un tierce parti*, (en l'occurrence « les chercheurs » et leurs questionnaires), pourtant extérieurs au départ à l'action dans laquelle il est plongé, à savoir trouver des solutions économiques, sécurisées, pratiques, confortables, adaptées aux situations, fiables, ponctuelles, efficaces, écologiques... parmi les diverses possibilités offertes, disponibles ou à développer sur son lieu de vie, concernant les moyens et les services de transport.

Au départ de sa démarche, on trouve **un doute** : l'automobile à énergie fossile n'est pas la panacée, elle pose un grand nombre de problèmes aux effets inquiétants. *L'enquête est un prétexte pour explorer la question, échanger avec d'autres personnes, expérimenter diverses solutions...* C'est la chance d'être accompagné, mais au prix d'une perte d'autonomie, puisqu'il s'agit d'adhérer à un projet de Recherche au départ extérieur à soi.

Dès les premières expériences d'alter-mobilité sur le terrain, *il se produit un changement progressif, dans la façon dont le volontaire perçoit sa propre personne, les autres et le monde environnant.* Au lieu de s'opposer sur des arguments et des visions du monde, les participants aux comptes rendus d'expérience, s'écoutent les uns-les autres, posent des questions, témoignent, prenant les autres non pas comme des interlocuteurs à convaincre ou à combattre, mais comme *des personnes ressources, qui au travers de leurs expériences personnelles, enrichissent l'ensemble du groupe*. Le second retour d'expérience avec *les carnets de bord*, permet d'explorer plus finement *les problèmes de mobilité de chacun, **les*** **attitudes** *prises par le volontaire et la pertinence des obstacles repérés et des solutions trouvées pour les contourner.*

L'évaluation *de l'ensemble des séances et des expérimentations,* permet d'expliciter avec un certain recul les expériences menées, de *rendre conscients les attitudes prises et les comportements adoptés*, de *remettre en question des routines*, d'*accéder à une plus forte autonomie,* afin de pouvoir faire désormais plus « librement » des choix, avec une meilleure information et une expérience plus riche. *Le recadrage* ne

change pas la perception qu'a une personne de la réalité, mais la signification qu'elle a pour elle. En replaçant un même fait dans un contexte de signification différent et donc en le considérant d'un point de vue différent, sa valeur devient tout autre. Comme l'écrit paul **Watzlawick** (1993, p.94) : « *La réalité est fonction de la vision du monde qu'a une personne, si cette perspective change, la réalité change aussi ! ».*

4.2.2.7. L'évaluation de la Recherche-Action-Formation-Action-Développement

Ce dernier questionnaire vise à permettre aux volontaires d'évaluer l'ensemble de la démarche de la Recherche-Action/Formation-Action-Développement, en donnant *un « feed-back »,* permettant aux chercheurs de recueillir par rapport à chacune des procédures d'enquête, leurs ressentis, leurs difficultés, leurs propositions d'amélioration.

4.2.2.8. Le blog « jyva »



2 : Visuel du blog "J'y vais autrement..."

Cet outil demandé par les citoyens volontaires a été mis en place en septembre

2009. Lors de la deuxième réunion de terrain avec les volontaires, il a été présenté et son rôle précisé. Une démonstration en direct a pu s'effectuer chez certains partenaires, où une connexion internet était disponible. Pour les autres, une présentation de visuels issus du blog a été faite. Puis, chacun des 120 volontaires a reçu un email d'invitation, pour s'inscrire sur le blog et ainsi pouvoir publier des « posts ».

Le blog est public, ainsi l'ensemble des personnes s'y connectant peuvent prendre connaissance des informations publiées. Les commentaires sont également possibles pour tous internautes. Par contre, seules les personnes inscrites peuvent publier un « post » sous la forme de textes, de vidéos, d'images ou de bandes sonores.

4.2.3. Le traitement des données

A partir des données recueillies à travers les tours de table, les réponses aux cinq questionnaires et sur le blog, il est possible d'exposer quelques résultats synthétiques significatifs de l'enquête, avant d'en effectuer une analyse plus ciblée sur les attitudes des volontaires par rapport à leur mobilité territoriale.

4.2.3.1. Les motivations des volontaires

Quelles informations peut-on tirer des réponses des volontaires au premier questionnaire sur les motivations ? Ce qui est mis en avant dans l*es représentations* des volontaires, par rapport aux avantages de la mobilité, c'est surtout *la dimension conviviale, les valeurs de liberté », d'autonomie et d'indépendance, le goût des voyages, les déplacements pour le travail, l'école, les loisirs, la culture, les services*... Ce qui leur apparaît important après, ce sont *les critères : facilité, flexibilité, souplesse et rapidité des moyens de transport.*

Les principaux inconvénients de la mobilité, sont d'après eux *le coût et la durée des déplacements*. Viennent ensuite les problèmes de *pollution atmosphérique dus aux transports, d'impacts énergétiques, de fatigue, de stress, de contraintes des horaires, des incertitudes...*

Ce qui les a incités à posséder une automobile, c'est pour répondre à leurs besoins de déplacement, le sentiment d'un *gain de temps pour les trajets, la facilité de transporter des marchandises et des passagers, le fait de ne pas disposer de solutions alternatives de transport.*

L'engagement important, qui les a amené à posséder une voiture, a commencé avec l'investissement dans les cours de code et de conduite automobile, puis pour un

nombre moins élevé de personnes, mais tout de même conséquent, par l'emprunt, pour acheter le véhicule. L'assurance-auto n'est généralement pas citée, mais si quelqu'un dans le groupe local la mentionne oralement, alors la plupart des personnes la rajoute à la liste.

Les avantages qu'ils tirent de l'utilisation de l'automobile, sont en première position, *la facilité de déplacement et l'indépendance ;* en seconde, *la facilité de transporter des marchandises et des passagers* ; en troisième, *le confort et le plaisir de conduire*.

Les motifs, qui les amènent à envisager des moyens de transport autres que leur voiture, sont d'abord *les coûts globaux de l'utilisation de l'automobile, la préservation de l'environnement, le coût du carburant, la lutte contre le réchauffement climatique*. Ce sont ensuite leur conviction personnelle, *la possibilité de ne pas conduire et de disposer de ce temps, l'amélioration de la qualité de vie, le souci de diminuer le stress, la lutte contre les nuisances du trafic routier*. Ce sont enfin *la qualité de la santé, la sécurité de l'usager, la sécurité collective et l'éducation relative à l'environnement*.

Ils envisagent pour le plus grand nombre, de *diminuer leur consommation de carburant et/ou leur impact sur l'environnement par la marche à pied, l'usage de la bicyclette, l'usage des moyens de transports publics*, une partie d'entre eux envisage une *diminution de l'utilisation des transports à énergie pétrolière*, *une conduite du véhicule plus économe*, *le co-voiturage, une rationalisation économique des trajets, l'acquisition d'un véhicule plus économe, un nombre plus faible s'intéresse à l'inter-modalité, la livraison à domicile, l'utilisation d'autres carburants.*

Les différents modes de déplacement utilisés, alternatifs au tout automobile, sont dans l'ordre décroissant : *le train, la marche à pied, le bus, la bicyclette, le co-voiturage, les motocycles et les mobylettes, les véhicules de petite raille, le roller/ la trottinette/le skateboard, le vélo en libre service, les véhicules à faible consommation, le taxi collectif, les véhicules à faible émission de C02.* A noter que 12% ne semble pas considérer la marche à pied comme un moyen de déplacement hors de leur domicile.

Les modes de déplacements, qu'ils souhaitent expérimenter, autres que leur transport habituel, pendant le mois suivant sont, toujours dans un ordre décroissant : *la bicyclette, la marche à pied, le train, le bus, le co-voiturage, l'inter-modalité, le taxi collectif*.

Leurs souhaits par rapport au groupe local *« j'y vais autrement »* sont les suivants, par ordre de préférence : mieux *comprendre les leviers & obstacles à l'usage des*

transports alternatifs, un encouragement collectif à expérimenter, un groupe attentif aux difficultés rencontrées sur le terrain, une expression libre de chacun, une écoute de chacun, une information sur la question de la mobilité, un esprit de tolérance et de respect des libertés individuelles.

La « théorie d'usage » de chaque volontaires, cet ensemble d'expériences, de croyances et de valeurs, qui influencent la façon dont un individu perçoit la réalité et réagit à cette perception, est à quelques exceptions près, ni strictement « automobile », ni « altermobile ». Il pourrait être qualifié de « **plurimobile** », ouvert plus ou moins à **la mobilité pluri-modale.**

Ils ont déjà expérimenté ou expérimentent, ou encore souhaitent expérimenter des modes de transport variés, suivant les situations. Pour la majorité d'entre eux, ils restent très *attachés à l'automobile,* dont ils apprécient *la facilité de déplacement, l'indépendance, la disponibilité, les possibilités pratiques offertes de transport de marchandises et de passagers, le confort et le plaisir de conduire*, mais ils seraient *prêts à utiliser d'autres solutions de transport*, si cela était possible (problème de l'offre) et si ces alternatives répondent aux souhaits de *facilité, flexibilité, souplesse, rapidité, ponctualité, sécurité, confort*... Les problèmes de mobilité, abordés par le film de l'ADEME, ne les ont pas surpris, ils en avaient déjà le souci, ce qui les a intéressé ce sont les solutions proposées, dont ils avaient pour la plupart déjà entendu parler, mais pas toujours expérimenté.

A la première question concernant les avantages associés à la mobilité on trouve :

- la rencontre, voir des amis (48%),
- la liberté (45%),
- l'autonomie et l'indépendance (36%),
- le voyage, voir d'autres horizons (33%),
- le déplacement pour aller au travail et à l'école (29%),
- l'accession aux loisirs, à la culture et aux services (26%),
- la facilité, la flexibilité, la souplesse des moyens de transport (12%),
- l'accès aux services de santé (11%),
- la rapidité (11%),
- le plaisir (notamment à faire du vélo) (8%).

Les inconvénients cités sont :

- le coût des déplacements (56%),
- la durée des déplacements quotidiens (55%),
- la pollution atmosphérique occasionnée par les moyens de transport et leur impact énergétique (22%),
- la fatigue résultant des trajets (19%),

- le stress (19%),
- les contraintes des horaires de transport (16%),
- les incertitudes : panne, crevaison, retard, bouchon... (14%),
- la dépendance aux conditions climatiques (11%).

Qu'est ce qui les a incités à devenir propriétaire d'une voiture ?
- le besoin de déplacement (67%),
- le sentiment d'un gain de temps pour les trajets (40%),
- la facilité de transporter des marchandises (40%),
- le fait de ne pas disposer de solutions alternatives de transport (39%),
- la facilité de transporter des passagers (32%),
- la prise en compte des commodités infrastructurelles (10%),
- la passion pour la conduite automobile (7%),
- faire comme les autres (6%),
- la persuasion familiale (6%).

Quels sont les engagements auxquels ils ont souscrit pour devenir propriétaire d'une voiture?
- le cours de code et de conduite automobile (75%),
- l'emprunt pour l'achat du véhicule (33%),
- des engagements moraux (10%),
- la possession d'un garage (6%).

Quels sont les avantages qu'ils tirent de l'utilisation de l'automobile ?
- facilité de déplacement (82%),
- l'indépendance (81%),
- la facilité de transporter les marchandises (67%),
- la facilité de transporter des passagers (56%),
- le confort (31%),
- le plaisir de conduire (30%).

Quels sont les motifs qui les amènent à envisager des moyens de transport autres que leur voiture ?
- les coûts globaux de l'utilisation de l'automobile (67%),
- la préservation de l'environnement (64%),
- le coût du carburant (54%),
- la lutte contre le réchauffement climatique (53%),
- une conviction personnelle (44%),
- la possibilité de ne pas conduire et de disposer de ce temps (39%),
- l'amélioration de la qualité de vie (38%),
- le souci de diminuer le stress (35%),

- la lutte contre les nuisances du trafic routier (32%),
- la qualité de la santé (26%),
- la sécurité de l'usager (24%),
- la sécurité collective (24%),
- l'éducation relative à l'environnement (23%),
- les opportunités (14%),
- l'engagement associatif (12%),
- un choix politique (11%),
- les campagnes de sensibilisation des associations écologistes (8%),
- les incitations publiques (7%),
- l'influence des proches (6%).

Comment envisagent-ils de diminuer leur consommation de carburant et/ou leur impact sur l'environnement ?

- par la marche à pied (61%),
- l'usage de la bicyclette (56%),
- l'usage des moyens de transports publics (55%),
- la diminution de l'utilisation des transports à énergie pétrolière (45%),
- une conduite du véhicule plus économe (43%),
- le co-voiturage (37%),
- une rationalisation économique des trajets (35%),
- l'acquisition d'un véhicule plus économe (33%),
- l'inter-modalité (20%),
- la livraison à domicile (15%),
- l'utilisation d'autres carburants (13%),
- les commerces et les services ambulants (5%),
- la compensation carbone (2%).

Parmi ces différents modes de déplacement, lesquels ont-ils déjà utilisés ?

- le train (90%),
- la marche à pied (88%),
- le bus (76%),
- la bicyclette (75%),
- le co-voiturage (53%),
- les motocycles et les mobylettes (25%),
- les véhicules de petite taille (23%),
- le roller, la trottinette, le skateboard (23%),
- le vélo en libre service (21%),
- les véhicules à faible consommation (20%),
- le taxi collectif (15%),
- les véhicules à faible émission de C02 (14%).

Quels sont les modes de déplacements, autres que leur transport habituel, souhaitent-ils expérimenter, pendant le mois suivant ?

- la bicyclette (38%),
- la marche à pied (33%),
- le train (30%),
- le bus (28%),
- le co-voiturage (22%),
- l'inter-modalité (19%),
- le taxi collectif (6%).

Quels sont leurs souhaits par rapport au groupe local « j'y vais autrement »

- Mieux comprendre les leviers & obstacles à l'usage des transports alternatifs (50%),
- Un encouragement collectif à expérimenter (48%),
- Un groupe attentif aux difficultés rencontrées sur le terrain (46%),
- Une expression libre de chacun (42%),
- Une écoute de chacun (37%),
- Une information sur la question de la mobilité (36%),
- Un esprit de tolérance et de respect des libertés individuelles (30%),
- Un accompagnement personnalisé (4%).

4.2.3.2. Leurs problèmes et leurs solutions expérimentés de mobilité

A noter que 11% des ménages de volontaires possèdent au moins 3 voitures, 40% deux voitures et 42% une voiture seulement. Soit 93% ont au moins une voiture. La majorité d'entre eux effectue des déplacements hors de leur commune de résidence, surtout pour des raisons professionnelles, ensuite pour les loisirs, puis pour des motifs privés et enfin pour faire les courses et amener les enfants à l'école. La plupart des voyages sont effectués seuls, sinon avec des membres de la famille, notamment les enfants, des amis, des collègues de travail. En ce qui concerne les achats, c'est surtout pour ceux des *biens de consommation courante,* que la voiture est utilisée.

78,5% des volontaires ont accepté de répondre à la question sur **l'estimation du coût du carburant** par rapport au budget mensuel du ménage. Cela représenterait en moyenne 6% du revenu du ménage. Alors que la non-réponse semble renvoyer à des attitudes de déni ou d'indifférence, les réponses chiffrées manifestent *l'intérêt de prendre en compte ces coûts, avec le souci d'un risque d'augmentation à terme des prix des énergies d'origine fossile,* du fait de l'épuisement des ressources de pétrole et de gaz.

Ils sont conscients non seulement des coûts du carburant, mais aussi des coûts globaux de l'utilisation de l'automobile. Ils ont des préoccupations environnementales : *la préservation de l'environnement, la lutte contre le réchauffement climatique.* Ils ont des convictions personnelles, concernant notamment *la qualité de vie, l'aspiration à la quiétude associée à un transport qui vous libère des contraintes de la conduite et vous offre du temps pour travailler ou se distraire, le souhait de diminuer le stress et de lutter contre les nuisances du trafic routier.* Ils veillent à *garder une bonne santé* et sont *demandeurs de sécurité dans les transports.*

Sur « *le carnet de bord* » et en ligne (cf. annexe 3), 355 trajets ont été rapportés, c'est un résultat relativement important, mais en-dessous de la demande de 8 trajets ou plus, par personne, qui auraient amené à enregistrer plus de 960 trajets, pour 120 personnes concernées par la démarche. Cette demande peut s'interpréter dans le cadre de « **la communication engageante** », comme une technique de « **porte dans la face** » ou « de **porte au nez** », où il est demandé à quelqu'un une requête lourde en terme de mobilisation, pour obtenir par négociation une demande plus modeste, mais pas négligeable, car particulièrement contraignante et supposant un engagement fort.

En lisant les réponses apportées au questionnaire sur l'évaluation des expérimentations de mobilité menées sur le terrain (cf. annexe 4), on peut noter quelques observations. Dans le mode de vie des volontaires au terme de l'expérience, la plupart des habitudes et des routines en mobilité, notées au départ, se sont maintenues. La R.A.F.A.D n'a pas pour la majorité des volontaires entraîné un changement 2 (cf. 2.1.4.1.2.) ou changement radical. Nous sommes sur le registre **d'un changement 1**, (cf. 2.1.4.1) dit aussi **changement incrémental, en simple boucle**. Il est capable d'exercer des effets auto-correcteurs sur des éléments internes ou externes de leur mode de vie, qui pourraient menacer son équilibre, et d'assurer ainsi sa stabilité. Le processus incrémental s'appuie sur les acquisitions passées, de manière adaptative et permet de construire de nouvelles compétences, routines et croyances sans grand traumatisme. L'apprentissage de nouvelles compétences en mobilité, a modifié les stratégies d'action, mais n'a pas modifié les valeurs de **la théorie d'action**. L'apprentissage en simple boucle suffit, là où l'on peut modifier les comportements, au sein d'un cadre inchangé de valeurs et de normes de performance. Leur goût pour l'utilisation de l'automobile et leur ouverture d'esprit par rapport à la prise en compte de ses effets pervers, n'a pas suscité **une dissonance cognitive** très forte, avec pour conséquence des attitudes extrêmes, mais a créé suffisamment de tensions pour amorcer **un activisme d'expérimentation**, afin de réduire ces tensions. Toutefois, il n'est pas impossible

qu'un petit changement puisse entraîner des changements plus importants, par la suite, du type du **changement 2**. Ce serait une recherche à mener dans l'avenir. Quelques exemples de témoignages des volontaires peuvent illustrer leur position :

- « N'ayant aucune solution alternative, je continue à prendre ma voiture et le co-voiturage que je faisais tous les matins vient de prendre fin, la personne étant en retraite »;
- « La voiture reste incontournable à mon grand regret. Mais afin de nous rendre à Paris pour un spectacle, nous avons envisagé l'option du co-voiturage, maintenant qu'il est organisé »;
- « Je continue à prendre mon vélo pour tout trajet en dessous de 10 km. Pour des trajets plus lointains, je continue à prendre la voiture, mais je dois désormais m'organiser avec mon mari, car on vient de vendre notre deuxième voiture »;
- « Je continue à prendre ma voiture pour me rendre au travail, en faisant du co-voiturage avec mon mari, qui s'est acheté un vélo pour faire le reste du trajet une fois arrivé en ville »;
- « J'ai changé mes habitudes les lundis, mardis et jeudis, en me rendant à mon travail en train, par contre, j'ai continué à prendre ma voiture le mercredi à cause des horaires, qui ne correspondaient pas à ceux du T.E.R »;
- « Je me rends tous les jours en voiture à mon travail. Ce qui a changé, c'est le fait d'étudier la possibilité de prendre le train sur des trajets transversaux bien desservis, cela me confirme l'attrait du train par la possibilité de travailler en se déplaçant, repos, lectures... »;
- « Je prends toujours ma voiture pour aller travailler, mais j'ai rationalisé mes déplacements »;
- « Je prenais et je prends toujours le train et le vélo (dans le train) pour aller au travail »;
- « Je maintiens l'utilisation de la voiture, mais je prends plaisir à marcher à pied dès que l'occasion se présente »;
- « J'ai le réflexe de prendre la voiture ou la moto, mais je fais désormais l'effort de prendre aussi le vélo »;
- « Je n'ai toujours pas de voiture. Comme la météo ne me permet pas tous les jours de prendre le vélo, je me sers des transports en commun (bus, train) »;
- « La question s'est posée de vendre la voiture, mais elle reste fort utile à la campagne pour des trajets non couverts par les transports en commun »;
- « Je fais plus de co-voiturage, j'optimise davantage mes trajets en voiture et je ne marche plus à pied »;
- « Nous avons vendu notre deuxième voiture »;
- « Je regarde un peu plus d'autres solutions : bus, train, vélo, trottinette... »;
- « Je ne prends plus ma voiture pour les déplacements en ville »;
- « J'ai fait des économies avec un abonnement TER plus avantageux que les

pleins d'essence »;
- « J'ai déménagé. Comme j'habite désormais loin de la gare, je fais plus souvent du co-voiturage »;
- « J'utilise la voiture, seulement pour les courses et là où cela n'est pas desservi par les transports en commun »;
- « J'ai osé prendre le bus en vacance. Si je n'avais pas été sensibilisé, je ne l'aurais pas fait et peut-être même pas envisagé »...

Pourtant, comme cela nous l'a été dit plusieurs fois :
« Tout cela rajoute des données à prendre en compte dans une organisation de la mobilité déjà compliquée »...

4.2.3.3. Leurs propositions

A travers la recherche-action, les volontaires ont développé **leur sentiment d'efficacité territoriale**. Voici quelques-unes de leurs idées pour résoudre les problèmes de mobilité, qui sont autant de leviers pour la pluri-mobilité :

La synchronicité,
La praticité,
La modicité des coûts de transport et des services afférents,
La connectivité des services,
La personnalisation,
La fiabilité,
La coopération,
L'Informativité sur les transports et l'**interactivité**,
La qualité de confort,
La cyclo-cité,
L'apaisement de la circulation,
La convivialité et la civilité.

La synchronicité (temps de travail, ouverture des services, temps scolaire, temps de la ville...)
- « Je peux avoir accès à un véhicule de fonction pour des déplacements professionnels mais le garage est fermé tôt le soir et c'est pour cela que je prends ma voiture personnelle »,
- « Dans mon entreprise, j'accepte que les employés arrivent avec un décalage de 5 minutes, selon les horaires des transports en commun »,
- « Les sorties des enfants (de l'école) à des horaires différentes permettent de se garer facilement en étalant les stationnements dans le temps »,
- « Les horaires de bus ne sont pas forcements adaptés, notamment l'été

(horaires de vacances scolaires), alors qu'il y a encore beaucoup de monde qui travaille »,
- « Il existe un réseau de transport en commun (train) pour se rendre au travail mais il n'y a pas de retour le midi »,
- « Je peux sortir plus tôt de mon travail pour prendre mon train ».

La praticité (flexibilité des horaires, cadencement, ticket transport unique...)
- « Dans mon entreprise, les horaires ont été adaptées »,
- « Je ne trouve pas normal que des cours se terminent à 20h, car il n'y a plus de bus et de train »,
- « Dans Paris, quand on a une correspondance, notre ticket de train nous oblige à acheter encore un billet de métro »,
- « Avec ma carte étudiante de déplacement, j'avais accès au réseau TRANSCO mais pas au réseau DIVIA. Ce n'était pas pratique »,
- « Je déplore le fait que quand on prend le bus Transco, puis le bus Divia, on soit obligé de payer 2 tickets différents »,
- « En France, c'est étrange, il faut préciser et réserver le train qu'on va prendre alors qu'aux Pays Bas non ! »,
- « Pour mes horaires de travail – parfois très tôt ou très tard – l'offre de transport collectif n'est pas adaptée »,
- « La formule train plus vélo est appréciable, mais le nombre de trains équipé est trop faible et le visuel pas forcément visible pour l'usager depuis le quai »,
- « Au niveau des bus dijonnais, j'ai remarqué qu'on ne voit pas toujours le numéro du bus qui arrive (sur la côté gauche) »,
- « Les horaires ne sont pas adaptées avec les transports en commun et les salles de réunion sont éloignées de la gare. Il faudrait éventuellement envisager de développer des salles de réunions dans les gares. »
- « La halte de Varennes Vauzelle est vraiment « un coupe gorge » et le train ne s'y arrête pas (la personne doit donc aller jusqu'à Nevers puis revenir sur Varennes-Vauzelles en bus) »,
- « Je souhaiterais des bus plus fréquents »,
- « Il faudrait des distributeurs de billets de bus à chaque arrêt ».

La modicité des coûts de transport et des services afférents.
- « La marche est sans conteste la moins chère et la plus écologique des modes de déplacement, elle est adaptée pour les trajets urbains de moins de 1,5 km et pour les parcours périurbains sécurisés. Elle suppose l'achat de bonnes paires de souliers »,
- « A Strasbourg, le tramway est gratuit car ils ont déjà payé le parking »,
- « Le train est bien mais il est souvent cher, même plus cher que pour certains trajets en voiture, notamment à plusieurs »,

- « C’est toujours moins cher de prendre sa voiture plutôt que le train »,
- « Le prix du train doit être compétitif »,
- « Rendre le parking gratuit si on prend le train ».

La connectivité des services (inter-modalité, parking relais & commerces, conciergerie...),

- « Il n’y a pas de coordination d’horaires entre DIVIA et TRANSCO »,
- « Le plus difficile, selon moi, c’est le manque d’intermodalité. Si un chainon de la chaine est manquant, il n’est pas possible de faire le trajet en mode alternatif »,
- « Il manque des portes-vélos sur les bus et notamment sur les grandes lignes »,
- « j'utilise un vélo pliable, que je mets dans le coffre, quand je covoiture avec mon mari »,
- « Quand on fait une recherche de trajet Nevers - Marseille ou Lyon, cette possibilité par Montchanin ne ressort pas dans les propositions, il faut la connaître »,
- « Il manque des navettes entre les espaces périphériques de la ville et le centre »,
- « Pour aller à Angers, il faut passer par Paris, ce n’est pas logique et c’est une perte de temps »,
- « J’ai séjournée dans un Etap Hotel, où il existe un garage à vélo, mais où il ne loue pas de vélos »,
- « Le parking relais de la route de Beaune, les gens n’y allait pas, car il était mal placé et les gens perdaient leur temps »,
- « Il n’y a pas assez d’horaires de bus Divia, surtout en rabattement vers le parking-relais de Plombière »,
- « Le billet de train ne donne pas la possibilité de se garer en gare de Dijon »,
- « Il serait pratique de pouvoir acheter des billets de la RATP dans la gare »,
- « Il y a vraiment des problèmes de connexion entre Saincaize et Cosne »,
- « Sur les billets de train, sur Paris notamment, il serait intéressant que les informations de transferts soient indiquées : ligne de métro / bus, temps indicatif »,
- « je souhaiterais voir passer le bus de l’entreprise près de la crèche »,
- « j'aimerais que les gares proposent plus de services ».

La personnalisation (mobigo sur-mesure, leasing sur mesure, GPS inter-modal, mobilité réduite...),

- « D’habitude, c’est le G.P.S qui fait tout »,
- « Je trouve que les arrêts de bus sont souvent gris, qu’on ne les voit pas trop »,
- « La durée de 2 mois pour les 40 trajets est peut être courte »,

- « Il faudrait signaler les raccourcis à pied ».

La fiabilité (ponctualité, sécurité, santé...),

- « Quand il y a des travaux ou retards, l'information des clients est importante pour rassurer et permettre d'anticiper en appelant son employeur »,
- « On peut laisser son vélo en gare, il est surveillé et en plus il peut même être réparé »,
- « Les questions d'assurance ne sont pas très claires (vélos d'entreprise utilisés à des fins privés, covoiturage, utilisation de la voiture de fonction…) »,
- « J'ai trouvé très intéressant le fait de pouvoir voir sur les totems les temps d'attente pour le réseau Divia »,
- « Quand les bus passent en avance, ils devraient attendre »,
- « J'aimerais que l'on développe des pneus anti-crevaison qui éviteraient des problèmes de réparation sur la route »,
- « En gare, il y a un éclairage indigent. On a l'impression d'un abandon total »,
- « Pour nos retours de soirées, il devrait y avoir des taxis roses à tarifs préférentiels »,
- « Un travail sur le stationnement des bus aux abords des écoles, serait à réfléchir »,
- « Une veille qui ferait remonter les problèmes à la Région (Mobigo), faîte par les usagers des problèmes en gare (ou autres) serait intéressante »,
- « Pour des raisons de sécurité car c'est un trajet tard le soir et même si le trajet n'est pas long, elle préfère le faire en voiture »,
- « Aux heures de pointes, le temps mis en voiture est similaire à celui en bus. On ne gagne pas forcément de temps ».

La coopération (co-voiturage, co-location, pédibus, vélobus...),

- « Quand je suis d'astreinte, j'ai une voiture de fonction et je ne peux pas prendre de personnes extérieures à la SNCF »,
- « Je ne peux pas prendre de personne autre que celle de mon entreprise dans ma voiture de fonction, cela me pose également problème pour transporter mes enfants »,
- « On ne peut pas marquer les arrêts du pédibus, car les arrêts sont encore en cours de définition selon les différentes demandes des parents »,
- « Il faudrait des parkings aux entrées des péages pour pouvoir stationner/covoiturer »,
- « J'ai testé le covoiturage avec quelqu'un qui travaille dans une entreprise à côté de mon entreprise. Le fait de devoir s'adapter aux horaires de l'autre fait de très longues journées. J'étais obligé de rester plus longtemps à l'hôpital et mon temps de travail n'était pas pris en compte. J'ai demandé des horaires variables et je souhaite pouvoir pointer »,

- « Je souhaiterais un site de covoiturage local pour trouver un covoitureur ».

L'Informativité sur les transports et **l'interactivité**,

- « Un module qui permettrait de connaitre les économies en carburant grâce à l'éco-conduite serait apprécié. »
- « Il y a un gros problème d'information, les gens ne savent pas qu'il y a un arrêt de bus près de chez eux »,
- « On devrait aussi créer des supports de communication à la campagne pour les solutions alternatives »,
- « On se retrouve difficilement sur les plans de bus fait par l'ADN »,
- « je souhaiterais une géolocalisation du bus suivant ».

La qualité de confort (dans les transports en commun, les abris...),

- « Parfois, on n'a pas assez de place pour ses jambes dans les bus quand on est grand »,
- « Les gares ne sont pas accueillantes pour attendre. Il y a beaucoup de courant d'air. C'est triste une gare, cela manque de verdure, ce serait un bon endroit pour faire des expositions »,
- « Le parking est plein de trous, ce qui n'est pas pratique quand il y a de la boue et qu'on est en petite chaussures »,
- « La conduite du chauffeur de bus peut rendre malade »,
- « Dans les trains, les accroches vélos sont haut »,
- « Les transports en commun souffre d'une mauvaise image, ça pue, c'est bondé »,
- « Il faudrait que les conducteurs soient formés à la conduite sur neige et que les bus soient équipés en fonction »,
- « Les marches des escaliers dans les gares (Dijon, Auxerre) ne sont pas pratiques. La pose de rampes au sol faciliterait l'accès aux vélos, mais aussi aux bagages »,
- « Sur les nouveaux arrêts de bus, il n'y a plus de vitres latérales et il n'est plus possible de se mettre à l'abri dès qu'il y a du vent »,
- « Il n'y a pas de panneaux de signalisation, ni de borne de compostage »,
- « Cette gare a ouvert, il y a peu, mais elle est très glauque »,
- « j'aimerais un accès aux bus et trains avec des planchers bas. »
- « Pourrait-on avoir des arrêts de bus plus visibles avec des couleurs flashy ? ».

La cyclo-cité (facilité de circuler en vélo, de le transporter, de le parquer...),

- « Il faudra faire le balisage au sol pour que tout cela soit plus visible et plus sécurisant (pour les vélos) »,
- « Les parkings à vélos ne sont pas assez nombreux, surtout dans certains supermarchés de la commune »,

- « Je signale le problème des parkings vélos en gare qui sont quasi inexistants ou pas sécurisés (disparition de selles, de roues, dégradation…) »,
- « Il n'y a pas de dispositif de stationnement vélo dans ce local »,
- « Pour Dijon, les aménagements vélos s'est un peu un mixte de tout avec les piétons, puis les bus »,
- « Je suis très favorable aux marquages au sol comme en Bretagne, pour les vélos, ça permet plus facilement aux automobilistes de se rappeler la place des cyclistes en ville.
- « Les V.A.E., ils sont cachés. Ils seraient à la sortie de l'entreprise et visibles, cela serait plus facile »,
- « Les ronds points sont dangereux, parfois, il n'y a pas de pistes cyclables »,
- « Le besoin d'une douche et d'un vestiaire au travail pour les venues à vélo »,
- « Il n'y a pas d'emplacement Vélodi au CHS »,
- « Je stationne mon vélo dans une descente d'escalier au sein de l'établissement alors que normalement je n'ai pas le droit de rentrer dans l'enceinte de l'école avec, tout comme pour les élèves »
- « Evad propose des leçons de « vélo-école »,
- « Les contre sens sont pratiques pour gagner du temps »,
- « On peut même être dépanné si le vélo tombe en « panne » (crevaison, cassage de chaîne…) »,
- « Parfois le mobilier urbain (bancs, poubelles…) n'est pas adapté aux cyclistes »,
- « Les pistes cyclables ne sont que d'un côté de la route et c'est contraignant de changer de côté de la route »,
- « Pour se garer avec un triporteur, c'est moins pratique qu'avec un vélo normal »,
- « La priorité devrait être aux feux aux vélos »,
- « je souhaiterais que les pistes cyclables soient entretenues autant que les routes (neige, feuilles…) »,
- « Il faudrait mettre des accroches-vélos près des administrations et des commerces »,
- « On devrait inciter les entreprises à des aménagements de stationnements pour que les vélos soient à l'abri et en sécurité »,
- « Comment prendre en compte le problème des plaques d'égouts à fentes, qui ont les fentes dans le même sens que la circulation des 2 roues ? ».

L'apaisement de la circulation (zone trente, éco-cité...),

- « Il y a quand même des craintes des parents vis-à-vis de la sécurité pour leurs enfants à vélo »,
- « Aux Pays bas, les vélos sont prioritaires par rapport à la voiture »,
- « L'attente avec un enfant de 2 ans à un arrêt de bus nécessite une vigilance

accrue ».

La convivialité et **la civilité** (dans les transports en commun, dans la rue entre automobilistes, cyclistes, piétons...).

- « Parfois, des jeunes refusent de donner leur place à la personne âgée (dans le bus) »,
- « On ne peut pas faire une piste pour les bus, une piste pour les vélos… Il faut à un moment qu'on partage les pistes, c'est des questions de civisme »,
- « Il pourrait être organisé un petit déjeuné sur le quai de la gare »,
- « Dès que les trains sont pleins, les personnes assises aux places des vélos (TER Bombardier) ne se lèvent pas. Il suffirait également de décaler (haut bas ou avant arrière) les crochets pour pouvoir mettre plus de vélos »,
- « Parfois, je suis stressé dans le bus, car les ados se sont pas forcément calme et parfois ils se maltraitent entre eux, ils se montrent violents ».

4.2.3.3.1. Leurs attentes vis-à-vis - des employeurs,

Ils souhaitent :

- une mise en place de plateformes de covoiturage inter-entreprises / inter-administrations,
- qu'on laisse la possibilité aux employés de covoiturer avec des personnes extérieures à l'entreprise,
- que l'on mette à disposition des vélos de services, à assistance électrique ou pas, équipé de sacoches, casques, cape…,
- un achat de matériel permettant la visioconférence,
- une promotion des réunions téléphoniques,
- un discours plus mobilisateur sur ces questions / enjeux, auprès des salariés, clients, fournisseurs,
- une flexibilité sur les horaires,
- un parc à vélo à l'abri et sécurisé,
- une prise en charge des abonnements de transports collectifs (c'est obligatoire) et un dédommagement pour ceux venant à vélo (personnel ou loué par abonnement du type vélodi),
- qu'ils tiennent compte des contraintes du train (retard, horaires…),
- un engagement pour une flotte de véhicules plus « propres » et mieux gérée (optimisation des flux et des besoins) de l'entreprise,
- que la direction et les cadres montrent l'exemple,
- que l'on s'interroge sur les pratiques et les besoins de mobilité lié à l'entreprise (domicile – travail et trajets professionnels),
- installer des vestiaires et des douches,
- une salle de restauration équipée (frigo, plaques…) pour éviter de rentrer chez

soi le midi,
- des services annexes ou des partenariats avec des entreprises proches pour éviter des déplacements annexes au trajet domicile travail (crèche …).

4.2.3.3.2. Des entreprises de transports

Ils demandent que les entreprises de transport prennent en compte les attentes des usagers des transports en commun concernant :
- la sécurité, la sûreté, la civilité et la santé,
- la rapidité et la régularité,
- l'information,
- le niveau de service offert,
- le confort.

Ils souhaitent :
- plus de dessertes (pourquoi ne pas rétablir les anciennes lignes de chemin de fer ne servant qu'au fret ?),
- une plus grande fréquence des passages,
- des navettes dans les zones rurales,
- que les horaires soient davantage respectés,
- plus d'informations (en amont des trajets et pendant les trajets, surtout en période de souci (grève, retards, incidents, accident…),
- plus de sensibilisation,
- que soit facilitée l'inter-modalité entre les différentes solutions de transport,
- pouvoir facilement prendre leur vélo dans les Transports en Commun,
- une tarification simple et compétitive face à la voiture,
- une tarification qui se combine entre les différents modes (Divia / Transco par exemple),
- disposer d'un outil de transport en bon état de marche et plus écologique que la voiture individuelle (pas de grosse fumée noire sur les voies SNCF non électrifiées),
- avoir des infrastructures qui favorisent l'accessibilité (rampes d'accès, éviter les escaliers…) et divers centres de services (distributeur de billet, boulangerie, salles de réunions, La Poste…),
- que les infrastructures soient aménagés comme des lieux de vie (végétation, design…) et non comme des « non lieux », des lieux « délabrés, vieillots », où le confort n'est pas pris en compte,
- que les interconnexions soient possibles entre les lignes de bus et/ou d'autres modes (vélodi/transco par exemple),
- des parkings sécurisés,
- que la conduite des bus / trains soit plus douce, moins brusque,

- que les points de locations (de voitures) notamment soient situés à proximité,
- que soit améliorée la qualité du confort au bord des moyens de mobilité,
- que les horaires soient adaptés à ceux des institutions (tôt le matin et tard le soir, sur certaines lignes près des hôpitaux, près des commerces…).

4.2.3.3.3. Des services administratifs

Ils souhaitent :

- une prime pour les déplacements vélos alors qu'en voiture, on peut déduire ses kilomètres via les frais réels,
- que soient diffusées les coordonnées des participants aux réunions afin de faciliter le covoiturage,
- que l'on incite les personnes à utiliser les transports en commun,
- que soit facilitée la dématérialisation des documents,
- des modes de stationnement vélo ou des arrêts de TC à proximité.

4.2.3.3.4. Des commerces

Ils souhaitent :

- la possibilité de faire ses courses par internet et de pouvoir se faire livrer sans que cela soit trop onéreux,
- que l'on mette des stationnements vélos devant les magasins et au plus proche des entrées,
- que soit affiché plus clairement le bilan carbone des produits qu'ils vendent.
- en milieu rural, que les magasins adaptent leurs horaires d'ouverture aux personnes qui travaillent en ville, pour qu'elles puissent y faire leur course plutôt que les faire en supermarché urbain,
- que soient développés les commerces de proximité et les services à domicile
- que des commerces s'implantent dans les campus universitaire,
- que l'on mette des arrêts de transports en commun proche des commerces et inversement,
- que soit proposées des solutions pour le transport de gros volumes.

4.2.3.3.5. Des écoles

Ils souhaitent :

- voir augmenter l'éducation routière au vélo et que les élèves soient incités à se déplacer plus à vélos ou/et à pied (lors des sorties scolaires par exemple),
- une prise en charge de l'abonnement TC, à 50%, du personnel,
- l'Intégration dans le curriculum scolaire et à tous les niveaux, les notions de transports collectifs, de transports alternatifs, de protection de

l'environnement et des enjeux liés aux questions de mobilité,
- que l'on favorise « la dématérialisation »,
- que l'on veille à la tarification des solutions alternatives (ramassage scolaire) pour venir à l'école,
- que soit proposés des garages pour les vélos des enfants et du personnel,
- que l'on maintienne les « écoles de proximité »,
- que soit incluse la préparation du brevet scooter, du code de la route vu comme un permis de conduire, dans un permis plus « vert »,
- La mise en place de pédibus et vélobus, appellés aussi « Carapatte » et « Caracycle », est une proposition qui vise à faire accompagner par des parents bénévoles volontaires, un groupe d'enfants à pied ou à vélo, sur le trajet domicile-école ou collège.

Le **pédibus,** c'est un mode de ramassage scolaire. La dénomination au Canada est « autobus pédestre », en Belgique « Ramassage scolaire à pied ». Cette caravane d'accompagnement des élèves suit un trajet bien défini avec des arrêts desservis, à horaire fixes, comme une ligne de bus. Les enfants sont encadrés par des parents équipés de chasubles de couleur, qui veillent à leur sécurité. Plusieurs lignes peuvent desservir la même école.

Cela constitue un moyen de limiter le recours inutile à l'automobile. Elle permet un gain de temps : grâce au pédibus, les parents se relaient pour l'accompagnement collectif sur le trajet domicile-école et n'ont plus à le faire 2 à 4 fois par jour.

Un parcours à pied ou en vélo pour aller à l'école et en revenir, offre aux enfants la possibilité de faire un peu d'exercice physique, ce qui serait un plus pour leur santé.
Cela fait prendre conscience aux enfants qu'ils participent ainsi activement à la préservation de l'environnement

Cela permet de réduire les encombrements & les stationnements sauvages aux abords des écoles et d'améliorer la convivialité dans le quartier.

Plus globalement, des parents souhaitent voir se constituer, avec le concours des enseignants et de la municipalité, des collectifs de parents intéressés par **un Plan de Déplacements d'Établissement Scolaire** (P.D.E.S.), pour chaque établissement, afin d'envisager de façon globale les trajets domicile-école de leurs enfants en utilisant la marche à pied, le vélo, le covoiturage et les transports collectifs...

Il s'agirait de :
- Réaliser un diagnostic sur les déplacements des écoliers
- Se fixer des objectifs et définir un plan d'actions

- Tester, communiquer et pérenniser les actions.

Les Plans de Déplacements d'Etablissement Scolaire pourraient être accompagnés pédagogiquement par une formation auprès des élèves sur les transports, la sécurité routière, le développement durable (information, sensibilisation, débat, projets d'action), en lien avec les thèmes de leur programme scolaire, ou du projet d'établissement ou de classe.

4.2.3.3.6. Des collectivités territoriales

Ils souhaitent :

- que soit facilité le développement d'une intermodalité en milieu rural,
- que soient développées des solutions alternatives (locations de voiture, vélo et pistes cyclables, bus…),
- être informés sur l'existant,
- qu'elles puissent chiffrer le coût que représente la voiture pour les collectivités (parking, voirie, emprise au sol, sécurité…) en comparaison des autres modes et qu'elles communiquent là-dessus,
- que la question de la mobilité fasse partie des critères d'organisations des réunions (horaires, lieu, covoiturage…),
- qu'elles veillent à la continuité du service public,
- que soient rénovées les gares et autres infrastructures de transports,
- qu'elles veillent au bon entretien du matériel,
- qu'elles articulent les PDU/PDE/PDA…,
- qu'elles développent des solutions permettant de réduire le besoin de mobilité : téléservices, télétravail…,
- qu'elles fassent la promotion des solutions alternatives et qu'elles les facilitent (centrale de covoiturage…),
- qu'elles s'articulent avec les collectivités voisines (Communauté de communes, Départements, Régions) pour éviter les problèmes de barrière administratives,
- qu'elles s'entendent sur une tarification commune,
- qu'elles veillent aux questions de sécurité et de respect de la civilité,
- qu'elles animent et facilitent l'usage, le basculement vers des solutions de mobilités alternatives attractives (événements, promotions…),
- que l'urbanisme et l'implantation des différentes activités (logements, industries, commerces, services) soit pensé dans un objectif de limitation des besoins de mobilité.

La demande concernant les **plans de déplacement d'établissement scolaire**, s'adresse aussi aux municipalités, pour qu'elles puissent faire bénéficier les parents de leur expérience concernant les services techniques de la voirie, de leur soutien,

de leurs conseils, de leur communication...

La participation de citoyens volontaires à **l'élaboration du Plan de déplacement Urbain. Le P.D.U.** est un document de planification et de programmation qui définit les objectifs à atteindre et les actions à entreprendre pour organiser de façon durable les déplacements des habitants. L'élaboration d'un PDU est obligatoire en France, dans les périmètres de transports urbains des agglomérations de plus de 100 000 habitants depuis la Loi sur l'Air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (1996). Ce plan est établi pour une durée de 5 à 10 ans et doit être révisé en cas de modification du périmètre de transport urbain. Les communes, de démographie moindre, même si elles n'en ont pas l'obligation légale, aurait intérêt aussi à produire ce type de document, qui met à plat un certain nombre de problèmes à résoudre et qui expose différentes mesures, permettant d'organiser le transport des personnes et des marchandises, la circulation et le stationnement, ainsi que de répondre aux questions d'aménagement. Tous les modes de transports sont concernés, ce qui se traduit par la mise en place d'actions en faveur des modes de transports alternatifs à la voiture particulière : les transports publics, les deux roues, la marche à pied…

Les mesures à mettre en place concernent notamment :

- l'amélioration de la sécurité de tous les déplacements,
- la réduction du trafic routier (en particulier automobile),
- le développement des transports collectifs et des moyens de déplacements économes et les moins polluants pour l'environnement, comme par exemple l'usage de la bicyclette et la marche à pied...
- la prise en compte des attentes des usagers des transports en commun,
- la sécurité, la sûreté, la civilité et la santé,
- la rapidité et la régularité,
- l'information,
- le niveau de service offert,
- le confort,
- l'aménagement et l'exploitation des réseaux et des voiries d'agglomérations, afin de les rendre plus efficaces, notamment en les partageant entre les différents modes de déplacement et en favorisant la mise en œuvre d'actions d'information sur la circulation,
- l'organisation du stationnement sur la voirie et dans les parcs de stationnement,
- le transport et la livraison des marchandises, en offrant des conditions correctes et pratiques d'approvisionnement de l'agglomération afin de développer les activités commerciales et artisanales, tout en respectant la qualité de vie des habitants,
- La mise en place d'une tarification et d'une billettique intégrées pour

l'ensemble des déplacements,
- l'encouragement aux entreprises et aux collectivités publiques afin de favoriser le transport de leur personnel, en réalisant un plan de déplacement d'entreprise et/ou en suscitant l'utilisation des transports en commun, du covoiturage...
- La diminution du bruit, de la pollution atmosphérique et des nuisances occasionnés par les transports urbains.

4.2.3.3.7. Des élus locaux, nationaux, européens

Il serait nécessaire :
- de penser de manière globale et locale,
- de pleinement prendre en considération la problématique des enjeux environnementaux, sociologiques et économiques de la mobilité,
- de taxer plus fortement les combustibles fossiles et d'investir l'argent dans des solutions alternatives et collectives,
- de suspendre et/ou d'arrêter de subventionner les événements ayant un fort impact polluant (course automobile…),
- de se montrer exemplaires par rapport à la sobriété de leurs trajets,
- de veiller à l'aménagement de l'espace, vecteur futur de mobilité,
- de remettre le citoyen piéton au cœur de la collectivité,
- de proposer et de soutenir des législations et des réglementations allant dans le sens de l'amélioration des solutions alternatives.

4.2.3.3.8. De leurs concitoyens

Ils souhaitent :
- un débat public sur la mobilité,
- que leurs concitoyens soient davantage respectueux des personnes utilisant des modes alternatifs (vélos…),
- que l'on puisse discuter de leur budget mobilité et voir comment l'optimiser.
- que chacun puisse s'informer sur son éventuel futur lieu d'habitation et des problèmes de mobilité,
- les inciter à faire du covoiturage,
- que l'on puisse mutualiser les moyens de mobilité avec ses voisins,
- les inviter à profiter du temps des vacances pour essayer des solutions alternatives,
- qu'ils puissent s'informer,
- davantage d'actions collectives et de mobilisation par rapport à la mobilité.

4.2.4. Leurs obstacles et leviers aux changements de mobilité

Les résistances et les réticences, issues d'autres engagements, quelques exemples :

- « J'ai déjà une voiture, je l'ai acheté et je paye déjà une assurance. Pourquoi payer pour prendre un autre mode de transport ? »,
- « J'ai la sensation de liberté en voiture »,
- « J'aime avoir le sentiment de sécurité d'avoir une voiture à disposition en cas d'urgence »,
- « Je ne connais pas les solutions existantes et je ne sais pas où trouver l'information »,
- « Je n'ai pas de solutions alternatives »,
- « Je ne sais pas où je peux stocker mon vélo dans mon logement et j'ai peur de le laisser au pied de l'immeuble et de le faire voler »,
- « Je ne bénéficie pas d'une condition physique qui me permette de faire un plein usage de la marche et du vélo »,
- « Je ressens une sorte de fainéantise, face à l'idée de changer mes habitudes, d'effectuer mes trajets autrement qu'en voiture, de marcher, de faire du vélo, de prendre le train ou le bus... »,
- « Je veux pouvoir à tout instant déplacer des affaires lourdes ou encombrantes »,
- « J'aime pouvoir montrer aux autres ma réussite sociale, à travers une belle voiture »,
- « Je considère ma voiture comme une sorte de bulle intime, j'ai de la réticence à y recevoir des personnes étrangères ou même à écouter des stations de radio non habituelles »,
- « Je me sens démuni pour trouver des horaires et des combinaisons de modes de transport »,
- « J'ai peur de prendre les transports en commun et de faire des rencontres qui me mettraient en danger »,
- « Je ne supporte pas les nuisances des téléphones portables, des conversations à haute voix dans les transports publics »,
- « Je n'aime pas me retrouver avec des personnes anonymes »,
- « J'ai peur de tomber en vélo »,
- « Je n'aime pas dépendre des autres pour le co-voiturage ou les transports en commun »...

Leurs leviers et opportunités qui favoriseraient un changement :

- « J'aime acquérir de nouvelles compétences en mobilité »,
- « Je souhaite pouvoir être conseillé sur mes trajets »,

- « Je souhaite dépenser moins pour mes trajets »,
- « J'apprécie le confort, la possibilité de lire, de me servir de mon ordinateur, de pouvoir travailler sur des dossiers, de regarder le paysage, de pouvoir entamer une conversation... dans le train »,
- « Je me sens relativement en sécurité dans le train et le tram »,
- « Je souhaite pouvoir me promener sans danger dans le centre ville avec mes enfants »,
- « J'aimerais que les logements, les services, les lieux de travail... soient accessibles en modes alternatifs »,
- « Pourrait-on élargir les plages horaires des bus ? »,
- « Il faudrait que la lecture des grilles horaires des TC soit simple »,
- « Il faudrait que l'offre tarifaire soit simple à comprendre : un tarif unique, une carte unique »,
- « Pourquoi ne pas rendre les déplacements en mode alternatif comme des moments de vie quotidienne appréciable (rencontre de gens, échanges, jeux, lecture…) »,
- « Mettre en avant le coût réel d'une voiture peut faire prendre conscience au gens de l'impact sur leur budget et les faire changer de mode de transport »,
- « Se servir de l'image néfaste pour l'environnement… des marées noires pourrait inciter à un autre rapport au pétrole »,
- « Trouver de l'essence devient de plus en plus dur : grèves, fermeture de stations essences en milieu rural… »,
- « On a moins de risques d'avoir un accident en train ou bus qu'en voiture »,
- « Aujourd'hui, on a l'impression que ceux qui prennent les TC sont ceux qui n'ont pas le choix. On leur a collé une mauvaise image. Pourquoi ne pas valoriser les usagers des TC, en faire des ambassadeurs des TC »,
- « Manger bio c'est bon pour la santé, paraît-il ! Se déplacer autrement aussi : moins de pollution, moins de stress. On devrait être sensible à ce discours »,
- « Avec tous ces radars, comment peut on prendre encore plaisir à conduire, on doit avoir un autre rapport à la vitesse »,
- « Un soutien financier m'inciterait sans doute à déménager car un déménagement coûte cher »,
- « On se sent seul quand on veut changer, un véritable accompagnement par la collectivité et/ou son entreprise est un plus »,
- « Mes enfants sont sensibilisés à l'école sur l'environnement, ils ont déjà réussit à me faire trier mes déchets, alors pourquoi pas prendre le vélo pour les amener à l'école »,
- « Il y a des gens qui cherchent à se démarquer dans leurs comportements. Il y a des vélos rigolos : vélo-couchés… »,
- « J'aime bien suivre les mouvements de mode »,
- « J'ai conscience qu'il est nécessaire de changer. Comment faire ? »,

- « J'ai déjà commencé un parcours de « changement » : alimentation en bio/circuits courts, des panneaux photovoltaïque… changer ma mobilité est une nouvelle étape »,
- « Si les solutions alternatives étaient un peu plus personnalisées et moins anonymes, je m'y sentirais plus à l'aise et en confiance »,
- « J'ai des idées qui peuvent permettre aux solutions alternatives d'être améliorées. J'aimerais bien partager mes idées ».

4.2.5. Leurs évaluations de leurs expérimentations sur le terrain

On ne peut trancher les dilemmes environnementaux qu'à travers des processus de choix public exigeant la participation, le dialogue et les débats ouverts. La démocratie ne serait autre, que le gouvernement par la discussion.

L'évaluation est une démarche de *prise de conscience d'un choix libre à faire, entre plusieurs séries d'actes associés à des engagements divers.* C'est l'émergence par le débat et la délibération, d'une volonté autonome.

Un changement de comportement est confronté d'une part à *la réactance*, d'autre part à la désactivation, lorsque les récompenses ou les menaces de peines n'exercent plus ou exercent moins leurs effets attractifs ou aversifs. *Pour qu'un comportement nouveau puisse s'installer durablement, en attendant un autre éventuel changement, il est souhaitable qu'il soit passé au crible de la critique par la conscience.* La crainte du changement n'est pas toujours déraisonnable. *Tout changement comporte un risque et a un coût*. Il est donc normal de peser le pour et le contre, d'autant qu'il peut engager d'autres personnes, ou du moins avoir des impacts sur leurs situations. *L'évaluation suppose à la fois une réflexion personnelle, mais aussi une négociation avec les personnes concernées par le changement.* Un changement volontairement adopté peut susciter des conflits avec son entourage. Réussir à faire partager autour de soi ces décisions de changement, ou du moins à obtenir une tolérance par rapport à ces nouveaux comportements, permet d'*avancer en terrain pacifié*. Le conflit avec des membres de sa famille, des personnes du voisinage, des membres d'institutions diverses... n'est pas pour autant prohibitif. *Les attitudes militantes et/ou créatives, non seulement acceptent les situations conflictuelles, mais en tirent souvent des motivations fortes pour maintenir et renforcer le comportement contesté.*

4.2.6. Leurs évaluations formatives de la démarche

- Les volontaires ont trouvé la Recherche-Action/ Formation-Action-Développement « j'y vais autrement », satisfaisante pour 49% d'entre eux et très satisfaisantes pour 40%, soit en valeur cumulée 89%. Les pourcentages que nous donnerons désormais seront en valeur cumulée (sauf indication de notre part),
- la présentation de la démarche a recueilli 78% d'avis favorables,
- la présentation du film de l'ADEME les a intéressés : 71%. Certaines critiques lui ont été adressées sur le plan de la forme, notamment sur la musique de fond (question de goût), quelques personnes l'ont trouvé trop urbain, d'autres estiment qu'il visait trop la vulgarisation et ne leur avait pas appris grand-chose. Mais ce point-de-vue était très minoritaire, émanant des éléments les plus militants, notamment dans des associations vélophiles,
- le questionnaire sur les motivations a intéressé : 97%,
- le questionnaire sur la mobilité des ménages a obtenu : 77% de satisfaction,
- la présentation du carnet de bord a recueilli : 74% des suffrages,
- les intervenants ont été appréciés (100%),
- les échanges entre participants ont été jugés intéressants par 97% des participants,
- l'accueil des participants par les structures partenaires locales a été particulièrement apprécié (100%),
- l'organisation matérielle des sessions a été jugée correcte par 96%,
- les informations apportées ont été bien accueillies par 97%,
- 88% n'ont pas eu de difficultés pour remplir le questionnaire sur les motivations,
- 91% n'ont pas eu de difficulté pour remplir le questionnaire sur la mobilité de leur ménage,
- 65% n'ont pas eu de difficulté pour rempli le carnet de bord,
- mais, il n'y a plus que 27% à n'avoir pas eu de difficulté à remplir en ligne le carnet de bord informatique,
- 67% n'ont pas eu de difficulté à remplir l'enquête d'évaluation de leurs expériences menées sur le terrain de la mobilité,
- 61% n'ont pas eu de difficultés à remplir l'enquête d'évaluation pédagogique des sessions, mais ils n'avaient pas tous en mémoire clairement tous les différents éléments de la démarche suivie.
- 99% ont apprécié l'animation des échanges dans le groupe,
- 73% estiment avoir tiré avantage des réflexions du groupe,
- 68% considèrent que le temps consacré par eux à cette initiative a été nécessaire et 3% superflu,
- 46% se sont sentis tout-à-fait engagés dans la démarche, 40% moyennement, soit en cumulé : 86%, 9% un peu, 1% pas du tout et 4% sans réponse,
- 60% pensent que les séances faisaient appel à « *l'intelligence collective* », 27%

pensent que non et 33% sont sans réponse. Il vaudrait peut-être mieux parler de « moments d'intelligence collective », au cours de certaines réunions, où les échanges entre les membres du groupe ont été particulièrement fructueux pour les participants.

4.2.7. Leurs contributions au Blog « jyva »

- Le blog a été jugé positivement par : 76% des volontaires. Cette proposition avait été initialement faite par certains volontaires, au cours de la première séance, et reprise par l'association Alterre, pour être finalement proposée à tous.
- 54% ont visité le blog,
- 12% ont inscrit un message sur le blog,
- 46% sont sans réponse à la question portant sur les difficultés à utiliser le blog, 41% disent ne pas avoir eu de difficultés.

Cet outil demandé par les citoyens volontaires a été mis en place en septembre 2009. Lors de la deuxième réunion de terrain avec les volontaires, l'outil a été présenté et son rôle précisé. Une démonstration en direct a pu se faire chez certains partenaires, où une connexion internet était disponible. Pour les autres, une présentation de visuels issues du blog a été faite. Puis, faisant suite à cette réunion, chacun des 120 volontaires a reçu un email d'invitation pour s'inscrire sur le blog et ainsi pouvoir publier des « posts ». Le blog est public, ainsi l'ensemble des personnes qui s'y connectent, peuvent prendre connaissance des informations publiées. Les commentaires sont également ouverts à tous les internautes. Par contre, seules les personnes inscrites peuvent publier un « post ».

Les volontaires, qui ne s'étaient pas encore inscrits, ont été relancés à plusieurs reprises. A la fin de la phase de récolte de données, le blog comptait 32 auteurs potentiels. Ce chiffre est à mettre en rapport avec les 10 personnes précisant dans l'enquête d'évaluation qu'elles ont publié au moins un post sur le blog. Le blog avait été par ailleurs ouvert à des auteurs-partenaires extérieurs à l'initiative « j'y vais autrement », qui ont aussi partagé des informations.

Au total, 50 messages ont été postés par 8 personnes différentes. Il y a eu également une vingtaine de commentaires de différentes personnes en complémentarité des posts.

Initialement mis en place pour créer des liaisons entre les volontaires, via le partage d'expériences vécus, du partage de combines, d'astuces, afin d'améliorer l'utilisation des modes de transport alternatif, le blog a en fin de compte été utilisé autrement. Il

a surtout permis de partager des informations sur des animations, des événements, des « bons plans », en lien avec les questions de mobilité. Il a également servi à diffuser des informations locales (plateforme de covoiturage…), des initiatives en France (aménagements de rond points à Lorient, pistes cyclables artificielles à Marseille) et internationales. Enfin, l'humour autour du thème de la mobilité a été très présent avec des dessins, des photos insolites et même des vers de Prévert.

Tout cela a certainement contribué à la bonne appréciation du blog. D'après le questionnaire d'évaluation, 61% des personnes se disent satisfaites du blog et 15% très satisfaites. Ainsi pour presque 59% des citoyens, le blog doit se poursuivre. Dans leurs recommandations, les volontaires souhaitent que cet outil continu d'être un moyen de diffuser et d'obtenir de l'information sur une échelle locale, bourguignonne ou plus large.

Ce bilan positif est tout de même à nuancer. En effet, on observe que peu de témoignages sont relatés. Alors que l'ambition et l'objectif de l'utilisation de l'outil, semblaient bien compris lors des réunions de terrains, très peu de volontaires ont partagé leurs ressentis. Nous avons recueilli quelques textes et photos d'expériences, mais assez peu.

Ce constat peut s'analyser de différentes manières. On peut remarquer qu'il a été facile de relater bons nombres d'anecdotes, d'histoires… dans le carnet de bord, mais elles n'ont pas été reprises dans le blog. Ceci peut s'expliquer par l'insuffisante praticité du blog, le poids de certaines contraintes : l'inscription obligatoire, l'obligation de se connecter pour poster un message… et/ou par des difficultés d'accès à **la web-littératie** (cf. 1.5.4.3.4). 12,5% des volontaires précisent avoir eu des difficultés. Plus de 20% des volontaires, ayant visité le blog, déclarent avoir eu des difficultés qui concernent exclusivement l'outil informatique et la connexion.

Enfin, un dernier détail vient « perturber » le fonctionnement du blog et l'échange d'informations entre volontaires. Les différents groupes n'ont pas débuté dans un même laps de temps, les phases d'expérimentations et cela a pu interférer avec l'objectif du blog.

Pour résumer, même si les objectifs de la création de cet outil ont été définis par les futurs utilisateurs eux même, ils n'en ont pas fait l'utilisation envisagée. C'est un outil qui réclame des compétences. En l'absence de ces dernières, l'accès à l'outil et donc au partage et à la lecture d'informations, sont rendues plus difficiles.

4.2.8. Résultats quantitatifs par rapport à la démarche

- 120 personnes appartenant à 11 groupes ont participé à la Recherche-Action.
- Nous avons parmi eux, 56% de femmes et 44% d'hommes.
- Elles ont rempli au total 482 questionnaires.
- Il y a eu 254 participations aux débats. Certains ont répondu aux questionnaires sans avoir pu venir aux trois réunions.
- 81% ont participé à la 1ère réunion.
- 76% à la seconde, 55% à la troisième.
- 58% ont remis les 5 questionnaires.
- 355 trajets ont été décrits sur le « carnet de bord ».
- 66% des volontaires ont rendu compte de leurs expérimentations en alter-mobilité, multi-mobilité et inter-modalité.
- 46% se sont sentis tout-à-fait *engagés dans la démarche*, 40% moyennement, soit en cumulé : 86%, 9% un peu, 1% pas du tout et 4% sans réponse.
- 60% pensent que les séances faisaient appel à « *l'intelligence collective* ».

4.2.9. Evaluation du fonctionnement des groupes locaux

Les groupes locaux qui ont été les plus productifs et où il y a eu le moins de perdition de participants tout au long des réunions sont ceux qui :

- bénéficiaient d'une forte implication d'un animateur local,
- bénéficiaient d'un soutien des collectivités locales, ou de la direction d'une entreprise, ou d'une association,
- ont regroupé des volontaires diversifiés, qui avaient plaisir à réfléchir et à débattre ensemble,
- menaient des expérimentations en phase avec l'agenda de l'initiative « j'y vais autrement ».

5. Construction d'une typologie psychosociale des attitudes et Analyse des données

William **Thomas** et florian **Znaniecki** de l'Ecole de Chicago, avaient défini la psychologie sociale comme l'étude scientifique des attitudes. C'était déjà une amorce de cognitivisme. Aujourd'hui, on pourrait présenter **l'attitude** comme une manifestation des **mèmes**, « l'état d'esprit » d'un sujet (ou un groupe) vis-à-vis d'un autre objet, d'une action, d'un individu ou d'un groupe. C'est un principe organisateur de **représentations sociales**.

Théodore **Newcomb**, et Philip **Converse** et Ralph **Turner** (1970) ont cherché à répondre aux questions : « Comment les processus internes d'un individu sont-ils affectés par **l'interaction** avec les autres ? Comment les processus interpersonnels

de l'interaction sont-ils affectés par l'organisation individuelle ? Comment les activités d'individus en interaction sont interdépendantes ou réciproquement contingentes ». Ces auteurs ont mis en relations plusieurs concepts : *les besoins, les motivations, les attitudes et les valeurs, en partant du niveau biologique (les besoins), en passant au niveau psychique avec une mobilisation d'énergie et la détermination de buts (les motivations), une synthèse d'un ensemble de motivations, conservant les traces des épisodes successifs d'états motivationnels avec une prédisposition de la personne, au niveau social, à devenir motivée à propos d'un objet (les attitudes) et la construction d'un noyau de convictions fortes organisées en système, pouvant servir de guide face aux choix offerts par l'existence (les systèmes de valeurs) et pouvant faire l'objet dans une démocratie, de débats politiques.* Les attitudes occuperaient une place centrale à la jonction du biologique, du psychologique, du social et du politique. L'attitude se caractériserait à la fois par une certaine *durabilité* et une certaine *labilité*, qui la rendrait relativement stable, mais sensible aux influences externes (Feertchak, 1996). Alex **Mucchielli** (1994) a rajouté à la liste : les conduites, les opinions et le rôle social, comme manifestations des attitudes, et a placé les valeurs comme des éléments de base (puisqu'elles connoteraient les besoins, les motivations, les attitudes, les expressions, les cultures...). L'équipe de Recherche sur les Changements des Modes de Vie et des Valeurs éthiques et culturelles (C.M.V.V., 1993) estime que les valeurs concernent les **compétences sociales** et qu'il est nécessaire de **déconstruire** la croyance métaphysique en des valeurs éternelles, immuables, supposées ontologiquement fondées, pour découvrir avec friedrich **Nietzche** (1990) leur *variabilité historique*, ainsi que l*eur diversité spatiale et culturelle, leur fabrication créatrice* (Thomas, p.12, Montandon-Binet, pp. 61, 81, in CMVV, 1993).

L'attitude s'articule autour de trois composantes distinctes:

- *Cognitive* : opinion du sujet sur l'objet d'attitude, associations d'idées que cet objet provoque, rapport que le sujet perçoit entre l'objet et ses valeurs personnelles.
- *Affective* : affects, sentiments, états d'humeurs que l'objet suscite.
- *Conative* : consiste en une disposition à agir de façon favorable ou défavorable vis-à-vis de l'objet.

En tant qu'être humain en vie, nous ne pouvons pas ne pas changer d'attitudes et de comportements. *L'attitude produit un jugement, une opinion exprimant un degré d'aversion ou d'attirance*. *C'est une tendance psychologique ou disposition à réagir de façon favorable ou défavorable envers un objet particulier ou envers une classe d'objets. Le changement d'attitudes et de comportements permet de s'adapter à un monde changeant.* Il nous donne la possibilité de modifier notre environnement en fonction de nos projets. Ce qui nous distingue les uns et les autres, ce sont le rythme

de nos changements, *nos stratégies de résistance et d'innovations. Les attitudes* peuvent être distinguées *des habitus et des schémas de Soi.*

Les « **Habitus** » sociaux, programmes hérités de notre éducation et du milieu social de naissance, d'adoption ou de formation scolaire (Bourdieu, 1979), ne suffisent plus à régler les conduites. Bernard **Lahire** constate que dans toute une série de tâches quotidiennes – la façon de faire ses courses, de gérer ses déplacements-, l'acteur social ne peut pas s'en remettre à l'activation des programmes inconscients. Il lui faut développer **sa réflexivité** (Lahire, 1998). L'acteur est moins soumis à l'autorité des dogmes, des rituels, il devient **un bricoleur cognitif**. Le changement de comportements et d'attitudes nous donne la possibilité de modifier notre environnement en fonction de nos projets. Harold **Garfinkel** (2010) qualifie d'**éthno-méthodes** les connaissances implicites et savoirs pratiques utilisés par les acteurs sociaux dans leur vie courante. Pour se déplacer, conduire une automobile, prendre le tram, le bus, le train, le métro, le taxi..., faire du vélo, de la moto, du roller, du skate, du surf..., il faut maîtriser une foule de savoirs devenus invisibles, à force d'être routinisés. Une bonne partie d'entre eux est banalisée, alors qu'ils sont le résultat d'un long apprentissage intériorisé.

Les schémas de soi (Beck, 1996) sont *les croyances, qui constituent la compréhension qu'a un individu de lui-même, du monde et des autres, lui conférant des traits de personnalité.* Ces croyances s'élaborent à partir des expériences vécues au cours de la vie. La personne "en bonne forme » mentale présente des croyances de base adaptées et relatives (je suis une personne raisonnablement compétente; le monde présente des dangers, mais est relativement sécure, les gens peuvent être bienveillants, neutres ou malveillants envers moi...).

La personne, qui présente **un trouble de la personnalité**, au contraire, détient des croyances souvent extrêmes, négatives, globales et rigides (je suis incompétent, mon univers est hors de mon contrôle, les gens sont indignes de confiance...).

A un moment particulier, selon le contexte et les événements, un schéma peut être activé ou il peut être "dormant" ou quelque part entre les deux. Une fois activé, un schéma (ou un ensemble de schémas) constitue la base à partir de laquelle un individu interprète et réagit à la réalité qu'il vit. Chez une personne qui a un trouble de la personnalité, certains schémas sont activés à tort, dans un très large éventail de situation. Une personne présentant un trouble de la personnalité « évitante », par exemple, peut avoir un schéma de danger et de menace activé, même lorsqu'elle se trouve avec des gens tolérants, ce qui influence alors l'interprétation des agissements de ces gens (par exemple, ils ne me trouvent pas intéressant). Cette interprétation détermine ses réactions émotives (anxiété) et ses comportements

(retrait). Chaque trouble de la personnalité repose sur un ensemble spécifique de croyances et de comportements, qui les accompagnent. Par exemple, la personne dépendante croit qu'elle est incompétente et incapable de se débrouiller seule. Alors, elle a tendance à sur-développer des stratégies pour compter sur les autres et éviter les décisions et les défis importants. Elle ne développe pas suffisamment l'autonomie et la capacité de prendre des décisions. La personne « évitante » croit qu'elle n'est pas digne d'amour ou de considération et qu'elle est vulnérable. Elle a tendance à éviter l'intimité, les critiques et les émotions désagréables. Elle manque d'ouverture, d'affirmation et de tolérance émotionnelle. La personne « obsessionnelle-compulsive » croit que son monde peut se désorganiser et met donc beaucoup d'emphase sur les règles, la responsabilité et le contrôle. Elle manque de spontanéité, d'insouciance et de flexibilité. La personne « borderline » partage plusieurs croyances rigides et négatives avec d'autres troubles de personnalité (je suis inadéquat, je suis fautif, je suis vulnérable, je suis impuissant, je vais être abandonné), ce qui peut conduire à des comportements extrêmes.

Jeffrey **Young** (1995) a identifié **des schémas précoces d'inadaptation**, qui sont sous-jacents à un ou plusieurs troubles de la personnalité. A noter que quelqu'un peut toutefois posséder un ou quelques uns de ces schémas à différents degrés (plus ou moins rigides et activés facilement) sans rencontrer tous les critères pour qu'un trouble de la personnalité puisse être diagnostiqué. *Ces schémas se développent tôt dans l'enfance selon l'expérience vécue et continuent à s'élaborer tout au long de la vie en servant de base pour l'interprétation de la réalité*. La personne "en forme" ajuste ses schémas (ses croyances) à mesure qu'elle expérimente de nouvelles situations, ce qui lui permet de développer des comportements variés, adaptés aux différentes situations. Les schémas inadaptés présents dans les troubles de la personnalité, ont cependant tendance à se maintenir. Young décrit trois types de processus ou de stratégies qui contribuent à ce maintien : elle capitule, fuit ou contre-attaque. La plupart des gens ont recours à un mélange de ces stratégies. La personne pense, ressent et réagit selon son schéma. Elle juge incorrectement les gens et les circonstances de façon qui renforce les croyances reliées à son schéma. Elle crée des situations et choisit des relations qui entretiennent son schéma. Diverses distorsions cognitives maintiennent les jugements erronés. La personne pour qui un ou des schémas représentent un problème n'en a souvent pas conscience. Soit parce que les croyances associées à ces schémas lui semblent tellement naturelles et évidentes qu'elles ne sont pas remarquées, soit parce qu'elle adopte des réactions d'évitement ou de contre-attaque. Toutefois, ces schémas déterminent l'interprétation des situations que la personne vit, c'est-à-dire ce qu'elle se dit au sujet de ces situations. Ces interprétations sont des pensées observables donc plus facilement accessibles à la conscience. Elles sont communément appelées "*pensées automatiques*". Par exemples: qu'est-ce que les gens vont dire? Il faut que

tout soit fait à temps. Comment osent-ils me traiter ainsi? Il se désintéresse de moi. Je ne suis pas capable de rester seule, etc. Les pensées automatiques manquent souvent de pertinence. Elles sont logiques par rapport aux croyances sous-jacentes, mais elles sont souvent mal ajustées à la situation vécue.

Lorsqu'activés, les schémas inadaptés provoquent des émotions intenses qui mènent fréquemment, directement ou indirectement, à divers problèmes psychologiques souvent associés aux troubles de la personnalité, tels la dépression, l'anxiété, la panique, la solitude, les relations destructrices, l'abus d'alcool, de drogues, de nourriture et des désordres psychosomatiques.

La thérapie d'acceptation et d'engagement (A.C.T.) suggère que des stratégies centrées sur l*e contact, avec le moment présent* et *l'acceptation de ce qui est éprouvé, pensé et ressenti,* peuvent utilement compléter les approches, visant plus directement des modifications cognitives et comportementales. Ce n'est qu'en acceptant ce que nous ne pouvons pas changer, que nous réussissons à dégager les ressources nécessaires pour agir là où c'est possible, afin d'orienter notre vie dans le sens des valeurs, qui nous sont chères. On peut nous apprendre à donner à nos pensées et à nos émotions douloureuses la place qui leur revient, car les efforts pour éviter la souffrance, inévitablement liée à la condition humaine, jouent un rôle de premier plan, dans le développement et le maintien d'un large spectre de psychopathologies. Un problème majeur des troubles psychologiques, c'est la persistance de comportements inefficaces et contreproductifs. En dépit de leurs conséquences, ces comportements persistent. Lorsque j'agis en fonction de mes pensées, comme si elles avaient toujours raison (fusion cognitive), je ne suis plus en contact avec les conséquences de mes actions (insensibilité). Nous avons tendance à éviter toujours davantage d'événements, qui ont acquis la fonction de déclencher des émotions douloureuses. L'insensibilité aux conséquences créée par le langage nous conduit à persister dans ces évitements, en dépit de leur inefficacité. Une perte de flexibilité en résulte, qui à son tour va restreindre le champ de nos possibilités d'action. Le problème n'est pas le langage, mais le langage sans discernement, l'insensibilité totale et inappropriée à l'environnement. Le principe de **la défusion** consiste à *redonner au langage sa place de convention arbitraire*… :

- afin de percevoir qu'il ne reflète pas nécessairement la réalité (les pensées ne sont pas les événements eux-mêmes et ce qu'elles disent n'est pas toujours pertinent),
- afin de ne plus agir uniquement en fonction du langage.

A partir d'exercices expérientiels, on peut :

- Apprendre à agir indépendamment du langage, (ré) apprendre à ne plus se servir uniquement du langage pour appréhender le monde,

- Porter son attention sur ses émotions, puis ses pensées, puis ses sensations corporelles, ses souvenirs...
- « Délittéraliser » le langage (lui faire perdre sa valeur symbolique),
- Employer des métaphores.

Aussi, le but premier d'une thérapie comportementale et cognitive (T.C.C.) est moins la réduction des symptômes que **l'augmentation de la flexibilité psychologique, afin de favoriser l'engagement dans des actions**.

Il s'agit pour chacun des participants de :
- faire l'expérience du contact avec leurs expériences privées (pensées, images, sensations physiques) dans le moment présent,
- d'apprendre la discrimination entre ce qui appartient au registre des réactions automatiques, programmées par les expériences passées, et ce qui participe des valeurs propres à orienter l'action au service d'une vie pleinement réalisée.

Une thérapie comportementale et cognitive, vise à enseigner une nouvelle manière de vivre avec les souffrances et les souvenirs difficiles. Elle désamorce l'influence parfois excessive des émotions et du langage sur nos actions, en nous invitant à ne pas croire tout ce que nous pensons. En d'autres termes, il s'agit d'apprendre non pas à éradiquer ou à lutter contre nos pensées, mais à les accueillir pour avancer en direction de ce qui serait vraiment important pour nous. Réfléchir à ses valeurs modifie le stress aux niveaux psychologique et physiologique (diminution du taux de cortisol en situation de stress).

Notre démarche de *recherche-Action-Formation-Action-Développement* n'a pas une mission thérapeutique, même si elle peut être exposée à des pathologies éventuelles et susciter des effets thérapeutiques. Le dispositif envisagé n'est pas adapté aux soins psychiatriques. La parole prise par les personnes n'est pas privée, mais socialisée. Pour autant, notre intervention s'apparente assez à une **posture clinicienne**, qui nous amène à *transporter les ressources de la psychologie expérimentale auprès des citoyens, à utiliser des techniques d'observation des interactions dans les groupes et à chercher à comprendre les pulsions et défenses des personnes*. Il s'agit de *relever aussi fidèlement que possible les manières d'être et de réagir d'un être humain concret, complet, aux prises avec une situation complexe, chercher à en établir le sens, déceler les conflits qui la motivent et les démarches qui tendent à résoudre ces conflits.*

Aussi nous n'aborderons pas précisément « *les schémas de soi* », sous l'emprise émotionnelle, mais plutôt *les attitudes faisant intervenir la conscience.* On peut

présenter *une attitude* comme *une tendance ou une prédisposition de l'individu à évaluer d'une certaine manière un objet ou le symbole de cet objet*, la notion d'objet étant prise au sens large. La notion d'« **attitude** » est « *un état cognitif, affectif et conatif associé à la préparation et/ou l'accompagnement et/ ou aux conséquences d'une action, et exerçant une influence dynamique sur le comportement de l'individu vis-à-vis de tous les objets et de toutes les situations qui s'y rapportent ».* Face aux exigences de transformation des pratiques de mobilité, nous souhaitons *favoriser le passage d'attitudes défensives ou d'évitement à des attitudes variées pro-actives.* Nous faisons donc aussi nôtre, l'objectif d'essayer de contribuer à **l'augmentation de la flexibilité psychologique** des participants, **afin de favoriser leur engagement dans des actions.**

« Attitude » et « action » sont deux processus différents l'un de l'autre. Ainsi, un sujet peut mener une action, sans développer une attitude qui l'approuve et souhaite la promouvoir. Il peut avoir une attitude favorable à une action et ne pas passer à l'acte, et inversement. Contrairement aux observations directes des comportements par un expérimentateur, les réponses auto-rapportées illustrent l'effort des individus pour donner une « bonne impression ». Peut-être les individus veulent-ils se présenter comme des êtres plus cohérents, qu'ils ne sont en fait. Autre problème : une attitude générale, par exemple soucieuse de l'environnement, prédit difficilement un comportement particulier, comme utiliser les transports publics ou le vélo, à la place de la voiture (Fiske, 2008, p.302). En d'autres termes, on pourrait dire que l'attitude est plus ou moins en phase avec les comportements corporels et sociaux. Mais *quel est l'intérêt d'étudier les attitudes,* si un comportement ne permet pas de déterminer exactement une attitude, ni une attitude de prédire précisément un comportement ?

Notons toutefois que des comportements peuvent prédire des attitudes à venir, ce seraient ceux qui sont perçus comme non-problématiques (peu coûteux, attitudinaux, ou motivationnels), n'entraînant pas de *dissonance* (par exemple signer une pétition pour une cause à laquelle on adhère). Dans le cas d'une dissonance cognitive, plusieurs facteurs peuvent être propices à un changement d'attitude : la non-coercition, le non-anonymat, l'importance à rendre saillante les conséquences de l'acte et son caractère public (kiesler, 1971).

L'attitude chez icek **Ajzen** et martin **fishbein** (1977), correspond à l'*évaluation favorable ou défavorable d'un objet donné par un individu.* L'attitude sera alors fonction des croyances à propos des conséquences de son acte, et de la valeur accordée au résultat attendu. Selon « *la théorie de l'action raisonnée* » (T.A.R.), la *relation attitude-comportement* passerait par la formulation d'*une intention comportementale*. Ce n'est que si cette intention comportementale est présente que

l'attitude influencera le comportement. *L'attitude n'affecte donc le comportement que de manière indirecte par l'entremise de son influence sur l'intention.* L'intention comportementale se situerait à un niveau intermédiaire entre les comportements effectifs et les attitudes et refléteraient les facteurs motivationnels, qui conduisent à l'action. Cette théorie considère l'intention d'adopter ou non un comportement, comme le déterminant immédiat de ce comportement. L'intention est-elle-même déterminée par deux éléments importants : l'attitude vis-à-vis du comportement et les normes subjectives ou les pressions sociales. Par conséquent *si l'attitude et les normes subjectives sont favorables à la réalisation du comportement, alors l'intention de réaliser le comportement sera forte et l'action aura de fortes chances d'être réalisée par la suite.*

« *La théorie du comportement planifié* » (T.C.P.) est une extension de « *la théorie de l'action raisonnée* ». **Ajzen** (1991) y ajoute un élément supplémentaire : *le contrôle perçu sur le comportement*. La notion de contrôle comportemental perçu désigne *la perception de la facilité ou de la difficulté de réaliser le comportement en question.* Cette perception reflète l'expérience passée de l'individu avec ce type de comportement, ainsi que *les obstacles anticipés*. Lorsque l'attitude de la personne et les normes subjectives seront favorables à la réalisation du comportement, l'intention de le réaliser sera forte. Si le contrôle perçu est également positif, la personne pensant qu'elle ne rencontrera pas de difficultés importantes quant à l'exécution de l'acte, l'intention comportementale augmentera d'autant (Delouvée, 2010, pp.69, 70).

Le comportement humain, pour être effectif, doit par conséquent être décidé/planifié, d'où le nom de *théorie du comportement planifié*. De plus pour être décidé, trois types de facteurs sont nécessaires :

- des jugements sur *la désirablité du comportement et de ses conséquences* (attitudes par rapport au comportement),
- des considérations sur *l'influence et l'opinion des proches sur le comportement* (les normes sociales),
- des croyances sur *la capacité du sujet à réussir le comportement* (auto-efficacité).

Par exemple, pour amorcer un changement comportemental, on étudiera successivement :

- l'attitude vis-à-vis du problème,
- l'influence des proches et la situation du contexte,
- le sentiment d'auto-efficacité (« si je veux, je suis capable de changer»),
- l'intention de changer.

Quant aux attitudes qui prédisent le mieux le comportement, ce seraient celles où la personne fait preuve de *conviction, de stabilité, de cohérence, à proximité d'une expérience directe.* Les attitudes vis-à-vis des **normes sociales**, notamment dans les cultures valorisant la vie communautaire ou collective, peuvent éclairer sur le comportement futur d'une personne. Par ailleurs, certaines personnes montrent plus que d'autres une cohérence entre attitudes et comportements, en fonction de leur **contrôle de soi**. Ceux qui ont un fort contrôle de soi seraient sensibles aux exigences de la situation, tandis que ceux qui auraient un faible contrôle de soi, seraient plus enclins à suivre leur soi intérieur, pour guider leur comportement. Autre différence individuelle, ceux qui ont de grands **besoins cognitifs** montreraient une très forte corrélation attitude-comportement, ce qui ne seraient pas le cas de ceux qui manifesteraient un besoin cognitif modéré (Fiske, ibid, p.307).

La force des attitudes est manifeste, lorsqu'elles sont durables, persistantes, résistantes, quand elles ont un impact sur le traitement de l'information et sur le comportement. Au moment d'évaluer un objet, une attitude pré-formée, stockée en mémoire et consultable à volonté envers des objets couramment rencontrés, biaiserait le traitement de l'information. Une telle attitude, hautement accessible, oriente et pilote automatiquement nos jugements et nos comportements, à moins que nous ayons l'opportunité cognitive et temporelle, ainsi que la motivation nécessaire pour nous engager dans une analyse détaillée de l'objet de la situation. En l'absence d'opportunité et de motivation, *l'attitude, une fois activée, sert de point d'ancrage* : *toutes les informations nouvelles, caractéristiques du contexte, de l'objet, sont filtrées et ajustées en fonction de l'attitude.* Ce mécanisme d'ancrage-ajustement (wilson, Lindsey, Schooler, 2000) permet de comprendre comment l'attitude se maintient à travers le temps et pourquoi une consistance évaluative peut être attendue entre deux mesures attitudinales ou entre une attitude et un comportement effectif. A l'inverse une attitude faiblement accessible ancre et biaise difficilement le traitement de l'information en son sens. Les informations nouvelles sont ainsi plus prises en compte et ont en plus de poids (Dubois, 2005, p.125). D'après susan **Fiske** (2008, p.202), les situations sont variables, quelquefois, nous pouvons rester sur « *pilote automatique* », et parfois nous avons besoin de *piloter par nous-mêmes*. Les degrés d'automaticité et de contrôle dépendent des buts de l'interaction sociale, ce qui montre qu'effectivement *la pensée sert l'action.*

Tom **Wilson** (2000) envisage la possibilité d'une *cohabitation en mémoire entre deux attitudes de valence différente (positive et négative) : l'une implicite, l'autre explicite.* L'attitude implicite est activée automatiquement à la simple vue de l'objet et influence les réponses implicites, c'est-à-dire non-contrôlées, comme des comportements non-verbaux. Elle serait beaucoup plus difficile à modifier du fait de son caractère automatique et habituel. Cette attitude est le vestige d'une ancienne

attitude, qui a perdu son caractère dominant au profit d'une nouvelle attitude récemment formée : l'attitude explicite. Cette dernière est dorénavant la nouvelle attitude utilisée pour évaluer l'objet. Elle fournit des réponses contrôlées, mais elle n'est pas encore assez bien stabilisée en mémoire, pour être activée automatiquement. Il serait possible que la nouvelle attitude, formée par l'expérience n'effacerait pas l'ancienne attitude, elle deviendrait simplement la nouvelle réponse dominante. Même lorsque l'attitude explicite est retrouvée en mémoire, l'attitude implicite continuerait d'influencer les réponses de la personne (Dubois, ibid, pp.147, 151). *Le contrôle cognitif* vise généralement à exploiter au mieux les possibilités d'action offertes par l'environnement, pour atteindre les buts visés, *au moindre coût*, c'est-à-dire *avec le moins d'efforts possibles*, *avec les actions les moins longues à réaliser, les plus automatisées et qui demandent le moins d'effort physique*.

En l'absence d'une attitude préformée, l'attitude est *construite en fonction des situations*, des interactions, à partir des informations saillantes. Elle suppose la catégorisation d'un objet sur une échelle évaluative, à partir d'informations comportementales, affectives et/ou cognitives. Il n'y aurait que rarement une attitude stéréotypée, unique envers un objet, mais plutôt, *un certain nombre d'attitudes disponibles, dépendant d'une pluralité de schémas, pour aborder et penser l'objet.* L'attitude est selon *l'approche constructiviste,* **un processus évaluatif**, *avec des prises de position variables, malléables, contingentes, provisoires.* Nous produisons des jugements épisodiques et contextualisés, reconstruits à chaque fois que nous avons besoin de fournir une réponse évaluative. Un nouveau jugement, produit par un engagement et un message persuasif, peut se montrer instable et ne pas effacer l'ancien. Il n'est donc pas assuré qu'il soit durable. L'expression du jugement peut entraîner l'établissement d'un lien entre des informations temporairement accessibles, susceptible de se maintenir à plus ou moins long terme, mais aussi disparaître dans un autre contexte (Dubois, ibid, pp.128, 147).

Ainsi, *l'attitude témoignerait surtout au niveau cognitif et social, de la flexibilité ou de la rigidité d'une personne par rapport à une modification du comportement.* Le changement de comportement « *dégèle* » une situation et rend abordable les problèmes de mobilité par l'expérimentation, pouvant amener, une prise de conscience, générative ou non de nouvelles attitudes, suite à l'évaluation des actions menées. *Le changement des attitudes peut favoriser l'exploration de nouvelles façons de se déplacer,* même si les comportements nouveaux peuvent ne pas suivre, par exemple faute d'intention comportementale ou d'offre de moyens disponibles de transports alternatifs à l'automobile, ou pour des tas d'autres raisons.

Dans le cadre du *dispositif « j'y vais autrement* », l'enquête sur les comportements et les attitudes a permis d'interroger les expérimentations menées et les

représentations cognitives et sociales de l'acteur, d'observer comment il aborde les changements environnementaux, économiques et sociaux et fournit des pistes pour qu'il puisse *s'auto-piloter*, ou que l'on soit en mesure de l'accompagner, le conseiller, répondre à ses demandes, catalyser des projets. *Si nous avons posé l'injonction d'expérimenter des formes variées de mobilité et mis en place des actes préparatoires d'engagement, nous n'avons pas cherché à induire des attitudes conscientes particulières, mais observé dans le groupe local, leurs apparitions, leurs effets sur les participants et sur le groupe lui-même.*

Un changement de comportement n'implique pas un changement d'attitude, mais peut y contribuer, si le contexte s'y prête et si la personne l'approuve librement. De même, un changement d'attitude ne rend pas un comportement associé inéluctable, mais propice et favorable, si un certain nombre de conditions est rassemblé. Le comportement est à la fois fonction des attitudes, des normes, des habitudes, des attentes de renforcement, des situations particulières et des évènements inattendus. L'approche cognitive du changement des attitudes, met l'accent sur les processus de pensée des acteurs et particulièrement sur leur *besoin de cohérence cognitive*.

Les 7 catégories d'attitudes, que nous nous proposons de vous exposer, ont été construites par **« abduction** », sur une base empirique, après observation des volontaires, dans **les** « **groupes de parole** » locaux. Elles ont été à la fois induites par des attitudes saillantes, prises par ces personnes et référées de façon **trans-disciplinaire** à plusieurs théories de la psychologie sociale, de l'économie et de l'épistémologie, qui nous ont fourni la « **boîte à outils conceptuels** », pour décrire et transcrire les attitudes.

Les attitudes se manifestent autour de certains problèmes rencontrés de mobilité :

- des incidents, des pannes ou accidents automobiles auxquelles les volontaires ont assisté ou participé,
- des embouteillages, des retards par rapport aux rendez-vous, aux horaires de travail, d'école...
- des retards de train, des attentes sur les quais, des problèmes de correspondance...
- des problèmes de relation entre les passagers dans les bus, les trams, les trains.
- des incidents en bicyclette, des problèmes relationnels avec les routiers, les automobilistes, les conducteurs de bus, les piétons, les autres cyclistes...
- des situations de co-voiturage, qui posent les questions du partage de l'espace d'une automobile personnelle, de la rencontre entre des personnes parfois de milieu différent, de la confiance par rapport au conducteur...

5.1. Les dissonances cognitives

Exemple issu de notre enquête :

« Mon automobile à essence me coûte cher à l'achat, à la pompe, avec les frais de parkings, les réparations, l'assurance, les contraventions... Je suis stressé quand je conduis... je suis souvent seul en voiture... Mais je n'ai pas l'habitude des autres moyens de transport. Je n'ose pas proposer du co-voiturage. Je ne sais pas s'il y a des initiatives locales concernant l'altermobilité. Tout cela me semble compliqué et je ne trouve pas le temps pour m'en occuper... »

En musique, une **dissonance** (antonyme de consonance) désigne la discordance d'un ensemble de sons - accord ou intervalle - produisant une impression d'instabilité et de tension, et nécessitant une résolution. L'impression de dissonance varie selon le système musical adopté, le courant culturel, l'époque, les individus, etc.



3 : Source : http://static.commentcamarche.net

« *La dissonance cognitive* » est un concept de psychosociologie élaboré par leon **Festinger** en 1957 dans son livre "L'échec d'une prophétie ». Selon cette théorie, *l'individu en présence de cognitions : connaissances, opinions ou croyances sur l'environnement, sur soi ou sur son propre comportement, incompatibles entre elles, éprouve un état de tension désagréable, d'inconfort, voire de douleur, c'est l'état de « dissonance cognitive », qui le pousse à « réduire la dissonance », c'est-à-dire à modifier le contenu cognitif jusqu'à ce que la contradiction disparaisse.*

En état de dissonance cognitive, **les pensées automatiques**, qui nous viennent alors spontanément à l'esprit, sont des interprétations des expériences vécues. Elles sont les paroles spontanées que l'on se dit à soi-même sur ce que l'on vit. Ce sont des pensées observables, que l'on peut saisir au vol, mais qui passent souvent inaperçues. Dans des états d'anxiété, de dépression ou de colère..., les pensées automatiques deviennent moins pertinentes et contribuent à maintenir ces états émotifs et à les amplifier. Ce sont souvent moins les choses elles-mêmes, qui nous inquiètent, que l'opinion que nous en faisons. La personne anxieuse a tendance à imaginer le pire, plutôt qu'à anticiper le plus probable. Ce qui amplifie l'anxiété et fait voir les choses pire encore. La personne déprimée a tendance à s'évaluer elle-même, ainsi que son environnement et l'avenir de façon plus négative et pessimiste.

Elle se perçoit souvent comme inapte, incapable, indésirable ou indigne. Elle peut percevoir le monde extérieur comme hostile, exigeant ou plein d'obstacles insurmontables et croire que le futur ne réserve que déceptions et difficultés. Ces pensées la déprime encore davantage. La personne en colère a tendance à ne considérer que les éléments, qui alimentent la colère, plutôt que de tenir compte aussi des éléments qui aideraient à faire une meilleure part des choses.

Une des caractéristiques de la dynamique des attitudes est *la recherche de la cohérence*. Il est difficile pour une personne de tolérer sa propre incohérence, lorsqu'elle devient consciente. Pour éviter ou éliminer la gêne qui en résulte, l'individu a plusieurs modes d'action à sa disposition. *La dissonance devient une source d'activité.* Dans ces situations, il a tendance à ne retenir que des notions en accord avec *son rapport de consonance* : soit en valorisant l'un des termes de l'alternative auquel il est amenée à adhérer, soit en dévalorisant l'autre terme. Il est tout d'abord doté d'une forme d'*automatisme*, qui tend à ne laisser percevoir, parmi les informations auxquelles il est exposé, que celles qui sont en accord avec les attitudes pré-existantes. C'est le phénomène de *la perception sélective*. Un second type de réaction est celui de *la rationalisation*, où l'individu essaie de se convaincre de la cohérence de ses positions, en les considérant comme des *choix personnels,* dictés par une attitude rationnelle, déductive, logique..., ce qui est souvent le résultat de *concours de circonstances*. La manifestation extrême ou pathologique de la rationalisation, est *le délire compensatoire*. Cela lui permet provisoirement de diminuer la tension psychique et les émotions associées. Tant que le choix reste instable et qu'il peut être remis en cause par le contexte situationnel et des interactions avec le milieu environnant, la dissonance peut ressurgir. D'après charles **Peirce**, **la croyance** est *une habitude mentale liée à une règle d'action, c'est-à-dire à une habitude, qui guide l'action,* mais qui est confrontée au *doute*, jusqu'à ce qu'elle entre en crise et suscite la recherche d'une nouvelle formulation plus satisfaisante. Différentes attitudes peuvent alors surgir.

5.2. Les attitudes conservatrices

Exemples issus de notre enquête :

Violette se présente comme l'anti-thèse de l'écolo : « toujours en voiture ! ». L'expérience du T.E.R l'a confortée à continuer à utiliser la voiture. « La gare est sinistre et glauque. L'inter-modalité est trop compliquée ». Certes, depuis qu'elle a déménagé, elle pourrait prendre le train, mais voilà !...

Patrice n'a pas pu remplir le carnet de bord, car par obligation, il n'a pris que la voiture, tellement pratique ! Il ne prendra pas le tramway, car à cette époque, il sera

à la retraite. Mais peut-être aura-t-il du « temps à perdre » (dans le tramway)...

Les volontaires n'ont pas pour la grande majorité d'entre eux, manifesté d'attitudes extrêmes. Ils ne sont pas hostiles radicalement au changement, mais beaucoup expriment des **résistances** à certains changements, qui leur demanderaient des efforts jugés trop importants ou n'apportant pas suffisamment d'avantages pour compenser les inconvénients.

« J'identifie mes besoins d'une autre façon. Malheureusement je ne suis pas tout-à-fait prête à changer mes habitudes de vie ».

« J'ai pris conscience que la question de l'automobilité est préoccupante dans la société, mais en ce qui me concerne, rien n'a changé... »;

« L'expérimentation d'autres moyens de mobilité rajoutent une donnée à prendre en compte, dans une organisation déjà compliquée ».



4 : Le chêne et le Roseau (Fable de Jean de La Fontaine) : Source : http://caritatelibertas.typepad.fr

Chez l'être humain, les processus cognitifs et sociaux, les idées, les impressions ont tendance à persister et sont lents à se modifier. C'est un phénomène psychologique relativement courant, appelé aussi résistance (ou aversion) au changement, ou immobilisme, consistant à désirer et à tenter d'obtenir, par diverses formes de comportements d'opposition ou de préservation, le maintien du statu quo, par aversion à l'incertitude. **Les résistances au changement** traduisent un besoin de repères, que l'importation rapide d'une nouvelle façon de vivre et d'agir, non comprise par les sujets, risque de brouiller. Le « biais de statu quo » manifeste une résistance au changement, une attitude mentale qui fait apparaître quelque nouveauté, comme apportant plus de risques que d'avantages possibles. On parle aussi d'aversion à l'incertitude, qui est une forme d'aversion au risque se traduisant par la crainte, assez répandue, qu'en cas d'incertitude, situation pourtant très fréquente dans la vie et dans la société, comme d'ailleurs dans tout système dynamique, il y ait plus à perdre qu'à gagner. **Le conservatisme** définit donc une personne qui a tendance à éviter le changement. C'est l'opinion ou l'état d'esprit de ceux qui refusent les innovations politiques, sociales et même techniques. On peut s'imperméabiliser contre la persuasion, en apprenant les arguments qui lui sont

opposés. **Le sentiment d'obsolescence**, qu'on peut éprouver au moment de la transition du milieu de la vie, tend à se préciser dans la seconde phase de la vie, alors que l'impression d'être dépassé par les événements, et surtout par les jeunes, s'impose avec plus de force. Ce sentiment ébranle *l'estime de soi* et peut avoir à la longue un effet destructeur. Il faut donc le reconnaître en soi et prendre les mesures nécessaires. Le phénomène de l'obsolescence prend de nos jours, dans le monde de l'action, des proportions d'autant plus grandes, que le processus d'accélération dans lequel on se trouve entraîné, peut facilement donner l'impression, qu'on est dépassé par les technologies nouvelles. Nous assistons aujourd'hui à un véritable déferlement d'innovations au plan technologique, ce qui a pour effet de démoder non seulement les produits, mais aussi les outils de production et les procédés, de même que, sur le plan du savoir, la formation de base. **Une réaction conservatrice** désigne la politique prônant et mettant en œuvre un retour à une situation passée réelle ou fictive, révoquant une série de changements sociaux, moraux, économique, techniques et politiques. Un partisan d'une telle réaction est nommé « **réactionnaire** ». Progrès et tradition sont relatifs à une époque. Ceux qui s'opposaient aux voitures à moteurs et préféraient les diligences tirées par des chevaux furent traités à leur époque de conservateurs, voire de réactionnaires.

Les mutations techniques pour un développement soutenable font des partisans du « tout automobile » des conservateurs : des **rétro mobiles.** Quelqu'un qui adopterait un mode de transport même doux et propre, mais refuserait de le remettre en cause en fonction des situations, peut manifester des attitudes conservatrices.

L'ultra-conservatisme est une radicalisation du conservatisme confronté à la dissonance cognitive. Face à une situation imprévue, quand aucune réponse traditionnelle ne peut être mise en œuvre, une personne peut avoir recours aux mythes et aux croyances, pour la soulager d'un sentiment inconfortable. La dissonance est un état de malaise, qui peut nous rendre incapables d'agir. Elle laisse nos questions en suspens et en crée de nouvelles encore plus irritantes. Le doute nous pousse à chercher de nouvelles réponses afin d'abolir cet état de malaise. La croyance apparaît alors, comme une façon de se rassurer. On tente ainsi de surmonter l'état de déséquilibre de la dissonance, par la recherche d'une justification nouvelle à la résistance au changement. Il s'agit donc d'un **changement cognitif paradoxal**, puisque qu'il vise à lutter par un **changement radical réactionnaire,** contre un changement, qui apparaît insupportable. **Le** « **néo-conservatisme** », « **la révolution conservatrice** » sont des expressions « **radicales** » d'une « réaction » négative au changement. Un ultra conservateur a tendance à pousser vers l'outrance son refus de changer. « L'automobile-reine » n'a pas perdu tous ses supporters et certaines voix n'hésitent pas à remettre en cause les transports publics, qui coûteraient trop cher à la collectivité, alors que le coût de

l'infrastructure routière leur apparaît ne pas devoir poser problème.

Mais, les justifications d'une automobilité intégrale sont multiples. *La théorie de « l'identification de l'Action »* est une hypothèse, qui nous paraît répondre à certaines situations que l'on nous a rapportées dans les groupes locaux. C'est le fait que les personnes ont tendance à « identifier » leurs actes, afin de « s'identifier eux-mêmes », en s'attribuant ainsi une certaine valeur. Robin **Vallacher** et daniel **Wegner** (1987) ont distingué deux niveaux : haut et bas niveaux de compétence dans l'action. Le bas niveau concerne la dimension pratique et technique et les spécificités de l'action visée, la décomposition de l'acte ne permet pas de donner un sens à l'action. Le haut niveau est franchi, quand la personne maîtrisant le premier niveau, s'intéresse à la compréhension de l'action et aux conséquences qu'elle aura. Une personne aura tendance à choisir l'identification de son action la plus accessible, sur le moment. Quand les deux identifications sont disponibles, la personne préfèrerait généralement l'identification de haut niveau. Par contre si celle-ci paraît difficile à remplir, elle se contenterait du bas niveau. *D'après les expériences menées, plus une tâche est familière, plus le sujet acquiert des automatismes et des habiletés élevées, plus l'identification se fera à un haut niveau. Quelqu'un qui n'aurait pas l'habitude de réaliser une action l'identifiera à un bas niveau.* Ainsi, quelqu'un ayant une grande familiarité avec la conduite automobile aurait tendance à utiliser facilement ce mode de déplacement et à le préférer à des actions, où la personne se sent moins compétente (de bas niveau), comme par exemple utiliser *l'inter-modalité*. Certes, la critique des conséquences coûteuses pour le budget familiale et/ou préjudiciable pour la santé, les nuisances, la dégradation de l'environnement, le réchauffement climatique... peut amener la personne en dissonance, à devoir développer d'autres compétences, elle devra alors rompre avec le chemin de la facilité, et cela apparaît, à travers les témoignages recueillis, souvent fort difficile, mais nous quittons là, l'attitude conservatrice. Acquérir un haut niveau de compétence demande des efforts soutenus, qui peuvent décourager, mais celui-ci atteint, il permet de jouir d'une sorte de rente de situation.

5.3. Les attitudes innovantes pro-actives

Exemples issus de notre enquête :

Catherine et son mari ont acheté un vélo pliant, qu'elle place dans le coffre de sa voiture pour que son mari puisse poursuivre son trajet en vélo.

Thierry fait du tandem avec une personne souffrant de cécité.

Christophe trouve qu'il utilise trop sa voiture. Pour faire des économies à terme, il a

acheté à la place d'une seconde voiture, un vélo hollandais triporteur, avec assistance électrique, pour faire les courses et transporter deux enfants en bas âge.



5 **Abribus en forme de fraise (Source : http://files.fluctuat.net)**

Henri **Laborit** (1974, pp.305, 322) constate que dans notre vie journalière, *les automatismes* peuplent nos comportements. Nous marchons, nous respirons, nous conduisons notre voiture, nous nous comportons en société, de façon presque entièrement automatique. *L'automatisme du langage*, expression de la culture, façonne nos paroles et nos pensées. Si bien qu'une grande part de nos jugements relève d'*automatismes*, qui n'ont de valeur, que dans la mesure où le conformisme permet la survie d'un individu dans une société donnée. *Comme ce n'est plus le cas avec un environnement instable et mouvant, il est nécessaire d'introduire des connaissances nouvellement acquises, dans un esprit autonome et ouvert, car le carcan des automatismes conceptuels, comme la soumission à la dominance hiérarchique et aux autorités académiques, peuvent étouffer l'imaginaire.* Une motivation puissante est capable d'animer cet effort de nouveauté et une organisation ouverte, sur le plan thermodynamique et informationnel, est une condition favorable à ce jaillissement.

Francisco **Varela** (1996, p.38) a observé que c'est dans les moments de *rupture*, autrement dit, quand nous ne sommes plus des experts dans notre micro-monde, que nous réfléchissons et que nous analysons, c'est-à-dire que nous devenons comme des débutants, qui essaient d'être à l'aise devant la tâche, qui les attend. C'est d'après anselm **Strauss** (1992, p.28), *la nécessité permanente de réajuster,* qui introduit l'innovation et la nouveauté dans la vie humaine. Si les attentes étaient toujours comblées, si les situations et les évènements du présent étaient toujours conformes aux prévisions suscitées par les expériences du passé, l'action serait ritualiste, les concepts n'évolueraient pas. De fait l'innovation repose sur des situations ambiguës, confuses et mal définies. *L'ambiguïté provoque et fait découvrir de nouvelles valeurs.*

La créativité décrit *la capacité d'un individu ou d'un groupe à imaginer ou construire et mettre en œuvre un concept neuf, un objet nouveau ou à découvrir une solution*

originale à un problème. C'est la capacité à réaliser une production qui soit à la fois nouvelle et adaptée au contexte dans lequel elle se manifeste. C'est un processus psycho-sociologique par lequel un individu ou un groupe d'individus témoigne d'originalité dans la manière d'associer des choses, des images, des idées, des situations et, par la publication du résultat concret de ce processus, change, modifie ou transforme les objets, les services, les représentations, les attitudes, les comportements... Alors que des personnes réagissent négativement par rapport au changement, d'autres y trouvent une occasion de créer de nouvelles représentations du monde. La créativité et l'apprentissage individuel sont des **processus de sélection.**

Le jeu de la création instaure entre la personne et son environnement *une dynamique d'ouverture à l'expérience et à l'investissement subjectif* (Saint-Jacques, 1992). Le joueur s'engage au niveau de son imaginaire, avec de possibles interactions de son expression avec celui des autres. Il peut être plus ou moins absorbé par son jeu et parfois perdre de vue, pendant un certain temps, le monde empirique qui a suscité chez lui cette attitude. *Les participants à un groupe de créativité, ou à un groupe qui se lance à un moment donné dans ce type d'activité, peut se révéler soucieux d'enrichir le jeu et d'explorer des actions variées, individuelles et/ou collectives, permettant de dépasser ce qu'ils font habituellement.*

Hans **Joas** (1999, pp.136, 154), note que, *dans une perspective pragmatiste, la créativité est ancrée dans l'agir de l'humain,* compris comme un organisme situé au sein d'un environnement naturel et social. Les problèmes pratiques ne surgissent pas seulement quand l'organisme se trouve particulièrement menacé. L'agir est constamment confronté à des obstacles inattendus : certains buts se révèlent inaccessibles, d'autres, poursuivis simultanément, se révèlent incompatibles, d'autres encore sont accessibles, mais contestés par d'autres sujets agissant. *Chaque situation présente, un horizon de possibilités pratiques, et c'est cet horizon qui, dans les moments de crise, doit être re-déployé. Des hypothèses sont avancées : nous jetons de nouvelles passerelles entre nos propres impulsions et les données extérieures.* Toutes ces passerelles ne sont pas solides. Mais si nous parvenons à en établir une, alors, nous avons concrètement *enrichi notre capacité d'action.* La créativité apparaît ainsi comme *une ouverture à de nouvelles façons d'agir*.

L'évolution organique, la pensée créative et l'évolution culturelle se ressemblent, en ce qu'elles sont des **systèmes évolutifs,** comprenant une variation aveugle et une rétention sélective de quelques variantes aux dépens des autres (Campbell, 1960, 1965). *La puissance génératrice de la créativité serait la compétition entre des mèmes réplicateurs* (Blackmore, pp. 379,380, 2006).

L'attitude innovante pro-active est celle d'une personne qui prend positivement en compte les changements de son environnement en explorant les nouveaux rapports au monde, suscitant une production de fictions. **La pro-activité** *décrit une personne prenant en main ses responsabilités, convertissant une menace en opportunité favorable, prévenant un risque (un conflit ou une crise), créant des occasions pour renverser une situation désavantageuse.*

Quelques caractéristiques d'une personnalité innovante :

- l'ouverture d'esprit,
- la tolérance à l'ambiguïté,
- la curiosité,
- une culture variée et syncrétique,
- la persévérance,
- l'individualisme,
- la prise de risque,
- le psychotisme.

Ces traits de personnalité ont été identifiés comme ayant une importance particulière pour la créativité. A noter que **la tolérance à l'ambiguïté** se trouve dans la capacité de gérer le chaos, de pouvoir fonctionner en l'absence de valeurs stables, quand les repères sont flous. Ne demandons jamais à un groupe de créativité de produire « des idées claires ». Demandons leur plutôt de produire « des morceaux d'idées », des bouts d'idées, des fantômes d'idées, des ébauches d'idées, de « vagues idées encore floues ». D'abord parce que personne n'a jamais en tête une idée complètement finalisée, prête à l'usage. Mais surtout parce que l'exigence de proposer des « idées » finies, c'est-à-dire des concepts clairs, obligerait à faire fonctionner son jugement en permanence, à évaluer, à finaliser. Alors que ce qui nous intéresse, c'est au contraire, d'explorer une zone intermédiaire, associé au substrat émotionnel de la vie psychique.

Todd **Lubart** (2003, pp.58, 64) s'est intéressé aux traces émotionnelles et au rôle qu'elles peuvent avoir dans la créativité. Il a élaboré *un « modèle de résonance émotionnelle »* avec trois composantes :

- **les endocepts** (Arieti, 1976, Averill & Nunley, 1992), qui représentent des émotions idiosyncrasiques vécues et liées à des concepts ou à des représentations métaphoriques en mémoire, ces représentations sont individualisées et multidimensionnelles.
- **un mécanisme automatique de résonance**, qui propage comme une vague le profil émotionnel d'un endocept à travers la mémoire et active d'autres endocepts (damasio, 1995),
- **un seuil de détection de résonance**, qui détermine si un endocept activé par résonance, ainsi que la métaphore ou le concept auquel il est lié, peut entrer

dans la mémoire de travail. Une fois détectée, *la résonance* permet l'établissement d'une association entre des concepts émotionnels proches, qui par ailleurs peuvent être cognitivement distants.

Le brainstorming («tempête d'idées» ou «remue-méninges») est une technique de créativité, qui accélère la production d'idées d'un individu ou d'un groupe. Le « **groupe ressource** » peut aider la personne à différentes étapes d'un projet. Le groupe ressource intervient dans la bulle "produire des solutions", mais il peut aussi participer à « la collecte de données » et à « la formulation de l'objectif », ou bien apporter sa contribution au moment de « la préparation à l'action ». Tout au long du processus, le groupe ressource peut varier, en taille et en types de participants (équipe projet, extension du groupe, groupe ressource "externe", etc.). L'application du brainstorming vise à trouver le maximum d'idées originales dans le minimum de temps, grâce au jugement différé. Cela permet de nous empêcher de bloquer le flux de nos idées ou de rejeter les idées des autres en situation de groupe. Il s'agit d'énoncer une grande quantité d'idées, en suspendant son jugement dans un premier temps, puis les évaluer dans un second temps. D'abord l'inspiration avec *la large récolte*, puis l'expiration avec *le filtrage,* pour garder ce qui est bénéfique (Wolfe, 2007). C'est ce qu'on appelle en d'autres termes, la divergence et la convergence. Les deux temps de la recherche d'idées, correspondent à deux modes de pensée à savoir, la pensée créative ou pensée divergente, et la pensée critique ou pensée convergente (Osborn, 1965). **La pensée divergente** manifeste la capacité des personnes à générer un grand nombre de réponses alternatives à un problème. Le processus de pensée divergente permet de produire avec fluidité et flexibilité plusieurs idées différentes et originales (Guilford, 1950). La pensée " divergente " est une stratégie pour résoudre des problèmes auxquels la pensée " convergente ", logique, n'a pas trouvé de solutions. L'étape de la **pensée convergente** représente un temps de sélection des idées. Utiliser la pensée convergente dans un deuxième temps, permet de :

- Trouver plus d'idées susceptibles de fournir de meilleures options,
- Prendre plus de temps pour transformer les idées en solutions afin de respecter les différents critères,
- Fournir des solutions nouvelles, réalistes, réalisables et perfectibles susceptibles de rencontrer les exigences de la situation, du problème ou du client.

La pensée latérale est un ensemble de techniques théorisées par edward de **Bono** (1967), elle se définit par opposition à « *la pensée verticale »*, qui est la pensée « classique », caractérisée par la continuité entre les étapes et la validation pas à pas des hypothèses et de chaque résultat intermédiaire. En *pensée verticale*, une idée dont l'applicabilité n'est pas validée est rejetée et n'est plus considérée dans la suite

du processus. L'invalidation d'une idée en *pensée verticale* se fait classiquement à travers les objections suivantes :

- « ce n'est pas comme ça »,
- « ça ne marche pas »,
- « ce n'est pas une nouvelle idée »,
- « c'est trop cher »,
- « c'est irréaliste »,
- « c'est stupide »...

A contrario, *la « pensée latérale » aide l'innovation,* en considérant que l'imagination d'une solution impossible ou irréaliste, peut servir d'étape à la découverte d'une solution possible, éventuellement innovante. Les étapes potentiellement illogiques servant alors de « *tremplin » vers d'autres idées*, elles-mêmes réalisables ou non, jusqu'à l'obtention d'une solution valide. La pensée latérale consiste ainsi à réaliser des « *sauts discontinus* », éventuellement dans le domaine de l'impossible, souvent illogiques, mais toujours, dans une optique de « *changement* ».

Ces discontinuités peuvent être provoquées de plusieurs manières, par exemple en inversant ou en exagérant le problème, en considérant des solutions pratiques ou des analogies avec des problèmes provenant d'un domaine très différent, ou encore en utilisant des mots aléatoires, comme *stimuli*. Ce phénomène est celui qui intervient dans l'humour, qui implique le *débranchement* d'une structure vers une autre, a priori non liée, mais à posteriori justifiée. Ce débranchement se perçoit par exemple dans les jeux de mots ; le double sens étant le mécanisme qui provoque ce changement de structure (contexte).

Edward de Bono suggère l'utilisation du terme « *po »* avant ces propositions. « P*o »* pouvant se traduire par *Opération de Provocation*. Cette étape évitant les types d'objection mentionnés précédemment. Ces suggestions de provocation peuvent également intervenir de manière involontaire au cours de la recherche d'idées nouvelles.

L'opération de provocation peut se faire des façons suivantes :

- Exagération du problème (po, supprimons tous les panneaux de la route)
- Inversion des objets considérés (po, les piétons devraient pouvoir marcher au milieu de la rue et pas seulement sur les trottoirs),
- Opposition du problème (po, les enfants et les animaux de compagnie devraient jouer dans la rue, sans risquer de se faire écraser par des véhicules)
- Distorsion des faits,
- Détournement de l'usage (po, les vélos devraient avoir des roues carrées),
- L'utopie,

- Technique de l'échappée, qui consiste à s'échapper volontairement de la piste principale,
- Le tirage aléatoire d'un mot du dictionnaire, servant de *stimuli* pour rebondir vers une autre voie de réflexion...

Ce mode de réflexion permet d'imaginer par exemple, la mobilité dans un centre ville ou dans un éco-quartier. Elle peut déboucher sur la conception des « zone trente ou vingt ». Une zone 30 délimite un périmètre urbain dans lequel non seulement la vitesse maximale autorisée est de 30 km/h pour tous les véhicules, mais où les aménagements sont tels, qu'ils favorisent la cohabitation pacifique de tous les usagers.

Autre thème cité : « Les vélos devraient avoir des roues carrées »

Exemples de suggestions et d'éventuelles solutions :
- utiliser des pneus à géométrie et pression variable.
- ces vélos pourraient-ils rouler dans les escaliers ?
- pourquoi ne pas utiliser un seul plan de contact ? Exemple des vélo-neiges.
- les chocs pourraient être amortis par une suspension à évolution programmée, ou évoluant activement, telle la suspension oléopneumatique ou la suspension hydropneumatique.

Nous traversons de la sorte, d'après graham **Wallas,** une démarche intuitive de recherche de solutions ou de réflexion créative avec plusieurs étapes (Wallas, 1926) :
- la préparation **où nous rassemblons l'information traitée sous plusieurs angles et déterminons les critères permettant de sélectionner la meilleure solution,**
- **l'imprégnation**,
- **l'incubation** où nous laissons vagabonder notre esprit,
- **l'eureka**, *l'insight, l'illumination*... qui apporte l'extraordinaire afflux d'idées,
- **l'évaluation** et **la validation,** où nous sélectionnons la meilleure idée, réalisons, testons et améliorons la solution, à la suite de **l'expérimentation**.

On distingue deux types de motivation en rapport avec la créativité : *la motivation extrinsèque et la motivation intrinsèque.* **La motivation extrinsèque** suppose des récompenses (ou des mesures de rétorsions) extérieures, comme par exemple une rémunération financière (salaire, prime...), ou matérielle comme des cadeaux, ou symbolique (une reconnaissance sociale, un prix, un diplôme, un trophée, une médiatisation, un article, une émission...). Les recherches de teresa **Amabile** (1989) ont montré que *la motivation extrinsèque exerçait un effet plus défavorable que propice à la créativité.* Des études auprès de poètes ou de groupes d'enfants,

créateurs d'histoires ont attesté qu'elle n'a pas stimulé particulièrement leur inventivité. *Parfois même, la présence d'une récompense extrinsèque allait jusqu'à supprimer la créativité.* Comment cela se peut-il ? Il est possible que la perspective d'une telle récompense, entraîne les personnes à la recherche de la piste la plus rapide et la plus facile, pour accomplir la tâche. Dans la plupart des cas, cette piste n'est pas la plus intéressante ou la plus novatrice (Lubart, 2003, p.43).

La motivation intrinsèque se réfère à des désirs internes, qui sont satisfaits par l'accomplissement de la tâche. Par exemple, une personne curieuse mènera un travail créatif intense, afin de satisfaire cette tension intrinsèque, liée au désir de connaître et de comprendre. On peut citer le cas de nombreux artistes, pour lesquels peindre, sculpter, composer de la musique... est nécessaire à l'expression de leurs émotions (Stecker, 2000). Teresa Amabile a obtenu des poèmes significativement plus créatifs de la part d'enfants motivés intrinsèquement par rapport à d'autres, qui l'étaient extrinsèquement. Mark **Runco** (1999) a généralisé *cette relation entre motivation intrinsèque et créativité,* en mettant en rapport les états de tension, quelle que soit leur origine (stress, humeur négative ou positive...) avec la production créative. *Son effet est plus robuste que la motivation extrinsèque*.

L'individualisme favorise le « *quant à soi* », la prise de recul par rapport à la pression conformiste du groupe, la découverte de chemins de traverse, de pistes audacieuses. Dans les sociétés communautaires, de castes, de classes..., la source des normes et des valeurs est extérieure à l'individu et réside dans le groupe, dans la société englobante, qui définit, au niveau idéologique, la position et le statut des individus, en assignant par la naissance la place de chacun. *Dans les sociétés démocratiques, la personne ne reconnaît plus aucune autorité supérieure et sacralisée. Elle s'affranchit de toute autorité s'exerçant abusivement sur l'individu telle que l'État ou la Religion. Elle remet en question les sources d'hétéronomie pour chercher par elle-même les solutions, qui lui conviennent le mieux. L'individualisme n'est pas absolu, mais relatif à un contexte d'interaction avec d'autres personnes, dont aucune n'est placée sur un statut de supériorité, exigeant une soumission totale à l'autorité.* Un groupe constitué de personnes possédant chacune un sentiment élevé d'efficacité personnelle, est plus créatif qu'un groupe de personnes conformistes.

Selon albert **Bandura** (2007, p.362) *la créativité constitue l'une des formes les plus élevées de l'expression humaine.* La capacité d'innovation implique largement de restructurer et de synthétiser. Il faut beaucoup de talent cognitif, pour surmonter les façons de penser établies, qui font obstacle à l'exploration des idées originales et à la recherche de nouvelles connaissances. Mais par-dessus tout, la capacité de re-conception nécessite un sentiment inébranlable d'efficacité, pour persévérer dans des projets créateurs, quand ceux-ci exigent un investissement prolongé de temps et

d'énergie, quand le progrès est lent, que le résultat est très incertain et que les créations sont désapprouvées par la société, car trop décalées par rapport à l'époque. *La persévérance* est un trait de personnalité souvent mentionné avec la créativité. Si un enthousiasme excessif mène à la précipitation, s'il est conseillé d'éviter l'obstination, car celle-ci est liée à l'entêtement, *la persévérance est la détermination tenace qui vient à bout des difficultés, qui semblent insurmontables*.

L'ouverture aux nouvelles expériences suppose *un goût pour la nouveauté*, sans en éprouver une anxiété rétive. On a pu constater *une corrélation positive significative entre l'ouverture à des expériences nouvelles et la pensée divergente* (McCrae, 1987). La pensée divergente fouille dans plusieurs directions, invente le maximum de réponses possibles, recherche des solutions nouvelles, des réponses inattendues, parfois risquées. En effet, *la réalité peut être appréhendée à partir de nombreux points de vue*.

Pour le psychologue américain robert **Sternberg**, *la créativité* et **le** « **leadership** » *sont intimement liés*. D'une part, la créativité est une forme de *leadership* et, d'autre part, une des trois composantes du *leadership* est la créativité. Le leadership peut être défini comme *la capacité d'un individu à influencer, à motiver, et à rendre les autres capables de contribuer à l'efficacité et au succès des organisations dont ils sont membres*. Il désigne les comportements, que l'on peut reconnaître à celui qui assure la fonction du leader. Le leadership peut aussi s'appréhender comme la capacité à « *créer un Monde* » auquel les autres veulent appartenir. Cette approche s'appuie sur les travaux des chercheurs luc **Boltanski** et laurent **Thévenot** (1991) sur *la théorie des Mondes*. Le leadership est alors la capacité à diagnostiquer et comprendre le Monde actuel, à concevoir et *incarner* le Monde voulu et enfin à *construire les passerelles,* pour que les autres acteurs rejoignent le Monde voulu. D'après georges **Archier** et hervé **Sérieyx** (1986), le leader ce serait celui qui est capable de déceler le cap dans un ciel sans visibilité et de communiquer sa confiance à tout son équipage, capable d'en obtenir l'adhésion active et intelligente, capable de faire comprendre à tous, combien il est dorénavant nécessaire de relever le défi de l'excellence et de réagir vite, capable d'établir des solidarités actives avec les autres de l'escadrille, pour réussir à faire plus à plusieurs : plus d'informations, plus de progrès, plus d'espace.

Alors que les idées nouvelles sont susceptibles d'amener des récompenses sociales, financières, personnelles, elles vont aussi de pair avec une certaine *prise de risque*. Quand une idée échoue, on peut perdre de l'argent, du temps, mais aussi entacher sa réputation. Nous éprouvons de l'aversion pour le risque, mais la prise de risque varie pour chaque personne, selon la situation. Une personne qui est prêt à prendre un risque financier n'est pas forcément disposée à faire face à un risque social ou

environnemental (Lubart, 2003, pp.36, 37). *Le risque est une notion socialement construite, éminemment variable d'un lieu et d'un temps à l'autre* (Le Breton, 2002, p.22). Il peut devenir une passion, un mode de jouissance. Le refoulement de la peur de la précarité et de la mort, l'illusion de toute puissance, le machisme et la vantardise, la confusion du virtuel et du réel, la prise d'alcool, de stupéfiants..., peuvent résulter d'une « sur-activation hormonale » du « circuit de la récompense » et/ou la provoquer, en nous faisant perdre le sens des réalités. L'équilibre est difficile à trouver entre la sortie des routines, des habitudes formatées de penser, et la prise de risque excessive pour soi et pour les autres. Ainsi *la prise de risque doit-elle être mesurée, appréciée, par rapport à une activité donnée.* S'il est important de libérer l'imagination en allant à l'encontre des idées les plus répandues, il ne faut pas perdre de vue les conséquences économiques, sociales, environnementales de tout projet. Or, la prise en compte des contraintes, non seulement ne démotive guère l'innovateur, mais au contraire, très souvent le stimule. *La créativité, comme toutes les pratiques à risque, suppose que les risques soient soigneusement pris en compte, avec une solide connaissance du milieu, du matériel utilisé, des compétences mobilisées, des capacités des partenaires...* L'individu enclin à prendre des risques dans certaines situations, le refusent dans d'autres, quand il ne supporte pas de ne pas contrôler la situation (Le Breton, ibid, p.41).

Le psychotisme est fréquemment lié à la créativité. Les personnes ayant un score élevé par rapport au trait de psychotisme ont tendance à avoir des troubles cognitifs, qui leur font développer des associations lointaines et parfois étranges. Les schizophrènes ont du mal à ignorer des idées, qui n'ont aucun rapport avec le problème à résoudre. Un niveau élevé de psychotisme peut conduire à une maladie mentale. Mais *ces mêmes associations lointaines, quand elles sont maîtrisées, ouvrent des pistes nouvelles à la pensée créative* (Lubart, ibid, p.38).

5.4. Les attitudes opportunistes

Exemples issus de notre enquête :

Mama a le permis depuis 4 ans, mais elle ne possède pas de voiture, car elle n'en avait pas vraiment besoin à Lyon. Elle prend de temps en temps la voiture de ses parents pour faire les courses. « Acheter une voiture coûte cher ! », elle n'en veut pas pour l'instant.

Valérie est intéressée par les nouvelles formes de motorisation (moteur à huile, à hydrogène, à eau...) et de leurs possibles évolutions dans l'avenir.

Aurélie s'était dite : « Le jour où je serai domiciliée à Dijon, j'irai à vélo ! ». Elle a un

poste à Dijon. Elle est d'accord pour passer à l'acte maintenant !...



6 Surfeur (Source : http://www.bergoiata.org)

Le conformisme suscite une pression normative, par l'attractivité du groupe majoritaire. Les sujets ébranlés dans une croyance ont tendance à renforcer paradoxalement celle-ci : fermer les frontières peut empêcher de nouvelles contradictions d'apparaître et d'ébranler le système orthodoxe, assurant une pérennité au groupe, en respectant sa hiérarchie, ses rituels... On l'associe très souvent au conservatisme, mais il peut orienter la personne de façon conservatrice ou innovatrice, en fonction des rapports de force et d'influence. C'est **une adhésion mimétique** de suivi et d'imitation d'**un leader** et/ ou de la majorité d'un cercle d'opinion. Ce serait pour éviter d'une part le conflit entre deux opinions différentes : l'une exprimée par une personne particulièrement influente ou par la majorité d'un groupe d'appartenance, l'autre exprimée ou représentée mentalement par le sujet en minorité, et éviter d'être rejeté. Pour le psychologue solomon **Asch** (1951), le conformisme correspond à un *suivisme de complaisance*.

Adopter des **attitudes opportunistes** consisteraient à modifier son comportement et à agir selon les circonstances du moment afin de les utiliser au mieux de ses intérêts, afin d'en tirer le meilleur parti, en faisant peu de cas des principes moraux ou doctrinaux. Le terme opportunisme est particulièrement utilisé pour qualifier une *politique de négociation, de compromis et de modération*. Olivier **Wiliamson** (1994) qualifie d'opportuniste, le comportement d'une *partie prenante* à une transaction, qui cherche son seul intérêt personnel et dissimule, voire falsifie les informations données à la tierce partie, pour créer une asymétrie profitable.

L'opportunisme cognitif peut cependant être considéré de façon plus positive. Ce serait dès lors, une tactique de formulation ou de résolution de problèmes, dont l'objectif est de réaliser des économies cognitives conséquentes. Préférant les réformes progressives, elle s'oppose au radicalisme. Elle désigne des changements fréquents de programme ou de position en fonction des rapports de forces. Elle offre une possible ouverture, sans complaisance ni nostalgie, vers des formes de vie inédites. Aux militants intransigeants, qui critiquaient sa modération, léon **Gambetta** répond, le 12 août 1881, en relevant le mot, pour définir une « politique avisée, ne laissant jamais passer l'heure propice, les circonstances favorables mais ne sacrifiant rien, ni au hasard ni à l'esprit de violence ». « C'est », disait-il, « la politique du succès ». L'opportunisme peut ainsi devenir **une méthode** : *elle procède avec prudence, progressivité et pragmatisme.* Elle s'inscrit dans une **stratégie d'adaptation** *à un environnement changeant.* S'il suit un modèle linéaire, le concepteur est confronté à d'importants surcoûts cognitifs. Le concepteur fonctionne « comme *une créature darwinienne* » (Dennett, 1996), il génère une *solution essai*, qu'il explore jusqu'à ce qu'une donnée externe mette en échec la voie suivie. Il peut aussi élargir l'espace des contraintes et adopter une tactique de résolution en largeur, avec une revue systématique et prudente.

Kenneth et mary **Gergen** (1984, pp. 375, 377) ont remarqué que certaines personnes semblent conduire leurs relations de façon efficace, alors que d'autres semblent plus maladroites. Cela pourrait s'expliquer par les variations existant dans les habiletés des gens à *lire les indices des autres*. Les femmes seraient ainsi plus sensibles que les hommes, aux indices corporels et faciaux d'autres personnes. Les gens qui lisent correctement les indices, sont habituellement plus efficaces dans leurs relations interpersonnelles, que ceux qui interprètent mal les indices. Plusieurs critères peuvent intervenir :

- *le fait de prêter attention aux autres en tant que sources d'actions appropriées,*
- *l'habileté à contrôler et à modifier la présentation de soi,*
- *la volonté ou le désir d'ajuster ses propres actions à la situation sociale.*

On dit que les gens, qui se décrivent, comme possédant ces trois habiletés, ont un **degré de monitorage de soi élevé**. Les personnes, dont le monitorage est élevé, jugent les états émotionnels des autres personnes de façon plus pertinente, elles sont plus sensibles aux détails, elles sont plus susceptibles d'engager une conversation avec un étranger. Cependant, les personnes de monitorage de soi élevé, peuvent être confrontées à des problèmes particuliers dans les relations étroites et de longue durée. Elles vont d'une situation à l'autre *à la manière d'un caméléon, adoptant tout déguisement nécessaire pour réussir.* Mais il peut n'exister qu'une faible correspondance entre leurs opinions publiques et les attitudes qu'elles ont en privée. Le fait de se référer à ce qu'elles ont affirmé, n'aide pas beaucoup à

prédire leurs actions. Elles peuvent même apparaître indignes de confiance, peu fiable, ayant un caractère superficiel et instable. Il n'empêche que *les capacités à observer, à écouter, à découvrir les intentions de l'autre et à se synchroniser avec les personnes*, sont fort utiles dans les interactions !

5.5. Les militances

Exemples issus de notre enquête :

Christophe est chauffeur livreur pour « la petite reine ». Il avoue parfois prendre le bus par fainéantise. Sinon, il préfère son vélo, quelque soit le temps. Il n'a pas de voiture, pas de permis. " Si on m'offrait une voiture, je la revendrais, car je ne saurai pas quoi en faire !"

Hervé soutenait la cause du vélo sans en faire, mais depuis cet été, il a acheté son vélo. Il a participé à la mise en place d'un trottibus. Il a une grosse réparation à faire sur sa voiture, il va la faire, puis vendra le véhicule. Il souhaiterait pouvoir être livré pour ses courses et il est intéressé par la location occasionnelle de voiture.



7 **Rassemblement de l'association EVAD (Source EVAD)**

Le militant ressent l'absurdité de l'existence, que l'on nous impose. En "décidant" de militer, il tente d'apporter une solution à l'écart, qui existe entre ses désirs et ce qu'il a réellement la possibilité de vivre. *En militant, l'individu donne du poids à son existence, sa vie retrouve un sens.* Mais ce sens, il ne le trouve pas en lui-même dans la réalité de sa subjectivité, mais dans la soumission à des nécessités extérieures. « *La militance » caractérise l'attitude de celui ou celle qui lutte pour faire triompher ses idées, ses opinions, qui défend activement une cause*. Le militantisme peut désigner un « zèle ardent », dont font preuve certains, en vue de rallier des personnes à une cause. Dans les pays à culture et fonctionnement démocratique, un militant utilise souvent des méthodes non -violentes, encore que certaines actions agressives et contraignantes puissent parfois entrer dans la panoplie du militantisme. Le militantisme nécessite différentes connaissances et aptitudes spécifiques. Au-delà du simple fait de coller une affiche ou de déposer des tracts

dans des boites aux lettres, il s'agit de développer une **rhétorique** et un discours idéologique solide, pour être capable de soutenir un débat avec d'autres militants ou de convaincre des concitoyens moins conscientisés. Cela requiert donc un apprentissage plus ou moins précoce de la chose publique. Les militants sont engagés dans une organisation, un parti, un syndicat, une association, une O.N.G... Les citoyens qui s'engagent sont initiés, cooptés, voire intégrés dès le plus jeune âge dans des organisations idéologiques par des influences familiales, ou bien plus tard, suite au prosélytisme d'un collègue de travail, ou encore lors d'une prise de conscience dans un contexte particulier. L'expression « *savoir militer* » semble en définitive liée au processus, qui amène une personne à s'engager. Une forme de socialisation politique est indispensable à l'acquisition du goût, pour l'engagement et l'idéologie politique. Il existe cependant plusieurs degrés de militantisme, en effet, il convient tout d'abord de différencier le simple adhérent d'un parti politique, du militant irrégulier, à celui qui est plus assidu et actif, à celui enfin qui en a fait son métier et qui a choisi de vivre « de » et « pour » « la cause ». Le « *militantisme éthique* » est aujourd'hui en plein essor, basé sur diverses *solidarités*, spécialisé dans des causes telles que l'antiracisme, l'humanitaire, la défense des droits de l'homme, la lutte contre le sida, la défense de l'environnement, du droit des consommateurs, du développement durable, etc.

Les générations précédentes du militantisme se sentaient partie prenante d'une idéologie et/ou d'une organisation qu'ils défendaient, se considérant comme des éléments organisés permettant de faire avancer le front de la lutte.

On assiste aujourd'hui à l'apparition, chez les nouvelles générations, d'une autre forme de militantisme : le « *militantisme post-it* ». *L'individualisation de la société et le désenchantement idéologique,* poussent de plus en plus de gens à s'engager ponctuellement, pour des causes précises et concrètes. Ces personnes se mobilisent selon leurs besoins et aspirations du moment, mais cette mobilisation ne s'inscrit pas forcément dans la durée. Les nouveaux militants ne s'engagent plus que pour les causes, qui leur tiennent à cœur. Les spécificités idéologiques de chacun émergent, seules les causes correspondant aux idées et convictions personnelles (et non plus à l'idéologie d'un groupe) sont défendues. Participer à un mouvement collectif, suppose participer à un moment de sa vie, à un mouvement associatif ou politique mais également à un simple mouvement de protestation, plus éphémère. Cela suppose de la part de celui qui prend part à ces mouvements, un certain *engagement.*

L'engagement *définit une attitude qui consiste à intervenir dans la vie de la cité, à se sentir concerné par tout ce qui s'y passe. C'est un mode de vie, et une façon de se poser en tant qu'acteur en refusant d'être un spectateur passif.* Les associations ont

une double responsabilité, celle d'être à l'écoute des citoyens, étudier leurs contraintes, connaître leurs revendications et celle de les transmettre aux pouvoirs publics, aux entreprises, à l'opinion publique. Le terme de **plaidoyer** a d'abord été employé par les avocats. Il signifie « parler ou plaider pour le compte d'une autre personne », afin d'obtenir justice, représenter une autre personne, ou encore un élément de l'environnement naturel (exemple : espèce menacée), auprès d'un décideur. Le plaidoyer a toujours pour but d'apporter ou d'empêcher un changement préjudiciable. Organiser une action de plaidoyer, c'est essayer avec et pour le compte des personnes (ou espèces) en difficulté, d'agir sur les causes systémiques de leurs difficultés en cherchant à influencer les décisions des autorités, dont les politiques ou les actions ont un impact sur les conditions de vie des victimes. Le plaidoyer est un engagement de la société civile en vue de déclencher un processus de changement positif en faveur d'un public ciblé.

Il n'est pas nécessaire de renoncer à une pensée autonome, dans un mouvement collectif ; tout d'abord parce que chaque parole peut être écoutée et d'autre part parce que ces mouvements sont si différents et si variés, qu'il est bien rare de ne pas trouver une association ou un mouvement, qui reflète ses valeurs ou ses idéaux. « Le nombre des militants traditionnels a certes diminué, mais *l'engagement n'a pas pour autant disparu,* constate Jacques **Ion** (1997), sociologue chercheur au CNRS. D'après lui, *nous serions passés d'une forme d'engagement militant à un engagement distancié.* **L'engagement militant** est le modèle proposé par l'auteur pour expliquer le monde associatif des années 60. Les groupes étaient alors organisés sur le modèle fédéral. Les personnes adhéraient à des organisations, dont elles étaient déjà proches par le milieu social ou professionnel, ce que l'auteur appelle "appartenances et sociabilités primaires". Ce modèle était marqué par une forte délégation et la logique du nombre y apportait force et légitimité. A l'inverse, dans **le modèle de l'engagement distancié,** les individus sont plus indépendants de leur milieu d'origine. Ils s'impliquent au sein de leurs associations, tout en gardant la maîtrise de leurs engagements. Dans leur action militante, ils valorisent davantage leurs ressources personnelles. Ce mouvement est marqué par une grande "**individuation**". Leurs objectifs sont limités pour une durée déterminée et ils privilégient dans leurs actions une efficacité immédiate. Alors que « le militant total » est tout entier mobilisé dans son combat, que sa personne privée est effacée et ne pourra s'épanouir, qu'après la victoire finale; « **l'esthète individualiste** » n'immole pas son « *souci de soi* » sur l'autel du combat collectif et accorde la priorité à *la réalisation de sa singularité* contre la société (éthique de la distinction et de la transgression) et **le militant « pragmatiste** » *cherche de nouvelles façons d'articuler l'affirmation de soi et l'engagement collectif.*

5.6. Le sentiment d'efficacité personnelle

Exemples issus de notre enquête :

Christophe a un casque avec une visière, cela lui évite d'avoir de l'eau sur ses lunettes, quand il prend son tri-porteur. Il a aussi une capote pour protéger les enfants de la pluie.

Benjamin habitait Dijon dans une rue piétonne et n'avait pas de voiture. Il en louait une, si besoin. Il a déménagé à la campagne et il n'avait toujours pas envie de faire de la voiture. Il a choisi un lieu où il y avait une gare. Il prend le train avec son vélo depuis 5 ans. Son comportement évite au couple de posséder une seconde voiture, pour des raisons économiques et environnementales.



8 **Source : http://www.castrol.com**

Les personnes exprimant *un sentiment d'efficacité personnelle,* adoptent une **pensée positive**, ils cherchent à *développer leur potentialité*, ils combattent la tendance à la dévalorisation de soi, l'anxiété, le pessimisme, ils apprécient les projets en vue d'objectifs clairs, concrets, précis, évaluables. Ils perçoivent leur vie future, sans perdre leur confiance en eux, ils aiment se confronter à des défis, des challenges..., à condition qu'ils soient relativement à leur portée.

Le sentiment d'efficacité personnelle est un concept, développé par le psychologue Albert **Bandura** (2007), qui désigne les croyances d'une personne sur sa capacité d'agir de façon à atteindre certains buts. *Elle s'engage dans l'action, parce qu'elle est sûre de pouvoir influencer son environnement, tant physique que social.* Cet aspect de *la confiance en soi* est une base importante de *la motivation à agir et de la persévérance vers des buts*, car *le niveau d'effort investi est en fonction des résultats attendus. La perception qu'a une personne de ses capacités à exécuter une activité influence, détermine son mode de penser, son niveau de motivation et son*

comportement. En symbolisant ses expériences, elle donne un sens et une continuité à son existence. Elle imagine son futur, se donne des objectifs et anticipe les conséquences des actions qu'elle envisage de mener, pour orienter et motiver ses efforts. Elle est aussi capable d'**auto-réactivité**. Dire qu'elle est *actrice de sa vie,* signifie qu'*elle va contrôler et réguler ses actions*, en fonction des standards personnels enracinés dans son système de valeur. Sa capacité de **réflexivité**, la rend capable d'évaluer son propre fonctionnement cognitif, affectif, comportemental. Elle réfléchit sur son efficacité, la validité de ses pensées et de ses actions, la signification de ses projets et opère des corrections et des ajustements, si nécessaires (Bandura, in Chapelle, 2004, pp.105, 113).

Si les personnes cherchent à éviter les situations et les activités qu'elles perçoivent comme menaçantes, elles s'engagent à exécuter les activités qu'elles se sentent aptes à accomplir.

Une personne qui a *un sentiment d'auto-efficacité élevé* aura tendance, par exemple, à s'engager dans des activités pour améliorer sa situation au niveau de la mobilité. Elle fait preuve de débrouillardise, de ruse, d'acquisition de compétences personnelles... en fonction de son projet et des difficultés rencontrées. Elle est capable d'**auto-évaluation**, c'est-à-dire d'exercer un certain auto-contrôle sur ses pensées, ses sentiments et ses actions, de réguler ses motivations, de déterminer le niveau d'effort à atteindre et « la productivité » (la persistance à maintenir cet effort, tant que les objectifs fixés ne sont pas atteints). Fonctionner de façon compétente suppose que l'on ait à la fois les compétences et les croyances relatives à sa propre efficacité, qui permettent de les utiliser effectivement. Cependant, albert Bandura rapporte que l'on peut très bien avoir peu de compétences, mais avoir un haut niveau de sentiment d'efficacité personnelle, ce qui peut amener la personne à acquérir en cours de projet, les compétences, qui lui font défaut. La perception d'efficacité est donc un meilleur indicateur de performance, que les seules compétences.

Face à une série d'échecs, une personne adoptant cette attitude confiante en ses ressources personnelles, ne sera pas découragée et persistera jusqu'au succès, en particulier en intensifiant ses efforts. Pour autant, le sentiment d'efficacité personnelle n'assure pas nécessairement la réussite, mais le déficit de ce sentiment confronte souvent à l'échec. Il permet d'anticiper les résultats d'un projet. La personne se fixe des buts qu'elle pense être plus ou moins à sa portée et envisage les moyens (stratégie, compétences à mobiliser), pour atteindre ses buts. Ceux-ci influencent la motivation et la performance, parce qu'ils l'aident à procéder à des auto-évaluations, et la personne se motive en réduisant l'écart qui la sépare des buts, mais aussi en créant de nouveaux écarts. Pour acquérir un sentiment

d'efficacité résilient, il faut avoir surmonté des obstacles par des efforts persévérants. **La résilience** s'acquiert également *en apprenant comment transformer les échecs, en sources d'apprentissage.*

Le sentiment d'efficacité est un ensemble dynamique de croyances sur soi, spécifiques à des domaines de performance particuliers, qui interagissent de façon complexe avec d'autres facteurs comportementaux et contextuels. Ce n'est pas un construit statique mais **auto-régulateur**. Dans la mesure où, le sentiment d'efficacité affecte les objectifs et les choix fixés, la personne a tendance à se diriger vers des activités, qu'elles pensent être capables de réussir, étayée par les expériences antérieures positivement renforcées, ou par l'observation des résultats obtenus par d'autres personnes (**modelage**). *Un sentiment d'efficacité personnelle en **auto-formation** permet d'apprendre et de s'instruire tout au long de la vie* (Ganot, 2002).

5.7. Le sentiment d'efficacité territoriale

Exemples issus de notre enquête :

Michèle souhaitait créer une association de promotion du vélo. Elle l'a créée en 2008. Elle a été élue conseillère municipale depuis l'an passé. Elle oeuvre pour les pistes cyclables et pour apporter plus de sécurité à la circulation en ville.

André estime que chacun doit faire des efforts par rapport à la mobilité. L'individu n'est pas seul à devoir agir, mais les collectivités et les entreprises doivent aussi s'impliquer. Il faut changer les représentations des acteurs. Le temps disponible offert par le train n'est pas assez mis en valeur.



9 **Source : http://mdb94.org**

La théorie sociale cognitive étend sa conception de **l'agentivité humaine** (*être auteur et acteur de sa vie*) à celle d'**agentivité collective.** L'interdépendance

croissante de la vie sociale et économique nécessite l'exercice d'*une agentivité collective locale, régionale, nationale et transnationale,* pour atteindre les changements sociaux désirés. Le rythme de plus en plus rapide des changements informationnels, sociaux et technologiques transforment la nature et ont des impacts considérables sur l'environnement. Ces évolutions rapides modifient la façon dont chacun communique, éduque, travaille, entre en relation avec les autres et conduit ses activités quotidiennes. Vivre dans ce monde de circulation très rapide de l'information transforme le rapport au temps, à l'espace, aux distances, aux frontières, à nous-mêmes et aux autres. Tous ces changements donnent un statut tout à fait prioritaire à *l'agentivité collective humaine* (Bandura, in Chapelle, 2004, p.107).

L'intelligence collective désigne les capacités cognitives d'une collectivité résultant des *interactions multiples entre ses membres*. **L'intelligence distribuée** fait référence à la mise en commun de la capacité de raisonnement de plusieurs individus, afin d'atteindre un but qu'il serait impossible ou plus difficile de résoudre, sans cette coopération. Sous certaines conditions, **la synergie** créée par **la collaboration,** *fait émerger des facultés de représentation, de création et d'apprentissage supérieures à celles des individus isolés.* À partir d'un certain seuil critique de complexité, de nouvelles propriétés peuvent en effet apparaître, dans les systèmes sociaux, elles sont dites **propriétés émergentes**. Ces dernières deviennent observables, lorsqu'elles vont dans le sens d'une organisation nouvelle. Les personnes en prenant conscience du phénomène d'émergence, peuvent en influencer le cours.

L'étude de l'intelligence collective, implique aussi l'étude des limites des interactions, entre membres d'un groupe, limites qui conduisent à des erreurs collectives, parfois catastrophiques. L'intelligence collective peut se voir en effet limitée par des effets de groupe : conformisme, crainte, fermeture, absence de procédure, homogénéité idéologique...

L'intelligence collaborative passe par la mise en œuvre d'outils de recherche et de partage avec la constitution de **communautés de pratique**. Les plates-formes collaboratives peuvent faire appel à différents outils combinés entre eux, au sein d'une entité homogène spécialement conçue. Parmi ces outils ont peut citer les réseaux (internes, intranet, extranet, internet, *peer to peer*...) et les logiciels dédiés au *travail partagé* (traitement de textes, tableurs, *conferencing*, *instant messaging*, chat, blog...), qui permettent à un grand nombre de personnes d'interagir, sur un projet commun. L'utilisation de ces logiciels est généralement renforcée, par la mise en place de systèmes de bases de données, qui optimisent la diffusion des connaissances et le partage des compétences (bibliothèques, annuaires électroniques, moteurs de recherche, listes de diffusion, FAQ, forums, *newsgroups,*

etc.). Enfin, l'intégration de puissants progiciels de gestion de flux (ou *workflow*) rend l'ensemble de la masse d'informations rapidement accessible à chaque participant à la plate-forme. Ces plates-formes d'Intelligence collaboratives s'affranchissent des frontières géographiques et repoussent les limites imposées par le temps.

L'intelligence territoriale suppose une *connaissance des institutions locales, des responsables en poste et des réseaux d'influence (de pouvoir et de contre-pouvoir)*. Elle nécessite **une approche systémique d'un territoire,** par *la mise en réseau de ses acteurs, pour son développement durable.* **Le sentiment d'efficacité territoriale**, adapte le sentiment d'efficacité personnelle, aux responsabilités locales et citoyennes. Il peut se manifester aussi par le militantisme, quand la personne adhère à des conceptions particulières du « Bien » et prône, en lien avec un milieu idéologique - ressource, des valeurs, des arguments et des comportements précis.

Les animateurs locaux, qui ont participé à l'initiative « j'y vais autrement », ont souvent introduit spontanément ou même délibérément, des attitudes révélant un certain *sentiment d'efficacité territoriale*, qui a eu plus ou moins d'écho chez les participants. Quand cette attitude à été questionnée, quand d'autres personnes ont développé aussi ce genre d'attitude, quand des débats stratégiques sont apparus, *le groupe a vu émerger alors une intelligence collective territoriale.* Cela n'était pas programmé dans le déroulement prévu des séances et parfois, le scénario a été différent. Par exemple, des participants ont adopté par eux-mêmes cette attitude en interpellant les autres ; parfois aussi, cette attitude est restée relativement marginale et n'a pu, peut-être faute de temps, prendre davantage d'importance. Ce n'est pas la seule attitude, qui favorise les changements de mobilité, mais elle y contribue grandement.

Dans le domaine socio-politique, le sentiment qu'ont les citoyens de pouvoir provoquer des changements, par une action collective, et leur confiance dans les institutions politiques, détermine le niveau d'activisme social et politique, et la forme qu'il prend. Depuis quelques années, Internet procure aux individus un instrument, libre du contrôle institutionnel et de rapports hiérarchiques.

On pourrait définir **la citoyenneté** par :

- la reconnaissance formelle des droits (civiques, politiques, sociaux et culturels),
- *les règles du jeu démocratique,* qui donnent accès à la municipalité locale, les institutions de L'Etat (en France, les administrations décentralisées, déconcentrées et centralisées et le niveau européen),
- le territoire sur lequel s'exprime la citoyenneté est une identité collective qui lui est associée,

- l'expression des valeurs du juste, touchant le partage des responsabilités collectives au niveau de l'Etat, du marché, des entreprises, de la communauté familiale restreinte ou élargie au voisinage, des associations...

D'après Albert **Bandura** (2007, p.774), les barrières psychologiques crées par les croyances d'impuissance collectives, sont particulièrement pernicieuses, parce qu'elles sont plus décourageantes et affaiblissantes, que les obstacles externes. Les personnes, qui ont *un sentiment d'efficacité collective* refusent que leur vie soit dictée, par des pratiques institutionnelles inadaptées ou nuisibles. Elles mobilisent leurs efforts et leurs ressources, pour surmonter les obstacles extérieurs aux changements qu'elles visent. Même si les résultats sont inférieurs aux aspirations, la victoire réside dans les changements progressifs obtenus. *La réussite de l'efficacité collective territoriale, nécessite des méthodes convaincantes, avec des projets explicites et accessibles, grâce à un effort concerté.* Considérant l'ampleur des problèmes sociaux, économiques, environnementaux et politiques... à résoudre de façon urgente, les personnes peuvent avoir l'impression de disposer de peu de moyens de mener une action efficace, pour secouer l'apathie du public et l'immobilisation apparente réciproque. Notre époque nécessite des initiatives sociales, qui *construisent le sentiment d'efficacité collective* des personnes, pour améliorer leurs conditions de vie et celles des générations futures.

5.8. La découverte par la conscience d'attitudes variées

L'un des apports de « *l'initiative « j'y vais autrement...* », a été de *mettre en contact au niveau local, des personnes, qui ne se connaissaient pas toujours, mais qui avaient un intérêt commun pour la thématique de la mobilité spatiale, et qui cherchaient des solutions, pour sortir de la réponse unique de l'automobile.* Dans le cadre de leur famille, de leur ménage, de leurs amis, du voisinage ou encore des collègues du travail..., chacun est en contact avec des gens, qui présentent des attitudes plus ou moins favorables, par rapport aux changements d'habitudes de mobilité. Toutefois, ces attitudes des milieux proches, sont souvent relativement homogènes, peu variées, parfois même assez stéréotypées. La création d'un groupe local participatif, offre l'opportunité de rencontrer des personnes nouvelles, autour de propositions d'expérimentations et d'évaluations de modes de mobilité pluriels. C'est l'occasion d'échanger et de voir prendre des attitudes originales, par rapport aux problèmes soulevés. Même si chacun ne cherche pas d'emblée à changer son attitude de départ, si souvent il se montre assez fidèle par rapport à elle, il assiste à la présentation d'attitudes différentes par les autres participants, qui l'amène à se situer par rapport à elles, à essayer de comprendre les opinions et les motivations exprimées, à comparer les comportements des autres avec les siens, à observer des changements d'attitudes chez certains... et tout ceci concoure à exercer une forme

d'*apprentissage par modelage* des personnes.

Chaque fois, dans chaque groupe local, nous avons assisté à l'émergence d'attitudes variées par rapport aux expériences de mobilité menées, avec des relations spécifiques entre les différentes attitudes, des confrontations, des imitations, des divergences..., associées aux particularités biographiques des participants et aux interactions entre eux, dans le contexte de la réunion. Nous avons encouragé l'expression des attitudes, sans chercher à les canaliser, afin de *laisser ouvert le jeu des représentations de soi*.

L'interaction entre des attitudes diverses, donne *le sentiment de la liberté, en offrant une palette de choix plus variée, que dans la vie routinière*. *Elle favorise une prise de conscience de la pluralité des attitudes possibles*, par rapport aux problèmes de mobilité, aux avantages et aux inconvénients qu'elles peuvent présenter, elle ouvre des perspectives, pas souvent envisagée au départ, elle enrichit l'expérience humaine des participants et chacun peut en imagination ou en réalité, à travers des *jeux de rôles,* essayer d'adopter une variation dans son attitude, pour voir ce que cela peut produire sur les autres et si cela mérite un investissement plus fort, en vue de recueillir certains résultats. Le groupe devient *un laboratoire d'expression d'attitudes*, qui permet de construire des rôles sociaux, à partir de *jeux d'acteurs*.

Il n'est pas facile d'évaluer les changements de comportements sur le plan de la mobilité. Il faudrait pouvoir observer les personnes dans leur vie quotidienne sur des durées relativement longues. Souvent, on se contente de demander aux personnes, à travers un questionnaire en quoi, elles pensent avoir modifié leurs comportements, ou par comparaison entre deux questionnaires, placés en début ou en fin d'action de formation, on met en valeur des différences. Toutefois, *en ce qui concerne les dissonances, il est plus facile de modifier ses réponses à un questionnaire, que son comportement. Les attitudes par rapport à la mobilité, même si elles n'impliquent pas nécessairement l'adoption d'un comportement précis, sont déjà des comportements sociaux et des actes de paroles, posés publiquement.*

5.9. Le rôle des attitudes dans l'acquisition de compétences

Comment favoriser l'acquisition de compétences en pluri-mobilité ? La compétence est un comportement toujours « *contextualisé* ». On n'est pas compétent, en général, mais dans tel ou tel domaine, et ces domaines se rencontrent dans des contextes particuliers, des cadres spécifiques. La compétence est une propriété personnelle, mais aussi un bien collectif. Être reconnu compétent, ce n'est donc pas seulement pouvoir résoudre personnellement des problèmes. C'est aussi appartenir à un groupe et s'inscrire dans une vie collective. La compétence est aussi une

condition de l'intégration sociale. Autrement dit, on peut chercher à acquérir des compétences pour être efficace, mais aussi pour appartenir et participer à une communauté. La compétence peut se définir comme *un « savoir agir », pour faire face à des problèmes, à une situation donnée. La construction de la compétence est un processus dynamique, qui varie, selon l'adaptabilité de la personne, aux possibilités offertes par l'environnement.* Il est nécessaire de prendre en compte *la dimension contextuelle du pouvoir agir* (Toupin*,* in Ruano-Borbalan, 1999, pp.233, 238). Pierre **Massot** et daniel **Feisthammel** présentent *la compétence,* comme *un programme de conduite et de pratiques mémorisées, automatisées et construites par l'expérience, permettant de répondre de façon correcte, à un type de situation personnelle ou professionnelle récurrente, adaptée aux exigences de l'environnement.* La compétence n'est pas référencée à une tâche, elle implique la notion de *problème à traiter* (Massot, Feisthammel, 2001, p3, p.13.). Pour Guy **le Boterf,** une personne compétente est *une personne, qui sait agir avec pertinence dans un contexte particulier, en choisissant et en mobilisant un double équipement de ressources : ressources personnelles (connaissances, savoir-faire, qualités, culture, ressources émotionnelles...) et ressources de réseaux* (Le Boterf, 1999, p.38).

Or comme le remarque sylvain **Allemand**, dans une société, où *la mobilité est une condition de l'accès à la ville, à ses activités et à ses services, chaque individu doit pouvoir gérer sa liberté d'aller et venir, et composer son propre programme de mobilité, être capable non seulement d'utiliser différents moyens de transport, mais être capable de changer d'échelle, de vitesse et de modes de transports.* Ces compétences, toutes les personnes ne la maîtrisent pas, ce qui peut susciter des réactions d'appréhension, de stress d'évitement et parfois de non usage de moyens de transports collectifs disponibles. La mobilité pluri-modale est un ensemble de compétences, qui peut s'apprendre. La maîtrise du mode d'emploi des transports est un gage d'intégration socio-économique, de responsabilité sociale et environnementale et de liberté, qui contribue pleinement à l'égalité des chances (Allemand, 2008, pp. 7, 8). Ces compétences peuvent s'acquérir sur le terrain par imitation, par essai erreurs, par l'expérimentation personnelle..., ou par une conduite accompagnée, par une formation du type des « ateliers mobilité », conçus par la R.A.T.P. pour faciliter l'usage du métro.

Dans le cadre de l'initiative « *j'y vais autrement* », les personnes ont été engagées à effectuer des expériences d'alter-mobilité et à rendre compte de parcours pluri-modaux. Elles n'ont pas été accompagnées sur le terrain, pour effectuer ces expériences de mobilité. Cependant, par rapport à des personnes rencontrant d'importantes difficultés, ce type de service pourrait être utile. La confrontation à des échecs pourrait en effet les décourager. C'est en prenant relativement souvent des moyens de transport diversifiés, avec un choix pertinent, en fonction du trajet

envisagé, du temps disponible, de la météo, du chaînage des activités..., que des comportements d'apprentissage, peuvent se transformer en compétences pluri-mobiles.

Toutefois, la découverte de nouveaux comportements de mobilité ne se transforme pas d'elle-même, en compétences et en nouvelles habitudes durables de déplacement. L'acquisition et la mise à jour des compétences, ont besoin, de davantage que l'indifférence ou la non-réactance de la conscience, cela nécessite une attitude favorable, une volonté intrinsèque, un projet conscient pouvant mobiliser des motivations et des intentions d'agir. Si éco-conduire une voiture, prendre le train, le bus, le tram, faire du vélo, passer d'un mode de transport à un autre... supposent de nombreuses compétences, les attitudes adoptées par une personne vis-à-vis de ces compétences à acquérir ou à entretenir, peuvent faciliter ou entraver leur apprentissage, leur emploi, leur transfert à d'autres personnes.

Les attitudes, en tant que comportements sociaux ou affectifs acquis par la personne, et mobilisables dans des domaines de la vie domestique ou professionnelle, sont de plus *transversales*. La réussite d'un projet d'acquisition de compétences dans un certain domaine, renforce en retour l'attitude, qui a soutenu les efforts de la personne, et du coup cette attitude peut oser se transposer dans d'autres domaines, par exemple, du développement soutenable. Elle peut aussi s'enrichir par le développement d'autres attitudes, qui offrent une plus large gamme de possibilités à sa réflexivité et à ses stratégies d'action.

Les attitudes que nous avons vu émerger dans les groupes locaux, après la démarche d'engagement, comme la créativité, l'opportunisme, la militance, le sentiment d'efficacité personnelle et le sentiment d'efficacité territoriale..., nous apparaissent être des atouts précieux, pour lutter contre les dangers, les nuisances, les impacts sur le réchauffement climatique, de la massification et de l'intensification de l'usage de l'auto-mobile (à essence fossile), et pour aborder de nombreux et difficiles problèmes de l'existence. Elles enrichissent la personnalité, elles sont des ressources cognitives extraordinaires, pour poursuivre l'aventure évolutive de l'espèce humaine.

6. Le changement des comportements par rapport à la mobilité

Une « **mobilisation** » est un ensemble d'actions, visant à mener progressivement des personnes à réaliser des actions concrètes, qui servent la mise en œuvre d'un projet et l'atteinte de ses objectifs. L'ampleur des enjeux politiques, sociaux, économiques, environnementaux... l'exigent de plus en plus. Ils impliquent des

mutations du management, des pratiques et de comportements de mobilité (Picard, Rambaud, 2009, pp. 7, 12). *Les citoyens sont au cœur de ces transformations, tant par leur rôle d'électeur et leur insertion dans l'opinion publique, que par leurs compétences, leurs suggestions et leurs critiques, par rapport aux projets en cours.* La mobilisation des décideurs, même si elle est nécessaire, ne suffit plus. *L'enjeu consiste à traduire l'engagement dans les pratiques et les comportements de tous et à tous les niveaux, du local au global.*

On mobilise sur des projets impliquant un changement (un passage d'un état à un autre). Or, le changement est un phénomène :

- qui s'inscrit dans la durée,
- qui est permanent (au niveau individuel comme au niveau collectif),
- qui suit un rythme, scandé par les innovations.

Comment susciter et accompagner des changements pro-actifs chez les citoyens-clients-usagers ? Dans *une perspective évolutionniste*, les humains (comme les primates et les autres animaux sociaux) ont, pour leur survie, besoin des groupes sociaux. Ces derniers les protègent des risques liés à l'environnement, des prédateurs et des hostilités étrangères. Le fait d'avoir besoin d'autrui pour notre survie est lié à nos motivations sociales de base. Selon kurt **Lewin** (1959), une motivation crée une force psychologique pour l'individu, qui se trouve dans une situation donnée, ce qu'il nomme un espace de vie. Parmi les motivations sociales de base, on peut citer : l'appartenance, la compréhension, le contrôle, la valorisation de soi, la confiance (Fiske, 2008, pp. 24, 39).

- l'appartenance : Les humains sont à la recherche de relations stables et fortes avec des intimes (*sociabilité primaire*). Les relations peuvent être plus épisodiques et moins prenantes, avec des ami(e)s, des collègues, des concitoyens... (*sociabilité secondaire*). Quoiqu'il en soit, *l'appartenance à des groupes aide les individus à survivre physiquement et psychologiquement.*
- la compréhension : Des motivations cognitives stimulent les personnes à comprendre leur environnement. L'objectif est souvent de pouvoir prédire certaines incertitudes, qui pourraient surgir et permettre de donner du sens à ce qui se produit. Mais notre motivation à comprendre l'environnement, n'est pas limitée aux évènements inattendus, elle s'applique aussi aux évènements, qui nous affectent, sans pour autant nous surprendre. Les informations recueillies sont alors partagées, pour devenir ce que pierre **Moscovici** (1988) appelle des « *représentations sociales* », que robert **Zajonc** (1987) préfère nommer « *significations groupales* ». **Les significations socialement partagées** sont perceptibles, lorsque des membres d'un groupe se mettent autour d'une table pour prendre une décision. *La compréhension partagée a une fonction*

adaptative. Même si la signification qu'un groupe donne à tel événement n'est pas pertinente, elle sert néanmoins les intérêts du groupe, au sens où elle permet aux individus de s'accorder avec les autres membres du groupe.

- le contrôle : Vouloir contrôler les choses permet aux individus de se sentir compétents et efficaces par rapport à leur environnement naturel et social, mais aussi vis-à-vis d'eux-mêmes.
- la valorisation de soi : Les personnes peuvent se valoriser et gagner en *estime de soi* de manières différentes. Ainsi tel individu sera fier de lui, de son parcours scolaire, professionnel, de ses performances physiques, sportives, de son niveau de rémunération, de son statut social, de ses succès amoureux... Tel autre pourra ressentir de la fierté d'être un bon membre de son groupe (famille, équipe, voisinage...), ou parce qu'il apprécie tout particulièrement le rôle qui lui est conféré au sein du groupe. Certaines personnes ont tendance à se mettre en avant et à se présenter sous un jour favorable, d'autres préfèrent aider les membres du groupe à s'améliorer, en les mettant eux en avant (le « care »).
- **.** la confiance : Avoir tendance à *faire confiance à autrui, dans des circonstances données, facilite les comportements interactifs*,, qu'il soit question d'amour ou de négociation. Par rapport à l'énergie gaspillée dans un groupe, dont les membres sont persuadés qu'ils vont se faire avoir, c'est une forme d'intelligence sociale, parce qu'elle facilite la cohésion du groupe, qu'elle récompense les personnes et leur permet d'être efficaces. Par opposition à la paranoïa ou à la dépression, la tendance à avoir confiance facilite les relations avec autrui, elle est partie intégrante d'un biais de positivité, que nous avons vis-à-vis des autres, qui peut parfois se révéler naïf et maladroit stratégiquement, mais la confiance facilite l'attachement et l'interdépendance.

Au cours de leur vie, les humains traversent des périodes de grande **vulnérabilité**, au cours desquelles ils ont besoin d'être protégés et accompagnés. Les groupes sociaux dans leurs différents modes d'organisation : familles, quartiers, associations, entreprises, collectivités territoriales, État central, Union Européenne, Organisations des Nations Unies... peuvent apporter leurs soutiens et leurs conseils aux personnes en situation de vulnérabilité. Les dispositifs de **Recherche-Action-formation-Développement** peuvent servir de lieux interfaces avec la présence auprès des citoyens volontaires, de représentants de différents groupes sociaux organisés, qui ont une connaissance des problèmes rencontrés, par les **citoyens-clients-usagers**, et peuvent contribuer à trouver des solutions pertinentes, grâce aux interactions des différents acteurs. Les personnes se partagent ainsi les tâches, autant qu'ils partagent les connaissances, ils explorent l'environnement de sorte de pouvoir fournir l'information nécessaire et de coordonner l'action.

Il ne s'agit pas dans cette *démarche de résolution de problèmes* de prendre modèle sur la maïeutique socratique, pour faire accoucher « l'âme » des interlocuteurs et d'aborder les rivages métaphysiques et/ou mythiques, mais d'*explorer pragmatiquement les émergences multiples de soi « in corpore » en ce monde, d'expérimenter et de faire évoluer les attitudes & les comportements pour améliorer sa qualité de vie et celle des autres.*

L'étude « *j'y vais autrement* », nous a amené à repérer trois stratégies en fonction des *attitudes de réception de l'invitation à une pluri-mobilité* :

Les stratégies d'accompagnement d'une « *conversion* » et de *changement paradigmatique*
Vis-à-vis d'attitudes rigides, conservatrices d'une auto-mobilité exclusive et indifférente aux impacts environnementaux, cela suppose un changement « radical », une « conversion ».
Les stratégies d'influence sub-consciente / conscientisable
Elle est la voie privilégiée des publicitaires. Elle est une incitation à agir. Son efficacité est souvent faible pour les changements de comportements, d'où l'intérêt pour la communication engageante.
Les stratégies de conscientisation de responsabilisation et de négociation
Elle se développe par la formation, la recherche-action, la discussion, le débat, la résolution collective de problèmes..., qui prennent en compte les conséquences de l'action à travers des évaluations.

6.1. Les stratégies d'accompagnement d'une conversion et de changement paradigmatique

La dissonance cognitive peut se transformer en « **double bind** ». **Une double contrainte** désigne deux obligations, qui se contrarient en s'interdisant mutuellement, augmentées d'une troisième qui empêche l'individu de sortir de cette situation. C'est *un message paradoxal* avec des contenus incompatibles, qui entraînent un état de confusion, pouvant ébranler la santé mentale. La personne a le sentiment d'être acculée à une situation impossible. Cela a tendance à entraîner un blocage de la communication et une rupture brutale.

Exemples :
Une personne qui a le sens de la conservation et que son attitude amène à détruire le monde dans lequel elle vit, ne peut conserver ses habitudes, mais les perdre lui fait perdre le sens de son existence.

L'injonction paradoxale peut aussi servir d'exemple, en se présentant sous la forme d'un ordre, qui contient en lui-même une contradiction telle, que celui à qui il s'adresse n'a aucun moyen d'y répondre de façon satisfaisante. On peut citer : « sois spontané ! », « Soit autonome ! »..., où il est impossible d'obéir sans désobéir! Edmond **Marc** et dominique **Picard** (1984, pp. 62, 69), pensent que ce qui fait la gravité de la double contrainte, c'est qu'elle se produit dans un contexte quotidien, qui ne permet pas souvent au destinataire du message de sortir du cadre imposé par le paradoxe, parce que la relation qu'il a avec l'émetteur du message, ne lui permet pas de prendre du recul, en le refusant ou en en montrant l'incongruité.

Ce genre de problèmes est fréquent aussi dans les **addictions**, qui reposent sur une double contrainte : une envie répétée et irrépressible, en dépit de la motivation et des efforts du sujet pour s'y soustraire. La personne souhaite arrêter un comportement compulsif, mais elle n'y parvient pas d'elle-même, elle est soumise à un cadre qui l'enferme et l'empêche de réaliser son vœu. Se soumettre au comportement compulsif entraîne un plaisir immédiat, mais aussi de la souffrance à plus long terme, alors qu'arrêter, supprime l'espoir de ce plaisir, ce qui apparaît être une souffrance difficilement supportable, même si elle permet d'espérer sortir du cadre de la contrainte et en éprouver le plaisir. *Le système de récompense / renforcement,* dans le phénomène de l'addiction, est directement concerné par ce problème. Le système fonctionnel est basé sur un réseau neuronal constitué de projections dopaminergiques principalement, qui relient différentes zones et structures cérébrales, et en particulier l'aire tegmentale ventrale au noyau accumbens. En situation non pathologique, ce système sert à fournir la motivation nécessaire, pour la réalisation de comportements adaptés à la survie (alimentation, reproduction...), et renforce et conditionne ces comportements par l'intermédiaire de l'activation de "sensations de plaisirs". Cependant, dans l'addiction, le système de récompense est détourné et devient générateur de modifications de comportement.

L'addiction à la vitesse, en ce qui concerne notamment l'automobile et la moto, relève du « **circuit de la récompense** », c'est une « *toximanie interne* », avec la succession caractéristique d'une montée du stress, suivie d'une décharge d'endorphine, induisant une boucle de renforcement positif. Les connexions neuronales sont augmentées par la répétition de l'activité, ce qui signifie qu'il est plus facile de recommencer une action (l'habitude), que de faire quelque chose de nouveau. L'addiction correspond à une sur-activation répétée des systèmes dopaminergique mésocorticolimbique et/ou opioïde. Elle apporte du plaisir à la conduite d'engins pouvant devenir très rapides, ce qui a tendance à renforcer « le conservatisme » en terme de mobilité, avec un désintérêt pour les transports en commun, l'éco-conduite, l'altermobilité, les zones trente..., qui ne produisent pas de

telles sensations, ou même les entravent. Si la répression policière suffit à certains pour modérer durablement leur vitesse et si elle semble efficace dans un temps relativement bref en dissuadant la plupart des conducteurs de transgresser les interdits, elle ne permet pas à un large public, à plus long terme de sortir du cadre. *Le paradoxe de la répression policière, c'est qu'elle participe au stress par les menaces qu'elle exerce, et que la transgression des lois, des règles, qui peut donner l'impression de « se libérer » momentanément de ces contraintes, participe au plaisir.*

« Comment s'en sortir? ». « Comment aider une personne qui se sent obligée de rouler très vite, trop vite et qui ne se sent pas bien, si elle n'a pas fait son pic de vitesse et sa frayeur quotidienne?... ». Telles sont les questions que se posent les citoyens.

Quelques pistes de préventions et de soins ont été suggérées :

- Ne pas identifier le sujet à son comportement (étiquetage), ni le stigmatiser, mais le faire parler (approche compréhensive).
- Reconnaître les signes des conduites à risques, ce qui les génère et ce qui contribue à les renforcer,
- Repérer les souffrances induites,
- Comprendre la situation dissonante de la personne,
- Développer la connaissance de chacun dans un groupe thérapeutique,
- Recentrer l'attention sur l'élaboration et la mobilisation de nouveaux comportements à adopter pour limiter l'addiction,
- Aider l'individu à se construire une estime de soi,
- L'accompagner avec des méthodes de gestion du stress, telles que la relaxation...

Le comportement d'« addiction à la vitesse » pose en effet des problèmes très importants de sécurité sur la voie publique, pour le conducteur, les passagers, tous ceux qui empruntent cette voie et ceux qui assument des responsabilités dans le domaine de la santé et de la sécurité publique.

Si les comportements « conservateurs » au niveau de la mobilité, devenus inadaptés, sont de plus en plus coûteux pour la société, leurs rémissions exigent d'immenses efforts des personnes et souvent un accompagnement solide de proximité.

Comment accompagner une conversion ?

Des anciens « intoxiqués », quelle que soit l'addiction, décrivent la transformation de leur vécu par *un déclic soudain,* mystérieux, inconscient. La métaphore de la chrysalide, avec le passage de la chenille au papillon, est souvent utilisée pour

rendre compte de la puissance de la transformation. Il s'agit d'« **un changement de cadre** » (changement 2), ou encore de **paradigme**.

Le changement par conversion peut surgir après de puissants chocs émotionnels, comme des catastrophes environnementales, financières, économiques, sociales, politiques, familiales... Il s'agit pour les personnes concernées, de développer de la **résilience**, de se reconstruire, de retrouver *un sens à la vie*. *Il leur faut découvrir des valeurs positives, alternatives, non-illusoires pour offrir un nouveau cadre et transformer leurs représentations.* Beaucoup de gourous, de charlatans... essaient de profiter de la situation de fragilité des personnes, pour les asservir et abuser de leurs confiance, en leur faisant miroiter un nouveau cadre, tout aussi addictif, voire parfois davantage.

« On s'est trompé d'histoire » : voilà comment jean **Cottraux** (2001) résume en quelques mots ce que perçoivent et expriment les personnes, qui n'arrivent pas à se sortir d'un piège, refermé sur elles. Certes, le rôle actuel présente des avantages, qu'il faudra bien peser, avant de chercher à modifier le scénario. Changer, c'est renoncer à une partie de soi, et quelque fois à des relations, avec des proches. Il propose un changement personnel conscient, en 6 étapes :

1. S'interroger sur l'existence réelle, ou non, d'un problème répétitif,
2. Définir le scénario,
3. Évaluer l'impact du scénario sur la qualité de vie,
4. Déconstruire le scénario,
5. Utiliser la Résolution de problèmes,
6. Réécrire le scénario.

Une réécriture du scénario, autrement dit, un changement de paradigme doit *ouvrir l'espace des possibles.* En ce qui concerne la mobilité, comment rompre avec des conduites nocives et dangereuses, pour les conducteurs eux-mêmes, pour les autres et pour l'environnement ?

L'accompagnement suppose de l'écoute, de l'empathie, de la conviction, de l'entraide, de la convivialité.

« Prenons l'exemple d'une personne « Auto-xicomane » qui utilise sa voiture à tout moment même pour aller chercher son pain au bout de la rue. Suite à un violent accident de voiture, cette personne ne souhaite plus conduire de voiture par peur d'avoir de nouveau un accident. Elle doit néanmoins reprendre son travail et ne sait pas comment s'y rendre autrement qu'en voiture, alors qu'il n'est pas très loin. Isolée et anxieuse, elle n'arrive pas à trouver de solution... »

Pour sortir du dilemme, il est nécessaire de recadrer la situation. « *Recadrer » signifie modifier le contexte pratique, émotionnel et conceptuel d'une situation, ou le point de vue selon lequel elle est vécue, en la plaçant dans un autre cadre, qui permet d'envisager autrement le comportement à suivre.* Pour recadrer une situation, on peut soit agir sur les gens, sur les choses, sur les situations, soit les éclairer d'une façon nouvelle. Il s'agit de déplacer le problème de son cadre symptomatique, pour le situer dans un autre cadre, afin de lui fait perdre son caractère supposé fatal et immuable, *grâce à une approche pragmatique et positive*. La technique du recadrage fait appel aux démarches de résolution des problèmes, mais aussi à la « variabilité des réalités subjectives », par rapport aux représentations de la réalité. *C'est parce que nous croyons à une image unique de la réalité, que nous nous acharnons à faire « toujours plus de la même chose, au lieu de faire « autre chose ».*

« … En voyant un vélo passer dans la rue, d'un seul coup lui vient l'idée qu'elle pourrait acheter un vélo mais beaucoup de questions sans encore sans réponse. Elle se tourne vers une association de vélos où des bénévoles vont la conseiller. Elle achète ainsi un vélo adapté à ces besoins, apprends comment le réparer et découvre les itinéraires cyclables possibles. Par ailleurs, les cours donnés par l'association cyclistes lui ont permis d'acquérir les compétences et la confiance pour circuler en sécurité au milieu des voitures. Depuis, cette personne témoigne d'une nouvelle vie. »

La double contrainte étant une situation insoluble directement, sa résolution passe par un changement de niveau ou d'échelle. Par exemple *communiquer l'absurde de la situation* peut déjà être une façon de dépasser cette situation. *La créativité, l'humour, ou tout ce qui permet la spontanéité*, peuvent être recommandés et proposés aux personnes, qui doivent y faire face, car cela crée nécessairement un espace de possibilité. Mais *élever le niveau d'analyse* permet aussi de sortir du cadre de l'absurdité, en introduisant la notion de **contexte,** de "cadre" de perception à travers lequel, on émet ou on reçoit un message. On peut ainsi prendre du recul, par rapport aux injonctions, en ne les situant plus au même niveau. C'est en observant attentivement des loutres jouer, que gregory **Bateson** découvre que celles-ci pouvaient distinguer un combat véritable, d'un simulacre de combat. Autrement dit, les loutres parvenaient à se transmettre le méta-message : « Ceci est un jeu ». **Méta communiquer**, c'est communiquer à propos de la communication. **Méta communiquer** permet d'échanger sur sa propre communication au niveau du contenu ou au niveau de la relation.

Paul **Watzlawick** (1975, p.28) tire deux remarques sur le plan de la logique :

- Les niveaux logiques du « double bind » doivent être rigoureusement *séparés*, si l'on veut sortir du paradoxe et ne pas tomber dans la confusion,

- *le passage d'un niveau au niveau supérieur* (c'est-à-dire de membre à classe), comporte *une mutation, un saut, une discontinuité ou une transformation*, permettant de sortir du système clos.

Si nous reprenons l'exemple de l'addiction à la vitesse, on pourrait la retranscrire à travers les messages simultanés suivants :

- J'aime rouler vite, cela me procure des émotions fortes.
- Il est interdit de rouler plus vite que les vitesses autorisées.
- La transgression de l'interdit contribue à renforcer les émotions fortes liées à la vitesse.

Comment changer de cadre ? On doit distinguer le niveau émotionnel de la conduite rapide et celui de la transgression, du niveau non automatique de la réduction de vitesse, en rapport avec la situation potentielle de danger et/ou le signal de limitation de vitesse. Si la réduction de vitesse était automatisée, il n'y aurait plus guère de place à la transgression et l'addiction perdrait son emprise. *Apprendre à automatiser sa conduite,* par exemple avec **l'éco-conduite** peut être une piste de résolution. Si dans un premier temps, elle génère de la frustration, elle peut aussi *libérer du temps à la conscience*, permettant de prendre plaisir à d'autres activités, comme observer le paysage, écouter de la musique, converser, réfléchir à un projet..., avec des satisfactions à plus long terme, comme dépenser moins en consommation d'énergie pour le véhicule, payer moins de contraventions et de réparations... D'autres pistes seraient par exemple d'autoriser le plaisir de la vitesse dans des cadres stricts et limités comme des circuits ou des jeux virtuels, ou de dissocier le plaisir, de la vitesse, en s'apercevant que la répétition d'un scénario émotionnel, peut engendrer à force l'ennui...

Nous n'avons pas eu, pour notre part, à employer des stratégies de conversion, qui suppose des dispositifs adaptés, à visée thérapeutique, ainsi qu'un cadre légitime et voulu par les volontaires pour la déployer. Une telle expérience serait intéressante à mener.

6.2. Les stratégies d'influence sub-consciente

Une simple exposition perceptive répétée (Zajonc, 1968) à un stimulus sans renforcement, est suffisante pour produire chez les individus une préférence pour ce stimulus. La préférence est produite par la simple familiarité avec les objets. Ce phénomène est lié à *la survie des espèces*. Ce mécanisme est inné, mais modifiable par la culture. La familiarité aurait comme fonction de donner des informations positives et rassurantes sur l'environnement. En revanche, les objets non familiers signifient que l'environnement extérieur n'est pas rassurant, et peut présenter une

menace pour la personne, par le fait qu'il est inconnu. L'application la plus fréquente de cet effet cognitif est la publicité. On en vient à être attiré par un objet sans l'avoir jamais essayé. L'effet de simple exposition est un type de biais cognitif.

6.2.1. Les images subliminales

L'effet de simple exposition est plus fort, lorsque le stimulus n'est pas reconnu que lorsqu'il l'est, ce qui tendrait à prouver l'effet des *messages subliminaux*. En 1980, William **Kunst-Wilson** et robert **Zajonc** ont montré que la réaction de préférence pour les objets familiers peut concerner des stimuli présentés de manière subliminale. L'objectif était de prouver qu'il ne s'agit pas d'une disposition réfléchie, mais automatique et inaccessible à la conscience.

Dès les années 1950, le développement des techniques du cinéma et de la télévision aurait été l'occasion de tester une méthode d'influence par l'insertion d'une image subliminale, c'est-à-dire si brièvement présente que l'on ne peut la percevoir consciemment. La théorie établie par vance **Packard** et par James **Vicary**, supposait que l'inconscient en gardait une trace, poussant à agir par la suite d'une manière prédéterminée (comme pour l'achat d'un produit spécifique, par exemple). Il semblerait que le cerveau, qui effectue sans cesse un tri des informations qu'il reçoit, n'applique pas le même filtre à tous les niveaux de conscience, ainsi certaines informations peuvent influencer les émotions, sans que le cerveau cognitif y ait eu accès. Les suggestions subliminales agissent de la même façon que les suggestions hypnotiques. L'image doit être simple et non équivoque (symbole, couleur, logo), elle ne doit pas éveiller « *la réactance* ».

Packard avec son livre « *La persuasion clandestine* » (1958), mettait en garde l'opinion publique contre cette influence très sournoise. Ce livre, best-seller des années 1950 aux États-Unis, a inspiré *les mouvements de consommateurs* et encore aujourd'hui, *la dénonciation des excès de la société de consommation*. Vicary, chercheur en marketing, sur lequel s'appuyait Packard, avait constaté qu'en introduisant des messages subliminaux tels que « Buvez du Coca-Cola », les ventes avaient augmenté de 15%). Lors des élections américaines de 2000, il a été découvert par hasard, une image subliminale glissée, dans le spot publicitaire de Georges W. Bush. Cette image subliminale était une insulte « rats » (= « ordure »), alors que le spot est en train de faire référence au concurrent, Al Gore (rappelons qu'Al Gore (2007) a été colauréat, avec le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (G.I.E.C., en anglais : *Intergovernmental Panel on Climate Change*, *I.P.C.C.*) du Prix nobel de la paix, pour « leurs efforts afin de mettre en place et diffuser une meilleure compréhension du changement climatique causé par les humains, et de jeter les bases des mesures nécessaires pour contrecarrer un tel

changement »). En France, depuis le 29 mars 1992, un décret interdit aux publicitaires l'utilisation de techniques subliminales.

Ahmed **Channouf** (2004), après de nombreuses expérimentations, a constaté qu'en fait, *les instructions subliminales ont du mal à produire un comportement de consommation nouveau. Elles permettent toutefois d'éveiller un besoin déjà existant.* Si les images subliminales ont des effets sur le comportement, il s'agit de comportements que le sujet a l'habitude de produire. L'impact des images subliminales serait moins important qu'on l'imaginait, dans la mesure, où il semble difficile de conduire de cette façon un individu à consommer un produit qu'il n'a pas l'habitude de consommer. Mais on peut penser qu'on pourra l'amener à consommer davantage les produits, qu'il a déjà l'habitude de consommer (Channouf, ibid, p.124).

6.2.2. Les stimulations externes négatives

Cette stratégie peut se faire **sous la contrainte** : par le châtiment et la punition, la soumission à l'autorité, la menace, le chantage... Quand l'individu agit afin d'éviter ou d'obtenir une conséquence, qui se trouve en dehors de l'activité même, ce qui est déterminant c'est l'attitude des encadrants : maître vis-à-vis d'un animal domestique, parents/enfants, Enseignant/élèves, employeur/ employés, État/citoyens..., par contre, celui ou celle qui mène une activité, sous la menace, ou en vue d'une récompense, est faiblement auto-déterminé(e). L'individu s'efface devant le charisme d'un leader, l'Autorité, la Loi, la puissance du groupe... Les structures neuro-biologiques concernées par les renforcements négatifs sont situées en position médiane et sont périventriculaires : la substance grise périaqueducale et l'hypothalamus médian. La contrainte peut susciter chez les personnes l'émotion de la peur avec une activation de l'amygdale. Cette activation de l'amygdale correspond généralement à un sentiment de danger imminent. Elle peut entrainer une inhibition de la pensée et prépare l'individu à fuir ou à se défendre. Chez l'humain, la peur peut se manifester par des tremblements, une hausse de la fréquence cardiaque, un écarquillement des yeux et une perturbation du rythme respiratoire. Ces différents symptômes sont essentiellement dus à la sécrétion d'adrénaline, principale hormone de la peur. Dans certains cas, une peur soudaine peut provoquer le besoin de pousser un cri. La peur stimule l'horripilation des poils (chair de poule). La peur déclenche chez les humains, comme pour la plupart des mammifères, une puissante activité hormonale qui peut provoquer le dégagement par la peau d'une forte odeur, ainsi qu'une hyperactivité du système sédatif, créant ce qu'on appelle les "sueurs froides". La peur peut aussi relâcher les muscles du bassin, avec une évacuation de l'urine, et parfois même du bol fécal. La peur peut aussi provoquer une paralysie momentanée partielle et parfois complète, allant jusqu'à une perte de conscience. Il est aussi avéré qu'une peur violente peut amener une perte des cheveux pigmentés

ne laissant apparaitre que les cheveux blancs...

Sur le plan évolutif, la peur permet aux animaux d'éviter des situations dangereuses pour eux-mêmes ou pour leur progéniture. Le principal objet de peur pour un animal est typiquement la présence d'un prédateur. La peur est dans ce cadre positive, car elle incite à la vigilance, facilite l'adoption de mesures préventives, suscite des réflexes de fuite ou d'évitement, qui peuvent avoir un sens en termes de conservation.

Mais une peur prolongée ou répétée entraîne un sentiment d'angoisse. On parle alors de situation anxiogène. Elle amène bien souvent à une situation dite de "stress". L'angoisse est une peur intense, parfois chronique. Elle augmente lentement et finit par atteindre un pic, une crise de panique, ou crise d'angoisse, occasionnant de très sérieuses difficultés respiratoires.

Si la peur est naturelle et universelle, c'est son intensité et sa gestion, qui peuvent devenir problématiques. Une « manipulation mentale » peut s'exercer par l'angoisse et la violence. Un individu en état de peur manifesterait des réactions de fuite et d'évitement les plus primaires et donc les plus prévisibles. Les fonctions complexes du cerveau, n'offrant pas de solution immédiate, seraient désactivées, rendant l'individu « manipulable » dans une situation d'extrême angoisse. Le sujet terrorisé – comme l'animal poursuivi par le chasseur – ne pourrait éviter les pièges qu'on lui tend. La terreur fut effectivement utilisée depuis l'Antiquité pour assurer le pouvoir des despotes, par la « méthode par l'exemple », appuyée par les dénonciations, interrogatoires, tortures, enlèvements, disparitions et exécutions aléatoires, etc., mais les recherches historiques montrent, que la méthode n'a jamais été longtemps efficace, se retournant généralement, après quelques années ou décennies, contre « les manipulateurs » par la peur.

Le groupe, la famille, la tribu, la solidarité, l'apprentissage, les associations, les syndicats, la société pluraliste, l'Etat démocratique, les pactes internationaux... peuvent contribuer à *l'assurance de soi et au sentiment de sécurité*, *et ainsi éloigner la peur*.

Les religions, les hiérarchies, les systèmes de castes, les sectes et certains partis politiques... s'appuient par contre, sur la peur de l'inconnu et de la mort pour conforter leurs pouvoirs ou fonctions.

Dans l'antiquité, **Plutarque** (1998, p.62) déplorait les maladies et les passions de l'esprit, particulièrement celles qui dérangent la conscience. De toutes les peurs, celles qui nous rendent impuissants et inertes, sont celles qu'entretiennent les

superstitions. Point de trêve, pas question que l'esprit puisse chasser loin de lui la pénible idée d'un Dieu qui l'écrase, des images d'épouvante, de nombreux fantasmes et des expiations expulsent du sommeil à coup de cauchemars le malheureux esprit fouetté et puni par lui-même, comme il pourrait l'être par quelqu'un. Les superstitieux jettent leur visage face contre terre, ils se vautrent dans la boue, ils s'humilient publiquement, honteusement, ils perdent toute dignité dans des prosternations étrangères à nos mœurs. Les tyrans utilisent à leur profit la peur. A Samos, on était terrorisé par le tyran Polycrate et à Corinthe par Périandre, mais dès qu'on s'était installé dans *une cité libre et démocratique, on n'avait plus peur d'eux !* Mais, ce n'est pas le cas de celui qui est épouvanté par la puissance divine. Partout il a peur, il ne sait où fuir et même la mort est effrayante. Quand les portes de l'enfer s'entrouvrent, les ténèbres se peuplent d'une foule de spectres fantastiques au regard dur et aux cris déchirants, avec des juges, des tortionnaires, des gouffres, des abîmes, où ont lieu des milliers de supplices. Comment aimer la divinité, quand on lui attribue toutes les causes de la souffrance ? Les tyrans aussi, on les salue bien bas, on les entoure de prévenance, on leur élève des statues en or – mais silencieusement, on les hait, en serrant les dents... (In Mougel, 2004, pp.239, 244). **Lucrèce** compare les superstitieux à des enfants, aveugles dans les ténèbres, qui tremblent et s'effraient de tout, mais qui placés à la lumière peuvent s'apercevoir de leurs erreurs et de l'absurdité de leurs terreurs. Ces terreurs, ces ténèbres de l'esprit, il faut donc pour les dissiper, non les rayons du soleil, ni les traits lumineux du jour, mais *l'étude intelligente de la nature*... Dans quelles ténèbres, parmi quels dangers, se consume ce peu d'instants, qu'est la vie ! Comment ne pas entendre le cri de la nature, qui ne réclame rien d'autre qu'*un corps exempt de douleur, un esprit heureux, libre d'inquiétudes et de craintes* ? (Lucrèce, 1964, pp.53, 54). Le médecin romain Lucrèce peut être compté parmi les ancêtres des actuels thérapeutes comportementaux et cognitifs.

La peur peut aussi être le résultat d'une aliénation intellectuelle ou sociale. Friedrich **Nietzsche** (1974) critique les religions métaphysiques, dans « Crépuscule des idoles », parce qu'elles ont suscité la crainte du « péché » et de vivre par soi-même, avec une ré-interprétation de la souffrance, en tant que culpabilité de celui qui souffre, le ressentiment et la volonté de néant. La peur a par ailleurs, un effet puissant sur les foules et est utilisée afin de contrôler les peuples. Dans les systèmes totalitaires, dans les sociétés esclavagistes, dans les régimes dictatoriaux... l'objet de la peur est clairement identifié, il s'agit d'une menace de punition cruelle ou de mort en cas de désobéissance, accompagnée de toutes une série de brimades et de rétorsions visant la famille, les proches, les amis, les personnes secourables...

Corey **Robin** (2006, p.20, p.70, p. 323) rappelle le rôle joué par la peur de la guerre civile, dans la théorie du despotisme absolu de thomas **Hobbes** (1971), mais c'est la

peur du pouvoir absolu qui inspira charles-louis **Montesquieu** (1979) et john **Locke** (1992, 1965). Mais alors qu'Hobbes imaginait comment le gouvernement absolu pouvait inspirer une telle crainte chez ses sujets, qu'ils n'osent plus se révolter, grâce à l'obéissance craintive, l'enseignement de la peur, la terreur politique..., Montesquieu et locke se sont demandés, comment empêcher la venue d'un régime despotique, comment en limiter les pouvoirs, comment développer la délibération sans crainte de la répression, comment sortir de la spirale de la peur, comment instaurer un régime de libertés. Robin appelle de ses vœux un combat résolu contre la peur instillée par les gouvernants. La justice, non la peur doit être notre priorité, écrit-il, dénonçant les jeux cyniques des détenteurs du pouvoir. La peur en politique, comme l'observait Hobbes, a deux visages : l'un regarde au loin, vers les ennemis auxquels la nation fait face, l'autre regarde en soi-même, vers les conflits et les inégalités qu'entretient la nation. L'astuce du pouvoir politique est de convertir le premier en second, d'utiliser la menace des ennemis à l'extérieur comme prétexte pour éliminer les ennemis de l'intérieur. Si en effet le monde est un endroit dangereux, les dirigeants ne nous exposent pas l'ensemble des dangers qui nous menacent, mais ils sélectionnent ceux qui les arrangent, pour des raisons tenant à l'intérêt et à l'idéologie. Comme l'ouragan Katrina l'a montré au monde entier, le gouvernement Bush jr., qui était obsédé par la menace terroriste, s'est montré étrangement indifférent au péril ô combien menaçant, que représente une catastrophe naturelle (Robin, p.302). Et que dire du peu d'empressement de ce même gouvernement, pour réagir face aux menaces du réchauffement climatique ?

Si la peur, en tant que signal émotionnel, participe à notre survie, la peur démesuré est un signe pathologique. Le terme « phobie » se réfère à une peur excessive, soit d'une situation, soit d'un objet spécifique ou encore d'une circonstance particulière. La peur et la phobie se différencient en quelque sorte par l'intensité de la réaction. Les phobies et le trouble panique font partie des troubles anxieux, qui se classent parmi les problèmes de santé mentale. La phobie désigne la crainte angoissante d'un objet donné. Cette angoisse est irraisonnée, incontrôlable (ou peu contrôlable) et disproportionnée, face à la dangerosité réelle de l'objet. Cet état d'angoisse se manifeste en présence de l'objet et il s'apaise en son absence. Les techniques de la T.C.C. incluent *la thérapie d'exposition, qui aide les gens à se sentir graduellement plus à l'aise face aux situations qui les effraient*, et l'enseignement en matière de *gestion de l'angoisse, qui apprend aux gens à maîtriser leur anxiété au moyen d'exercices de relaxation et de respiration profonde.* Le médecin grec **Hippocrate** serait selon jean **Cottraux,** l'un des premiers thérapeutes à utiliser les méthodes d'exposition, pour traiter des peurs pathologiques. Au XVIII° siècle le médecin, pédagogue, épistémologue et politologue anglais john **Locke** exposait les principes de l'exposition aux situations anxiogènes chez un enfant présentant une phobie. Le médecin et psychologue français pierre **Janet** (1859-1947) se servit de la méthode

d'exposition, dans le traitement des obsessions-compulsions. Victor **Meyer,** psychiatre comportementaliste américain mit au point une exposition avec prévention de la réponse ritualisée, où des patients, malgré l'attente d'une catastrophe et bien qu'ils n'aient pas ritualisé pour s'en préserver, sont amenés à constater que rien de grave n'est advenu. Jean cottraux (2005, p.173, 199) en a explicité la méthodologie, comme une collaboration en confiance du patient et du thérapeute, avec des contrats successifs d'exposition à des situations pénibles. Le thérapeute peut jouer le rôle de modèle en suggérant ce qui est possible de faire à chaque étape. Mais attention de ne pas remplacer les rituels du patient, par une thérapie ritualisée ! Aussi, le thérapeute doit arriver à interrompre la chaîne des rituels, en lui montrant que sans eux, il ne se passe rien de grave, sinon un état d'anxiété, qui atteint rapidement un plateau, pour décroitre en quelques heures. Autrement dit, la solution pour *sortir du dilemme est d'affronter la situation angoissante, d'oser diminuer, voire de supprimer les rituels et de résister à l'anxiété à court terme, afin d'obtenir une tranquillité à long terme (guérison).*

Que penser des dispositifs de justice qui recourent aux contraintes et à différents niveaux de peur, pour obtenir des résultats concrets ? Michel **Foucaut** (2001, 1975) a discerner quatre grands types de société punitives :

- les sociétés qui excluent (exil forcé du condamné chassé de sa terre d'origine),
- les sociétés qui marquent (c'est sur le corps supplicié que prend effet la pénalité,
- les sociétés qui enferment (la prison),
- les sociétés qui organisent un rachat (la justice prend la forme d'une réhabilitation et/ou d'une réparation).

Ces procédures pénales révèlent à chaque fois une forme de pouvoir déterminée et une technicité de la punition. Les techniques peuvent changer, évoluer et leur point d'application aussi se transformer (Gros, 1996, pp. 61, 62). Toutefois, il ne suffit pas d'ériger des règles, des lois et des châtiments, pour proscrire des comportements et les modifier. Quant à l'usage systématique ou excessif de la peur, il a tendance à perturber la conscience, à empêcher le moi de s'affirmer et de lui permettre de lutter efficacement contre les idées intrusives, les pulsions destructives et/ou auto-destructives. *L'évaluation psychologique et sociologique des mesures contraignantes par rapport aux comportements des personnes,* serait un vaste champ d'études à mener.

6.2.2.1. <u>L'usage des châtiments</u>

Un châtiment est un traitement violent, qui est infligé en réponse à une attitude considérée, comme répréhensible, immorale ou déplacée. Il consiste à imposer

quelque chose de désagréable à une personne, dans le but de la rappeler à l'ordre et de la dissuader de conserver ce type d'attitude. Il est infligé par l'autorité supérieure, à l'égard de ceux qu'elle gouverne. Par exemple, par un maître avec son animal de compagnie, un parent avec ses enfants, un enseignant avec ses élèves, un employeur avec ses employés, un État avec ses citoyens...

Les humiliations, les coups, les gifles, la tromperie, l'exploitation sexuelle, la moquerie, la négligence etc. sont des formes de maltraitances, parce qu'ils blessent l'intégrité et la dignité de la personne, même si les effets ne sont pas visibles de suite. On distingue deux types de châtiments : corporel et moral. Le premier consiste à marquer le corps du châtié, le second à placer le châtié dans une situation psychologique pénible. **Un châtiment corporel** est une forme de punition, où une douleur physique est infligée à une personne, souvent associée à une certaine humiliation. Il se distingue de « la torture » par le fait qu'on ne recherche pas « un aveu », que la douleur ainsi causée est censée ne pas causer de dommages irrémédiables, et que les éventuels dommages corporels doivent permettre le retour vers l'activité initiale ou au travail. L'usage des châtiments corporels, et notamment de la fessée, à l'égard des enfants est une forme de « maltraitance » pouvant leur causer des dommages. **La maltraitance** désigne des mauvais traitements infligés à des personnes que l'on traite avec négligence, brutalité, cruauté... Ces victimes sont souvent dépendantes et sans défense. La maltraitance a fréquemment des conséquences durables sur la santé physiologique et psychique des victimes. La violence dans notre société, notamment les crimes, ont souvent été générés par des sévices et autres maltraitances observées et subies dans l'enfance. C'est à l'âge adulte que l'enfant maltraité jadis, commencera à en souffrir et aussi souvent à en faire souffrir les autres. Un enfant battu apprend très tôt la violence qu'il utilisera parfois à son tour, devenu adulte, en battant sa compagne et ses enfants.

Le châtiment moral comprend notamment :

- l'humiliation,
- l'isolation,
- les privations,
- le harcèlement...

Le harcèlement est un enchaînement d'agissements hostiles dont la répétition affaiblit psychologiquement la personne qui en est la victime. Marie-France **Hirigoyen** (2001, 1998) définit le harcèlement moral comme : « *toute conduite abusive qui se manifeste notamment par des comportements, des paroles, des actes, des gestes, des écrits, pouvant porter atteinte à la personnalité, à la dignité ou à l'intégrité physique ou psychologique d'une personne, mettant en péril l'emploi de celle-ci ou dégradant le climat social.* » Le harcèlement psychologique, appelé aussi « mobbing », se définit comme un enchaînement de propos et/ou d'agissements

hostiles, répétés fréquemment pendant une période assez longue, par lesquels un ou plusieurs individus cherchent à isoler, à marginaliser, voire exclure une personne sur son lieu de travail (recherche d'un bouc émissaire). Dans le cadre professionnel, c'est un moyen pour obtenir le consentement de quelqu'un par la menace et la terreur, qui est condamné en France au titre de **la Lutte contre le harcèlement moral au travail (**Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale).

D'après christophe **Dejours** (2010, 2007, 2000), certaines organisations : entreprises, administrations, associations ont instauré « un management de la peur ». La dérive remonterait au début des années 90. Sous couvert de modernisation de la gestion des ressources humaines, la peur a été instaurée comme méthode de management des organisations. Aujourd'hui, elle est présente à tous les niveaux de la hiérarchie et dans toutes les catégories socioprofessionnelles. Ce système entretient deux types de peur : la première, c'est la crainte de la précarisation, c'est-à-dire du chômage et la seconde, c'est celle ne pas être à la hauteur, et de se retrouver dévalorisé. Or, le fait de manquer de confiance en soi ou en ses compétences engendre ou augmente le sentiment de peur et enferme la personne dans un cercle vicieux, une spirale dépréciative. *Ce sont les échecs de l'intelligence collective, qui entretiennent le sentiment de peur.* La concurrence, les rivalités - attisées par la permanence d'un fort taux de chômage - sont telles entre les individus, que les conduites déloyales (rétention d'information, mensonges, croc-en-jambe...) se multiplient. Comment expliquer que les actifs acceptent de se soumettre à un système aussi pervers ? Parce qu'ils n'ont d'autre choix que de démissionner ou de participer. D'un côté, il y a ceux qui infligent la souffrance, accroissant les exigences et les cadences, proférant des menaces de licenciement. De l'autre, tous ceux qui subissent cette violence mentale, sans se révolter. Mais ce jeu de rôle génère, chez les victimes comme chez les bourreaux, une profonde souffrance éthique, une entrave à la réflexivité, une inhibition de la créativité et des initiatives innovantes. Pour remédier à cette détresse, ils élaborent des stratégies de défense destinées à anesthésier leur conscience morale, comme par exemple : « Nez sur le guidon, je fais mon boulot sans réfléchir aux conséquences». **Le management de la confiance** (Dejoux, 2001) ouvre de toutes autres perspectives... (Nous l'avons évoqué en : 3.5.9. les organisations apprenantes).

6.2.2.2. <u>L'apprentissage de l'impuissance</u>

La notion d'« impuissance apprise » (ou de résignation apprise) a été créée par martin **Seligman** (1975) pour décrire les réactions de détresse et d'apathie d'animaux, subissant des évènements stressants incontrôlable (par exemple des chocs électriques que l'animal ne peut éviter). Ce comportement peut se généraliser à d'autres situations. L'impuissance apprise serait un comportement acquis, suite à

des échecs répétés, comportements se traduisant par l'abandon de tout effort, pour modifier la situation. Des réactions assez similaires ont été décrites chez les êtres humains, ne pouvant maîtriser des situations, impliquant l'occurrence d'évènements aversifs répétés, intenses ou durables. Des sujets placés dans de telles situations se sentent « pris au piège », et incapables d'éviter une issue négative, malgré leurs efforts. Ce ne sont pas les évènements indésirables en eux-mêmes, qui créent des sentiments d'impuissance, mais la perception d'une absence de contrôle sur ces évènements. Pour Seligman, l'impuissance apprise, serait l'un des précurseurs de la dépression. L'impuissance est un processus dysfonctionnel. Elle s'est avérée associée à une durée de survie moindre, que des stratégies plus combatives. Elle s'apparente au désespoir, au fatalisme, au stoïcisme, à la résignation... Cette impuissance apparaît comme facteur de risque et de pronostic, dans de nombreuses pathologies organiques et psychologiques. Néanmoins, tous les individus soumis à des situations stressantes, difficilement contrôlables, ne développent pas forcément de l'impuissance apprise, ni une dépression, nous avons évoqué à ce propos « **le coping de résilience** » (3.4.3. La réduction des risques vis-à-vis des conduites addictives).

6.2.2.3. La soumission à l'autorité

Dans le champ psycho-sociologique, l'expérience de stanley **Milgram** (1974) nous permet d'aborder le phénomène de « **la soumission à l'autorité** ». Milgram cherchait à évaluer le degré d'obéissance d'un individu devant une autorité, qu'il juge légitime et à analyser le processus de soumission à l'autorité, notamment quand elle induit des actions, qui posent des *problèmes de conscience* du sujet. Si l'obéissance à l'autorité, est très fréquente dans la routine quotidienne, *elle peut poser problème, quand elle bafoue les droits humains*. Des sujets acceptèrent de participer, sous l'autorité d'une personne supposée compétente, à une expérience d'apprentissage, où il leur sera demandé d'appliquer des traitements cruels (décharges électriques) à des tiers, sans autre raison que de « vérifier les capacités d'apprentissage ». Les participants étaient des hommes de 20 à 50 ans de tous milieux et de différents niveaux d'éducation. Les variantes impliquent le plus souvent trois personnages :

- l'élève, qui devra s'efforcer de mémoriser des listes de mots et recevra une décharge électrique, de plus en plus forte, en cas d'erreur,
- l'enseignant, qui dicte les mots à l'élève et vérifie les réponses. En cas d'erreur, il enverra une décharge électrique destinée à faire souffrir l'élève,
- l'expérimentateur, représentant officiel de l'autorité, vêtu de la blouse grise du technicien, de maintien ferme et sûr de lui.

L'expérimentateur et l'élève sont en réalité des comédiens et les chocs électriques sont fictifs. Les réactions aux chocs sont simulées par l'apprenant. Sa souffrance

apparente évolue au cours de la séance : à partir de 75 V, il gémit, à 120 V, il se plaint à l'expérimentateur qu'il souffre, à 135 V, il hurle à 150 V, il supplie qu'on le libère, à 270 V, il lance un cri violent à 300 V, il annonce qu'il ne répondra plus. Lorsque l'apprenant ne répond plus, l'expérimentateur indique qu'une absence de réponse est considérée comme une erreur. Au stade de 150 volts, la majorité des sujets *manifestent des doutes* et interrogent l'expérimentateur qui est à leur côté. Celui-ci est chargé de les rassurer en leur affirmant, qu'ils ne seront pas tenus pour responsables des conséquences. Si un sujet hésite, l'expérimentateur lui demande d'agir. Si un sujet exprime le désir d'arrêter l'expérience, l'expérimentateur lui adresse, dans l'ordre, ces réponses :

1. « Veuillez continuer s'il vous plaît. »
2. « L'expérience exige que vous continuiez. »
3. « Il est absolument indispensable que vous continuiez. »
4. « Vous n'avez pas le choix, vous *devez* continuer. »

Si le sujet souhaite toujours s'arrêter après ces quatre interventions, *l'expérience est interrompue.* Sinon, elle prend fin quand le sujet a administré trois décharges maximales (450 volts) à l'aide des manettes intitulées *XXX* situées après celles faisant mention de « *Attention, choc dangereux »*.

À l'issue de chaque expérience, un questionnaire et un entretien avec le sujet permettaient de recueillir ses sentiments et d'écouter les explications qu'il donnait de son comportement. *Cet entretien visait aussi à le réconforter en lui affirmant qu'aucune décharge électrique n'avait été appliquée, en le réconciliant avec l'apprenant et en lui disant que son comportement n'avait rien de sadique et était tout à fait normal.* Un an après l'expérience, il recevait un nouveau questionnaire sur son impression au sujet de l'expérience, ainsi qu'un compte rendu détaillé des résultats de cette expérience

Lors des premières expériences menées par Milgram, 62,5 % (25 sur 40) des sujets menèrent l'expérience à terme, en infligeant à trois reprises les électrochocs de 450 volts. Tous les participants acceptèrent le principe annoncé et, éventuellement après encouragement, atteignirent les 135 volts. La moyenne des chocs maximaux (niveaux auxquels s'arrêtèrent les sujets) fut de 360 volts. Toutefois, chaque participant s'était à un moment ou à un autre interrompu pour questionner le professeur. Beaucoup présentaient des signes patents de nervosité extrême et de réticence lors des derniers stades (protestations verbales, rires nerveux, etc.). Milgram a qualifié à l'époque ces résultats « d'inattendus et inquiétants ». *Se plaçant dans un cadre évolutionniste, il conjecture que l'obéissance est un comportement inhérent à la vie en société et que l'intégration d'un individu dans une « hiérarchie »*

implique que son propre fonctionnement en soit modifié : l'être humain régresse alors du mode autonome au mode systématique, où il devient l'agent de l'autorité. Bien que dans ces conditions, un individu commette des actes qui semblent violer les critères de sa conscience, on aurait tort d'en conclure que son sens moral a disparu. Mligram a observé chez les participants un changement d'objectif. L'individu ne porte plus de jugement de valeur sur ses actions. Ce qui le préoccupe, c'est de *se montrer digne de ce que l'autorité attend de lui* (Milgram, 1974, p.25). À partir de ce modèle, Milgram recherche les facteurs, intervenant à chacun des trois stades :

- 1. les conditions préalables de l'obéissance : elles vont de la famille (l'éducation repose sur une autorité dans la famille) à l'idéologie dominante (la conviction que la cause est juste, c'est-à-dire ici la légitimité de l'expérimentation scientifique).
- 2. l'état d'obéissance : les manifestations les plus importantes sont « la syntonisation » (réceptivité augmentée face à l'autorité et diminuée pour toute manifestation extérieure) et « la perte du sens de la responsabilité ». Il constate aussi une redéfinition de la situation en ce sens que l'individu soumis « est enclin à accepter les définitions de l'action fournies par l'autorité légitime ».
- 3. les causes, maintenant en obéissance : le phénomène le plus intéressant parmi ceux relevés est *l'anxiété, qui joue le rôle de soupape de sécurité ; elle permet à l'individu de se prouver à lui-même par des manifestations émotionnelles qu'il est en désaccord avec l'ordre exécuté*.
-

La tension, que ressent l'individu, qui obéit, est le signe de sa désapprobation à un ordre de l'autorité. L'individu fait tout pour baisser ce niveau de tension ; le plus radical serait la désobéissance, mais le fait qu'il ait accepté de se soumettre l'oblige à continuer à obéir. Il est possible que l'augmentation graduelle supposée, de l'intensité des chocs électriques soit un facteur favorable à la soumission. Cela créerait *un effet d'engagement de l'individu dans ses actes.* Le dispositif de Milgram fait que le sujet se trouve de la sorte engagé dans un scénario d'actions, où la gravité de ses actes ne lui apparaît pas immédiatement, mais seulement au fur et à mesure de l'expérience. Une fois ce premier engagement obtenu, il est, à chaque nouveau choc, de plus en plus difficile de se désengager de la situation (Delouvée, 2010, p.56). L'individu fait donc tout pour faire baisser cette tension, sans désobéir. Dans l'expérience de Milgram, des sujets émettent des ricanements, désapprouvent à haute voix les ordres de l'expérimentateur, évitent de regarder l'élève, l'aident en insistant sur la bonne réponse ou encore *lorsque l'expérimentateur n'est pas là, ils ne donnent pas la décharge convenable exigée*. Toutes ces actions visent à faire baisser le niveau de tension. *Lorsqu'il n'est plus possible de le faire diminuer avec ces subterfuges, le sujet désobéit purement et simplement.*

L'obéissance à l'autorité, qui dans certains contextes peut se révéler utile, comme une certaine « discipline », a néanmoins *tendance à faire régresser les personnes vers une dé-responsabilisation complète. L'obéissance peut devenir dangereuse, lorsque ses conséquences vont à l'encontre de l'éthique du respect d'autrui, des droits humains et des lois démocratiques. A noter que le maintien de l'individu dans un « état d'obéissance » dure aussi longtemps, que s'exerce le pouvoir de l'autorité et qu'elle n'entre pas en conflit avec le comportement du groupe (le conformisme) et un certain niveau de tension ou anxiété.* Milgram nous pose la question : *Où finit la soumission à l'autorité et où commence la responsabilité de la personne ?*

Dès notre plus jeune âge, nous apprenons à nous soumettre à différentes instances autoritaires : la famille (respect de l'autorité des adultes), le cadre institutionnel (l'école, l'entreprise...). Tout cela entraîne une intériorisation de l'ordre social : on est généralement récompensé, quand on obéit, et punit si on désobéit, et plus gravement si on se révolte... L'interprétation proposée par Milgram, consiste à différencier deux états psychologiques :

- l'état d'agent subordonné, état de dé-responsabilisation dans lequel l'individu ne se reconnaît plus comme l'auteur de ses comportements, mais comme un simple exécutant d'actes qui ne relèvent plus de sa décision, mais de celle d'une autorité légitime, d'une volonté étrangère supérieure. L'individu n'est que l'instrument d'un système hiérarchique, en tant qu'exécutant, il produit des actes, mais ne s'en considère pas comme responsable.
- *l'état d'autonomie, quand la personne se considère comme responsable de ses actes et se sert de sa propre conscience, comme guide de comportements correctes, acceptables humainement, éthiquement, déontologiquement, légalement.*

6.2.2.4. La pression conformiste

Une autre posture de l'obéissance a pu être également observée et étudiée : « **le conformisme** ». Lorsque l'individu obéit à une autorité, il est conscient de réaliser les désirs de l'autorité. Avec le conformisme, l'individu est persuadé que ses motivations lui sont propres et qu'il n'imite pas le comportement du groupe. **Ce mimétisme** est une façon pour l'individu de ne pas se démarquer du groupe. Solomon **Asch** (1951) invita un groupe d'étudiants de 17 à 25 ans à participer à un prétendu « test de vision ». Tous les participants étaient complices avec l'expérimentateur, sauf un. L'expérience avait pour objet d'observer comment cet étudiant (le sujet) allait réagir au comportement des autres.

Les complices et le sujet furent assis dans une pièce et on leur demanda de juger la longueur de plusieurs lignes tracées, sur une série d'affiches. À chaque fois, il fallait

qu'ils désignent laquelle était la plus courte, lesquelles étaient de même longueur, etc. Au début, les complices donnent à l'unanimité la même réponse erronée avant de laisser le sujet répondre en dernier.

Tandis que la plupart des sujets répondirent correctement, beaucoup furent assez perturbés, et un grand nombre (33 %) finissait par se conformer aux mauvaises réponses soutenues à l'unanimité par les complices. Les sujets étaient même amenés à soutenir des réponses allant contre l'évidence et leur propre vue, comme par exemple : affirmer que deux lignes avaient la même longueur, alors que l'écart de plus de 5 cm était tout-à-fait visible.

Lorsqu'il n'y avait pas unanimité parmi les complices, les sujets s'émancipaient du groupe pour soutenir la réponse correcte, mais dissidente et contrariante pour le groupe.

Des sujets *témoins* qui n'étaient pas soumis à un point de vue majoritaire, n'eurent par contre aucun mal à donner la réponse correcte.

Harold **Kelman** (1958) fait résulter le conformisme de trois processus différents :

- la complaisance : la source exerce un pouvoir coercitif et l'individu cherche son approbation ou veut éviter les représailles. Il y a donc acceptation publique d'un comportement sans adhésion privée. Cette forme d'influence est temporaire. Elle durera tant que la pression sociale apportera des sanctions ou que la personne estimera que les sanctions des autres sont importantes,
- l'identification : le sujet désire ressembler à la source du fait des caractéristiques attractives de celle-ci. Les effets d'identification sont plus durables que les effets de complaisance et se manifestent à la fois aux niveaux public et privé. Cette forme de conformisme se maintiendra aussi longtemps, que l'individu désirera s'identifier au groupe ou à certains de ces membres. Mais cette forme de conformité pourra cesser, dès lors que ces personnes ou le groupe perdront de l'importance pour l'individu.
- l'intériorisation : l'individu se conforme non parce qu'il désire s'identifier à un groupe ou parce qu'il a peur d'en être rejeté, mais parce qu'il croît profondément en la justesse de ces opinions. Cette influence peut être plus durable (Delouvée, 2010, p.51).

C'est, d'après alexis de **Tocqueville** (1981), dans le renoncement à la liberté que se trouve le danger majeur pour la société démocratique, celui de « la tyrannie de la majorité » : un régime politique, qui utilise la règle de la majorité, veut que, par le vote, la décision soit celle du plus grand nombre. Tocqueville relève que la

démocratie comporte le risque d'une toute puissance de la majorité. Parce qu'il s'exerce au nom du principe démocratique, un pouvoir peut s'avérer oppressif à l'égard de la minorité, qui a nécessairement tort, puisqu'elle est minoritaire. C'est le risque du conformisme, qui peut menacer la liberté d'expression. Pour s'en préserver, il est nécessaire que puissent s'établir des contre-pouvoirs et de l'auto-limitation.

6.2.3. Les stimulations externes positives

Elle peut s'exercer **par renforcement positif des comportements corrects** par rapport à la situation, il s'agit d'encourager les « bonnes pratiques ». **Le système de récompense / renforcement** est un système fonctionnel de base des mammifères, situé dans le cerveau, le long du faisceau médian du télencéphale. Ces structures sont : l'aire tegmentale ventrale, le pallidum ventral, le noyau accumbens, l'hypothalamus latéral, le septum et le cortex préfrontal. Les principaux neuromédiateurs impliqués dans les renforcements sont :

- La dopamine, pour la composante **motivationnelle**.
- Les opioïdes endogènes et les cannabinoïdes endogènes, pour la composante **affective**.

Le « système de récompenses » est *indispensable à la survie*, car il fournit **la motivation** nécessaire à la réalisation d'actions ou de comportements adaptés, permettant de préserver l'individu et l'espèce (recherche de nourriture, reproduction, évitement des dangers …). Le système de renforcement est constitué par trois composantes :

- **affective**, correspondant au plaisir provoqué par les “récompenses”,
- **motivationnelle**, correspondant à la motivation à obtenir la “récompense”,
- **cognitive**, correspondant aux apprentissages généralement réalisés par conditionnement.

Les “renforcements” concernent l'apprentissage de réactions réflexes, qui sont apprises par conditionnement pavlovien et l'apprentissage de réactions motrices, par le conditionnement skinnérien, opérant ou instrumental. Une très grande partie de nos comportements est stimulée, par la perspective d'une récompense (sourires, bisous, félicitations, friandises, applaudissements, rappels, bonnes notes, médailles, coupes, prix, honneurs, cadeaux, commentaires élogieux dans les médias, gains, profits, salaire, primes, vacances, retraite, épitaphe, statue, panthéon...).

Le renforcement positif met l'accent sur les points forts de l'apprenant et sur ses comportements corrects plutôt que sur les autres. Il a pour but d'*encourager un comportement pertinent* et de faire de ce comportement une règle. On peut repérer

trois étapes pour mettre en pratique un comportement correct :

- réglementer : Il s'agit de déterminer les comportements précis qui sont visés, que vous souhaitez que l'apprenant adopte. Veillez à ce que les règles soient simples, claires, facilement compréhensibles, peu nombreuses, évaluables.
- ignorer : Déterminez les comportements que vous voulez voir changer en les signalant à l'apprenant, mais ne réagissez pas négativement à un comportement in correct ou à un comportement perturbateur (en réprimandant la personne ou en la punissant).
- féliciter : Manifestez l'approbation de l'évaluateur, quand l'apprenant adopte des comportements corrects. Le but est de surprendre l'apprenant en train d'agir conformément aux desiderata.

Selon burrhus **Skinner** (1974, 1971, 1972, 1962, 1957) l'humain cherche à échapper aux aspects *aversifs* de l'environnement. Les *renforcements positifs* sont préférables aux renforcements négatifs. Il vaut mieux inciter les gens à un comportement désirable, que les décourager par des menaces. On obtient ainsi leur collaboration volontairement, en évitant de heurter leurs sentiments de liberté (relative) et de dignité. Certains comportements sont désirables, d'autres néfastes. Ils sont souvent déterminés par les contingences des lieux, où l'on habite. Il importe donc de les aménager au moyen de renforcements opérants, qui vont agir sans coercition, pour mettre en place les contingences appropriées, qui vont favoriser les comportements recherchés. Le conditionnement « répondant », ou pavlovien se distingue du conditionnement « opérant », en ce sens que le premier vise à induire un réflexe conditionné machinal, qui cherche à transformer l'individu sans tenir compte de sa volonté et même contre son gré. En ce qui concerne le second : le conditionnement « ***opérant*** », il ne cherche pas à agir directement sur la personne sans passer par sa volonté ; il crée seulement un environnement propice aux actions désirables et impropice aux actions indésirables.

Si une réponse est récompensée, elle aura tendance probablement à se reproduire, la personne peut s'être habituée à un certain comportement, voire y prendre goût, *mais cependant elle se décourage souvent, assez vite, quand elle est confrontée à des problèmes et qu'elle n'a plus les récompenses escomptées*. Il est aussi intéressant de noter que la récompense n'a pas toujours des effets positifs. *Il faut considérer les circonstances dans lesquelles la récompense produit l'effet opposé, c'est-à-dire lorsqu'elle décroit la probabilité du comportement.* Pour appréhender les effets négatifs possibles de la récompense, *on distingue les récompenses intrinsèques, des récompenses extrinsèques*. Les premières dérivent du processus même de production de l'action, alors que les secondes sont reçues par suite d'une action. L'effet négatif de la récompense semble se produire, lorsque des récompenses extrinsèques sont offertes pour des activités, qui fournissent déjà une récompense

intrinsèque. La focalisation sur les récompenses extrinsèques, comme un salaire ou des louanges peuvent occulter, voire dévaluer, les récompenses intrinsèques et inversement, des personnes qui se rendent compte qu'elles produisent une action pour laquelle aucune récompense extrinsèque n'est offerte, peuvent conclure qu'elles prennent plaisir à ce qu'elles font (Gergen, 1984, p.198).

6.2.4. Les stimulations externes négatives et positives

Des régulations complexes jouant sur les aspects positifs et négatifs peuvent être employées :

- par le marché
- par la fiscalité
- par les infrastructures
- par le judiciaire
- par le neuromarkéting

6.2.4.1. La régulation par le marché

Un marché est un lieu où des vendeurs se réunissent, pour proposer leurs produits aux consommateurs. Pour paul **Samuelson** et william **Nordhaus** (2000), « un marché est un mécanisme par lequel des acheteurs et des vendeurs interagissent pour déterminer le prix et la quantité d'un bien ou d'un service ». Par extension donc, pour les économistes le marché est l'espace d'échange, où se rencontrent les offres et les demandes. Dans ce cas le marché est une myriade d'individus et d'institutions en interaction, producteurs d'incitations d'achats et de ventes, ainsi que de lois et de règles pour assurer son propre fonctionnement. **Le prix** est le montant monétaire échangé contre un bien ou un service lors d'un achat ou d'une vente. Le concept de prix diffère de celui du coût en ceci que le coût a à voir avec les dépenses liées aux intrants alors que le prix a à voir avec la vente ou la valeur psychologique qu'est prêt à payer le consommateur ou le client. Le prix peut être un « prix de marché » ou un « prix imposé », selon le régime économique. *Dans une économie de marché, les prix résultent de la libre confrontation de l'offre et de la demande sur le marché : la rareté fait monter les prix tandis que l'offre excessive les fait descendre*. Des règles de droit sont nécessaires pour garantir les échanges. On a pu constater l'importance d'un système de droits de propriété, clairement garanti par l'État. La généralisation et la standardisation des titres de propriété permettent une plus grande *confiance* dans les relations entre acteurs économiques, et donc un marché plus fluide, qui entraine la création d'un système complexe de *mutualisation du risque*, et donc un marché plus souple. Le système de prix est un moyen de coordination des actions des milliards d'individus, qui composent l'économie mondiale. Aujourd'hui, le marché est au cœur de nombreuses économies. Il détermine notre quotidien. Le

marché concurrentiel est le lieu, concret ou non, de la rencontre entre des offreurs et des demandeurs, qui échangent des quantités de biens ou de services contre de l'argent, les prix et les quantités correspondantes étant fixés par la loi de l'offre et de la demande.

Cependant, la construction du modèle du marché repose sur des hypothèses spéculatives. Tout d'abord, la conception de l'*homo oeconomicus* est à relativiser : tous les échanges ne sont pas gouvernés par l'intérêt. Des biens peuvent circuler par le don et le troc, c'est à dire la triple incitation de donner, recevoir et rendre. Plus généralement les actions peuvent obéir à d'autres « logiques », que celle de l'intérêt, comme les actions humanitaires.

Ensuite, la mise en place des conditions de concurrence « pure et parfaite » semble impossible, utopique. A l'homogénéité supposée sur le marché du travail, s'oppose le fait que tous les hommes et toutes les femmes sont différents. La transparence est rendue problématique par l'innovation. La « libre » entrée est une fiction, tout individu n'est pas capable d'entrer sur certains marchés, nécessitant de lourdes infrastructures. La mobilité sur le marché du travail, supposerait que tout individu puisse se reconvertir dans le cas où l'offre de travail diminue ; or, concrètement, les personnes ne peuvent pas acquérir des nouvelles formations aussi facilement, ni déménager au gré des offres d'emploi. Enfin, le modèle du marché concurrentiel est-il « juste » ? Cela dépend de la manière dont on définit le mérite. Se définit-il par l'effort fourni ou par les résultats ? Tous les individus n'ont pas la même chance de réussir et des « processus en spirale montant » favorisent une concentration de richesses sur quelques personnes et des « processus en spirale descendant » entraînent des milliards de personnes dans la précarité et la pauvreté. Si l'histoire a néanmoins prouvé que le marché était plus efficace que l'économie centralement planifiée, le marché est souvent défaillant, incapable de distribuer équitablement les richesses, de limiter les externalités négatives, de prendre en charge la production de biens collectifs.

Les consommateurs/usagers/citoyens prennent en compte l'ensemble des ressources et des frais, pour gérer leur budget mobilité, mais comme l'ont montré les expériences de **l'économie expérimentale**, ils ne se comportent pas comme des êtres « rationnels » et « utilitaristes ». Daniel **Kahneman** (1999), à travers une « *psychologie hédoniste* », a étudié ce qui rend l'expérience de la vie plaisante ou déplaisante. Elle concerne les sentiments, la douleur et le plaisir, la passion et l'ennui, la joie et le chagrin, la satisfaction ou l'insatisfaction. Elle est corrélée avec toute une gamme de circonstances biologiques ou sociétales, qui provoquent la souffrance ou le plaisir. Kahneman et Tversky ont observé chez les personnes *une aversion à la perte*, une forme asymétrique d'aversion du risque. Elles ont de la

difficulté à se séparer d'un bien auquel elles se sont habituées. Les personnes observées, plutôt que d'appliquer un principe de maximisation, mettent en œuvre des **heuristiques**, c'est-à-dire des *routines* simples, ne reposant pas sur un calcul d'optimisation. Ce serait *la prise de conscience de la perte (ou tout du moins du manque à gagner)*, que pourrait entraîner le choix, qui déclenche l'émotion du sujet. C'est donc en apprenant ce qu'il pourrait perdre, que le sujet commence à s'inquiéter... Des études psycho-sociologiques seraient intéressantes à mener soit en laboratoire, soit in situ, pour étudier le comportement et les attitudes des personnes, en fonction des prix du marché et des politiques fiscales.

Le marché du travail, les prix des biens immobiliers, de l'énergie, des véhicules de transport, des assurances, des services d'entretien, de parking, de réparation..., mais aussi l'ensemble des prix des biens et des services... ont des répercussions fortes sur les choix en matière de mobilité spatiale, à travers le budget des ménages.

Le marché contraint les choix économiques des personnes, mais il offre aussi des opportunités, qui peuvent être accentuées ou corrigées par les politiques fiscales.

6.2.4.2. La régulation par la fiscalité

Dans leur rapport au ministre de l'environnement : « Pour une politique soutenable des transports », dominique **Dron** et michel **Cohen de Lara** (1995) dresse la liste de différentes mesures fiscales concernant les problèmes de mobilité : des taxes et des subventions.

- **les taxes :**
  - les taxes sur l'usage d'un véhicule. Ils conseillent d'agir sur son usage (stationnement, péage...), plutôt que sur son acquisition ou sur sa possession (carte grise, vignette),
  - les taxes sur le carburant,
  - les péages urbains,
  - le versement transport, instaurable à partir de 20 000 habitants et repose sur la masse salariale des établissements de plus de 9 salariés, y compris ceux du tertiaire non marchand. Son produit est affecté à l'économie des réseaux de transport public. Quoique le versement transport par son assiette sur la masse salariale, renchérisse marginalement le coût du travail, il joue un rôle dans l'encouragement aux coopérations intercommunales suscité par l'existence du périmètre et des autorités organisatrices des transports publics,
  - les impôts locaux et taxes locales,
  - la taxe professionnelle,

- l'impôt sur le revenu,
- le droit de mutation immobilière.

- **<u>les subventions</u> :**
  - les aides à l'habitat,
  - les aides au logement par l'entreprise,
  - les subventions aux transports collectifs,
  - les subventions aux transports propres...

Cette liste n'est pas exhaustive mais indique qu'*une stratégie fiscale* peut à travers les taxes et les subventions, *viser au changement des comportements, en usant de renforcements positifs et négatifs*. L'île de Norfolk du pacifique, entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande, de 35 km carrés, abritant 2000 habitants a lancé une expérience intéressante, visant à récompenser en monnaie les habitants qui polluent peu et vivent sainement. Chacun d'entre eux se verra remettre « une carte de crédit carbone », qu'il devra présenter en payant son électricité, son carburant et en faisant ses courses d'alimentation. Ceux auxquels il restera des unités pourront les échanger contre de l'argent liquide, tandis que les plus dépensiers devront acheter des unités. L'expérience démarrera début 2011 et doit durer trois ans. De telles mesures peuvent influencer les personnes de même que le coût du carburant, le prix des véhicules, celui des assurances, le coût des parkings et des garages, le budget réparation, le coût des billets de transport en commun...

Les systèmes fiscaux et judiciaires peuvent-ils être simples, justes et gérés de façon efficace ? Quels programmes mettre en place par les pouvoirs publics pour la promotion et la surveillance de la conformité aux réglementations environnementales et des mesures prises en cas d'infractions ? Les mesures fiscales sont surtout reçues par les citoyens, comme des informations « subconscientes » par rapport aux conduites à tenir. Ils ne se posent guère de questions par rapport à telle augmentation de taxe ou telle subvention. C'est souvent quand les médias les évoquent pour les critiquer ou en faire la promotion, quand leurs voisins, leurs amis en discutent au cours d'une conversation, qu'une association dont ils font partie ou dont ils sont proches les éveillent..., que leur attention peut être attirée par le problème évoqué, mais ils n'en tirent pas systématiquement des enseignements et ne modifient pas leurs attitudes et comportement automatiquement. Les avantages et les inconvénients d'une mesure, ils n'en prennent réellement conscience que dans des situations particulières et non dans le cours ordinaire de la vie quotidienne.

6.2.4.3. <u>La régulation par les infrastructures</u>

Lorsque l'on aborde un projet d'infrastructure des transports, il est nécessaire d'envisager le territoire sur lequel cette infrastructure influe. Il faut envisager les conséquences du projet sur la voirie, les lignes de transport, les circulations douces, les éventuelles coupures, les lieux de stationnement.

En effet, chaque aménagement permet de modéliser et canaliser les flux de mobilité en les facilitant ou en les contraignant. Ainsi, par ces aménagements, différents types de mobilité sont favorisés ou non. Ces aménagements qui peuvent agir sur la vitesse, les sens de circulation, les largeurs de voies, les cohabitations, les raccourcis, les priorités…, sont ressentis à différents niveaux, plus ou moins contraignant, par les usagers.

Pour exemple, « les coupures » et « les points noirs » rendent difficiles, dangereux, voire impossible, les déplacements des cyclistes et des piétons (par exemple un passage obligé par pont ou tunnel, supportant un fort trafic de poids lourds, ou un échangeur avec rocades express ou autoroutes, grands giratoires).

Aménagement et gestion de la voirie peuvent reposer sur un partage équitable entre les différents modes de transport (motorisés et non motorisés) ou même marquer une préférence pour les circulations douces. La préservation d'espaces de vie de qualité, suppose le maintien au niveau le plus bas possible des espaces immobilisés ou altérés par les systèmes de transport. Cela signifie une voirie plus favorable aux transports collectifs, aux modes non motorisés, à la cohabitation pacifique de tous les usagers. Ceci peut se faire par une hiérarchisation, entre voirie primaire (trafic automobile et trafic transport collectif sur itinéraires propres et/ou protégés) et voirie secondaire (modes non motorisés, vie de quartier, zones à vitesse réduite); L'ancien réseau peut être aménagé pour les piétons et les cyclistes, de nouvelles infrastructures se substituant aux anciennes. C'est ainsi que des places de stationnement libérées en surface peuvent être rendues aux piétons, aux bicyclettes, au tramway ou au bus. Des séparations physiques entre modes, peuvent être mises en place. Les pistes cyclables, séparées du trafic automobile, posent des problèmes de sécurité pour les cyclistes aux intersections avec les rues. Paradoxalement, des bandes cyclables bien aménagées (marques au sol) peuvent être plus sûres, en partie parce que la présence des cyclistes sensibilise les automobilistes et les rend plus prudents. La marche peut être favorisée, en particulier par un accroissement de la largeur des trottoirs. Les transports collectifs peuvent bénéficier de priorités sur la voirie (feux systématiquement verts pour les transports en commun) et d'installation en sites propres. Les modes les moins agressifs pour l'environnement (bicyclette, transport en commun, véhicule électrique...) peuvent bénéficier de couloirs réservés ou de voies à contresens.

Les zones de limitations de vitesse ou zone trente (zone où la vitesse est limitée à 30km/h) concourent à une dimension du bruit et de l'insécurité. La distance d'arrêt d'une voiture roulant à 50 km/h est de 29 mètres, à 30 km/h, elle est de 13 mètres sur chaussée sèche et sans emprise d'alcool. Lors d'une collision avec une voiture roulant à 50 km/h, un piéton n'a que 20 % de chance de survie, à une vitesse de 30 km/h, cette chance de survie est égale à 80 %. La zone 30 peut également faire office d'aménagement cyclable, très apprécié par les cyclistes urbains, car l'écart entre la vitesse des véhicules motorisés et celle des vélos est moins importante. La visibilité et le respect mutuels sont meilleurs. Ce type d'aménagement de la voirie, en obligeant les véhicules à circuler à une vitesse très modérée, est destiné à rendre plus sûrs les déplacements des piétons et à favoriser la mixité du trafic entre cyclistes, automobilistes, transports en commun, et les véhicules de livraison. Il s'accompagne d'aménagements destinés à « casser » la vitesse des véhicules motorisés : ralentisseurs, rétrécissements de la chaussée, revêtement d'une couleur différente, etc. Ces éléments sont associés à une signalisation spécifique. En zone 30, toutes les chaussées sont à double sens pour les cyclistes. Par ailleurs, le C.E.R.T.U. (Centre d'Etude sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les Constructions publiques) recommande la priorité à droite comme règle de base, ce qui réduit voir supprime les panneaux de signalisation (Shared space) et incite les usagers à la prudence, donc à rouler à *vitesse apaisée.*

Autre exemple : Aux Etats-Unis, *le covoiturage* n'est sorti de la marginalité que lorsque des files d'autoroutes ont été réservées, des places de stationnement sur le lieu de travail gérées, des incitations financières introduites (Orfeuil, 2008, P.227).

Nous ne pouvons donner ici une liste exhaustive des aménagements routiers ou ferroviaires possibles, mais seulement quelques illustrations. Ceux-ci peuvent *infléchir le système des déplacements,* dans le sens d'une prise en compte des objectifs environnementaux, à savoir :

- une qualité de l'air,
- des zones de bruit, nuisible à la santé à résorber,
- des zones de bruit moyen ou « taches grises », dont il faut éviter l'extension, réduire l'emprise,
- des espaces de vie diversifiés et reliés entre eux, à préserver de la réduction et de la fragmentation par les surfaces consacrées à l'automobile,
- des paysages urbains non dégradés, voire améliorés, qui respectent le patrimoine historique et architectural, ainsi que les écosystèmes locaux,
- des réseaux de circulation cohérents et attractifs pour les modes alternatifs,
- une maîtrise des pollutions de l'eau et de l'air, liées aux transports,

- des niveaux de consommation et des natures d'énergies consommées compatibles, avec une activité de mobilité soutenable (Dron, Cohen de Lara, 1995, pp.209, 233).
- une contribution à la réduction des gaz à effets de serre...

Les politiques d'aménagement peuvent :
- *Modérer l'usage de l'automobile*, donc *en supprimer les excès*,
- *Développer une offre alternative* de moyens de mobilité doux.

Ces installations infrastructurelles, même avec les meilleures intentions, ne peuvent empêcher une dérive technocratique, qui ne prend pas en compte suffisamment les perceptions, opinions, besoins, désirs, inquiétudes concrètes... des habitants, suscitant des frustrations, des incompréhensions, des révoltes, du vandalisme... Les conflits d'usage peuvent provoquer des tensions fortes entre les gens, des agressions, des procès à répétitions... *Un projet d'aménagement devrait pouvoir associer les citoyens, sous des formes variées, en amont du projet, au cours de son déroulement et en aval.*

6.2.4.4. La régulation judiciaire

Sur le plan judiciaire, **« La peine »** peut être définie comme une souffrance *imposée par l'autorité à titre de sanction de la violation des règles de la vie en société.* La souffrance renvoie directement vers l'idée de vengeance et de châtiment. Par l'acte délictueux commis, une souffrance a été infligée à la victime et dès lors son auteur doit en subir les conséquences par un principe de réciprocité (mais non forcément d'équivalence). Le fait que cette souffrance soit imposée par l'autorité exclut le principe de vengeance privée. *C'est le groupe social dans son ensemble qui délègue à d'autres autorités le pouvoir de punir ceux qui enfreignent les règles de vie en société.*

La pénologie distingue traditionnellement *trois grands modèles de Justice*, lesquels renvoient vers divers types de sanction applicables : *la justice punitive, la justice réhabilitative et la justice réparatrice (ou restaurative).*

La justice punitive ou rétributive se centre sur le délit en lui-même, sur la transgression d'une norme sociale et vise à rétablir l'ordre par l'imposition d'une souffrance justement proportionnée. L'objectif de la peine sera *la dissuasion* du délinquant et l'application d'une « vengeance » due. La sanction type répondant à ce modèle est la peine d'emprisonnement.

La justice réhabilitative se centre sur le délinquant en déterminant ses besoins afin

de l'assister et de le traiter. Le délinquant est dans ce cas considéré comme un malade qu'il convient de guérir, d'assister afin de lui permettre d'adopter à l'avenir un comportement conforme aux attentes. L'imposition d'*une thérapie* ou de suivre une *formation* répond généralement à cet objectif.

La justice réparatrice ou restaurative se centre sur le préjudice en essayant de le réparer et/ou de restaurer l'équilibre rompu entre les parties : la société, le délinquant et la victime. L'objectif sera alors la restauration du lien entre les différentes parties impliquées afin de rétablir la paix dans la communauté. La médiation auteur/victime est l'exemple type d'application d'un modèle de justice réparatrice.

Actuellement, dans les sociétés démocratiques, les principales sanctions suivantes sont susceptibles d'être infligées à tout contrevenant aux lois et aux droits des personnes :

- *l'amende,* appliquée pour des délits d'importance mineure mais qui peut aussi être combinée à une peine d'emprisonnement
- *les sanctions communautaires*, qui consistent, avec l'accord du condamné, à faire travailler bénévolement ce dernier pour l'intérêt général,
- *les formations ou thérapies* par lesquelles le condamné consent à se faire soigner via des programmes thérapeutiques ou à suivre des modules de *formation visant à développer ses aptitudes* (professionnelles ou humaines) dans divers domaines,
- *la médiation pénale*, qui vise à rétablir le dialogue entre le détenu et sa victime dans une optique réparatrice,
- *la surveillance électronique*, par laquelle le détenu est assigné à domicile mais bénéficie généralement de moments de liberté, le respect des périodes d'assignation étant contrôlé par des moyens électroniques (la plupart du temps par le port d'un bracelet électronique relié par onde radio à une centrale téléphonique installée chez le condamné et elle-même relié au centre de surveillance par le réseau téléphonique),
- *la peine d'emprisonnement*, considérée classiquement comme peine de référence depuis la révolution française.

De manière classique, l'État se voit réservé un monopole sur le droit pénal (*prohibition de la vengeance privée, monopole de la violence*). Il existe deux conceptions du droit pénal : une conception dite « objective » (ou objecto-centré), mettant l'accent sur l'acte, et une conception « subjective » (ou subjecto-centré), axée sur l'auteur de l'acte constitutif de l'infraction. « L'infraction » peut être définie comme l'acte, qui est sanctionné par une peine. Une liste des actes serait impossible à dresser. En effet, son importance varie, selon les époques et les pays. Par exemple,

des actes comme le suicide, le blasphème, l'hérésie, la sorcellerie, l'homosexualité qui étaient incriminés en France au Moyen Âge ne le sont plus aujourd'hui. Inversement, des incriminations nouvelles sont apparues dues à des facteurs comme l'industrialisation (infractions en matière de sécurité routière, du droit du travail) ou l'accroissement de la solidarité humaine (omission de porter secours à autrui, abus de la faiblesse d'autrui).

« La peine » contemporaine procède d'un certain *« néo-rétributivisme »* auquel s'oppose l'idée toujours présente de *la réhabilitation des contrevenants*. Dans ce cadre, si l'incarcération, institution séculaire punitive, demeure encore un objet de prédilection de l'arsenal pénal, la peine se voit administrée et ses contours redessinés à la lumière d'instruments toujours plus performants, au cœur desquels les notions de droits, d'imputabilité et de responsabilisation, occupent une place prépondérante. Filippo **Gramatica** (1963), avocat à Gênes, rejetait le droit criminel et surtout la notion d'infraction dans sa perspective « objective » qui est centré surtout sur le crime et se désintéresse de l'humain, qui devrait être pourtant la préoccupation principale, car il convient de *re-socialiser* l'individu, pour lutter contre ses difficultés d'intégration et d'insertion dans la société et/ou son irrespect des lois.

Depuis de nombreuses années, criminologues et spécialistes du droit pénal et de la pénologie sont à la recherche de **solutions dites "alternatives"** à la peine d'emprisonnement. Cette dernière a en effet montré ses limites, depuis longtemps, n'ayant pour seule vraie utilité que d'exclure le délinquant de la société, pour un terme défini, sans apporter de réelle plus-value une fois ce dernier libéré et étant même souvent considérée, comme une « école du crime ». Certains modèles punitifs alternatifs sont ainsi développés.

Les réductionnistes comme marc **Ancel** (1985, 1981) ne veulent pas supprimer l'emprisonnement, mais le réserver aux personnes les plus dangereuses. Ils proposent de *recourir en priorité aux alternatives à l'incarcération* (obligation de soins, suivi socio-éducatif, travail d'intérêt général, amende, suspension du permis de conduire, sursis avec mise à l'épreuve, milieu ouvert, contrôle judiciaire socio-éducatif, etc.) pour la très grande majorité de détenus, qui ne sont condamnés qu'à de très courtes peines de prison. *La prison serait alors seulement le dernier recours.* Christine **Lazerges** (1987, pp.103, 117) propose **une politique criminelle participative**, qui tire les conséquences de l'impérieuse nécessité de *relais* autres que le pouvoir policier ou le pouvoir judiciaire, pour rendre crédible un projet de politique criminelle. Le pouvoir du citoyen, le pouvoir associatif, le pouvoir des médias ne peuvent être négligés, mais au contraire pris en compte. Cela consiste à *associer le public à la politique criminelle*, avec tous les décloisonnements que cela suppose. *La prévention et pourquoi pas la répression sont l'affaire de tous.* On peut y

lire **une méthode active**, dont l'objet serait à la fois de *promouvoir une pédagogie de la responsabilité et de favoriser la démocratie locale.* Le Comité des ministres, en vertu de l'article 15b du Statut du Conseil de l'Europe a considéré qu'une politique criminelle orientée vers la prévention du crime, la promotion des mesures de substitution aux peines privatives de liberté, la réinsertion sociale des délinquants et l'aide aux victimes, doit être poursuivie et développée dans les États membres du Conseil de l'Europe. En France, une ébauche de participation du public à la politique criminelle a été tentée avec « *les Conseils de Prévention de la Délinquance* » (communaux, départementaux, national). Les problèmes posés par la mise en place et le fonctionnement de ces instances, peuvent s'apprécier en terme d'*indices de démocratisation de la vie publique locale* avec *le dépassement des conflits partisans, la régulation des conflits de légitimité* (élus, administrations, associations), *la mise en œuvre effective d'une participation communautaire des habitants d'une ville, du public donc, à la prévention de la délinquance, une évaluation et un ajustement permanent des réponses apportées aux problèmes de délinquance. L'ouverture* du bloc monolithique de la justice pénale *sur la société civile*, sous l'impulsion d'une politique criminelle *refusant de voir dans l'emprisonnement le lieu privilégié d'exécution de la sanction pénale*, signifie une redistribution des rôles par rapport aux réponses à la délinquance., autour d'une *coopération citoyenne volontaire avec la justice* et *une police de proximité* agissant sur trois registres : *la prévention, la conciliation, la répression.*

Un courant de pensée **abolitionniste** suggère même *l'abolition des prisons*, selon *le modèle de* **la réconciliation** (par exemple Louk **Hulsman** (1982), catherine **Baker** (2004), thierry **Lodé** (2008). L'abolitionnisme est un courant de pensée, qui vise la *suppression de l'esclavage*. Par extension, on utilise le terme pour les mouvements qui cherchent la suppression d'une institution ou d'une loi. On évoque par exemple *l'abolition de la peine de mort, de la torture*...

Les abolitionnistes contestent l'institution carcérale, il s'agit pour eux de :

- réinsérer, rééduquer alors que le système carcéral rend le délinquant encore moins apte à vivre avec les autres (phénomène de socialisation carcérale, « prisonisation »),
- réparer les victimes, alors que la prison est de l'ordre de la vengeance, non de la réparation,
- protéger la société, alors que la prison génère des criminels et devient une sorte d'« école du crime ».

Par ailleurs, si le procès, avec les témoignages, la présentation de preuves, de documents... et la discussion publique entre les avocats, le juge et les parties, peut *permettre une conscientisation des personnes concernées, elle est induite de façon*

externe par les institutions juridiques et n'a pas toujours à terme les effets escomptés d'un changement d'attitude et de comportement sur la personne condamnée pour un crime ou un délit, d'abord parce que celle peut-être innocente, ou ne pas vouloir se reconnaître pleinement responsable des actes commis, ou encore ne pas pour autant vouloir ou pouvoir changer, d'où les problèmes des récidives.

6.2.4.5. Le neuromarketing

Le neuromarketing est né des recherches de read **Montague** (2006), *elles appliquent les connaissances issues de la recherche en neurosciences cognitives au marketing et à la communication.* Le but de cette approche est de mieux comprendre les comportements des consommateurs, grâce à l'identification des mécanismes cérébraux, qui interviennent lors d'un achat.

Le neuromarketing désigne deux concepts étroitement liés :

- l'étude, via les neurosciences, du fonctionnement du cerveau humain lorsqu'il est soumis à des *stimuli,* qui peuvent être des marques, des produits ou des publicités.
- l'amélioration des outils de communication.

La publicité est une forme de communication, dont le but est de fixer l'attention d'une cible visée (consommateur, utilisateur, usager, électeur, etc.) pour l'inciter à adopter un comportement souhaité : achat d'un produit, élection d'une personnalité politique, incitation à l'économie d'énergie, etc. La « pub » n'est pas limitée aux biens de consommations ou aux services. Elle peut aussi promouvoir des hommes ou des femmes, vanter un lieu touristique, ainsi que des événements sportifs ou culturels. *La publicité peut viser des changements de comportement ou la promotion de valeurs considérées comme positives ou bénéfiques au niveau de la société, mettre en garde contre les adductions, inciter au respect de l'environnement, ou encore promouvoir la prévention routière. La publicité est une technique largement empirique, qui emprunte à l'économie, à la sociologie, et à la psychologie, qui teste ses intuitions via des panels et des études de marché, qui fait appel à la créativité, à l'imaginaire, à la sensibilité artistique.*

La propagande qualifie souvent une publicité dogmatique, sans humour, répétitive et omniprésente. C'est une sorte de pathologie de la publicité. Les régimes totalitaires et dictatoriaux en ont fait un usage intensif, pour tenter de briser la société civile. C'est un ensemble d'actions psychologiques effectuées par une institution ou une organisation, déterminant la perception publique des événements, des personnes ou des enjeux, de façon à « endoctriner ou embrigader » une population et la faire agir et penser d'une certaine manière. La

propagande peut chercher à faire adhérer l'individu et les masses à un ensemble d'idées et de valeurs, à les mobiliser contre des ennemis (de l'extérieur et de l'intérieur), à provoquer l'action. Elle est souvent placée au service d'un leader et participe au culte de sa personnalité, elle excite les passions et cherche à empêcher l'esprit critique de la conscience.

L'influence peut s'exercer **par la sensibilisation**, *une action consistant à informer et à vouloir faire adhérer un public donné à un choix proposé.* Elle intervient à partir d'une information de prévention sur les risques, les dangers ou sur les avantages d'une innovation technique, d'un comportement alternatif... ; mais seule, elle n'est guère efficace, car elle est noyée dans un flot continu d'informations. Pour qu'elle puisse exercer un effet et avoir un impact sur un public, on peut lui joindre différents atours, comme *la persuasion, l'argumentation, la séduction, la créativité*..., qui peuvent contribuer à un accueil plus favorable, influencer indirectement, ne pas susciter la réactance, mobiliser un instant d'attention... **La persuasion** est l'action d'amener quelqu'un à quelque chose, à croire, à faire, à vouloir, à convaincre. **L'argumentation** désigne l'échange discursif effectif, par lequel des interlocuteurs tentent de défendre une position ou de faire accepter un point de vue. C'est une branche de *la rhétorique*. Une argumentation peut, par ailleurs, être convaincante ou non pour tel ou tel public. Plusieurs facteurs peuvent faire en sorte qu'une bonne argumentation ne convainque pas quelqu'un (préjugés, intérêt personnel, manque de connaissance du domaine, aveuglement passionnel, impertinence, etc.). **La séduction** désigne d'une part une conduite ou un procédé social, visant à susciter l'admiration, l'attirance ou l'amour d'une ou de plusieurs autres personnes pour soi et d'autre part l'état des personnes éprouvant cette attirance. Il est possible de puiser dans les stratagèmes chinois des modèles inspirés de **la pensée stratégique** de **Sun Tseu** (1993), auteur de « L'art de la guerre ». Notamment, le premier stratagème d'un classique, qui en contient trente-six, « Mener l'empereur en bateau » ou « Cacher dans la lumière » est parfaitement adaptable dans les méthodes de séducteurs. Art de la guerre et séduction sont-ils comparables méthodologiquement ? Oui, si ce n'est que la seconde se refuse à user de violence. En prônant la victoire en s'adaptant aux circonstances, une interprétation de sun Tseu incite à une séduction, entendue, comme une stratégie relationnelle. Il s'agit d'apprendre à passer outre les obstacles dressés, par l'objet de leur désir dans un réflexe de défense contre les importuns. C'est une façon d'assurer *la sympathie,* plutôt qu'utiliser la force de la contrainte. **La créativité** offre de nouvelles perspectives. Certaines publicités agacent les personnes, elles sont perçues comme trop agressives, trop intrusives, dans la vie privée, gênants pour la navigation sur internet... bref, une véritable pollution, qui ne donne qu'une seule envie : se protéger et y échapper. On assiste de plus en plus de nos jours à une volonté des agences de publicité d'être inventifs, d'être alternatifs dans leurs créations. Le

consommateur est tellement submergé de messages publicitaires, qu'il faut être créatif, original, décalé et bien plus encore pour marquer le consommateur. L'humour est souvent le meilleur moyen pour être remarqué, mais l'humour est parfois jugé trop subversif... L'influence sur **la mémoire**, est une piste d'exploration du neuromarketing, mais « se souvenir » n'est pas « acheter » et pour les publicitaires, l'enjeu reste d'associer à une préférence conditionnée, *une intention d'achat "effective"*.

Le marketing individualisé peut s'enrichir de *pratiques d'engagement*. Il ne suffit plus de sensibiliser, mais de faire effectuer par le consommateur une action, un petit geste, suivi d'un autre plus conséquent. La déontologie exige qu'après la première phase d'action, une **évaluation** en conscience de la personne ciblée lui permette de se réapproprier le processus d'action et de faire alors librement ses choix : continuer, abandonner, passer à autre chose, poursuivre avec de nouveaux objectifs, cette fois-ci fixés par soi-même.

L'influence peut ainsi prendre la forme d'une **communication engageante**, *avec un message à visée persuasive et la réalisation de plusieurs actes préparatoires à un changement d'attitudes, de représentations, de valeurs et de comportements.*
Comment influencer de façon pertinente ?

Il est difficile de demander de l'aide à quelqu'un, car on n'a pas toujours conscience d'avoir besoin d'un soutien pour accomplir les tâches de la vie quotidienne. Inversement, il est difficile de proposer un service à quelqu'un, même quand on pense qu'il pourrait l'aider à vivre mieux. Tant de gens abusent du « pied dans la porte », que cette pratique apparaît intrusive à beaucoup d'entre nous.
N'est-elle pas légitime pourtant dans certains cas et à certaines conditions ? Par exemple pour :

- accompagner « la première fois » : montrer que ce n'est pas si compliqué (parrainage, PDE, challenge à vélo...).
- sensibiliser sur les avantages comparés (coûts, sécurité, confort, convivialité, mobilité utile, praticité...).
- favoriser le co-voiturage (places de parking réservé)...

Une communication engageante, qui adopte une « éthique du care » et cherche à favoriser « l'empowerment » des citoyens, les amènent après la phase d'expérimentation, à prendre conscience de leurs actes par une évaluation et à assumer davantage leurs responsabilités. Elle peut ainsi s'articuler à des stratégies de conscientisation, de responsabilisation et de négociation.

6.3. Les stratégies de conscientisation, de

responsabilisation et de négociation

La curiosité apparaît expérimentalement comme un besoin naturel. La curiosité est un déterminant de **la motivation intrinsèque,** qui ne subit pas de baisse, ni d'usure avec la satisfaction. **L'auto-détermination** est *le besoin d'une personne de se percevoir comme la cause principale de son comportement, de pouvoir choisir librement ses comportements.*

Ce qui est ressenti comme pression, contrainte, contrôle réduit l'auto-détermination et fait baisser la motivation intrinsèque. Edward **Deci** (1971) a vérifié expérimentalement les effets de la récompense sur la motivation intrinsèque. Il a découvert *un effet négatif possible, lors du retrait d'une récompense*. Les situations de compétition, de temps imposé, de surveillance auraient tendance à diminuer la motivation intrinsèque. *Lorsque la situation cesse d'être contrôlée, la motivation et le rendement diminuent.* Il explique le phénomène en parlant d'« *effet de sur-justification* », où le sujet en arrive à attribuer la cause de son comportement à un agent externe, lorsque le contrôle de la situation est externe. Toutefois, le propos mériterait d'être nuancé, car on a aussi constaté que *l'éloge verbal et le feed-back positif pouvaient stimuler l'intérêt intrinsèque. Les récompenses peuvent avoir un impact négatif sur la motivation intrinsèque, lorsqu'elles sont offertes à des gens pour s'adonner à une activité, sans égard au niveau de performance*.

A l'inverse, *les situations dans lesquelles les personnes ont la possibilité de choisir les taches et/ou leurs conditions d'exécution et dont ils connaissent les objectifs à long terme, conditionne la motivation intrinsèque*.

A travers *l'évaluation de son comportement et de ses engagements,* une personne fait appel à **sa conscience** pour choisir librement et volontairement ses nouveaux agissements. **Le sentiment de compétence** est issu du traitement des informations, qui font connaître, grâce à l'évaluation, les effets de nos actions. De bons résultats, une action qui réussit, mais aussi des informations régulatrices, *augmentent le sentiment de compétence. L'auto-détermination et le sentiment de compétence jouent un rôle central dans la motivation intrinsèque.*

La conscience des buts organise l'activité de la personne dans 4 dimensions :

- l'attribution de l'attention à la tâche,
- la mobilisation de l'effort,
- l'accroissement de la persévérance,
- la définition des stratégies d'action.

Des personnes auxquelles on propose des buts difficiles, pourvu qu'ils restent accessibles, présentent de meilleures performances que ceux à qui on demande de faire de leur mieux, ou à qui on ne donne pas de but. Les buts difficiles et accessibles ont un effet motivationnel important dans la mesure où ils induisent un sens d'**accomplissement personnel**

La « recherche-action *» favorise l'analyse des conséquences de nos actes*. Elle développe **le sens des responsabilité**s. Elle permet d'*enrichir la pensée individuelle par l'intelligence collective.*

Elle est l'occasion pour chacun de mener des expériences originales, de susciter sa **créativité**, son **efficacité personnelle**, *ses compétences de discussion et de débat*.
Elle offre l'opportunité de rencontrer des élus, des représentants d'administrations, d'associations, d'entreprises...

Des « **formations-actions** », des « **formations- développement** », des forums sur intranet ou sur internet, la participation à des débats télévisuels interactifs... mettent une panoplie d'outils participatifs à notre disposition.

Qui a intérêt à mobiliser les intelligences citoyennes ?
- Les entreprises, qui veulent assumer pleinement **une** « **Responsabilité sociale économique et environnementale** » ont recours aux interventions de leurs *parties prenantes* : actionnaires, salariés, clients, opinion publique...
- Les démarches de *recherche de la qualité des services*, dans les administrations et les associations qui *ont besoin de la vigilance et de la participation citoyenne*.
- Les projets collectifs qui concernent en partie ou en globalité les citoyens d'un territoire.

On peut faire appel aux idées des citoyens-clients-usagers concernant :
- leurs besoins,
- leurs attentes,
- leurs avis,
- leurs critiques,
- leurs projets (forums, boîte à idées, concours).

On peut les solliciter pour informer les autorités organisatrices de transports (A.O.T.), afin de faire remonter des difficultés rencontrées, lors de leurs trajets. Il peut-être intéressant de tester avec eux certains produits, certains services.

6.4. Les freins, les obstacles, les résistances aux changements

Albert **Bandura** (2007, p.768, 775) nous rapporte que de nombreuses enquêtes de par le monde, sur *le sentiment d'efficacité politique des personnes, sur leur confiance dans les institutions et sur leur perception de la compétence de leurs élus,* font part d'une érosion croissante de l'efficacité perçue des institutions sociales à résoudre les problèmes humains. Les personnes estiment que l'inefficacité du leadership et du gouvernement est spécifique à leur pays et à leurs institutions, mais il semble bien que le problème, avec certes des différences d'amplitude, soit mondial.

Pour le public, les gouvernements, qu'ils se présentent comme modestes ou comme forts, semblent incapables de jouer un rôle majeur dans la vie économique de leur pays. Les opportunistes politiques font des affaires rapides sur certains dossiers. Mais l'absence de remèdes réellement efficaces et durables met en crise la politique traditionnelle et les institutions centrales. Dans ces conditions certaines personnes s'efforcent de regagner du contrôle, en prétendant restaurer le passé, quand le monde était moins complexe et les changements moins rapides. Cette attitude conservatrice est souvent associée à un discours nostalgique sur « le bon vieux temps », qui occulte les difficultés du passé, idéalise des anecdotes et déprécie systématiquement la plupart des nouveautés. Le retrait vers la bulle familiale ou individuelle, et le refus de se confronter aux défis de son temps, laissent les citoyens désemparés, démobilisés, souvent pessimistes vis-à-vis du monde extérieur ou même sujets à diverses pathologies mentales, avec différents troubles de la personnalité. Le sentiment de la peur, simple inquiétude au départ face aux incertitudes s'installe progressivement, à mesure que les individus se sentent moins efficaces personnellement et collectivement pour trouver des solutions aux problèmes de leur vie quotidienne. La peur du changement, la peur de soi, la peur des autres, la peur des étrangers, la peur des jeunes, la peur de l'autre sexe, la peur des déviances, la peur de la maladie sous toutes ses formes, la peur du chômage et de la précarisation, la peur de la mort... dessinent une chaîne d'aversions, qui déprécient l'existence, dressent des barrières entre les gens, entre les peuples, entre les cultures, entre les espèces... Le champ politique semble propice alors à la mise en place de politiques autoritaires, répressives, intolérantes, ségrégatives... autour de rationalisations idéologiques ou religieuses, qui sont diffusées par les médias en discours de « propagande », qui prétendent rassurer et rassembler des « bons » contre des « méchants », les défenseurs du « bien » contre « l'axe du mal »... (Et autres dualismes métaphysiques), alors qu'elles dégradent la situation, constituent de nouveaux et de plus sévères obstacles encore, à la résolution pragmatique et concertée des problèmes.

Les problèmes de mobilité spatiale se retrouvent entraînés dans un tourbillon mortel, où chaque problème contribue à l'aggravation des autres problèmes, jusqu'à une catastrophe, ou une série de catastrophes, supposées annoncer une apocalypse finale de destruction de notre monde et prélude pour les métaphysiciens d'un autre monde eschatologique. Le vingtième siècle avec les utopies totalitaires, nous a déjà confronté à ce type de scénario de fin du monde humain.

Un autre risque, est d'appréhender la problématique de la mobilité spatiale, comme un problème strictement technique et pratique, confié à des experts, même si cette problématique a incontestablement des dimensions théoriques, techniques et pratiques.

Aussi perspicaces soient-ils, les experts ont tendance à réduire la problématique à quelques questions spécialisées sur lesquelles ils excellent, mais qui n'embrassent pas la complexité des phénomènes et qui amènent à accumuler des rapports éclectiques, sans vue d'ensemble et sans grande capacité à engendrer un processus de changement social. En menant l'enquête sur le terrain, nous nous sommes rendus compte de la nécessité d'*une approche trans-disciplinaire et d'un accompagnement psycho-sociologique des citoyens-clients-usagers, afin de leur permettre de s'engager dans l'expérimentation, de mener l'enquête, de délibérer en groupe, d'évaluer leurs expériences...* Tout au long de cette Recherche-Action, nous avons pu identifier certains obstacles au changement sur le plan de la mobilité spatiale :
- La prégnance des habitudes, des routines auto-solistes,
- l'isolation des citoyens-clients-usagers et leurs difficultés à aborder les problèmes de mobilité, avec d'autres gens,
- l'isolation des employés dans le cadre de leur travail, pour traiter des questions concernant leurs trajets domicile-travail,
- leur ignorance fréquente par rapport aux missions des institutions publiques, les échelons de responsabilité communale, inter-communale, départementale, régionale, nationale, européenne, internationale..., au partage des compétences et à l'identification des élus en charge des dossiers, et des techniciens administratifs,
- leur méconnaissance du tissu associatif local et des ressources, dont ils peuvent disposer, ainsi que des personnes, qui pourraient les conseiller,
- leur méconnaissance par rapport au fonctionnement des entreprises de transport privé et public, ainsi que des services à contacter, pour résoudre des problèmes concrets,
- les biais cognitifs, qui amènent des distorsions dans leur appréhension des problèmes à résoudre, des diagnostics à poser, des modes d'action à développer et des évaluations à effectuer,
- la faiblesse de l'émulation, provenant de leur milieu social ou professionnel, pour soutenir leurs initiatives d'autres formes de mobilité,

- le manque de modèles concrets locaux d'alter-mobilité et de pluri-mobilité à suivre.

6.5. Les leviers, les opportunités, les stratégies de changement

Longtemps les décideurs se sont considérés comme des « êtres supérieurs » au reste de l'humanité, ils avaient une conception « élitiste » du savoir et n'attendaient pas grand chose de leurs concitoyens, si ce n'est, dans le cadre des régimes démocratiques représentatifs, pour avoir une indication sur leur cote de popularité et sur l'approbation ou non de leur politique, en vue de leur candidature ou de celle d'un membre de leur parti, aux élections suivantes. *L'avis des citoyens-clients-usagers* est intéressant bien au-delà des calculs politiciens. Il est une ressource d'intelligence immense, pour résoudre les problèmes de l'humanité.

Les citoyens, vivant dans les démocraties ne supportent pas d'être méprisés, d'être déconsidérés, d'être « manipulés »... Ils ne supportent pas d'être dirigés uniquement par la contrainte. S'ils apprécient d'être encouragés positivement, ils aspirent à pouvoir délibérer sur les choix de leur mode de vie, en tant qu'être libres et responsable. Comme en témoignent les pédagogues et les formateurs d'adultes, un accompagnement est souvent nécessaire pour préparer cette **délibération**. *La démocratie participative n'est pas spontanée, elle se construit avec méthode et persévérance.*

Aussi les leviers au changement des comportements de mobilité, passent-ils par *la mise en place de cet accompagnement et par la mise à la disposition des citoyens-clients-usagers de lieux pour échanger sur leurs pratiques, les évaluer, interpeller les représentants d'entreprises de transport, des collectivités territoriales et des administrations, ainsi que des associations.* Les groupes locaux de l'initiative « j'y vais autrement » en donnent un avant-goût. **Une plate-forme** associant les différentes parties prenantes de la mobilité, pourraient en tirer partie, en offrant aux citoyens *l'opportunité de se rencontrer au niveau local, avec des représentants des organisations concernées, pour trouver des solutions pertinentes aux problèmes de mobilité locaux.*

Si nous insistons sur la dimension **accompagnement**, c'est parce que souvent elle n'est pas suffisamment développée. Du coup, les réunions se transforment souvent en pugilat ou en salle à peu près vide, ce qui renforce les citoyens dans leur passivité, le sentiment d'être incompris, et les représentants d'organisation, dans les pratiques traditionnelles de communication, moins risquée et moins frustrante (mais coûteuse

et peu efficace).

Nous n'imaginons pas un instant, de convier tous les citoyens à ces rencontres, mais déjà ceux qui sont intéressés, par le problème soulevé. Ces volontaires, acceptant d'être conseillés dans leurs expérimentations, méritent toute notre attention. L*e changement de comportement social s'effectue en effet beaucoup par imitation, par mémétisme, par comparaison, par modelage de coping...* Comme l'ont remarqué certains intervenants des « *programmes d'incitation au changement de comportement volontaire »,* on peut obtenir « *un effet boule de neige* » par la mise en valeur **des volontaires**, *pris comme* **modèles** autour d'eux, par des gens qui pensent posséder des points communs avec eux. On peut assister ainsi, à *une accélération des changements,* non pas venus d'en haut, mais *par diffusion horizontale des « pratiques innovantes » sur le net, les médias, et par des expérimentations locales, à leur tour communiquées aux proches et médiatisées.*

6.6. Préconisations pour promouvoir l'intelligence territoriale des citoyens

Passons aux actes !

Comment changer nos comportements de mobilité ? Alors que traditionnellement, l'on pensait qu'il fallait modifier sa vision du monde pour ensuite modifier sa façon d'agir, nous avons invité les volontaires à modifier leur façon d'agir pour reconstruire leur vision du monde. Alors que l'on se basait sur une causalité strictement déterministe et linéaire pour modifier les comportements, nous avons exploré des démarches multi-factorielle, avec des boucles rétro-actives et des ruptures de linéarité. Même si les changements engagés ne sont que de petits pas, ils ouvrent des pistes à des investigations ultérieures.

Comment parvenir à un développement plus soutenable, basé sur l'optimisation locale des ressources naturelles, humaines et matérielles ? Le concept d'**écologie territoriale** permet de proposer un cadre pour *développer des synergies locales*. Il s'agit donc de parvenir à *associer, aussi souvent que possible, des citoyens, des clients, des usagers, des employés, des actionnaires... aux processus de décisions qui concernent leurs existences, car on ne peut répondre aux défis environnementaux sans la participation des* ***parties prenantes****.*

La recherche-action est une stratégie efficace pour impliquer des personnes dans l'exploration d'un problème, l'expérimentation et la recherche de solutions.
Une communication engageante, accompagnée de *messages persuasifs***,** permet de

mobiliser des volontaires, et de les accompagner dans leurs processus de découverte cognitive de leur environnement. Par une démarche interactive et participative, les volontaires peuvent évoluer dans leurs attitudes vers davantage de :
- créativité pro-active,
- flexibilité opportuniste,
- sentiment d'efficacité personnelle,
- intelligence collective,
- efficacité territoriale,
- solidarité...

La citoyenneté quotidienne en actes est au cœur des transformations actuelles de la puissance publique, caractérisée par *la re-territorialisation de l'État* inter-communalités, régions, Europe) et *le rééquilibrage de l'État par rapport à la société civile et au marché.* De nombreux auteurs traitant de l'empowerment dans le domaine du *développement local, de la politique de la ville, de l'économie sociale et solidaire*..., mettent en avant le caractère *alternatif* – au sens de *la transformation de l'ordre politique négocié* - de ces nouvelles pratiques visant à transférer vers les acteurs de la société civile, notamment ses franges les plus fragilisées par les transformations économiques actuelles, destinataires du care, des capabilités d'action, de communication et de participation aux délibérations et aux décisions locales. Face à des États impuissants devant l'ampleur des problèmes sociaux et environnementaux à résoudre : inégalité des chances, pauvreté, exclusion, délinquance, problèmes collectifs d'hygiène et de santé, conduites à risque, tri des déchets, réchauffement climatique, choix de mobilité spatiale..., l'empowerment ouvre la perspective d'*une démocratie plus largement participative*. Le pouvoir est construit par ceux qui s'y investissent et sert non pas à prendre celui des autres, mais à s'y ajouter, en jouant le rôle de conseil et/ou de contre-pouvoir, grâce à des procédures de négociation. Il est aussi un moyen de formation et de responsabilisation des citoyens, qui peuvent par la suite, s'ils le souhaitent être candidats à un poste de responsabilité, dans le cadre de la démocratie représentative. L'initiative « j'y vais autrement » a contribué à développer l'empowerment des bourguignons concernant la mobilité spatiale en favorisant la rencontre des citoyens avec des élus, des représentants d'entreprise, d'administrations, d'association, par un amorçage, qui pourrait être amplifié à d'autres volontaires sur le même thème d'actualité, avec différents projets :

Les Plans de Déplacements (urbains, d'administration, d'entreprises, d'inter-entreprises, d'établissements scolaires...) forment un ensemble de mesures visant à optimiser les déplacements liés aux activités professionnelles en favorisant l'usage des modes de transport alternatifs à la voiture individuelle. C'est une formidable opportunité pour solliciter la participation des parties prenantes. **Les plans Énergie-**

Climat, **les Agenda 21**, **les Commissions de quartier**, **les Forums intranet municipaux**... sont des dispositifs ouverts à la participation des citoyens & citoyennes. Non seulement, ils peuvent faire connaître ainsi leurs difficultés propres, mais ils peuvent aussi suggérer des solutions, anticiper l'apparition de conflits et permettre de rechercher un consensus.

6.6.1. Les Plans de déplacements et les citoyens

L'élaboration d'un plan de déplacement urbain, ou **scolaire**, ou **d'entreprise** ou encore **d'inter-entreprise**... sont des opportunités pertinentes et utiles pour faire participer les citoyens-volontaires à la réflexion collective, au moment du diagnostic, du suivi et de l'évaluation des différents plans.

Afin d'organiser les déplacements, il est indispensable que le maître d'ouvrage et ses partenaires, au sein d'un comité de pilotage, puisse partager un diagnostic consensuel sur la situation actuelle. Les citoyens participatifs sont disposés à apporter leur **expertise d'usager quotidien** et sont généralement intéressés par la rencontre et des échanges avec des élus, des professionnels des services techniques et administratifs, des professionnels d'horizons divers et d'autres citoyens...

Le diagnostic permet de mieux connaître les dysfonctionnements en matière de déplacements et de circulation, les évolutions en cours, les attentes des habitants et des acteurs locaux. Il doit identifier les problèmes et les acteurs concernés. Cela suppose une documentation sur les connaissances actuelles dans le domaine et sur les initiatives prises ailleurs. Les solutions techniques envisageables doivent prendre en compte les perceptions et les représentations des habitants-usagers-clients-employés. Elles ont à intégrer la complexité des motivations à la mobilité des personnes, des difficultés spécifiques rencontrées par différentes catégories de personnes, comme par exemple : femme enceinte, enfants en bas âge, accompagnateur d'enfants en bas âges, personne à mobilité réduite, personne ayant des déficiences sensorielles ou intellectuelles, personne souffrant de maladies ou suivant des soins aux effets incapacitants, personnes âgées... Elles ont à prendre en compte les trajets plurimodaux et les problèmes d'inter-modalité qui se posent à chacun en fonction de ses capabilités et de ses limites. Elles ont à recueillir aussi des solutions particulières, tirées de l'expérience de terrain des personnes, qui faciliteraient leurs déplacements en rapport avec leur situation spécifique pas toujours généralisable.

La mise en œuvre du plan de déplacement, est confrontée aux réactions des habitants-usagers-clients-employés par rapport aux mesures qui affectent leur vie quotidienne, leurs habitudes, leurs aptitudes, leurs compétences... Ils ont besoin de

comprendre le sens des changements, les objectifs visés, les moyens mis en œuvre, la nécessité de modifier leurs anciennes routines, les aménagements possibles, les risques nouveaux. La concertation du public est indispensable, sous des formes variées :

L'information est une communication uni-directionnelle du maître d'ouvrage vers le public qui permet de présenter le projet du plan de déplacement, son diagnostic, ses valeurs, les objectifs poursuivis, son dispositif, son coût, les effets et impacts souhaités sur la qualité de vie et sur l'environnement. Elle s'appuie sur des permanences d'accueil, des conférences, des expositions, l'utilisation des médias...

La consultation offre la possibilité pour le maître d'ouvrage de recueillir l'avis du public grâce à des sondages, des enquêtes, des revues de presse, des réunions publiques... Elle est bi-directionnelle : elle suppose une information préalable et fournit un retour aux planistes du déplacement. Elle donne un aperçu sur l'état de l'opinion publique par rapport aux questions posées.

La négociation est l'instauration d'un dialogue avec les opposants au projet, à ceux qui affirment en subir des préjudices, qui contestent des valeurs, des décisions, des pratiques, des conséquences en termes d'effets et d'impacts. Elle met en présence des représentants des partisans et des opposants. La négociation est la recherche d'un accord, centrée sur des intérêts concrets, matériels, quantifiables entre deux ou plusieurs interlocuteurs dans un temps limité. Cette recherche d'accord implique la confrontation d'intérêts incompatibles sur divers points que chaque interlocuteur va tenter de rendre compatibles par un jeu de concessions mutuelles. Si la négociation se déroule en mode **compétitif** ou **distributif,** l'accord risque d'être gagnant-perdant, source parfois d'arrogance et de frustration, fréquemment instable sur le long terme, voire même perdant-perdant. Une négociation qui se déroule en mode **coopératif** conduit plus souvent à un accord gagnant-gagnant.

La médiation est une pratique de résolution des conflits qui fait intervenir **un tiers** pour faciliter la circulation d'information. Celui-ci doit veiller à respecter le principe du contradictoire, à rechercher un compromis dans le cadre de débats confidentiels dans lesquels il devra adopter un comportement indépendant et impartial. La médiation nécessite le libre consentement et l'autonomie de décision. Elle vise un accord durable, garanti par l'engagement et la qualité relationnelle. L'accord s'appuie sur l'effort sincère de reconnaissance à la fois des personnes et des intérêts respectifs, comprenant l'anticipation des risques de ruptures de l'accord, des difficultés rencontrées pour son application, avec, parfois, la prévision d'un possible retour en médiation ou, lorsque l'accord est juridiciarisé, l'inclusion de mesures contre celui qui romprait ce pacte. En cas d'échec, une partie peut faire appel à un arbitrage du médiateur se transformant alors en arbitre, ou d'un juge. Une médiation réussie débouche sur un contrat, allant d'un simple compromis, à un protocole d'accord.

L'évaluation d'une politique publique, de l'action territoriale d'une entreprise, d'une association, c'est d'abord en apprécier la pertinence, c'est ensuite en mesurer l'efficacité à l'aide d'indicateurs de performance, c'est enfin envisager la suite : correction, amélioration, élaboration d'un nouveau projet...

Elle présente une triple dimension :

- qualitative : elle porte un jugement sur la pertinence des objectifs et donc, elle peut conduire à en réviser le choix,
- quantitative : elle mesure les effets de l'action publique en comparant ses résultats aux objectifs assignés et aux moyens mis en œuvre, notamment à l'aide d'indicateurs de performance,
- prospective : elle apporte des préconisations, des propositions de suivi après projet, pour en étudier les impacts à plus ou moins long terme, elle envisage des corrections, elle étudie les possibilités de transfert de l'expérience à d'autres situations, elle amorce de nouveaux projets territoriaux...

- Au niveau territorial, l'évaluation des politiques structurelles européennes et des contrats de plan État-Région a joué un rôle important dans la diffusion d'*une culture de l'évaluation* en France.
- A côté des administrations, des entreprises, des associations, on soulignera la tendance, depuis une vingtaine d'années, à la multiplication des organismes indépendants dédiés à l'évaluation d'un domaine précis, notamment *des agences et autorités administratives indépendantes* et *des dispositifs participatifs d'évaluation*.
- *Une conférence de consensus* est *un jury de citoyens "ordinaires",* sélectionnés pour leur représentativité, leur intérêt pour l'action territoriale et formés par des experts, pour donner leur avis sur un dossier d'intérêt collectif controversé. Avant tout pragmatique et opérationnelle, cette démarche a pour objectif la production collective de savoirs sur un temps relativement bref. Après des discussions libres, des échanges et des débats, parfois vifs, grâce à des comportements coopératifs d'empathie, d'écoute, de décentralisation, de reformulation, d'apprentissage, de synthèse..., un consensus, souvent supposé difficile à réaliser, peut se faire, et permettre d'apporter sa contribution à l'évaluation d'une action territoriale (Guihéneuf, 2008).

6.6.2. Les ateliers participatifs

La démarche de réflexion collective et participative sur la mobilité peut s'instituer au niveau local, en associant plusieurs acteurs :
- des représentants élus de la collectivité locale,
- des techniciens et des administratifs de cette collectivité locale,

- des citoyens volontaires, tirés au sort (ou non), représentatifs (ou non), membres d'association locale (ou non)...
- des experts scientifiques et/ou techniques en fonction des questions traitées.

Ces groupes réflexifs peuvent être ponctuels ou réguliers, couvrant la période d'un projet concernant des problèmes de transport, de circulation, des propositions de mise en place d'équipements et/ou de dispositifs, de suivi d'action territoriale, d'évaluation.

Le groupe de travail fonctionne en réseau, afin de développer **l'intelligence collective**, de pouvoir produire de façon interactive et collaborative, *en hybridant différentes formes d'expériences et de savoir.*

Ses missions seraient de :
- *communiquer de manière transparente et publique* sur le **fonctionnement** du groupe ou du réseau, ses objectifs, ses dates et lieux (réels ou virtuels) de réunion, le choix des intervenants et des participants, les possibilités d'inter- connexion, les règles de fonctionnement, les comptes rendus, les propositions, les résultats...
- recueillir des données ou des opinions dans le cadre d'échanges d'expériences ou de point de vue, pour alimenter un **forum sur internet**,
- utiliser des méthodes d'analyse des besoins, des attentes, des perceptions, des représentations, des valeurs, des attitudes, des comportements,
- faire remonter ces besoins, ces attentes, ces opinions...
- *s'accorder* sur un certain nombre de problèmes prioritaires à traiter,
- *explorer* des pistes de solutions de façon **créatives et pro-actives**,
- *engager* des débats sur les actions à mener et sur la manière de les conduire,
- *s*olliciter sur certaines questions **l'opinion publique** sur le territoire concerné,
- *d*évelopper **l'empowerment** et **un sentiment d'efficacité territoriale** chez de plus en plus de citoyens.
- *chercher* à obtenir **un consensus** autour de résolutions des problèmes de mobilité, légales, efficientes, acceptables sur le plan gestionnaire et soutenables du point de vue environnemental,
- *mettre* ainsi, à la disposition des élus des connaissances et des compétences plus riches, pour rendre encore plus pertinentes, efficaces et consensuelles leurs décisions.

7. Conclusion

La commande d'une **recherche-Action** concernant la mobilité spatiale en Bourgogne est partie du *laboratoire-citoyen* de *l'association Alterre Bourgogne.* Cette dernière avait engagé des travaux sur la mobilité sous un angle de l'observation. Elle a été intéressée par une approche nouvelle mettant l'accent sur le changement de comportement.

Elle nous a amené à monter un dispositif d'enquête « *j'y vais autrement* », qui nous a permis de rencontrer des *citoyens-volontaires*, afin de faire remonter le vécu de la mobilité sur le terrain (bottom-up) et d'analyser, avec eux, des expériences de modes de déplacements différents de ceux dont ils ont l'habitude. Ce fut pour nous l'occasion de les accompagner au cours de trois séances, à travers leurs expérimentations, les difficultés rencontrées, les solutions trouvées ou en perspectives, leurs projets, leurs propositions pour améliorer l'offre de transport et les services. Lors de ces rencontres, chaque volontaire a pu s'exprimer et échanger avec les autres membres des groupes locaux. Nous leur avons proposé des outils (film, questionnaire, débat, blog…) pour stimuler leur réflexivité. Ils se sont rendus compte que les problèmes particuliers auxquels ils se confrontaient étaient souvent partagés par les autres et que les réponses apportées par certains pouvaient eux aussi les concerner.

Nous avons pu dégager, identifier et analyser **leurs attitudes** par rapport aux **changements de comportements**. Il est apparu que **la dynamique des groupes** *pouvaient jouer un rôle favorable dans l'accompagnement du changement*, en offrant la possibilité à chaque participant d'échanger sur un grand nombre d'expériences menées, de découvrir par procuration des situations qu'ils ne soupçonnaient parfois même pas, qu'elles soient négatives ou positives, de mettre des mots sur leurs émotions, de se mettre en scène dans le compte rendu oral de leur mobilité vécue, d'observer les réactions des autres, ainsi que les leurs.
Dans une société, où les individus se sentent souvent atomisés ou repliés dans le cocon familial, avec les sociabilités souvent superficielles des relations de proximité, de travail, d'échanges de biens et de services..., la ressource du groupe des volontaires a permis d'enrichir la réflexion de chacun, en l'aidant *à prendre conscience des conséquences de ses anciennes habitudes, mais aussi des expérimentations qu'il s'est engagé à mener*. Cela a été à la fois une expérience de *care, d'aide et de conseils mutuels, d'intelligence collective, d'évaluation, de débats, de délibération... et d'empowerment, de responsabilisation et d'émergence d'un sentiment d'efficacité territoriale.*

Les volontaires ont exploré à partir de problèmes concrets de mobilité, la difficile **inter-régulation** *des logiques de marché, d'administration des territoires et d'intervention des associations*. Personne ne détient en solo, le monopole du pouvoir par rapport aux problématiques de mobilité, *les pouvoirs sont partagés, les responsabilités sont multiples*. Pour autant, il est possible d'interpeller **la gouvernance** *et même d'y participer, à travers le jeu des réseaux institutionnels et inter-institutionnels.*

Différentes stratégies peuvent être mises en œuvre par les acteurs territoriaux (collectivités, entreprises, associations…) afin d'induire des changements de comportements :

- Utiliser les changements radicaux via la stratégie d'accompagnement de conversion. Cette démarche se rapproche d'une réponse thérapeutique.
- Susciter les changements via la stratégie d'influence sub-consciente. Cette tactique se traduit, soit par la mise en œuvre de mesures prohibitives ou de renforcements positifs, soit par une communication engageante, qui peut déboucher sur une prise de conscience.
- Favoriser les changements cognitifs via la stratégie de conscientisation. Cette approche sollicite la création de groupes participatifs.

La mise en œuvre de ces stratégies dépend du public visé, du contexte des personnes, du cadre organisationnel (entreprises, collectivités, associations, plateformes…), du niveau d'empowerment des citoyens et de leur rapport à la mobilité.

Pour les volontaires, l'initiative « j'y vais autrement » n'est qu'un premier pas, un acte préparatoire, qui peut se poursuivre, s'ils le souhaitent, sous d'autres formes, sur d'autres thématiques, sur des objectifs encore plus larges, plus ambitieux. Afin de rendre la vie plus facile (économiquement, socialement), plus agréable, plus sobre et plus respectueuse de l'environnement. Le développement des attitudes créatives, opportunistes, militantes, d'efficacité personnelle et territoriale... peuvent donner *le goût du changement et de l'empowerment*, dont notre société a tant besoin, pour faire face aux crises économiques, sociales, politiques et environnementales.

L'initiative « j'y vais autrement » a été aussi une **formation-Action** *et une* **Formation-Développement***, s'intégrant dans la longue chaîne de l'apprentissage, du soutien et de la responsabilisation, des dispositifs de* **formation toute au long de la vie,** *de nos contemporains.* Dans un univers complexe, tel que celui dans lequel nous sommes appelés à vivre, personne ne peut détenir seul les compétences, qui lui permettent d'exister, il lui faut l'aide d'accompagnateurs, tels les guides de haute montagne. Aussi chacun est appelé à être sans cesse, à la fois, alternativement,

accompagnateur de personnes moins compétentes sur des domaines mieux maîtrisés et *accompagné* par des personnes plus expertes, par rapport à des zones d'incertitudes.

Dans le domaine de la recherche et notamment celui de la psycho-sociologie, de nombreux travaux ont été menés en laboratoire. Ils mériteraient d'être confrontés à la pratique dans des situations in-vivo, dans le cadre d'un accompagnement de Recherche-Action. Cela permettrait d'accompagner les citoyens en sollicitant de leur part une co-construction de la théorie d'action.

Malgré les efforts, un décalage reste frappant entre l'ampleur des chantiers à mener pour un développement soutenable et le niveau de notre implication quotidienne, tant à l'échelle individuelle et locale, que régionale, nationale, européenne et mondiale. C'est pourquoi, devant l'ampleur des enjeux, il y a nécessité d'une mise à l'épreuve des pratiques et des théories pour changer les comportements et les cognitions.

La recherche action est une mutation culturelle pour la société française qui devrait l'aider à résoudre collectivement ses problèmes, à partir de la mobilisation des gens de terrains et d'accompagnateurs. Ce serait une manière d'introduire une gouvernance, qui prend acte du pluralisme de la société et du potentiel d'intelligence individuelle et collective des citoyens.

8. Bibliographie

. Ackerman (bruce), **Alstott** (anne), « The stakeholder society », Yale University Press, Business & Economics, 2000.

. Ackerman (bruce), « We the people », vol. 1, « Foundations », vol. 2, « Transformations », Presses universitaires d'Harvard, 1991, 1998.

. Ackerman (bruce),« Social justice in the liberal state », New Haven, Yale University Press, 1980.

. Ackerman (diane), « Le livre des sens », Paris, Grasset, 1991.

. ADEME/ AEU (Approche environnementale de l'Urbanisme), « Réussir un projet d'urbanisme durable. Méthode en 100 fiches. Pour une approche environnementale de l'Urbanisme », Paris, ADEME, 2006.

. Ainsworth (mary d.), « Infancy in Uganda: Infant Care and the Growth of Love », Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1967

. Ainsworth (mary d.), **Blehar** (m.), **Waters** (e.), **Wall** (s.), « Patterns of Attachment: A Psychological Study of the Strange Situation », Lawrence Erlbaum Associates, Hillsdale NJ, 1978.

. Ajzen (icek), **Fishbein** (martin), « The influence of attitudes on behavior », in **Albarracin** (d.), **Johnson** (b.t.), **Zanna** (m.p.) (Eds.), « The handbook of attitudes », Lawrence Erlbaum Associates, 2005

. Ajzen (icek), « The theory of planned behavior », Org. Behav. Hum. Decis. Process, 50, 179-211, 1991.

. Ajzen (icek), « From intentions to actions: A theory of planned behavior »,in **Kuhl** (j.) & **Beckmann** (j.) (Eds.), « Action control: From cognition to behavior », Berlin, Heidelber, New York, Springer-Verlag, 1985.

. Ajzen (icek), **Fishbein** (martin), « Attitude-behavior relations : a theoretical analysis and review of emperical research », Psychological Bulletin, 84, 888-918, 1977.

. Allemand (sylvain), « Apprendre la mobilité, les ateliers mobilité, une expérience originale », Paris, Édition Le Cavalier Bleu, 2008.

. Allemand (sylvain), **Seghers** (sylvie), « L'audace des entrepreneurs sociaux », Paris, Éditions Autrement, 2007.

. Allemand (sylvain), « La microfinance n'est plus une utopie ! », Paris, Éditions

Autrement, 2007.

. **Allemand** (sylvain), « Les nouveaux utopistes de l'économie », Paris, Éditions Autrement, 2005.

. ADEME, « Des transports moins gourmands et moins polluants, se déplacer malin », Paris, février 2008.

. ADEME, « Guide de projets éducatifs à l'environnement. Repères méthodologiques. Sélection d'outils pédagogiques : déchets, maîtrise de l'énergie, qualité e l'air, transports », Paris, ADEME Éditions, 2003.

. **Albistur** (maïté), **Armogathe** (daniel), « Histoire du féminisme français, du moyen-âge à nos jours », Paris, Éditions des Femmes, 1977.

. **Alderfer** (clayton p.), « Existence, relatedness and growth », New York, The free Press, 1972.

. Alterre Bourgogne, « Émissions de gaz à effet de Serre en Bourgogne : quels potentiels de réduction ? », synthèse, 8 pages, 2007.

. Alternatives Economiques, « La responsabilité sociale des entreprises françaises », Quétigny, novembre 2009.

. **Amabile** (teresa m.), **Hennessey**, (b. a.), **Martinage** (m). "Immunizing children against the negative effects of reward",Contemporary Educational Psychology 14, no. 3 : 212-227, July 1989.

. **Amabile** (teresa m.), « Social psychology of creativity : a consensual assessment technique », Journal of personality and social Psychology, 43, (5), 997-1013, 1982.

. **Ampt** (elisabeth), « Volontary travel behaviour change. Its rôle in mobility management », SteerDavies Gleave, 2006.

. **Ampt** (elisabeth), « Understanding voluntary travel behaviour change », 26th Australasian Transport Research Forum, Wellington, New Zealand, 2003.

. **Ampt** (elisabeth), « Volontary household travel behaviour change. Theory and practice », Proceedings of 10th International Conference on travel Behaviour Research, Lucerne, 3003.

. **Anable** (jillian), **lane** (ben),, **kelay** (tanika), « An evidence base review of public attitudes to climate change and transport behaviour », Final Report for Department for Transport, 2006.

. Ancel (marc), « La défense sociale », Paris, P.U.F., 1985.

. Ancel (marc), « La défense sociale nouvelle », Paris, Édition Cujas, 1981.

. Anderson (chris), « Free ! Entrez dans l'économie du gratuit », Paris, Pearson Éducation France, 2009.

. Archier (georges), **Sérieyx** (hervé), « Pilotes du 3°type », Paris, Seuil, 1986.

. Archier (georges), **Sérieyx** (hervé), « L'entreprise du 3° type », Paris, Seuil, 1984.

. Argyris (chris), **Schön** (donald a.), « Apprentissage organisationnel. Théorie, méthode, pratique », Bruxelles, De Boeck Université, 2002.

. Argyris (chris), « Savoir pour agir. Surmonter les obstacles à l'apprentissage organisationnel », Paris, Dunod, 2000.

. Arieti (silvano), « Creativity, the magic synthesis », New York, Basic Books, 1976.

. Armengaud (françoise), « La pragmatique », Paris, P.U.F., 1985.

. Asch (solomon), « Social Psychology », Oxford University Press, 1987.

. Asch (solomon), « Effects of group pressure upon the modification and distorsion of judgment », in H. Guetzkow (Ed.), « Groups, leadership, and men », Pittsburg, Carnegie Press, 1951.

. Assier-Andrieu (louis), « Le droit dans les sociétés humaines », Paris, Nathan, 1996.

. Audier (serge), « Le colloque Lippmann. Aux origines du néo-libéralisme », Paris, Éditions Le Bord De l'Eau, 2008.

. Audier (serge), La pensée anti-68. Essai sur les origines d'une restauration intellectuelle », Paris, Editions La Découverte, 2008.

. Audier (serge), « Le socialisme libéral », Paris, La Découverte, 2006.

. Austin (john langshawl), « Quand dire, c'est faire », Paris, Seuil, 1970.

. Averill (james r.), **Nunley** (e. p.), « Voyages of the heart : living an emotionally creative life », New York, Free Press, 1992.

. Axelrod (robert), « Comment réussir dans un monde d'égoïstes : Théorie du comportement coopératif », Paris, Editions Odile Jacob, 2006. »

. Axelrod (robert), « The evolution of cooperation », Basic Books, 1985.

. Baggio (stéphanie), « Psychologie sociale », Bruxelles, De Boeck Université, 2008.

. Baker (catherine), « Pourquoi faudrait-il punir ? Sur l'abolition du système pénal », Paris, Ediotion Tahin Party, 2004.

. Ballaudé (jean-françois), « Les théories de la justice dans l'antiquité », Paris, Nathan, 1996.

. Bales (robert f.), « Rôles centrés sur la tâche et rôles sociaux dans les groupes ayant des problèmes à résoudre », in **Lévy** a., « Psychologie sociale », Paris, Dunod, 1972.

. Bandura (albert), « Auto-efficacité. Le sentiment d'efficacité personnelle », Bruxelles, Éditions De Boeck Université, 2007.

. Bandura (albert), « Exploration of fortuitous determinants of life paths », Psychological Inquiry, vol.9, 2, 95-99, 1998.

. Bandura (albert), « Self-efficacy : the exercise of control », New York, W.H. Freeman, 1997.

. Bandura (albert), « Self-efficacy in changing societies », New York, Cambridge University Press, 1995.

. Bandura (albert), « Social foundations of thought and action : a social cognitive theory », Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall, 1986.

. Bandura (albert), « Social Learning Theory », Englewood Cliffs, NJ, Prentice Hall, 1977.

. Bandura (albert), « Social Learning & Personality Development ». Holt, Rinehart & Winston, INC, NJ, 1975.

. Bandura (albert), « Psychological modeling: conflicting theories », Chicago, Aldine·Atherton, 1971.

. Bandura (albert), « Principles of behavior modification », New York, Holt, Rinehart and Winston, 1969.

. Bandura (albert),« Social learning through imitation », University of Nebraska Press, Lincoln, NE, 1962.

. Barabási (Albert-László), « Linked: How everything Is connected to everything else and what it means for Business, Science, and Everyday Life », 2002

. **Barbier** (rené), « La Recherche-Action dans l'institution éducative », Paris, Bordas, 1977.

. **Bargh** (john a.), « The automaticity of every day life », in r.s. Wyer (éd), « Advances in social cognition », Mahvah, Lawrence Erlbaum Associates, Inc., 1997.

. **Bateson** (gregory), **Ruesch** (jürgen), « Communication et société », préface de paul **Watzlawick**, Paris, Seuil, 1988.

. **Bateson** (gregory), « La nature de la pensée », Paris, Seuil, 1984.

. **Bateson** (gregory), « Vers une écologie de l'esprit » tome 1, Paris, Seuil, 1980.

. **Bateson** (gregory), « Vers une écologie de l'esprit » tome 2, Paris, Seuil, 1977.

. **Bavoux** (jean-jacques), **Beaucire** (francis), **Chapelon** (laurent), **Zembri** (pierre), « Géographie des transports », Paris, Armand Colin, 2005.

. **Blackmore** (susan), « La théorie des mèmes, pourquoi nous nous imitons les uns les autres », Paris Max Milo Éditions, 2006.

. **Beaudet** (christian), « Introduction générale et historique à l'étude du droit », Paris, Centre de Publications Universitaires Paradigme », 2002.

. **Beck** (aaron t.), « La thérapie cognitive et les troubles émotionnels », Bruxelles, De Boeck Université, 2010.

. **Beck** (aaron t.), **Epstein** (norman), **Harrison** (roger), « Cognitions, attitudes and personality dimensions in depression », British Journal of cognitiver Psychoterapy, 1, 1-16, 1983.

. **Beck** (judith s.), « Cognitive Therapy of personnality Disorders », in P. M. Salkovskis, Frontiers of Cognitive Therapy, Guilford Press, 1996.

. **Beck** (ulrich), « La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité », Paris Flammarion, 2001.

. **Becker** (howard), « Sur le concept d'engagement », in « Sociologies », Revue scientifique internationale, Paris, Association des sociologues de langue française, octobre 2006, **http://sociologies.revues.org**

. **Becker** (howard s.), « Outsiders. Étude de sociologie de la déviance », Paris, Éditions A.-M. Métailié, 1985.

. **Belzung** (catherine), « Biologie des émotions », Bruxelles, Éditions De Boeck

Université, 2007.

. Bentham (jeremy), « Le panoptique », précédé d « l'œil du pouvoir » par michel **Foucault**, Paris, Pierre Belfond, 1977.

. Berger (peter), **Luckmann** (thomas), « La construction sociale de la réalité », Paris, Librairie des Méridiens et Cie, 1986.

. Berlin (isaiah), « La liberté et ses traîtres. Six ennemis de la liberté », Paris, Éditions Payot, 2002.

. Bergounioux (alain), **Grunberg** (gérard), « Les socialistes français et le pouvoir. L'ambition et le remord », Paris, Fayard - Hachette Littérature », 2005.

. Bernard-Royer (michèle), « L'investissement socialement responsable. Vers une nouvelle éthique », Paris, Arnaud Franel Éditions, 2009.

. Bernheim (hippolyte), « L'hypnotisme et la suggestion dans leurs rapports avec la médecine l égale », XII° Congrès international de Médecine, Moscou, 1987.

. Bernheim (hippolyte), « De la suggestion dans l'état hypnotique et dans l'état de veille », Paris, L'harmattan, 1884.

. Bernstein (edouard), « Les présupposés du socialisme », Paris, Éditions du Seuil, 1974.

. Bernstein (serge), « La démocratie libérale. Histoire générale des systèmes politiques », Paris, P.U.F., 1998.

. Berrivin (renaud), **Musselin** (christine), « Les politiques de contractualisation entre centralisation et décentralisation : les cas de l'équipement et de l'enseignement supérieur », Sociologie du Travail, 4, pp.575-596, 1996.

. Bickerton (derek), « Languages and species », Chicago, The University of Chicago Press, 1990.

. Billier (jean-Cassien), **Maryoli** (aglaé), « Histoire de la philosophie du droit », Paris, Armand Colin, 2001.

. Birdwhistell (ray), « *Kinesics and Context. Essays on Body Motion Communication »,* Philadelphie, University of Pennsylvania Press., 1970.

. Bioy (antoine), **Maquet** (anne), « Se former à la relation d'aide. Concepts, méthodes, applications », Paris, Dunod, 2007.

. Blanc (maurice), **Mormont** (marc), **Rémy** (jean), **Storrie** (tom), « Vie quotidienne et

démocratie. Pour une sociologie de la transaction sociale (suite) », Paris, L'Harmattan, 1994.

. Blanc (maurice), « Pour une sociologie de la transaction sociale », Paris, Éditions L'Harmattan, 1992.

. Bloom (benjamin), « Taxonomie des objectifs pédagogiques, vol. 1 : Domaine cognitif », Presses de l'Université du Québec, 1975.

. Bloom (howard), « Le cerveau global », Paris, Le Jardin des Livres, 2004.

. Bloom (howard), « Le principe de lucifer », Paris, Le Jardin des Livres, 2002.

. Bobbio (norberto), « Le futur de la démocratie », Paris, Seuil, 2007.

. Bobbio (norberto), « Essais de théorie du droit » (recueil d'articles), Paris, LGDJ/Monchrestien, 2000.

. Bolle de Bal (marcel), « Reliance, déliance, liance : émergence de trois notions sociologiques », in « Sociétés, Revue de Sciences Humaines et Sociales » n°80, Bruxelles, De Boeck Université, 2003.

. Boltanski (luc), **Chiapello** (ève), « Le nouvel esprit du capitalisme », Paris, Gallimard, 1999.

. Boltanski (luc), **Thévenot** (laurent), « De la justification. Les économies de la grandeur », Paris, Gallimard, 1991.

. Boltanski (luc), « L'amour et la justice comme compétences. Trois essais de sociologie de l'action », Paris, Éditions Métailié, 1990.

. Bonardi (christine), **Girandola** (fabien), **Roussiau** (nicolas), **Soubiale** (nadège), « Psychologie sociale appliquée : Environnement, Santé, Qualité de vie », Paris, in Press Éditions, 2002.

. Bono (edward de), « The Use of Lateral Thinking », Penguin Books, 1967.

. Bontemps (philippe), **Rotillon** (gilles), « L'économie de l'environnement », Paris, La Découverte, 2007.

. Bonvin (jean-michel), **Farvaque** (nicolas), « Amartya **Sen** », Paris, Éditions Michalon, 2008.

. Bookchin (murray), « Qu'est-ce que l'écologie sociale ? », Paris, Atelier de création libertaire, 2003.

. Bookchin (murray), « Quelle écologie radicale ? Écologie sociale et écologie profonde en débat », Paris, Atelier de création libertaire, 1994.

. Bookchin (murray), « Une société à refaire. Pour une écologie de la liberté », Paris, Atelier de création libertaire, 1992.

. Bookchin (murray), « Pour une société » écologique », Paris, Christian Bourgeois, 1976.

. Bosche (marc); « Le management inter-culturel, émergence d'une discipline, Méthode de recherche, Applications aux ressources humaines, Expériences asiatiques », Paris, Éditions Nathan, 1993.

. Bourdieu (pierre), « La distinction. Critique sociale du jugement », Paris, Les Éditions de Minuit, 1979.

. Bourhis (richard), **Leyens** (jacques-philippe), « Stéréotypes, discrimination et relations intergroupes », Liège, Mardaga, 1994.

. Bourquin (guillaume), « Le relativisme », Paris, Éditions Quintette, 1994.

. Bouvard (martine), « Questionnaires et échelles d'évaluation de la personnalité. Méthodologie, outils d'évaluation validés, 4 nouvelles échelles », Paris, Masson, 2002.

. Bouvier (alain), « Management et sciences cognitives », Paris, PUF, 2004.

. Bouvier (alain), « L'établissement scolaire apprenant », Paris, Hachette, 2001.

. Bowlby (john), « Attachement et perte. vol 1, l'attachement, vol 2, la séparation, angoisse et colère, vol 3, la perte », Paris, P.U.F, 2002, 2007.

. Bradshaw (john l.), « Évolution humaine. Une perspective neuropsychologique », Bruxelles, De Boeck Université, 2003.

. Brandenburger (adam), **Nalebuff** (barry), « La co-opétition, une révolution dans la manière de jouer concurrence et coopération », Village Mondial, 1996.

. Brandenburger (adam), **Nalebuff** (barry), « The right game : Use game theory to shape strategy », Havard Business Review, july-august 1995.

. Brandt (willy), **Palme** (olof), **Kreisky** (bruno), « La social-démocratie et l'avenir », Paris, Gallimard, 1976.

. Brehm (jack), « Psychological reactance : theory and applications », in Advances in consumer research, vol. 16, 1989.

. Brehm (jack), « A theory of psychological reactance », New York, Academic Press, 1966.

. Breyer (stephen), « Pour une démocratie active », préface de robert **Badinter**, Paris, Éditions Odile Jacob, 2005.

. Brochard (victor), « Les sceptiques grecs »Paris, Librairie Générale Française, 2002.

. Bromberg (marcel), **Trognon** (alain), « Psychologie sociale et communication », Paris, Dunod, 2004.

. Bruchon-Schweitzer (marilou), « Psychologie de la santé. Modèles, concepts et méthodes », Paris, Dunod, 2002.

. Brugidou (mathieu), « L'opinion et ses publics. Une approche pragmatiste de l'opinion publique », Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques », 2008.

. Bruner (jerome), « Pourquoi nous racontons-nous des histoires ? Le récit au fondement de la culture et de l'identité individuelle », Paris, Éditions Retz, 2005.

. **Bruner** (jerome), « Culture et modes de pensée. L'esprit humain dans ses oeuvres », Paris, Éditions Retz, 2000

. Bruner (jerome), « L'éducation, entrée dans la culture. Les problèmes de l'école à la lumière de la psychologie culturelle », Paris, Editions Retz, 1996.

. Bruner (jerome), « ...car la culture donne forme à l'esprit, de la révolution cognitive à la psychologie cuturelle », Paris, Éditions Eshel, 1991.

. Brundtland (gro harlem), « Notre avenir à tous - Le rapport **Brundtland** de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU **»**, version française originale, avril 1987.

. Burgelman (robert), **Christensen** (clayton), **Wheelwright** (steven), « Strategic mamagement of technology and innovation », hardcover, 2008.

. Butera (federico), « La métamorphose de l'organisation, du château au réseau », Paris, Les Éditions d'organisation, 1991.

. Call (lewis), « Post-modern anarchism », Lexington, Lexington books, 2002.

. Callon (michel), **Lascoumes** (pierre), **Barthe (**yannick), « Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique », Paris, Seuil, 2001.

. Camilleri (carmel), **Vinsonneau** (geneviève), « Psychologie et culture : concepts et méthodes », Paris, Armand Colin, 1996.

. Campbel (donald), « Blind variation and selective retention in creative thought as in other knowledgez process », in Psychological Review, 67, 380400, 1960.

. Campbel (donald), « Variation and selective retention in sociocultural evolution », in « Social change in developing areas : a reinterpretation of evolutionary theory », Ed. H. R. Barringer, G.L. Blanksten & R.W. Mack, Cambridge, MA Shenkman, 1965.

. Carbonnier (jean), « Essais sur les lois », Répertoire du Notariat Defrénois, Paris, Defrénois, 1995

. Carbonnier (jean), « Sociologie juridique », Paris, P.U.F., 1978.

. Carluer (frédéric), « Management et économie du savoir », Paris, Ellipses Édition, 2009.

. Carluer (frédéric), « Pouvoir économique et espace. Analyse de la divergence régionale », Paris, L'Harmattan, 2004.

. Carre (philippe), **Caspar** (pierre), « Traité des sciences et des techniques de la Formation », Paris, Dunod, 1999.

. Carrilho (manuel maria), « Rhétoriques de la modernité », Paris, P.U.F., 1992.

. Carson (shelley h.), **Peterson** (jordan b.), **Higgins** (daniel m.), « Decreased latent inhibition is associated with increased creative achievement in high-functioning individuals », in Journal of Personality and Social Psychology, volume 85, n°3, 2003.

. Cefaï (daniel), « L'engagement ethnographique », Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2010.

. Cefaï (daniel), **Joseph** (Isaac), « L'héritage du pragmatisme. Conflits d'Urbanité et épreuves de civisme », Colloque de Cérisy, Paris, Éditions de l'Aube, 2002.

. C.E.R.T.U. (Centre d'Étude sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les Constructions publiques), « Management de la mobilité par le marketing individualisé. Une approche innovante pour changer durablement les comportements dans les déplacements quotidiens », rapport C.E.R.T.U., 55p., 2002.

. Chabaud (didier), **Glachant** (jean-michel), **Parthenay** (claude), « Les grands auteurs en économie des organisations », Paris, Éditions EMS, 2008.

. Chandler (alfred d.), « La main visible des managers », Paris, Economica, 1977.

. Changeux (jean-pierre), « L'homme neuronal », Paris, Fayard, 1983.

. Channouf (ahmed), « Les influences inconscientes, de l'effet des émotions et des croyances sur le jugement », Paris, Armand Colin, 2004.

. Chapelle (gaëtane), « Le moi, du normal au pathologique. La conscience de soi, la gestion des émotions, les maladies mentales, les psychothérapies », Auxerre, Éditions Sciences humaines, 2004.

. Chapoulie (jean-michel), « La tradition sociologique de Chicago 1892-1961 », Paris, Seuil, 2001.

. Charest (jacques), « Thérapie stratégique : fondements, techniques et applications pratiques », Revue Québécoise de Psychologie, vol.17,n° », 1996.

. Chevalier (jacques), « L'État post-moderne », Paris, L.G.D.J., 2004.

. Cialdini (r.), **Vincent** (j), **Lewis** (s.), **Catalan** (j.), **Weeler** (d), **Darby** (b.), « Reciprocal concessions procedure for inducing compliance : the door-in-the-face technique », in Journal of Personality and Social Psychology, 31, 1955.

. Clastres (pierre), « Recherches d'anthropologie politique », Paris, Éditions du Seuil, 1980.

. Clastres (pierre), « La société contre l'État », Paris, Les Éditions de minuit, 1974.

. Clinton (bill), « Donner. Comment chacun de nous peut changer le monde », Paris, Éditions Odile Jacob, 2007.

. **Clot** (yves), **Faïta** (daniel), **Fernandez** (gabriel), **Scheller** (livia), «Entretiens en auto-confrontation croisée : une méthode en clinique de l'activité », in « Réflexion sur la pratique », Paris, Pistes, vol.2, N°1, mai 2000.

.C.M.V.V. (Equipe de Recherche « Changements des modes de Vie et des Valeurs éthiques et culturelles »), « Valeurs et changements sociaux », Paris, L'Harmattan, 1993.

. Coase (ronald h.), « The nature of the firm », Economica, New Series, n°4, pp.386-405, 1937.

. **Cohen-Tanugi** (laurent), Le droit sans l'État », Paris, P.U.F., 1985.

. Colliot-Thélène (catherine), « La sociologie de max **Weber** », Paris, Éditions La Découverte, 2006.

. Colloque de Cerisy, « Arguments pour une méthode, autour d'édgar **Morin** », Paris, Seuil, 1990.

. Combes (claude), « Interactions durables, écologie et évolution du parasitisme », Paris, Éditions Masson, 1995.

. Cometti (jean-pierre), « Qu'est-ce que le pragmatisme ? », Paris, Gallimard, 2010.

. Commons (John r.), **Parsons** (kenneth h.), **Perlman** (selig), « The Economics of Collective Action », New York, Macmillan, 1950.

. Conrad (klaus), « Die beginnende schizophrenie. Versuch einer gestaltanalyse des wahms », Stuttgart, Thieme, 1958.

. Conseil Régional de Bourgogne, « Schéma régional des infrastructures et des transports (S.R.I.T.), 88 pages, 2007.

. Cooper (c.), « Successfully changing individual travel behaviour », in Trasportation Research Record : Journal of the Transport Research Board, n°2021, National Research Council, Washington D.C., pp89-99, 2007.

. Coppel (anne), « Peut-on civiliser les drogues ? De la guerre à la drogue à la réduction des risques », Paris, Éditions La Découverte, 2002.

. Constant (benjamin), « De l'esprit de conquête et de l'usurpation, dans leurs rapports avec la civilisation européenne », Paris, G-F Flammarion, 1986.

. « Construire une offre locale de transport. Quels outils pour une mobilité durable en milieu rural et périurbain ? », Paris, ETD, 2009.

. Corballis (michael c.), « Did language evolve from manual gestures ? The transition to language », in Alison Wray, Oxford, Oxford University Press, 2002.

. Corballis (michael c.), « From hand to mouth : the origin of language, Princeton University Press, 2002.

. Coricelli (giorgio), **Critchley** (h. d.), **Joffily** (m.), **O'Doherty** (j.p.), **Sirigu** (a.), **Dolan** (r.j.), « Regret and its avoidance : a neuroimaging study of choice behavior », Nature Neuroscience, 8,p.1255-1262, 2005.

. Cosnier (jacques), **Brossard** (alain), »Textes de base en psychologie – La communication non verbale : **Brossard**, **Condon**, **Cook**, **Cosnier**, **Ekman**, **Friesen**, **Frey**, **Scherer** », Paris, Neuchâtel, 1984.

. Cottraux (jean), « Thérapie cognitive et émotions », Paris, Masson, 2007.

. Cottraux (jean), « Les ennemis intérieurs. Obsessions et compulsions », Paris, Odile Jacob, 2005.

. Cottraux (jean), « La répétition des scénarios de vie. Demain est une autre histoire », Paris, Éditions Odile Jacob, 2001.

. Cottraux (jean), « Les thérapies comportementales et cognitives », Paris, Masson, 2001.

. Cottraux (Jean), **Blackburn** (i.m.). « Thérapies cognitives des troubles de la personnalité », Paris, Masson, 1995.

. Cottraux (jean), « Les thérapies cognitives : (concernant) anxiété, dépression, obsessions et phobies, boulimie, troubles de la personnalité et du comportement », Paris, Éditions Retz, 1992.

. Coulon (alain), « L'École de Chicago », Paris, P.U.F., 1992.

. Crampe-Casnabet (michèle), « **Kant**, une révolution philosophique », Paris, Bordas, 1989.

. Crozier (michel), **Friedberg** (erhard), « L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective », Paris, Seuil, 1977.

. Cyrulnik (boris), « Les vilains petits canards », Paris, Éditions Odile Jacob, 2001.

. Cyrulnik (boris), « Un merveilleux malheur », Paris, Éditions Odile Jacob, 1999.

. Dalongeville (alain), **Huber** (michel), « (Se) former par les situations problèmes. Des déstabilisations constructives », Lyon, Chronique Sociale, 2000.

. Damasio (antonio), « L'autre moi-même. Les nouvelles cartes du cerveau, de la conscience et des émotions », Paris, Éditions Odile Jacob, 2010.

. Damasio (antonio r.), « Le sentiment même de soi, corps, émotions, conscience », Paris, Odile Jacob, 2002.

. Damasio (antonio r.), « L'erreur de **Descartes**, la raison des émotions », Paris, Odile Jacob, 1995.

. Darnton (robert), **Duhamel** (olivier), « Démocratie », Paris, Éditions du Rocher, 1998.

. Darwin (charles), « L'expression des émotions chez l'homme et les animaux », Paris, Rivage, 2001.

. Darwin (charles), « La filiation de l'Homme et la sélection liée au sexe », Paris, Éditions Sylepse, 1999.

. Darwin (charles), « L'origine des espèces », Paris, Flammarion, 1992.

. Darwin (charles), « Voyage d'un naturaliste autour du monde, fait à bord du navire le Beagle de 1831 à 1836 », Édition la découverte, Paris, 1982.

. Darwin (charles), « La descendance de l'Homme et la sélection naturelle »; Paris, Librairie C. Reinwald, Schleicher Frères Éditeurs, 1876.

. Daudelin (geneviève), **Vissandjée** (bilkis), **Bernier** (jocelyne), **Dallaire** (marlène), **Tétreault** (doris), « L'empowerment comme technique d'intervention dans le domaine de la santé. Réflexion sur une panacée », Montréal, Consortium Université de Montréal (C.E.S.A.F.), bibliothèque nationale du Québec, 2001.

. Dawkins (richard), « Le gène égoïste », Paris, Éditions Odile Jacob, 1996.

. Deci (edward l.), « Effects of externally mediated rewards on intrinsic motivation », Journal of Personality and Social Psychology, 18, 105-115., 1971.

. Dejours (christophe), « Observations cliniques en psychopathologie du travail », Paris, P.U.F., coll. "Souffrance et théorie", 2010,

. Dejours (christophe), « Conjurer la violence - Travail, violence et santé », Paris, Payot, 2007

. Dejours (christophe), « Travail, usure mentale - De la psychopathologie à la psychodynamique du travail », Paris, Bayard éditions, 2000.

. Dejoux (cécile), « Les compétences au cœur de l'entreprise », Paris, Éditions d'Organisation, 2001.

. Deledalle (gérard), « John **Dewey** », Paris, P.U.F. 1995.

. Deledalle (gérard), « La philosophie américaine », Bruxelles, De Boeck Université, 1993.

. Delors (jacques), « L'unité d'un homme, entretiens avec dominique **Wolton** », Paris, Éditions Odile Jacob, 1994.

. Delors (jacques), « 1992, le défi. Nouvelles données économiques de l'Europe sans frontières », Paris, Flammarion, 1988.

. Delouvée (sylvain), « Psychologie sociale », Paris, Dunod, 2010.

. Demoustier (danièle), « Économie sociale et développement local », Paris, L'harmattan, 2004.

. Dennett (daniel), « De beaux rêves. Obstacles philosophiques à une science de la conscience », Paris, éditions de L'Éclat, 2008.

. Dennett (daniel), « Une théorie évolutionniste de la liberté », édition Odile Jacob, 2004

. Dennett (daniel), « **Darwin**, est-il dangereux «, Édition Odile Jacob, 2000.

. Dennett (daniel), « La conscience expliquée », Paris, Édition Odile Jacob, 1993.

. Denis (bruno), « Problèmes politiques et sociaux. La participation politique. Crise ou mutation ? », Paris, La Documentation Française,n°927, août 2006.

. Descartes (rené), « Les passions de l'âme », Paris, Flammarion, 2006.

. Descartes (rené), « Discours de la méthode », Paris, Librairie générale Française, 1973.

. Descartes (rené), « Méditations métaphysiques », Paris, P.U.F., 1956.

. Desroche (henri), « Apprentissage I », Paris, Éditions ouvrières, 1971.

. Dewey (john), « Comment nous pensons », Paris, Le Seuil, 2004.

. Dewey (john),« L'école et l'enfant », Paris, Éditions Fabert, 2004 .

. Dewey (john), « Reconstruction en philosophie », Pau, Publications de l'Université de Pau/ Farrago/ Éditions Léo Scheer, 2003.

. Dewey (john), « Le public et ses problèmes », Pau, Publications de l'Université de Pau/ Farrago/ Éditions Léo Scheer, 2003.

. Dewey (john), « L'art comme expérience », Pau, Publications de l'Université de Pau/ Farrago/ Éditions Léo Scheer, 2003.

. Dewey (john), « Démocratie et éducation », Paris, Armand Colin, 1990.

. Dewey (john), « Logique. La théorie de l'enquête », Paris, P.U.F.,1967.

. Diamond (jared), « Pourquoi l'amour est un plaisir. L'évolution de la sexualité humaine », Paris, Gallimard, 2010.

. Diamond (jared), « Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie », Paris, Gallimard, 2005.

. Diamond (jared), « De l'inégalité parmi les sociétés. Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire », Paris, Gallimard, 2000.

. Diamond (jared), « Le troisième chimpanzé. Essai sur l'évolution et l'avenir de l'animal humain », Paris, Gallimard, 2000.

. Dobré (michelle), « La sensibilité de l'opinion publique française aux problèmes d'environnement : une « conscience écologique introuvable », in « Éducation relative à l'environnement. Approches théoriques et pratiques évaluatives », Arlon, Fondation Universitaire Luxembourgeoise, Environnement & Société n° 19, 1997.

. Dominicé (pierre), « L'histoire de vie comme processus de formation », Paris, Éditions l'Harmattan, 1990.

. Donald (merlin), « Les origines de l'esprit moderne : trois étapes dans l'évolution de la culture et de la cognition », Paris, De Boeck Université, 1999.

. Donzelot (jacques), **Estèbe** (philippe), « L'Etat animateur », Paris, Édition du Seuil, 1994.

. Dortier (jean-françois), « L'Homme, cet étrange animal... Aux origines du langage, de la culture et de la pensée », Auxerre, Éditions Sciences humaines, 2004.

. Dortier (jean-françois), « Le cerveau et la pensée. La révolution des sciences cognitives », Auxerre, Éditions Sciences Humaines », 2003.

. Dortier (jean-françois), « Philosophies de notre temps. Penseurs d'aujourd'hui, la post-modernité, l'éthique, la politique, les sciences, l'esprit net la pensée », Auxerre, 2000.

. Doise (willem), « Logiques sociales dans le raisonnement », Neuchâtel, Delachaux et Niestlé, 1993.

. Doise (willem), **Deschamps** (jean-claude), **Mugny** (gabriel), « Psychologie sociale expérimentale », Paris, Armand Colin, 1991.

. Dreyfus (hubert), **Rabinow** (paul), « Michel **Foucault**, un parcours philosophique au-delà de l'objectivité et de la subjectivité », Paris, Gallimard, 1984.

. Dromard (thierry), « Le Bourguignon travaille plus loin que le français moyen? », in Le Journal de Saône-et-Loire, 2008.

. Dron (dominique), **Cohen** (michel de Lara), « Pour une politique soutenable des

transports », Rapport au ministre de l'environnement, Paris, La Documentation Française, 1995.

. Drucker (peter), « Au-delà du capitalisme. La métamorphose de cette fin de siècle », Paris, Dunod, 1993.

. Drucker (peter), « Les entrepreneurs », Paris, L'Expansion/Hachette/J.C.Lattès, 1985.

. Drucker (Peter), « Entrepreneurship in Business Enterprise », *Journal of Business Policy*, vol 1, 1970.

. Dubigeon (olivier), « Piloter un développement responsable. Quels processus pour l'entreprise ? », Paris, Pearson Éducation France, 2009.

. Dubois (daniel), « Le labyrinthe de l'intelligence. De l'intelligence naturelle à l'intelligence fractale », Paris/Louvain-la neuve, InterEditions/Academia, 1990.

. Dubois (nicole), « Psychologie sociale de la cognition », Paris, Dunod, 2005.

. Dumouchel (paul), **Dupuy** (jean-pierre), « L'auto-organisation, de la physique au politique », Colloque de Cérisy, Paris, Seuil, 1983.

. Duran (patrice), **Thoenig** (jean claude), « L'État et la gestion publique territoriale », Revue Française de Sciences politiques », 46 (4), pp.580-623, 1996.

. Eber (nicolas), « Le dilemme du prisonnier », Paris, Éditions La Découverte, 2006.

. Eber (nicolas), **Willinger** (marc), « L'économie expérimentale », Paris, Éditions La Découverte, 2005.

. Edelman (gerald m.), « La science du cerveau et la connaissance », Paris, Éditions Odile Jacob, 2007.
. Edelman (gerald m.), « Biologie de la conscience », Paris, Odile Jacob, 1992.

. Elias (norbert), « Engagement et distanciation », Paris, Fayard, 1993.

. Ellis (albert), **Abrams** (mike), **Dengelegi Abrams** (lidia), « Personnality theories : critical perspectives », Sage Pubns, 2008.

. Engelsman (eddy), « dutch policy on the management of drug-related probles », british journal of addiction, vol 84, n°2, 1989.

. Erickson (milton h.), « L'hypnose thérapeutique. Quatre conférences », Paris, Éditeur E.S.F., 2010.

. Erickson (milton h.) Rossi (ernest l.), « L'intégrale des articles de Milton H. Erickson. Tome 1 *:* De la nature de l'hypnose et de la suggestion, Tome 2 : Altération par l'hypnose des processus sensoriels, perceptifs et psychophysiologiques, Tome 3 : Étude par l'hypnose des processus psychodynamiques, Tome 4 : Innovations en hypnothérapie », Irvington, New York, 1980.

. Erickson (milton h.) **Rossi** (ernest l.), « Experiencing Hypnosis », Irvington, New York, 1981.

. Ey (henri), « Hallucination et délires. Les formes hallucinatoires de l'automatisme mental », Paris, Alcan, 1934.

. Fabre-Thorpe (michèle), **Thorpe** (simon), « Catégoriser le monde visuel », in p. Buisseret (eds), « Mille cerveaux, Mille mondes », Paris, Nathan & Museum National d'Histoire Naturelle, 1999.

. « Faire », « Qu'est-ce que la social-démocratie ? Avec michel **Rocard**, jean-paul **Martin**, gilles **Martinet**, gérard **Sandoz**, pierre d'**Almeida** », Paris, Éditions du Seuil, 1979.

. Feertchak (hélène), « Les motivations et les valeurs en psycho-sociologie », Paris, Armand Colin, 1996.

. Fehr (ernst), **Gachter** (simon), « Cooperation and punishment in public goods experiments », American Economic Review, vol.90, pp.980-994, 2000.

. Festinger (leon), **Riecken** (henry), **Schachter** (stanley), « L'échec d'une prophétie », Paris P.U.F, 1993.

. Festinger (leon), « A theory of cognitive dissonance », Stanford, Stanford University Press, 1957.

. Feyerabend (paul k.), « La science en tant qu'art », Paris, Éditions Albin Michel, 2003.

. Feyerabend (paul k.), « Une connaissance sans fondements », Paris, Éditions Dianoïa, 1999.

. Feyerabend (paul k.), » Adieu la Raison », Paris, Seuil, 1989.

. Feyerabend (paul k.), « Contre la méthode. Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance », Paris, Seuil, 1979.

. Fiske (susan t.), « Psychologie sociale », Paris, Bruxelles, Éditions De Boeck Université, 2008.

. Fitoussi (jean-paul), **Laurent** (éloi), « La nouvelle écologie politique », Paris, Editions

du Seuil & La République des Idées, 2008.

. Fitoussi (jean-paul), « La démocratie et le marché », Paris, Grasset, 2004.

. Fleury-Bahi (ghozlane), « Psychologie et environnement. Des concepts aux applications », Bruxelles, De Boeck, 2010.

. Fonbaustier (laurent), « John **Locke**. Le droit avant l'Etat », Paris, Éditions Michalon, 2004.

. Foucault (michel), « Qu'est-ce que les lumières », Paris, Bréal, 2004.

. Foucault (michel), « Dits et écrits II, 1976-1968 », Éditions Gallimard, Paris, 2001.

. Foucault (michel), « Les anormaux. Cours au collège de France. 1974-1975 », Paris, Gallimard / Le Seuil, 1999.

. Foucault (michel), « La vie, l'expérience et la science », in « Dits et Écrits IV », Paris, Éditions Gallimard, 1994.

. Foucault (michel), « Surveiller et punir. Naissance de la prison », Paris, Gallimard, 1975.

. Foucault (michel), « Histoire de la folie à l'âge classique », Paris, Gallimard, 1972.

. Freedman (james), **Fraser** (suzanne), « Compliance without pressure : the foot-in-the-door technique », in Journal of personnality ans social Psychologie, 4, 1966.

. Freire (paulo), « Education for critical consciousness », New York, Continuum, 2002.

. Fremion (yves), « Histoire de la révolution écologiste », Paris, Éditions Hoëbeke, 2007.

. Gadrey (jean), **Jany-Catrice** (florence), « Les nouveaux indicateurs de richesse », Paris, La Découverte, 2007.

. Galbraith (john kenneth), « Le capitalisme américain. Le concept du pouvoir compensateur », Paris, Guenin, 1956.

. Gallup (gordon), « Chimpanzee : self recognition », in Science, 167, 1970.

. Ganot (isabelle), « Des pré-requis au sentiment d'efficacité personnelle : de l'évaluation à l'autorégulation », Rouen, Université de Rouen, DESS Ingéniérie de la formation, 2002.

. Gärdenfors (peter), « Comment Homo est devenu sapiens. Sur l'évolution de la

pensée », Éditions Sciences Humaines, 2007.

. Garfinkel (harold), « Studies in Ethnomethodology : Expanded and updated Edition », August 2010.

. Garrau (marie), **Le Goff** (alice), « Care, justice et dépendance. Introduction aux théories du care », Paris, P.U.F., 2010.

. Gascon (m.o.), « Les évolutions de la mobilité en France et en Europe », CERTU, 2001.

. Gassendi (pierre), « Vie et moeurs d'**Epicure** », Paris, Editions Alive, 2001.

. Gassin (raymond), « Criminologie », Paris, Dalloz, 2007.

. Giddens (anthony), **Blair** (tony), « La troisième voie. Le renouveau de la social-démocratie ». Préface de jacques **Delors** », Paris, Éditions du Seuil, 2002.

. Gigandet (alain), **Morel** (pierre-marie), « Lire **Epicure** et les épicuriens », Paris P.U.F., 2007.

. Gilligan (carol), « Une voix différente. Pour une éthique du care », Paris, Flammarion, 1986.

. Girandola (fabien), « Protection de l'environnement : comment passer des idées aux actes ? », in « Souffle d'ERE », n° 13, septembre 2007.

. Girandola (fabien), « Psychologie de la persuasion et de l'engagement », Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2003.

. Girardon (jean), « Politiques d'aménagement du territoire », Paris, Ellipses, 2006.

. Giraud (gaël), « La théorie des jeux », Paris, Éditions Flammarion, 2000.

. Glaser (barney g.), **Strauss** (anselm a.), « La découverte de la théorie ancrée. Stratégie pour la recherche qualitative », Paris, Armand Colin, 2010.

. Geertz (clifford), « Ici et là-bas. L'anthropologue comme auteur », Paris, Éditions Métailié, 1996.

. Geertz (clifford), « Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir », Paris, P.U.F., 1986.

. Gergen (kenneth j.), **Gergen** (mary m.), « Psychologie sociale », Saint-Laurent (Québec), Vigot/ Éditions Études Vivantes, 1984.

. Goffman (erving), « Les cadres de l'expérience », Paris, Éditions de Minuit, 1991.

. Goffman (erving), « Les moments et leurs hommes », Paris, Seuil / Minuit, 1988.

. Goffman (erving), « Stigmate. Les usages sociaux des handicaps », Paris, Éditions de Minuit, 1975.

. Goffman (erving), « Les rites d'interaction », Paris, Éditions de minuit, 1974.

. Goffman (erving), « La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi – 2.Les relations en public », Paris, Éditions de Minuit, 1973.

. Goffman (erving), « Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux », Paris, Les Éditions de Minuit, 1968.

. Goodal (jane), « Les chimpanzés et moi », Paris, Stock, 1971.

. Goodman (nelson), « Manières de faire des mondes », Paris Gallimard, 2006.

. Goodman (nelson), **Elgin** (catherine z.), « Reconceptions en philosophie », Paris, P.U.F. 1994.

. Goodman (nelson), **Elgin** (catherine z.), **Handjaras** (luciano), **Morizot** (jacques), **Pouivet** (roger), **Scheffler** (israël), « Lire **Goodman**. Les voies de la référence », Paris, Editions de l'Éclat, 1992.

. Goodman (nelson), « Langages de l'art », Paris, Éditions Jacqueline Chambon, 1990.

. Gordon (thomas), « Leaders efficaces, l'efficacité par la collaboration », Paris, Les Éditions de l'Homme, 2006.

. Gore (albert a.),dit **Al Gore**, « Une vérité qui dérange », Paris, Éditions de la Martinière, 2007.

. Gorz (andré), « Ecologica »,Paris, Éditions Galilée, 2008.

. Gorz (andré), « Écologie politique », Paris, Éditions du Seuil, 1978.

. Gouge (olympe de), « Écrits politiques », 2 vol., Paris, Côté Femmes Éditions, 2003.

. Gouge (olympe de), « Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne », Paris, Édition Emanuèle Gaulier, Mille et une nuits, 2003.

. Goyette (gabriel), **Lessard-Hébert** (michelle), « La Recherche-Action, ses fonctions, ses fondements et son instrumentation », Québec, Presses de l'Université du Québec, 1987.

. Grafmeyer (yves), « L'École de Chicago», Paris, Champs Flammarion, 2004.

. Gramatica (filippo), « Principes de défense sociale », Paris, Éditions Cujas, 1963.

. Groos (karl), « Die Spiele der Tiere », Jena, 1896.

. Groos (karl), « Die Spiele der Menschen », Jena, 1899.

. Groos (karl), « Des Seelenleben des Kindes », Berlin, 1904.

. Gros (fréderic), « Michel **Foucault** », Paris, P.U.F., 1996.

. Guédeney (nicole), **Guédeney** (antoine), « L'attachement : concepts et applications », Paris, Elsevier Masson, 2006.

. **Guihéneuf** (pierre-Yves), « Chronique d'une conférence de citoyens. L'avenir des espaces ruraux européens en question », Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 2008.

. Guilford (joy p.), « Creativity », American Psychologist, 5, 444-454, 1950.

. Guillot (philippe ch.-a.), « Droit de l'environnement », Ellipses Éditions, 2010.

. Haakonssen (knud), « L'art du législateur. La jurisprudence naturelle de david **Hume** et d'Adam **Smith** », Paris, P.U.F, 1998.

. Habermas (jürgen), **Rawls** (john), « Débat sur la justice politique », Paris, Les Éditions du Cerf, 1997.

. Habermas (jürgen), « Droit et démocratie. Entre faits et normes », Paris, Gallimard, 1997.

. Habermas (jürgen), « L'espace public », Paris, Éditions Payot & Rivages, 1997.

. Habermas (jürgen), « La pensée postmétaphysique. Essais philosophiques », Paris, Armand Colin, 1993.

. Halévy (élie), « Le radicalisme philosophique », Paris, P.U.F., 1995.

. Hall (edward t.), « La danse de la vie », Paris, Éditions du Seuil, 1984.

. Hall (edward t.), « Le langage silencieux », Paris, Éditions du Seuil, 1984.

. Hall (edward t.), « Au-delà de la culture », Paris, Éditions du Seuil, 1979.

. Hall (edward t.), « La dimension cachée », Paris, Éditions du Seuil, 1978.

. Hamel (gary), **Välikangas** (lisa), « Competing for the future », Harvard Business Review,alikangas (l), « The quest of resilience », Harward Business Review, vol 81, n°9, 2003.

. Hamel (gary), **Prahalad** (coimbatore krishnarao), « La conquête du futur », Interéditions, 1995.

. Hantouche (élie), **Blain** (régis), « La Cyclothymie : pour le pire et pour le meilleur : bipolarité et créativité », Paris, Robert Laffont, 2008.

. Harbutt (phil), **Meiklejohn** (david), « The development of the victorian TravelSmart program », presented at the 26th Australasian Transport Research Forum, Wellington, New Zealand, 2003.

. Hardin (garett), « The tragedy of the commons », in Sciences, 13 . 12. 1968.

. Harvard Business Review, « Le management du savoir pratique », Paris, Éditions d'Organisation,2003.

. Harvard Business Review, « Le knowledge management », Paris, Éditions d'Organisation, 1999.

. Hayes (steven c.), **Strosahl** (kelly), **Wilson** (kirk g.), « Acceptance and commitment therapy : an experiential approach to behavior change », New York, Guilford Press, 1999.

. Hazan (Cindy), **Shaver** (philip r.), « Attachment as an organisational framework for research on close relationships », in *Psychological Inquiry*, vol. 5, 1994,

. Hassenteufel (patrick), « Sociologie politique : l'action publique », Paris, Armand Colin, 2008.

. Henriot (hélène), « La psychologie de l'engagement au service d'une mobilité éco-citoyenne », Dijon, Université de Bourgogne, Master de psychologie sociale, 2009.

. Hérodote, « Histoires », préface de jacqueline de **Romilly**, Paris, Librairie Générale Française, 1987.

. Hippocrate, « L'art de la médecine », Paris, Éditions Garnier-Flammarion, 1999.

. Hippocrate, « Connaître, soigner, aimer. Le serment et autres textes », Paris, Éditions du Seuil, 1999.

. Hippocrate, « Les airs, les eaux et les lieux. Le serment », Paris, Édition Arléa, 1995.

. Hirigoyen (marie-France), « *Malaise dans le travail, harcèlement moral, démêler le vrai du faux »*, Paris, Syros, 2001.

. Hirigoyen (marie-France), « *Le harcèlement moral, la violence perverse au quotidien »*, Paris, Syros, 1998.

. Hobbes (thomas), « Léviathan. Traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile », Paris, Éditions Sirey, 1971.

. Hofstede (geert), « Vivre dans un monde multi-culturel. Comprendre nos programmations mentales », Paris, Les Éditions d'organisation, 1994.

. Holeindre (jean-vincent), **Richard** (benoît), « La démocratie, histoire, théories, pratiques », Auxerre, Éditions Sciences Humaines, 2010.

. Holmes (oliver w.), « The common law », Boston, 1881.

. Homans (george c.), « Social behavior : its elementary forms », New York, HarcourtBrace Jovanovich Inc, 1974.

. Howard (dick), « Aux origines de la pensée politique américaine », Paris, Hachette Littérature, 2004.

. Huberman (michael), « Textes de base en pédagogie. Assurer la réussite des apprentissages scolaires ? Les propositions de la pédagogie de la maîtrise », avec linda **Allal**, benjamin **Bloom**, jean **Cardinet**, aletta **Grisay**, Philippe **Perrenoud**, laurence **Rieben**, Neuchatel - Paris, Delachaux et Niestlé, 1988.

. Hulot (nicolas), « Pour un pacte écologique, avec le Comité de Veille écologique », Paris, Editions Calmann-Lévy, 2006.

. Hulot (nicolas), « Combien de catastrophes avant d'agir ?, avec le comité de veille écologique », Paris, Éditions du Seuil, 2002.

. Hulsman (louk), **Bernat** (jacqueline de Celis), « Peines perdues : le système pénal en question »,Paris, Centurion, 1982.

. Hume (david), « Système sceptique et autres systèmes », Paris, Éditions du Seuil, 2002.

. Hume (david), « L'entendement. Traité de la nature humaine », tome 1, Paris, Flammarion, 1995.

. Hume (david), « La morale. Traité de la nature humaine », tome 3, Paris, Flammarion,, 1993.

. Hume (david), Les passions. Dissertation sur les passions. Traité de la nature humaine », tome 2, Paris, Flammarion, 1991.

. Hume (david), « Enquête sur les principes de la morale », Paris, Flammarion, 1991.

. I.F.E.N., « L'habitat des ménages occupe l'espace », 2007.

. Illich (ivan), « Energie et équité », Paris, Édition Le Seuil, 1985.

. Illich (ivan), « La convivialité », Paris, Édition du Seuil, 1973.

. Ion (jacques), « La fin des militants ? », Paris, Édition de l'Atelier, 1997.

. Isaac (joseph), « Erving **Goffman** et la microsociologie », Paris, P.U.F., 1998.

. James (william), « Le pragmatisme », Paris, Flammarion, 2007.

. James (william), « Introduction à la philosophie », Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, Seuil, 2006.

. James (william), « La théorie de l 'émotion », Paris, Éditions L'Harmattan, 2006.

. James (william), « Essais d'empirisme radical », Marseille, Agone, 2005.

. James (william), « La volonté de croire », Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, Seuil, 2005.

. James (william), « Précis de psychologie », Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, Le Seuil, 2003.

. James (william), « Principles of psychology », 2 vol., New York, Dover Publication, 1890.

. Jaurès (jean), « La classe ouvrière »,Paris, Librairie François Maspéro, 1976.

. Jay Gould (stephen), **Vrba** (elisabeth s.), « Exaptation, a missing term in the science form », Paleobiology 8 (1) 4615, 1982.

. Jeannerod (marc), « Le cerveau volontaire », Paris, Éditions Odile Jacob, 2009.

. Jeannerod (marc), « La nature de l'esprit », Paris, Éditions Odile Jacob, 2002.

. Joas (hans), « La créativité de l'agir », Paris, Les Éditions du Cerf, 1999.

. Johnson (gerry), **Scholes** (kevan), **Whittington** (richard), **Fréry** (frédéric), « Stratégique », Paris, Pearson Éducation France, 2008.

. Joule (robert-vincent), **Girandola** (fabien), **Bernard** (françoise), « How can people be induced to willingly change their behavior ? The path from persuasive communication to binding communication », Social and Personality Compass, Journal Compilation, pp. 493-505, 2007.

. Joule (robert-vincent), **Girandola** (fabien), « Quelques techniques très simples pour amener les gens à s'engager librement », La Revue Durable : Écologie, de la sensibilisation à l'engagement », n° 23, pp.36-38, 2006.

. Joule (robert-vincent), Bernard (françoise), « Communication engageante et écologie : expériences pilotes dans le sud de la France », La Revue Durable : Écologie, de la sensibilisation à l'engagement, n°23, 2006.

. Joule (robert-vincent), **Beauvois** (jean-léon), « La soumission librement consentie. Comment amener les gens à faire librement ce qu'ils doivent faire », Paris, P.U.F., 1998.

. Joule (robert-vincent), **Beauvois** (jean-léon), « Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens », Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1987.

. Kaesler (dirk), « Max **Weber**, sa vie, son œuvre, son influence », Paris, Fayard, 1996.

. Kahneman (daniel), **Diener** (ed), **Schwarz** (norbert), « Well-being : the foundation of hedonic psychology », New-York, Russell Sage Foundation, 1999.

. Kahneman (daniel), **Tversky** (amos), « Prospect theory. Analysis of decision under risk » », in Economica, XL VII, 263-291, 1979.

. Kahneman (daniel), **Tversky** (amos), « On the psychology of prediction », Psychological Review, 80, 237-251, 1973.

. Kaminska-Labbé (renata), **Thomas** (catherine), **McKelvey** (bill), « Dynamique organisationnelle et sciences de la complexité », in thomas **Loilier** & albéric **Tellier**, « Les grands auteurs en stratégie », Éditions EMS Management & Société, Mondeville, 2007.

. Kandel (eric), « À la recherche de la mémoire, une nouvelle théorie de l'esprit », Eric Kandel, Paris, Éditions Odile Jacob, 2007.

. Kandel (eric), « In search of memory. The emergence of a new science of mind », New York, Norton, 2006.

. Kandel (eric), « New framework for psychiatry », American journal of Psychiatry, 155 : 457-459, 1998.

. Kant (emmanuel), « Histoire et Progrès. Idée d'une Histoire universelle. Qu'est-ce que

les lumières ? », Paris, Éditions Hachette, 1997.

. Kant (emmanuel), « Fondements de la métaphysique des mœurs », Paris, Librairie Delagrave, 1994.

. Kant (emmanuel), « Réflexions sur l'éducation », Paris, Librairie Philosophique j.Vrin, 1993.

. Kant (emmanuel), « Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique », Paris, Bordas, 1988.

. Kant (emmanuel), « Critique de la raison pratique », Paris, P.U.F., 1985.

. Kant (emmanuel), « Critique de la Raison pure », Paris, P.U.F., 1944.

. Kantorowicz (hermann), « The definition of law », In Encyclopædia Britannica, 2010.

. Kaplan (daniel), **Marzloff** (bruno), « Pour une mobilité plus libre et plus durable », Paris, La Fabrique des possibles, FYP Éditions, 2008.

. Karmiloff (kyra), **Karmiloff-Smith** (annette), « Comment les enfants entrent dans le langage », Paris, Forum Éducation Culture, Éditions Retz, 2003.

. Kaufmann (jean-claude), « Ego, pour une sociologie de l'individu. Une autre vision de l'Homme et de la construction du sujet »,,Paris, Éditions Nathan, 2001.

. Kaufmann (vincent), « Mobilité et vie quotidienne : synthèse et questions de Recherche, 1999.

. Kellerhals (jean), **Modak** (marianne), **Perrenoud** (david), « Le sentiment de justice dans les relations sociales », Paris, P.U.F, 1997.

. Kellerhals (jean), **Coenen-Huther** (josette), **Modak** (marianne), « Figures de l'équité. La construction des normes de justice dans les groupes », Paris, P.U.F., 1988.

. Kelley (harold h.), « Causal schemata and the attribution process », in **Jones** (e. e.), **Kanouse** (d. e.), **Kelley** (h.h.), **Nisbett** (r. e.), **Valins** (s.), **Weiner** (b.), « Attribution : perceiving causes of behaviour », Morristown, N.J.General Learning Press, 1972.

. Kelman (harold), « Compliance, identification, and internalization : Three processes of attitude change », Journal of Conflict Resolution, *1*, 51-60, 1958.

. Kerchove (michel van de), **Ost** (françois), « Le système juridique entre ordre et désordre », Paris, P.U.F., 1988.

. Kiesler (charles), « The psychology of commitment : experiments linking behavior to belief, New York, Academic Press, 1971.

. Kiss (alexandre), **Beurier** (jean-pierre), « Droit international de l'environnement », Paris, Éditions A. Pedone, 2004.

. Kittay (eva f.), **Jennings** (bruce), **Wasunna** (angela a.), « Dependancy, difference and the global ethic of long term care », Journal of Political Philosophy, vol.13, pp.443-469, 2005.

. Kittay (eva f.), « Human dependency and rawlsian equality », in « d.t. Meyers, « Feminists rethink the self », Boulder, CO, 1997.

. Kobasa (suzane), **Maddi** (salvatore), **Kahn** (stephen), « Hardiness and health : a perspective study », in journal of personality and social psychology, 1982.

. Koch (christof), « A la recherche de la conscience, une enquête neurobiologique », Paris, Odile Jacob, 2006.
. Koenig (gérard), « Karlene **Roberts**, l'exigence de fiabilité », in thomas **Loilier**, albbéric **Tellier**, « Les grands auteurs en stratégie », Éditions EMS Management & Société, Mondeville, 2007.

. Kohlberg (lawrence), **Levine** (charles), **Hewer** (alexandra), « Moral stages : a current formulation and a response to critics », Bâle, karger, 1985.

. Kohlberg (lawrence), « The Development of Modes of Thinking and Choices in Years 10 to 16 », dans *Ph. D. dissertation, University of Chicago*, 1958

. Kouabenan (dongo rémi), **Cadet (**bernard), **Hermand** (danièle), **Munnoz Sastre** (maria theresa), « Psychologie du risque », Bruxelles, De Boeck Université, 2007.

. Krikke (anne-laure), « Création d'un laboratoire citoyen en Bourgogne. Etude sur la mobilité, cadrage de l'opération », Mémoire de stage du Master Espace Rural et Environnement, Université de Bourgogne/ Alterre Bourgogne, Dijon, 2008.

. Kropotkine (pierre), « L'entraide, un facteur de l'évolution », Paris, Éditions du Sextant, 2010.

. Krugman (paul), « Pourquoi les crises reviennent toujours », Paris, Seuil, 2009.

. Krugman (paul), « L'amérique que nous voulons », Paris, Flammarion, 2008.

. Kuhn (thomas s.), « Les structures des révolutions scientifique », Paris, Flammarion, 1983.

. Kunst-Wilson (william r.), **Zajonc** (robert b.), « Affective discrimination of stimuli that cannot be recognized », Science, 207, 557-558, 1980.

. Kymlicka (will), « Les théories de la justice. Une introduction - libéraux, utilitaristes, libertariens, marxistes, communautariens, féministes... », Paris, Éditions La Découverte », 1999.

. Laborit (henri), « La nouvelle grille », Paris, Éditions Gallimard, 1974.

. Lacroix (justine), « Michaël **Walzer**, Le pluralisme et l'universel », Paris, Éditions Michalon, 2001.

. Laërce (diogène), « Vies et doctrines des philosophes illustres », Paris, Librairie Générale Française, 1999.

. Lahire (bernard), « L'homme pluriel. Les ressorts de l'action », Paris, Éditions Nathan, 1998.

. Lakoff (george p.), Johnson (mark), « Les métaphores dans la vie quotidienne », Paris, Les Éditions de Minuit, 1986.

. Lane (richard d.), **Schwartz** (gary e.), « Levels of emotional awareness : a cognitive-developmental theory and its application to psychopathology », in theAmerican journal of Psychiatry, pp. 133-144, 1987.

. Langaney (andré), « Le sexe et l'innovation », Paris, Seuil, 1979.

. Lapoujade (david), « William **James**. Empirisme et pragmatisme », Paris, P.U.F., 1997.

. Lascoumes (pierre), **Le Bourhis** (jean-pierre), « Le bien commun comme construit territorial », Politix, 42, pp.37, 66, 1998.

. Laugier (sandra), « Du réel à l'ordinaire. Quelle philosophie du langage aujourd'hui ? », Paris, Librairie Philosophique J.Vrin, 1999.

. Laugier (sandra), « Recommencer la philosophie. La philosophie américaine aujourd'hui », Paris, P.U.F., 1999.

. Laville (jean-louis), « Il faut faire une place à un service public rénové, partenaire de la société civile », in Le Monde Économie, « spécial économie sociale », p.5, 26 octobre 2010.

. Laville (jean-louis), « Sociologie des services, entre marché et solidarité », Paris, Erès, 2010.

. Laville (jean-louis), « Action publique et économie solidaire », Paris, Eres, 2005.

. Laville (jean-louis),« L'économie solidaire, une perspective internationale », Paris, Desclée De Brouwer, 1996.

. Laville (jean-louis), « Les services de proximité en Europe. Pour une économie solidaire », Paris, Syros, 1992.

. Lazarus (richard S.), **Folkman** (Suzan), « Stress, Appraisal and Coping », New York, Springer, 1984.

. Lazarus (richard s.), « Psychological stress and the coping process », New York, Mc Grow-Hill, 1966.

. Lazerges (christine), « La politique criminelle », Paris, P.U.F., 1987.

. Le Breton (david), « Conduites à risque », Paris, P.U.F., 2002.

. Le Breton (éric), « Domicile-Travail, les salariés à bout de souffle », Paris, Les Carnets de l'Info, 2008.

. Le Boterf (guy), « L'ingéniérie des compétences », Paris, Éditions des organisations, 1999.

. Le Boterf (guy), « L'ingéniérie et l'évaluation de la formation », Paris, Les Éditions d'organisation, 1990.

. Ledoux (joseph e.), « Neurobiologie de la personnalité », Paris, Odile Jacob, 2003.

. Ledoux (joseph e.), « The emotional brain : the mysterious underpinnings of emotional life », London, Weidenfeld & Nicolson, 1998.

. Lefort (claude), « L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire », Paris, Librairie Arthème Fayard, 1994.

. Legendre (émilie), « La résolution en groupe d'un problème de société concernant un espace de vie partagée : la mobilité dans la ville de Dijon, entraîne-t-elle l'émergence d'une intelligence collective ? », Master 1 parcours psychologie sociale, Dijon, Université de Bourgogne, 2009.

. Le Jallée (éléonore), « L'autorégulation chez **Hume** », Paris, P.U.F., 2005.

. Le Moigne (jean-louis), « Edgar **Morin**; le génie de la reliance », in Synergies Monde n°4, 2008.

. Le Moigne (jean-louis), « Le constructivisme. Tome 1 : des fondements. Tome 2 : des épistémologies », Paris, E.S.F., 1995.

. Leplat (jacques), « Les automatismes dans l'activité : pour une réhabilitation et un bon usage », Activités, volume 2, numéro 2, 2005.

. Lewin (kurt), « Psychologie dynamique », Paris, P.U.F., 1959.

. Lewin (kurt), « Field theory in social science », New York, Editions Harper and Row, 1951.

. Lewin (kurt), « Group decision and social change », in **Newcomb** t.m., **Hartley** e.l. (Eds), Readings in social psychology, n°9, pp. 551-562., 1947.

. Lewis (robert), « Apprendre conjointement : une analyse, quelques expériences et un cadre de travail », in Quatrième colloque « hypermédias et apprentissages », 1999.

. Libet (benjamin), « Unconscious cerebral initiative and the rôle of conscious will in voluntary action », Behavorial Brain Science, 6, 5298-566, 1985.

. Lieury (alain), « Psychologie cognitive », Paris, Dunod, 2008.

. Lippman (walter), « Le public fantôme », présenté par bruno **Latour**, Paris, Editions Demopolis, 2008.

. Lloyd (geoffrey e.r.), « Magie, raison et expérience. Origines et développement de la science grecque », Paris, Flammarion, 1990.

. Locke (john)**,** « Essai sur l'entendement humain », 4 tomes, Paris, Librairie Philosophique j. Vrin, 2001, 2002, 2003.

. Locke (john), « Identité et différence. L'invention de la conscience », Paris, Éditions du Seuil, 1998.

. Locke (john), « Traité du gouvernement civil », Paris, G-F Flammarion, 1992.

. Locke (john), « Lettre sur la tolérance », Paris, P.U.F., 1965.

. Lodé (thierry), « Le droit d'être abolitionniste », l'Endehors, Fév. 2008

. Loilier (thomas), **Tellier** (albéric), « Les grands auteurs en stratégie », Mondeville, Editions EMS Management & Société, 2007.

. Loonis (eric), « Notre cerveau est un drogué : vers une thèse générale des addictions », Paris, Éditions Presses Universitaires, 1997.

. Lubart (todd), « Psychologie de la créativité », Paris, Armand Colin, 2003.

. Lucrèce, « De la nature », Paris, Éditions Garnier Flammarion, 1964.

. Lumsden (charles j.), **Wilson** (edward o.), « Genes, mind and culture : the coevolutionary process, world scientific Publishing Colte Ltd Edition, 25th Anniversery Edition, 2005.

. Lyotard (jean-françois), « Le postmoderne expliqué aux enfants », Paris, Éditions Galilée, 1988.

. Lyotard (jean-françois), « La condition post-moderne », Paris, Les Éditions de Minuit, 1979.

. Maillet (thierry), « Génération participation. De la société de consommation à la société de participation », Paris, M21 Éditions, 2007.

. MacLean (paul d.), **Guyot** (roland), « Les trois cerveaux de l'homme. Trois cerveaux hérités de l'évolution coexistent difficilement sous le crâne humain », Paris, Éditions Robert Laffont, 1990.

. Mandeville (bernard), « La ruche bourdonnante ou les crapules virées honnêtes », Paris, Éditions La Bibliothèque, 1997.

. Marsden (greg), **King** (s.), « Using deliberative methods to understand travel choices in the context of climate change », presented at the 88th TRB Meeting, Washington DC, january 2009.

. Mattmüller (adrienne), « Les changements de comportement des automobilistes : modèles, obstacles et interventions », Mémoire de Master, Faculté des Géosciences et de l'environnement, Université de Lausanne, 2008.

. Maurer (martine), « Psychothérapie, démocratie et loi », Paris, Éditions Thelès, 2005.

. Maurer (martine), « Comment choisir son psychothérapeute ? Attention risque de pratiques déviantes », Paris, Éditions Hommes et Perspectives, 2001.

. Maxime (jean), « Marketing personnalisé », Centre d'Études sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les Constructions publiques (C.E.R.T.U.), Besançon, 1(mai 2006.

. McClelland (james), **McNaughton** (b.), **O'Reilly** (r.), « Why there are complementary learning systems in the hippocampus and neocortex : insights from the successes and failures of connectionist models of learning and memory », Psychological Review, 102,

1995.

. McClure (samuel m.), **Laibson** (david i.), **Loewenstein** (george), **Cohen** (jonathan d.), « separate neural systems value immediate and delayed monetary rewards », Science, 306 (5695), pp.503-507.

. McCrae (robert r.), « Creativity, divergent thinking, and openness to experience », Journal of Personality and Social Psychology, 52, 1258-1265, 1987.

. Mckelvey (bill), » organizational Systématics : Taxonomy, Evolution, Classification », Berkeley, CA : University of California Press, 1982.

. Mckelvey (bill), « Avoiding complexity catastrophe in coevolutionary pockets : strategies for rugged landscapes », Organization Science, vol.10,pp.294, 321, 1999.

. Marc (édmond), **Picard** (dominique), « L'école de Palo Alto. La dernière grande étape de la théorie et de la pratique psychologique, affranchies de la psychanalyse et du behaviorisme », Paris, Éditions Retz, 1984.

. Marshall (thomas humphrey), « Citizenship and social class and other essays », Cambridge, C.U.P., 1950.

. Martineau (hélène), **Gomart** (émilie), « Politiques et expérimentations sur les drogues aux pays-bas », Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies (O.F.D.T.)/ Centre de recherches Sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales (C.E.S.D.I.P.)/ Centre de Sociologie de l'Innovation (C.S.I). Paris, 2000.

. Masclet (david), **Noussair** (charles), **Tucker** (steven), **Villeval** (marie claire), « Monetary and nonmonetary punishment in the volontary contribution mechanism », American Economic Review, vol.93, pp.366-380, 2003.

. **Masclet** (david), « L'analyse de l'influence de la pression des pairs dans les équipes de travail », Cirano Working Parers 2003s-35, 2003.

. Maslow (abraham h.), « Vers une psychologie de l'être », Paris, Éditions Fayard, 1972.

. Massot (pierre), **Feisthammel** (daniel), « Pilotage des compétences et de la formation. Des méthodes et outils inédits », Paris, AFNOR, 2001.

. Mead (george herbert), « Mind, self, and Society », ed. Charles W. Morris, University of Chicago Press, 1934.

. Menzel (emile w.), « Cognitive mapping in champanzees », in Hulse (s.h.), Fowler (h.), Honig (w.) (eds), « Cognitive processes in animal behavior », Hillsdale, 1978.

. Mestiri (soumaya), « **Rawls**. Justice et équité », Paris, P.U.F., 2009.

. Meyer (michel), « Le philosophe et les passions », Paris, P.U.F., Quadrige, 2007.

. Milgram (stanley), « Soumission à l'autorité », Paris Calmann-Levy, 1974.

. Mikolajczak (moïra), **Quoidbach** (jordi), **Kotsou** (ilios), **Nélis** (delphine), « Les compétences émotionnelles », Paris, Dunod, 2009.

. Moessinger (pierre), « La psychologie morale », Paris, P.U.F., 1989.

. Molinier (pascale), **Laugier** (sandra), **Paperman** (patricia), « Qu'est-ce que le care ? Souci des autres, sensibilité, responsabilité », Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2009.

. Moller Okin (susan), « Justice, genre et famille », Paris, Éditions Flammarion, 2008.

. Montague (read), « Why choose this book ? : How we make decisions », New York, Penguin Group, 2006.

. Montaigne (michel de), « Essais », 3 tomes, Paris, Éditions Gallimard, 1965.

. Montesquieu (charles-louis de Secondat), « De l'esprit des lois », Paris, G-F Flammarion, 1979.

. Morand-Deviller (jacqueline », « Le droit de l'environnement », Paris, P.U.F., 1987.

. Moreau (jacques), « Les socialistes français et le mythe révolutionnaire », Paris, Hachette Littérature, 2003.

. Morel (christian), « Les décisions absurdes. Sociologie des erreurs radicales et persistantes », Paris, Éditions Gallimard, 2002.

. Morin (édgar), « La méthode -6. Éthique», Paris, Seuil, 2004.

. Morin (édgar), « La méthode -5. L'humanité de l'humanité. L'identité humaine », Paris, Seuil, 2001.

. Morin (édgar), « Relier les connaissances. Le défi du XXI° siècle », Paris, Seuil, 1999.

. Morin (édgar), **Naïr** (sami), « Une politique de civilisation », Paris, Arléa, 1997.

. Morin (édgar), « La méthode - 4. Les idées, leur habitats, leur vie, leurs mœurs, leur organisation », Paris, Seuil, 1991.

. Morin (édgar), « Introduction à la pensée complexe », Paris, E.S.F. Éditeur, 1990.

. Morin (édgar), « La méthode -3. La connaissance de la connaissance. Anthropologie de la connaissance », Paris, Seuil, 1986.

. Morin (édgar), « Science avec conscience », Paris, Fayard, 1982.

. Morin (édgar), « La méthode -2. La vie de la vie », Paris, Seuil, 1980.

. Morin (édgar), « La méthode -1. La nature de la nature », Paris, Seuil, 1977.

. Morris (desmond), « Le couple nu », Paris, Bernard Grasset, 1980.

. Morris (desmond), « La clé des gestes », Paris, Bernard Grasset, 1978.

. Morris (desmond), « Le zoo humain », Paris, Bernard Grasset, 1970.

. **Morris** (desmond), « Le singe nu », Paris, Bernard Grasset, 1968.

. Moscovici (serge), « Notes toward a description of social representation », European Journal of Social Psychology, 18, PP.211-250, 1988.

. Moscovici (serge), « L'âge des foules. Un traité historique de psychologie des masses », Paris, Fayard, 1981.

. Moscovici (serge), « Psychologie des minorités actives », Paris, P.U.F., 1979.

. Mothe (caroline), « La confiance : une revue de la littérature anglo-saxonne », VIII° colloque de l'Association Internationale de Management Stratégique », Paris, École Centrale de Paris, mai 1999.

. Mougel (philippe p.), « La construction d'un espace régional de l'innovation et de l'entrepreunariat », in « La formation et l'accompagnement au service de la création et de la reprise d'entreprises », Revue POUR du Groupe de Recherche « Pour l'Éducation et la Prospective », n°204, mars 2010.

. Mougel (philippe p.), « **La démocratie de responsabilité participative, évaluation de la participation citoyenne à la démocratie locale de Dijon,** Dijon, Université de Bourgogne, 2009.

. Mougel (philippe p.), « La valorisation pédagogique des savoirs de l'expérience chez léonard de **Vinci,** john **Locke** et john **Dewey** », in la Revue « Penser l'Éducation » - Philosophie de l'Éducation et Histoire des Idées Pédagogiques, Université de Rouen, Laboratoire C.I.V.I.I.C, n° 21, juin 2007.

. Mougel (philippe p.), « Les obstacles culturels à la reconnaissance des acquis de l'expérience, les critiques de john **Dewey** », in **Figari** (gérard), **Rodrigues** (pedro),

Palmira Alves (maria), **Valois** (pierre), « Évaluation des compétences et apprentissages expérientiels. Savoirs, modèles et méthodes », Lisbonne/ Lisboa, Educa, 2006.

. Mougel (philippe p.), « Quand la sagesse ne fit plus école... Généalogie des valeurs éducatives, dans l'antiquité gréco-latine », thèse des Sciences sociales et des sciences de l'Éducation de l'Université de Rouen, Lille, A.N.R.T., 2004.

. Mougel (philippe p.), « Soutenance pour le doctorat en Sciences humaines et sociales – sciences de l'Éducation - Quand la sagesse ne fit plus école... Généalogie des valeurs éducatives dans l'antiquité gréco-latine », Rouen, Université de Rouen, novembre 2004.

. Mougel (philippe p.), « Les obstacles culturels à la reconnaissance des acquis », in Laboratoire CIVIIC, sous la direction d'**Astolfi** (jean-pierre), « Savoirs en action et acteurs de la formation », Rouen, Publications de l'Université de Rouen, 2004.

. Mougel (philippe p.), « Les consultants aux savoirs incertains », in Laboratoire CIVIIC, sous la direction d'**Astolfi** (jean-pierre), « Éducation et Formation : nouvelles questions, nouveaux métiers », Paris, E.S.F., 2003.

. Mougel (philippe p.), « Pédagogie et démocratie : la valuation plurielle des héritages culturels », in « Les idées pédagogiques : patrimoine éducatif ? », CIVIIC, Rouen, Publication de l'Université de Rouen, 2002.

. Mougel (philippe p.), « Pédagogie et démocratie : la valuation plurielle des héritages culturels », in la Revue « Penser l'Éducation » - Philosophie de l'Éducation et Histoire des Idées Pédagogiques, Université de Rouen, Laboratoire C.I.V.I.I.C, n° 10, 2001.

. Mougel (philippe p.), « L'explicitation des valeurs dans les pratiques professionnelles des travailleurs sociaux : méthodologie », in « Questions de Recherche en Éducation 1. Laboratoire CIIVIC », Université de Rouen, Paris, INRPP, 1999.

. Mougel (philippe p.), « Enseigner la Vertu ? Une exploration des valeurs incertaines de l'homme », in « Éthique et éducation », Dijon, CNDP-CRDP de Bourgogne, 1996.

. Mougel (philippe p.), « Des approches constructivistes à l'évaluation axiologique. Questionnements à propos de la formation aux savoirs-être des travailleurs sociaux », in « Éthique et éducation », Dijon, CNDP-CRDP de Bourgogne, 1996.

. Mougel (philippe p.), « L'absence des pères », in « La famille intégrante », Revue Paideusis Regards Actuels sur l'Intégration, Centre Régional de Documentation Pédagogique de Bourgogne/ IREFFE, Dijon, 1995.

. Montaigne, « Apologie de raymond Sebond », Paris, G-F Flammarion, 1999.

. Montaigne, « Essais », Paris, Gallimard, 1965.

. Montesquieu, « De l'esprit des lois », 2 tomes, Paris, Gallimard, 1995.

. Montesquieu, « Lettres persanes », Paris, Editions de Paul Vernière / Garnier, 1981.

. Mucchielli (alex), « La Psychologie sociale », Paris, Hachette, 1994.

. Musgraves (richard), « The theory of public finance », New-york, Mc Graw-Hill, 1959.

. Nakayama (syouichirou), **takayama** (junichi), « « Ecotravel coordinator program. Effects on travel behaviour and environment attitude », in Transportation Research Record : Journal of the Transportation Research Board, n°1924, Transportation Research Board of the Nbational Academies, Washington DC, pp. 224-2390, 2005.

. Nardonne (giorgio), **Watzlawick** (paul), « L'art du changement. Thérapie stratégique et hypnothérapie sans transe », Paris, L'Esprit du Temps/ P.U.F., 1993.

. Nelson (richard r.), **Winter** (sidney g.), « An evolutionary theory of economic change », Harvard University Press, Cambridge, MA, 1982.

. Newcomb (theodore m.), **Turner** (ralph h.), **Converse** (philip e.), « Manuel de psychologie sociale », Paris, PUF, 1970.

. Nietzsche (friedrich), « Par-delà bien et mal », Pais, Flammarion, 2000.

. Nietzsche (friedrich), « Humain, trop humain », Paris, Librairie Générale Française », 1997.

. Nietzsche (friedrich), « Aurore, réflexions sur les préjugés moraux », Librairie générale Française, 1995.

. Nietzsche (friedrich), « Pour une généalogie de la morale », Paris, Librairie générale française, 1990.

. Nietzsche (friedrich), « Sur l'avenir de nos établissements d'enseignement », Paris, Gallimard, 1973.

. Nietzsche (friedrich), « Crépuscule des idoles », Paris, Gallimard, 1974.

. Nietzsche (friedrich), « Le gai savoir », Paris, Club Français de Livre, 1957.

. Ninio (jacques), « L'empreinte des sens. Perception, mémoire, langage », Paris, Éditions Odile Jacob, 1991.

. Nonaka (ikujiro), **Takeuchi** (hirotaka), « La Connaissance créatrice », Paris / bruxelles, De Boeck Université, 1997.

. Novak (maria), « Le micro-crédit, outil d'une mondialisation juste », in Le Monde Économie, « spécial économie sociale », p.3, 26 octobre 2010.

. Novak (maria), « Le microcrédit ou le pari de l'homme » Paris,, Rue de l'échiquier, 2009.

. Novak (maria), « On ne prête (pas) qu'aux riches. La révolution du microcrédit », Paris, Jean-Claude Lattès, 2005.

. Novak (maria), Hirsch (anne), « La Place des invisibles », Paris, Jean-Claude Lattès, 2004.

. Novak (maria), « La Banquière de l'espoir. Celle qui prête aux exclus », Paris, Albin Michel, 1994.

. Nowotny (helga), **Scott** (peter), **Gibbons** (michael), « Repenser la science », Paris, Editions Belin, 2003.

. Nurock (vanessa), « Carol **Gilligan** et l'éthique du care », Paris, P.U.F., 2010.

. Nussbaum (martha), « Femmes et développement humain : l'approche des capabilités », Paris, Édition des Femmes-A. Fouque, 2008.

. Nussbaum (martha), « Frontiers of justice: disability, nationality, species membership », Cambridge (Mass.), Harvard university press, 2006.

. Obama (barack), « L 'audace d'espérer. Une nouvelle conception de la politique américaine », Paris, Presses de la Cité, 2006.

. Ogien (albert), « Sociologie de la déviance », Paris, Armand Colin, 1995.

. Orfeuil (jean-pierre), « Mobilités urbaines, l'âge des possibles, rouler plus; polluer moins...et dépenser moins », Paris, Les Carnets de l'Info, 2008.

. Orfeuil (jean-pierre), « Une approche laïque de la mobilité », Paris, Descartes et Cie, 2008.

. Orgogozo (isabelle), **Sérieyx** (hervé), « Changer le changement. On peut abolir les bureaucraties », Paris, Seuil, 1989.

. ORSE (Observatoire de la Responsabilité sociale des Entreprises), « Développement durable et entreprises. Un défi pour les managers »,Paris, Édition AFNOR, 2008.

. Osborn (alex f.), « L'imagination constructive », Paris, Dunod, 1965.

. Ostrom (elinor), « Gouvernance des biens communs, pour une nouvelle approche des resssources naturelles »,Bruxelles, Paris, 2010.

. Packard (vance), « La persuasion clandestine », Paris, Edition Calmann-Lévy, 1958.

. Paquette (gilbert), « L'ingéniérie pédagogique pour construire l'apprentissage en réseau », Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2002.

. Parijs (philippe van), « Qu'est-ce qu'une société juste ? Introduction à la pratique de la philosophie politique », Paris, Les Éditions du Seuil, 1991.

. Parquet (jean), « Pour une prévention de l'usage des substances psychoactives. Usage, usage nocif, dépendance », in « Éducation pour la santé pour mieux vivre », Paris, Éditions C.F.E.S., 1997.

. Pascale (richard), **Millemann** (mark), **Gioja** (linda), « Changing the way we change », Harvard Business Review, vol. 75, n°6, 1997.

. Pea (roy d.), **Edelson** (daniel c.), **Gomez** (louis), « Constructivism in the collaboratory », in b. g. Wilson (Ed.), « Constructivist learning environments : case studies in instructional design »(pp. 151-164), Englewood Cliffs, NJ : Educational Technology Publications, 1995.

. Peele (Stanton), **Loonis** (eric), « Une approche psychosociale des addictions toujours d'actualité », in Bulletin de Psychologie, tome 53 (2)/446, mars-avril 2000.

. Peele (stanton), **Brodsky** (archie), « The truth about addiction and recovery », New York, Simon and Schuster, 1991.

. Peirce (charles s.), « Œuvres philosophiques », vol.3 « Écrits logiques », Paris, Cerf, 2006..

. Peirce (charles s.), « Œuvres philosophiques », vol.2 « Pragmatismes et sciences normatives », Paris, Cerf, 2003.

. Peirce (charles s.), « Œuvres philosophiques », vol.1 « Pragmatisme et pragmaticisme », Paris, CERF, 2002.

. Peirce (charles s.), « Textes anti-cartésiens », introduction et traduction des trois articles de 1868 et des deux articles de 1877-78 par J. **Chenu**, Paris, Aubier, 1984.

. Penrose (edith t.), « The growth of the firm : a case study : the Hercules Powder

Company », in the Business History Review, 3, 1, 20, 1960.

. Penrose (edith t.), « The theory of the growth of the firm », New York, John Wiley, 1959.

. Peretti-Watel (patrick), « La société du risque », Paris, Édition La Découverte, 2001.

. Perkins (david n.), « The emerging science of learnable intelligence », The Free Press, 1995.

. Perruchet (pierre), « Les automatismes cognitifs », Bruxelles, Pierre Mardaga Editeur, 1988.

. Peterson (a.v. jr.), **Kealey(**k. a.), **Mann** (s.l.), **Marek(**p.m.,) **Sarason** (i.g.), (Dec 2000), « Hutchinson Smoking Prevention Project: long-term randomized trial in school-based tobacco use prevention--results on smoking », *Journal of the National Cancer Institute*, 92 (24), 1979-1991.

. Petitcolin (christel), « Échapper aux manipulateurs. Des solutions existent ! », Paris, Guy Trédaniel Editeur, 2007.

. Picard (dominique), « Les rituels du savoir-vivre », Paris, Seuil, 1995.

. Picard (fanny), **Rambaud** (agnès), « Mobilisation des équipes pour le développement durable, du déclic à l'action. Dix fiches pratiques », Paris, Comité 21/ ADEME, mars 2009.

. Pineau (gaston), **Jobert** (guy), « Histoire de vie. Utilisation pour la formation », Paris, Éditions L'Harmattan, 1989.

. Pines (malcom), « Superkids », in psychologie Today, 1979.

. Pisani (francis), **Piotet** (dominique), « Comment le web change le monde. L'alchimie des multitudes », Paris, Pearson Education France, 2008.

. Plans de déplacements urbains, « Mieux se déplacer dans les villes moyennes. Pour une approche globale des déplacements dans le Grand Sud-Ouest », Co-Edition Certu-Ademe, septembre 2003.

. Plutarque, « Contre l'inertie », Paris, Arléa, 1998.

. Popper (karl), « Toute vie est résolution de problèmes. Questions autour de la Connaissance de la Nature », Paris, Actes Sud, 1997.

. Popper (karl), « Conjectures et réfutations. La croissance du savoir scientifique », Paris,

Éditions Payot, 1985.

. Portalis (jean e. m.), « Discours préliminaires sur le projet de Code Civil », in « Écrits et discours juridiques et politiques », Presses Universitaire d'Aix-Marseille, 1988.

. Premack (david), **Woodruff** (georges), « Does the chimpanzees have a theory of mind ? », in Behavorial and brain Sciences, 1, (4), 1978.

. Pressicaud (nicolas), « Le vélo à la reconquête des villes. Bréviaire de vélorution tranquille », Paris, L'harmattan, 2009.

. Prigogine (ilya), « L'Homme devant l'incertain », Paris, Éditions Odile Jacob, 2001.

. Prigogine (ilya), « La fin des certitudes », Paris, Éditions Odile Jacob, 1996.

. Prigogine (ilya), « La nouvelle alliance. Métamorphose de la Science », Paris, Gallimard, 1979.

. Proust (joëlle), **Grivois** (henri), « Subjectivité et conscience d'agir. Approches cognitives et cliniques de la psychose », Paris, P.U.F., 1998.

. Queiroz (jean manuel de), **Ziotkowski** (marek), « L'interactionnisme symbolique : **Mead**, **Blumer**, **Goffman**, **Becker**, **Strauss** », Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1994.

. Quine (willard van orman), **Engel** (pascal), **Gochet** (paul), **Montminy** (martin), **Vernant** (denis), **Vidal-Rosset** (joseph), « Lire **Quine**. Logique et ontologie », Paris, Éditions de l'Éclat, 2006.

. Quine (willard van orman), « Du point de vue logique. Neuf essais logico-philosophiques », Paris, Librairie Philosophique J.Vrin, 2003.

. Quine (willard van orman), « Le mot et la chose », Paris, Éditions Flammarion, 1977.

. Rajchman (john), **West** (cornel), « La pensée américaine contemporaine », Paris, P.U.F., 1991.

. Raynaud (philippe), « Max **Weber** et les dilemmes de la Raison Moderne », Paris, P.U.F, 1987.

. Rawls (john), « La justice comme équité. Une reformulation de Théorie de la justice », Paris, Édition La Découverte, 2008.

. Rawls (john), « Leçons sur l'histoire de la philosophie morale », Paris, Éditions La Découverte, 2002.

. Rawls (john), **Habermas** (jürgen), « Débat sur la justice politique », Paris, Les Éditions du Cerf, 1997.

. Rawls (john), « Libéralisme politique », Paris, P.U.F., 1995.

. Rawls (john), « Justice et démocratie », Paris, Seuil, 1993.

. Rawls (john), « Théorie de la justice », Paris, Seuil, 1987.

. Redfield Jamison (kay), « Touched with fire. Manic-depressive illness and the artistic temperament », New York, Free Press Paperbacks, 1993.

. Repères, périodique d'Alterre Bourgogne, une agence régionale pour l'environnement et le développement soutenable », n°43, mai 2007.

. Repères, périodique d'Alterre Bourgogne, une agence régionale pour l'environnement et le développement soutenable », n°44, septembre 2007.

. Riesler (andré), « Le pluralisme, une idée dominante de notre fin de siècle. Aspects théoriques et historiques des sociétés ouvertes », Genève, Georg Éditeur S.A. & Institut Universitaire d'Etude Européenne, 1990.

. Rizzolati (giacomo), **Sinigaglia** (corrado), « Les neurones miroirs », Paris, Éditions Odile Jacob, 2007.
. Robert (virginie), « L'irrésistible montée de l'économie sociale, un projet, une culture, des valeurs », Paris, Éditions Autrement, 2007.

. Roberts (karlene h.), « Reliability enhancement and risk mitigation in organizations », University of Californie President's Council on the National Laboratories Environment, Safety, and Health Panel, CA : January 28, 2004.

. Robin (corey), « La peur, histoire d'une idée politique », Paris, Armand Colin, 2006.

. Rocard (michel), « Si la gauche savait. Entretiens avec georges-marc **Benamou** », Paris, Éditions Robert Laffont, 2007.

. Rocard (michel), « Construire le progrès social, les clubs convaincre avec michel **Rocard** », Paris, Syros / Alternatives, 1990.

. Rocard (michel), « Un pays comme le nôtre. Textes politiques 1986-1989 », Paris, Éditions du Seuil, 1989.

. Rocard (michel), « A l'épreuve des faits. Textes politiques 1979-1985 », Paris, Editions du Seuil, 1986.

. Rocci (anaïs), « Changer les comportements de mobilité. Exploration d'outils de management de la mobilité : les programmes d'incitation au changement de comportements volontaires », Institut National de Recherche sur les Transports et leur Sécurité, septembre 2009.

. Rojzman (charles), « La peur, la haine et la démocratie. Introduction à une thérapie sociale », Paris, Desclée de Brouwer, 1992.

. Rogers (carl r.), « Les groupes de rencontre », Paris, Dunod / Bordas, 1973.

. Rogers (carl r.), « Le développement de la personne », Paris, Dunod, 1967.

. Rorty (richard), **Vattimo** (gianni), « L'avenir de la religion. Solidarité, charité, ironie », Paris, Bayard Éditions, 2006.

. Rorty (richard), **Engel** (pascal) « A quoi bon la Vérité ? », Paris, Éditions Grasset & Fasquelle, 2005.

. Rorty (richard), « L'Amérique inachevée. La pensée de gauche dans l'Amérique du vingtième siècle », Pau, Presses Universitaires de Pau, 1997.

. Rorty (richard), « L'espoir au lieu du savoir. Introduction au pragmatisme », Paris, Éditions Albin Michel, 1995.

. Rorty (richard), « Objectivisme, relativisme et vérité », Paris, P.U.F., 1994.

. Rorty (richard), « Conséquences du pragmatisme », Paris, Éditions du Seuil, 1993.

. Rorty (richard), « Contingence, ironie et solidarité », Paris, Armand Colin, 1993.

. Rorty (richard), **Bouveresse** (jacques), **Descombes** (vincent), **McCarthy** (thomas), **Nehamas** (alexander), **Putnam** (hilary), « Lire **Rorty**. Le pragmatisme et ses conséquences », Paris, Éditions de l'Éclat, 1992.

. Rorty (richard), « L'Homme spéculaire », Paris, Éditions du Seuil, 1990.

. Rorty (richard), « Science et solidarité. La vérité sans le pouvoir », Paris, Éditions de l'Éclat, 1990.

. Rosch (eleanor), « Cognitive reference points », Cognitive Psychology 7, 532-547, 1975.

. Rosch (eleanor), **Heider**, « Natural categories », Cognitive Psychoilogy 4, 328-350, 1973.

. Rosanvallon (pierre), « La contre-démocratie. La politique de la défiance », Paris,

Éditions du Seuil, 2006.

. Rosanvallon (pierre), « La démocratie inachevée », Paris, Éditions Gallimard, 2000.

. Rosanvallon (pierre), « La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence », Paris, Seuil, 1995.

. Rosanvallon (pierre), « La crise de l'État-providence », Paris, Éditions du Seuil, 1981.

. Rosnay (joël de), Papillon (fabrice), « Et l'Homme créa la vie. La folle aventure des architectes et des bricoleurs du vivant », Paris, Les Liens Qui Libèrent, 2010.

. Rosnay (joël de), « Le cerveau planétaire », Paris, Éditions Olivier Orban, 1986.

. Rotter (julian b.), « Generalized expectancies of internal versus external control of reinforcements », in Psychological monographs 80, n° 1, 1966.

. Ruano-Borbalan (jean-claude), « Éduquer et former. Les connaissances et les débats en éducation et en formation », Paris, Éditions Sciences humaines, 2001.

. Ruby (christian), « La solidarité. Essai sur une autre culture politique dans un monde post-moderne », Paris, Ellipses, 1997.

. Ruby (christian), « Le matérialisme », Paris, Éditions Quintette, 1994.

. Ruby (christian), « Le champ de bataille post-moderne/néo-moderne, Paris, L'Harmattan, 1990.

. Runco (mark a.), **Pritzker** (steven r.), « encyclopedia of creativity », 2 vol., New York, Academic Press, 1999.

. Ruol (muriel), « John **Rawls** et le pluralisme, une autre lecture du moderne », in Cahiers philosophiques n°1, mai 2002.

. Rutter (michael), « La résilience, quelques considérations théoriques », in Bolognini (m.), Plancherel (b.), Nunez (r.), Bettshart (w.), « Pré-adolescence : théorie, recherche et clinique », Paris, Éditions E.S.F., 1994.

. Rutter (michael), « Resilience in the face of adversity, protective factors and resistance to psycchiatric disorder », British journal of Psychiatry, 1985.

. Sachs (ignacy), « Stratégie de l'éco-développement », Paris, Éditions ouvrières, 1980.

. Saint-Jacques (diane), « Attitudes créatives en activités dramatiques », Montréal, Revue des Sciences de l'Éducation, vol 18, n°3, 1992.

. Salem (jean), « **Démocrite**. Grains de poussière dans un rayon de soleil », Paris, Librairie Philosophique J.Vrin, 1996.

. Salomon (gavriel), **Perkins** (david n.), « Individual and social aspects of learning », in Review of Research in Education, American Educational Research Association, 1998.

. Salomon (lucas), « Cerveau, drogues et dépendances », Paris, Éditions Belin, 2010.

. Samuelson (paul), **Nordhaus** (william d.), « Économie », Paris, Economica, 2000.

. Savoirs, « De l'apprentissage social au sentiment d'efficacité personnelle. Autour de l'oeuvre d'Albert **Bandura** », Revue Internationale de Recherche en Éducation et Formation des Adultes, Hors-série, Paris, L'Harmattan, 2004.

. Schelling (thomas), « An essay on bargaining », American Economic Review, vol. XLVI, juin 1956.

. Sérieyx (hervé), « Le big bang des organisations. Quand l'entreprise, l'État, les Régions entrent en mutation », Paris, Calmann-Lévy, 1993.

. Shiffrin (richard m.), **Dumais** (suzan t.), « The developpment of automatism, in jr Anderson (ed), « cognitive skills and their acquisition » (pp.11,140), Hillsdale, New Jersey, Lawrence Erlbaum, 1980.

. Schmidt (christian), « Neuroéconomie. Comment les neuro-sciences transforment l'analyse économique » », Paris, Odile Jacob, 2010.

. Schneider (walter), **Dumais (**suzan t.), **Shiffrin** (richard m.), « Automatic and control processing and attention », in « Varieties of attention », Edited by r. Parasuraman and d.r. Davies, London, Academic Press, 1984.

. Schön (donald a.), « Le tournant réflexif. Pratiques éducatives et études de cas ». Montréal, Les Éditions Logiques, 1996.

. Schultz (p. wesley), » The structure of environnmental concern : concern for self, other people, and the biosphere », Journal of Environnmental Psychology, n°21, 2001.

. Schumpeter (joseph), « Capitalisme, socialisme et démocratie », Paris, Payot, 1951.

. Seligman (martin e. p.), « Helplessness : on depression, development, and death », San Francisco, Freeman, 1975.

. Sen (amartya), « L'idée de justice », Paris, Flammarion, 2010.

. Sen (amartya), **Stiglitz** (joseph), **Fitoussi** (jean-paul), « Vers de nouveaux systèmes de mesure », 2 tomes, Paris, Éditions Odile Jacob, 2009.

. Sen (amartya), « La démocratie des autres », Paris, Éditions Payot & Rivages poches, 2006.

. Sen (amartya), « Identité et violence », Paris, Éditions Odile Jacob, 2006.

. Sen (amartya), « L'économie est une science morale », Paris, Éditions La Découverte, 2003.

. Sen (amatya), « Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté », Paris, Éditions Odile Jacob, 2000.

. Sen (amartya), « Éthique et économie », Paris, P.U.F., 1987.

. Senault (patrick), « Formation et Territoires – La Formation- Développement », Paris, ADELS, 1988.

. Sérieyx (hervé), « Le big-bang des organisations. Quand l'entreprise, l'État, les régions entrent en mutation », Paris, Calmann-Lévy, 1993.

. Sextus Empiricus, « Contre les professeurs », Paris, Éditions du Seuil, 2002.

. Sextus empiricus, « Esquisses pyrrhoniennes », Paris, Seuil, 1997.

. Sherif (muzafer), « Group conflict and cooperation : their social psychology », London, Routledge and Kegan paul, 1966.
. Sherif (muzafer), « In common predicament : social psychology of intergroup conflict and cooperation », Boston, Houghton Mifflin, 1966.

. Skinner (Burrhus f.), « Pour une science du comportement: le béhaviorisme », Genève, Ed. Delachaux et Niestlé, 1979

. Skinner (Burrhus f.), « Beyond freedom and dignity », London, Penguin Book, 1974.

. Skinner (Burrhus f.), « About behaviorism », London, Jonathan Cape, 1974.

. Skinner (burrhus f.), « Par delà la liberté et la dignité », Paris, Éditions Robert Laffont, 1972,

. Skinner (Burrhus f.), « L'analyse expérimentale du comportement », Bruxelles, Dessart, 1971.

. Skinner (Burrhus f.), « Walden two », New York, MacMillan, 1962.

. Skinner (Burrhus f.), « Verbal behaviour », Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1957.

. Smith (adam), « Théorie des sentiments moraux », Paris, P.U.F., 1999.

. Smith (adam), « La richesse des nations », Paris, GF Flammarion, 1991.

. Sperry (roger wolcott), « The impact and promise of the cognitive revolution », in American Psychologist, 48, 878 885, 1993.

. Stecker (robert), « Expressiveness and expression in music and poetry », Journal of Aesthetics and Art Criticism, 59 (1), 85-96, 2000.

. Stengers (isabelle), « Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient », Paris, Éditions la Découverte, 2009.

. Stiglitz (joseph e.), « Le rapport **Stiglitz**. Pour une vraie réforme du système monétaire et financier international », Paris, 2010.

. Stiglitz (joseph e.), « Un autre monde, contre le fanatisme de marché », Paris, Librairie Arthème Fayard, 2006.

. Stiglitz (joseph e.), « La grande désillusion », Paris, Librairie Arthème Fayard, 2002.

. Strauss (anselm), « La trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionnisme », Paris, L'Harmattan, 1992.

. Strauss (anselm), « Miroir et masques. Une introduction à l'interactionnisme », Paris, Éditions Métailié, 1992.

. Sun Tseu, « L'art de la guerre », Paris, Presses Pocket, 1993.

. Surowiecki (james), « La sagesse des foules », Paris, Éditions Jc .Lattès, 2004.

. Szasz (thomas), « La persécution rituelle des drogués, boucs émissaires de notre temps. Le contrôle d'Etat de la pharmacopée », Paris, Les Éditions du Lézard, 1974.

. Taniguchi (ayako), **Suzuki** (haruna), **Fujii** (satoshi), « Mobility management in japan.Ils development and meta-analysis of travel feedback programs », in Transportation Research record : Journal of Transportation Research Board, n°2021, Transportation Research Board of the National Academies, Washington DC, pp. 100-109, 2007.

. Taniguchi (ayako), **Fujii** (satoshi), « Process model of voluntary travel behavior modification and effects of travel feedback programs », in Transportation Research record : Journal of Transportation Research Board, n°1839,Transportation Research

Board of the National Academies, Washington DC, pp.45-52, 2007.

. Tapscott (don), **Williams** (anthony d.), « Wikinomics. Wikipédia, Linux, You tube... Comment l'intelligence collaborative bouleverse l'économie », Paris, Pearson Éducation France, 2007.

. Tattersall (ian), « Petit traité de l'évolution », Paris, Éditions Fayard, 2002.

. Tattersall (ian), « L'émergence de l'homme. Essai sur l'évolution et l'unicité humaine », Paris, Gallimard, 1999.

. Tiercelin (claudine), « Charles Sanders **Peirce** et le pragmatisme », Paris, P.U.F., 1993.

. Tocqueville (alexis de), « De la démocratie en Amérique », Paris, G-F Flammarion, 1981.

. Tolman (edward c.), « Behavior and psychological man: essays in motivation and learning », Berkeley, University of California Press, 1951.

. Tolman (edward c.), « Cognitive maps in rats and men », Psychological Review, 55, 189-208, 1948.

. Treves (renato), « Sociologie du droit », Paris, P.U.F., 1995.

. Tronto (joan), « Un monde vulnérable. Pour une politique du care », Paris, Éditions la Découverte, 2009.

. Université de Nice, « Avec édgar **Morin**, à propos de « La Méthode », Aix- en-provence, Edisud, 1980.

. Untersteiner (mario), « Les sophistes », 2 tomes, Paris, Librairie Philosophique j.Vrin, 1993.

. Vallacher (robin r.), **Wegner** (daniel m.), « What do people think they're doing ? Action identification and human behavior », Psychological review, vol 94, n°1, 3, 3-15, 1987.

. Varela (francisco j.), « Quel savoir pour quelle éthique ? Action, sagesse et cognitions », Paris, Éditions La Découverte, 1996.

. Veblen (thorstein b.), « Théorie de la classe de loisirs », préface de raymond **Aron**, Paris, Gallimard, 1970.

. Veisseire (maud), **Varax** (aurélie de), « Roulez et bougez écolo », Paris, Groupe Eyrolles, 2010.

. Vermersch (pierre), « L'entretien d'explicitation », Paris, E.S.F., 19994.

. Vernant (jean-pierre), « Mythe & pensée chez les grecs », Paris, Librairie François Maspéro, 1965.

. Viard (jean), « Éloge de la mobilité. Essai sur le capital temps libre et la valeur travail », Paris, Édition de l 'Aube, 2006.

. Vidal (catherine), **Benoit-Browaeys** (dorothée), « Cerveau, sexe et pouvoir », Paris, Belin, 2005.

. Villerbu (loïc), Moulin (valérie), « Responsabilisation : changement de paradigmes, effets sur les représentations professionnelles et la prise en compte de l'infracteur », in colloque international : « Le pénal aujourd'hui : pérennité ou mutations », Centre International de Criminologie comparée », 2007.

. Vincent (jean-didier), « Voyage extraordinaire au centre du cerveau », Paris, Éditions Odile Jacob, 2009.

. Vincent (jean-didier), « Biologie des passions », Paris, Éditions Odile Jacob », 1986.

. Vincent (stéphanie),« Les altermobilités » : analyse sociologique d'usages de déplacements alternatifs à la voiture individuelle. Des pratiques en émergence ? », Paris, thèse de doctorat de sociologie, Université Sorbonne Paris V- René Descartes, 2008.

. Viveret (patrick), « Reconsidérer la richesse », Paris, Éditions de l'Aube, 2004.

. Vivien (frank-dominique), « Le développement soutenable », Paris, Éditions La Découverte, 2005.

. Vygotsky (l), « Language and thought », Cambridge, Mass : M.I.T. Press, 1962.

. Waal (frans de), « L'âge de l'empathie. Leçons de la nature pour une société solidaire », Paris, Éditions Les Liens qui Libèrent, 2010.

. Wackermann (gabriel), « L'écosociété. Une société plus responsable est-elle possible? », Paris, Éditions Ellipses, 2010.

. Wackermann (gabriel), « Le développement durable », Paris, Éditions Ellipses, 2008.

. Wallas (graham), « The art of thought », New York, Harcourt, Brace, 1926.

. Walster Hatfield (elaine), **Walster** (william g.), **Berscheid** (ellen), « Equity, theory and research », Boston, Allyn & Bacon, 1978.

. Walzer (michael), « Traité sur la tolérance », Paris, Gallimard, 1998.

. Walzer (michael), « Sphères de justice, une défense du pluralisme et de l'égalité », Paris, Seuil, 1997.

. Walzer (michael), « Pluralisme et démocratie », Paris, Éditions ESPRIT, 1997.

. Watzlawick (paul), « L'invention de la réalité. Comment savons-nous ce que nous croyons savoir ? Contributions au constructivisme », Paris, Seuil, 1988.

. Watzlawick (paul), « Comment réussir à échouer. Trouver l'ultra solution », Paris, Seuil, 1988.

. Watzlawick (paul), « Faites vous-même votre malheur », Paris, Seuil, 1984.

. Watzlawick (paul), « Le langage du changement, éléments de communication thérapeutique », Paris, Seuil, 1980.

. Watzlawick (paul), « La réalité de la réalité. Confusion, désinformation, communication », Paris, Éditions du seuil, 1978.

. Watzlawick (paul), **Weakland** (john), **Fish** (richard), « Changements. Paradoxes et psychothérapies », Paris, Éditions du Seuil,

. Weber (max), « Économie et société / 1. Les catégories de la sociologie / 2. L'organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie », Paris, Plon, 1995.

. Weber (max), « La ville », Paris, Éditions Aubier Montaigne, 1982.

. Weber (max), « L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme », Paris, Librairie Plon, 1964.

. Weber (max), « Le savant et le politique », Paris, Librairie Plon, 1959.

. Weiss (karine), **Marchand** (dorothée), « Psychologie sociale de l'environnement », Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006.

. Welzer (harald), « Les guerres du climat. Pourquoi on tue au XXI° siècle », Paris, Éditions Gallimard, 2008.

. White (robert w.), « Motivation reconsidered : The concept of competence », Psychological Review, 66, 297 333, 1959.

. Whitmore (john), « Le guide du coaching, entraînement individuel, dynamique des équipes, amélioration des performances », Paris, Maxima/ Laurent Du Mesnil Éditeur, 2001.

. Williamson (olivier e.), « The mechanism of governance », Oxford University Press, 1996.

. Williamson (olivier e.), « Transaction cost Economics and Organisation Theory », in Smelzer & Swedberg (eds), The Handbook of Economic Sociology, Princeton, Princeton University Press, 1994.

. Williamson (olivier e.), « Les institutions de l'économie », Paris, Inter-éditions, 1994.

. Williamson (olivier e.), « The economic institutions of capitalism, New-York, Free Press, 1985.

. Willson (rob), **Branch** (rhena), « Les thérapies comportementales et cognitives pour les nuls », Paris, Editions First, 2008.

. Wilson (tom d.), **Lindsey** (s.), **Schooler** (t. y.), « A model of dual attitudes », Psychological Review, 107, 101-126, 2000.

. Winkin (yves), « Gregory **Bateson** : premier état d'un héritage », Paris, Seuil, 1988.

. Winkin (yves), « La nouvelle communication : **Bateson**, **Birdwhistell**, **Goffman, Hall, Jackson**, **Scheflen**, **Sigman**, **Watzlawick** », Paris, Seuil, 1981.

. Whitten (andrew), **Byrne** (richard w.), « Machiavellian intelligence : social expertise and the evolution of intellect in monkeys, Apes and human », Clarendon Press, 1988.

. Wittezaele (jean-jacques), **Garcia** (teresa), « A la recherche de l'École de Palo Alto »; Paris, Seuil, 1992.

. Wittgenstein (ludvig), « Investigations philosophiques », précédées du « Tractatus logico-philosophicus », Paris, Gallimard, 1961.

. Wolfe (olwen), « J'innove comme je respire », Paris, Éditions du Palio, 2007.

. Young (Jeffrey e.), **Klosko** (Janet S.), « Je réinvente ma vie. Vous valez mieux que vous ne pensez », Paris, Les Éditions de l'Homme, 1995.

. Yunus (muhammad), « Vers un nouveau capitalisme. Discours d'Oslo », Paris, Éditions Jean-Claude Lattès, 2008.

. Yunus (muhammad), **Attali** (jacques), **Arthus-Bertrand** (yann), **Lima** (pascal de) and co,

« Voyage au coeur d'une révolution. La microfinance contre la pauvreté », Paris, Éditions Jean-Claude Lattès, 2007.

. Yunus (muhammad), « Vers un monde sans pauvreté. L'autobiographie du banquier des pauvres », Paris, Éditions Jean-Claude Lattès, 1997.
. Zajonc (robert b.), **Adelmann** (pamela k.)« Cognition and communication : a story of missed opportunities », Social Science Information, 26, pp.3-10, 1987.

. Zajonc (robert b.), « Attitudinal effects of mere exposure », journal of personality and social Psychologie monograph, 1968.

. Zask (joëlle), « L'opinion publique et son double. Livre II. John **Dewey**, philosophe du public », Paris, L'Harmattan, 1999.

9. Annexes

9.1. Questionnaire sur les motivations



Qu'est ce qu'apportent les « déplacements » dans votre vie quotidienne :

5 avantages :

-
-
-
-
-

5 inconvénients :

-
-
-
-
-

2. Qu'est ce qui vous a incité à devenir propriétaire d'une voiture ?
- persuasion familiale,
- publicité,
- prise en compte des commodités infrastructurelles,
- faire comme les autres,
- passion sportive pour l'automobile,
- gain de temps pour les trajets,
- besoin de déplacement,
- nécessité de déplacement sans solution alternative de transport,
- facilité de transport de passager,
- facilité de transport de marchandise,
- montrer sa réussite sociale

- autres :

3. Quels sont les engagements auxquels vous avez souscrit pour devenir propriétaire d'une voiture?
- cours de code et de conduite,
- possession d'un garage,
- location d'un garage,
- emprunt ou leasing,
- engagements moraux,
- autres :

4. Quels sont les avantages que vous tirez de l'utilisation de l'automobile ?
- être comme les autres,
- être indépendant,
- reconnaissance sociale,
- facilité de déplacement,
- facilité de transport de passager,
- facilité de transport de marchandises,
- confort,
- coût raisonnable,
- le plaisir de conduire,
- la routine,
- autres :

5. Quels sont les motifs qui vous amènent à envisager des moyens de transport autres que votre voiture ?
- le coût de l'énergie fossile,
- les coûts globaux de l'utilisation d'un véhicule,
- le souci de diminuer le stress,
- la santé,
- la lutte contre les nuisances,
- l'amélioration de la qualité de vie,
- la possibilité de ne pas conduire et de pouvoir disposer de ce temps,
- la sécurité de l'usager,
- la sécurité collective,
- la préservation de l'environnement,

- la lutte contre le réchauffement climatique,
- des opportunités,
- les campagnes de sensibilisation des associations écologistes,
- l'action des médias,
- les incitations publiques,
- une conviction personnelle,
- l'influence de proches,
- l'éducation relative à l'environnement,
- l'engagement associatif,
- un choix politique,
- autres :

6. Comment envisagez-vous de diminuer votre consommation de carburant et / ou votre impact sur l'environnement ?
- par une diminution de l'utilisation des transports à énergie fossile,
- par une rationalisation économique des trajets,
- par une conduite du véhicule plus économe,
- par l'acquisition d'un véhicule plus économe,
- par l'utilisation d'autres carburants,
- par la livraison à domicile,
- par les commerces et services ambulants,
- par le co-voiturage,
- par l'utilisation des moyens de transports publics,
- par l'usage de la bicyclette,
- par la marche à pied,
- par l'inter-modalité,
- par la compensation carbone
- autres :

7. Parmi ces différents moyens lesquels avez-vous déjà utilisés ?
- véhicule à faible consommation,
- à faible émission de gaz CO2,
- à consommation d'énergie non strictement fossile,
- de petite taille,
- mobylette, moto
- le co-voiturage,
- le vélo en libre service,

- la bicyclette, le monocycle,
- le roller, la trottinette, le skateboard,
- le taxi collectif,
- le bus,
- le train,
- la marche à pied,
- le bus pédestre (ou pédibus)
- autres :

8. Quels sont les modes de déplacements, autres que votre transport habituel, que vous souhaitez expérimenter (dont l'offre proposée), pendant les trois mois à venir ?
- l'offre proposée,
- la marche à pied,
- le co-voiturage,
- la bicyclette,
- le taxi collectif,
- le bus,
- le train,
- l'inter-modalité,
- autres :

9. Quels sont vos souhaits par rapport au groupe local « j'y vais autrement » ?
- une écoute de chacun,
- une expression libre de chacun,
- un accompagnement personnalisé,
- un encouragement collectif à expérimenter,
- un esprit de tolérance et de respect des libertés individuelles,
- une information sur la question de la mobilité,
- mieux comprendre les leviers et les obstacles à l'usage des transports alternatifs,
- un groupe de parole attentif aux difficultés rencontrées sur le terrain,
- autres :

10. Êtes-vous d'accord pour tester la proposition locale de transport alternatif ?
- Oui
- Non

11. Êtes-vous d'accord pour venir présenter votre expérience à la prochaine réunion ?
- Oui
- Non

Nom :
Prénom :
Structure partenaire :

A le ……/……/2009

Signature

9.2. Questionnaires sur les pratiques de mobilité



j'y vais autrement...
Une initiative pour la mobilité durable

NOM et prénom _____
Adresse _____
Code postal – ville _____
Adresse email : _____

Composition de votre ménage

Pouvez-vous donner le prénom, l'âge, le sexe et le lien de parenté de chacune des personnes qui habitent avec vous, en commençant par vous
Attention : l'identifiant attribué à chaque personne (A, B, C…) doit être conservé pour compléter le reste du questionnaire

IDENTI-FIANT	PRENOM	MOIS ET ANNEE DE NAISSANCE		SEXE F OU M	LIEN DE PARENTE*
A					
B					
C					
D					
E					
F					
G					
H					
I					

***Lien de parenté :**

1 Vous
2 Conjoint, marié ou non
3 Enfant (le vôtre ou ceux de votre conjoint) : fils, fille, gendre, bru, beau-fils, belle-fille, enfant adopté, enfant en tutelle
4 Petits-enfants (le vôtre ou celui de votre conjoint) : petit-fils, petite-fille
5 Ascendant (le vôtre ou celui de votre conjoint) : mère, père, beau-père, belle-mère, grand-père, grand-mère, …

6 Autre parent (le vôtre ou celui de votre conjoint) : frère, sœur, neveu, nièce, cousin, cousine, beau-frère, belle-sœur, oncle, tante, …
7 Ami
8 Pensionnaire, sous-locataire, logeur, enfant en nourrice sans lien de parenté avec vous ou votre conjoint
9 Domestique ou salarié logé

Occupations

Pouvez-vous donner l'occupation de chacune des personnes habitant avec vous ?

IDENTIFIANT	ÉTUDES EN COURS*	SI OUI NIVEAU D'ETUDES EN COURS**	SI NON OCCUPATION ACTUELLE***	SI ACTIVITE PROFESSIONNELLE, PROFESSION PRINCIPALE****
A				
B				
C				
D				
E				
F				
G				
H				
I				

***Études en cours :**
1 = oui
2 = non (études terminées)
3 = enfant pas encore scolarisé
4 = jamais fait d'étude

****Niveau d'études :**
1 = maternelle
2 = école primaire
3 = collège
4 = lycée professionnel
5 = lycée d'enseignement général
6 = établissement d'enseignement supérieur

*****Occupation actuelle :**
1 = activité professionnelle
2 = chômeur
3 = militaire du contingent
4 = retraité ou préretraité
5 = femme au foyer
6 = autre inactif

******Profession principale :**
en toutes lettres

Déplacements domicile-travail, domicile-études, domicile-garderie

Pour les personnes qui sont amenées à se déplacer tous les jours pour se rendre à leur travail, leur lieu d'études ou pour la garde d'enfant, pouvez-vous préciser le lieu, la durée, la fréquence et le mode de déplacement ?

- Pour les enfants qui se font accompagner à la crèche, l'école, la garderie…, vous complétez le tableau à la ligne de l'enfant concerné
- Vous indiquez le nom de la commune en entier (exemple : Sainte-Marie-sur-Ouche) ; pour Dijon, vous précisez le nom du quartier (exemple : Dijon gare, Dijon Toison d'Or,…)

IDENTI-FIANT	COMMUNE ET DEPARTEMENT DU LIEU DE TRAVAIL OU D'ETUDE OU DE GARDE	DISTANCE DU DOMICILE A CE LIEU (KM)	TEMPS MOYEN POUR S'Y RENDRE (H : MIN)	NOMBRE D'ALLER-RETOUR PAR JOUR	NOMBRE DE JOURS PAR SEMAINE	MOYENS DE TRANSPORTS SUCCESSIFS POUR S'Y RENDRE*
A						
B						
C						
D						
E						
F						
G						
H						
I						

***Moyens de transport :**

10 = marche à pied uniquement scolaire
20 = bicyclette
21 = cyclomoteur/moto : conducteur
22 = cyclomoteur/moto : passager
30 = voiture du ménage : conducteur
31 = voiture du ménage : passager
32 = voiture hors ménage : conducteur
33 = voiture hors ménage : passager
40 = taxi (individuel, collectif)
41 = ramassage organisé par l'employeur
42 = ramassage
50 = autobus urbain
51 = autocar (type transco)
60 = TER
61 = autre train

Déplacements en voiture

De combien de voitures particulières disposez-vous dans votre ménage (qu'elles soient au nom d'un des membres du ménage ou au nom d'une société) ?

❒ aucune voiture ☞ **si aucune voiture, questionnaire terminé !**
❒ une voiture
❒ deux voitures
❒ trois voitures ou plus

Déplacements en voiture effectués hier (si hier était un dimanche, prendre samedi)

❒ lundi ❒ jeudi
❒ mardi ❒ vendredi
❒ mercredi ❒ samedi

Hier, avez-vous effectué des déplacements hors de votre commune de résidence ?

❒ oui
❒ non ☞ **si non, questionnaire terminé**

Combien de déplacements avez-vous effectué ? |____|
NB – un déplacement peut comporter plusieurs arrêts (exemple : je vais déposer mon enfant au foot et j'en profite pour acheter mon pain)

Pour chaque déplacement, quel était le motif principal

- Si vous avez plusieurs motifs pour vous déplacer, c'est le motif qui a un caractère obligatoire qui sera retenu (exemple : travail, étude, garde d'enfant)
- Vous indiquez le nom de la commune en entier (exemple : Sainte-Marie-sur-Ouche) ; pour Dijon, vous précisez le nom du quartier (exemple : Dijon gare, Dijon Toison d'Or,…)

N°	MOTIF PRINCIPAL*	LIEU D'ORIGINE (COMMUNE, DEPARTEMENT)	LIEU DE DESTINATION (COMMUNE, DEPARTEMENT)	DISTANCE (KM)
1				
2				
3				
4				
5				

***Motif :**
1 = motif professionnel 5 = régler des affaires personnelles (poste, banque,

notaire, …)
2 = éducation, enseignement, garde d'enfant
3 = faire des achats
4 = soins médicaux
6 = activités culturelles ou sportives
7 = promenade
8 = autres motifs privés

Lors de ces déplacements, avez-vous été amené(e) à ?

❒ Emmener quelqu'un quelque part ?

N° du déplacement : |____|

Qui avez-vous accompagné ?

- S'il s'agit d'une personne de votre ménage, indiquer son identifiant : |____|

- ..... S'il s'agit d'une autre personne, préciser : .....

Motif du déplacement de cette personne : .....

Lieu (commune, département).....

❒ Achats ? à détailler

❒ Soins médicaux ? à détailler

❒ Affaires personnelles ? à détailler

Consommation de carburant

A combien estimez-vous le poste « carburant » dans votre ménage chaque mois |____| €

C'est-à-dire votre consommation et celles des personnes vivant également sous votre toit

A votre avis, cela représente quel pourcentage du revenu mensuel de votre ménage |____| %

C'est-à-dire votre salaire plus celui des autres personnes composant votre ménage moins les aides de la CAF ...

*Calcul : % = Coût estimé carburant en euros * 100 / revenu mensuel du ménage*

9.3. Carnet de bord du volontaire



j'y vais autrement...
Une initiative pour la mobilité durable

Identité du volontaire :
Nom _____
Prénom _____
_
Structure partenaire_____

alterre bourgogne

Agence régionale pour l'environnement et le développement soutenable
9 boulevard Rembrandt 21000 DIJON

Contact chargé de mission Mobilité :
Aurélien TRIOUX
a.trioux@alterre-bourgogne.org
Tel : 03 80 68 44 30

Une initiative partenariale

alterre bourgogne — Conseil Général Côte d'Or www.cotedor.fr — UB Université de Bourgogne — SNCF

Avec le soutien technique et financier du Programme Energie Climat Bourgogne

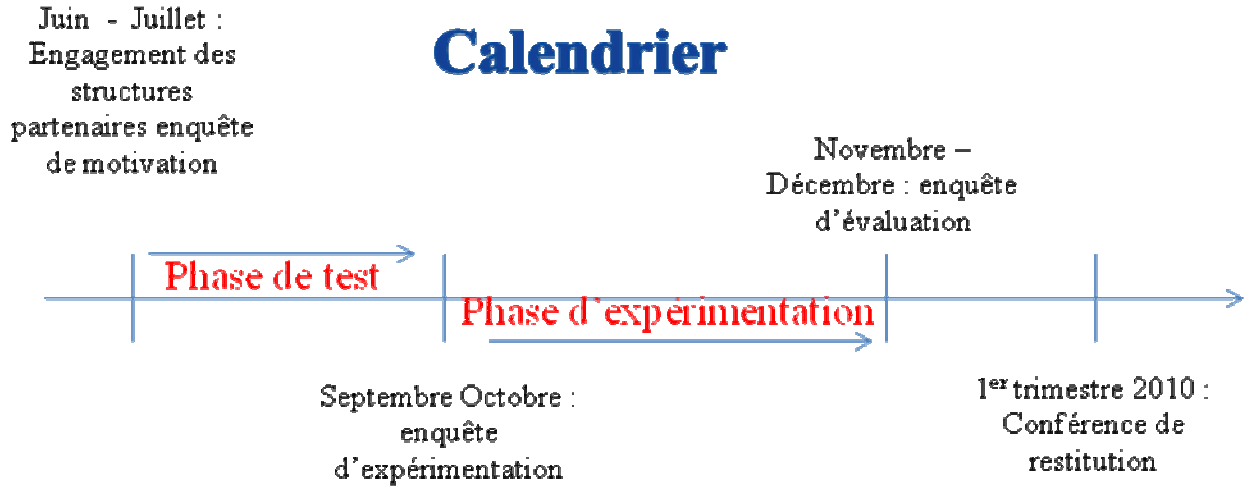
Programme Énergie Climat Bourgogne — ADEME — Bourgogne Conseil régional — République Française — Préfecture de la Région de Bourgogne

L'initiative « J'y vais autrement… »
Rappel du contexte :

« J'y vais autrement… » est une initiative partenariale entre Alterre Bourgogne, des structures publiques ou privées et des citoyens volontaires.

Elle vise à accompagner des personnes volontaires pour tester des solutions de mobilité alternative à la voiture individuelle. Son but est d'identifier les pistes d'améliorations de l'offre de solutions alternatives, ces solutions alternatives pouvant être des modes doux (vélos, marche,…), des transports en commun (bus, train…) ou des actions telles que le covoiturage, transport à la demande…
Cette initiative est portée par un réseau de partenaires institutionnels (Europe, Etat, Ademe, Conseil Régional de Bourgogne, Conseil Général de la Côte d'Or) ou autres (SNCF, Université de Bourgogne).

Calendrier :



Collecte d'informations :

Vous avez accepté de participer à la première phase de tests et de poursuivre dans cette phase de collecte de données qui permettra d'identifier les caractéristiques des modes de transports que vous empruntez et de faire apparaître des clés d'amélioration.

Ces clés d'améliorations pourront dès lors être communiquées aux organisateurs de transport pour qu'ils puissent les mettre en œuvre.
Enfin, les conclusions de l'initiative seront restituées lors d'une conférence de clôture dans le courant du premier trimestre 2010. Vous y serez conviés
Nous vous remercions de votre collaboration.

Signature de participation

Je soussigné, Melle, Mme, M _____ souhaite poursuivre l'initiative « J'y vais autrement… » en collectant des informations lors de certains de mes déplacements, avec la solution alternative principale _____ et éventuellement lors de l'utilisation d'autres modes de transport.

A _____

Le _____/_____/2009

Signature du volontaire

Exemple de trajet fictif

Dans quel(s) but(s) avez-vous choisi de sélectionner ce trajet ? : ____**Car c'est un trajet que j'effectue souvent et c'est pour moi celui que je pourrais modifier peut être le plus facilement**_____

Jour de la semaine : ___**Jeudi**_____ Date : ___**10**___/__**09**_____/2009
Heure de départ : ___**07__h__35**___ Heure d'arrivée : _ **08_h_30**____

La météo a-t-elle joué un rôle dans le choix de votre mode de déplacement : ☐ **OUI** ☐ NON
Comment ? : _____**Le beau temps m'a donné envie de prendre mon vélo**_____

Départ	**Etape 1**	**Etape 2**	**Etape 3**	**Arrivée**
☐ **Maison**	☐ Travail	☐ Travail	☐ Travail	☐ **Travail**
☐ Travail	☐ Maison	☐ Maison	☐ Maison	☐ Maison
☐ Ecole	☐ Ecole	☐ Ecole	☐ Ecole	☐ Ecole
	☐ Service	☐ Service	☐ Service	☐ Service
	☐ Loisirs	☐ Loisirs	☐ Loisirs	☐ Loisirs
	☐ **Commerces**	☐ **Commerces**	☐ Commerces	☐ Commerces
	☐ Famille / Amis	☐ Famille / Amis	☐ Famille / Amis	☐ Famille / Amis
	☐ Associatif / Mandat	☐ Associatif / Mandat	☐ Associatif / Mandat	☐ Associatif / Mandat
	☐ Garderie	☐ Garderie	☐ Garderie	☐ Garderie
	☐ Autres : _____	☐ Autres : _____	☐ Autres : _____	☐ Autres : _____

Autres étapes : _____

But(s) du trajet : _____**Me rendre à mon travail tout en profitant de la boulangerie sur le chemin pour acheter mon pique nique de midi après avoir retiré du liquide**_____

Quels ont été les différents modes de déplacement (voir codification en dernière page) utilisés :
Mode n°1 (au départ) : n°__**20**__ Mode n°2 : __**60**___ Mode n°3 : __**20**___Mode n°4 : _____
Mode n°5 : ____ Mode n°6 : _____ Mode n°7 : _____ Mode n°8 : _____

Qu'est ce qui a déterminé le choix du ou de ces modes de déplacement ? : _____**Le vélo me permet de me déplacer plus rapidement qu'à pied pour aller à la gare et pour aller de la gare de Dijon à mon travail. Deplus je peux m'arreter qand je veux dans des magasins. Enfin, je suis plus libre (pas d'attente du bus, je suis indépendant et j'évite les bouchons des travaux de Dijon.)**_____

Distance totale du trajet (aller seulement) : ☐ < à 1km ☐ entre 1 et 10 km ☐ **> à 10 km**

Lors de ce trajet, étiez-vous accompagné ? : ☐ NON ☐ **OUI**
Si OUI, par qui : Personne 1 : n°_**5**__ Personne 2 : n°___
Personne 3 : n°___ Personne 4 : n°___ ☐ Par un groupe

Si OUI, sur quels modes de transports :____**TER**_____

Lors de ce trajet avez-vous transporté des marchandises :

☐ NON ☐ **OUI détails : _____Mon pique nique dans mon sac à dos**_____

Quelle est la fréquence de ce trajet ? : ☐ Exceptionnel ☐ « De temps en temps »
☐ Hebdomadaire ☐ **Quotidien en semaine**

Votre trajet a-t'il été ? :

(1 : pas du tout ; 2 : un peu ; 3 : moyennement ; 4 : plutôt ; 5 : tout à fait)

	1 2 3 4 5		1 2 3 4 5
Economique	☐☐☐☐☐	En sécurité	☐☐☐☐☐
Pratique	☐☐☐☐☐	Respectueux de l'environnement	☐☐☐☐☐
Confortable	☐☐☐☐☐	Facile	☐☐☐☐☐
Bénéfique physiquement	☐☐☐☐☐	Ponctuel	☐☐☐☐☐
Rapide	☐☐☐☐☐	Convivial	☐☐☐☐☐
Autre : _____	☐☐☐☐☐	Autre : **Profitable (lecture –travail)**_	☐☐☐☐☐

Avez-vous rencontré des difficultés ? ☐ NON ☐ **OUI**
Si OUI, quels sont ces difficultés ? :

1 :__**Monter et descendre son vélo dans les escaliers des gares de Venarey et Dijon ce n'est pas pratique**__

2 :__**Monter son vélo dans le train ce n'est pas pratique (escalier et accroche vélo)** _

3 :_**Il n'y avait plus de place pour mon vélo au niveau des accroches vélos**__

4 :___**J'arrive parfois en sueur au travail**_____

Quelle(s) solution(s) immédiate(s) avez-vous trouvées ? :

1 :_**J'ai porté mon vélo**_____

2 :_**J'ai demandé un coup de main à d'autres usagers**__

3 :_____

4 :_____

A votre niveau, quelles solutions sont envisageables pour améliorer les trajets futurs ? :

1 :___ **J'ai laissé des habits de rechange au travail** ___

2 :__**Etre dans les premiers à monter dans le train et pas arriver à la dernière minute si je peux**____

3 :_____

4 :_____

Quels sont les aménagements, services, équipements,…, souhaitables pour augmenter la qualité du déplacement ?

__**Des rampes pourraient être mises dans les escaliers.**

__**Pour les nouveaux wagons : éviter les marches**_____

___**Plus de places pour les vélos dans les trains et toujours au même endroit**_____

Avant et lors de ce trajet avez-vous dû ? :

Vous repérer	☐ **NON** ☐ OUI	Calculer le coût	☐ NON ☐ **OUI**
Vous orienter	☐ NON ☐ **OUI**	Trouver des correspondances	☐ **NON** ☐ OUI
Calculer le temps de trajet	☐ NON ☐ **OUI**	Anticiper la sécurité du trajet	☐ **NON** ☐ OUI
Calculer la distance	☐ NON ☐ **OUI** ☐ OUI	Vous approprier le mode de transport	☐ **NON**
Autres	☐ NON ☐ **OUI**	Détails : ____**préparer des affaires de rechange**_____	

_____

_____

Quelles connaissances peuvent vous aider dans la préparation de ce type de trajet ? : _____

_____**l'anticipation et l'organisation**_

Pour ce trajet, avez-vous fait appel à des personnes ou à des outils ?

Associations	☐ **NON**☐ OUI	Lesquelles :
Sites internet	☐ NON☐ **OUI**	Lesquels : __**www.ter-bourgogne.fr**___
Centrales téléphonique d'informations	☐ NON ☐ **OUI**	Lesquelles : _____**Mobigo**_____
Cartes papier / plans	☐ NON ☐ **OUI**	Lesquelles : ___**Plan de Dijon**_
Conseils d'amis, de collègues, de la famille	☐ **NON** ☐ OUI	Lesquelles : _____

Autres Précisez)_____

Observations diverses

_____

_____

_____

_____**Il faisait beau et prendre le vélo m'a évité de rater mon train en étant bloqué dans les bouchons en bus ou voiture dans Dijon**

_____

_____**Aujourd'hui j'ai rencontré quelqu'un à un feu rouge, on a parlé de la chance d'être en vélo et pas coincé dans les bouchons.**

_____**Quand j'ai acheté mon pique nique j'ai du mettre l'antivol à mon vélo et il est difficile à mettre.**_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

9.4 Questionnaire d'évaluation des expérimentations



Questionnaire d'« évaluation des expériences menées sur le terrain de la mobilité »

A : Diagnostic :

A1. Qu'est-ce qui se maintient dans vos habitudes de mobilité par rapport au début de l'initiative « j'y vais autrement » ? Donnez des exemples.

A2. Quels en sont les principaux avantages et inconvénients ?

A3. Qu'est-ce qui a changé ? Donnez des exemples.

A4. Quels en sont les principaux avantages et inconvénients ?

A5. Ces changements ont-ils été difficiles à effectuer ?
□ Non

□ Oui. Précisez : _____
□ Sans réponse

A6. Après ces expérimentations, avez-vous le sentiment que votre liberté a été :
□ Diminuée
□ Conservée,
□ Augmentée.
□ Sans réponse

A7. Ces changements ont-ils eu un impact sur votre vie familiale ?
□ Non
□ Oui : Lesquels : _____

_____

_____

□ Sans réponse

A8. Quels sont leurs impacts financiers ?
□ Nul
□ Faible
□ Assez important
□ Très important
□ Considérable
□ Sans réponse
Lesquels : _____

A9. Quels sont leurs impacts sociaux ?
□ Nul
□ Faible
□ Assez important
□ Très important
□ Considérable
□ Sans réponse
Lesquels : _____

A10. Quels sont leurs impacts environnementaux ?
□ Nul
□ Faible
□ Assez important
□ Très important
□ Considérable
□ Sans réponse
Lesquels : _____

A11. Quelles sont les compétences que vous avez acquises ou développées ?
_____

_____

_____

_____

A12. Quels problèmes, ces changements, ont-ils résolus ? Donnez des exemples.

_____

_____

_____

_____

A13. Quels problèmes, ces changements, ont-ils posés ? Donnez des exemples.

_____

_____

_____

_____

A14. Quelles sont les solutions personnelles, que vous avez trouvées, qui vous semblent les plus utiles ?

_____

_____

_____

_____

A15. Quels problèmes restent posés ? Donnez des exemples.

_____

_____

_____

_____

B. Propositions

B1. Quelles sont les principales demandes que vous adressez ? :

A votre employeur : _____

_____

_____

_____

Aux entreprises de transport : _____

_____

_____

_____

Aux services administratifs : _____

_____

_____

_____

Aux commerces : _____

_____

_____

_____

A l'Education Nationale : _____

_____

_____

_____

Aux collectivités territoriales (mairie, communauté de communes, Département, Région, Etat) : ___

_____

_____

_____

_____

Aux élus locaux et nationaux : _____

_____

_____

_____

_____

A vos concitoyens (voisins, famille, amis, collègues…) : _____

_____

_____

_____

_____

A d'autres (précisez lesquels) : _____

_____

_____

_____

C. Actions futures.

C1. Avez-vous pris des résolutions concernant votre mobilité ?
□ Non
□ Oui. Lesquelles : _____

_____

_____

C2. Avez-vous envie de rencontrer les volontaires des autres structures pour échanger avec eux ?
□ Oui
□ Non
□ Sans réponse

C3. Etes-vous intéressé par la présentation, en 2010, des résultats de cette initiative ?
□ Oui
□ Non
□ Sans réponse

C4. Souhaiteriez-vous continuer d'une façon ou d'une autre ces expérimentations sur la mobilité ?
□ Non
□ Oui, comment : _____

_____

_____

C5. A la fin de l'initiative « J'y vais autrement… », le blog doit il se poursuivre ?
□ Non
□ Oui. Comment : _____

_____

_____

□ Sans réponse

C6. Quelles sont les pistes pour la mobilité que vous souhaitez explorer dans le futur ?

_____

_____

_____

_____

C7. Souhaiteriez-vous que ces expérimentations soient élargies à d'autres personnes ?

□ Non
□ Oui, lesquelles : _____

Nom :_____

Prénom :_____

Structure partenaire : _____

9.5 Questionnaire d'évaluation de la Formation-Recherche-Action

J'y vais autrement...
Une initiative pour la mobilité durable

Fiche d'évaluation pédagogique des séances : « J'y vais autrement… »

Nom :_____

Prénom :_____

Structure partenaire : _____

Comment évaluez-vous… (cochez la case) :

	Très insatisfaisant	Insatisfaisant	Satisfaisant	Très satisfaisant
1/ L'invitation à participer à l'initiative	☐	☐	☐	☐
2/ La présentation de la démarche	☐	☐	☐	☐
3/ Le film sur les mobilités alternatives	☐	☐	☐	☐
4/ Le questionnaire sur les motivations	☐	☐	☐	☐
5/ Le questionnaire sur la mobilité du ménage	☐	☐	☐	☐
6/ La présentation du « carnet de bord du volontaire » manuscrit	☐	☐	☐	☐
7/ La présentation du « carnet de bord du volontaire » informatique	☐	☐	☐	☐
8/ Le blog « J'y vais autrement… »	☐	☐	☐	☐
9/ La qualité des intervenants	☐	☐	☐	☐
10/ Les échanges avec les participants	☐	☐	☐	☐
11/ L'accueil	☐	☐	☐	☐
12/ L'organisation matérielle	☐	☐	☐	☐
13/ Les informations apportées	☐	☐	☐	☐

B : Les questionnaires :

B1. Avez-vous eu des difficultés à remplir le questionnaire sur les motivations ?

□ Non
□ Oui. Lesquelles :_____
□ Sans réponse

B2. Auriez-vous des propositions pour améliorer ce questionnaire ?

_____

_____

_____

_____

B3. Avez-vous eu des difficultés à remplir le questionnaire sur la mobilité de votre ménage ?
□ Non
□ Oui. Lesquelles :_____
□ Sans réponse

B4. Auriez-vous des propositions pour améliorer ce questionnaire ?

_____

_____

_____

_____

B5. Avez-vous eu des difficultés à remplir le carnet de bord du volontaire manuscrit ?
□ Non
□ Oui. Lesquelles :_____
□ Sans réponse

B6. Auriez-vous des propositions pour améliorer ce carnet ?

_____

_____

_____

_____

B7. Avez-vous eu des difficultés à remplir le carnet de bord du volontaire informatique ?
□ Non
□ Oui. Lesquelles :_____
□ Sans réponse

B8. Auriez-vous des propositions pour améliorer cet outil ?

_____

_____

_____

_____

B9. Avez-vous eu des difficultés pour remplir « le questionnaire d'évaluation de vos expériences menées sur le terrain de la mobilité » ?
□ Non
□ Oui. Lesquelles :_____
□ Sans réponse

B10. Auriez-vous des propositions pour améliorer ce questionnaire d'évaluation ?

_____

_____

_____

_____

C. L'animation et les échanges

C1. Avez-vous apprécié l'animation des échanges avec le groupe ?
□ Oui
□ Non
□ Sans réponse

C2. Auriez-vous des propositions d'amélioration de cette animation ?

_____

_____

_____

_____

C3. Avez-vous tiré avantage des réflexions du groupe ?
□ Oui
□ Non
□ Sans réponse

Si oui, pouvez-vous nous donner quelques exemples ?

_____

_____

_____

C4. Lors de ces 3 séances, qu'est ce qui vous a semblé le plus important pour votre réflexion et votre action ?

_____

_____

_____

_____

C5. Qu’est ce que vous avez le moins apprécié ?

_____

_____

_____

_____

C6. Qu'est-ce qui vous a poussé à mener des expérimentations sur le terrain de la mobilité ?

_____

_____

_____

_____

C7. Le temps que vous avez consacré via votre participation à cette initiative vous a-t-il paru ? (Plusieurs réponses possibles)

□ Nécessaire
□ Superflu
□ Excessif
□ Anodin
□ Sans réponse

C8. Vous êtes-vous sentis engagés dans la démarche « j'y vais autrement » ?

□ Pas du tout
□ Un peu
□ Moyennement
□ Tout à fait
□ Sans réponse

C9. Avez-vous eu le sentiment que ces séances faisaient appel à « l'intelligence collective » ?

□ Oui
□ Non
□ Sans réponse

C10. Avez-vous visitez le Blog « J’y vais autrement… » ?

□ Non
□ Oui
□ Sans réponse

C11. Avez-vous inscrit un message sur le blog « J’y vais autrement » ?

□ Non
□ Oui
□ Sans réponse

C12. Avez-vous eu des difficultés pour utiliser le Blog « J’y vais autrement… » ? (Intérêt, lisibilité)

□ Non
□ Oui. Lesquelles :_____
□ Sans réponse

C13. Auriez-vous des propositions pour en améliorer l'usage ?

_____

_____

_____

_____

****

D1. Avez-vous eu des difficultés pour remplir « la fiche d'évaluation pédagogique des séances »?

□ Non

□ Oui. Lesquelles :_____

□ Sans réponse

D2. Auriez-vous des propositions pour améliorer cette fiche ?

_____

_____

_____

_____

A ..... le ……/……/20___

Signature :

9.6 Visuel du blog « J'y vais autrement… »



DIMANCHE 28 MARS 2010

Cyclistes et piétons moins exposés à la pollution que les automobilistes !

(source : http://www.planet.fr/actu,je-deplace-ecolo-ou-pas-environnement,article,0,0.html)

Les conclusions d'une étude menée en région parisienne par la préfecture de police et la Ville de Paris sont surprenantes. L'automobiliste, qu'on pensait plus à l'abri dans sa voiture, est en fait plus exposé que le piéton et le cycliste à la majorité des polluants étudiés : monoxyde de carbone, benzène, monoxyde d'azote, etc.

Pour plus d'explication, lire le résumé de l'étude sur le site de la préfecture de police de Paris.

PUBLIÉ PAR JEAN-PHILIPPE HARANG À L'ADRESSE 21:27

0 COMMENTAIRES:

ENREGISTRER UN COMMENTAIRE

Commentaire : Sélectionner le profil...

Publier un commentaire | Aperçu

COMBIEN DE FOIS ÊTES-VOUS VENU SUR CE BLOG ?

C'est la premiè...	2 (66%)
2-3ème fois	1 (33%)
Plus de 3 fois	0 (0%)
Je viens souve...	0 (0%)

Nombre de votes jusqu'à

PENSEZ-VOUS VENIR À LA CONFÉRENCE MOBILITÉ DU 21 JANVIER ?

OUI	1 (100%)
NON	0 (0%)
Je ne sais pas e...	0 (0%)
Sans réponse	0 (0%)

Nombre de votes jusqu'à

DIAPORAMA



LE COVOITURAGE, C'EST DIFFICILE ! POURQUOI ?

Il faut anticip...	1 (100%)
J'ai peur d'étr...	0 (0%)
Je ne sais jama...	0 (0%)
Pour moi, pas d...	1 (100%)
Quand on est p...	0 (0%)


Vous êtes déjà membre ? Connexion
ARCHIVES DU BLOG
2010 (19)
mai (4)
avril (1)
mars (2)
Cyclistes et piétons moins exposés à la pollution ...
location entre particuliers
février (8)
janvier (4)
2009 (34)
NOS PARTENAIRES
alterre bourgogne
Conseil Général www.cotedor.fr
uB
SNCF
Programme Énergie Climat Bourgogne
ADEME
Bourgogne Conseil régional

9.7 Revue de presse

Presse TV :

- Reportage Dijonscope :

  http://www.dijonscope.com/006838-bourgogne-j-y-vais-autrement-qu-en-voiture-video

Presse Radio :

- Interview Radio Morvan
- Interview France Bleu Bourgogne
- Interview Bac FM

Presse écrite (articles à la suite) :

- Lettre du BFCE
- Journal de l'Agenda 21 de Cosne Cours sur Loire
- La Lettre du CEA
- La lettre de l'Ifree n°33
- La lettre du développement local n°59, ETD, Focus
- Le Bien Public
- Le Journal du Centre
- Le Journal du Palais

Bien Public
vendredi 24 avril 2009

Pays d'auxois

Se déplacer, mais autrement

Favoriser l'émergence de solutions alternatives à la voiture, telle est l'ambition de « J'y vais autrement... », une initiative pour la mobilité durable, qui a débuté officiellement le 20 avril. Conscients des enjeux d'une mobilité responsable, que ce soit en termes environnementaux (maîtrise des émissions de gaz à effet de serre) comme sanitaires (maîtrise des émissions de dioxyde de carbone, de particules fines) ou encore socio-économiques (impact budgétaire pour les ménages), à l'échelle des citoyens comme des territoires, une dizaine d'associations, d'établissements publics et de collectivités bourguignonnes se sont associés à « J'y vais autrement... ».

Dans la continuité de ces actions en faveur de la communication sur les solutions de mobilité existante (guide de la mobilité), d'engagement en faveur de la promotion d'un développement durable et dans le cadre des actions de mise en œuvre de son agenda 21, le Pays de l'Auxois-Morvan, présidé par Patrick Molinoz et Jean-luc Javouhey (animateur de la commission services du conseil de développement) ont souhaité s'inscrire dans cette démarche. Durant les prochains mois, la commission services du conseil de développement du Pays de l'Auxois-Morvan suivra une dizaine de volontaires qui aura choisi d'utiliser le « Ticket Côte-d'Or » sur les transports scolaires et dessertes locales ouvertes à cette tarification.

« J'y vais autrement... » est conçu sur le principe du partenariat : les associations et collectivités qui participent au projet incitent des citoyens volontaires à s'engager à utiliser une ou plusieurs de ces solutions. Au terme d'une année, un bilan de leur « comportementmobilité » est effectué. Il permettra de connaître les motivations qui ont induit tel ou tel comportement, de travailler sur les solutions pour lever les freins, et apporter un éclairage utile aux acteurs publics, notamment dans la perspective de développement de programmes mobilité et de plans climat territoriaux.

L'initiative, pilotée par Alterre Bourgogne, l'Université de Bourgogne et la SNCF, bénéficie du soutien technique et financier du Programme énergie Climat Bourgogne.

Dès aujourd'hui le Pays de l'Auxois-Morvan Côte-d'Orien fait appel aux habitants du territoire souhaitant s'inscrire dans cette démarche.

Renseignements. - Aurélien Trioux, Chargé de mission Pays, tél. : 03 80 49 65 00 ou pays.auxois@wanadoo.fr/

France Bleu Bourgogne

Samedi 09/05/09 : Et si on se déplaçait autrement ?



© RF/C.Abramowitz

Des volontaires troquent leur voiture pour des transports alternatifs

Pendant 6 mois, une centaine de volontaires s'engagent à se déplacer autrement ! Ils vont laisser leur voiture pour lui préférer la marche à pied, les transports en commun le vélo ou encore le co-voiturage. L'opération baptisée "J'y vais autrement" est mise en place par Alterre, l'agence pour l'environnement et le développement soutenable. L'idée c'est de faire changer nos comportements avec la voiture. Le programme Energie climat Bourgogne soutient financièrement le projet. Les résultats définitifs sont attendus en mars 2010.

Ecouter

http://www.bfce.eu/FR/jyvaisautrement.html

J'y vais autrement...

Pour mieux connaître et inciter aux modes de déplacement alternatifs, Alterre Bourgogne a lancé une initiative sur la mobilité durable en Bourgogne.

Retour aux projets locaux

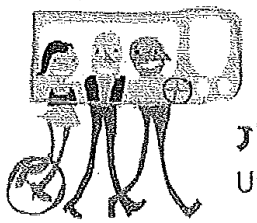
Actualité



Premier appel à projets LEAD-Era

Le consortium européen LEAD-ERA lance son premier appel à projets le 15 Février 2010. Cet appel permettra de financer des projets innovants transnationaux / transrégionaux de recherche industrielle visant à développer des nouveaux produits ou procédés à destination de **six marchés cibles: e-santé, énergies renouvelables, construction durable, bioproduits, recyclage et textiles de protection.**

Un minimum de 2 industriels
Lire la suite...



J'y vais autrement...
Une initiative pour la mobilité durable

La mobilité tient une place majeure dans notre société et dans nos vies quotidiennes. Nous nous déplaçons pour toutes sortes de motifs, du travail aux loisirs en passant par l'approvisionnement. Cette mobilité est essentiellement assurée par l'automobile. En espace rural, où les distances sont relativement longues et la population dispersée, la voiture est utilisée dans 90 % des déplacements ; il en va de même en espace périurbain, où les transports sont souvent peu structurés et les déplacements importants ; enfin en espace urbain dense, bien que l'offre de transport soit plus forte, l'automobile est là encore un véhicule omniprésent.

Or, mal utilisé, ce mode de déplacement heurte les trois piliers du développement durable. Il est de plus en plus lourd à supporter par les particuliers du point de vue financier, compte-tenu de la hausse globale du coût des carburants. Il engendre des inégalités sociales et territoriales importantes, notamment pour les personnes non motorisées. Et enfin, il émet 14 % des émissions de gaz à effet de serre, et est de loin le mode de déplacement de personnes le plus polluant (étant donné que le taux moyen de remplissage d'une voiture est de 1,2 personnes).

Les alternatives à la voiture personnelle sont nombreuses et diverses selon le type de territoire. Il peut s'agir de modes doux (vélo, marche à pied...), de transports en communs (bus, train, car...), ou de modes émergeants plus flexibles, s'adaptant mieux à des horaires moins classiques ou à des zones

moins densément peuplées (covoiturage, transport à la demande...). Mais toutes ces possibilités sont souvent méconnues, et doivent être reconsidérées. Or la Bourgogne est terrain d'initiatives dans ce domaine, qui méritent d'être soutenues.

Face à ces enjeux, Alterre Bourgogne, l'agence régionale pour l'environnement et le développement soutenable, a décidé de travailler en faveur des modes de déplacement alternatifs, en partenariat avec des acteurs du territoire, et en impliquant des citoyens usagers. Une meilleure connaissance de la problématique et des déterminants comportementaux par les acteurs du territoire permettra à tous d'agir.

Cette initiative s'adresse à tous les acteurs du territoire, associations ou collectivités, proposant une offre de transport alternatif et/ou promouvant des déplacements plus propres existants. Si ces acteurs s'engagent dans l'initiative, ils deviennent partenaires de l'initiative.

Les partenaires (au nombre de 10) seront accompagnés par Alterre Bourgogne, avec l'aide de l'Université de Bourgogne, la SNCF, et l'ADEME. Chacun de ces partenaires accompagnera à son tour une dizaine de citoyens volontaires qui s'engageront à utiliser l'alternative proposée dans leurs déplacements. Cette démultiplication du suivi permet d'être au plus près des individus au niveau local, mais aussi d'avoir une certaine représentativité de la population bourguignonne à travers un panel d'expériences diverses.

Pourquoi cette initiative ?

La mobilité touche à l'organisation quotidienne des personnes ; c'est donc un domaine très personnel sur lequel il est difficile de vouloir agir. La communication et la sensibilisation sont intéressantes, mais ne suffisent pas à faire passer les gens à l'acte, parce que les déterminants sont très complexes. A travers l'initiative « J'y vais autrement », nous voulons comprendre ces mécanismes afin d'aider les territoires à y apporter les meilleures réponses.

La mobilité est une problématique émergeante, mais qui s'impose dès aujourd'hui à tous . La réponse n'est pas unique, mais doit s'adapter au contexte local. En s'appuyant sur des expériences concrètes qui seront capitalisées et valorisées, cette initiative contribuera à une meilleure considération du problème au niveau régional, et permettra à d'autres acteurs régionaux de s'approprier les alternatives proposées.

Les objectifs

** localement, 'tester' des actions possibles en matière de mobilité alternative, à les faire connaitre à la population, et à accompagner les acteurs ;*
** au niveau régional, faire connaitre ces initiatives et inspirer d'autres territoires ;*
** à un niveau plus global, produire une analyse constructive des comportements des gens vis-à-vis de leur mobilité qui permettra à toutes les échelles d'adapter les actions.*

L'objectif global est d'obtenir la participation des citoyens sous forme d'implication active dans l'initiative, voire de susciter les changements de comportements des Bourguignons en faveur de modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle.

Agenda:

Le lancement officiel de l'initiative avec les partenaires a eu lieu en avril 2009.
Engagement des volontaires durant l'année.

Conférence organisée en décembre 2009 sur le thème de la mobilité.
Événement de clôture : un évènement de clôture aura lieu en mars 2010.

L'initiative « J'y vais autrement... » a été co-construite et repose sur le principe du partenariat :

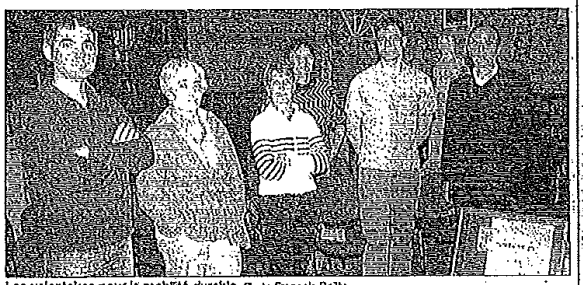
♦ Alterre Bourgogne assurera la coordination au niveau global ainsi que l'animation des réunions locales
♦ Des chercheurs de l'Université de Bourgogne assureront le suivi et l'analyse des retours d'expérience
♦ Les participants au comité de pilotage (chercheurs, territoires, associations, SNCF, ADEME) apporteront leurs connaissances et confronteront leurs points de vue afin de structurer au mieux l'initiative
♦ L'ADEME fournira un certain nombre d'outils et de connaissances
♦ Les partenaires coordonneront l'initiative au niveau local et animeront leur groupe d'utilisateurs

alterre bourgogne

Alterre Bourgogne est l'Agence pour l'environnement et le développement soutenable en Bourgogne. En savoir plus

Le Bien Public, 23/10/2009

GEVREY-CHAMBERTIN



Les volontaires pour la mobilité durable. Photo François Bally

Une initiative originale pour une mobilité plus écolo

La Ville et une dizaine de citoyens ont décidé d'être volontaires pour réfléchir à un nouveau mode de déplacement.

Pour mieux connaître et faire connaître la mobilité, ses enjeux et ses acteurs, Alterre Bourgogne lance une initiative, « J'y vais autrement », visant localement à tester des actions possibles en matière de mobilité alternative et à accompagner les acteurs.

La mobilité tient une place majeure dans notre société et dans nos vies quotidiennes. Nous nous déplaçons pour toutes sortes de motifs, du travail aux loisirs en passant par l'approvisionnement. Cette mobilité est essentiellement assurée en automobile (la voiture est utilisée dans 90 % des déplacements). Or, mal utilisé, ce mode de déplacement heurte les trois piliers du développement durable. Il est de plus en plus lourd à supporter par les particuliers du point de vue financier, compte tenu de la hausse globale du coût des carburants. Il engendre des inégalités sociales et territoriales importantes, notamment pour les personnes non motorisées. Et enfin, il est responsable de 14 % des émissions de gaz à effet de serre, et est de loin le mode de déplacement de personnes le plus polluant (étant donné que le taux moyen de remplissage d'une voiture est de 1,2 personnes).

De nombreuses alternatives

Les alternatives à la voiture individuelle sont nombreuses et diverses selon le type de territoire. Il peut s'agir de modes doux (vélo, marche à pied...), de transports en communs (bus, train, car...), ou de modes émergents plus flexibles, s'adaptant mieux à des horaires moins classiques ou à des zones moins densément peuplées (covoiturage, transport à la demande...). Mais toutes ces possibilités sont souvent méconnues et doivent être reconsidérées.

Cette année, avec l'aide de l'université de Bourgogne, la SNCF et l'Ademe, la Ville de Gevrey-Chambertin, avec dix autres partenaires, s'est portée volontaire. Elle s'engage à accompagner une dizaine de citoyens, également volontaires, qui ont accepté d'utiliser l'alternative proposée dans leurs déplacements.

Cette expérience est lancée par Christophe Lucand, conseiller municipal délégué chargé du développement durable et de la démocratie participative depuis la mi-octobre auprès de la dizaine de Gibriaçois, et doit durer jusqu'en mars 2010.

Aurélien Trioux (Alterre) et Philippe Mougel (sociologue) suivent cette opération qui va permettre à tous les volontaires de réfléchir à un mode de transport alternatif.

INFO Renseignements : www.alterre-bourgogne.fr/.

- La Cité Technique Municipale utilise et produit des déchets spécifiques et très polluants
- Le marché génère une quantité importante de déchets : en 2007, marché du mercredi 70 tonnes ; du dimanche 50 tonnes ; St Michel 1.2 tonnes sans aucun tri. Les riverains et commerçants sédentaires apportent leurs déchets en supplément.
- Les vins d'honneur génèrent des déchets
- Les écoles génèrent des déchets

Objectifs

Le groupe « valorisation des déchets » a relevé les manches et étudie les solutions suivantes :
- Pour les déchets administratifs & les déchets scolaires : proposer des actions visant à réduire la quantité de déchets produits et mettre en place le tri sélectif.
- Pour les déchets de la Cité Technique Municipale & ceux liés aux vins d'honneur : s'assurer que chaque type de déchet est récupéré et traité de façon appropriée.
- Pour les marchés : diminuer la quantité de déchets et partager leur prise en charge.

Groupe de travail « Mobilité »

Constats

La Ville n'a aucune visibilité sur les modes de déplacements des agents pour les trajets domicile/travail - professionnels et formations.

Objectifs.

Suite à ce constat et sous l'impulsion d'Alterre Bourgogne, la municipalité a décidé d'adhérer à l'opération « J'y vais autrement ». Cette opération vise à échanger sur les modes de transports alternatifs afin de trouver les leviers favorisant le choix des modes de transports autres que la voiture individuelle.

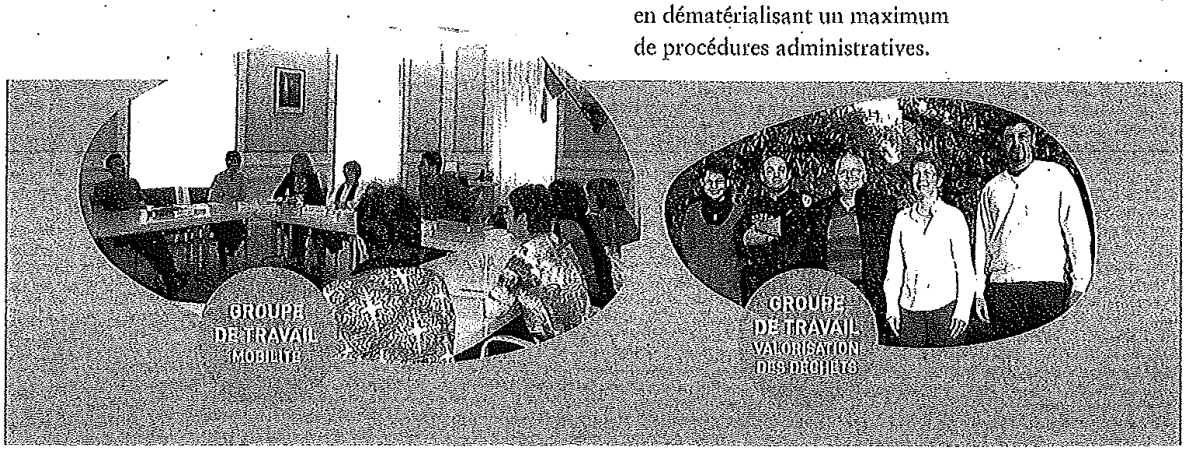
Groupe de travail « Dématérialisation »

Constats

La Ville déjà exemplaire en matière de consommation de papiers, souhaite renforcer ses efforts.

Objectifs

L'objectif du groupe de travail est donc de diminuer le gâchis de papier, de limiter les coûts de fonctionnement et de réduire l'utilisation des consommables en dématérialisant un maximum de procédures administratives.



Le Bien Public, 29/12/2009

GEVREY-CHAMBERTIN. Une action autour du développement durable

Prise de conscience réussie

Pour la troisième et dernière fois, les volontaires du canton Gevrey-Chambertin se sont réunis dans le cadre de l'initiative « J'y vais autrement ».

Portée par l'association régionale Alterre Bourgogne, l'agence régionale pour l'environnement et le développement soutenable, « J'y vais autrement » a pour ambition de suivre le comportement de volontaires bourguignons dans leur mobilité.

Avantages et inconvénients

Animées par Aurélien Trioux, chargé de mission « Mobilité et Territoire », et Philippe Mengel, sociologue à l'Université de Bourgogne, les trois réunions ont permis d'accompagner les volontaires dans leur réflexion sur leur mobilité et dans leur volonté de changement de comportement. Lors de cette troisième réunion, l'évaluation de l'initiative et de l'engagement a remarqué que la mobilité avait un coût financier, environnemental et social, mais tous ont confirmé qu'elle apporte de nombreux avantages.

Alterre Bourgogne a terminé ses réunions à Gevrey-Chambertin. Photo PB

Pour s'adapter au mieux

D'ici fin janvier, Alterre Bourgogne poursuivra ses rencontres avec les autres groupes de volontaires sur la Bourgogne puis analysera l'ensemble des données quantitatives et qualitatives recueillies.

Un rendu sera fait auprès des volontaires dans le courant du premier trimestre 2010. Il permettra aux volontaires et aux organisateurs de transports de prendre acte des conclusions et d'adapter leur offre de mobilité au plus près des besoins des citoyens.

L'action « J'y vais autrement » s'intéresse à la mobilité des Bourguignons

INFO Aurélien Trioux, Alterre Bourgogne, 9 bd Rembrandt, 21000 Dijon ; tél. 03.80.68.44.30. Fax : 03.80.68.44.31. Site Internet : www.alterre-bourgogne.fr et blog http://jyvaisautrement.blogspot.com

En Bourgogne, des volontaires s'engagent à se déplacer autrement

Dans le cadre de sa mission de sensibilisation et d'accompagnement au changement de comportement, Alterre Bourgogne, l'agence régionale pour l'environnement et le développement soutenable, a conçu une initiative en faveur de la mobilité durable intitulée « J'y vais autrement ». Menée en partenariat avec l'Université de Bourgogne, l'ADEME et la SNCF, cette initiative a pour objectif d'étudier les facteurs psychologiques et pratiques freinant le passage de la voiture individuelle aux solutions alternatives possibles.



J'y vais autrement...
Une initiative pour la mobilité durable

L'idée était de travailler en réseau avec une dizaine de structures relais (collectivités, associations, entreprises...) qui, à leur tour, allaient mobiliser un groupe de personnes volontaires, autour des solutions de mobilité qui étaient proposées sur leur territoire ou au sein de leur entreprise. Ces volontaires allaient donc devoir s'engager, sur une période de plusieurs mois, à changer leurs habitudes pour aller vers des solutions plus durables.

Véritable clé de voûte d'un tel projet : l'animation. Sur l'ensemble de la démarche, 35 réunions ont été organisées avec les volontaires (au minimum 3 par structure relais), animées par le chargé de mission mobilité d'Alterre Bourgogne et un sociologue de l'Université présent tout au long du projet ; plusieurs questionnaires ont été distribués aux volontaires afin de recueillir de l'information sur leur profil, leurs motivations, les caractéristiques de leur projet, les facteurs de réussite, les freins rencontrés, l'évaluation de la démarche, l'évaluation de la conduite de la démarche. Un blog a également été mis en place, à la demande des volontaires, afin de créer du lien.

Si la méthodologie a présenté quelques faiblesses, - notamment le fait d'être passé par des associations environnementalistes pour trouver des volontaires qui, de fait, étaient déjà sensibilisés à la question de la mobilité - l'initiative s'est dans l'ensemble bien déroulée et a été bien accueillie par les personnes qui s'y sont engagées. En réunion, les échanges, le partage d'expériences, les ressentis exprimés ont été riches et abondants. Cette démarche a permis de faire prendre conscience aux volontaires que, de la vie en collectivité, naissent des contraintes, et que les besoins particuliers ne peuvent pas passer au premier plan. Elle a aussi eu des impacts directs sur le comportement de quelques personnes : l'une a par exemple repensé son lieu d'habitation pour se rapprocher des commodités offertes par le centre ville ; d'autres ont remis en question le fait de posséder deux véhicules motorisés ; d'autres ont encore vu dans ce thème l'opportunité de débattre des enjeux en famille.

La phase opérationnelle du projet est arrivée à son terme à la fin de l'hiver 2010. Quelques mois plus tard, une synthèse des données et une analyse des comportements, préparées en collaboration par le chargé de mission d'Alterre Bourgogne et le sociologue de l'Université, ont été présentées aux volontaires et aux structures relais, ainsi qu'aux acteurs publics locaux concernés par les questions de mobilité (techniciens des collectivités, autorités organisatrices de transports, élus...). L'enjeu était de fournir aux décideurs des clés sociopsychologiques qui permettront d'inciter les usagers à changer de comportement.

Contact : Aurélien TIRENTE, Alterre Bourgogne,
a.tirente@alterre-bourgogne.org, tél : 03 80 68 44 30

outils & r

Le guide pédagogique « La mobilité durable »

Chaque année, Alterre Bourgogne organise, dans le cadre du SIFERE, les « Journées de l'Education Relative à l'Environnement ». L'objectif est d'inciter les formateurs à mener des actions pédagogiques sur un thème environnemental qui présente des enjeux forts en matière de développement durable. Pour accompagner enseignants et animateurs dans la construction et la mise en œuvre de leurs initiatives, plusieurs outils sont proposés dont un guide pédagogique.*



Téléchargeable sur notre site internet, le guide pédagogique doit permettre aux formateurs de se familiariser avec le thème des Journées de l'ERE à travers une partie « apport de connaissances » et de puiser des idées grâce aux nombreuses pistes d'actions décrites dans des fiches activités.

Le guide pédagogique 2010 est consacré à la mobilité durable. Le sujet est en premier lieu présenté sous plusieurs angles, notamment celui de l'histoire de l'homme et de ses déplacements et celui des enjeux liés aux différents modes de transports. Une approche croisée permet également d'approfondir les liens entre la mobilité et d'autres secteurs, comme par exemple la biodiversité, l'urbanisme...

Les fiches activités qui composent la seconde partie du guide décrivent des activités pédagogiques à mettre en place et en fournissent les supports. Pour chaque activité, les niveaux concernés sont précisés (du cycle 1 au lycée). Chaque fiche correspond à un jeu à organiser, une enquête à mener, une expérimentation ou un travail de représentations à faire : on trouve un photo-langage sur les transports, une analyse de publicités sur la voiture, une activité pour imaginer le plan de sa ville, vivre la mobilité avec un handicap... L'idée est d'amener les participants à réfléchir aux changements engendrés par l'évolution de notre mobilité, aux impacts des choix que nous faisons, collectivement ou individuellement, qu'il s'agisse des impacts sur les paysages ou plus généralement sur notre cadre de vie et sur le fonctionnement de la société. Quelques fiches sont aussi consacrées à la mise en place d'actions concrètes telles que la création d'un pédibus. Les fiches activités ont été conçues en collaboration avec deux associations locales : Prunelle cavaburette et Bourgogne Energies Renouvelables.

Globalement, le guide pédagogique d'Alterre Bourgogne privilégie une approche ludique et active, adaptée aux élèves et aux enfants de tout âge, dans le but de les rendre acteurs de leurs apprentissages.

* *Système de Formation des Formateurs à l'Education Relative à l'Environnement : dispositif partenarial ayant pour vocation de développer et renforcer les compétences en éducation relative à l'environnement des acteurs de la formation et de l'éducation en Bourgogne.*

http://www.alterre-bourgogne.fr

Les guides sont téléchargeables à la rubrique « les publications »

Contact: Christine Couturier, Alterre Bourgogne,
c.couturier@alterre-bourgogne.org, tél. : 03 80 68 44 30

Le Journal du Centre, 12/02/2010

TRANSPORTS ■ Une étude sociologique est en cours sur les choix que nous opérons pour nous déplacer

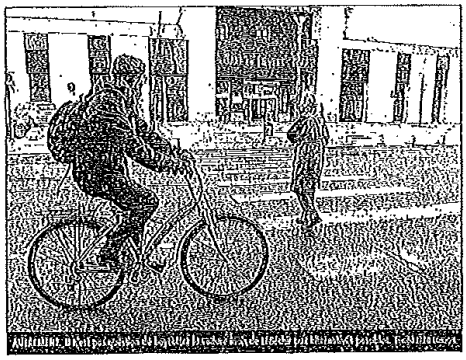
Repérer nos freins et bouger alternatif

L'opération « J'y vais autrement » est lancée par Alterre Bourgogne pour comprendre les blocages aux transports alternatifs. Des Nivernais à l'étude.

Adeline Chanel

Qu'est-ce qui peut faire qu'un individu ne prenne pas le bus qui passe devant chez lui et qui assure le trajet dont il a besoin ? C'est la genèse de question à laquelle tente de répondre l'opération "J'y vais autrement" menée par Alterre Bourgogne, agence pour l'environnement et le développement soutenable.

« On cherche voir les blocages techniques et psychologiques qui empêchent d'avoir accès aux alternatives », résume Aurélien Tilleul, chargé de mission à Alterre Bourgogne. Ou encore : « On n'est pas là pour boycotter la voiture ». « L'objectif de la recherche est d'observer comment les personnes peuvent collaborer, quelles attitudes elles peuvent adopter », ajoute Philippe Mougel, sociologue et docteur en Sciences de l'éducation à l'Université de Bourgogne, partenaire de la recherche. « Ce qu'on cherchait, c'est l'intelligence territoriale, le sentiment d'efficacité par soi-même personnel mais au niveau du territoire, vis-à-vis des associations, des institutions, etc. ».



Pour ce faire, cent Bourguignons installés en milieu urbain, péri-urbain ou rural – contactés par la bouche à oreille et non représentatifs de la population – se sont portés volontaires pour observer leurs propres déplacements.

Ils sont sortis de leurs habitudes

Ils sont douze de "Nevers et ses environs". La première étape, en novembre 2009, fut celle d'échanger sur sa façon d'être mobile, de s'informer aussi. La seconde fut un temps où les volontaires, après avoir dressé le constat de leurs pratiques, ont reçu les outils pour essayer de nouveaux moyens de transports. « Certains ont les yeux écarquillés la première fois, les gens sont par exemple regardés les horaires de bus », se souvient Catherine Lebreton, chargée de mission pour l'agglomération de Nevers, ADIE-Pays de Nevers Sud Nivernais. La dernière étape, mardi dernier à Nevers, était l'occasion de partager ses expérimentations, de les analyser et de voir comment les améliorer (*lire ci-dessous*).

Cette recherche intéresse les partenaires réels de l'opération, entreprises et institutions. Le Pays par exemple car la question de la mobilité se pose en milieu rural.

« Si l'on souhaite que le bus passe toutes les trois minutes, ce n'est pas possible sur une agglomération comme celle de Nevers », illustre Xavier Bodin, chef du service Transports et Mobilités à l'AUDN. ■

EN CHIFFRES

12
volontaires de l'agglomération de Nevers ont participé à l'opération, 100 en Bourgogne au total.

90 %
des déplacements en milieu rural sont faits en voiture.

REPÈRES

Un blog. Les volontaires de l'opération "J'y vais autrement" s'expriment un blog (jyvaisautrement.blogspot.com). On y partage, entre des modes de déplacements "doux" et de l'environnement, des expériences, des astuces pratiques, les événements à venir.

Des journées. Les journées de réflexion relative à l'environnement auront lieu cette année du 22 mars au 2 avril sur le thème de « la mobilité durable ».

Qui est Alterre Bourgogne ? Créée en 2006, Alterre Bourgogne est l'agence régionale pour l'environnement et le développement soutenable. Sa mission est de mobiliser les acteurs de la région pour qu'environnement et développement soutenable soient bien des politiques et les actions des territoires bourguignons. Elle a succédé à l'observatoire régional pour l'environnement en Bourgogne (ORE).

Dec 12/02/10

Des volontaires testent de nouveaux modes de déplacement

Mardi dernier, des habitants de "Nevers et ses environs" ont partagé le constat et leurs expérimentations en transports alternatifs. Témoignages.

Depuis quelques semaines, ils avaient pour mission de détailler huit trajets dans un carnet de bord estampé "J'y vais autrement". Mardi, lors d'un tour de table, ils ont partagé leur vécu et tenté de déceler leurs freins pratiques, familiaux et psychologiques. À noter qu'il s'agissait de personnes déjà très sensibles à la question environnementale.

La première à s'exprimer fut Marion(*), qui vit à la campa-



gne. Pour venir travailler dans l'agglomération de Nevers, pas d'alternative à la voiture. Pour un court trajet depuis le travail, elle a pensé au bus, avant de se rendre compte qu'à pied ce serait plus rapide. « On a vraiment un réflexe voiture et on en oublie qu'on peut le faire à pied », constate-t-elle. Sur le parcours, elle est surprise de constater les traces de pas dans la neige d'autres marcheurs. Au final, elle a fait le trajet plus vite que prévu et pris le temps de prendre « un bon bol d'air » en réfléchissant à sa réunion. Par contre, elle a « perdu une demi-heure ».

Ce fut le tour de Jacques(*) de raconter. Il n'a pas réussi à utiliser le covoiturage car les horaires ne correspondaient pas à ses besoins. Il a pris trois fois le train pour le trajet Nevers-Bourges, plus sécurisant que la voiture à cause du mauvais temps. Le frein ? Deux fois deux heures de retard.

Récits de train, vélo, bus, marche avec leur lot d'avantages et d'inconvénients suivent. Tous sont d'accord. Rien ne remplace l'expérience réelle avant d'opter pour un nouveau mode de déplacement. ■

(*) Prénoms fictifs pour préserver l'anonymat.

Ido

Nevers » Ville

TRANSPORTS Premières conclusions de l'étude sur la mobilité durable

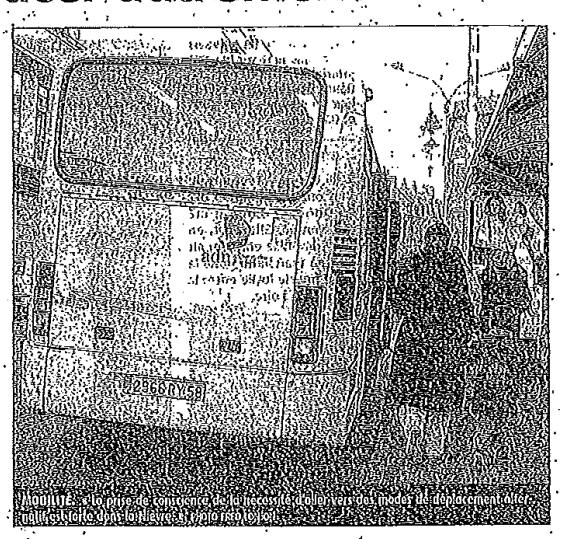
Se déplacer autrement

L'opération "J'y vais autrement", pilotée par Alterre Bourgogne, a étudié pendant un an les pistes pour une nouvelle mobilité. L'heure est au bilan.

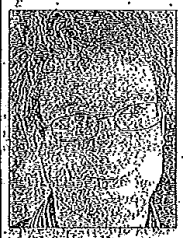
Valérie Morarello

Et si on délaissait la voiture pour prendre le bus ? La question est simple, la mise en pratique semble plus délicate.

C'est dans l'objectif de proposer des solutions alternatives au "tout-automobile" que l'agence pour l'environnement et le développement durable Alterre Bourgogne a lancé l'initiative "J'y vais autrement". Une étude sociologique menée de concert avec des partenaires publics et privés.



MOBILITÉ. « La prise de conscience de la nécessité d'aller vers des modes de déplacements alternatifs est forte dans la Nièvre, aussi bien chez les ruraux que chez les urbains », note Aurélien Trioux, chargé de mission à Alterre.



« Il faut aller vers de nouvelles solutions de mobilité »

AURÉLIEN TRIOUX ALTERRE BOURGOGNE

Après une année d'expérimentation auprès d'une centaine de volontaires dont quatorze habitants de Nevers et Cosne-Cours-sur-Loire, les premières conclusions ont été données.

« La prise de conscience de la nécessité d'aller vers des modes de déplacement alternatif est forte dans la Nièvre, aussi bien chez les ruraux que chez les urbains », note Aurélien Trioux, chargé de mission à Alterre.

Une liberté conservée

À la question "Avez-vous eu le sentiment que votre liberté a été conservée, améliorée ou dégradée ?", les volontaires ont répondu à 80 % par la première proposition.

Une liberté préservée donc, mais également des compétences acquises en matière d'adaptation. « Les volontaires ont été davantage attentifs aux circuits et aux horaires de bus », indique Catherine Lebreton, chargée de mission pour l'agglomération de Nevers et le Pays de Nevers-Sud-Nivernais.

Prêts à faire des efforts, les automobilistes ? Sans aucun doute. À la condition toutefois de leur garantir autonomie, qualité de vie et confort. ■

ALTERRE BOURGOGNE



André Larceneux, Michel Neugnot, Philippe Mougel, Patrice Bouillot et Aurélien Trioux, à l'origine de l'initiative « J'y vais autrement ». Photo EBR

Allons-y autrement…

Il y a un an, Alterre Bourgogne lançait une initiative innovante intitulée « J'y vais autrement ». Jeudi dernier, l'Agence pour l'environnement a présenté ses premiers résultats.

Réduire les émissions de gaz à effet de serre, lutter contre le réchauffement climatique, et surtout comprendre les freins psychologiques au passage à des solutions de mobilité plus soutenable, voilà quelques-uns des objectifs de l'initiative lancée le 20 avril 2009.

« J'y vais autrement » a suivi pendant un an une centaine de personnes volontaires de la région, à l'heure où la mobilité tient une place majeure dans notre société et dans nos vies quotidiennes. Et même si les prix des carburants ne font qu'augmenter, et qu'il est si facile d'utiliser les transports en commun, le vélo ou le covoiturage, les citoyens ont souvent du mal à changer leurs habitudes. Hasard ou destin, lors de la présentation des résultats le jeudi 24 juin, la compagnie bus Divia était en grève…

Tous pour une mobilité durable

L'initiative s'est donc adressée à différents acteurs du territoire (collectivités, établissements publics, associations…) en partenariat avec onze structures comme Rvad ou la Tour Elithis à Dijon.

Mais alors, comment suggérer aux Bourguignons d'utiliser des moyens plus "doux" pour se déplacer ? Un peu plus d'un an plus tard, après de nombreux témoignages, et environ une trentaine de réunions avec les volontaires, Philippe Mougel, sociologue à l'Université de Bourgogne a détecté sept genres d'attitudes intéressantes face à cette mobilité durable. Tous ont développé différentes stratégies pour accompagner le changement. Certains sont ainsi classés dans la catégorie des dissonances cognitives (état de tension désagréable), d'autres dans celle des attitudes conservatrices (« Je veux garder ma voiture »), innovantes proactives (construire des solutions originales), opportunistes (agir selon les circonstances du moment), militantes (ceux qui luttent pour faire triompher leurs idées), le sentiment d'efficacité personnelle, ou enfin, le sentiment d'efficacité territoriale.

> « Il est important d'analyser le comportement des citoyens dans leur façon de se déplacer. »
>
> Philippe Mougel, sociologue

Aurélien Trioux, chargé de la mission mobilité à Alterre Bourgogne, a souligné que tous ces résultats n'étaient pas obtenus dans le but de dissuader les citoyens d'utiliser la voiture, mais tout simplement à les amener à changer leurs habitudes… C'est ce à quoi cette étude servira, à long terme…

CORALIE MONELLI

Face à la crise environnementale

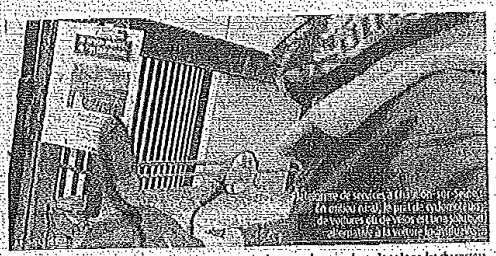
Dans le cadre de l'initiative « J'y vais autrement » et pour arriver à distinguer sept attitudes chez les volontaires, le sociologue cognitif Philippe Mougel a étudié plusieurs enjeux extérieurs. Entre autres, il a diagnostiqué que des habitudes liées à la suprématie de l'auto-mobilité développées au cours du XXe siècle sont aujourd'hui remises en cause pour plusieurs raisons. En effet, comme nous le savons tous, les émissions considérables de dioxyde de carbone (gaz à effet de serre) contribuent au réchauffement climatique de notre planète. Problèmes également : l'augmentation du prix de l'essence et l'épuisement des énergies fossiles, les pollutions diverses, les nuisances, la mortalité routière et les coûts, pour la société, des accidents… Alors citoyens, gare à la crise environnementale !

BP 29/03/10

Agenda

Transport. L'heure d'un premier bilan est venue pour l'opération « J'y vais autrement » organisée par Alterre...

Quels comportements pour quels modes de déplacement ?



Il y a un an, l'agence régionale de l'environnement (Alterre), appuyée par l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), le conseil régional, l'Union européenne et la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) engageait une opération inédite en France : « J'y vais autrement » a consisté à suivre 120 personnes volontaires, réparties dans 11 groupes à travers toute la Bourgogne, pour observer et comprendre la façon dont elles gèrent leur mobilité. Objectif : « *comprendre les freins psychologiques au passage à des solutions de mobilité plus soutenable et identifier de nouveaux leviers d'action* », indique Aurélien Troux, chargé de mission mobilité chez Alterre. Pour la première fois, une étude de terrain tente de décrypter, par une approche comportementaliste, les différentes attitudes des citoyens en termes de déplacements. Le compte-rendu qui sera fait de cette opération permettra de comprendre pourquoi certains « accros à la voiture » semblent refuser de passer aux transports publics, pourquoi le poids des habitudes empêche certains d'expérimenter d'autres modes de déplacement... alors que des solutions alternatives existent, reposant sur d'autres modes (marche à pied, vélo, pédibus, transports publics, covoiturage...) et sur la conjonction de plusieurs modes (inter- ou multimodalité). Le suivi de chacun des volontaires et les 35 réunions organisées à travers la région (254 participants au total) ont permis de tracer les différents profils socio-psychologiques des volontaires qui ont joué le jeu. Philippe Mougel, sociologue à l'université de Bourgogne qui interviendra lors de l'après-midi de bilan, expliquera en quoi consiste la « dissonance cognitive », autrement dit l'apparent paradoxe entre des citoyens qui « savent » que la voiture est objectivement chargée d'inconvénients (polluante, peu sûre, fatigante, coûteuse...), mais qui n'finalement pas pour autant leurs habitudes. La séance se poursuivra, dans le cadre du restaurant de la tour Fiftituds, par un échange autour des comportements, avec Karine Weiss, elle aussi professeure à l'université de Bourgogne.

PATRICE BOURTIOT

• Jeudi 24 juin à 14h à la CCI Dijon. Puis enchaînement « Face aux questions de développement durable, comment nos comportements évoluent-ils ? », au restaurant Carte blanche à 18h. Contact : 03.80.68.44.30.

Syndicat. Cinq invités de marque seront présents à la convention d'été de la CGPME de Côte-d'Or. Le thème : « pourquoi ça marche ? pourquoi ça marche pas ? ».

Réussite ou échec : les retours